UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

(RE)PENSER LES MARGES,
SUR LA CONSTITUTION D'UN PEUPLE DES INVISIBLES DANS LE DISCOURS DE MARINE LE PEN DE 2011 À 2017

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
AU DOCTORAT EN COMMUNICATION

PAR

SKLAERENN LE GALLO

DÉCEMBRE 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

« C'est une vérité universellement reconnue qu'une étudiante à la maîtrise pourvue d'un tant soit peu d'idées doit avoir envie de faire un doctorat. »
À peu près Jane Austen, *Orgueil et préjugés*

À l'heure de refermer le livre de ces six dernières années, je tiens à souligner la présence, l'absence aussi parfois, mais surtout l'importance des belles personnes que j'ai croisées en chemin, qui m'ont tantôt suivie, tantôt précédée, qui ont, parfois trop vite, changé de route, ou qui sont restées à mes côtés.

Je tiens à remercier le Fonds de recherche sur la société et la culture du Québec (FRQSC) pour le soutien financier dont j'ai pu bénéficier qui m'a permis de me rendre où j'en suis maintenant.

Merci à Oumar Kane, mon directeur de thèse. Rendue à la fin de mon doctorat, je tiens à te remercier pour tes enseignements, ta rigueur et tes conseils toujours bienvenus. Et même si je vais probablement faire des cauchemars sur la justification de la pertinence communicationnelle de l'existence pendant quelque temps encore, je me souviendrai surtout de nos discussions plus légères, de l'assurance et de la confiance que j'ai développé à ton contact, de ton ouverture et de ton respect.

Merci à la merveilleuse famille du GERACII dans laquelle j'ai pu m'épanouir personnellement et intellectuellement, et avec qui je ne me suis jamais sentie comme

une « simple étudiante ». Comment ne pas prendre du plaisir à coordonner un groupe dont les membres sont si gentils, généreux, et au sein duquel chaque discussion est plus pertinente que la précédente. Plus particulièrement, merci à Caterine et Caroline, pour votre soutien, votre écoute, pour m'avoir toujours ouvert la porte, pour vos mots d'encouragement et votre accompagnement qui ont été inestimables.

Mélanie, merci pour ta confiance, ton écoute, pour nos discussions autour d'un café, merci de m'avoir offert l'opportunité de travailler avec toi ces quatre dernières années dans une atmosphère respectueuse et ouverte.

Merci à Éric George. Nos échanges au CODO et aux conférences du CRICIS me manqueront.

Merci à mes collègues, devenu-es ami-es, d'avoir été là aussi bien entre les murs de l'UQAM que dans les parcs, les cafés, les bars, aux balcons de Querbes.

Merci à ces collègues que j'ai croisé-es tout au long de la maîtrise et du doctorat, avec qui j'ai œuvré à l'AéMDC, au SAPEC, au CODO et dans tous les comités possibles et inimaginables au sein desquels j'ai pu aller mettre mon nez.

Merci à mes deux Julia préférées. Vous êtes des personnes exceptionnelles, et je suis si heureuse de vous compter dans ma vie.

Merci à ma chère maman, qui bien qu'elle me demande encore après six ans sur quoi je travaille a toujours été mon plus grand soutien. Je ne peux exprimer à quel point ta présence (de l'autre côté de l'Atlantique, certes), m'est précieuse. Merci à mon papa pour sa présence.

Merci à Edernez et Karadeg pour nos conversations souvent peu pertinentes mais ô combien important à mes yeux. Je chéris chaque jour de faire partie de notre fratrie.

Finalement, je tiens à remercier celle qui est à mes côtés littéralement depuis mon premier jour au doctorat. Lisiane, merci pour tout. Merci de partager ma vie et de faire tous les jours de moi une meilleure personne. Merci pour ton amour inconditionnel. Merci pour ta présence. Merci d'être toi.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ x

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I Contexte et problématique de recherche 9

1.1 Importance du mythe dans le discours frontiste 10

1.2 Contexte politique 13

1.2.1 Le système : ennemi du peuple 14
1.2.2 De l'anti-communisme à l'anti-immigrationnisme 20

1.2.2.1 La menace de l'étranger 20
1.2.2.2 La menace de l'européanisation 23

1.2.3 Protéger la nation française 26

1.2.3.1 La natalité comme remède à l'immigration 26
1.2.3.2 « La femme » : un statut ambigu 28

1.2.4 Populisme, démocratie et dédiabolisation 30

1.2.4.1 D'un national-populisme… 30
1.2.4.2 … À un populisme protestataire? 31

1.3 Influences et héritages de la pensée politique du Front national 33

1.3.1 Le peuple face aux élites : influence du boulangisme 34
1.3.2 Le temps des Ligues : émergence d'un nationalisme populiste 39
1.3.3 Face à l'oppression de l'État sur la nation : influences poujadistes 41

1.4 Penser le peuple, penser les marges 45

1.5 Contexte social 46

1.5.1 L'enjeu social des banlieues : Les émeutes de 2005 47
1.5.2 La situation économique mondiale suite à la crise de 2008 48
1.5.3 La question nationale française au prisme de 2015 : la France face aux attentats et à la « crise des migrants » 49

1.6 Questions de recherche 54

CHAPITRE II Cadre conceptuel 55

2.1 Identification et rhétorique 57

2.1.1 Importance du mythe et des *idéographes* 59
2.1.2 Rhétorique constitutive 61

2.2 Performativité, rhétorique et sujet 64

2.2.1 Au-delà de l'interpellation chez Althusser 64
2.2.2 Discours et performativité 70

2.3 Société, social et démocratie 74

2.3.1 Démocratie, peuple et représentation politique 74

2.3.1.1 Crise de la représentation ou haine de la démocratie ? 75
2.3.1.2 La représentation comme dépossession 76

2.3.2 Autonomie et auto-institution de la société 80
2.3.3 Politique, social et démocratie 84
2.3.4 Conclusion partielle 88

2.4 Relations hégémoniques et articulation 90

2.4.1 Laclau : La raison populiste 90
2.4.2 Construction d'un « peuple » 91

2.5 Culture et politique : Sur la représentation des « invisibles » 95

2.5.1 La question des masses 96
2.5.2 Repenser le populaire 98
2.5.3 Politiser les masses ? Penser le populaire en termes politiques 102

CHAPITRE III Méthodologie 105

3.1 Posture épistémologique : à l'articulation des représentations 105

3.2 Penser l'articulation comme outil d'analyse 110

3.3 Grille d'analyse 114

3.4 Techniques d'analyse 117

3.5 Corpus 118

CHAPITRE IV Démocratie, cadre national et rejet des élites : sur le discours de Marine Le Pen 123

4.1 Une approche de la démocratie 126

4.1.1 L'affirmation républicaine 128

4.1.1.1 Face aux communautarismes 130
4.1.1.2 Reprendre en main l'éducation 133
4.1.1.3 Le retour du discours sécuritaire 134
4.1.1.4 L'essentielle liberté 137
4.1.2 Le rôle de l'État 139
4.1.3 Le FN, à la conquête du pouvoir 142
4.2 La dénonciation des élites et du système 144
4.2.1 La reproduction du système et des élites 145
4.2.2 Le Front national comme réponse à la décadence 151
4.2.2.1 Les idées du parti : Du courage, de la vérité, et une vision particulière du politique 155
4.2.2.2 Le Front national, porteur de solutions 164
4.2.3 Des promesses aux mensonges 169
4.3 Panser la nation 172
4.3.1 Affirmation nationale 174
4.3.1.1 Sur l'identité culturelle française 178
4.3.1.2 Valeurs et symboles 179
4.4 La souveraineté française en danger : une atteinte à la liberté nationale 193
4.4.1 Souveraineté politique : l'enjeu des frontières 195
4.4.2 Souveraineté économique 197
4.4.3 La question européenne 204
4.5 La question du peuple 206
4.5.1 Peuple et unité territoriale 207
4.5.2 Modèle d'intégration 212
4.6 Conclusion 215

CHAPITRE V La république comme cadre d'unification nationale : Fragments historiques 219
5.1 L'universalisme républicain 222
5.2 Modèle national et assimilation 230

CHAPITRE VI La république Face aux communautarismes 247
6.1 République, communautarisme et laïcité 248
6.2 L'universalisme républicain face à la différence 263

6.2.1 Le fémonationalisme du Front national 263
6.2.2 Sur le racisme anti-blanc 268

CHAPITRE VII Sur le populisme 280

7.1 La force du nombre : la « majorité silencieuse » face aux minorités criantes. 281

7.1.1 Penser la question de la majorité silencieuse 283
7.1.2 Populismes, conformisme(s) politique(s) et bien-pensance. 293

7.2 Présidentielle de 2017 : fin du clivage « gauche droite » ou fin de « l'Ancien Monde » ? 306

7.3 Mondialisation(s) et populisme(s) 316

7.4 Conclusion 326

CONCLUSION GÉNÉRALE 330

ANNEXES 356

Annexe 1 – Processus et grille de codage des données 356

Annexe 2 – Tableau récapitulatif des discours étudiés 359

Annexe 3 – Discours du 16 janvier 2011 360

Annexe 4 – Discours du 30 novembre 2014 382

Annexe 5 – Discours du 30 novembre 2015 398

Annexe 6 – Discours du 5 février 2017 aux assises présidentielles de Lyon 410

Annexe 7 – Discours du 1er mai 2017 à Villefranche (entre deux tours des élections présidentielles de 2017) 431

Annexe 8 – Discours du 1er mai 2011 447

Annexe 9 – Discours du 1er mai 2012 463

Annexe 10 – Discours du 1er mai 2013 480

Annexe 11 – Discours du 1er mai 2014 500

Annexe 12 – Discours du 1er mai 2015 519

Annexe 13 – Discours du 1er mai 2016 542

Annexe 14 – Discours de clôture de l'université d'été du Front national à Nice le 11 septembre 2011 577

Annexe 15 – Discours de clôture de l'université d'été du FN à la Baule le 23 septembre 2012 597

Annexe 16 – Discours de clôture de l'université d'été du FN à Marseille le 15 septembre 2013 616

Annexe 17 – Discours de rentrée politique à Brachay le 30 août 2014 644

Annexe 18 – Discours de rentrée politique à Brachay le 29 août 2015 658

Annexe 19 – Discours de rentrée politique à Brachay le 3 septembre 2016..... 672

Annexe 20 – Discours de rentrée politique à Brachay le 9 septembre 2017..... 686

BIBLIOGRAPHIE 701

RÉSUMÉ

Cette thèse interroge le discours de Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national (RN) – anciennement Front national (FN) – de son arrivée en 2011 à la tête du parti à l'élection présidentielle de 2017. À cette fin, sont analysées les mobilisations discursives de la démocratie, de la République, de la nation, de la souveraineté face aux élites et au système dans les discours de la présidente du Front national. Il s'agit d'identifier la manière dont Marine Le Pen constitue performativement « le peuple » français dans son discours et comment elle le mobilise, face à quelle figure de l'ennemi et par rapport à quels mythes fondateurs. La thèse montre la manière dont Marine Le Pen, à travers son discours, met en place une stratégie de légitimation qui, de par le réinvestissement de certains éléments de la vie en commun en France, visent à légitimer tant ses propos que son positionnement salvateur face à la crise politique que traverse le pays. À travers un cadre conceptuel issu d'une tradition post-structuraliste et des *cultural studies*, les stratégies rhétoriques de Marine Le Pen sont mises au jour. Mobilisant une perspective communicationnelle, la thèse articule et replace les propos de la cheffe politique dans le cadre d'une critique d'un enjeu de société majeur : la démocratie.

À cette fin, l'analyse s'appuie sur un cadre méthodologique d'analyse critique de discours postmarxiste inspiré par les écrits théoriques d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. L'accent est mis sur l'identification de signifiants spécifiques – la démocratie, les élites et le système, la nation, la souveraineté – et vise à mettre au jour l'articulation d'éléments discursifs permettant à Marine Le Pen de légitimer et de renforcer son propos. Par l'étude des chaînes d'équivalence constituées et consolidées à travers les discours analysés, la thèse met en lumière la manière dont la présidente du Front national est à même d'investir discursivement la démocratie entendue comme cadre organisateur de la vie en société. Les chapitres d'interprétation des résultats et de discussion donnent à voir l'influence du cadre historique spécifique de la construction républicaine française et, plus particulièrement, du moment de la IIIème République, dans la vision politique de Marine Le Pen. À travers l'exploration d'enjeux relatifs à la constitution du peuple et de son extériorité, la thèse montre sa stratégie discursive visant à (re)définir une identité nationale spécifique, celle d'une « France des oubliés » laissée pour compte par les gouvernements successifs.

Au terme de l'analyse, cette recherche en arrive à la conclusion que la stratégie de légitimation mise en œuvre par Marine Le Pen, au travers du réinvestissement lexical du champ de la démocratie et des valeurs républicaines dont le FN a longtemps été exclu, semble avoir atteint son but. En témoigne l'investissement discursif de certains signifiants afin de « performer un peuple » spécifique au sein du monde social. Également, son discours laisse voir une manière de « performer les marges », de faire émerger une certaine catégorie d'invisibles, d'oubliés, catégorie sur laquelle elle pourra s'appuyer pour légitimer son aspiration à prendre le pouvoir.

Mots clés : Front national, Démocratie, Marges, Culture, République

INTRODUCTION

Au soir du 6 décembre 2015, à l'issue du premier tour des élections régionales, le Front national[1] est annoncé en tête dans six des treize régions administratives françaises, fort de 27,73% des suffrages exprimés à l'échelle nationale (Ministère de l'Intérieur, 2015). Faisant face à la mise en place d'un « Front républicain » consistant en une alliance entre le Parti Socialiste et le parti Les Républicains, le FN se verra cependant, à l'issue du second tour, privé de la moindre victoire à la sortie des urnes. Malgré cela, pouvons-nous vraiment parler d'une défaite de la formation d'extrême droite ? La situation de la vie politique française nous interpelle. Quand les partis historiques – le PS et les Républicains – semblent stagner, la formation de Marine Le Pen continue d'engranger des scores de plus en plus importants[2].

Cette situation se reproduira, d'ailleurs, en 2017, lorsque Marine Le Pen, présente au second tour des élections présidentielles se verra confrontée à la candidature

---

[1] Les membres du parti ont ratifié la proposition de changement de nom de celui-ci en mars 2018. Le nouveau nom officiel est à présent « Rassemblement national ». Le changement de dénomination ayant eu lieu après la fin de la délimitation de notre terrain d'étude, nous continuerons à parler de « Front national » (FN).

[2] On notera par exemple que le score de 27,10% de suffrages exprimés – soit 6 820 477 voix – récolté au second tour des élections régionales, a dépassé le score de 17,90% – soit 6 421 426 voix – obtenu en 2012 par Marine Le Pen lors des élections présidentielles (Ministère de l'Intérieur, 2012a).

d'Emmanuel Macron, ancien ministre socialiste sous François Hollande, dont le mouvement En Marche vise à redistribuer les cartes de la vie politique française.

Alors que, depuis ses débuts, le Front national est taxé d'antidémocratisme et d'antirépublicanisme, il semblerait que depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, un certain renouveau ait été mis de l'avant. À travers les prises de parole de la présidente du FN, nous pouvons entrevoir une tentative de redéfinition d'un certain ordre social. Le rejet des élites qui teinte son discours viendra tantôt accuser les partis historiques de prendre la France au piège, de l'enfermer, tantôt les accuser de retirer au peuple sa souveraineté, de venir mettre en faillite le contrat social sur lequel la vie publique française s'est bâtie. Dès lors, pour Marine Le Pen, le Front national s'impose comme *la* force libératrice (Le Pen, 2014d). Cette France emprisonnée s'apparente à une France immobile, condamnée à revivre le même cycle politique de l'alternance entre partis historiques de gauche et de droite qui finalement tendent à se confondre au sein d'un même ensemble idéologique[3]. Cette critique d'un manque de renouveau de la classe politique semble être partagée par de nombreux citoyens[4]. Pour seul exemple,

---

[3] Marine Le Pen parle alors d'UMPS pour caractériser le manque de différence politique entre le Parti socialiste (PS) et l'Union pour un mouvement populaire (UMP, récemment rebaptisé Les Républicains).

[4] À ce propos, l'élection à la présidence de la République d'Emmanuel Macron est une bonne illustration de la fragmentation des électorats, d'une certaine volonté de changement et de la fin d'un « vote de classe » voulant historiquement – et nous l'expliquons ici de manière caricaturale à dessein – que les prolétaires votent à gauche et que les riches votent à droite. En effet, « [l]'un des points d'ancrage les plus forts du macronisme a tenu à la volonté d'Emmanuel Macron de convaincre les électeurs que le clivage entre la droite et la gauche n'avait plus de sens et qu'il appartenait à « l'ancien monde » (Rouban, 2018, p. 87). Les élections de 2017, et la campagne qui les a précédées, se sont jouées autour de la question suivante « un Président et un gouvernement, quels qu'ils soient, ont-ils encore la possibilité de modifier par des réformes une société fragmentée, qui se réfugie dans ses communautés d'origine ou d'élection et qui ne croit plus à l'action politique ? » (*ibid*., p. 65).

dans le cadre de l'émission de débat politique « Des paroles et des actes » diffusée le 4 février 2016, un intervenant prend à parti Nicolas Sarkozy, alors invité de David Pujadas (France 2, 2016). Son questionnement peut être résumé comme suit : après avoir voté pour Nicolas Sarkozy en 2007 et avoir été déçu par les promesses électorales non tenues, après avoir voté pour François Hollande en 2012 et avoir également été désappointé par les mauvais résultats politiques, pourquoi ne pas voter pour Marine Le Pen en 2017 puisque celle-ci semble incarner le changement de la politique française ?

Sans vouloir attribuer à cet exemple télévisuel une valeur de généralité, nous ne pouvons nous empêcher de nous interroger sur l'état de la vie politique en France. À nos yeux, la pertinence sociale de la présente recherche tient à deux points principaux que nous avons brièvement présentés ci-dessus. Tout d'abord, **notre intuition initiale, que notre analyse a confirmée, est que Marine Le Pen a réussi à entreprendre le réinvestissement lexical d'un champ – celui de la démocratie et des valeurs républicaines – dont le FN a longtemps été exclu**. Face à cet exercice rhétorique, les partis historiques se montrent passifs et voient dans la mise en place d'un Front républicain la dernière barrière face à la menace électorale que représente le parti de Marine Le Pen. **Ensuite, il nous apparaît que la France souffre d'un certain immobilisme politique dans lequel la voix de Marine Le Pen semble s'imposer comme moyen d'avancer, comme un outil pour sortir de l'alternance PS-UMP qui rythme le monde politique français depuis de nombreuses années**. Il nous semble dès lors primordial de nous interroger sur les moyens mis en place par Marine Le Pen pour donner à son parti le statut de troisième voix sur la scène politique. Si, comme nous le présenterons plus tard, nous concevons la démocratie comme un mode d'organisation du social, comme constitutive des imaginaires sociaux, il nous semble nécessaire d'investiguer cette inertie politique française, cet état actuel de la sphère politique en France. Ce qui peut nous laisser croire à un possible essoufflement des institutions politiques historiques.

Avant d'aller plus loin, il est bon de préciser que le modèle de démocratie auquel nous nous intéresserons est celui de la démocratie représentative française actuelle qui s'ancre dans le cadre constitutionnel faisant de la France « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » (Assemblée nationale, 1958, p. art.1) dont le principe est le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (*Ibid.*, art.2). Bien que la centralité de ce principe - qui par ailleurs est très proche du sens étymologique du mot démocratie – dans la Constitution de la Cinquième République puisse porter à différentes interprétations, l'article 3 du même document précise que la « souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses **représentants**[5] et par la voie du référendum », excluant dès lors l'idée d'une démocratie directe à l'échelle nationale. En ce sens, le propos de la présente introduction sera orienté en fonction de ce contexte précis et se limitera à ce modèle représentatif.

Nous souhaitons ici présenter les deux éléments qui seront le fil rouge de l'effort de problématisation, à savoir la question de la représentation comme condition essentielle de la démocratie française actuelle, ainsi que la nécessité de s'interroger sur la question du peuple, qui se construit dans le discours politique sur un rapport entre inclusion et exclusion. Afin de pouvoir penser la démocratie dans le discours de Marine Le Pen, il apparaît nécessaire de nous pencher, dans un premier temps, sur la question de la représentation comme condition essentielle à celle-ci. À cette fin, il semble important de considérer la définition que fait Joël Roman de la démocratie contemporaine comme n'étant « pas seulement une forme de gouvernement, un mode particulier de choix des dirigeants qui exercent le pouvoir. C'est d'abord une forme de société, c'est-à-dire un certain rapport des hommes entre eux, une manière singulière qu'ils ont de se rapporter aux autres et au tout de la société. » (Roman, 2014, p. 272) Il faut cependant retenir

[5] Nous soulignons.

que la démocratie comme cadre organisateur de la vie commune repose sur le principe d'un peuple accordant à un certain nombre de représentants une certaine légitimité dans l'exercice du pouvoir, et notamment à travers le mandat de représentation des intérêts dudit peuple. **L'idée centrale ici est celle de la représentation**. Ainsi

> [a]u sens le plus large, « représenter » signifie donner à voir une chose invisible, rendre présente une chose absente. […]. En démocratie, la souveraineté populaire doit donc être représentée dans sa forme, mais elle doit aussi être concrétisée par des décisions ayant force de loi émanant du peuple et s'appliquant à lui. La représentation est ainsi le fondement de toutes les formes de démocratie. (Göhler, 2014, p. 3)

L'idée mise de l'avant ici par Göhler est ainsi celle qui se retrouve dans les articles 2 et 3 de la Constitution française de 1958 que nous présentions plus tôt. La représentation politique tendrait à se constituer tantôt comme la représentation de l'ensemble de la population indifféremment, tantôt comme la représentation des intérêts particuliers de différents groupes[6].

Schnapper l'explique comme suit :

> [o]n continue à se référer à une idée de la transcendance politique qui n'implique pas que soient représentés en tant que tels les différents groupes qui composent la société. Mais, en même temps, on tient compte de la tension entre l'idée de transcendance politique et l'exigence de l'homme démocratique de se reconnaître dans ses gouvernants : la représentation politique ne doit pas exclure certaines catégories. (Schnapper, 1998, p. 463)

---

[6] Nous reviendrons sur cette question plus en détails dans les chapitres IV et V afin d'aborder la question particulière du peuple au sein du système républicain français.

La question de la représentation se pose ainsi sous un angle de représentation de la population dans toute sa diversité. Il faut cependant noter que cette société est définie en fonction de critères spécifiques basés sur la conception singulière que les représentants se font du peuple et de la nation (Rosanvallon, 1998).

La tension entre représentation d'une société dans son entièreté et considération de caractéristiques propres à certains groupes sociaux fait ainsi état de ce que nous caractérisons de rapport inclusion/exclusion à travers le discours politique. Penser la société sous forme de catégories revient ainsi à créer une délimitation entre ceux qui appartiennent au peuple et ceux qui en sont exclus, à ceux qui sont définis comme citoyens et ceux qui ne le sont pas. Nous souhaitons ici nous intéresser principalement à ce second cadre, à savoir l'appartenance nationale sur le critère de la citoyenneté, puisqu'il nous est possible de considérer que l'exercice de la démocratie se concentre au sein d'un territoire et d'une société donnés. Si cette idée semble partagée unanimement, et ce, depuis les débuts de la conceptualisation de la démocratie chez les Grecs (Schnapper, 2002), le point important à prendre en considération ici est l'évolution de la définition de cette société, à la fois d'un point de vue historique, mais aussi en fonction des différentes lignes politiques de parti.

Afin d'approfondir cette idée de groupe, nous proposons un rapide historique des représentés. Il ne faut pas laisser de côté l'idée selon laquelle la démocratie française repose sur l'idée de citoyenneté, puisque « [l]a transcendance des particularismes par la citoyenneté reste à la fois l'idée et l'idéal des sociétés démocratiques. » (Schnapper *op. cit.*, p. 455). D'ailleurs, la centralité de la question du vote au travers des paragraphes à venir découle du fait que « [l]e droit de vote ne fait que traduire l'idée même de communauté de citoyens. » (*Ibid.*, p. 448) Ainsi, lors de ses débuts athéniens, « [l]e corps politique, ou *dèmos* compte environ 30 000 citoyens, qui sont aussi des soldats, qui gouvernent la cité et imposent leur volonté aux enfants, aux femmes, aux

habitants qui n'ont pas la citoyenneté (les étrangers) et aux esclaves ». (Dupuis-Déri, 2013, p. 58)

Une seconde partie de la population que nous retrouvons dans la citation de Francis Dupuis-Déri concernant la démocratie athénienne tient dans l'exclusion des étrangers, ceux qui n'ont pas la citoyenneté. Ce second point tient également une place centrale dans la conceptualisation de la démocratie française. La question étant relativement complexe, nous souhaitons nous concentrer sur un aperçu rapide d'une des promesses électorales avancées par François Hollande en 2012, à savoir sa volonté d'accorder le droit de vote aux étrangers aux élections municipales. Dans son programme était ainsi écrit : « J'accorderai le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans » (Parti socialiste, 2012, p. 33). Les discussions houleuses qui ont eu lieu autour de l'adoption de cette proposition par le Sénat auront notamment vu Marine Le Pen intervenir, s'opposant alors fortement au projet. On retiendra de ce discours plusieurs citations telles que : « Il n'est pas question non plus de retirer aux Français le dernier privilège qui leur reste : le droit de voter pour choisir leurs représentants », « [l]e premier acte de la gauche au Sénat est donc un véritable symbole : le droit de vote des étrangers, obtenir plus pour les étrangers quand les Français eux ont de moins en moins » ou encore, reprenant le vocabulaire de l'extrait proposé en introduction, « [l]a Caste au pouvoir, qu'elle soit de gauche ou de droite, est décidément totalement déconnectée des aspirations du peuple français. » (Le Pen, 2011e).

En considérant, dans notre présente recherche, la mobilisation de la démocratie comme organisation du monde social, **nous prenons le parti d'aborder cette question sous l'angle de la mobilisation d'une certaine idéologie discursive**, d'un point de vue communicationnel, en suivant, notamment, la thèse de Thompson pour qui « **[é]tudier l'idéologie est donc, pour une part et d'une certaine façon, étudier le langage dans le monde social**. C'est étudier comment la multitude des usages du langage recoupe la

distribution des pouvoirs, les alimente, les étaye, les met en œuvre. C'est étudier comment certaines relations de pouvoir sont maintenues et reproduites dans l'espace social » (Thompson, 1987, p. 8). Cette idéologie étant « présente dans tout programme politique, indépendamment de savoir s'il est orienté vers la préservation ou la transformation de l'ordre social » (*Ibid.*, p.9), l'approche proposée par Thompson nous permet d'aborder les différentes thématiques mises de l'avant dans le discours du Front national faisant état d'un certain sens du monde, d'une conception particulière de la politique.

La mobilisation de l'exemple du droit de vote des étrangers nous permet de mettre en images les tensions qui sous-tendent la définition de la société française et la participation citoyenne. Celui-ci permet également de mettre de l'avant l'importance de la parole politique dans la définition des groupes qui entreront dans le rapport entre inclusion et exclusion qui structure la notion de représentation démocratique. Si nous avons choisi de nous pencher particulièrement sur ce rapport entre représentation et démocratie, il faut préciser que ce cadrage rapide s'inscrit comme le premier pas de la réflexion, comme une base nous permettant de penser le contexte politique et social propre à cette recherche. La notion de démocratie sera, dans la suite de la réflexion, centrale à la constitution de notre cadre conceptuel, comme nous en ferons état lors de la présentation de nos questions sectorielles.

CHAPITRE I

CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Ce premier chapitre vise à contextualiser le propos de la thèse afin de conduire à la présentation de nos questions de recherche. Pour ce faire, nous procédons en plusieurs temps. D'abord, nous mettrons de l'avant l'importance que prend la figure du mythe, plus particulièrement, celle du bouc-émissaire dans le discours du Front national. Un tel examen est nécessaire afin de consolider les bases entourant le rapport intérieur/extérieur au sein du peuple français que nous avons évoqué dans l'introduction. Aborder cette thématique va nous permettre de mettre en lumière un élément central à la constitution de notre sujet d'étude qu'est le contexte politique d'apparition et d'évolution des idées du Front national.

À travers les notions d'opposition au système, d'anticommunisme et d'anti-immigration, nous présenterons les idées considérées comme historiques de la pensée frontiste. Dans un troisième temps, nous aborderons le contexte social dans lequel notre recherche s'enracine. En identifiant cinq facteurs marquants des deux premières décennies du XXI^{ème} siècle, nous souhaitons inscrire l'analyse du discours de Marine Le Pen au sein d'un contexte spécifique de crise sociale et politique. Pour ce faire, nous avons choisi d'aborder les moments-clés suivants : d'abord, la crise des banlieues de 2005 qui a (re)mis sur le devant de la scène les inégalités économiques, sociales et

politiques vécues par les personnes résidant au sein des grands-ensembles[7] français. Ensuite, la crise économique et financière de 2008 dont la gestion par l'État français et les conséquences sur son peuple ont été désastreuses. Finalement, nous aborderons dans un même temps, et de manière à faire ressortir l'historique dimension nationaliste et identitaire du discours frontiste, les évènements de 2015, à savoir l'attentat qui a pris pour cible le journal satirique Charlie Hebdo, le début – ou du moins la prise en compte par les pays européens – de la « crise de migrants », et finalement, les attentats du 13 novembre à Saint-Denis, au Bataclan et dans le XI^{ème} arrondissement de Paris.

1.1 Importance du mythe dans le discours frontiste

Avant de pouvoir présenter, plus en détail, le contexte politique de la recherche, il apparaît nécessaire de nous arrêter sur la question du mythe sacrificiel et de sa vertu purificatrice. Cette précision nous semble importante afin de comprendre les conceptions du peuple – au sein de la démocratie – mises de l'avant par la formation d'extrême droite, et notamment en ce qui concerne le rapport entre inclusion et exclusion. Si cette question de la centralité du mythe sacrificiel est intéressante, c'est notamment parce qu'en se basant sur cette idée de nécessité de purification par le sacrifice d'une partie de la communauté perçue comme nuisible, souillée, l'idéologie frontiste permet l'identification de ses partisans dans une vision du monde social spécifique et construite autour d'un certain nombre de valeurs conservatrices et réactionnaires. Les différents mythes utilisés dans le discours frontiste sont donc, en quelque sorte, à la base de sa logique d'action politique.

---

[7] Le développement des grands-ensembles correspond à la construction de multiples tours et barres d'immeubles pour résoudre la crise du logements en France suite à la seconde guerre-mondiale et jusqu'au milieu des années 1970.

Pour René Girard, c'est « la communauté entière que le sacrifice protège de *sa* propre violence, c'est la communauté entière qu'il détourne vers des victimes qui lui sont extérieures. Le sacrifice polarise sur la victime des genres de dissension partout répandus et il les dissipe en leur proposant un assouvissement partiel » (Girard, 2006, p. 18). Le sacrifice se présente donc comme un processus devant être régulièrement reconduit et comme le report d'une violence intrinsèque à la communauté vers une entité intérieure, ce qui permettra à ladite communauté de survivre, d'éviter le déchaînement de sa propre violence contre elle-même. L'idée, en d'autres termes, dans la conceptualisation du mythe sacrificiel chez Girard, est que le sacrifice d'un individu, d'un groupe, d'une catégorie sociale, au profit d'une instance supérieure indéterminée (le « bien commun », par exemple, dans les sociétés modernes) va permettre à la communauté de survivre, de se souder par l'établissement d'une frontière. En sacrifiant l'autre, la communauté en question va donc créer un certain lien social, plus fort, plus durable, puisque sa violence est alors dirigée vers un ennemi intérieur. Pour cela, « le sacrifice, dans le meilleur des cas, doit se définir comme violence purificatrice » (*Ibid.*, p.65) pour laquelle « [t]outes les rancunes éparpillées sur mille individus différents, toutes les haines divergentes, vont désormais converger vers un individu unique, la victime *émissaire* » (*Ibid.*, p.122).

Avec cette désignation de l'ennemi vient la possibilité de se purger de son influence néfaste. Le bouc émissaire portant la charge d'un grand nombre de problèmes sociaux, sa disparition serait dès lors en mesure de rétablir une situation optimale. À travers cette désignation de la victime émissaire ressort une certaine violence, celle du rejet de l'autre, de la différence. « Tant qu'il y a, au sein de la communauté, un capital de haine et de méfiance accumulées, les hommes continuent à y puiser et à le faire fructifier. Chacun se prépare contre l'agression probable du voisin et interprète ses préparatifs comme la confirmation de ses tendances agressives » (*Ibid.*, p.124).

Pour Maryse Souchard :

> On peut penser que cet axe de compréhension va dans le sens de l'inadéquation du contrat social. La société est violente, la survie est une lutte, l'obtention du pouvoir est un combat, il s'agit de gagner pour ne plus perdre : cette thématique définit à la fois les motifs de l'impuissance et les difficultés pour la renverser. Le Front national, en la personne de son président, est l'instrument de ce changement. (Souchard 1998, p.55)

La violence mise de l'avant par Jean-Marie Le Pen serait alors un moyen pour les individus de se reconnaître dans un discours politique, mais également, « elle autorise d'aller au plus court dans l'explication et la preuve de ce qui est dit ; elle est par elle-même la justification de la vision du monde qui s'énonce » (*Idem*).

Cette composante idéologique d'exclusion mise de l'avant par le discours de Jean-Marie Le Pen s'inscrit dans un renouvellement du mythe au sein de l'idéologie politique. En fait,

> [l]'idéologie politique renouvelle l'entreprise mythique et religieuse de l'identification des individus. Appelant un groupe particulier (un parti, une classe, une nation) à une action particulière, elle désigne les frontières du groupe et doit créer les instruments de magnification du groupe concerné. Pour que l'action soit possible, il faudra que le langage participe à l'entretien des loyautés individuelles à l'égard de la collectivité et, pour ce faire, entretienne le jeu des identifications de l'ego du groupe. (Ansart, 1977, p. 41)

C'est notamment via ce processus d'identification à un groupe créé par une idéologie que la violence contre l'autre peut également s'exprimer à l'égard de la victime émissaire décrite comme s'opposant aux valeurs – identifiées, définies et affirmées par l'orateur – et au bien-être du groupe (*Ibid.*, p.41). Cette idée permet d'appuyer la valeur sociale du mythe sacrificiel de Girard comme « ciment » social, comme moyen de lier

la société autour d'un ennemi commun et, par la même occasion de cristalliser, en creux, un certain nombre de valeurs propres à cette même société. Le discours politique qui s'inscrit comme vecteur de significations instaure un mode de socialité particulier dans lequel « plus le sujet aura trouvé dans sa croyance les conditions de sa conciliation avec soi, plus il sera sensible aux éventuelles menaces symboliques et désireux de revivre son accord sur le sens commun » (Ansart *op. cit.*, p. 214). Ce « discours social commun, […] est la forme même de l'identité collective, c'est-à-dire le plus vaste des intérêts communs. […] il est ce dans quoi la nation advient, il est, au plus vrai, la culture même d'une société » (Fossaert, 1983, p. 112).

La figure du bouc-émissaire, de l'ennemi commun est, comme nous allons le voir, mobilisée à de nombreuses reprises dans le discours frontiste depuis sa création, et ce, dans une volonté de mise en place d'un sens commun visant à organiser le monde social. La présente sous-partie a ainsi valeur d'éclaircissement quant au rapport entre le contexte politique que nous allons présenter, et notre problématique centrale se rattachant à la mobilisation de la démocratie dans le discours de Marine Le Pen.

1.2 Contexte politique

Il est possible de mettre de l'avant une tension constante au sein du discours frontiste entre, d'un côté, ce qui est reconnu comme intérieur au « vrai » peuple, qui le protège, qui lui permet d'évoluer et de rayonner à l'international, et de l'autre, de son ennemi, de ce qui représente une menace à sa survie et à sa vitalité. Dans cette section, nous commencerons par aborder la question du système auquel le Front national s'oppose comme en témoignent les discours du parti depuis sa naissance. Cette thématique, que nous retrouverons à de nombreuses reprises au long de la présente réflexion mérite

plusieurs éclaircissements. Nous démêlerons les notions de système, de partis, et, pour ce qui nous intéresse principalement ici, de partis anti-système.

Dans un second temps, nous nous pencherons sur ce que le Front national identifie comme des menaces qui pèseraient sur la nation française, son peuple et son identité en abordant le rejet explicitement formulé de l'immigration et de la constitution de l'Union Européenne comme figure de proue de la perte de souveraineté nationale française. Finalement, face à ces périls, nous mettrons de l'avant les réponses que la formation d'extrême droite propose pour renforcer la cohésion nationale autour notamment de l'image des femmes comme mères de la Nation, et du foyer comme lieu de « formation » des futurs citoyens et futures citoyennes.

1.2.1 Le système : ennemi du peuple

S'il est une figure paradigmatique de l'ennemi qui traverse l'histoire du Front national et est inscrite durablement dans son discours, c'est bien celle du rejet du système. Cette nécessaire création d'un antagonisme au sein du champ politique peut se lire de deux manières : d'abord, comme une façon pour le parti de se positionner volontairement « en marge » de ce système politique décrié – et de l'establishment –, et ainsi d'en remettre en cause la légitimité. Ensuite, comme un moyen discursif de mobilisation de l'image d'un peuple spécifique.

Le concept de *parti antisystème* a été introduit, en politique comparée, dans les écrits de Giovanni Sartori (1966). Dans son ouvrage *Partis et systèmes de partis : Un cadre d'analyse* (2011), il propose une analyse du pluralisme politique reposant selon lui sur le nécessaire antagonisme entre le système politique et son rejet par des partis ou des

groupes particuliers[8]. La définition large proposée par Sartori s'appuie sur un ensemble de « variations temporelles et [de] variantes de nature [qui] trouvent leur plus petit commun dénominateur dans un *impact délégitimant* » (2011, p. 196). Ainsi, bien que la nature de la contestation puisse être différente selon les partis, et même si la remise en cause du régime formulé par une formation particulière peut évoluer dans le temps, l'objectif formulé et/ou mis en œuvre par ces antisystèmes en est un de remise en question d'une forme particulière de système politique et vise à « saper la base qui le soutient » (*ibid*., p. 196). Notons par ailleurs que la définition large proposée ici englobe aussi bien les partis historiquement durables et hostiles au régime que les partis-feu de paille[9]. En effet, « [n]onobstant cette différence, à tout moment, le système politique est confronté à une « crise de légitimité ». Aussi longtemps que l'attitude protestataire (ou le processus de réaction) persiste, fût-ce sous des fanions différents, l'organisation politique se trouve face à un manque de soutien qui renforce l'inimitié idéologique » (*ibid*., p. 196).

Afin de raffiner cette proposition de définition large, Sartori met sur pied une définition stricte selon laquelle « [o]n identifie donc le noyau dur du concept comme le fait qu'une opposition antisystème se conforme à un système de croyances qui ne partagent pas les valeurs de l'ordre politique dans lequel il opère » (*ibid.*, p. 196). Un parti antisystème est alors caractérisé par sa distance idéologique par rapport au régime qu'il remet en

---

[8] Il donne à ce propos les exemples communistes ou fascistes, mais précise tout de même que le caractère « antisystème » d'un parti politique ou d'un rassemblement politique ne s'arrête pas uniquement à ces deux cas (Sartori, 2011, p. 195).

[9] *Flash parties* dans la version originale. « *Flash parties that rapidly emerge on the political stage may be a legitimate expression of public interests, but they can also arise from exploitative political elites or short-term reactions to a dramatic issue or event.* » (Dalton, 2016)

cause (*ibid*., p. 197). Cette précision nous pousse à nous arrêter sur deux relectures du concept de Sartori proposées par Capoccia (2002) et Zulianello (2018, 2019).

Repartant du concept forgé par Sartori, Capoccia note l'importance d'une prise en compte du caractère relationnel de ce qu'il nomme l'*anti-systemness*. Il souligne cependant le fait qu'analyser le caractère antisystème d'un parti et les conséquences de celui-ci sur le système politique ne peut être fait qu'*a posteriori*. Ainsi, il propose de mettre l'accent sur le caractère idéologique de ce rejet, et plus particulièrement sur la relation entre l'attitude antisystème d'un parti et son rapport à la démocratie. Pour lui, il existe un ancrage historique faisant de ces partis des formations des « *parties that have played the democratic game with the objective of destroying democracy itself* » (Capoccia, 2002, p. 13), la démocratie étant alors entendue comme basée sur l'institutionnalisation de la contestation politique. Dès lors, l'approche relationnelle se montre pertinente lorsqu'il s'agit d'analyser de manière comparative le fonctionnement des partis au sein d'un système, tandis que l'approche idéologique est un outil permettant d'examiner les problèmes que rencontre un système démocratique particulier (*ibid.*, p. 21).

Pour Capoccia, si le caractère relationnel mis de l'avant par Sartori consiste en la mise en lumière de la distance idéologique, de l'éloignement, voire de l'isolement d'un parti au sein d'un système, la dimension idéologique de son *anti-systemness* « *consists in the incompatibility of its ideological referents, and therefore its political goals, with democracy* » (*ibid*., p. 24).

Là où Sartori met l'accent sur le caractère *relationnel* des partis antisystème et Capoccia sur le caractère *idéologique* de ceux-ci, Zulianello (2018, 2019) insiste sur la nécessité de relier les deux caractéristiques de façon à proposer une analyse

multidimensionnelle ne prenant pas uniquement en compte les positions idéologiques d'un parti, mais également la *fonction* que ce parti joue au sein du système.

Pour lui, un parti peut alors être défini comme étant antisystème s'il présente simultanément les caractéristiques suivantes :

> *1. Its ideological orientation towards the status quo does not simply result in the articulation of a conventional anti-incumbent and policy-oriented opposition, but also in questioning the established metapolicies*[10]*,* and*;*
>
> *2. It has not taken part in very visible cooperative interactions at the systemic level, whether because of its own antagonistic self-perception and/or the attitudes of the other parties in the system;* or *despite a previous involvement in such interactions it* deliberately *favours a return to the margins of the party system through the process of radical disembedding.* (Zulianello, 2018, p. 657)

Si nous prenons, ici, en considération le rejet de l'Union européenne formulée par le Front national, par exemple, et le questionnement omniprésent concernant la légitimité de cette construction économico-politique par le Front national, il nous est possible de lire, à l'instar de Zulianello, « *an example of ideologically inspired opposition to a crucial element of the existing political regime* » (2018, p. 660) nous laissant alors penser que la première caractéristique requise est bel et bien présente dans le

---

[10] « *'Metapolicies' refer to a qualitatively different and higher level of partisan competition in comparison with* mesopolicies *(e.g. the transformation of the electoral system; a reform of the pension system) and* micropolicies *(e.g. patronage), as a party questioning one or more metapolicies challenges crucial elements of the status quo. In other words, metapolicies refer to crucial values and/or practices of the political, social or economic system that are enshrined by the existing order.* » (Zulianello, 2018, p. 659)

positionnement de la formation d'extrême droite. Celle-ci rejoint, par ailleurs, la volonté de délégitimation du système politique avancée plus haut.

Pour déterminer si le FN présente, ou non, la seconde caractéristique formulée par Zulianello, il nous est nécessaire de nous intéresser rapidement – nous reviendrons là-dessus plus tard – à la dénomination de *New Populism* proposée par Paul Taggart (2017). Cet ancrage nous permet également d'évaluer la seconde manière dont s'exprime le rejet du système dans le discours du Front national, à savoir cette volonté de mobiliser une image particulière d'un peuple spécifique.

Selon Taggart, le nouveau populisme se situe « on the right, against the system, and yet defines itself as in the "mainstream". *It is right-wing, anti-system and populist*. *It is of the people but not of the system.* » (2017, p. 227). En ce sens, l'opposition formulée l'est, non seulement, vis-à-vis du système, mais également par rapport aux personnes qui le dirigent, d'où la catégorisation de discours anti-élites souvent accolée aux partis considérés comme populistes (Mudde, 2004 ; Müller, 2016 ; Pappas, 2016 ; Popping, 2018). Ainsi, le discours historiquement anti-élites du FN est consolidé par une volonté de défendre « le peuple », « *that is characterised more by whom it excludes than by whom it includes* » (Taggart, 2017, p. 227). Ce peuple – et notamment la dénomination des « invisibles » avancée par Marine Le Pen – est présenté comme la personne « ordinaire », comme exclue de la vie politique par la menace que représentent les élites, les politiciens de carrière, les personnes immigrantes, et par extension en France, la peur de l'Islam. Cette personne « ordinaire » nécessite dès lors d'être défendue face à ces menaces, ce que la cheffe du FN entend bien faire.

Ce faisant, le discours antisystème et anti-élites du FN vise, non seulement, à défendre le « peuple » face à ces menaces, mais également à se positionner de manière particulière dans le champ politique. À l'instar de Taggart, nous pouvons affirmer que

« *[w]hile they* (les *New Populists*) *may not be the elite ('the political class') they are, so the claim goes, the many ('the mainstream')* » (2017, p. 228). Ainsi, d'une part, cette opposition par rapport aux partis « historiques » fait en sorte que le Front national ne participe pas – et de manière volontaire – aux coalitions et/ou à la mise en place de politiques publiques (« *It has not taken part in very visible cooperative interactions at the systemic level, whether because of its own antagonistic self-perception* […] » (Zulianello, 2018, p. 257)), et d'autre part, il se trouve souvent confronté à un « Front républicain », à l'alliance des deux rivaux historiques que sont le Parti socialiste et Les Républicains, dans le but de priver le FN de la possibilité de participer pleinement au jeu démocratique (« […] *and/or the attitudes of the other parties in the system* » (*ibid.*, p. 257).

Ce bref aperçu de la composante antisystème du Front national nous semble nécessaire afin de saisir, d'une part, le caractère multidimensionnel de son discours protestataire – systémique, économique, politique et culturel – et d'autre part, il nous permet d'aborder cette volonté tantôt assumée, tantôt subie, du parti d'être mis en marge des décisions politiques au sein du système démocratique français. Notons cependant que, si ce rejet du système et des élites est récurrente dans le discours du Front national, les idées du parti ont évolué quant à la mise en opposition d'autres ennemis centraux, et notamment par rapport à la menace représentée par l'étranger.

1.2.2 De l'anti-communisme à l'anti-immigrationnisme

1.2.2.1 La menace de l'étranger

Si le Front national a vu le jour en 1972, c'est à partir de 1984 que les idées du parti semblent regrouper de plus en plus d'électeurs[11], notamment à travers l'introduction de problématiques identitaires[12]. Céfaï considère alors que cette pérennisation de la voix frontiste est en partie due aux mesures défendues par la gauche au pouvoir, puisque pour lui,

> le PS, militant pour le changement de la loi électorale en 1986, crée, volontairement ou non, un appel d'air qui favorise le développement du Front national : celui-ci introduit des thématiques racistes et xénophobes dans l'espace public qui vont reconfigurer nombre de luttes sociales autour du problème de l'intégration des immigrés de seconde génération et de leur accès à une citoyenneté républicaine. (Cefaï, 2007, p. 438-439)

L'idée dans les revendications anti-immigration du Front national est que l'étranger représente une menace en raison de sa différence. L'immigrant désigné comme néfaste par le Front national n'est pas n'importe quel immigrant arrivant en France. En effet,

---

[11] En effet, ses bons résultats aux élections européennes ayant lieu cette année-là sont le premier pas vers une augmentation relative de la popularité de la formation politique et marquent « *a posteriori* un véritable tournant dans l'histoire du parti et le début de son émergence politique. En 1985, le FN remporte 8,8 % des voix aux élections cantonales. En 1986, il obtient 9,9 % aux élections législatives (soit 35 sièges à l'Assemblée nationale) et 9,6 % aux élections régionales (soit 136 sièges dans 21 des 22 conseils régionaux) » (Dézé, 2012, p. 73). Cette amélioration des scores électoraux est notamment permise par l'« entreprise de légitimation politique du Front national pass[ant] encore par un travail d'ajustement discursif visant à rendre acceptables ses propositions programmatiques par le public le plus large possible. » (*Ibid.*, p.73)

[12] Notons également que cette période correspond à la mise en œuvre d'un programme néolibéral par l'union de la gauche : « En 1981, l'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche a fait naître des espoirs bien vite suivis d'une grande désillusion. Au sortir des années 68, moment de contestation et de radicalité, nous entrons dans une ère néolibérale où la toute-puissance des marchés va de pair avec le chômage de masse, la précarité et l'accentuation des inégalités » (Zancarini-Fournel, 2016, p. 866)

les premières vagues d'immigration intraeuropéenne ne posent au final pas trop de problèmes au chef frontiste, puisque les individus arrivant sont, le plus souvent, blancs, de confession catholique ou protestante, et partagent ainsi un certain nombre de valeurs avec la société française. Par ailleurs, la proximité des valeurs religieuses qui lient ces immigrants au peuple français idéalisé par Le Pen a rendu leur assimilation simple et non douloureuse (Davies, 2001b, p. 144). Au contraire, les vagues d'immigration qui ont suivi avec des migrants en provenance du Maghreb et d'Afrique semblent poser plus de problèmes à la formation d'extrême droite. D'abord, ceux-ci semblent, selon les dires du Front national, ne pas vouloir s'assimiler à la société française. Ensuite, le sens commun veut que l'ensemble de ces migrants partage la même religion, à savoir l'islam, perçu comme religion de conquête et de désordre social (*Ibid.*, p.146). Nous pouvons, d'ailleurs, interpréter cette position du leader frontiste comme la manifestation d'une certaine nostalgie de l'époque coloniale à un moment où la France se trouve dans un contexte politique particulier de « crise de l'État-nation parallèlement à la construction européenne, [de] montée en puissance du Front national et [de] rejet des travailleurs immigrés, avivés par la dépression économique et le chômage » (Zancarini-Fournel, 2016, p. 903).

Deux formes de hiérarchisation sociale semblent déjà pouvoir se dessiner dans la conception que le Front national a de l'immigration. Il y aurait, d'une part, les « bons » immigrés (européens) face aux « mauvais ». D'autre part, et de manière beaucoup plus centrale, il y aurait une différence de statut très importante entre l'immigrant et le français, le second étant considéré comme de loin supérieur au premier. S'il nous semble relativement compliqué de rentrer dans les détails de la politique anti-immigration du Front national, il est cependant nécessaire d'évoquer le déplacement sémantique qu'a permis la communication frontiste ces dernières années. Sous l'influence du discours frontiste pour lequel « l'immigration sert d'explication à des maux, identifiés comme étant ceux des Français : le chômage ou l'insécurité ; mais elle

est aussi la réponse à des attentes de prises en charge plus ponctuelles […]. (Souchard *op. cit.*, p.62), les représentations sociales ont évolué. Finalement, pour reprendre ce que nous disions plus tôt, le sens donné par Jean-Marie Le Pen au thème de l'immigration lui aura permis d'imposer sa version du sens commun, de l'ordre social, dans lequel « la plus grande victoire idéologique de Jean-Marie Le Pen est la transformation pour bon nombre de Français du jeune "beur" en délinquant. Cette réussite a pour effet que le jeune issu de l'immigration devient vecteur d'insécurité non pas à cause de ce qu'il fait, mais par ce qu'il est » (*Ibid.*, p.120). La problématique du peuple dans ce discours est alors traitée de façon relativement binaire, sur le critère du pays de naissance de l'individu ou de ses parents, et viendra teinter durablement le discours frontiste.

Cette considération migratoire et la mobilisation de l'image de la délinquance musulmane qui a permis à Jean-Marie Le Pen de participer d'un mouvement de stigmatisation des « jeunes de banlieue », de constitution d'un ennemi commun n'a pas uniquement joué un rôle dans son accession au second tour des élections présidentielles de 2002. Indirectement, cette position a également permis de légitimer les idées du parti à travers la reprise du thème de l'insécurité et la mise en œuvre d'un certain discours d'exclusion par Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007 (Mondon, 2013). En effet, si les discours populistes ne sont pas nécessairement l'apanage des partis d'extrême droite, Nicolas Sarkozy a, durant la campagne de 2007 puis lors de son mandat à la Présidence de la République, permis la promotion d'une conception ethno-exclusiviste de l'identité nationale. À ce titre, la création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire en 2007 dont l'idée initiale avait été formulée pendant la campagne dans un but électoraliste est une illustration du rapport inclusion/exclusion qui nous intéresse ici. Si ce ministère a été dissous en 2010, son existence a été controversée dès son origine, notamment de par l'articulation proposée entre les termes d'immigration et d'identité

nationale. En décembre 2009, plusieurs intellectuels français[13] exigent la suppression de ce ministère ayant fait naître

> [d]e nouveaux objectifs d'expulsion d'étrangers (27 000 par an), des rafles de sans-papiers, l'enfermement d'enfants dans des centres de rétention, le délit de solidarité, l'expulsion des exilés vers certains pays en guerre au mépris du droit d'asile, la multiplication des contrôles d'identité au faciès, enfin la naturalisation à la carte, préfecture par préfecture, qui rompt avec le principe d'égalité… (Collectif, 2009)

La posture particulière de Nicolas Sarkozy, sur les enjeux de l'immigration, de la sécurité, du communautarisme, plutôt que de signer l'arrêt de mort du Front national suite à la débâcle des élections de 2007, a permis aux idées frontistes de gagner de la place au sein de l'espace public en rendant acceptable des politiques et des discours excluants et discriminatoires (Mondon, 2013).

1.2.2.2 La menace de l'européanisation

Malgré la prépondérance de la question de l'immigration dans l'idéologie du Front national, il faut noter qu'elle n'est plus forcément la seule à être utilisée lorsqu'il s'agit de pointer un ennemi commun. Du fait de l'augmentation de la mobilisation politique du thème de l'immigration comme portant atteinte au bon vivre ensemble et à la prospérité de la société française, le Front national décide donc d'élargir ses horizons et de doubler son rejet de l'étranger par un rejet de l'Europe comme union économique. Cependant, « cette stratégie de démarcation fonctionne moins bien, parce qu'il n'est pas le seul à occuper ce créneau » (*Ibid.*, p.65).

---

[13] La liste complète des signataires est disponibles à l'adresse suivante : https://www.liberation.fr/societe/2009/12/04/nous-exigeons-la-suppression-du-ministere-de-l-identite-nationale-et-de-l-immigration_597222

Le Front national de Jean-Marie Le Pen s'oppose principalement à l'Europe économique de Schengen[14]. Ainsi, le développement de cet espace viendra notamment ponctuer le discours frontiste, puisque voyant les frontières s'ouvrir progressivement, Jean-Marie Le Pen réaffirme que la France « *had a duty to protect its territory 'reasonably and firmly' and that its frontier should not be allowed to become 'an enormous sieve'. At times, FN rhetoric became even more emotive. In 1995 the party newsletter announced 'Our frontiers have disappeared'* » (Davies, 2001a, p. 102). Cette même Europe économique est celle qui débat notamment depuis de longues années sur l'entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne, entrée à laquelle le Front national s'oppose totalement, puisque la Turquie ne partage pas ce que Le Pen considère comme l'identité européenne. Ainsi, « *FN writers claim that the Europe of Brussels is the negation of nations and national identities. For the reasons cited earlier, the party maintains that a purely economic arrangement can only lead to the destruction of nations and an acceleration of decline* » (*Ibid*., p. 104). Le rapport de pouvoir s'inscrit ici dans l'opposition entre une Europe politique détenant une forte légitimité historique selon le chef du Front national, et une Europe économique, montée de toutes pièces, dont la prospérité ne peut qu'entraîner la perte de chacune des nations qui la compose. La démocratie française est, dès lors, vouée à sa perte, puisque sa souveraineté est perçue et présentée comme attaquée par les instances supra-étatiques.

---

[14] L'espace Schengen, dont l'élaboration a débuté en 1985, est basé sur un accord Européen réunissant aujourd'hui 26 pays dont 22 sont membres de l'Union européenne. Il comprend ainsi « tous les pays de l'UE à l'exception de la Bulgarie, de la Croatie, de Chypre, de l'Irlande, de la Roumanie et du Royaume-Uni [et intègre également] l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse » (Union Européenne, 2016). Cet accord vise à garantir la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services en son sein par l'abaissement de certaines barrières juridiques, bureaucratiques et techniques ainsi que par la suppression des contrôles aux frontières intérieures. (*Ibid*.)

L'euroscepticisme du FN prend donc racine dans une volonté de réaffirmation de la souveraineté nationale française par opposition à une intégration européenne (Goodliffe, 2015) arbitraire – mise en place et dictée par le système auquel le parti s'oppose – et injuste à l'égard du peuple français. Les idées du Front national, notamment à travers la mise en avant d'une politique nativiste, d'un certain autoritarisme et d'un discours populiste (Mudde, 2007) semblent dès lors l'inscrire dans un mouvement plus global relié aux partis populistes de la droite radicale (PPDR) (Ivaldi, 2018). De par leur défense de l'intérêt national, ces PPDR tendent à opposer la sauvegarde de la nation à la construction de l'Union européenne dans un objectif électoraliste (Gómez-Reino et Llamazares, 2013 ; Ivaldi, 2018 ; Mudde, 2007 ; Werts *et al.*, 2013).

À travers la volonté de défense de la souveraineté française, le FN participe d'une nouvelle séparation – dans ce rapport intérieur/extérieur – entre ceux qu'il qualifie de « mondialistes », adeptes du modèle européen, et les « patriotes » dont on devine que les intérêts sont portés vers la défense de la France et vers sa survie dans une situation de crise politique et économique (Ivaldi, 2018 ; Ivaldi *et al.*, 2017). En effet, face aux représentants du « système » se mettant en scène comme les porteurs de changement (Reungoat, 2015), le Front national souhaite conserver sa place comme producteur de sens, comme point de repère pour les personnes se sentant menacées par l'Union européenne, et joue ainsi la carte de la consolidation d'une identité « intérieure » dans l'opposition à l'Autre, nous rappelant alors le mécanisme de constitution d'un ennemi extérieur développé par Girard (2006).

Cette crise a d'ailleurs joué un rôle important dans le développement du discours frontiste vis-à-vis le développement et la pérennité de l'Union européenne, au sens où, « *this stable Eurosceptic platform has provided the basis for the politicization of the EU crises by the FN. The FN has been able to draw from its established Eurosceptic*

platform in order to 'perform' the crises and has adjusted its issues priorities accordingly » (Ivaldi, 2018, p. 285). En ce sens, le discours du Front national s'est davantage orienté vers la défense d'une « autre » Europe, l'Europe des nations, qui, à la lumière de la victoire du « non » au référendum de 2005 pour un nouveau traité européen et de la crise financière de 2007-2008, serait la réponse au marasme politique dans lequel la France s'est engluée avec le temps (Mudde, 2007 ; Reungoat, 2015 ; Rozenberg, 2011).

1.2.3 Protéger la nation française

1.2.3.1 La natalité comme remède à l'immigration

Au-delà de l'ennemi commun, victime émissaire canalisatrice de la violence purificatrice, ce qui ressort de ce que nous avons avancé ci-dessus est principalement la nécessité de sauvegarde d'une nation française forte, indépendante, et en quelque sorte encore « pure ». Une telle idée conservatrice trouve un certain point d'ancrage lorsqu'elle est placée en opposition à la libération des mœurs de mai 68. Dans le sillage de ce que Jean-Marie Le Pen qualifie de « révolution de pacotille qui a figé la société dans le conformisme tyrannique du politiquement correct avec la complicité des juges rouges » (Dely, 1998), un certain nombre de mesures seront prises avec pour résultat une libéralisation du statut de la femme et une augmentation de sa capacité légale à décider d'elle-même. Dans ce sillage prend notamment forme la volonté de dépénalisation de l'avortement (Lecoeur, 2007, p. 71) à laquelle s'oppose fermement le Front national, qui considère alors l'avortement comme un « crime contre la vie » (*Idem*). Si l'avortement pose un problème moral aux militants frontistes, il s'agit également d'une question de survie. En effet, le Front national a toujours mis l'accent sur le thème de la dénatalité qui est vue comme une menace d'affaiblissement de la nation française (Davies, 2001b, p. 120), mais qui serait également liée à l'islam, selon certains penseurs frontistes qui tendent à percevoir l'expansion démographique des

musulmans français comme *« a natural by-product of Islam: an 'interest' and 'conquering' religion that seeks ethnic and ethno-cultural power in non-islamic lands* » (*Ibid*., p.122). La dénatalité française serait alors propice à une augmentation de la puissance conquérante islamique en France [15]. L'avortement ainsi que la démocratisation des moyens de contraception depuis mai 68 seraient alors des dangers pour la nation française.

Enfin, dans l'imaginaire frontiste, la famille reste le berceau de la nation, la « clef de voûte de l'ordre naturel » (Lecoeur *op. cit.,* p.139), puisque c'est au sein de la cellule familiale que sont formés les futurs citoyens. La famille est le lieu de sauvegarde et de reproduction de l'ordre social, et la « perte des valeurs traditionnelles est symbolisée par une décomposition de la famille : qu'il s'agisse du divorce, des familles monoparentales, des couples homosexuels, de la contraception ou de l'avortement, les membres du FN refusent ces changements qu'ils perçoivent comme dangereux pour l'ordre social » (*Ibid.*, p.140).

Cette politique nataliste[16] du Front national se lit également, par la suite, à l'articulation de son rejet de l'immigration. En effet, pour Marine Le Pen, les mouvements

---

[15] *A posteriori,* ce processus peut se rapporter à la thèse complotiste d'extrême droite du « grand remplacement » développée par Renaud Camus dans l'ouvrage éponyme (2015) voulant que les Français « de souche » soient remplacés démographiquement par des peuples non-européens, et ce, avec l'aide des élites. En somme, « les noirs et les arabes vont remplacer les français de "souche"; ils veulent saper la "civilisation" française ; il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en rendre compte mais les élites nient cette réalité » (AFP, 2014a)

[16] *Nativism, therefore, should be defined as intense opposition to an internal minority on the ground of its foreign (i.e., 'un-American') connections. Specific nativistic antagonisms may, and do, vary widely in response to the changing character of minority irritants and the shifting conditions of the day; but through eachs eparate hostility runs the connecting, energizing force of modern nationalism. While*

migratoires liés à la « crise » des réfugiés qui s'intensifient en 2015 sont, pour elle, un symbole funeste d'invasions barbares venant déstabiliser l'identité nationale française (Ivaldi, 2018, p. 285). Dès lors, la reproduction culturelle et identitaire doit être mise de l'avant en s'accompagnant d'un certain rejet de l'immigration – maghrébine et subsaharienne.

1.2.3.2 « La femme » : un statut ambigu

Finalement, pour que cet ordre social soit conservé, il est nécessaire que les rôles soient bien définis. Si l'homme est l'archétype de la figure virile, celle du guerrier qui inculque à ses enfants discipline et autorité, la femme, elle, devrait rester au foyer. D'ailleurs, le statut de la femme au sein même de la pensée frontiste reste très conservateur puisque la société « doit se conformer à une organisation "naturelle", qui implique une répartition sexuelle et sociale des rôles entre l'homme et la femme pour garantir la stabilité et la survivance de la société » (*Ibid.*, p.142). Cette organisation naturelle s'inscrit dans la centralité du mythe de la terre, très présent dans le discours frontiste, notamment dans la revendication des valeurs traditionnelles (Davies 2001b, p.111).

L'idée principale que nous souhaitions apporter rapidement ici est que, la femme, bien qu'elle soit mise au centre de l'appareil de perpétuation et de reproduction d'un ordre social stable et répondant de valeurs conservatrices chères au Front national, se voit cantonnée dans une position de domination aussi bien dans son rôle social que dans sa vie personnelle. L'opposition du Front national à cette libération de la femme qui fait

---

drawing on much broader cultural antipathies and ethnocentric judgments, nativism translates them into a zeal to destroy the enemies of a distinctively American way of life. (Higham, 1955, p. 4)

suite à mai 68 et qui perdure, au rythme des modifications du Code civil, est tellement persistante que depuis 1974 et jusqu'à la fin des années 1990, l'idée de créer un revenu pour les femmes au foyer tient bonne place dans les idées du Front national (Davies 2001a, p. 125). Si ce rapport de pouvoir entre les femmes et les hommes s'est quelque peu adouci, d'un point de vue discursif, depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, il semblerait qu'à part la sourdine mise sur l'instauration d'un revenu pour les femmes au foyer, le positionnement concernant l'avortement soit le même qu'au début des années 1970, puisque Marine Le Pen souhaite le déremboursement des interruptions volontaires de grossesse, souhaitant éviter que celui-ci soit considéré comme « un moyen de contraception comme un autre » (AFP, 2014b).

Si l'idéal de sauvegarde de la nation ne semble plus occuper le devant de la scène rhétorique, il semblerait tout de même que l'idéologie frontiste confère toujours au mot « femme » un sens particulier qui s'exprime dans un certain refus de l'égalité des sexes. Le rapport inclusion/exclusion central à notre effort de problématisation ne se pense alors ici plus en termes d'extériorité au supposé peuple, mais plutôt dans une volonté de différenciation des rôles au sein même de la nation française, d'une hiérarchisation particulière venant structurer les rapports sociaux. À travers ce rapide retour sur la centralité de la famille comme berceau de la France, il apparaît que la femme dans sa nécessité de procréation est reléguée à la subalternité[17].

---

[17] « *Within the effaced itinerary of the subaltern subject, the track of sexual difference is doubly effaced. The question is not of female participation in insurgency, or the ground rules of the sexual division of labor, for both of which there is "evidence." It is, rather, that both as object of colonialist historiography and as subject of insurgency, the ideological construction of gender keeps the male dominant. » (Spivak, 1988, p. 287). L'idée, à travers cette définition du concept de subalternité chez Spivak est que, dans la construction idéologie genrée, la femme, dans son identité subalterne se voit effacée, exclue du discours « dominant* ». Dans ce cas précis, nous considérons uniquement les rapports femmes/hommes et non la question postcoloniale au sein de laquelle Spivak insère ses travaux.

1.2.4 Populisme, démocratie et dédiabolisation

Le dernier point central dans l'idée d'un rapport inclusion/exclusion dans la thématique du Front national tient dans l'expression d'un certain type de populisme. Cette dénomination de populisme n'est pas ici affectée au Front national de manière arbitraire de notre part. « La redéfinition positive d'une étiquette à usage disqualificatoire [qui] réalise un retournement du stigmate ("je suis populiste, donc démocrate") et initie une contre-offensive idéologique, qui consiste ici en une rétorsion d'argument visant les prétentions « démocratiques » de l'adversaire » (Taguieff, 2007, p. 251).

Le populisme de Jean-Marie Le Pen est décrit comme « idéologiquement centré sur la défense de l'identité nationale pensée en termes à la fois historiques et ethniques, et fonctionn[ant] sur un mode populiste, en ce que son leader multiplie les appels au peuple supposé "sain", lucide, vertueux, voire "sage" » (Taguieff, 2007, p. 231). Ce populisme présente un caractère double, car « le populisme de type lepéniste est donc à la fois protestataire […] et identitaire […], même si la composante identitaire y paraît dominante » (*Idem*).

1.2.4.1 D'un national-populisme…

Taguieff met de l'avant cinq caractéristiques de l'idéal-type que représente le populisme lepéniste. Celui-ci est « un appel *personnel* au peuple, dont l'efficacité symbolique suppose l'autorité charismatique du leader-démagogue » (*Ibid*., p. 232), mais également un appel au peuple *dans son ensemble*, « en principe sans distinction de classes, de tendances idéologiques ou de catégories culturelles […] » (*Ibid.*, p. 234).

Cet appel est direct et authentique puisqu'il est émis sans avoir à passer par des moyens institutionnels, et ce, en direction d'un peuple « sain » et « honnête » menacé par l'immigration (*Idem*). Ensuite, l'« appel à la *rupture* purificatrice ou salvatrice », incarnée par le chef du mouvement (*Idem*), prôné au nom de la démocratie comme souveraineté du peuple, pour et par le peuple, se faisant donc au profit de celui-ci (*Ibid.*, p. 240-241). La dernière caractéristique est un « appel explicite à la discrimination des individus selon leurs origines ethniques ou leurs appartenances culturelles » (*Ibid.*, p. 242), venant ainsi confirmer le côté discriminatoire de l'appel au peuple frontiste.

1.2.4.2 … À un populisme protestataire?

Sous l'influence de Jean-Marie Le Pen, le Front national a donc développé un modèle national-populiste au sein duquel « [l]a dimension identitaire se traduit par une attitude *exclusionnaire*, visant la catégorie mythopolitique dite "d'immigration". […] l'identité nationale est affirmée pour autant qu'elle est supposée menacée de disparition, par submersion lente ou mort violente » (*Ibid.,* p. 228). Cependant, l'idéologie frontiste a gardé de son héritage poujadiste[18] la dénonciation du rapport petit grand, des élites contre le reste du peuple, des puissants contre les plus démunis, réaffirmés par Marine Le Pen, laissant supposer le glissement d'un national-populisme vers un *populisme-protestataire.*

Ce second type de populisme se caractérise notamment par une attitude antiparti (*Ibid.*, p. 220) – les dénonciations de la « bande des quatre » et de l'UMPS par Jean-Marie Le Pen puis par Marine Le Pen (Lecoeur, 2007, p. 73). Cette opposition du FN contre les autres partis tend à condamner leurs actions, et semble chercher à faire de la formation

[18] Nous revenons sur cette idée et sur l'héritage politique du Front national dans la prochaine sous-partie.

d'extrême droite une référence en matière d'action politique. Cette attitude davantage tournée vers un esprit contestataire se ressent également à travers les discours de Marine Le Pen. Ainsi, à Metz, le 11 décembre 2011, elle apporte son soutien aux « [a]griculteurs, ouvriers, chômeurs, jeunes, artisans, commerçants, employés, fonctionnaires, retraités, habitants des campagnes françaises : vous êtes ces oubliés, vous êtes cette majorité invisible » (Le Pen, 2011d), dénonçant par là l'emprise du monde de la finance sur le peuple permise par les élites politiques actuelles. En nommant ces catégories, Marine Le Pen entend mettre de l'avant sa volonté de redonner la parole aux oubliés de la politique. En pleine campagne présidentielle, Le Pen se présentait donc comme la « Présidente des oubliés de la société française, de ceux qui ne se plaignent pas, de ceux qu'on ne veut pas voir, qu'on ne veut pas entendre, de ceux qui font pourtant la France […] de ce que vivent les Français » (*Ibid.*). Dans la même lignée, elle dévoilait au mois de septembre 2016 son nouveau slogan de campagne : « Au nom du Peuple[19] ».

Dans la volonté affichée de Marine Le Pen de faire entendre la voix des oubliés, nous pouvons discerner une volonté de meilleure représentation et/ou une tentative de récupération d'électeurs. Au-delà de la France profonde de Jean-Marie Le Pen (Souchard, 1998, p. 146), « le discours de Marine Le Pen touche à l'évolution sociologique récente, elle convoque ce qu'a produit, mais aussi délaissé une modernité urbaine et industrielle elle-même en décomposition. […] [La France] où se retrouvent les perdants d'une modernisation elle-même en panne. » (Wieviorka, 2013, p. 38). La transformation discursive de cette nouvelle France va davantage dans le sens des

[19] Ce choix lui a d'ailleurs valu une mise en demeure par l'association du même nom le 20 septembre 2016. L'association *Au nom du peuple*, dont la visée est de « défendre l'État de droit et l'égalité des droits » et « lutter contre les dérives judiciaires » lui reproche ainsi de porter préjudice à sa réputation et de contrevenir à son caractère apolitique (Frisullo, 2016).

revendications de la population, comme une volonté de dénonciation de l'ordre social, puisqu'en constituant ce groupe de sans-voix et en s'affirmant comme leur représentante, elle tend également à lui offrir une certaine légitimité. Elle donne à son discours une dimension sociale pouvant attirer un électorat populaire déçu par la « centrisation » du Parti socialiste tandis que l'objectif de son père était de réaffirmer la puissance nationale et de pousser le peuple à un « soulèvement » purificateur. La double critique émise par Marine Le Pen tend à justifier « la définition d'un projet politique centré sur la réduction de l'écart entre le peuple et ceux qui le gouvernent au nom d'une conception de la démocratie directe censée favoriser le citoyen actif » (Taguieff, 2002, p. 222). Cette revendication semble alors s'insérer dans une remise en cause du modèle de démocratie représentative française, dans la continuité de la dénonciation des « élites » qui prendraient davantage en considération les demandes du secteur de la finance que celles du peuple « invisible ».

1.3 Influences et héritages de la pensée politique du Front national

Forte de son passage au second tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen a eu l'occasion de brièvement incarner cette solution, ce changement quasi providentiel nécessaire à la vie politique française. Cependant, elle a connu un entre-deux-tours compliqué, et sa prestation lors du débat télévisé face à Emmanuel Macron a largement amoindri son ambition de prétendre à la plus haute fonction. Si Marine Le Pen, depuis son arrivée à la tête du Front national cherche à donner une nouvelle envergure à son parti, à en redorer le blason, il reste tout de même indéniable que, pour elle aussi, les influences historiques jouent un rôle dans le développement de son discours politique. Nous proposons ici de revenir rapidement sur les différents penseurs qui ont pu influencer ou qui influencent encore la pensée politique de la présidente du Front national.

1.3.1 Le peuple face aux élites : influence du boulangisme

Il est possible d'établir un parallèle entre ce qui fut *a posteriori* nommé la « crise du boulangisme » et la volonté affichée par Marine Le Pen de mettre fin à l'immobilisme français, de s'imposer comme la seule personne en mesure de sortir la France de la crise et de la décadence. Nous retrouvons effectivement dans les discours de la présidente du Front national un certain écho à la pensée du général Boulanger, homme dont le programme se résumait à trois mots : « Dissolution, Révision, Constituante » et qui cherchait « le changement du régime politique, jugé inefficace, corrompu et accaparé par une oligarchie séparée du peuple[20] » (Winock, 2017, p. 34). Le contexte sociohistorique des revendications boulangistes n'est évidemment pas le même qu'à l'heure actuelle. Il nous faut alors revenir brièvement sur la période charnière que fut la III^{ème} République afin d'expliquer l'émergence de cette crise politique particulière.

Le boulangisme, malgré la courte durée du mouvement, a été le lieu d'une rupture importante dans le clivage gauche républicaine/droite monarchiste sous la III^{ème} République (Richard, 2017 ; Vavasseur-Desperriers, 2006). À la fin des années 1880, la République française se trouve dans un état d'instabilité. À gauche, on rejette les institutions républicaines. À droite, les opposants au système républicain et les nostalgiques de la monarchie font entendre de plus en plus leur voix. Le système politique français devient alors le lieu d'une grande instabilité ministérielle, pendant que les « modérés pratiquent l'alternance, ce qui leur permet de diriger les coalitions successives. [Dès lors, l]e vieux fond d'antiparlementarisme se réveille : les noms et les actes des républicains en poste parlent peu au cœur et à l'imagination […] [et l]e boulangisme apparaît comme l'acte de naissance du nationalisme politique » (Marin, s.

---

[20] On retrouve par ailleurs cette même influence dans le programme de Jean-Luc Mélenchon qui souhaitait l'abrogation de la V^{ème} République et l'avènement d'une VI^{ème}.

d.). En d'autres termes, le boulangisme devient, en quelque sorte, la « première réincarnation du bonapartisme en régime républicain » (Richard, 2017, p. 71), bien que, paradoxalement, ses soutiens les plus farouches sont issus de lieux dans lesquels l'opposition à Napoléon III aura été la plus importante et la plus constante (*ibid.*).

Deux crises ont fait de Boulanger un défenseur de « l'homme du peuple ». La première est celle de l'arrestation de Guillaume Schnaebelé, commissaire français soupçonné d'espionnage par la police du Reich en 1887. Boulanger, alors ministre de la Guerre opte pour une position revancharde – qui fait , rappelons-le, notamment écho à la défaite de Sedan et à la situation de l'Alsace et de la Lorraine à cette époque – alors que Jules Grévy, président de l'époque penche pour une solution via la négociation (*ibid.*). Suite à cela, « les partisans de la revanche profitèrent d'une élection législative partielle à Paris pour demander aux électeurs d'ajouter sur leurs bulletins le nom du général qui, à la surprise de tous, recueillit 38 000 voix sans être candidat » (*ibid.*, p. 72). Ce coup d'éclat valut à Boulanger d'être démis de ses fonctions et envoyé à Clermont-Ferrand pour commander un corps d'armée, suscitant une manifestation de plusieurs milliers de Parisiens devant la gare de Lyon le jour de son départ. La seconde crise fut celle du « scandale des décorations », durant laquelle « Daniel Wilson, gendre du chef de l'État, abusait de sa position pour faire attribuer la légion d'honneur à ses obligés » (*ibid.*, p. 72). Ces deux évènements suffisent à convaincre les radicaux de l'opacité des décisions gouvernementales, des ententes parlementaires, et plus encore de la déconnexion des élus par rapport au peuple. À ce moment, les forces étaient en place pour la naissance du boulangisme qui allait s'organiser autour d'une haine commune à l'égard de Jules Ferry, figure de proue des républicains.

Le mouvement boulangiste est donc né à la gauche de l'échiquier politique, chez les radicaux, mais n'eut aucun mal à faire converger l'intérêt des autres adversaires des

opportunistes[21], au-delà de leurs divergences idéologiques. Ainsi, les monarchistes, les socialistes révolutionnaires blanquistes, les bonapartistes jérômistes et la Ligue des patriotes se sont joints aux revendications du général Boulanger (*ibid.*, p. 74). Fort du soutien de ces forces éclectiques organisées derrière le Comité républicain national (CRN), Boulanger connut de nouvelles victoires électorales, jusqu'à la plus impressionnante en janvier 1889 lorsqu'il remporta l'élection législative partielle à Paris face à Édouard Jacques. Cette victoire entraina certains soutiens de Boulanger, dont Paul Déroulède, à le pousser à marcher sur l'Élysée, ce qu'il refusa (Richard, 2017, p. 74).

Ce coup d'État raté poussa Boulanger à fuir pour la Belgique, ou il mettra d'ailleurs fin à ses jours deux ans plus tard dans l'indifférence générale. Entretemps, les années 1889 et 1890 virent se succéder les échecs des candidats boulangistes aux échéances électorales successives. Le 21 mai, le CNR prononçait la dissolution du parti (*ibid.*). Les causes de l'échec de la crise boulangiste sont multiples, mais celle qui nous apparaît à la fois comme la plus évidente et la plus claire tient dans le manque de cohérence idéologique des membres du parti. En effet, regroupant à la fois des républicains et des nostalgiques de l'Ancien Régime, il était très compliqué de trouver une entente politique au sein du mouvement, la haine de Jules Ferry n'étant probablement pas suffisante pour consolider une alliance entre ces deux camps. Toujours est-il que du côté de l'extrême droite française, on profita de l'impulsion boulangiste pour répandre un discours antirépublicain. Les différentes mouvances des droites extrêmes mirent, en effet de l'avant « leur hostilité constitutionnelle au régime et leur antiparlementarisme en réclamant une révision radicale [de la constitution] au

[21] « Opportunistes » ici fait référence au courant des républicains dits modérés durant la première moitié de la IIIème République et se cristallise notamment derrière la figure de Jules Ferry.

profit d'un exécutif fort. Elles y déployèrent aussi leur nationalisme revanchard » (Prochasson, 1993, p. 76). En somme, le moment boulangiste fut celui d'une alliance antirépublicaine qui se solda par un échec, mais dont les revendications d'un véritable pouvoir par et pour le peuple ainsi que la dénonciation, déjà à l'époque, d'un système politique se reproduisant et agissant en vase clos peuvent encore trouver résonance à l'heure actuelle dans les discours populistes.

Les années suivant la crise boulangiste sont celles d'une affaire ayant défrayé la chronique et dont l'empreinte sur la société française peut encore se faire ressentir à l'heure actuelle, l'affaire Dreyfus. Aborder cette autre crise politique permet d'introduire une seconde mouvance ayant influencé le Front national, du moins à ses débuts. Car l'affaire Dreyfus a vu la mise en exergue d'une pensée antisémite et raciste que l'on retrouve notamment dans les idées de l'un des soutiens du général Boulager, la Ligue des patriotes. La fin des années 1890 correspond à l'émergence d'un durcissement de la pensée nationaliste française, puisqu'il s'agit « de se battre pour établir aux yeux de tous la signification de l'exceptionnalisme de l'identité française, de définir maintenant une fois pour toutes sa nature, soit en la tournant vers l'universalisme, soit au contraire en la réduisant à une culture appréhendée de manière biologique – le temps des ligues en est l'expression » (Birnbaum, 1993, p. 84). L'enjeu est alors de définir l'identité nationale, de mettre en lien les questions identitaires et républicaines sur le sol français afin de bâtir un socle commun de la citoyenneté, et plus particulièrement, pour les Ligues, il s'agit de rejeter l'universalisme républicain qui intègre à la citoyenneté des personnes dont la religion, l'origine ethnoculturelle ou les modes de vie ne conviendraient pas aux valeurs françaises. C'est ainsi que durant cette décennie, les membres de la Ligue des patriotes vont rejoindre les rangs de l'Union nationale, organisation catholique nationaliste créée en 1893, « dont la doctrine sociale est plus que conservatrice, [mais qui] accepte néanmoins la stratégie du

Ralliement[22] tout en faisant preuve sans cesse d'un antisémitisme violent » (*ibid.*, p. 88). La Ligue des patriotes est constituée en 1882 et est notamment dirigée par Déroulède qui fut l'une des personnes à avoir poussé Boulanger au coup d'État en 1889. Pour cette formation non partisane, l'objectif central en est un de revanche, revanche face à l'Allemagne suite à la défaite de Sedan, et de récupération de l'Alsace et de la Lorraine. Dès lors, aux yeux de Déroulède, l'un des dirigeants du mouvement, la défaite de Sedan résulte

> de la longue décadence que la démocratie a provoquée dans le pays. Aussi remet-il en cause la philosophie des droits naturels, l'égalitarisme, les conceptions universalistes, le libéralisme. […] pour que la revanche soit possible […] il faut créer une France nouvelle, une société disciplinée, régie par un pouvoir autoritaire, organisée sur le modèle militaire avec le respect de la hiérarchie et le culte du sacrifice. Et cette mutation exige l'abandon du système parlementaire vu comme synonyme de bavardages, de faiblesse et d'impuissance. (Berstein, 2017, p. 31)

Un tel changement implique une action directe, passant par la rue plutôt que par le vote, afin de représenter véritablement le « vrai » peuple plutôt que celui qui est imaginé par l'élite, par le système parlementaire. Avec la Ligue des patriotes se développe alors ce nationalisme populiste dont on retrouve des traces chez Marine Le Pen, notamment lorsqu'elle fait appel au « vrai » peuple silencieux et invisible et se présente, nous le verrons plus tard, comme étant la seule solution, avec son parti, à la sortie de crise de la France, à la fin de la décadence et à l'alternance tant souhaitée face au système.

---

[22] Le Ralliement est un évènement spécifique de l'histoire de la III^{ème} République qui correspond à l'appel du pape Léon XIII de février 1891. Il invite, dans l'encyclique « Au milieu des sollicitudes », les catholiques français et françaises à accepter le régime républicain, « tout en précisant que cela ne les dispense nullement de combattre les lois contraires aux intérêts du catholicisme, comme les lois scolaires et la loi militaire, qui imposait l'obligation militaire aux séminaristes » (Vavasseur-Desperriers, 2006, p. 55)

1.3.2 Le temps des Ligues : émergence d'un nationalisme populiste

Le moment de l'affaire Dreyfus est également celui de la naissance d'une autre Ligue, celle de l'Action française (Prévotat, 2004). Une fois de plus, on dénonce une crise de la République entrainée par des mœurs allant à l'encontre des valeurs françaises. Cette fois-ci, les coupables sont trois : « l'esprit franc-maçon, l'esprit protestant, l'esprit juif » (*ibid.*, p. 12). Henri Vaugeois, fondateur de l'Action française souhaite que l'État fasse davantage preuve d'humanité, que son action reflète la vitalité de la France et de son peuple, que le pouvoir devienne plus personnel :

> Ce que nous demandons, c'est que les gouvernants, qui sont des hommes, renoncent à se faire passer pour des machines […]. Nous voulons que se retrouve la notion de la souveraineté, que les pouvoirs ne soient pas des fonctions de transmission, ni les fonctionnaires des rouages. Nous voulons que partout où le citoyen se rencontre avec l'État, soit pour demander, soit pour exiger, soit pour menacer, soit enfin pour se plaindre, nous voulons qu'il trouve *à qui parler*. (dans Prévotat, 2004, p. 12)

Il invite donc à une refondation de la République en ne rompant pas tout à fait avec la mouvance boulangiste, en souhaitant un retour de la souveraineté du peuple plutôt que d'une fausse représentation par un parlementarisme professionnalisé. Sous l'impulsion de Charles Maurras, l'Action française prendra cependant un tournant antirévolutionnaire, antidémocrate et antirépublicain. Avec l'*Enquête sur la monarchie* (Maurras, 1986 [1924]), Maurras fait de l'antisémitisme de l'époque une stratégie politique (Joly, 2006). Dans ce texte, longtemps réédité, il critique la République que le processus électoral corrompt, puisque, « le député, prêt à tout pour être réélu, n'a aucun intérêt véritable pour la défense de la nation et de l'État » (Prévotat, 2004, p. 14). Il y fait également l'éloge de la monarchie dont le retour assurerait le rétablissement de l'ordre social, politique, administratif et, surtout, religieux (*ibid.*). Il remet en cause, finalement, l'État qui a envahi l'ensemble des affaires publiques et privées depuis la Révolution française. La Révolution française apparaît dans les écrits de Maurras

comme la source de tous les maux, comme le processus par lequel s'est imposé en France un État centralisé déconnecté d'une société atomisée (Winock, 2013). Il apparaît donc que « [l]e rétablissement de l'exercice de la souveraineté au sommet de l'État, dans la branche survivante de la famille capétienne, est le remède proposé par Maurras » (Prévotat, 2004, p. 16).

Lorsqu'en 1905 l'Action française devient la Ligue d'Action française, chaque personne souhaitant y adhérer doit accepter la déclaration suivante :

> Français de naissance et de cœur, de raison et de volonté, je remplirai tous les devoirs d'un patriote conscient. Je m'engage à combattre tout régime républicain. La République en France est le règne de l'étranger. (...)
> Notre unique avenir est donc la monarchie telle que la personnifie Monseigneur le duc d'Orléans, héritier des quarante Rois qui, en mille ans, firent la France. Seule, la Monarchie assure le salut public et, répondant de l'ordre, prévient les maux publics que l'antisémitisme et le nationalisme dénoncent. Organe nécessaire de tout intérêt général, la Monarchie relève l'autorité, les libertés, la prospérité et l'honneur.
> Je m'associe à l'œuvre de la restauration monarchique. Je m'engage à la servir par tous les moyens. (dans Joly, 2006, p. 701)

L'ennemi, celui qui met la France en danger et la plonge dans la décadence n'est alors plus uniquement la République, mais plus encore, l'ensemble des personnes qui la défendent. Pour Maurras, il existe au centre du système républicain une sorte de « complot juif » faisant en sorte que les tenantes et les tenants du judaïsme obtiendraient un ensemble d'avantages tandis que le « vrai » peuple français – ici les catholiques monarchistes notamment – serait ignoré. Ainsi, durant une décennie, la doctrine maurrassienne reposera presque entièrement sur un antisémitisme décomplexé, politique et de combat qui culmine avec l'affaire Dreyfus. Il s'agira de construire une image du juif comme seul et unique ennemi intérieur face auquel il faut pendre son indépendance, et avec qui aucune discussion sur le terrain des idées n'est possible, car son existence même est rejetée (Joly, 2006).

Parler de l'Action française et de Charles Maurras ici peut sembler aller trop loin. Nous ne souhaitons, en aucun cas, faire un rapprochement entre cette idéologie mortifère et le positionnement politique de Marine Le Pen. Cependant, il nous semblait important, sinon nécessaire de proposer en quelques mots un bref retour sur ce moment historique particulier. Car, en effet, Charles Maurras fut une figure importante – avec notamment Maurice Barrès ou Charles Péguy – du développement d'un populisme nationaliste, d'un rejet non seulement des élites, mais également du système politique. La mobilisation de la question juive comme source de fléau, de danger intérieur pour la France, conduira d'ailleurs Maurras et l'Action française à rejoindre les rangs du maréchal Pétain « régime que Charles Maurras et son journal soutiendront de bout en bout, comme une préface au régime idéal de leur choix » (Winock, 2013, p. 234).

1.3.3 Face à l'oppression de l'État sur la nation : influences poujadistes

Aborder la pensée de l'Action française et de Charles Maurras nous permet par ailleurs de faire le lien avec un dernier courant politique qui a pu influencer les idées frontistes. Dans ses écrits, Maurras fait la différence entre le pays « réel » et le pays « légal ». Le premier correspond à la classe politique, le second à l'ensemble des Français, Françaises (*ibid.*, p. 243). Cette opposition sera reprise par la suite par le mouvement poujadiste dont les partisanes et partisans estiment que « l'État opprime la nation au lieu de la représenter et de la servir » (Souillac, 2007, p. 19). La naissance du poujadisme, du nom de son meneur Pierre Poujade, nait sous la forme d'un mouvement de contestation lié au déclin des petits commerçants et de l'artisanat (Tristram, 2012) à travers la création de l'Union de défense des commerçants et artisans du Lot en novembre 1953 (Souillac, 2007). Cette formation va, assez rapidement, prendre une déclinaison politique en 1956 suite à l'entrée de 52 députés poujadistes à l'Assemblée nationale (*ibid.*). La campagne électorale législative poujadiste s'est organisée autour de trois grands thèmes que sont « la défense des "classes moyennes", catégories sociales "défavorisées", l'antiparlementarisme et une forme de néojacobinisme » (*ibid.*,

p. 177). À partir de janvier 1956, le discours poujadiste opère un glissement vers un discours davantage marqué à l'extrême droite, qui s'exprime notamment dans une hargne déployée à l'encontre des députés de la SFIO et du Parti communiste présents à l'assemblée. Cet anticommunisme affiché est d'ailleurs un point central dans la pensée de Jean-Marie Le Pen, fondateur du Front national, qui est à cette époque élu de la Seine sous la bannière de l'Union et fraternité française (UFF), le parti de Pierre Poujade (*ibid.*). À cela s'ajoute une dénonciation de la piètre gestion des finances par le gouvernement et du nombre trop important de fonctionnaires qui amène la France à sa perte économique, ainsi qu'une dénonciation de l'action gouvernementale en Algérie, regrettant le manque d'autorité et de fermeté du gouvernement français (*ibid.*).

La doctrine poujadiste se développe à partir de 1957, notamment à travers la publication de la brochure intitulée *Notes et essais sur le poujadisme* (Collectif, 1957). Il y est notamment édicté un principe central du mouvement qui s'énonce comme suit :

> [l]e poujadisme se conçoit comme la révolte de l'humain contre les modes de vie qui détruisent l'intégrité de l'homme individuel, familial, social, national. Il s'inscrit dans l'histoire de la lutte de l'homme contre l'asservissement aux organismes économiques, sociaux et politiques qui font fi des lois naturelles (*ibid.*, p. 4).

Il se trouve dans cette publication une volonté d'émancipation de l'humain face à la machine et aux différents systèmes mécaniques, qu'il s'agisse du capitalisme qui « le traite comme du bétail et réalise sur sa souffrance [des] sommes colossales » (*ibid.*, p. 11), du corporatisme, du monde intellectuel (Souillac, 2007) ou encore, et cette idée nous interpelle particulièrement au regard du cadre théorique et conceptuel mobilisé dans cette thèse, le rejet de « l'utilisation de notions abstraites, comme « capital », « capitalisme », « démocratie », sur le sens desquelles personne ne s'accorde, [et qui] aboutit à aveugler les Français qui ne distinguent plus la réalité derrière le langage » (Collectif, 1957, p. 10). Il s'agirait ainsi de replacer l'humain au centre des

considérations sociales, et de refaire du nationalisme et du patriotisme les moteurs de l'action collective, au sens où le patriotisme pour les auteurs de la brochure est quelque chose de naturel, d'instinctif, tandis que le nationalisme est « la communion spirituelle avec l'âme de la nation, avec son histoire. Il fait participer au destin temporel et spirituel du peuple considéré comme corps vivant qui se perpétue à travers les siècles et qui nous continuera » (*ibid.*, p. 48-49). Cette dimension organiciste de la société, du patriotisme et du nationalisme fait d'ailleurs écho à la pensée de Maurras qui reste tout de même une référence importante, bien que souvent de manière implicite, des adeptes du poujadisme (Souillac, 2007, p. 385). Les auteurs de la publication y mettent également de l'avant l'importance de leur lutte contre le capitalisme et le communisme dont le développement en France a été permis par les changements provoqués par la Révolution française et qui soumet le peuple à la tyrannie de l'argent et de l'État, peuple qui est d'ailleurs à la merci d'une élite minoritaire. Afin de rétablir une situation qui soit plus favorable au peuple et à sa survie, pour le faire sortir de son asservissement, seule une nouvelle révolution est envisageable (Souillac, 2007).

Malgré un discours populiste, qui prolonge la vision réactionnaire de l'Action française, le mouvement poujadiste se retrouvera en position délicate à partir de mai 1958. La question algérienne et les revendications colonialistes du mouvement le pousseront à pencher vers la théorie du complot. Finalement,

> [d]iscréditée de toutes parts et devenue à peu près complètement inactive, l'Union se réfugie sans y croire vraiment dans le rêve d'une tardive adhésion populaire à ses conceptions. Le poujadisme est le résultat politique et vraisemblablement générationnel d'une collision, entre la crise sociale qui frappe le petit commerce et l'artisanat après le retournement de conjoncture de 1952, et la crise institutionnelle qui secoue la République parlementaire depuis 1918 (Souillac, 2007, p. 403).

En dehors de la volonté révolutionnaire du mouvement poujadiste, il est possible de faire plusieurs parallèles avec l'idéologie de l'actuel Front national. D'abord, sur la question coloniale, bien que Marine Le Pen ne revendique pas un retour à l'avant 1962 et une révocation des accords d'Évian, elle souhaite conserver, comme nous le verrons plus bas, une emprise sur les territoires et collectivités d'outre-mer, et s'oppose ainsi au référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Ensuite, nous retrouvons, bien qu'il soit formulé différemment, dans les discours de Marine Le Pen ce fameux rejet du système et des élites, cette dénonciation de la corruption et de l'asservissement du peuple par une poignée de personnes privilégiées qui n'ont d'intérêt que pour leur réélection et/ou leur carrière professionnelle à la suite de leur mandat. Enfin, sur la question du patriotisme et du nationalisme, cet attachement aux valeurs, à l'histoire et aux racines françaises fait également écho au roman national que la présidente de la formation d'extrême droite ne manque pas de réaffirmer, nationalisme qui permettra à la France de retrouver sa gloire et sa grandeur d'antan.

L'objectif de ce bref retour historique n'est pas tant de venir accoler des étiquettes aux idées du Front national. Plutôt, nous avons mis de l'avant le fait que le discours d'opposition entre le peuple et les élites, que beaucoup inscrivent d'ailleurs à la base du populisme politique, ne date pas d'hier. Bien au contraire, cette pensée a accompagné le développement de la République au long de son histoire. C'est d'ailleurs la III^{ème} qui en aura fait particulièrement les frais. L'instabilité gouvernementale et parlementaire de l'époque en est très certainement la raison principale. Les enjeux soulevés par le moment colonial, et que nous détaillons à la suite de notre chapitre d'analyse, entrent également en ligne de compte. Finalement, la construction discursive de l'ennemi intérieur aura également joué un rôle important dans l'émergence et le développement des mouvements populistes de l'époque.

1.4 Penser le peuple, penser les marges

Cette mobilisation discursive des marges, ce soulèvement purificateur dans les discours de Marine Le Pen apparaissent extrêmement féconds pour penser ce réinvestissement de la démocratie opéré par le Front national. En effet, si nous avons esquissé, en introduction, les contours de ce que nous entendons par démocratie, notamment en ce qui a trait à ce rapport inclusion/exclusion, intérieur/extérieur, il est fondamental d'aborder cette question d'extériorité pour pouvoir continuer.

Il faut tout d'abord souligner le fait que penser le « peuple » n'est pas chose aisée. En ce sens, nous partageons l'hypothèse de Gérard Bras pour qui

> [e]n faisant de ce nom [« peuple »] un signifiant de la politique, avant d'être une catégorie de la philosophie politique, je me propose de comprendre comment il prend sens et configure une masse qui se nommera « peuple ». Mon hypothèse soutient que l'ambiguïté qui affecte ce signifiant ne lui est pas accidentelle, mais essentielle. (Bras, 2018, p. 23)

Dès lors, le peuple n'est pas une entité sociologique ou philosophique prédéterminée, au sens où l'on peut affirmer que « le » peuple n'existe pas, mais se conceptualise davantage comme un signifiant flottant (Laclau, 2015), comme le lieu d'une lutte pour les significations (nous reviendrons là-dessus plus tard). Il nous apparaît en ce sens primordial de souligner le fait que, le peuple, comme nous l'entendons ici, se construit dans et à travers le discours politique – de Marine Le Pen dans le cas présent –, puisque « si le peuple n'existe pas, c'est qu'il s'agit pour la politique non pas d'en appeler au peuple comme à son principe, mais de configurer d'une certaine manière une masse en un peuple de faire en sorte qu'une multitude agisse « *comme* un seul esprit » (Spinoza) » (*Ibid.*, p.23).

Effectivement,

> [s]elon qui parle et en fonction de l'ennemi visé, le peuple représente la liberté en marche, le souverain bien, la nation défaite ou victorieuse, ou l'impatience des foules qui méconnaissent le sens de l'histoire. Le peuple complexe, multiple, aux intérêts convergents parfois, divergents souvent, aux réactions intempestives et qui tente désespérément de sortir des rets de conjonctures politiques, sociales et économiques, est resté longtemps invisible aux yeux de commentateurs, à distance de l'évènement. (Riot-Sarcey, 2016, p. 127)

Si nous ne proposons pas ici une définition unifiée de ce qu'est le peuple, si nous ne nous attardons pas davantage à le conceptualiser, c'est parce que cette « entité », cette construction, se matérialise à travers la mobilisation d'une catégorie de la population, à travers la transformation et l'investissement discursif d'une masse particulière dont on souhaite imposer la légitimité universelle. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous considérions, à l'instar de Bras (2018), que la formation du « peuple » revêt un caractère performatif que nous aborderons plus tard à travers la pensée de Judith Butler (2004 notamment). Il s'agit ainsi de « performer » une image particulière du peuple, et par là même, des marges, de ces personnes n'appartenant pas – ou étant considérées comme n'appartenant pas – à cette image du peuple *souverain* et considéré comme légitime par Marine Le Pen, de par leurs actions, leurs origines, leurs façons de voir et de vivre le monde.

1.5 Contexte social

Si la précédente contextualisation nous permet de replacer les différents thèmes du Front national et les différentes étapes de son évolution politique et discursive depuis ses débuts, nous souhaitons à présent mettre en exergue les moments sociaux dont les conséquences ont, selon nous, contribué à permettre au parti d'occuper la place de troisième parti qui est la sienne aujourd'hui. Nous avons ainsi choisi cinq évènements qui, toujours autour de cette idée de rapport d'inclusion et d'exclusion, reflètent, à différents niveaux, des éléments centraux du contexte politique actuel.

1.5.1 L'enjeu social des banlieues : Les émeutes de 2005

Le premier moment fort est celui des émeutes des banlieues qui ont eu cours en 2005. Si cette date se situe avant la période qui nous intéresse, à savoir l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN en 2011, il nous semble que cet événement a cristallisé un certain nombre d'enjeux qui demeurent encore présents aujourd'hui au sein de la société française. Ces émeutes, qui ont duré trois semaines, peuvent être découpées en trois temps (Mucchielli et Aït-Omar, 2007) : la première phase débute avec la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré et s'étend à la nuit du 30 au 31 octobre 2005. La seconde débute dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre et se caractérise par l'expansion des mouvements de colère à la région parisienne. La troisième phase, finalement, débute dans la nuit du 3 au 4 novembre, lorsque les émeutes s'étendent au reste du territoire français.

Si le décès des deux adolescents qui, voulant échapper à un contrôle de police, se sont réfugiés dans un transformateur électrique a été le point de déclenchement d'émeutes ayant secoué pendant près de trois semaines plusieurs villes de la banlieue parisienne, totalisant 8973 véhicules incendiés, une telle révolte populaire prend place dans un contexte de forte précarité. Souvent issus de l'immigration maghrébine ou d'Afrique subsaharienne, les habitants de ces banlieues connaissent un taux de chômage élevé et vivent un certain rejet de la part du reste de la société française (Kherfi et Le Goaziou, 2007 ; Stébé, 2010).

Ce sentiment d'exclusion va notamment se retrouver dans le discours de Nicolas Sarkozy qui, alors ministre de l'Intérieur en déplacement à Argenteuil, va s'adresser à une habitante du quartier du Val d'Argent, face aux caméras, en disant « Vous en avez assez de cette bande de racailles ? Eh bien on va vous en débarrasser » (Institut National de l'Audiovisuel, 2005). En plus de cette stigmatisation, Nicolas Sarkozy va, dans les jours qui suivront, opérer une criminalisation de cette crise des banlieues, déclarant que

80% des jeunes déférés au parquet seraient « bien connus des services de police » (Beaud et Pialoux, 2005, p. 3), chiffres qui seront démentis par l'Inspection générale des services et les Renseignements généraux (*Ibid.*).

À travers les prises de parole de Nicolas Sarkozy est ainsi renforcé un certain climat de suspicion, mais également une stigmatisation des « jeunes de banlieue », qu'il va opposer aux « vrais » jeunes, notamment en rapportant sur les premiers la responsabilité de leur propre sort (Le Monde, 2005). Cette nouvelle exploitation de la question de l'insécurité par Nicolas Sarkozy va tendre à légitimer le discours stigmatisant (Demiati, 2007) du FN de Jean-Marie Le Pen bâti autour de la peur de l'immigrant. Le second point qui nous pousse à présenter cet événement tient dans le fait que, depuis 2005, la situation de précarité et de chômage qui peut être vécue dans les villes de banlieue ne semble pas avoir évolué.

1.5.2 La situation économique mondiale suite à la crise de 2008

Le second enjeu qui attire notre attention est celui des conséquences de la crise économique et financière de 2007 - 2008. Cette crise, déclenchée notamment par la faillite du groupe Lehman Brothers aura eu sur l'économie mondiale et française un certain nombre de répercussions liées à l'instabilité structurelle des marchés financiers, d'une part, et aux choix politiques mis en œuvre pour en atténuer les effets néfastes d'autre part. Jean-François Gouiffès, maître de conférence à Science Po, dans une tribune du journal *La Tribune* liste huit impacts majeurs : la « persistance du déficit de la balance courante », une « augmentation de la dette extérieure et dégradation de la position extérieure nette », une stagnation de la croissance, une montée du chômage, la « dégradation de finances publiques pas du tout rétablies six ans après », l'augmentation de « plus de 700 milliards d'euros (+57%) » de la dette publique, la progression des dépenses publiques annuelles, ainsi que l'augmentation des impôts et

prélèvements obligatoires annuels (Gouiffès, 2014). L'ensemble de ces conséquences tend, d'une part, à renforcer la haine du monde de la finance au sein du discours de Marine Le Pen, le rejet des élites et des forces politiques qui étaient en place lors de cette chute et qui n'ont pas protégé l'économie française. Ce que Marine Le Pen nomme la « caste du pouvoir » apparaît dans son discours comme pouvant également être tenu responsable d'un manque d'anticipation de ce krach financier. En effet, pour Fontan « les autorités politiques sont soit particulièrement « aveugles » aux risques financiers, soit capturées par les intérêts des financiers avant et depuis la crise. Dans les deux cas, leurs intérêts et les stratégies des autorités politiques ne sont pas considérés de manière centrale » (2018, p. 124). D'autre part, cette crise financière continue d'avoir un certain nombre d'effets sur la vie économique et sociale française, dont le facteur principal serait sûrement la courbe du chômage qui semble difficilement inversable[23].

1.5.3 La question nationale française au prisme de 2015 : la France face aux attentats et à la « crise des migrants »

Enfin, le troisième point central que nous souhaitons mobiliser dans notre contextualisation sociale réunit trois évènements majeurs ayant eu lieu en 2015. Tout d'abord, les attaques du journal satirique Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher qui ont eu lieu au mois de janvier 2015. La première attaque, le 7 janvier 2015, a entrainé un bilan de onze personnes décédées et onze personnes blessées, dont 8 collaborateurs du journal *Charlie Hebdo*. Les responsables, les frères Kouachi, seront finalement abattus

[23] La France a connu encore récemment une hausse du taux de chômage de 0,2 points entre le deuxième et le troisième trimestre de 2015, le chiffre montant ainsi à 2,9 millions de chômeurs (INSEE, 2015, p. 1). Entre le troisième et le quatrième trimestre, une baisse de 0,1 point est cependant observable (INSEE, 2016, p. 1). Notons cependant qu'au fil du temps, les indices techniques de mesure du taux de chômage ont été modifiées de telle manière que le taux « réel » est probablement plus élevé.

par le GIGN deux jours plus tard. Le 8 janvier 2015, Amedy Coulibaly, proche des frères Kouachi, tue par balle une policière et blesse deux personnes grièvement. Le lendemain, il prend en otage les clients d'une supérette casher porte de Vincennes. Il sera finalement abattu par un assaut du RAID et de la BRI, laissant derrière lui quatre personnes décédées (Le Monde, 2015).

Ensuite, le second évènement correspond à ce que nous pouvons caractériser de « crise » des migrants à l'été 2015[24]. Cette crise, qui débute au tournant des années 2010, voit l'arrivée en Europe de nombreuses personnes migrantes en provenance notamment d'Afrique sub-saharienne, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud (UNHCR, 2015). La situation s'aggrave davantage en 2015 suite aux conflits armés en Syrie, lorsque près d'un million de réfugiés syriens demandent l'asile au sein de l'Union Européenne en arrivant dans l'espace Schengen (Vaudano, 2015).

Finalement, le troisième évènement est celui des attentats ayant eu lieu le 13 novembre à Paris et à Saint-Denis, évènements les plus violents et les plus meurtriers sur le sol français depuis la guerre d'Algérie. Renvendiquées par Daesh, les attaques du 13 novembre 2015 ont été menées par trois commandos distincts, la première à Saint-Denis, aux abords du Stade de France dans lequel avait alors lieu une recontre amicale de football entre la France et l'Allemagne à laquelle assistait le Président de la République François Hollande. N'ayant pu pénétrer dans le stade, les trois terroristes ont commis un attentat-suicide aux abords du stade. La seconde attaque s'est déroulée dans les rues des 10^{e} et 11^{e} arrondissements de Paris oùu trois personnes ont mitraillé des terrasses de café et de restaurants. La troisième attaque, qui fut également la plus

[24] Nous avons conscience que les mouvements migratoires caractérisant cette « crise » n'ont pas débuté à l'été 2015. Il s'agit cependant du moment où ce sujet a été davantage traité dans les médias européens.

longue et la plus meurtrière, est celle qui a eu lieu dans les murs de la salle de concert Le Bataclan lors d'une prestation du groupe *Eagles of Death Metal*, représentation pendant laquelle trois djihadistes ont ouvert le feu sur le public rassemblé pour l'occasion. Il aura fallu un assaut des forces de l'ordre pour mettre fin à la tuerie. Le bilan officiel de cette soirée fait état de 130 personnes décédées et de 413 blessées (Libération, 2015).

Si nous avons conscience que ces trois évènements sont de nature différente et complexe, il nous semble nécessaire de les traiter conjointement. Malgré la gravité propre à chacun de ces cas, il nous apparaît que, à leur manière, ils ont influencé le discours nationaliste et la (re)définition sociale et sociétale de la France. Ainsi est de nouveau soulevée la question de l'inscription de la France dans l'Union européenne, notamment par rapport à l'espace Schengen qui, considérant le rétablissement des contrôles aux frontières en France, en Allemagne, en Autriche, au Danemark et en Suède notamment, voit son objectif de libre circulation des personnes remis en question. D'autre part, en ce qui concerne la coopération européenne, aussi bien au niveau des services de police que pour ce qui a trait à la gestion du flux de migrants. Ensuite, ces évènements ont amené la France et les Français à s'interroger également sur l'état de la société française, à travers sa capacité ou non à accueillir des réfugiés, le traitement de la question de la religion dans l'espace public et dans l'espace privé, de la laïcité, de l'intégration religieuse, de la radicalisation notamment. Ces évènements auront également été le lieu de résurgence d'un certain patriotisme, mais également d'une exacerbation du rejet de l'autre, de manipulations de chiffres ou de peurs à des fins politiques. Par exemple, au lendemain des attentats de Charlie Hebdo en janvier 2015, sous couvert d'une défense des valeurs républicaines – liberté d'expression en tête – le gouvernement, et notamment Najat Vallaud-Belkacem alors ministre de l'Éducation nationale, invitent à la tenue d'une minute de silence en hommage aux victimes. Cette demande a révélé une sorte d'injonction faite aux communautés musulmanes de se

dissocier des auteurs des attentats (Harzoune, 2015). Dès lors, le refus de participer à cette minute de silence dans certains établissements scolaires a choqué l'opinion, autant que les oppositions à « Je suis Charlie », clivant alors un peu plus la société française et questionnant davantage le modèle d'intégration républicain[25].

À travers la présentation de ces quelques évènements ayant eu lieu durant les dix dernières années, il apparaît que la tension entre inclusion et exclusion que nous présentions au début de notre réflexion est constante. Durant la crise de 2005, il a été question de l'exclusion des populations précaires de banlieue, d'une certaine stigmatisation de celles-ci. À travers la crise économique et financière qui début en 2008 se vit une polarisation entre – pour reprendre les mots de Jean-Pierre Raffarin – la France « d'en bas » et la France « d'en haut », un effritement de la classe moyenne, des individus moins nantis, une précarité sociale qui a notamment pour effet l'exclusion et la stigmatisation des chômeurs toujours plus nombreux. À travers les tragiques évènements de 2015 se lit également un certain rapport d'exclusion, davantage basée sur les valeurs républicaines françaises, et s'étendant, par la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de l'évocation de la déchéance de nationalité pour les binationaux à une question symbolique. À la suite d'Ivaldi (2018), il nous apparaît nécessaire de souligner le fait que ces différents évènements pris de manière globale ont pu avoir une influence sur la vie en société, sur le vivre-ensemble français et ainsi permettre au Front

[25] « Ceux qui se sont réclamés de ne pas être *Charlie* ont choqué, divisé les opinions, se sont exclus de la communauté. C'est ainsi qu'un processus d'exclusion semble être advenu, en réponse au modèle d'intégration forcée » (Duchet, 2015, p. 47)

national de se positionner dans un contexte lui étant favorable[26]. Dès lors, **la pertinence de notre étude s'enracine dans la prise en compte de ces différents moments clés dans l'analyse des discours et de l'idéologie avancée par Marine Le Pen**. En effet, chacun de ces évènements ayant eu un rôle dans le développement de la société française, de l'identité nationale ou encore sur la scène politique, il nous apparaît nécessaire de les prendre en considération dans notre questionnement sur la démocratie perçue comme organisation du monde social. Cette thèse vise ainsi à mettre de l'avant les mécanismes sociaux, politiques, historiques et culturels permettant d'analyser le processus particulier d'articulation des discours de l'extrême droite au sein d'un contexte spécifique de « crise sociale ». Ce travail vise ainsi à pallier à certains écueils des recherches sur le Front national tels que formulés par Alexandre Dézé :

> Aussi nombreux soient-ils, les travaux sur le FN n'ont suscité à ce jour que peu de bilans critiques (Husbands, 2002 ; Le Bohec, 2005). On pourrait s'en étonner, mais ce serait oublier que le champ de la recherche sur le FN est un champ quelque peu à part où l'on s'embarrasse rarement de considérations épistémologiques (pour quelques rares exceptions, voir Boumaza, 2001 ; Bizeul, 2003, 2008). Cette atypicité tient pour partie à la fragmentation disciplinaire du champ en question et au caractère non académique de la plupart des contributions existantes (il existe ainsi bien plus d'ouvrages journalistiques ou d'essais politiques sur le FN que de livres proprement universitaires). Il semble cependant que l'illégitimité politique de l'objet ait également trop souvent servi de justification tacite à des pratiques de recherche ou d'investigation exceptionnelles. Les travaux sur le FN pâtissent assurément de ce point de vue d'un déficit de « normalisation méthodologique » (Roussel, 2003a ; Dézé, 2008) : les outils théoriques et conceptuels des sciences sociales sont généralement délaissés au profit d'analyses descriptives et normatives ; les méthodes d'enquête prennent parfois un caractère hétérodoxe […] l'objet frontiste apparaît souvent traité à distance, sans investigation de terrain et à partir de sources de seconde main ; les connaissances sont rarement produites dans une

[26] « *Against this difficult economic background, the unprecedented influx of asylum seekers from Syria into the EU in 2015 increased immigration fears which also resonated with the anxiety caused by Islamist terrorism.* » (Ivaldi, 2018, p. 281)

> logique cumulative, tendant à conférer à la littérature un caractère inchoatif où se rejouent toujours, un peu, la même histoire et les mêmes analyses. (Dézé, 2017)

1.6 Questions de recherche

À la suite de cet exposé de la problématisation de notre sujet de recherche, la question de recherche qui structure la thèse est la suivante : **Selon quelles modalités discursives Marine Le Pen opère-t-elle un réinvestissement lexical de la démocratie entendue comme cadre d'organisation du social dans son discours depuis 2011 ?**

À partir de cette interrogation centrale, nous souhaitons construire le déroulement de notre réflexion en suivant un certain nombre de questions sectorielles qui viendront guider la mise en forme de notre cadre conceptuel :

- Quelle réponse Marine Le Pen propose-t-elle au problème de la « crise de la démocratie » lorsqu'elle dénonce les élites ?
- Quelle est la vision du peuple véhiculée par Marine Le Pen et comment se positionne-t-elle par rapport à celui-ci ?
- En se présentant comme la « Présidente des invisibles », comment Marine Le Pen en arrive-t-elle à proposer une définition spécifique de ce qui constitue la marge, cette certaine catégorie d'exclus qu'elle mobilise ?
- Quels processus discursifs permettent à Marine Le Pen de réutiliser et de réhabiliter certaines vieilles idées frontistes – la souveraineté, l'identité nationale par exemple – dans une nouvelle acception démocratique ?

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL

Dans le chapitre précédent, nous avons révélé le rapport à l'Autre, sa construction discursive, ou pour reprendre l'idée centrale de notre problématisation, les mécanismes permettant de mettre au jour le rapport inclusion/exclusion central à la mobilisation de la démocratie comme organisation du social. Dans le cadre conceptuel, nous souhaitons poursuivre la réflexion en présentant les concepts centraux qui seront mobilisés afin de pouvoir procéder à l'analyse du discours politique de Marine Le Pen.

Ce que nous proposons ici tire son origine de deux choses importantes à préciser avant d'aller plus loin. Dans un premier temps, ce cadre conceptuel reflète le cheminement intellectuel qui a été le notre tout au long de notre parcours doctoral : l'évolution de notre pensée, sa complexification au fil de nos lectures et de notre recherche. Il ne s'agit pas ici de refuser de lâcher prise sur des éléments qui ont pu émerger au début de notre cheminement académique, mais davantage de faire état de la cohérence de notre pensée depuis ses débuts, de son étoffement et de sa complexification au fil de notre réflexion. Dans un second temps, ce cadre conceptuel vise à mettre en évidence les différents procédés discursifs qui nous apparaissent primordiaux pour analyser notre objet : les discours de Marine Le Pen.

La progression de ce cadre conceptuel va comme suit. Nous présenterons, dans un premier temps, la conception de la rhétorique constitutive telle que proposée par Maurice Charland (1987). Pour ce faire, il est nécessaire de procéder à un retour sur les travaux de deux auteurs que sont Kenneth Burke et Michael McGee dont la pensée a influencé celle de Charland. Partir de la rhétorique constitutive vise à mettre de l'avant l'articulation proposée par chacun de ces trois auteurs entre discours et idéologie. La notion d'identification chez Charland – qui se fonde sur la pensée de l'assujettissement chez Althusser – tient un rôle central dans le développement de son approche de rhétorique constitutive. Dans un second temps, nous souhaitons alors pousser plus loin l'articulation entre le sujet et la rhétorique en proposant une réflexion sur l'assujettissement non plus par le discours des appareils idéologiques d'État (Althusser, 1970), mais plutôt par les normes (Butler, 1997, 2004 ; Macherey, 2014 ; Ong-Van-Cung, 2011). Une telle considération permet alors de penser le pouvoir non plus comme descendant (selon la métaphore hiérarchique) mais bien comme circulant, mouvant, et ainsi d'envisager la dimension performative des normes et du langage. Nous pouvons ainsi voir la manière dont Marine Le Pen investit discursivement certains signifiants afin de « performer un peuple » spécifique au sein du monde social, mais également comme une manière de « performer les marges », de faire émerger une certaine catégorie d'invisibles, d'oubliés, catégorie sur laquelle elle pourra s'appuyer pour légitimer son aspiration à prendre le pouvoir.

Ceci permet alors, dans un troisième temps, de nous attarder davantage sur ce que nous entendons par *société*, en mobilisant l'approche de Cornélius Castoriadis (Castoriadis, 2006 ; Chollet, 2015 ; Poirier, 2004), ainsi que celle de Jacques Rancière (Rancière, 2004, 2005) en ce qui concerne la démocratie. Ces deux apports nous permettront d'aller au-delà de la simple définition de la démocratie comme « pouvoir du peuple », et de dépasser le lien pensé comme évident entre démocratie et représentation.

Les idées d'autonomie et d'émancipation que nous faisons ressortir de notre sous-partie mobilisant Castoriadis et Rancière nous permettront, dans un quatrième temps, de proposer l'aboutissement de notre cheminement conceptuel. En reprenant notre considération pour l'investissement lexical d'un champ spécifique – celui de la démocratie – et en gardant à l'esprit que le pouvoir est circulant et que le discours a un caractère performatif, la réflexion permettra d'analyser la manière dont Marine Le Pen est en mesure de constituer un peuple en s'appuyant sur la question des marges, et sur la façon dont elle souhaite faire de son discours le discours « dominant » au sein du champ sociopolitique français. Ainsi, nous proposons, à travers la mobilisation d'un cadre issu des *cultural studies*, de revenir sur la question de l'hégémonie comme lutte constante pour les significations (Hall, 1997b, 2008, 2013 ; Pappas, 2016). En effectuant un retour sur les notions de masses et de populaire (Williams, 1960, 1983), nous mettons en avant le processus discursif par lequel la présidente du Front national entend investir de manière spécifique certains signifiants (Laclau, 2008, 2015).

2.1 Identification et rhétorique

Comme l'ont laissé entendre les paragraphes introductifs de ce second chapitre, le questionnement entourant la dimension discursive de la pensée du Front national est au centre de cette thèse. Il importe de comprendre les mécanismes mis en œuvre par Marine Le Pen pour tenter d'arriver au pouvoir en France. En ce sens, il est nécessaire de débuter notre réflexion conceptuelle par la mobilisation de la pensée de la rhétorique constituve chez Maurice Charland (1987). Plus particulièrement, la question de l'identification du peuple à un discours politique spécifique apparaît comme un terrain fertile à notre réflexion. Cependant, avant de présenter plus en détail la pensée de Charland, nous souhaitons d'abord revenir brièvement sur l'influence qu'ont eue deux penseurs sur sa théorie, à savoir Kenneth Burke et Michael McGee. En effet, cette perspective s'appuie notamment sur les travaux précurseurs de Kenneth Burke pour

qui la rhétorique se base sur le caractère symbolique de l'Homme. En effet, pour lui, l'être humain se distingue de l'animal par l'usage de symboles pour communiquer. L'homme agit et conceptualise le monde qui l'entoure à travers l'utilisation du symbolique (Burke, 1966, p. 295). Dans le langage et l'utilisation de symboles, l'être humain est capable de procéder à une abstraction du sensoriel de façon à organiser le monde, de s'ajuster à son environnement et de se mettre à agir. Dans tous les cas, chez Burke, la rhétorique est « *rooted in an essential function of language itself,… the use of language as a symbolic means of inducing cooperation in beings that by nature respond to symbols* » (Burke, 1969, p. 43).

L'idée est ainsi de s'appuyer avant tout sur l'idée d'identification permise par la rhétorique. Dans *Rhetoric of Motives,* Burke « *considers the ways in which individuals are at odds with one another, or become identified with groups more or less at odds with one another* » (*Ibid.,* p. 22). À travers cette citation, nous pouvons reconnaître cette action d'identification vers laquelle les individus tendent, mais nous pouvons aussi relever l'usage du terme « *at odds* », de ce désaccord, qu'il nous semble pertinent de souligner. En effet, l'idée de désaccord entre les individus ou les groupes qui est notée par l'auteur ici implique nécessairement l'idée de division. Il écrira d'ailleurs que « l'identification compense la division » (Idem). Ainsi,

> *In division, then, we find a basic motive for rhetoric: People communicate in an attempt to eliminate that divide. Burke asserts that if individuals were not apart from each other, « there would be no need for the rhetorician to proclaim their unity. » only because of their separateness do individuals communicate with one another and try to resolve their differences. Paradoxically, then, identification is rooted in division*. (Foss *et al.*, 1985, p. 159)

2.1.1 Importance du mythe et des *idéographes*

La perspective de McGee se base sur une conception du pouvoir véhiculé dans le langage, à travers une certaine idéologie. Nous voyons chez McGee une certaine centralité du sens donné au vocabulaire employé dans le discours. Ce vocabulaire aurait en effet, selon lui, le pouvoir de rassembler ou de diviser les individus. Il écrit

> *it seems reasonable to suggest that the functions of uniting and separating would be represented by specific vocabularies, actual words or terms. With regard to political union and separation, such vocabularies would consist of ideographs. Such usages as ''liberty'' define a collectivity, i.e., the outer parameters of a society, because such terms either do not exist in other societies or do not have precisely similar meanings*. (McGee, 1999b, p. 430)

C'est à travers cette idée d'*idéographes* que McGee pense l'identification des individus à une société spécifique, à un discours particulier, ce sentiment d'appartenance répondant à la fois du mythe et de l'idéologie (*Ibid.*, p.427). Cependant, de la même façon que Burke faisait de la distinction le pendant de l'identification, McGee fait de la différence de langage le signe par excellence de différenciation des communautés (*Ibid*., p.429). En effet, en prenant en compte les différences langagières, mais aussi les différences culturelles sous-jacentes, il nous est possible d'imaginer que les pratiques et les usages sont différents. De fait, une communauté pourra dès lors se construire autour du symbole de la langue commune. Mais au-delà de la question de la langue à proprement parler, demeure le problème du sens attribué à certains termes, à ces idéographes. En analysant la signification associée à chaque terme central, à chaque idéographe, « *[o]ne can therefore precisely define the difference between the two communities, in part, by comparing the usage of definitive ideographs* » (McGee, 1999b, p. 430).

L'idéographe de McGee a un certain nombre de caractéristiques. D'abord, « *[a]n ideograph is an ordinary-language term found in political discourse. It is a high-order*

abstraction representing collective commitment to a particular but equivocal and ill-defined normative goal » (*Ibid*,. p.435). Ensuite, ces idées fortes peuvent être présentées comme guidant un comportement, *« [i]t warrants the use of power, excuses behavior and belief which might otherwise be perceived as eccentric or antisocial, and guides behavior and belief into channels easily recognized by a community as acceptable and laudable* » (*Idem*). On verra par exemple l'utilisation du terme des droits humains comme justifiant une invasion, dans le cas du déclenchement de la guerre en Irak ; la laïcité comme justifiant le rejet d'une partie de la population française désignée comme victime-émissaire sous couvert d'une orientation religieuse différente, considérée comme néfaste (Desilet et Appel, 2011, p. 349) – on pensera notamment à la comparaison entre les prières de rue et l'Occupation faite par Marine Le Pen en 2010 comme mobilisation d'un certain pathos négatif (Kacprzak, 2013, paragr. 1) – ou encore par une certaine conception occidentale de la liberté. Toujours est-il que ces termes définissent les collectivités d'appartenance, car « *such terms either do not exist in other societies or do not have precisely similar meanings* » (*Ibid.*, p.430). Ceci amène donc l'idée que ces idéographes sont définis culturellement et revêtent donc un sens spécifique en fonction de leur lieu de définition. Dans le cas spécifique qui nous intéresse, le sens qui est investi dans ces idéographes vise à réunir les collectivités autour d'une signification idéologique particulière qui fait état d'une volonté politique propre. Il s'agit ainsi de constituer et de réaffirmer l'existence d'une opposition fondamentale entre intérieur et extérieur, entre les personnes incluses au sein de la communauté qui comprennent et partagent le sens donné à un idéographe, et les personnes exclues qui ne peuvent le comprendre. En fait, si les personnes exclues peuvent saisir la logique du discours, il peut parfois leur manquer quelques éléments culturels ne leur permettant pas de comprendre pleinement ces idéographes de la manière entendue par l'orateur

En fait, cette considération des idéographes et de leur définition cadrée et orientée par les différentes communautés nous amène à une seconde idée forte de McGee, à **savoir la centralité de l'utilisation des mythes dans la définition du peuple**, et par conséquent, dans le processus rhétorique (McGee, 1999a, p. 345). Le mythe a plusieurs effets « *it gives specific meaning to a society's ideological commitments; it is the inventional source for arguments of ratification among those seduced by it […]* » (McGee, 1999a, p. 346) **Les mythes s'inscrivent donc comme les formes narratives permettant de définir un peuple, et par la bande, son extérieur. Ils créent une unité sociale**, « *[i]ndeed, "the people"* are *the social and political myths they accept* » (*Ibid*., p.348). Finalement, les mythes et les idéographes sont étroitement liés. Tandis que d'un côté, les idéographes sont chargés du sens que le *leader* d'une communauté leur attribue, cette même communauté est mise en place par les mythes qui la structurent et qui sont véhiculés pour la structurer. Ainsi, la vie collective est structurée par un ensemble de mythes, de représentations et de normes qui permettent l'exercice du pouvoir et qui sont contenues dans le discours. Ainsi, « [n]ul ne réussira à exercer le pouvoir sans recourir à certains termes et à certaines locutions » (Charland, 2003, p. 80). C'est ainsi le sens dont sont investis ces *idéographes* qui nous intéressera ici, et notamment leur utilisation comme agents de mobilisation ou d'exclusion de certaines franges de la population, de ceux qui sont considérés comme *dans* le peuple ou *hors* de celui-ci à travers les prises de parole de Marine Le Pen.

2.1.2 Rhétorique constitutive

L'idée de la rhétorique constitutive chez Charland (1987) s'inscrit dans la suite logique de cette réflexion puisqu'il emprunte à Burke et à McGee certains éléments théoriques. L'idée principale de cette pensée tenait avant tout dans la constitution d'un peuple comme une alternative à la persuasion. En effet, Charland écrit que la théorie rhétorique « *usually refuses to consider the possibility that the very existence of social subjects*

(who would become audience members) is already a rhetorical effect » (ibid., 1987, p. 133). Il met en évidence le fait qu'un individu une fois qu'il se reconnaît comme étant le destinataire d'un message va se constituer en sujet et sera dès lors déjà convaincu par le contenu argumentatif du discours. Ainsi, cette *constitutivité* rhétorique repose sur une constitution narrative puisque dans le cas du *Livre blanc*[27] étudié par Charland, « *this rhetoric paradoxically must constitute the identity « Québécois » as it simultaneously presumes it to be pregiven and natural, existing outside of rhetoric and forming the basis for a rhetorical address* » (*Ibid.*, p.137).

Trois caractéristiques principales forment ce type de rhétorique. D'abord, la constitution d'un sujet collectif pour lequel « *[t]o tell the story of the Québécois is implicitly to assert the existence of a collective subject, the protagonist of the historical drama, who experiences, suffers, and acts. Such a narrative renders the world of events understandable with respect to a transcendental collective interest that negates individual interest* » (*Ibid.*, p.139). On notera ici le processus discursif, narratif qui, en supposant l'existence d'un tel sujet collectif tend à nier l'existence d'intérêts individuels. En ce sens, ce sujet collectif est constitué d'un certain nombre d'individus partageant les mêmes intérêts, la même idéologie, et revendiquant d'une seule voix les mêmes idées. L'individualité du sujet est alors annihilée au profit d'un but collectif. Ensuite, une telle forme de rhétorique est basée sur le caractère transhistorique du sujet du fait que « *ancestry is offered as the concrete link between the French settlers of North America, those in Quebec today, and a collectivity. Time is collapsed as narrative identification occurs: today's Quebec residents constitute a* peuple *and have*

---

[27] Il s'agit ici de l'ouvrage intitulé *La nouvelle entente Québec-Canada. Proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal : la souveraineté-association* (1979) publié en 1979 par le gouvenement du Parti québécois de René Lévesque. Ce texte comporte les propositions péquistes en vue d'un référedum pour la souveraineté-association (Charland, 1987). Celui-ci aura lieu le 20 mai 1980.

a right to their own state because members of their community have discovered, claimed, and occupied the land. » (*Ibid.*, p.140). Ainsi, le caractère transhistorique du peuple québécois revendiqué dans le *Livre blanc* de 1979 fait des souverainistes québécois les descendants directs des colonisateurs français, transcendant dès lors les différences individuelles. Cette transhistoricité se lit également dans le fait que ce *Livre blanc*, en parlant des Québécois, fait aussi bien appel aux Français arrivés au XVIIe siècle et ayant bâti la colonie française du Québec qu'aux individus résidant au Québec à l'époque où il fut publié. Enfin, ce type de rhétorique est basé sur une certaine illusion du choix, puisque :

> *The freedom of the protagonist of this narrative is but an illusion. This illusion of freedom is the* third ideological effect *of constitutive rhetoric. Freedom is illusory because the narrative is already spoken or written. Furthermore, because the narrative is a structure of understanding that produces totalizing interpretations, the subject is constrained to follow through, to act so as to maintain the narrative's consistency.* (*Ibid.*, p.141)

Nous comprenons alors ici que les Québécois ciblés par le *Livre blanc* n'ont d'autre choix que d'approuver celui-ci du fait qu'en présentant le peuple québécois comme sujet collectif, il constitue un ensemble de sujets dans une optique de solidarité nationale. L'illusion du choix tient alors dans le fait que les individus pensent adhérer à un certain discours de leur plein gré alors qu'ils sont narrativement constitués comme sujets au sein même du discours les interpelle. Plutôt que d'être libres de choisir en pleine conscience, on dira plutôt qu'ils sont libres de faire un seul et unique choix.

L'exploitation rhétorique, par le Front national, des éléments de « rupture » présentés précédemment – les enjeux d'identité nationale, de situation économique des individus ou encore des origines de ces derniers – peuvent dès lors se lire à travers le prisme de la rhétorique constitutive (Charland, 1987), au sens où, à travers des idées-forces, des *idéographes*, nous pouvons observer la mobilisation d'un sujet collectif (la « vraie »

France), transhistorique et faussement libre, au sens de Charland (1987) toujours, de se rattacher au discours conservateur du parti.

2.2 Performativité, rhétorique et sujet

Cette dernière idée que nous venons de présenter, celle de la « fausse liberté » des individus, nous pousse à réfléchir à un ensemble de considérations qui semblent absentes de la pensée de Charland. En ce sens, à travers la présente sous-partie, nous proposons de repartir de la vision du pouvoir descendant de Louis Althusser sur lequel s'appuye Maurice Charland, pour lui substituer, plutôt, une conception du pouvoir comme mouvant, comme circulant au sens foucaldien du terme. Cette idée nous apparaît nécessaire pour pouvoir envisager, justement, que l'individu, le sujet, n'est plus uniquement libre de faire un seul et unique choix, mais bien qu'il a la capacité de faire preuve d'autonomie et de contester une certaine forme de pouvoir.

2.2.1 Au-delà de l'interpellation chez Althusser

En reprenant la proposition théorique de Maurice Charland à travers sa conception constitutive de la rhétorique, nous souhaitons cependant aller plus loin, notamment en ce qui a trait à la question du sujet. Car, si la perspective de Charland nous intéresse tout particulièrement en ce qui concerne la dimension narrative de la rhétorique, nous souhaitons revenir sur la centralité de la pensée d'Althusser dans cette approche dans la masure où la catégorie althussérienne de sujet est un élément clé de la réflexion de Charland, qui l'aborde comme suit :

> *That subject and the collectivized "peuple québécois" are, in Althusser's language, "interpellated" as political subjects through a process of identification in rhetorical narratives that "always already" presume the constitution of subjects. From this perspective, a subject is not "persuaded"*

> *to support sovereignty. Support for sovereignty is inherent to the subject position addressed by* souverainiste *(pro-sovereignty) rhetoric because of what we will see to be a series of narrative* ideological effects. (1987, p.134)

Charland retient alors deux éléments fortement liés : l'idéologie d'une part, l'interpellation de l'autre. Pour Althusser, l'idéologie tient dans « le système des idées, des représentations qui dominent l'esprit d'un homme ou d'un groupe social » (Althusser 1970, p. 34). Ainsi, il étudie l'idéologie « d'un point de vue critique, en l'examinant comme un ethnologue les mythes d'une "société primitive", que **ces "conceptions du monde" sont en grande partie imaginaires, c'est-à-dire ne "correspondent pas à la réalité**" » (*Ibid*., p.38).

Cette perception de l'idéologie par le penseur d'influence marxiste se trouve mise en pratique à travers le concept d'interpellation qu'il met de l'avant.

> Nous suggérons alors que l'idéologie « agit » ou « fonctionne » de telle sorte qu'elle « recrute » des sujets parmi les individus (elle les recrute tous), ou « transforme » les individus en sujets (elle les transforme tous) par cette opération très précise que nous appelons *l'interpellation,* qu'on peut se représenter sur le type même de la plus banale interpellation policière (ou non) de tous les jours : « hé, vous, là-bas! » (Ibid., p.49)

L'identification du sujet qui s'opère à travers le processus d'interpellation chez Althusser nous renvoie alors à la constitution du sujet collectif et transhistorique de Charland. D'ailleurs, l'illusion du choix se retrouve aussi ici dans le fait que l'individu entendant « hé, vous, là-bas! » de la bouche d'un agent des forces de l'ordre se retournera puisqu'il se sentira interpelé, assujetti par cette interpellation.

Les conceptions fortement liées de l'idéologie et de l'interpellation chez Althusser nous apparaissent cependant présenter une limite relativement importante de par leur côté fortement institutionnel, qui selon Judith Butler « *useful as it is, remains implicitly constrained by a notion of a centralized state apparatus, one whose word is its deed,*

modeled on divine authority » (Butler, 1997, p. 6). Butler souligne, d'une part, l'absence d'une théorisation de la conscience concernant le processus d'interpellation chez Althusser – « *Althusser does not offer a clue as to why that individual turns around, accepting the voice as being addressed to him or her, and accepting the subordination and normalization effected by that voice* » (*Ibid.,* p.5) – et d'autre part, souligne le fait que cet assujettissement se fasse en réaction au caractère performatif de la voix de l'autorité – « *the model of power in Althusser's account attributes performative power to the authoritative voice, the voice of sanction, and hence to a notion of language figured as speech. How are we to account for the power of written discourse, or of bureaucratic discourse, which circulates without voice or signature?* » (*Ibid.,* p.6). Plus tard, Butler reviendra sur cette critique, préférant alors à une lecture d'Althusser à partir de Nietzsche, une lecture à partir de Foucault, « parce que si Althusser souligne ce que peut apporter la théorie lacanienne à une analyse structurale de l'idéologie, il n'envisage pas les types de *désobéissance* que peut produire une telle loi interpellatrice. » (Ong-Van-Cung, 2011, p. 158). Butler remet ainsi en question son idée précédente selon laquelle la « conception de la formation du sujet repose sur une vision du sujet qui intériorise la loi ou, du moins, sur le rattachement causal du sujet à l'acte que l'institution du châtiment cherche à compenser » (Butler, 2007, p. 15).

Reprenant la thèse émise par Butler dans *La Vie psychique du pouvoir*, Pierre Macherey souligne à son tour le « caractère automatique de cette relation entre l'appel et la réponse qui lui est donnée » (Macherey, 2014, p. 61), faisant alors tomber Althusser « à pieds joints (les mains jointes ?) dans le piège que l'idéologie religieuse, précisons l'idéologie religieuse chrétienne, lui tendait. » (*Ibid*., p.61). Cette idée permet à Macherey de mettre de l'avant le caractère totalisant et spatialisant de l'assujettissement chez Althusser qui prend lieu dans et par le langage (*Ibid*., p.62), ainsi que, bouclant la boucle de l'analogie religieuse, l'indétermination de la voix lançant l'appel – « [l]a voix qui énonce le message n'est pas la voix de quelqu'un; ce

n'est pas une voix de sujet; ou tout au moins, si cette voix a un sujet, celui-ci n'est pas directement identifiable » (*Ibid*., p.64) – qui fait de l'émetteur une forme distante, un sujet caché, « dont on n'arrive à savoir ni où il se trouve, ni qui il est, au sens de l'existence ordinaire, ce qui est la clé de sa radicale altérité » (*Ibid*., p.65). Cette idée d'une interpellation verticale est, somme toute, selon Macherey, contredite par l'affirmation que fait Althusser de sujets qui sont « toujours déjà des sujets » (Althusser *op. cit.*, p. 48), et qui

> revient en effet à dire que l'appel n'est pas vraiment responsable de l'opération de retournement qui constitue le sujet, cette opération étant déjà accomplie formellement avant même que le message ait été adressé, de telle manière que, non seulement la réponse est enclenchée automatiquement par la question, mais anticipe sur elle ; c'est comme si la question était posée après coup, le fait qu'elle soit posée n'ayant alors valeur de confirmation (*Ibid*., p. 66)

L'apport de Macherey et de Butler nous permet ainsi de privilégier l'assujettissement par les normes, au sens foucaldien du terme, au détriment de l'assujettissement par l'idéologie et les appareils idéologiques d'État au sens althussérien. La conception foucaldienne de l'assujettissement par les normes décrit le passage d'une société de la loi à une société de la norme. Pour lui, « [c]e qui régit la société, ce ne sont pas les codes, mais la distinction permanente entre le normal et l'anormal, l'entreprise perpétuelle de restituer le système de normalité » (Foucault, 2005, p. 50). Ainsi, la notion de norme dans la pensée foucaldienne se rapporte à celle de *discipline*, à l'apparition d'un bio-pouvoir (Revel, 2002). Dès lors,

> [l]es disciplines, la normalisation à travers la médicalisation sociale, l'émergence d'une série de bio-pouvoirs s'appliquant à la fois aux individus dans leur existence singulière et aux populations selon le principe de l'économie et de la gestion politique, et l'apparition de technologies du comportement forment donc une configuration du pouvoir qui, selon Foucault, est encore la nôtre à la fin du XX^{e} siècle. (Revel, 2002, p. 46)

Cette considération de la « normalité » conduira Butler à écire que « [l]e "je" n'a aucune histoire propre qui ne soit en même temps l'histoire d'une relation - ou d'un ensemble de relations - à un ensemble de normes. » (Butler *op. cit.*, p. 7), et dès lors, « il n'y a pas de constitution de soi en dehors des normes qui orchestrent les formes possibles que peut prendre un sujet » (*Ibid.*, p. 16). C'est d'ailleurs sur ce point qu'il faut insister par la suite en abordant la dimension performative du langage chez Butler, dimension performative se basant sur un ensemble de normes, visant à affirmer et à réaffirmer ce qui appartient au domaine de la normalité et ce qui en est exclu. Cette tension entre normal et anormal nous permet dès de faire le lien avec ce rapport inclusion/exclusion que nous mis en lumière dans notre effort de problématisation. Dans le cas qui nous intéresse ici, celui du discours de Marine Le Pen, il importe de montrer le processus qui lui permet – à travers la mobilisation d'une certaine image de la normalité – de constituer un peuple, un groupe spécifique, celui de la « vraie » France, celui des oubliés, des invisibles que les élites et le pouvoir en place n'écouteraient pas. Nous rejoignons alors ici l'idée de pouvoir circulant chez Foucault qui n'est plus uniquement répressif, mais devient productif, « et qu'il peut inversement enraciner des phénomènes de résistance à l'intérieur même du pouvoir qu'ils cherchent à contester, et non pas dans un improbable "dehors"[28] » (Revel, 2002, p. 48).

La considération de l'assujettissement par la norme permet donc de dresser le constat suivant : « [l]e sujet n'est pas un effet nécessaire produit par la norme et n'est jamais non plus complètement libre d'ignorer la norme qui inaugure sa réflexivité ; **on se bat invariablement contre les conditions de sa propre vie que l'on n'a pas été en mesure de choisir** » (Butler *op.cit.*, p. 18). La capacité d'agir est « produite par un

[28] Cette idée nous ramène alors à la question du caractère anti-système du Front national et à sa volonté de changer, si l'on peut dire, le système de l'intérieur.

monde alors que chacun doit se construire lui-même d'une certaine façon. Cette lutte avec les conditions imposées de sa vie – une capacité d'agir – est également rendue possible, paradoxalement, par la persistance de cette condition originaire de non-liberté » (*Ibid.*, p. 19).

Ainsi, face à l'image d'un pouvoir descendant proposée par Althusser – dans la lignée de son ancrage marxiste – nous considérons, à l'instar de Butler, la conception foucaldienne du pouvoir pour laquelle « dans une société comme la nôtre – mais, après tout, dans n'importe quelle société – des relations de pouvoir multiples traversent, caractérisent, constituent le corps social » (Foucault, 1997, p. 22), et dans laquelle « [l]e pouvoir, […], doit être analysé comme quelque chose qui circule, ou plutôt comme quelque chose qui ne fonctionne qu'en chaîne. […] Le pouvoir s'exerce en réseau et, sur ce réseau, non seulement les individus circulent, mais ils sont toujours en position de subir et aussi d'exercer ce pouvoir. Ils ne sont jamais la cible inerte ou consentante du pouvoir, ils en sont toujours les relais. » (*Ibid.*, p. 26). Dès lors, « [d]isséminé à travers des domaines disparates et concurrents de l'appareil d'État, et dans la société civile sous des formes tout aussi diffuses le pouvoir ne peut être simplement ou définitivement rapporté à un sujet singulier qui en serait le « porte-parole », à un représentant souverain de l'État » (Butler, 2004, p. 129). Ceci ne nous empêche cependant pas de garder à l'esprit qu'il existe tout de même des instances et des institutions qui disposent de plus de pouvoir que d'autres. Nous ne considérons pas que la question du pouvoir est horizontale. Cependant, nous envisageons la possibilité, et nous reviendrons d'ailleurs là-dessus plus tard, que s'opère un rapport de lutte pour l'hégémonie au sein duquel des groupes ou des individus contestent, justement, la position hégémonique de certains acteurs.

2.2.2 Discours et performativité

À partir de cette considération processuelle, Butler tend à actualiser la pensée de J. L. Austin en ce qui concerne le caractère performatif du discours. Cette considération du discours tient notamment dans l'analyse de l'utilisation d'« énoncé[s] qui revien[nen]t à faire quelque chose par le fait de [leur] énonciation dans certaines conditions. L'énoncé, alors, ne décrit pas une action, mais il la réalise » (Krieg-Planque 2012, p. 55), et permet alors d'évaluer *ce que font* ces prises de parole. Le nom performatif « dérive, bien sûr, du verbe [anglais] *perform*, verbe qu'on emploie d'ordinaire avec le substantif « action » : il indique que produire l'énonciation est exécuter une action (on ne considère pas, habituellement, cette production-là comme ne faisant que dire quelque chose). » (Austin, 1991b, p. 42). Butler prend pour point de départ la typologie proposée par Austin qui différencie les actes locutoires – le fait de dire quelque chose –, les actes illocutoires – « il s'agit d'un acte effectué *en* disant quelque chose, par opposition à l'acte *de* dire quelque chose » (Austin, 1991a, p. 113) – des actes perlocutoires où « [d]ire quelque chose provoquera souvent — le plus souvent — certains effets sur les sentiments, les pensées, les actes de l'auditoire, ou de celui qui parle, ou d'autres personnes encore. » (*Ibid*., p.114) **En somme, si l'acte illocutoire correspond à ce que l'on fait *en disant* quelque chose, l'acte perlocutoire est ce que l'on fait *par le fait de dire* quelque chose**. Les effets, la force de ces actes de discours sont mesurables, selon Austin, au sein d'une « situation discursive totale », et ne sont donc estimables qu'après coup. Butler estime cependant que « leur effectivité n'est pas limitée au seul moment de l'énonciation. » (Butler, 2004, p. 23), ce qui lui permet ainsi d'étendre son analyse à l'étude des phénomènes que sont l'insulte, l'injure qui blesse, au-delà du contexte, au sens où « [ê]tre blessé par un discours, c'est souffrir d'une absence de contexte, c'est ne pas savoir où l'on est. » (*Ibid*., p.24).

La réussite d'un performatif pour Butler ne dépend ainsi plus uniquement du contexte dans lequel il est émis, mais repose sur une historicité. Ainsi,

> Si un performatif réussit provisoirement (et je suggèrerai que son « succès » ne peut jamais être que provisoire), ce n'est pas parce qu'une intention gouverne avec succès l'action discursive, mais seulement parce que cette action fait écho à des actions antérieures, et *accumule la force de l'autorité à travers la répétition ou la citation d'un ensemble de pratiques antérieures qui font autorité*. Ce n'est pas simplement que l'acte de discours prend place *au sein* d'une pratique, c'est l'acte lui-même qui est une pratique ritualisée. Cela signifie donc qu'un performatif ne « fonctionne » que dans la mesure où il *utilise et masque* à la fois les conventions constitutives par lesquelles il est mobilisé. En ce sens, aucun terme ni aucun énoncé ne peut avoir une quelconque force performative sans cette historicité accumulée et dissimulée. (Butler, 2004, p. 93)

Dans le cas des discours injurieux étudiés par Butler, la force de l'injure raciste, par exemple, repose ainsi sur l'idée d'itérabilité, sur le fait que le sujet qui prononce une insulte ne le fait pas tout seul, il cite une insulte qui a déjà été émise et « rejoint par là la communauté linguistique de tous ceux qui l'ont prononcée avant lui » (*Ibid*., p. 93).

Le second point central dans la pensée du performatif chez Butler tient dans une certaine « contestation de l'universalité ». En effet selon elle, l'équivocité des énoncés tend à remettre en question l'unilatéralité des rapports de pouvoir – et rejoint alors ici la conception foucaldienne d'un pouvoir multipolaire – car, « l'équivocité de l'énoncé signifie qu'il peut ne pas toujours signifier de la même manière, que l'on peut en retourner ou en faire dérailler significativement le sens et, plus important encore, que les mots mêmes qui cherchent à blesser peuvent manquer leur cible et produire un effet contraire à celui qu'ils visaient. » (*Ibid.*, p. 142) Cette considération permet à Butler de redéfinir sa conception du performatif en le voyant comme « la répétition d'une occurrence précédente, comme une répétition qui est en même temps une reformulation » (*Ibid*., p. 143). C'est sur cette idée d'équivocité qu'elle se base pour aborder la remise en cause de l'universalité, puisque

> L'universel ne peut commencer à être formulé qu'à travers les défis lancés à sa formulation *existante*, et ce défi vient de ceux qui ne sont pas inclus en

> lui, qui n'ont aucun titre à occuper la place du sujet, mais qui, malgré cela, exigent que l'universel comme tel les inclue. Les exclus constituent en ce sens la limite contingente de l'universalisation. (*Ibid*., p. 146)

Cette idée et le questionnement qu'elle soulève chez Butler – « [p]ostuler l'universel comme existant, donné, n'est-ce pas en effet toujours codifier les exclusions selon lesquelles procède cette postulation de l'universel ? » (*Ibid*., p. 147) – apparaît centrale à la réflexion, puisqu'elle met de l'avant ce rapport central à la démocratie et à la vie du pouvoir qui tend à opposer les sujets constitués dans ou au-dehors de l'universel. La remise en cause de l'universel s'effectue notamment lorsqu'un individu qui est considéré comme extérieur, non autorisé à prendre la parole, s'exprime au nom de l'universel. Autrement dit, « lorsqu'une personne, qui est exclue de l'universel et lui appartient néanmoins, parle depuis une situation de clivage où elle est à la fois autorisée et non autorisée » (*Ibid*., p. 148). Cette idée tient finalement, quelque part, de la production d'une certaine subjectivité. Au-delà, elle nous pousse à considérer un troisième point de la pensée de Butler, à savoir la question de la censure. Celle-ci est considérée par la philosophe comme « un pouvoir producteur : elle n'est pas simplement privation, elle est aussi formation. J'avancerai l'idée que la censure **vise à produire des sujets selon des normes explicites et implicites**[29], et que la production du sujet a tout à voir avec la règlementation du discours. » (*Ibid*., p. 209) Une fois de plus, la norme est au centre de la pensée de Butler. Elle tend alors à réguler à la fois la production du sujet et la production de son discours au sein d'un espace « normalisé ». Mais cette censure n'est pas l'apanage de l'État souhaitant définir le statut de citoyen, ou de non-citoyen des sujets. Prenant l'exemple d'un « processus de construction de la nation », Butler va en effet mettre de l'avant d'autres visées d'exercice de la censure, « elle peut dans ce cas être mise en œuvre par des groupes marginalisés, qui cherchent

[29] Nous soulignons.

à exercer un contrôle culturel sur leur propre représentation et mise en récit. De façon similaire, mais cependant distincte, le pouvoir dominant peut chercher par ce biais à maîtriser toute contestation de sa légitimité. » (*Ibid.*, p. 208) Cette idée d'un exercice de la censure déterminant qui sera inclus ou non comme sujet au sein de l'universel établi, c'est aussi un moyen d'envisager la contestation de la norme, de l'universel, de cet état de « marginalité » qui incombe à ceux qui sont considérés comme non légitimes à prendre la parole.

Pour Butler, il est alors question d'une certaine réappropriation du discours dominant qui est également productrice. Cette possibilité pousse la chercheuse à s'interroger sur un certain nombre de points relatifs aux performatifs. Elle se demande ainsi

> Que se passe-t-il, par exemple, lorsque ceux qu'on a privés du pouvoir social de revendiquer la « liberté » ou la « démocratie » s'approprient ces termes du discours dominant, lorsqu'ils retravaillent ces termes si fortement investis ou en changent la signification pour donner une nouvelle force à un mouvement politique […] Quel pouvoir performatif exercent ceux qui revendiquent des termes — ceux de « justice » ou de « démocratie » — qui ont été énoncés pour exclure ceux-là mêmes qui les revendiquent aujourd'hui ? (*Ibid.*, p. 244)

Cette vision du performatif comme moteur de réappropriation du discours dominant, comme moyen de réinvestissement lexical, comme outil de retournement d'un stigmate – pour la catégorie de sujet *queer* par exemple – ou encore comme produisant des effets sociaux, nous apparaît alors être un outil privilégié dans l'analyse des relations de pouvoir qui ont cours au sein de la scène politique française à l'heure actuelle. Cette conception du performatif nous pousse tout de même à nous interroger. **Il est ici question d'un individu qui prendrait la parole au nom d'un universel duquel il est exclu, dans l'objectif de modifier, ou du moins, de contester la norme établie, de dénoncer l'universel dont il est exclu, et effectue une « contradiction performative [qui] est cruciale pour la révision et l'élaboration constante des normes**

historiques de l'universalité propres à l'ouverture vers le futur historique de la démocratie elle-même » (*Ibid*., p. 146). Cependant, qu'en est-il lorsqu'une personne considérée comme incluse dans cet universel, reconnue comme faisant partie de la norme, s'exprime pour ces exclus, en leur nom, se place comme porte-parole (sans forcément avoir été mandatée pour) ? En se présentant comme la « Présidente des invisibles », Marine Le Pen ne tend-elle pas à constituer, à *faire* un groupe « d'exclus » ? Est-il dès lors possible d'envisager une sorte de **« performativité des marges »** ?

2.3 Société, social et démocratie

Nous avons brièvement abordé certaines caractéristiques de la démocratie dans notre introduction. En effet, nous y avons présenté la démocratie comme une organisation du social, comme une forme de société que nous avons articulée autour de la question de la représentation, ainsi que de la question du peuple formé autour d'un rapport entre inclusion et exclusion. Afin d'aller plus loin dans notre réflexion conceptuelle, nous souhaitons ici nous attarder davantage sur ce que nous entendons par société, en mobilisant l'approche de Cornélius Castoriadis, ainsi que celle de Jacques Rancière. Ces deux apports nous permettront d'aller au-delà de la simple définition de la démocratie comme « pouvoir du peuple », et de dépasser le lien pensé comme évident entre démocratie et représentation.

2.3.1 Démocratie, peuple et représentation politique

Avant de revenir sur la pensée de ces deux auteurs, il nous semble nécessaire de faire le lien avec ce dont nous parlions en introduction, à savoir l'arrimage entre les notions de démocratie et de représentation. Si, dans le système démocratique français actuel, le modèle retenu est celui de la démocratie représentative, il n'empêche que celui-ci fait face à plusieurs critiques.

2.3.1.1 Crise de la représentation ou haine de la démocratie ?

Si le concept de représentation (au sens politique) est souvent associé à l'exercice d'un régime démocratique, certains tendent à remettre cette appellation en cause, à l'exemple de Rancière qui considère que « [c]e qu'on appelle "démocratie représentative" et qu'il est plus exact d'appeler système parlementaire ou, comme Raymond Aron, "régime constitutionnel pluraliste", est une forme mixte : une forme de fonctionnement de l'État, initialement fondée sur le privilège des élites "naturelles" et détournée peu à peu de sa fonction par les luttes démocratiques » (Rancière, 2005, p. 61). Cette remarque nous permet d'avancer une première piste quant à la crise de la représentation au sein de la démocratie moderne, du fait d'un certain *dissensus* conceptuel au sein même du milieu intellectuel.

Chez Alain Touraine – pour qui l'existence de la démocratie dite politique a été permise grâce à la croyance par les différentes constituantes de la société dans l'industrie et le progrès – « la condition première pour qu'existe une démocratie représentative est qu'elle repose sur des acteurs en conflit, mais qui sont unis par une commune référence à l'enjeu de leur conflit. » (Touraine, 1983, p. 134). Pour pouvoir exister, celle-ci nécessite la présence « de formes sociales constituées et indépendantes du pouvoir politique et d'une opinion publique à la fois critique et tolérante. » (*Ibid.*). Ainsi, selon lui, il existe premièrement « une crise au niveau des partis, c'est-à-dire que des doutes de plus en plus forts et nombreux s'expriment quant à la capacité des partis de définir ce qu'ils représentent. » (*Ibid.*). Il évoque ici la considérable difficulté de définition des groupes représentés que nous abordions précédemment. Il y ajoute cependant la difficulté pour les forces sociales de s'autodéfinir, ce qui peut alors laisser croire à une esquisse de crise identitaire et sociale (*Ibid.*, p. 135) qui serait la seconde raison de la remise en question de la représentativité au sein de l'appareil démocratique.

> Enfin, troisième point, […] il est difficile d'avoir accès à l'opinion publique […]. Le public devient un public de masse, ce qui aboutit à éliminer ou à marginaliser, soit les minorités, soit les groupes d'opposition, soit les innovateurs, à opérer ce recentrage dont je parlais tout à l'heure sur le plan politique, cette fois-ci sur le plan culturel. (*Ibid.*)

À cela s'ajoute une nouvelle considération portant sur le caractère internationalisé du cadre politique, notamment dans le cadre de l'Europe (Cohendet, 2004, p. 43), ce qui a pour effet de conduire à une certaine perte des repères des citoyens qui, ne sachant plus qui les représente et dans quel(s) lieu(x), tendent à montrer un certain dédain face à la politique. Cohendet tire alors la conclusion que cette crise de la représentation « tient donc en partie au fait que les citoyens observent une relative impuissance des politiques, qui s'explique à la fois par la division des pouvoirs et par un certain renoncement de l'État face aux pouvoirs privés. Mais elle tient aussi et surtout à une meilleure compréhension des limites de la démocratie représentative. » (*Ibid.*, p. 50)

En bref, plutôt qu'une réelle haine de la démocratie, nous pouvons lire dans les critiques émises vis-à-vis du système de « démocratie représentative » ayant cours en France une certaine crise de la représentation qui se traduit dans un désintérêt par rapport à celle-ci de la part de la société française. Mais si nous avons davantage perçu ici un détachement de la société représentée par rapport à ses représentants, il demeure intéressant de nous pencher sur le processus de représentation.

2.3.1.2 La représentation comme dépossession

À la lumière de ce que nous présentions précédemment, dans notre cadre conceptuel, en ce qui concerne le « droit à la parole » des personnes marginalisées, il apparaît nécessaire de présenter une seconde critique qui est faite de la représentation, dans le cadre démocratique, vue ici comme dépossession. Selon Pierre Bourdieu, au-delà d'une distance grandissante entre les représentés et leurs représentants, il est question d'une captation d'un pouvoir symbolique, d'une monopolisation « de la production et de

l'imposition des *intérêts politiques institués* » (Bourdieu, 2001, p. 216). De cette idée ressortent deux points centraux qui guideront notre présente réflexion. D'abord, l'idée d'inégalité dans les rapports de production dans le champ politique, et ensuite, le monopole de la parole, créant une dépossession par les représentants découlant de cette même situation d'inégalité.

Bourdieu lui-même lie ces deux situations, en mettant de l'avant le fait que la dépossession dont il fait état dans sa pensée de la représentation est la conséquence de cette inégalité dans la possession de capital politique. Il écrit ainsi qu'« [e]n matière de politique […], la dépossession du plus grand nombre est corrélative, ou même consécutive, de la concentration des moyens de production proprement politique aux mains des professionnels, qui ne peuvent entrer avec quelque chance de succès dans le jeu proprement politique qu'à condition de posséder une compétence spécifique. » (*Ibid.*, p. 217). Le champ politique ne serait dès lors accessible qu'à un nombre limité d'individus possédant les compétences, l'*habitus* du politicien nécessaire pour entrer dans l'arène. Ces compétences peuvent être acquises à la suite d'un certain entrainement, mais la bureaucratisation du champ politique français entraine un accroissement constant du décalage dans la capacité d'accession aux outils permettant de développer et de parfaire un habitus politicien (*Ibid.*, p. 218). Par exemple, la « science politique qui s'enseigne dans des institutions spécialement aménagées à cette fin est la *rationalisation* de la compétence qu'exige l'univers de la politique et que possèdent à l'état pratique les professionnels » (*Ibid.*). Cette institutionnalisation de l'entrée dans la vie politique se place donc comme une barrière à la libre accession de tous au champ politique, entrainant, chez certains individus dont le capital politique serait moindre, ces « membres quelconques » (*Ibid.*, p. 215), une quasi-impossibilité

d'intervention, d'où cette idée de la dépossession que nous retrouvons chez Pierre Bourdieu[30].

D'autre part, la mobilisation de ce capital politique par les professionnels vise, majoritairement, à l'imposition de certaines idées, puisque « la production des idées sur le monde social se trouve toujours subordonnée en fait à la logique de la conquête du pouvoir, qui est celle de la mobilisation du plus grand nombre » (*Ibid.*, p. 226). Cette citation nous laisse voir deux choses. D'une part, ce sont les professionnels qui, dans un objectif d'étendre leur électorat, imposent un certain nombre d'idées. Ces idées suivent une certaine perception que ces professionnels se font de la société, ce qui nous amène à notre seconde idée selon laquelle les idées mises de l'avant par ceux-ci ne seraient pas réellement représentatives du monde social, mais permettraient de créer artificiellement un groupe à représenter. Les idées mises de l'avant, notamment par les *porte-paroles*, seraient donc à la fois créées par ceux-ci et utilisées pour conforter ou consolider leur position.

[30] Aux vues des résultats des élections législatives de 2017 qui ont vu arriver au parlement un grand nombre de députés issus de la société civile, nous pourrions croire que le mouvement d'Emmanuel Macron a été à même de remettre en question ce clivage, cette catégorisation proposée par Bourdieu et ainsi insuffler un renouveau au sein de la vie politique française. Cependant, « ce renouveau tant attendu du personnel politique s'est surtout traduit par un resserrement sans précédent du recrutement social. Jamais les députés français de la Ve République n'ont été aussi peu représentatifs de la population des citoyens en dehors du cercle très étroit de leurs électeurs » (Rouban, 2018, p. 128) Notons par ailleurs ici que Rouban a mis de l'avant le fait que, bien que tous les candidats aux législatives sous la bannière de La République en Marche (LREM) soient des « novices » en politique, beaucoup ont déjà eu un ou des mandats politiques, ont déjà été candidat-es à des éléctions locales ou européennes, ont été dans l'entourage d'élus locaux ou nationaux (à titre de conseiller parlementaire, par exemple), ou ont bénéficié d'un statut professionnel leur ayant donné une certaine visibilité (participation aux chambres de commerce ou de l'industrie, représentation ou direction d'associations professionnelles, etc.) (*ibid.*, p. 132).

Le pouvoir contenu dans ces idées construites reposerait alors, selon Bourdieu, sur la force illocutoire des *porte-paroles*. En effet, selon lui

> En politique, « dire c'est faire », c'est, plus exactement se donner les moyens de faire en faisant croire que l'on peut faire ce qu'on dit, en faisant connaître et reconnaître des principes de vision et de division du monde social qui, comme les *mots d'ordre,* produisent leur propre vérification en produisant des groupes et, par là, un ordre social. (*Ibid.*, p. 239)

Ainsi, la capacité de représentation des personnalités politiques reposerait sur leur faculté à « faire croire ». Il « tient sa puissance proprement magique sur le groupe de la croyance du groupe dans la représentation qu'il donne au groupe et qui est une représentation du groupe lui-même et de sa relation aux autres groupes » (*Ibid.*, p. 241). On peut ainsi remarquer une certaine ressemblance entre cette puissance magique, cette sorte d'idolâtrie politique et la domination charismatique wébérienne (Weber, 2013, p. 271).

Nous avons ainsi mis de l'avant, jusqu'ici, le fait que l'institutionnalisation et la bureaucratisation du champ politique menaient à l'imposition de certaines barrières à l'entrée dans celui-ci, et le fait que les *porte-paroles*, les représentants, les professionnels, choisissaient les idées mises de l'avant dans leurs programmes et, grâce à un fort capital politique et à leur capacité d'illocution, arrivaient à créer des *idées-forces*. Nous nous sommes donc penchées sur la domination exercée par les représentants. Mais qu'en est-il des représentés?

Car, ceux-ci donnent aux professionnels leur parole, leur « font un chèque en blanc […], ne serait-ce que parce qu'ils ignorent souvent les questions auxquelles le mandataire aura à répondre, ils s'en remettent » (Bourdieu *op. cit.*, p. 263). Cette méconnaissance de la part de ces individus fait donc état de cette domination ayant lieu au sein du champ politique, entre ceux ayant les moyens de produire et de mettre en

avant la parole collective et ceux, « dépossédés culturellement » (*Ibid.*) se voyant contraints de faire appel à un mandataire. Bourdieu écrit que, « [e]n fait, les individus à l'état isolé, silencieux, sans paroles, n'ayant ni la capacité ni le pouvoir de se faire écouter, de se faire entendre, sont placés devant l'alternative de se taire ou d'être parlés » (*Ibid.*).

Le moyen, pour ces individus, de faire entendre leur voix est dès lors de passer par la médiation du groupe, lui-même représenté par un *porte-parole* qui, paradoxalement, comme nous le disions précédemment, détient un capital politique plus important et est capable, de par la confiance que le groupe lui accorde, de faire passer des *idées-forces*, correspondant ou non aux revendications de ce groupe social.

2.3.2 Autonomie et auto-institution de la société

La pensée de Cornelius Castoriadis apparaît comme centrale dans les différents efforts de conceptualisation de la démocratie. Sa théorie, basée autour des questions d'autonomie et d'auto-institution nous semble particulièrement intéressante. D'une part, elle rompt avec le caractère marxiste de la pensée politique des années 60, époque à laquelle Castoriadis s'éloigne de cette tradition. Il remet en effet en cause le matérialisme historique chez Marx, ainsi que la propension de ce dernier à faire « du développement des forces productives le moteur de l'histoire [présupposant] qu'à toutes les époques les sociétés n'auraient eu pour seul but que l'accroissement de la production » (Poirier, 2004, p. 59). Ce rejet du caractère déterministe de l'histoire permet, d'une part, de sortir du tout-social marxiste que l'on retrouve d'ailleurs dans la théorie de l'idéologie de Louis Althusser, et d'autre part, de faire le lien avec le post-marxisme de Rancière, de Laclau et Mouffe, et des penseurs des études culturelles à l'image de Raymond Williams et Stuart Hall dont nous parlerons plus tard.

Le point de rupture de Castoriadis avec la théorie marxiste s'inscrit, par ailleurs, comme le début de son intérêt pour la question de l'autonomie. Ce basculement s'opère notamment à travers la redéfinition de la *praxis* marxiste par le philosophe. Cette notion désigne chez Marx « le primat de l'activité *(Tiltigkeit)* entendue "comme activité objective" » (Renault, 2001, p. 46), et plus largement, la philosophie de la *praxis* est pensée comme faisant le lien entre « les "exigences de la raison" [et] des objectifs politiques révolutionnaires. Établir ce lien implique que la révolution puisse se justifier rationnellement et qu'une action politique révolutionnaire fasse partie de la pratique d'une vie rationnelle. » (Feenberg, 2016, p. 67) Pour Castoriadis, la praxis est « ce faire dans lequel l'autre ou les autres sont visés comme êtres autonomes et considérés comme l'agent essentiel du développement de leur propre autonomie. » (Castoriadis, 2006, p. 112). Dès lors, le rapport marxiste s'inverse, et la théorie devient un moyen d'« *élucidation* du réel et des conditions de sa transformation » (Poirier, 2004, p. 77). L'autonomie de l'individu est ainsi au centre de la *praxis* chez Castoriadis, elle est à la fois le commencement et un aboutissement, puisqu'il y a « rapport interne entre ce qui est visé (le développement de l'autonomie) et ce par quoi il est visé (l'exercice de cette autonomie), ce sont deux moments d'un processus » (Castoriadis *op. cit.*, p. 113).

La question de l'autonomie au niveau politique chez Castoriadis se retrouve au centre de sa pensée de la démocratie. Il fait effectivement une différence entre deux types de sociétés. D'un côté, la société *hétéronome*, caractérisée par l'absence d'autonomie, dont les institutions ne sont pas du fait de l'humain directement (1998). Et de l'autre, la société *autonome*, introduite par la démocratie grecque, et dont l'idée centrale est que les individus ont « la conscience explicite que nous créons nos lois, et donc que nous pouvons aussi les changer. » (*Ibid*.). L'autonomie politique chez Castoriadis est donc permise lorsque des humains créent leurs institutions, celles-ci étant réfléchies, rationnellement construites et font suite à une délibération collective (*Ibid*.). Une

interdépendance existe dans la conceptualisation de l'individu et de la société autonome, au sens où :

> Une société autonome ne peut être formée que par des individus autonomes. Et des individus autonomes ne peuvent vraiment exister que dans une société autonome. [...] Un individu autonome, c'est un individu qui n'agit, autant que c'est possible, qu'après réflexion et délibération. S'il n'agit pas comme cela, il ne peut pas être un individu démocratique, appartenant à une société démocratique. (*Ibid*.)

Une société démocratique est ainsi, chez Castoriadis, une société autonome. Autrement dit, la société démocratique est celle du pouvoir (*kratos*) du peuple (*dèmos*), de la souveraineté du peuple (Castoriadis, 1986, p. 159), au sens où celui-ci, de par son autonomie, est en mesure de prendre des décisions. La démocratie et le peuple chez Castoriadis apparaissent ainsi comme « *prescriptives* […]. Elles font d'abord signe vers une démocratie *future*, même si celle-ci a pu être préfigurée çà et là dans le passé. » (Chollet, 2015, p. 35).

Le peuple démocratique n'est pas, chez Castoriadis, uni et homogène, au sens où le philosophe reconnaît l'existence de la question « consistant à savoir *qui* fait partie du peuple est à jamais insoluble, mais demeure toujours posée. » (*Ibid*., p. 39) Ceci nous ramène ainsi au rapport entre inclusion et exclusion dont nous parlions précédemment et qui s'inscrit au centre de la réflexion sur le peuple et la représentation politique de celui-ci. Penser le peuple et la démocratie avec Castoriadis nous conduit donc à penser le rapport à l'Autre et au discours de l'Autre, qui prend racine dans l'autonomie. C'est en effet dans la mise en place d'un rapport entre le discours de l'autre et le discours du sujet que s'instaure l'autonomie, et ainsi, à travers l'autonomie il devient possible de « regarder, objectiver, mettre à distance, détacher et finalement transformer le discours de l'Autre en discours du sujet. » (Castoriadis, 2006, p. 155)

Cette inter-subjectivité pensée par Castoriadis prend place au sein d'une société qui est « un système d'interprétation du monde […] une construction, une constitution, une création d'un monde, de son propre monde. » (1986, p. 281) Et, ce qui tient ensemble cette société est « l'institution de la société comme un tout […] institution étant […] [les] normes, valeurs, langage, outils, procédures et méthodes de faire face aux choses et de faire des choses et, bien entendu, l'individu lui-même, aussi bien en général que dans le type et la forme particuliers que lui donne la société considérée » (*Ibid*. p. 277). L'unité de l'institution sociale de la société se trouve dans les « *significations* qui imbibent, orientent et dirigent toute la vie de la société considérée et les individus concrets qui, corporellement, la constituent » (*Ibid*., p. 278).

Ces institutions, lorsqu'elles sont mises en place par le peuple, sont celles de la société autonome. Lorsque le peuple est à l'origine de – et est en mesure d'agir sur – ses normes, valeurs et significations, l'autonomie est possible. Il est dès lors question d'auto-institution de la société. Au contraire, lorsque le citoyen n'a aucun pouvoir sur ces dernières, si « l'État où les lois, les principes, les normes, les valeurs et les significations sont donnés une fois pour toutes et ou la société, ou l'individu, selon le cas, n'a aucune possibilité d'agir sur eux » (*Ibid.*, p. 293), la société est alors hétéronome.

La partie précédente de notre réflexion touchait le lien fort qui unit les concepts de démocratie moderne et de représentation. Il nous apparaît nécessaire de présenter rapidement la vision de Castoriadis à cet égard. Pour lui, « [d]ès qu'il y a des "représentants" permanents, l'autorité, l'activité et l'initiative politiques sont enlevées au corps des citoyens pour être remises au corps restreint des "représentants" - qui en usent de manière à consolider leur position et à créer des conditions susceptibles d'infléchir, de bien des façons, l'issue des prochaines élections. » (*Ibid*., p. 361) Il apparaît ainsi que, à l'image de la captation de la parole présentée par Bourdieu, l'établissement de représentants permanents – entendre, d'une démocratie dite

représentative – tend à saper l'autonomie du peuple, à limiter la capacité de ce peuple autonome à être libre de « faire n'importe quoi » (Castoriadis 1986, p. 370).

2.3.3 Politique, social et démocratie

Là où chez Castoriadis, la démocratie est davantage pensée en termes de liberté du peuple – de prendre des décisions, d'avoir voix au chapitre en matière d'institutions, au sens large –, chez Jacques Rancière, il est davantage question d'égalité, et plus particulièrement de lutte pour l'égalité. C'est avant tout au niveau de la conception de la subjectivation que se différencient les deux penseurs. Chez Castoriadis, l'autonomie passe par la reconnaissance du discours de l'autre pour le transformer en discours du sujet, alors que chez Rancière, la subjectivation politique passe par un processus de différenciation par rapport au rôle auquel un autre le cantonne, elle « se jouait non dans le rapport d'un devenir soi à une altérité fondamentale, mais dans l'opposition de deux topographies, de deux distributions du même et de l'autre. » (Poirier, 2000, p. 30)

Les concepts de social et de démocratie sont étroitement liés dans la pensée de Rancière, et notamment dans son effort de penser *la* politique et *le* politique (2004). De manière succincte, Rancière présente la politique comme « la sphère d'activité d'un commun qui ne peut être que litigieux, le rapport entre des parties qui ne sont que des parties et des titres dont l'addition est toujours inégale au tout. » (1995, p. 35) Pour que la politique existe, il faut donc qu'il y ait un moment de rupture, de torsion. La politique représente ainsi l'activité qui « rompt la configuration du sensible où se définissent les parties et les parts ou leur absence par une présupposition qui n'y a par définition pas de place : celle d'une part des sans-part » (*Ibid*., p. 53), s'opposant alors à la *police* se présentant « d'abord [comme] un ordre des corps qui définit les partages entre les modes du faire, les modes d'être et les modes du dire, qui fait que tels corps sont assignés par leur nom à telle place et à telle tâche ; c'est un ordre du visible et du dicible qui fait que telle activité est visible et que telle autre ne l'est pas, que telle parole est entendue comme

du discours et telle autre comme du bruit. » (*Ibid*., p. 52) En d'autres termes, la police chez Rancière est entendue de manière neutre, dans un sens « non-péjoratif » et peut se comprendre au sens de la loi, comme la mise en application du droit. Elle se différencie cependant de la simple intervention des forces de l'ordre, et, par le même coup, de la logique de subjectivation policière althussérienne, au sens où dans la vision post-marxiste de Rancière, la police « est d'abord le rappel à l'évidence de ce qu'il y a, ou plutôt qu'il n'y a pas [...]. Elle dit que l'espace de la circulation n'est que l'espace de la circulation. » (2004, p. 242) Là où, pour Althusser, le sujet est toujours-déjà assujetti à l'idéologie, chez Rancière, la vision du sujet « n'est pas celle du sujet assujetti aux apparences idéologiques, mais celle du sujet dé-assujetti à sa vie normale » (Mannet 2013, p. 51), à cet individu qui, prenant conscience de sa condition et de sa position au sein de la société, devient sujet.

Face à la police se trouve la politique qui

> commence là où l'on cesse d'équilibrer des profits et des pertes, où l'on s'occupe de répartir les parts du *commun*, d'harmoniser selon la proportion géométrique les parts de communauté et les titres à obtenir ces parts, les *axiaï* qui donnent droit à communauté. Pour que la communauté politique soit plus qu'un contrat entre des échangeurs de biens et de services, il faut que l'égalité qui y règne soit radicalement différente de celle selon laquelle les marchandises s'échangent et les dommages se réparent. (1995, p. 24)

La tâche de la politique est ainsi celle de la redistribution des richesses d'une part et de la « distribution des pouvoirs et des investissements imaginaires » d'autre part (2004, p. 38). Cette idée se base alors sur les questions de liberté – pensée comme « la qualité de ceux qui n'en ont aucune autre - ni mérite, ni richesse » (1995, p. 28) qui permet de s'identifier à une communauté – et sur l'égalité au sein de la société, ou plutôt sur le manque d'égalité et les rapports de pouvoir que cela entraine. Ainsi,

> [i]l n'y a pas de la politique simplement parce que les pauvres s'opposent aux riches. Il faut bien plutôt dire que c'est la politique - c'est-à-dire l'interruption des simples effets de la domination des riches - qui fait exister les pauvres comme entité. La prétention exorbitante du *dèmos* à être le tout de la communauté ne fait qu'effectuer à sa manière - celle d'un parti - la condition de la politique. (1995, p. 31)

Le *dèmos* n'est alors pas seulement l'ensemble des pauvres ni même l'entièreté du corps politique, mais devient chez Rancière la masse des individus non-qualifiés pour le pouvoir (Brown, 2015, p. 19), des **hommes sans qualité** (1995, p. 28). Ainsi, « [l]es gens du peuple en effet sont simplement libres comme les autres » (*Ibid.*, p. 27), et ce « [c]ar la liberté [...] permet au dèmos - c'est-à-dire au rassemblement factuel des hommes sans qualité, de ces hommes qui, nous dit Aristote, "n'avaient part à rien" - de s'identifier par homonymie au tout de la communauté. (*Ibid.*, p. 28).

Pour qu'il y ait démocratie, il faut que le *dèmos* soit en mesure de se différencier de la plèbe – l'*okhlos* – et ce, « à travers un système historique contingent d'évènements, de discours et de pratiques par lesquels la multitude quelconque se déclare et se manifeste comme telle et dénie en même temps son incorporation à l'Un d'une collectivité distribuant des rangs et des identités et la pure déréliction des foyers individuels de jouissance et de terreur[31] » (2004, p. 67). Ainsi, pour qu'une démocratie soit effective, il ne suffit pas que la loi « déclare les individus égaux et la collectivité maîtresse d'elle-même » (*Ibid.*, p. 67), mais bien que le *dèmos*, le peuple soit à l'initiative de cette « prise de pouvoir ». En d'autres termes, **un peuple se constitue, en rupture avec la plèbe, donnant dès lors à cette « multitude quelconque » un caractère politique**. Ce processus correspond à ce que Rancière appelle processus d'émancipation et qui

[31] Cette nécessité nous permettra, par la suite, de faire le lien avec la pensée de l'articulation chez Laclau et Mouffe.

consiste en « la vérification de l'égalité de n'importe quel être parlant avec n'importe quel autre » (*Ibid*., p. 116). L'égalité, « seul universel politique » (*Ibid*.), et plus généralement le processus d'émancipation nous intéresse ici spécifiquement puisque l'émancipation est « toujours mise en œuvre au nom d'une catégorie à laquelle on dénie le principe de cette égalité » (*Ibid*.). Cette considération s'inscrit directement dans la lignée de notre recherche, et dans notre volonté d'analyser les prises de parole de Marine Le Pen comme « Présidente des invisibles ».

En bref, chez Jacques Rancière, *le* politique est constitué de deux entités : d'un côté, la police, au sens de dispositif d'application de l'État de droit, de l'autre l'égalité. Cette différenciation entre *le* politique et *la* politique permet dès lors de penser que « **[l]a police n'existe pas sans la politique dans la mesure où l'ordre social s'efforce toujours d'éliminer la politique et où la politique ne se construit qu'en opposition avec une police déterminée** » (Rueff, 2013, p. 191). *La* politique, quant à elle, existe donc « là où le compte des parts et des parties de la société est dérangé par l'inscription d'une part des sans-part » (Rancière 1995, p. 169), et donc là où **une part de la population se considère privée d'accès à l'égalité**. Dès lors, la démocratie est permise par la volonté d'émancipation d'un *dèmos*, qui, se voyant ou se croyant refuser le principe d'égalité souhaite vérifier son égalité par rapport au reste de la communauté. En d'autres termes, les catégories victimes d'un tort, à travers le processus d'émancipation, souhaitent accéder aux mêmes droits que les autres « communautés », faisant alors dire à Rancière que « [l]e propre de l'égalité, en effet, est moins d'unifier que de déclassifier, de défaire la naturalité supposée des ordres pour la remplacer par les figures polémiques de la division. » (2004, p. 68) **L'émancipation apparaît alors chez Rancière comme le processus par lequel les « sans-parts », les sans-voix de Butler, entendent faire partie du tout, du peuple dans son ensemble, de sortir des marges pour entrer dans « l'intérieur » du peuple**.

2.3.4 Conclusion partielle

En conclusion, nous avons présenté trois grandes idées se rapportant à la démocratie. D'abord, nous avons voulu réfléchir au lien existant entre démocratie et représentation, en avançant, notamment, l'existence d'un paradoxe soulevé par plusieurs chercheurs. Il semblerait que les démocraties représentatives modernes soient la source d'un certain malaise politique, au sens où, en France s'opère une sorte de reproduction des élites d'une part, qui prive les citoyens de capacité d'agir – et d'autonomie, comme dirait Castoriadis – et, d'autre part, il semble y avoir un éloignement progressif de pouvoir (*kratos*) et du peuple (*dèmos*), au sens où l'hétérogénéité du peuple est difficile à saisir et à représenter dans son entièreté, et que l'internationalisation de la politique – liée implacablement au développement du néolibéralisme – tend à créer une sensation de distance des citoyens vis-à-vis de leurs institutions.

C'est ce malaise politique qui nous a encouragée à investiguer du côté de Cornélius Castoriadis, et de sa pensée de l'autonomie comme caractéristique centrale de la société démocratique. Ce dernier faisait d'ailleurs référence, lui aussi, à la reproduction des élites, qui tend à priver les citoyens de leur liberté. La vision *prescriptive*, selon Cholet (2015, p. 35), voire utopique, de la démocratie chez Castoriadis est celle d'une démocratie révolutionnaire (Siméon, 1989, p. 375), radicale, au sens où

> [d]éfendre […] l'exigence révolutionnaire, c'est reconnaître la possibilité pour la société d'entretenir avec elle-même un rapport réflexif lui permettant de ne pas aliéner à une instance extrasociale […] sa créativité, et c'est là au fond le sens véritable de l'idée démocratique : l'instauration d'un régime du social caractérisé par la capacité conférée aux hommes associés de réfléchir à leur propre pouvoir, en se reconnaissant comme les auteurs des lois auxquelles ils choisissent d'obéir. (Poirier, 2011, p. 10)

Lorsque ce projet est achevé – pour autant qu'il puisse l'être, ce dont nous doutons – c'est donc le peuple démocratique qui gouverne, et non pas des représentants, des

experts ou encore l'État, et ce, à travers l'assemblée du peuple, rappelant alors la démocratie athénienne (Siméon, *op. cit*.).

Là où la réalisation du projet démocratique chez Castoriadis passe par la liberté et l'autonomie, chez Jacques Rancière, il est davantage question d'égalité et d'émancipation. En effet, le sujet chez Rancière devient sujet politique en « met[tant] un monde dans un autre » (Poirier 2000, p. 31), quand « l'ouvrier – au sens d'identité définie par son activité nécessaire – devenait ouvrier – au sens de sujet politique – en cessant de parler ouvrier » (*Ibid*., p. 30). **En d'autres mots, que l'individu, pour devenir sujet, s'émancipe de l'identité dans laquelle l'autre l'enferme**. C'est cette rupture qui permet ainsi à une communauté de devenir une communauté politique, au *dèmos* (le peuple) de rompre avec l'*okhlos* (la plèbe).

Cette perspective chez Rancière nous intéresse particulièrement du fait, notamment, de son **caractère hautement communicationnel et discursif**. En effet, si notre approche de la communication est celle de la construction d'un sens commun, d'un monde commun, il nous semble que cette émancipation s'apparente à cela, puisque comme nous l'avons souligné précédemment, « à travers un système historique contingent d'évènements, de discours et de pratiques par lesquels la multitude quelconque se déclare et se manifeste comme telle et dénie en même temps son incorporation à l'Un d'une collectivité distribuant des rangs et des identités et la pure déréliction des foyers individuels de jouissance et de terreur » (2004, p. 67). **Les discours, pratiques et les significations qui leur sont liées permettent ainsi de créer la communauté, le peuple émancipé**.

2.4 Relations hégémoniques et articulation

L'émancipation chez Jacques Rancière nous permet ainsi de faire le lien avec la théorie de l'articulation présente dans la pensée de Laclau et Mouffe, et plus largement sur **la question des marges, de la capacité – ou non – pour les « exclus » de s'exprimer**. Cette partie nous permet également de faire le lien avec la pensée de Judith Butler sur le politique et le performatif que nous abordions précédemment. Enfin, ceci nous amène à penser, une fois de plus, **la communication comme processus de création d'un sens, d'un monde commun**. Pour Rancière,

> Quand des groupes victimes d'une injustice entrent dans le traitement d'un tort, ils se réfèrent généralement à l'humanité et à ses droits. Mais l'universalité ne réside pas dans les concepts ainsi invoqués. Elle réside dans le processus argumentatif qui démontre leurs conséquences, qui dit ce qui résulte du fait que l'ouvrier est un citoyen, le Noir un être humain etc. Le schéma logique de la protestation sociale en général peut se résumer ainsi : est-ce que nous appartenons ou non à telle catégorie — citoyens, hommes, etc. — et qu'est ce qui en résulte ? L'universalité politique n'est pas dans *hommes* ou dans *citoyen*. Elle est dans le « *qu'est-ce qui en résulte ?* » dans sa mise en œuvre discursive et pratique. (Rancière, 2004, p. 117)

La question de la signification est ainsi au centre même du processus de subjectivation politique dans la pensée de Jacques Rancière. La partie qui va suivre permettra d'évaluer la pertinence pour notre propos de la notion de signifiant flottant ou de signifiant vide dans la pensée de Laclau et Mouffe.

2.4.1 Laclau : La raison populiste

Le point de départ que nous prenons pour aborder Ernesto Laclau est celui de l'ouvrage *La raison populiste* (2008) dans lequel l'auteur propose de repartir de différentes définitions du populisme afin d'en souligner les apories et de présenter une définition qui lui semble plus acceptable. Il n'oublie cependant pas de préciser que, de manière

générale, le « populisme est, tout simplement, une manière de construire le politique. » (*Ibid.*, p. 11). Le raisonnement de Laclau se base sur l'idée selon laquelle le traitement du populisme dans les réflexions sur la théorie politique est dans une impasse. En effet, pour lui, « le "populisme", en tant qu'écueil théorique, exprime quelques-unes des limites inhérentes à la manière dont la théorie politique a cherché à savoir comment les agents sociaux "totalisent" l'ensemble de leur expérience politique. » (*Ibid*., p. 16). Face à cet écueil, Laclau proposera une réflexion ontologique sur la question du populisme, réflexion que nous aborderons plus tard. Mais la limite la plus importante quant à la question du traitement du populisme repose selon lui sur les prémisses ayant mené à cette investigation.

En effet, les origines de ses réflexions s'ancrent dans les analyses de la psychologie des foules. Cette ascendance pose un problème pour Laclau, puisque le populisme « n'a pas été seulement rabaissé : il a aussi été dénigré. Son abaissement a fait partie de la *construction* discursive d'une certaine normalité, d'un univers politique ascétique d'où sa logique dangereuse devait être exclue. » (*Ibid*., p. 33) Le populisme souffre ainsi d'un rejet de son caractère rationnel, faisant dès lors de l'effort de définition une tâche quasi-impossible puisque « [s]i le populisme est uniquement défini par son "vague", son "imprécision", sa "pauvreté intellectuelle", son caractère de phénomène purement "transitoire", manipulateur, *et cetera*, il est impossible de définir sa *differencia specifica* en termes positifs ». (*Ibid.*, p. 30)

2.4.2 Construction d'un « peuple »

L'intérêt de la mobilisation de Laclau ne tient pas uniquement dans la mise en évidence d'un manque de conceptualisation du populisme, mais davantage du caractère discursif que prend ce phénomène et qui nous permet ainsi de revenir sur le terrain de représentations abordé précédemment, notamment à travers l'idée de construction d'un peuple. En effet, le point de départ est l'idée de Laclau selon laquelle « le "peuple" ne

constitue pas une expression idéologique, mais une relation réelle entre des acteurs sociaux. Autrement dit, c'est une manière de constituer l'unité du groupe. » (*Ibid.*, p. 91) Dans le discours se crée ainsi un rapport entre différences et équivalences. Le populisme, au sens de Laclau, repose alors sur l'articulation de demandes dites « démocratiques » – lorsqu'isolées – ou « populaires » – lorsque reprises par un ensemble de personnes plus important. Ces dernières « commencent ainsi à un niveau embryonnaire, à constituer le peuple comme acteur historique potentiel. » (*Ibid*., p. 92). La formation dite populiste passe alors par trois phases :

> l'unification d'une pluralité de demandes dans une chaîne d'équivalences ; la constitution d'une frontière intérieure partageant la société en deux camps ; la consolidation de la chaîne des équivalences par la construction d'une identité populaire qui, qualitativement, n'est pas la simple addition des maillons équivalents. (*Ibid.*, p. 96)

Dans une telle situation, le peuple constitué représente une portion de la société aspirant à être perçue et conçue comme majoritaire et légitime. On assiste alors à un processus dans lequel « nous avons besoin d'une *plebs* qui prétende être le seul *populus* légitime, c'est-à-dire d'une partie qui veuille jouer le rôle de la totalité de la communauté. » (*Ibid.*, p. 101) Cette rupture fondatrice se base sur

> l'expérience d'un manque […]. Ce qui manque, c'est une certaine plénitude de la communauté. Ceci est décisif : la construction du "peuple" va être la tentative de donner un nom à cette plénitude absente. Sans cette rupture initiale dans l'ordre social - aussi minime qu'elle soit à l'origine - la possibilité de construire un antagonisme, une frontière, ou en dernière instance, un "peuple" n'existe pas. (*Ibid*., p. 106)

Cette expérience du manque qui va s'exprimer à la suite d'une demande non satisfaite peut être perçue comme la conséquence d'un manque de légitimité des pouvoirs en place, ce qui va permettre la rupture qui fait qu'une *plebs* se voit en *populus*. (*Ibid*.) Nous retrouvons alors ici le processus d'émancipation mis de l'avant par Jacques

Rancière, lorsque, pour lui, l'identité politique d'un individu ou d'une communauté s'effectue dans la rupture du *dèmos* d'avec la plèbe.

Parmi les idées présentées plus haut, deux méritent qu'on s'y attarde particulièrement. Le premier point central dans la pensée du populisme chez Laclau est ce moment particulier du processus de construction d'une identité populaire où celle-ci se cristallise autour de quelques signifiants particuliers. **Cette opération est ainsi le moment de concentration autour de quelques mots, de quelques images qui vont représenter l'entièreté de la chaîne des équivalences, lui faisant perdre, du même coup un certain nombre de demandes particulières afin de présenter une demande au caractère universel**. De ce fait, « une identité populaire fonctionne comme signifiant tendanciellement vide » (*Ibid.*, p. 118), au sens où le « signifiant vide est un signifiant qui n'a pas de signifié […]. Pour qu'apparaisse un signifiant vide, il faut donc que la signification comme telle comporte une impossibilité structurelle, et que cette impossibilité puisse se signifier en tant qu'interruption (subversion, distorsion, etc.) de la structure du signe » (Laclau, 2000, p. 93-94).

Là où l'approche de Laclau diffère fondamentalement de la perspective de McGee présentée plus tôt, c'est dans la différence entre signifiant vide et abstraction. Alors que McGee voit dans les idéographes le lieu d'une abstraction permettant de penser un but commun, à travers l'effort de définition positive, Laclau invite à ne pas « concevoir le dénominateur commun exprimé par le symbole populaire comme un trait positif partagé en dernière instance par tous les maillons de la chaîne. » (Laclau 2008, p. 118) Au contraire,

> c'est parce qu'il n'existe pas de situation humaine dans laquelle on ne trouve pas une forme quelconque d'injustice que la "justice", en tant que mot, a un sens. Puisqu'il désigne une plénitude indifférenciée, il n'a aucun contenu conceptuel dans l'absolu : ce n'est pas un terme *abstrait*, mais au sens strict, un terme *vide*. (*Ibid.*, p. 119)

Outre la question du signifiant vide, le second point central est celui de la constitution puis de la consolidation de la « chaîne d'équivalence » puisque c'est sur elle que se construit la vacuité ou le caractère flottant d'un signifiant chez Laclau. Si le signifiant vide ou flottant apparaît comme une « finalité », comme l'aboutissement de la chaîne d'équivalence, cette dernière joue alors un rôle non négligeable dans le processus de lutte pour l'hégémonie. Ce processus de mise en équivalence est l'élément clé de le thèse. En effet, pour le dire simplement, la chaîne d'équivalence correspond aux liens logiques qui sont faits dans le discours – celui de Marine Le Pen ici – entre plusieurs éléments, plusieurs demandes populaires, afin d'investir d'un sens particulier les signifiants vides ou flottants. Mettre en évidence la chaîne d'équivalence revient alors à mettre de l'avant *l'articulation* d'un ensemble d'idées identifiées comme des manques, de mettre en exergue les éléments discursifs permettant à Marine Le Pen de se présenter comme la Présidente des invisibles et de « performer » cette part des sans-parts identifiée par Rancière.

Cette idée nous amène à souligner deux choses. D'abord, c'est la cristallisation de cette chaîne d'équivalence autour de signifiants vides ou flottants qui permet au « peuple » du populisme d'exister. Pour reprendre les mots de Laclau, « toute identité populaire a besoin de se condenser autour de quelques signifiants (mots, images) qui renvoient à la chaîne d'équivalence comme totalité » (Laclau, 2008, p. 118). Ensuite, bien que cette cristallisation s'inscrive dans une conjoncture historique et sociale spécifique, elle fait écho à un cadre de référence plus large. Elle vise ainsi à articuler un ensemble de demandes de manière plus globale. Autrement dit,

> une chaîne d'équivalences *doit* s'exprimer à travers l'investissement d'un élément *singulier* : parce que nous avons affaire non à une opération conceptuelle consistant à trouver un trait abstrait sous-jacent dans toutes les doléances sociales, mais à une opération performative qui constitue la chaîne comme telle. (*Ibid.*, p. 119)

Porter un tel intérêt aux chaînes d'équivalences dans lesquelles « se déplace[nt] le[s] signifiant[s] vide[s] » (Laclau, 2015, p. 126) vise ainsi à comprendre le sens attribué à ces signifiants. En d'autres termes, nous retrouvons ainsi ici ce que Rancière caractérisait de « schéma logique de la protestation sociale » et qui pouvait « se résumer ainsi : est-ce que nous appartenons ou non à telle catégorie — citoyens, hommes, etc. — et qu'est ce qui en résulte […] dans sa mise en œuvre discursive et pratique » (Rancière, 2004, p. 117). Ainsi, en liant les approches de Rancière et de Laclau et Mouffe, nous entendons avancer des pistes de réponse à nos questions sectorielles. De manière directe, nous pouvons donc nous pencher sur **la vision du peuple véhiculée par Marine Le Pen et comment elle se positionne par rapport à celle-ci.**

2.5 Culture et politique : Sur la représentation des « invisibles »

Nous avons jusque là présenté les approches critiques et postmarxistes du peuple, de la démocratie et de la politique de Cornelius Castoriadis et de Jacques Rancière. Cette base théorique nous a notamment permis d'appuyer le fait que nous considérons, dans le cadre de cette thèse, la démocratie comme un cadre de vie, un modèle du social, plutôt que comme un idéal-type d'action politique. L'intérêt porté par Jacques Rancière à la question de l'émancipation comme moyen d'accession des exclus au « tout », comme moyen de sortir des marges, nous amène à pousser notre pensée au delà de la théorie critique, notamment en pensant l'apport des *Cultural studies*.

Cette réflexion vise à permettre d'approfondir le questionnement concernant les questions de constitution du peuple et de création des marges, de ces invisibles, à travers l'interrogation des masses et du populaire dans le mouvement des études culturelles. Une telle entreprise vise, effectivement, à poser la table de notre réflexion conceptuelle, afin de faire le lien avec notre cadre méthodologique. La

considération de la question des masses et du populaire se base notamment sur le rejet assumé des élites mis en évidence dans les discours de Marine Le Pen.

2.5.1 La question des masses

La question des masses et du populaire dans les *Cultural Studies* semble toujours présente à travers les réflexions de ses pères fondateurs. Il apparaît cependant que celle-ci se confond souvent avec l'idée de masses. Ceci trouve peut-être son origine dans la volonté des *Cultural Studies* de se différencier des théories marxistes à l'image « des visions plus "structurelles", sinon même "mécanistes" développées par un Althusser selon une rigueur – voire une rigidité – analytique empreinte de l'orthodoxie marxiste » (Côté et Bélanger, 2015, p. 5) ou encore dans l'effort de « contestation du modèle de la base et de la superstructure à travers lequel le marxisme ordinaire ou sophistiqué a tenté de penser la relation entre société, économie et culture. » (Hall, 2008, p. 21) Cette thèse marxiste de « fausse conscience » repose ainsi, selon Williams, sur une vision condescendante de la classe ouvrière – seule entité sociale assimilable à cesdites « masses » – qui la considère nécessairement comme une communauté anomique, dépourvue du filet de relations sociales permettant une intégration positive de ces nouveaux moyens de communication. » (Cervulle et Quemener *op. cit*., p. 15)

Penser le populaire à travers les *Cultural Studies* semble ainsi impliquer le fait de remettre en cause cette représentation simpliste et déterministe d'une classe ouvrière perçue uniquement comme masse informe, « comme sujet historique passif » (Bélanger, 2015, p. 28) par les penseurs de la théorie critique[32]. L'idée de culture de

[32] C'est en ce point particulier que Jacques Rancière nous permet de rejoindre les penseurs des *cultural studies*, notamment à travers son rejet de la simple opposition entre bourgeoise et prolétariat présentée comme un tout social par les penseurs de la théorie critique.

masse reste cependant dominante et s'exprime notamment dans une lecture pessimiste de celle-ci qui « émerge d'un sentiment (ou ressentiment) historique à l'égard de la démocratie de masse, succédant à la démocratie bourgeoise, ou du processus démocratique à la base de la massification de nos sociétés. » (*Ibid*., p. 31). Cette idée permet ainsi à Williams de mettre de l'avant la conception négative des masses, qui sont « *always the others, whom we don't know, and can't know*. » (Williams, 1960, p. 319) Ces masses représentent, dans la lecture qu'en fait Williams, les nouvelles foules – *mob* – et revêtent pléthore de caractéristiques négatives, incarnant « *gullibility, fickleness, herd- prejudice, lowness of taste and habit. The masses, on this evidence, formed the perpetual threat to culture*. » (*Ibid*., p. 317)

Dans leur constante relation d'altérité par rapport à l'individu qui les formule, les masses sont cependant une construction sociale. **Il n'existe pas de masse à proprement parler, mais seulement des façons de se les représenter** (*Ibid*., p. 319). Et si les masses représentent une menace pour la culture, elles sont également une menace pour la démocratie. En effet, la démocratie étant perçue comme le pouvoir de la majorité, et si la majorité est acceptée comme masse, un déplacement est opéré vers cette idée de démocratie par les masses. À cette formule de transformation de l'Autre en tant que membre des masses s'ajoute, selon Williams, une formule basée sur l'avancée technologique des médias permettant alors la transmission d'informations avec « l'intention de manipuler et standardiser les opinions et désirs du public de masse. » (Bélanger *op. cit.* p. 33)

Malgré ce « danger » de standardisation culturelle à travers les médias de masse, Williams reconnaît à l'idée de culture de masse une possibilité de « multiplication des transmissions culturelles possibles et de l'expansion des publics de la culture. » (*Ibid*.) En effet, il présente dans son *Keywords* (1983) deux sens couramment donnés aux masses : « *[m]asses (i) is the modern word for many-headed multitude or mob: low*,

ignorant, unstable. Masses (ii) is a description of the same people but now seen as a positive or potentially positive social force. » (*Ibid*., p. 195) C'est ce second point qui nous pousse à réfléchir davantage au rapport entre culture de masse et culture populaire, et plus particulièrement sur la conception du populaire dans les études culturelles.

2.5.2 Repenser le populaire

Le populaire, vu comme force sociale positive peut être perçu comme le lieu de création d'un sens, puisque s'opère dès lors un authentique processus culturel de production de sens. Très tôt, les *cultural studies* abordent le développement d'une conscience de classe populaire ouvrière. Dans *La culture du pauvre*, Richard Hoggart (1973) donne à voir la distance que les classes populaires maintiennent par rapport aux classes bourgeoises dans leur consommation et leurs pratiques culturelles. Dans son magistral *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Edward P. Thompson (2017 [1963]) met en évidence le développement d'une conscience de classe au sein de la classe ouvrière anglaise. Pour les besoins de notre propos, nous nous concentrerons cependant davantage sur les propositions énoncées par Raymond Williams et Stuart Hall. Leur intérêt pour la dimension politique de la culture et leur analyse des rapports de force sont particulièrement utiles pour saisir l'intelligibilité de notre objet de recherche. La culture est entendue comme « espace d'une lutte interprétative, ce que [Hall] appelle "la politique de la signification", ouvre la voie à une analyse des relations de pouvoir (au sens de Foucault) qui, au sein d'une culture donnée, voient s'affronter différents codes d'interprétation, différents régimes discursifs ou de vérité » (Cervulle, 2008, p. 12) Cependant, notre conception du populaire apparaît régie par deux conceptions centrales, deux significations du terme.

Dans un premier temps, le populaire dans son acception la plus commune tend à regrouper « les choses qui sont dites "populaires" parce que des masses de gens les écoutent, les achètent, les lisent, les consomment et semblent en retirer un grand plaisir.

[…] On l'associe assez justement à la manipulation et à la dépréciation de la culture du peuple. » (Hall, 2008, p. 119) Ce sens rejoint alors ce qui sous-tend le projet manipulatoire des médias de masse chez Williams. Cette domination culturelle a déjà été traitée par les tenants de la théorie critique, comme nous l'avons évoqué plus tôt et a provoqué une volonté de rupture par les fondateurs du *Centre for Contemporary Cultural Studies* (CCCS). Stuart Hall reprend cette critique, notamment par rapport à une stratégie consistant à opposer à la culture populaire « une autre culture "alternative" - l'authentique "culture populaire" – et à dire que la "véritable" classe ouvrière (quelle qu'elle soit) ne se laisse pas tromper par ses ersatz commerciaux. C'est une alternative héroïque, mais peu convaincante. » (*Ibid*., p. 120) Cette conception laisse cependant de côté, selon Hall, le caractère intrinsèquement conflictuel qui s'exerce au niveau culturel. De ce fait, il rejette fermement l'existence d'une « culture populaire authentique et autonome échappant au champ de forces des relations de pouvoir et de domination culturels. » (*Ibid*.)

L'idée pour Hall est donc de prendre en compte les capacités cognitives des « gens ordinaires », de ceux qui sont couramment définis comme les masses populaires, en leur rendant leur caractère réflexif. En reconnaissant la capacité des masses à observer et à identifier la « manière dont les réalités de la vie de la classe ouvrière sont réorganisées, reconstruites et reformées par celle [la manière] dont elles sont représentées […] » (*Ibid*.,) nous pouvons alors prendre conscience de la concentration du pouvoir culturel, de cette « capacité d'un petit nombre à fabriquer la culture. » (*Ibid*., p. 121) Cette imposition de représentations est observable dans la reproduction, la répétition d'images, de stéréotypes qui tendent au final à influencer la définition que les gens ordinaires se font d'eux-mêmes. Cette domination culturelle produit un certain nombre d'effets sur la société, mais elle ne peut pas être pensée en dehors des rapports de pouvoir qui s'exercent au sein des rapports culturels. En effet, pour Hall et dans la suite de la réflexion gramscienne, « la culture dominante mène une lutte continue et

nécessairement inégale pour désorganiser et réorganiser la culture populaire, pour réduire et confiner ses définitions et ses formes à une large palette de formes dominantes. » (*Ibid*.)

La seconde définition du populaire proposée par Hall, « la définition descriptive – [pour Hall] est plus acceptable. La culture populaire, ce sont toutes les choses que "le peuple" fait ou a faites. Nous sommes proches ici d'une définition "anthropologique" du terme : la culture, les mœurs, les coutumes et le folklore "du peuple". Tout ce qui définit leur "mode de vie particulier" ». (*Ibid.*, p.122). Cette seconde définition qui se rapproche davantage de la définition proposée par Williams lorsqu'il parle de culture ordinaire pose cependant à Hall deux problèmes. D'une part, il la considère comme trop descriptive. Si la culture intègre *tout* ce que fait le peuple, ou presque, la liste des composantes de la culture apparaît pour Hall beaucoup trop imposante. Il est donc nécessaire d'être en mesure de discerner ce qui est ou n'est pas la culture populaire (*Ibid*.). D'autre part, cette définition ne permet pas, selon Hall, d'analyser les relations de pouvoir, de division au sein de la culture. Le caractère descriptif de la définition tend ainsi à constituer la culture populaire au sein d'un carcan, de catégories figées ne permettant alors pas de saisir adéquatement les modifications ayant lieu au sein du champ de la culture. En effet, pour Hall, « le principe structurant du "populaire" entendu en ce sens, ce sont les tensions et les oppositions entre ce qui appartient au domaine central de l'élite ou de la culture dominante et ce qui relève de la culture de la "périphérie". C'est cette opposition qui structure en permanence le domaine de la culture en "populaire"/"non populaire". » (*Ibid*.) Dès lors que le populaire est perçu comme une catégorie descriptive, il devient compliqué de saisir l'évolution culturelle. Dans cette lignée, Hall va donc proposer une troisième définition du « populaire » qu'il considère comme plus opérationnelle.

> Elle embrasse, pour une période donnée, les formes et les activités qui ont leurs racines dans les conditions sociales et matérielles des classes

> particulières, et qui se sont incarnées dans les traditions et les pratiques populaires. En ce sens, cette définition retient ce qui est utile dans la définition descriptive, mais elle va plus loin et souligne que l'essentiel, ce sont les relations qui définissent la « culture populaire » dans une tension continue (de corrélation, d'influence et d'antagonisme) avec la culture dominante. *(Ibid*., p. 123)

Cette définition du « populaire » prend alors en compte un contexte précis pour son étude des relations de pouvoir qui s'opèrent dans le champ culturel. Le rapport entre culture et hégémonie n'est alors plus perçu uniquement en termes discursifs du fait de l'importance du contexte proposée ici par Hall. Si la culture est perçue comme perpétuellement en mouvement, elle est le lieu d'un rapport hégémonique constant. L'idée de Hall est ainsi de considérer « ces relations comme un processus : le processus par lequel certaines choses sont activement préférées de telle sorte que d'autres puissent être détrônées. » (*Ibid*.) Ainsi, les représentations dominantes d'aujourd'hui pourront devenir les positions minoritaires de demain.

Cette conception dialectique de la culture fait état de ce qui a pu être considéré comme le tournant gramscien et bakhtinien des *Cultural Studies* sous l'impulsion de Stuart Hall. Ce moment est central, car il permet de percevoir que

> [l]es messages médiatiques ne traduisent pas l'existence d'une domination idéologique unifiée venue d'en haut ni même la folle tyrannie d'un monde de la communication devenu indépendant, jouant pour lui seul, mais un simple état de compromis en faveur des visées hégémoniques plurielles d'une bourgeoisie en « équilibre instable », devant composer avec des médias de masse qui ont des logiques relativement autonomes même s'ils relèvent surtout de l'univers socioprofessionnel supérieur, et devant lutter avec des fractions résistantes multiples de la société qui n'acceptent pas simplement les définitions du réel véhiculées par les médias, pesant même sur leur formulation. (Maigret 2005, p. 27)

2.5.3 Politiser les masses ? Penser le populaire en termes politiques

Ce rapport dialogique nous permet ainsi de penser un nouveau rapport social, toujours contesté, en mouvement permanent. La pensée de Hall sur le populaire nous permet également de faire un lien entre la représentation du populaire perçue à travers le prisme médiatique et une représentation politique du populaire.

Soulignons tout de même que les origines du « populaire » sont éminemment politiques du fait de leurs relations complexes avec l'idée de classes. En effet,

> Le terme « populaire » désigne cette relation quelque peu déplacée entre la culture et les classes. Plus exactement, il fait référence à cette alliance de classes et de forces qui constituent les « classes populaires ». La culture des classes opprimées et exclues est le domaine auquel le terme « populaire » nous renvoie. Et le domaine opposé – celui où le pouvoir culturel décide de ce qui en fait partie ou non – est, par définition, non « toute » une autre classe, mais cette autre alliance de classes, de strates et de forces sociales qui constitue ce qui n'est pas « le peuple » et ce que ne sont pas « les classes populaires » : la culture du bloc de pouvoir. (Hall *op. cit.*, p. 125)

C'est dans cette opposition entre « les formes populaires » et « le bloc de pouvoir » (*Ibid*.) que s'organise la culture populaire, dans cette construction d'une force populaire constituée en opposition aux détenteurs du pouvoir. Cependant, cette formation d'un sujet collectif, le peuple, autour de la notion de populaire pose un certain problème à Hall. Effectivement, il constate que « '[l]e peuple' n'est pas toujours là où il aurait toujours été, avec une culture inchangée, ses libertés et ses instincts intacts, toujours en lutte contre le joug normand, comme si, si seulement nous pouvions le « découvrir » et le ramener sur la scène, il reprendrait la place qui lui est réservée. » (*Ibid*.) En effet, pour Hall, la capacité de constitution d'un peuple revêt un caractère hautement politique, au sens où elle est le fruit d'une lutte permettant de « former avec les classes

divisées et les peuples séparés – divisés et séparés par la culture autant que par d'autres facteurs – une force culturelle populaire et démocratique. » (*Ibid*.)

Cette idée de conception du peuple s'opère par le langage, par l'intermédiaire de représentations, d'oppositions face à ce que la culture hégémonique considère comme légitime. De ce fait,

> Parfois nous pouvons être constitués comme une force contre le bloc de pouvoir : c'est l'ouverture historique au sein de laquelle il est possible de construire une culture qui soit authentiquement populaire. Mais, dans notre société, si nous ne sommes pas constitués ainsi, nous serons constitués à l'opposé : une force populaire effective, disant « oui » au pouvoir. La culture populaire est l'un des lieux où la lutte pour et contre la culture du puissant est engagée ; c'est aussi l'enjeu de cette lutte. (*Ibid*., p. 126)

Cette constitution d'un peuple comme force d'opposition face au « bloc du pouvoir », cet engagement dans la lutte au sein de la culture populaire nous renvoie alors aux propositions présentées précédemment, celles de Jacques Rancière, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. On retrouve effectivement l'approche de ces deux derniers, ceux-ci percevant l'hégémonie comme agissant en deux temps :

> Les deux opérations principales par lesquelles l'hégémonie agit sont définies respectivement comme logique de la différence et […] de l'équivalence. La première définit les identités purement différentielles [...], tandis que la seconde crée au sein de l'espace social une frontière ou un clivage interne à travers lequel les identités sociales établiront des relations de substitution partielle d'un côté ou de l'autre de la frontière. (Laclau, 2015, p. 11)

En ce sens, « **tout ordre est politique et fondé sur une certaine forme d'exclusion**. Il existe toujours d'autres possibilités qui ont été rejetées et qui peuvent être réactivées. […] **Tout ordre hégémonique est susceptible d'être remis en cause par des pratiques contre-hégémoniques, soit des pratiques qui tenteront de démanteler**

l'ordre existant pour lui substituer une autre forme d'hégémonie. » (Mouffe, 2016, p. 31-32) Dès lors,

> Pour qu'une articulation hégémonique puisse avoir lieu, il y a deux conditions […] qui sont la présence de forces antagonistes et l'instabilité des frontières qui les séparent. Ce sont seulement la présence d'un grand ensemble d'éléments flottants et la possibilité de leur articulation aux camps opposés - qui implique une constante redéfinition de ces derniers - qui constituent le champ dans lequel une pratique peut être définie comme hégémonique. Sans équivalence et sans frontières, il est impossible de parler, strictement, d'hégémonie. (Laclau & Mouffe *Op. cit.*, p. 246)

L'opération d'apparition d'un sujet hégémonique n'est possible que par le recours aux signifiants vides, nous ramenant dès lors au processus d'articulation[33] chez Laclau et Mouffe et à l'émancipation, comme fondement de la démocratie radicale chez Rancière. En d'autres termes, « [u]ne classe ou un groupe sont considérés comme hégémoniques s'ils ne restent pas enfermés dans une étroite perspective corporatiste, mais se présentent comme réalisant pour des masses plus larges de la population les objectifs plus vastes soit de l'émancipation soit de l'ordre. » (Laclau, 2015, p. 103)

[33] Articulation comme « toute pratique établissant une relation entre des éléments telle que leur identité est modifiée par la pratique articulatoire » [alors que] [le] *discours* [est] la totalité structurée qui résulte de la pratique articulatoire. » (Laclau et Mouffe, 2019, p. 196)

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

3.1 Posture épistémologique : à l'articulation des représentations

Afin de pouvoir parler de méthodologie, il nous faut présenter notre perspective communicationnelle ainsi que notre posture épistémologique propre. Notre perception de la communication en est une de la communication comme moyen d'organisation du monde, comme moyen de construction d'un monde commun, d'une réalité partagée. Une telle construction de la réalité sociale est possible, selon nous, à travers la mobilisation, la constitution et la création de significations dans le discours des individus. En effet, **le langage reste au centre du processus communicationnel, mais il « n'est pas un simple système de signes décrivant le monde, mais plutôt une médiation par laquelle les individus agissent et interagissent avec le monde**. » (Thompson, 1987, p. 7) Ceci rejoint ainsi le cadre qui revêt une forte pertinence communicationnelle au sens où, dans notre réflexion il a toujours été question des significations visant à produire un monde social.

Le rôle central de médiation joué par le langage et mis de l'avant par Thompson nous permet ainsi de faire le lien avec notre posture épistémologique se voulant avant tout critique. **Critique, au sens où nous entendons analyser l'idéologie et les rapports de pouvoir présents et véhiculés dans le monde social, à travers les discours**. En

effet, « [a]ssigner au langage cette place de médiation centrale de la vie sociale, c'est ouvrir la voie à une réorientation de la théorie des idéologies. » (*Ibid.*, p. 7) La conception *critique* de l'idéologie se différencie, chez Thompson, de la conception *neutre*. La conception *neutre* correspond aux situations dans lesquelles le terme « "idéologie" est employé comme s'il s'agissait d'un terme purement descriptif : on parle des idéologies comme de "croyances politiques" ou de "pratiques symboliques" qui relèvent de l'action sociale organisée. » (*Ibid.*, p. 9), tandis que la conception *critique* – dans laquelle nous nous alignons – est celle où « l'idéologie est essentiellement reliée au processus de maintien de relations asymétriques de pouvoir – c'est à dire dans le processus de maintien de la domination. » (*Ibid.*) Dans cette optique, Thompson rappelle que l'idéologie est « la pensée de l'autre, la pensée de quelqu'un d'autre que soi-même. Dire qu'un point de vue est idéologique, c'est **déjà** le critiquer » (*Ibid.*, p. 10).

La pertinence communicationnelle de la thèse relève d'une volonté de faire émerger la manière dont l'investissement lexical de certains termes permet à Marine Le Pen d'aborder la vie en société, et plus particulièrement la démocratie, d'une manière spécifique. Il s'agit, pour reprendre la pensée de Thompson, de mettre en évidence le processus par lequel la présidente du Front national entend maintenir des « relations asymétriques de pouvoir » (*Ibid.*, p. 9). En ce sens, en analysant les discours de Marine Le Pen depuis son arrivée à la tête du FN, la thèse pose un regard critique sur la façon dont elle remet en cause l'idéologie dominante en France pour y opposer la sienne. En d'autres termes, en s'intéressant à la façon dont Marine Le Pen donne un sens spécifique aux notions de démocratie, de peuple, de république, de nation ou encore de marges, la réflexion éclaire le cadre idéologique proposé par la présidente de la formation d'extrême droite permettant aux individus d'« agi[r] et d'intéragi[r] avec le monde » (*Ibid.*, p. 7).

La réflexion que nous souhaitons mener à travers notre recherche s'ancre plus particulièrement dans une perspective de communication interculturelle critique (Alexander *et al.*, 2014b ; Gudykunst et Mody, 2002 ; Halualani *et al.*, 2009 ; Le Gallo, 2018 ; Moon, 1996). **Un tel positionnement permet de mener une analyse diachronique des représentations qui sont susceptibles d'influencer le processus de construction identitaire des personnes touchées par les discours du Front national ainsi que les relations entre les différents groupes culturels en présence**. En ce sens, la thèse met de l'avant la vision dichotomique du peuple présenté par Marine Le Pen, au sens où celui-ci reste homogène et constitué principalement de personnes blanches, « judéo-chrétiennes », partageant une culture républicaine spécifique. L'inclusion de la figure de « l'Autre » au sein de la nation Française semble impossible s'il n'a pas la volonté de mettre de côté sa culture personnelle, son héritage culturel particulier[34]. Notre posture se situe donc au point de rencontre, d'articulation entre la communication comme processus symbolique à travers lequel la réalité est produite, maintenue et transformée (Carey, 1988), la « politisation de la position culturelle » (Kane, 2011, p. 40) et la prise en compte des expériences vécues dans un contexte spécifique (Saïd, 2005 ; Schütz, 2003).

Penser la communication interculturelle d'un point de vue critique suppose de repartir de la culture comme *lieu de lutte*, comme constituée idéologiquement (Alexander *et al.*, 2014a ; Bouchard *et al.*, 2018 ; Halualani *et al.*, 2009 ; Moon, 1996 ; Nakayama et Halualani, 2010 ; Willink *et al.*, 2014). Nous nous appuyons ici sur une vision de la culture formulée par Stuart Hall comme lieu de luttes pour et par les représentations et

[34] Il s'agit ici d'insister sur l'opposition discursive produite par Marine Le Pen entre un modèle de « gestion » de l'immigration assimilationniste – qu'elle préconise – et la possibilité d'inclusion des populations issues de l'immigration qu'elle dénonce. Cette idée spécifique est abordée aux chapitres VI et VII.

pour l'hégémonie (Hall, 1994, 1997b, 2008, 2013). En ce sens, le pouvoir ne s'exprime plus uniquement dans et à travers le langage comme constituant la culture et l'identité des groupes culturels, mais est en circulation au sein du monde social et se voit constamment contesté. En d'autres termes, la culture est un lieu de luttes au sein duquel les individus, les groupes, les États, les institutions, etc. tentent d'imposer une idéologie particulière, une manière de concevoir le monde social au sein d'une société donnée (Halualani *et al.*, 2009). Une telle problématisation du champ de la communication interculturelle critique vise à souligner la nécessaire historicisation, contextualisation et prise en compte des rapports de pouvoir dans l'observation et l'analyse des identités culturelles qui sont conçues comme dynamiques, complexes et ancrées dans des rapports socioéconomiques notamment de *race*, de genre et de classe (Halualani et al., 2009; Mendoza, 2001, 2015 [2002]; Moon, 1996). Un tel positionnement permet d'envisager l'analyse, sur la durée, de l'évolution des significations et des représentations qui entrent dans ce cadre de lutte pour l'hégémonie (Park, 1998), et qui, ultimement, viennent influencer le processus de construction identitaire ainsi que les relations entre les différents groupes culturels, aussi bien à l'échelle locale, nationale qu'internationale (Drzewiecka, 2002; Drzewiecka & Steyn, 2012; Hasian, 1998; Mendoza, 2005; Steyn, 1999, 2004). La thèse rompt alors avec une tradition interculturelle influencée par les écrits d'Edward T. Hall (1973, 1989, 1990, 1992) et reprise dans le monde francophone, qui considère l'interculturel à un niveau interpersonnel, micro (voir notamment Abdallah-Pretceille, 2001 ; Abdallah-Pretceille et Porcher, 1999 ; Arasaratnam, 2015 ; Camilleri, 1990 ; Camilleri *et al.*, 1989 ; Cohen-Emerique, 1991 ; Ladmiral et Lipiansky, 1989). Dans ce courant, les « difficultés interactionnelles, [le] positionnement et [la] négociation entre interlocuteurs, [les] stratégies et compétences interculturelles ou encore [les] filtres culturels (stéréotypes et préjugés) sont au cœur […] » (Bouchard *et al.*, 2018, p. 6) de la pensée de ces chercheures et chercheurs.

Penser la communication interculturelle d'un point de vue critique amène donc les chercheures, les chercheurs à mettre à distance la centralité du processus interactionnel pour interroger la conjoncture, les circonstances ayant conduit à cette interaction. Par conséquent, ce qui est étudié, ce sont les enjeux de pouvoir à différents moments de construction des discours en les « resitu[ant] dans le triptyque culture/identité/pouvoir et en considérer les incidences sur le processus communicationnel interculturel » (Bouchard *et al.*, 2018, p. 7). L'idée est de mettre en évidence ce qui a pu mener à la mise en place de telle ou telle loi, à la généralisation d'une représentation particulière d'un groupe social donné, à la mobilisation systématique – et systémique – de certains préjugés dans l'interaction avec un groupe donnée (racisme systémique, hétéronormativité, cisnormativité, classisme, etc. ; Willink et al., 2014), etc. Aborder, tel que nous le faisons ici, des enjeux historiquement et culturellement situés comme le racisme systémique, l'islamophobie – et son pendant fémonationaliste – ou encore la menace communautariste continuellement dénoncée par Marine Le Pen insère la thèse dans le champ de la communication interculturelle critique. Il s'agit de poser un regard critique sur la manière dont certaines catégories de la population sont pensées et imaginées par la présidente du Front national, et ultimement, mises en opposition face au « vrai » peuple français. En replaçant de telles considérations dans un contexte historique spécifique – celui notamment du discours républicain et du moment colonial de la III^{ème} République – la réflexion « permet aussi d'articuler les aspects micro (statuts et rôles des individus) et macro (sociaux, historiques et politiques) des enjeux communicationnels de pouvoir » (Bouchard *et al.*, 2018, p. 7). En d'autres termes, il s'agit d'analyser la représentation que fait Marine Le Pen du « peuple » français qu'elle entend représenter et de son extériorité, constituée en grande partie comme nous le verrons plus bas, de personnes issues de l'immigration, vivant ou revendiquant une certaine spécificité culturelle et cultuelle.

Nous souhaitons donc ici prolonger la réflexion menée lors de nos précédents travaux (Bouchard *et al.*, 2018 ; Le Gallo, 2015, 2018) en poursuivant notre analyse des liens entre culture, politique et constitution des marges, au sens où « *[a]ny act of defining culture should not forget political questions such as the following. Whose interest is served by this definition? What definitions are left out or unimagined ?* » (Collier *et al.*, 2001, p. 229)

3.2 Penser l'articulation comme outil d'analyse

Ces réflexions théoriques nous ont amenée à investiguer les liens entre discours et politique, et notamment en ce qui touche à cette relation entre inclusion et exclusion qui est le fil rouge du présent exposé. D'abord, la rhétorique constitutive qui considère que la rhétorique va au-delà de la simple persuasion d'un public, puisqu'elle repose sur la critique faite aux autres modèles rhétoriques existants qui « *usually refuses to consider the possibility that the very existence of social subjects (who would become audience members) is already a rhetorical effect* » (Charland, 1987, p. 133), et qui se base sur l'utilisation de signifiants – idéographes – pour affirmer que les individus sont toujours-déjà assujettis à un certain discours, à une certaine idéologie. Ensuite, l'apport de Judith Butler à la pensée du performatif de J.L. Austin, qui se base notamment sur un assujettissement foucaldien centré autour de la question des normes, et ainsi de leur contestation éventuelle par la marge, de leur reproduction et du pouvoir de ces normes dans le discours. Enfin, ce rapport entre inclusion et exclusion, entre dedans et dehors, s'est exprimé à travers la conception radicale de la démocratie chez Jacques Rancière et du processus d'émancipation, mais également à travers la pensée de Laclau et Mouffe concernant l'articulation qui passe par mobilisation de signifiants vides ou flottants permettant la constitution d'un peuple autour de revendications politiques convergentes.

Le point central dans l'évolution de notre argumentation touche à la constitution d'un peuple démocratique, d'un *dèmos*, à travers la mobilisation de signifiants dotés d'un sens particulier, et ce, dans le cadre de relations hégémoniques. La relation hégémonique est alors « [l]a relation par laquelle un contenu particulier devient le signifiant d'une plénitude communautaire absente est exactement ce qu'on appelle une *relation hégémonique*. La présence de signifiants vides - au sens que nous avons donné à ce terme - est la condition même de l'hégémonie» (Laclau, 2000, p. 103).

Il nous apparaît ainsi nécessaire de centrer notre méthodologie autour de ces signifiants vides, et autour de l'*articulation* de ceux-ci pour constituer une chaîne d'équivalence. Nous le ferons en gardant à l'esprit les postulats ontologiques de la théorie de l'articulation chez Laclau et Mouffe :

> *all objects and practices are meaningful, and that social meanings are contextual, relational, and contingent. In addition, it asserts that all systems of meaningful practice—or discourses—rely upon discursive exteriors that partially constitute such orders, while potentially subverting them. A little less abstractly, social relations exhibit four properties—contingency, historicity, power, and the primacy of politics (Laclau, 1990, pp. 31–6)—while the identities of social agents are constituted within structures of articulatory practice, and political subjects arise when agents are identified anew under conditions of dislocation.* (Howarth et Torfing, 2005, p. 317)

Cet angle d'approche méthodologique basé sur l'idée selon laquelle les relations sociales sont caractérisées par leur contingence, leur historicité, les relations de pouvoir ainsi que la primauté du politique nous permettra ainsi d'analyser plusieurs facettes du discours.

Comme nous l'avons évoqué plus tôt, la théorie du discours chez Laclau et Mouffe s'organise principalement autour d'une lutte pour l'hégémonie et se constitue à travers l'articulation fonctionnant « sur la base de quelques mécanismes clés, nommés

signifiant vide (un signe suffisamment indéterminé pour représenter le tout d'un discours), la logique des équivalences (qui désigne la cohérence des signes) et la logique des différences (qui articule les oppositions à l'intérieur d'un discours ou dans sa relation avec un extérieur) » (Keller, 2008, p. 50). L'articulation est une notion centrale dans la pensée des *cultural studies* et ne doit pas être perçue comme une théorie en soi (au sens de théorie formelle et close), mais plutôt comme dynamique et sujette à modifications au regard de l'objet d'étude et de son contexte (Chen et Morley, 2006). **Le social est dès lors perçu, par Laclau et Mouffe, comme une construction discursive**[35] **au sein de laquelle les phénomènes sociaux ne sont jamais fixes ce qui entraine une lutte permanente pour la définition de la société et des identités**[36] (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 25).

Afin de penser les rapports entre inclusion et exclusion qui s'opèrent, comme nous l'avons avancé jusqu'ici, au sein de la démocratie représentative française actuelle, et de témoigner d'une possible lutte pour le déplacement des frontières des significations dans le discours de Marine Le Pen, l'approche de Laclau et Mouffe nous apparaît particulièrement féconde. En effet, pour Mouffe,

> tout ordre est politique et fondé sur une certaine forme d'exclusion. Il existe toujours d'autres possibilités qui été rejetées et qui peuvent être réactivées. […] Tout ordre hégémonique est susceptible d'être remis en cause par des pratiques contre-hégémoniques, soit des pratiques qui tenteront de

[35] « L'espace social doit être considéré comme un espace *discursif* si par *discours* on ne désigne pas seulement la parole et l'écriture, mais tout autant la liaison des mots aux actions qui leur sont attachées formant ainsi des totalités significatives […] » (Laclau 2015, p. 10)

[36] Précisons ici que, si nous mobilisons la pensée du signifiant vide chez Laclau et Mouffe, notre conception du social diffère de la leur, au sens où nous mettons l'accent sur l'historicité du social. À l'instar de Hall, nous considérons que le social ne peut être uniquement discursif puisqu'il est également formé par un contexte historique, politique et économique particulier.

> démanteler l'ordre existant pour lui substituer une autre forme d'hégémonie (Mouffe 2016, p. 31‑32).

Cependant, un certain nombre de critiques ont pu être émises concernant l'absence d'une proposition méthodologique claire par les deux auteurs (Andersen, 2003 ; Jørgensen et Phillips, 2002 ; Keller, 2008 ; Nonhoff, 2007), poussant le chercheur à avoir recours aux « méthodes d'autres approches. » (Keller *op. cit*., p.51)

Afin de pouvoir proposer un itinéraire méthodologique[37], il importe de revenir au projet hégémonique tel que conceptualisé par Laclau et Mouffe et à ses fondements. Rappelons d'abord que celui-ci passe par un processus d'articulation qui dépend de deux conditions : « la présence de forces antagonistes et l'instabilité des frontières qui les séparent » (Laclau & Mouffe *Op. cit*., p. 246), et que l'hégémonie agit grâce à « deux opérations principales […] [qui] sont définies respectivement comme logique de la *différence* et la logique de l'*équivalence.* » (Laclau, 2015, p. 11). L'existence d'antagonismes et des frontières de signification sont dès lors permises par « l'expérience d'un manque […]. Ce qui manque, c'est une certaine plénitude de la communauté. […] Sans cette rupture initiale dans l'ordre social – aussi minime qu'elle soit à l'origine – la possibilité de construire un antagonisme, une frontière, ou en dernière instance, un "peuple" n'existe pas » (Laclau, 2008, p. 106).

Ce bref rappel nous permet alors de nous tourner vers la proposition méthodologique proposée par Martin Nonhoff dans son analyse de l'économie sociale de marché comme projet hégémonique (2007). Son orientation se base sur trois « stratagèmes » :

---

[37] Nous faisons ici la différence entre notre proposition d'itinéraire méthodologique comme voie à emprunter et ce que nous affirmions précédemment sur l'absence de proposition méthogologique claire chez Laclau et Mouffe. L'articulation apparaît comme cadre épistémologique et comme méthode, non comme proposition rigide d'un itinéraire méthodologique ordonné.

« I. Articulation d'équivalences entre différentes demandes en vue de l'universel II. Division antagoniste de l'espace discursif III. Représentation » (*Ibid*., p. 84). Ou encore vers un schéma plus « classique » mis de l'avant pas Keller : « (1) identifier le signifiant vide, (2) présenter un tableau de la logique des équivalences et de la logique de différences, (3) décrire la constellation de manque adressée. » (2008, p. 51)

Nous proposons ainsi une méthode en trois temps :

1. Identification d'un signifiant (dont la caractéristique est à déterminer)[38]
2. Mise en avant de la logique d'équivalence et de différence par rapport à ce signifiant, à travers la « division antagoniste de l'espace discursif » proposée par Nonhoff.
3. Identification et analyse du manque, au sens où « toutes les demandes qui sont mises en équivalence sont articulées comme une part d'un projet afin de combler le manque de l'universel spécifique » (Nonhoff, 2007, p. 85)

3.3 Grille d'analyse

Pour reprendre le premier point de notre démarche méthodologique, voici comment nous comptons identifier les signifiants qui constitueront la première étape de notre analyse. À partir de la littérature existante sur les discours, la politique et l'histoire du Front national, notre fréquentation du corpus, notre intuition personnelle et nos lectures

[38] La pensée de Laclau sur la différence qu'il établit entre signifiant flottant et signifiant vide tendant à évoluer au fur et à mesure de son œuvre, nous partons du principe que nous identifions d'abord et avant tout un signifiant, un terme, un concept qui déclenche cette fameuse « chaîne d'équivalences ».

nous amènent à proposer quatre thèmes centraux du discours frontiste que nous identifions en amont de notre analyse comme signifiants pertinents. Nous repartons ainsi de l'idée de Laclau selon laquelle la formation du populisme passe par trois phases

> l'unification d'une pluralité de demandes dans une chaîne d'équivalences ; la constitution d'une frontière intérieure partageant la société en deux camps ; la consolidation de la chaîne des équivalences par la construction d'une identité populaire qui, qualitativement, n'est pas la simple addition des maillons équivalents. (*Ibid.*, p. 96)

Comme nous l'avons dit précédemment, dans cette situation, l'identité populaire mobilisée représente une portion de la société aspirant à être perçue et conçue comme le tout du peuple. On assiste alors à un mouvement dans lequel « nous avons besoin d'une *plebs* qui prétende être le seul *populus* légitime, c'est-à-dire **d'une partie qui veuille jouer le rôle de la totalité de la communauté**. » (*Ibid.*, p. 101) Ce moment de rupture part de l'expérience d'un manque que nous avons abordé précédemment. La prétention à la légitimité qui se lit ici se fait par rapport à un extérieur constitutif que nous décelons historiquement dans les demandes et revendications du Front national.

Ainsi, notre intuition nous pousse à proposer la grille d'analyse de départ organisée autour des **signifiants suivants**[39] **:**

- **Souveraineté française ;**
- **Peuple ;**
- **Nation ;**
- **Identité.**

---

[39] L'évolution, ou non, au fur et à mesure de notre collecte de données de ces catégories sera présentée dans le chapitre suivant.

Chacun de ces termes apparait comme signifiant indéterminé au sens où il n'a pas en tant que tel de signifié « car il n'existe que sous les diverses formes dans lesquelles il est effectivement réalité » (Laclau 2015, p. 104), **ce sont des termes qui « dans un contexte politique donné, [deviennent] le signifiant d'un manque, [jouent] le même rôle** ». (*Ibid*., p. 105). Du point de vue du Front national, la souveraineté de la France manque puisqu'elle est remplacée par l'influence de l'Europe ; le peuple et l'identité française n'existent plus parce qu'ils sont mis à mal par l'immigration ; la nation française disparaît de la scène internationale du fait de l'affaiblissement de son armée, du remplacement de la monnaie nationale par la monnaie européenne, ou encore à cause de la perte d'influence de la France du fait de l'importance croissante des entreprises multinationales.

En somme, ces quatre signifiants seront à la base de notre codage des discours de Marine Le Pen que nous allons présenter plus bas. À partir de cette codification, nous serons en mesure d'exposer les chaines d'équivalence antagonistes qui les composent : celle des éléments de manque d'une part, et celle des demandes émises par Marine Le Pen pour « dépasser ces forces négatives » (Nonhoff, *op. cit*., p. 85) d'autre part. Rappelons que ces chaînes d'équivalences, qui se cristallisent dans et à travers un signifiant particulier – vide ou flottant – nous permettent de saisir l'*articulation* des demandes populaires. En effet, ces chaînes correspondent « non à une opération conceptuelle consistant à trouver un trait abstrait sous-jacent dans toutes les doléances sociales, mais à une opération performative qui constitue la chaîne comme telle » (Laclau, 2008, p. 119). En d'autres termes, en décortiquant les chaînes d'équivalence, nous serons en mesure de mettre au jour le signifiant permettant de combler le manque originel, et nous pourrons dès lors estimer l'évolution – ou non – entre nos signifiants de départ et ceux que nous aurons mis en exergue au long de l'analyse. Une telle procédure nous permettra alors d'évaluer le sens avec lequel sont investis ces signifiants spécifiques dans le discours de Marine Le Pen.

3.4 Techniques d'analyse

Aux fins de notre analyse, nous nous appuierons sur la version écrite des discours composant notre corpus. Pour certains, une version écrite est disponible en ligne sur le site internet du Front national. Pour d'autres, nous avons produit une retranscription à partir des vidéos disponibles sur cette même plateforme. Dans le cas des discours retranscrits directement par le parti, en partant de la version écrite « officielle », nous écouterons les discours afin de les modifier, au besoin, pour nous assurer qu'ils correspondent à ce qui a été effectivement dit par Marine Le Pen. Ces discours sont présentés en annexe.

Une fois la collecte de données effectuée, nous avons procédé au codage de nos textes en suivant la grille d'analyse présentée précédemment. Si nous avons identifié quatre signifiants centraux précédemment mentionnés, il est à noter que notre codage et notre analyse ont fait émerger un ensemble de sous-thèmes (à ce propos, voir Annexe 1). Nous les présentons au début du chapitre suivant. À toutes fins pratiques, nous avons utilisé le logiciel d'analyse qualitative de discours nVivo. Chaque signifiant mis de l'avant correspond ainsi à un « nœud » (*node*) répertorié par le logiciel. Celui-ci nous permet en effet de pouvoir procéder aisément aux changements qui s'imposeront au fil de notre analyse, et notamment en ce qui a trait aux « nœuds » utilisés, si ces derniers venaient à évoluer. Ainsi, concrètement, suite à l'importation des discours (voir annexes) dans le logiciel, nous avons entrepris le codage de notre corpus. En partant des nœuds identifiés initialement (souveraineté française, peuple, nation, identité), l'exploration des différents textes a fait émerger d'avantage de thématiques. Celles-ci ont alors été intégrées à titres de « sous » nœuds, de sous-thèmes. Au long du codage, certains nœuds et sous-nœuds ont été modifiés, fusionnés avec d'autres, voire même supprimés s'ils ne présentaient pas suffisamment de données pertinentes. L'apparition de sous-thèmes s'est opérée jusqu'à saturation, en d'autres termes, la saturation a été

atteinte une fois qu'aucune nouvelle thématique n'a émergé des discours. Autrement dit, les sous-thèmes ayant accompagné notre analyse et l'interprétation de nos données n'étaient pas pré-existants au processus de codage. Afin de faire ressortir le plus d'idées possible jusqu'à épuisement des textes, un cadre général a été fixé pour débuter le codage, cadre découlant des éléments mis en exergue dans la problématique et le cadre conceptuel. Un tel point de départ a donné une certaine latitude au processus de codage et d'analyse, puisque laissant dès le départ place à l'émergence dans l'analyse de thématiques non prévues.

Le logiciel présente également l'intérêt de regrouper dans un même environnement de travail tous les discours qui seront analysés et de pouvoir faire des recherches thématiques recoupant l'intégralité de ces sources. Précisons cependant que notre utilisation du logiciel ne prévoit pas de data visualisation – telles que les nuages de points ou de mots – et que l'analyse des données en tant que telle ne se fera pas de façon automatisée.

3.5 Corpus

Notre corpus est constitué de dix-huit discours oraux, disponibles à travers la plateforme web du Front national, et dont une transcription écrite a été produite aux fins d'analyse. Le cadrage temporel de notre objet s'étend de janvier 2011, lorsque Marine Le Pen a été élue à la tête du Front national, à mai 2017, qui correspond à la date des élections présidentielles qui ont suivi. Le choix de cette délimitation repose, en ce qui concerne la date de début, sur notre volonté de nous intéresser en priorité à l'analyse du discours de Marine Le Pen. Nous laissons ainsi de côté les comparaisons entre les discours de Jean-Marie Le Pen et de sa fille. La date de fin de notre délimitation temporelle – élections présidentielles de 2017 –, outre pour des raisons de

faisabilité, dessine un moment important de la vie politique française. Ces discours sont disponibles en annexe.

Notre intuition première, en 2016, suivait la « rumeur » d'un passage au second tour de Marine Le Pen apparaissant, pour certains acteurs de la vie médiatique ou intellectuelle française, comme étant de plus en plus probable. Ces élections de 2017 nous semblaient alors symboliques de la fin d'une ère. Il nous semblait que le résultat des élections présidentielles de 2017 donnerait le ton pour le futur du Front national. Marine Le Pen ayant eu cinq années pour mettre son parti sur le chemin du pouvoir, le dénouement de ce passage aux urnes aurait probablement un impact sur sa légitimité et son positionnement à la tête du parti. *A posteriori*, ce passage au second tour a effectivement été l'occasion d'observer une rupture, celle du manque de réactions de l'opinion publique et de la classe politique française comparativement à 2002 et à l'accession au second tour de Jean-Marie Le Pen.

Les discours qui sont analysés sont sous-divisés en trois catégories. D'abord, nous considèrerons les discours ayant été prononcés lors de congrès du parti et lors de deux campagnes (les élections régionales de 2015 et les présidentielles de 2017)

- **16 janvier 2011**, à Tours. Ce discours marque l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du Front national

Cette date nous semble marquer un certain renouveau de la figure du Front national. En effet, le parti ayant toujours été dirigé par Jean-Marie Le Pen, l'arrivée d'une nouvelle cheffe a tendu à revêtir un aspect symbolique de rupture, qui conduira notamment Marine Le Pen promettre un bouleversement de la scène politique française avec son leadership à la tête du Front national. C'est également à partir de ce moment que la volonté de « dédiabolisation » de Marine Le Pen trouvera des appuis

institutionnels (même si cela n'est pas sans créer certaines tensions au sein de la formation politique).

- **30 novembre 2014**, XVe congrès du FN ayant lieu à Lyon.

Cette réunion est notamment marquée par le plébiscite de la cheffe du parti, reconduite dans ses fonctions.

- **30 novembre 2015**, à Lille.

L'intérêt de ce moment est double. D'abord, cette prise de parole a lieu pendant la course aux élections régionales, mais surtout, ce discours fait suite aux attentats du 13 novembre à Paris[40]. Nous nous appuierons également sur trois micro-discours prononcés à la suite de ces évènements de façon à donner un point de vue global sur le traitement de ces attentats dans le discours du Front national.

- **5 févier 2017**, aux Assises présidentielles de Lyon

Pour le lancement de la campagne présidentielle du Front national.

- **1er mai 2017**, à Villepinte.

Notons ici que ce discours a lieu lors de l'entre deux-tours des élections présidentielles françaises lors desquelles Marine Le Pen a accédé au second tour. Ce discours est tenu dans le cadre du meeting politique de Marine Le Pen à Villepinte. En ce sens, malgré la date, nous considérons que ce discours tient davantage du projet électoral que des réunions annuelles du 1er mai. Nicolas Dupont-Aignan, leader du parti *Debout la France* en a fait le discours d'introduction puisqu'il s'est rallié à la candiature frontiste

[40] Il s'agit, rappelons-le, des trois attentats simultannés qui ont eu lieu le soir du 13 nombre 2015 aux abords du Stade de France à Saint-Denis, dans les 10e et 11e arrondissements de Paris ainsi que dans la salle de concerts du Bataclan.

après le premier tour contre la promesse d'être nommé premier ministre en cas de victoire de Mme Le Pen.

La seconde catégorie des discours à l'étude comprend les discours tenus dans le cadre de la manifestation traditionnelle du Front national du 1er mai[41].

- **1er mai 2011 à 2015.** Ces **cinq** discours ont donc été prononcés à la suite du défilé du Front national.
- **1er mai 2016**, discours tenu dans le cadre de la première édition du « grand banquet national » du FN.

Cette seconde catégorie nous semble pertinente de par la répétition de l'exercice. En effet, cette activité récurrente est l'occasion pour Marine Le Pen de remettre de l'avant les éléments centraux de la ligne de parti. Ces prises de paroles, télévisées pour la plupart, sont à comprendre comme des occasions pour le Front national d'étendre son influence.

La troisième catégorie de discours est celle de rentrée et/ou de clôture de l'université d'été du Front national. Ces évènements sont le moment privilégié pour le parti de faire un retour sur ses actions durant l'année écoulée et de préparer son action pour l'année

[41] La tenue de cette manifestation, contrairement à celles tenues par les mouvements dits de gauche, ne se revendique pas dans la lignée de la journée des droits du travail, mais davantage dans la célébration de la fête de Jeanne d'Arc, figure mythique souvent évoquée par Jean-Marie Le Pen. Ces discours tendent à prendre une teinte politique et sont intéressants à explorer.

à venir. En ce sens, ces discours permettent d'avoir un ancrage temporel particulier et un point de vue d'ensemble sur le discours politique du Front national.

Les discours retenus sont les suivants :

- **Le 11 septembre 2011**, discours de clôture de l'université d'été du Front national à Nice ;
- **Le 23 septembre 2012**, discours de clôture de l'université d'été du Front national à la Baule ;
- **Le 15 septembre 2013**, discours de clôture de l'université d'été du Front national à Marseille ;
- **Le 30 août 2014**, discours de rentrée politique à Brachay ;
- **Le 29 août 2015**, discours de rentrée politique à Brachay ;
- **Le 3 septembre 2016**, discours de rentrée politique à Brachay ;
- **Le 9 septembre 2017**, discours de rentrée politique à Brachay.

Notons que, lors de sa défaite au second tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen n'a pas prononcé de discours long. En ce sens, il nous apparaît que ce qui s'en est le plus rapproché est le discours prononcé à Brachay en septembre dans lequel elle parle de son expérience électorale.

CHAPITRE IV

DÉMOCRATIE, CADRE NATIONAL ET REJET DES ÉLITES : SUR LE DISCOURS DE MARINE LE PEN

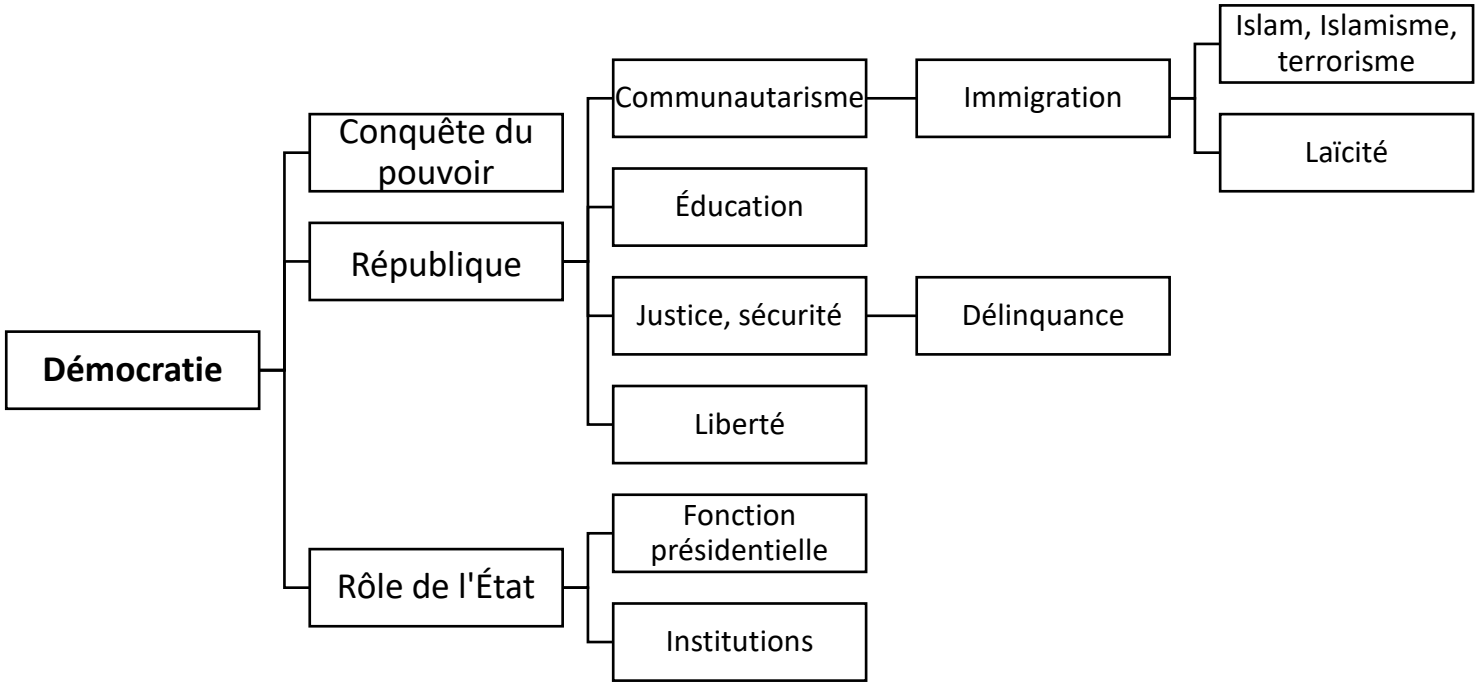
Ce chapitre vise à présenter les résultats obtenus lors de notre collecte de données. Pour ce faire, nous procèderons à une description de notre processus d'encodage de données et à la délimitation des codes utilisés. Notons ici que, lors de notre chapitre méthodologique, nous annoncions quatre signifiants :

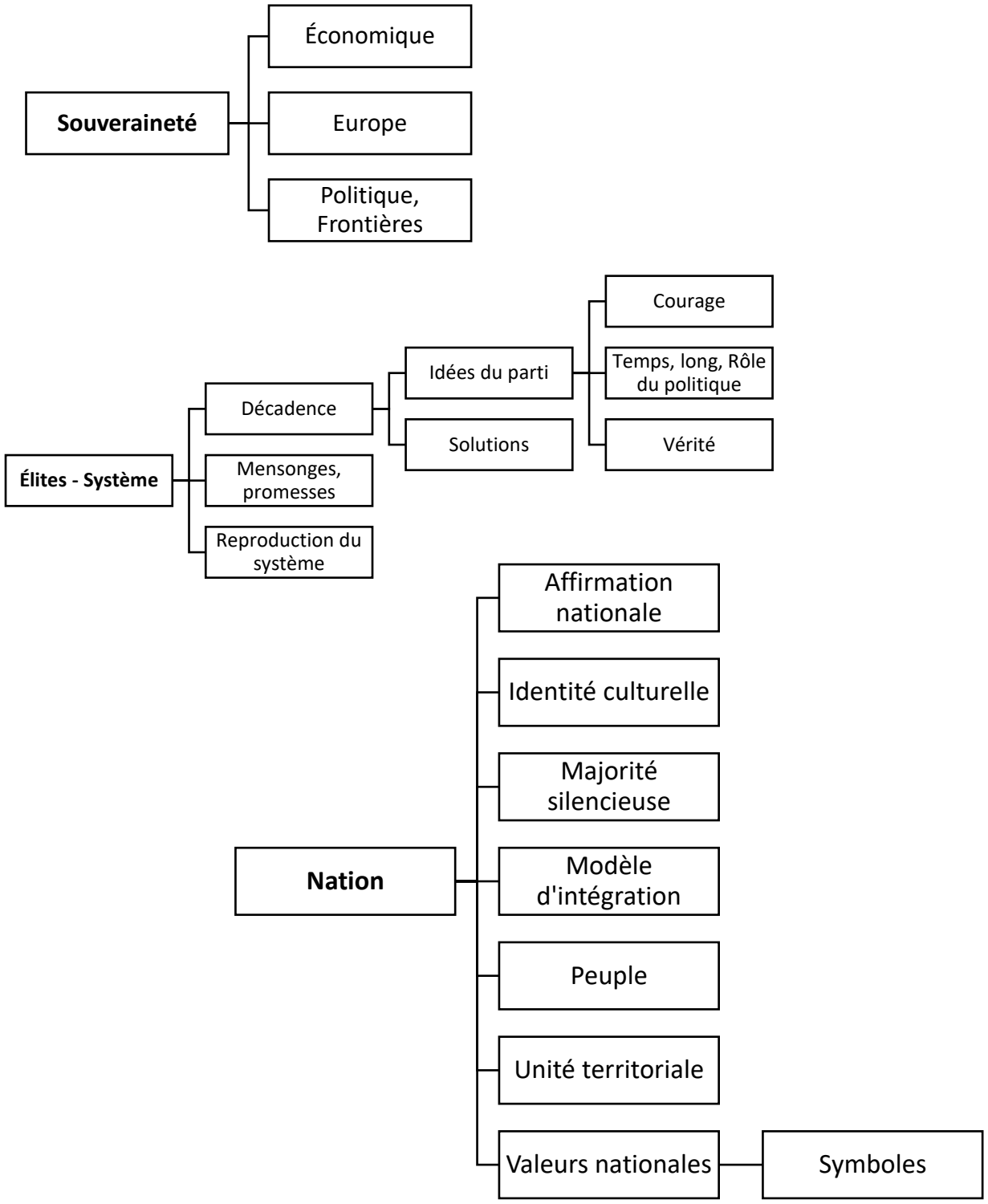
- Souveraineté française ;
- Peuple ;
- Nation ;
- Identité.

Au fur et à mesure de notre encodage, ces nœuds ont évolué pour laisser place à :

- Démocratie ;
- Élites/système ;
- Nation ;
- Souveraineté.

Nous présenterons, au long de ce chapitre ces différents nœuds d'encodage ainsi que les raisons et les causes des changements opérés. Avant cela, et dans le but de permettre une meilleure compréhension du processus, nous présentons, ci-dessous, l'arborescence des codes utilisés.


Démocratie
Conquête du pouvoir
République
Rôle de l'État
Communautarisme
Éducation
Justice, sécurité
Liberté
Fonction présidentielle
Institutions
Immigration
Délinquance
Islam, Islamisme, terrorisme
Laïcité


Économique
Souveraineté
Europe
Politique, Frontières
Courage
Idées du parti
Temps, long, Rôle du politique
Décadence
Solutions
Vérité
Élites - Système
Mensonges, promesses
Reproduction du système
Affirmation nationale
Identité culturelle
Majorité silencieuse
Nation
Modèle d'intégration
Peuple
Unité territoriale
Valeurs nationales
Symboles

4.1 Une approche de la démocratie

La question de la démocratie et, plus précisément, la manière dont Marine Le Pen la conçoit est au cœur de notre réflexion. Si ce terme peut être vu comme transversal à l'ensemble des données présentées ici, il nous est apparu au long de notre processus de codage qu'il est mobilisé directement – à savoir, nommé – par Marine Le Pen par rapport à trois idées centrales que sont la République, le rôle de l'État et le processus de conquête du pouvoir entamé par le Front national depuis son élection à la tête du parti en janvier 2011.

Lorsque le terme *démocratie* est directement employé par la présidente du Front national, elle fait appel principalement à la question du mode de scrutin électoral, à l'exemple de son discours du 30 novembre 2014 :

> Alors, mes amis, ils parlent aussi souvent vous avez remarqué, de démocratie. Ha ça, ça parle. Et ba il faut qu'ils arrêtent, de nous parler de démocratie et encore moins de référendum s'il vous plait. Parce que ça fait tout de même des décennies qu'ils ont concocté des modes de scrutin qui laissent des millions de Français sans voix, sans représentants ou si peu. Sans pouvoir politique dans le but exclusif de continuer à se partager le pouvoir dans le dos du peuple. (Le Pen, 2014c)

Cette demande de renouvellement du mode de scrutin s'inscrit notamment dans la volonté du Front national de mettre en place la pratique du référendum d'initiative populaire (RIP) par le biais duquel il serait possible au « peuple » de revenir sur une loi ayant été votée, dès lors que 500 000 personnes en font la demande formelle (Le Pen, 2016b, 2017b). La forme que prend la démocratie dans le discours de Marine Le Pen est donc celle de l'expression du peuple :

> Le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. En un mot comme en cent, nous voulons remettre l'État entre les mains du peuple.Si nous voulons la démocratie, si nous voulons que les Français puissent être maîtres de leur destin, c'est bien parce que nous croyons en leur bon sens, en leur lucidité. La démocratie ne nous fait pas peur. (Le Pen, 2011c)

À travers ces revendications, Marine Le Pen reste proche du texte de la Constitution de la V^{ème} République dont les principes sont les suivants : la France est « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » (Assemblée nationale, 1958, p. art.1) dont le fondement est le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (*Ibid*., art.2). L'article 3 du même document précise que la « souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses **représentants et par la voie du référendum**[42] ».

À partir de cette idée, la présidente du Front national tisse un ensemble de liens que l'on observe au travers des codes présentés ci-après : 1) le possible détournement de ce pouvoir du peuple, par et pour celui-ci à des fins de contrôle de l'action de l'État[43], 2) à réaffirmer la primauté de la souveraineté du peuple français sur celle de l'Union

[42] Nous soulignons.

[43] « Et je leur demanderai de vérifier, un par un, que ces engagements sont tenus ! C'est ce que j'appelle la démocratie de contrôle. Car, sans contrôle, pas de démocratie ! » (Le Pen, 2017b)

européenne[44], mais également 3) à remettre en question la reproduction du système et des élites politiques décriée par le parti d'extrême droite[45].

On recense 37 occurrences du terme démocratie dans les discours à l'étude. Nous avons subdivisé ce code en trois nœuds : République, Rôle de l'État et Conquête du pouvoir.

4.1.1 L'affirmation républicaine

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du Front national en janvier 2011 marque une évolution significative dans la position de la formation d'extrême droite vis-à-vis de la République et des valeurs républicaines (que nous détaillons plus bas). Le parti – connu pour ses positions antidémocratiques et son rejet à plusieurs égards des principes républicains que sont la liberté, l'égalité et la fraternité – semble avoir pris un tournant par rapport à cette question. En effet, notre analyse montre qu'elle souhaite procéder à une réaffirmation du caractère républicain de la formation d'extrême droite :

> Alors oui, mes chers amis, si l'on veut tenter de nous définir, je l'affirme sans ambages : nous sommes profondément républicains, profondément et sincèrement attachés aux piliers de notre pacte collectif, aux valeurs fondamentales que s'est choisies la France, aux principes fondateurs sur lesquels elle s'est construite.

---

[44] « La démocratie n'est pas un exercice hors-sol. Elle s'exerce das le cadre de la nation, c'est-à-dire le peuple tout entier, le peuple français. Nous le répétons souvent. La raison pour laquelle il n'y a pas de démocratie possible au niveau de l'Union européenne, c'est parce qu'il n'y a pas de peuple européen. » (Le Pen, 2015b)

[45] « S'il s'agit d'élire des représentants qui n'ont plus aucun pouvoir, mais *quid* de la démocratie ? Mettre un morceau de papier carré dans une boite en plastique n'est pas suffisant si l'ensemble des pouvoirs ont été transférés en d'autres mains que vous n'avez pas choisies. Or c'est exactement le cas aujourd'hui. Dépourvus de notre souveraineté territoriale, législative, économique, monétaire, budgétaire, nous élisons en réalité des pantins. » (Le Pen, 2014c)

> Mais, contrairement aux autres partis, nous considérons qu'il ne suffit pas d'affirmer son attachement à ses valeurs, il faut leur donner les conditions indispensables à leur existence.
> Or, à la liberté, l'égalité, la fraternité et l'unité, l'UMP et le PS ont substitué la soumission, l'injustice et l'individualisme prédateur, la loi du fort sur le faible et la fragmentation. (Le Pen, 2013a)

Plus encore, sous la présidence de Marine Le Pen, il semblerait que le parti d'extrême droite soit le seul à défendre *réellement* la République et les valeurs républicaines (Le Pen, 2012a). Face aux attaques formulées à cet égard par les dirigeants des autres partis politiques – à l'époque, François Hollande, candidat à l'élection présidentielle pour le Parti socialiste et Nicolas Sarkozy, président sortant visant sa réélection à titre de candidat de l'UMP – Marine Le Pen répond en remettant en question la légitimité de ses adversaires (« Oh. Depuis quelques jours j'entends beaucoup gloser. Sommes-nous compatibles avec la république ? Et oui on ose encore poser cette question. Mais quelle légitimité a donc M. Sarkozy ? Quelle légitimité a donc M. Hollande pour déterminer qui est ou qui n'est pas républicain et quelles sont donc ces valeurs républicaines qu'ils défendraient et pas nous ? » (Le Pen, 2012)). Cet argument, avancé lors de l'entre deux-tours vise alors, non seulement à affirmer le caractère républicain de son parti, mais également à remettre en question les capacités de ces « candidats du système » à diriger et à redresser la situation politique, économique et sociale de la France.

Les atteintes à la République évoquées par Marine Le Pen sont nombreuses. Nous avons choisi d'en sélectionner un certain nombre au regard de leur pertinence par rapport à notre analyse, les voici : la question du communautarisme, l'éducation, l'égalité, la justice et la sécurité, ainsi que la question de la liberté.

4.1.1.1 Face aux communautarismes

Dans le discours de Marine Le Pen, le communautarisme est fréquemment mis au banc des accusés dans le procès sur la situation actuelle de la France. Ainsi, dans notre corpus, elle aborde ce sujet à 70 reprises. Ce thème est notamment connexe à celui de l'immigration (traité 78 fois), enjeu lui-même subdivisé entre les thématiques de l' « islam, islamisme, terrorisme » (54 références) et la question de la laïcité (17 références). Il importe de préciser les raisons pour lesquelles la question migratoire, la laïcité et le traitement de l'islam sont mobilisés au sein de ce grand ensemble qu'est le communautarisme.

En ce qui a trait à la question migratoire, le discours de Marine Le Pen porte à croire que l'immigration – souvent caractérisée comme étant « massive » – est un danger pour la France et pour le peuple français. À ce titre, la présidente du parti propose, notamment, de mettre fin à l'accueil des personnes immigrantes en France[46] (Le Pen, 2013b), puisqu'« il y a une autre crise, très grave, qui prend chaque jour de l'ampleur : la déferlante migratoire. Ils ne vous le disent pas et pourtant c'est la réalité, la situation de l'immigration est aujourd'hui, en France, totalement hors contrôle » (Le Pen, 2015b). Marine Le Pen déplore, en effet, le fait que « [c]ontre la volonté du peuple, et ce depuis des années, ils [les gouvernements successifs] ont continué à mettre en oeuvre la même politique d'immigration qui voit entrer des centaines de milliers de personnes légalement ou illégalement sur notre territoire » (Le Pen, 2014c).

[46] « L'assimiliation à la nation française est indispensable et elle ne se fera qu'en arrêtant l'immigration légale et clandestine, en rappelant des règles claires et fermes et en redonnant à chacun la fierté d'être français! » (Le Pen, 2013b)

Ce rejet de la volonté des dirigeants de continuer à «imposer » une immigration « massive » s'enracine dans : le rejet de l'Union européenne et de l'espace Schengen, la dénonciation de l'immigration que Marine Le Pen caractérise d'illégale (en parlant notamment des sans-papiers et des réfugiés), et, par le fait même, les privilèges supposés dont bénéficient les personnes immigrantes par rapport au peuple français[47].

Le lien entre l'immigration en France et le communautarisme se lit notamment dans l'amalgame[48] proposé par Marine Le Pen de faire des personnes en situation d'exil forcé (après l'été 2015) et des personnes immigrantes provenant notamment du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, des *passagers clandestins* du système français pour qui « choisir la France et devenir français c'est seulement y vivre et y payer sa facture d'électricité […]. Profiter pour certains de ces bienfaits sans y avoir contribué et pratiquer leurs usages en ignorant les nôtres » (Le Pen, 2014a). Ainsi, pour elle,

> S'appuyant sur une immigration massive et incontrôlée, ces groupes ont développé leurs réseaux, pris en main des quartiers entiers où ils imposent leur vision, leur culture, leurs interdits, leurs spécificités alimentaires ou vestimentaires. Les voiles, mes amis, hier encore exceptionnels, se sont multipliés. Leur nombre, on peut le dire, a même explosé. Avec la volonté d'un affichage qui n'a rien d'innocent. Utilisés comme une arme politique. (Le Pen, 2012b)

---

[47] « Ils expliquent donc aux français que, précisément parce qu'ils sont français, ils devront passer derrière ceux qui ne le sont pas. Ils disent-- ils disent que tout le monde peut venir chez nous, alors que nous n'avons plus rien à offrir, pas même aux nôtres. Charité bien ordonnée commence donc maintenant par les autres » (Le Pen, 2014c).

[48] Notons ici que, suite aux attentats de Charlie Hebdo, de l'Hyper Cacher et du Bataclan, en 2015, ce terme d'amalgame a connu un certain regain de popularité au sein de l'espace public français, galvaudant ses particularités. Nous l'utilisons ici selon la définition suivante : « Mélange, alliance d'éléments hétérogènes et parfois contraires » (CNRTL, s. d.-a).

Ce rapprochement – caractérisé ici par le rejet du port du voile pour les femmes musulmanes – nous amène ainsi à traiter de la question de l'Islam, souvent liée dans le discours de la cheffe frontiste à l'islamisme et au terrorisme. La religion musulmane, dans le discours de Marine Le Pen est souvent liée à une dérive communautaire, comme indiqué dans la précédente citation et comme nous en parlerons plus bas, mais surtout, elle est le point de départ de dérives « totalitaires ». Pour Marine Le Pen, le Front national a d'ailleurs joué un rôle de précurseur dans la dénonciation des dérives islamistes. Elle avançait, par exemple, le 23 septembre 2012 à l'Université d'été du FN à la Baule : « nous sommes régulièrement de véritables révélateurs de cette collusion. Immigration, prières de rue, abattoirs halals. À chaque fois, spontanément, UMP et PS ont crié au loup contre nous » (Le Pen, 2012b).

Dès lors, dans son discours sont entremêlés des arguments se rapportant à l'immigration, au communautarisme, à l'intégrisme islamiste, mais également au port du voile et de la djellaba, et ce, sans distinction aucune. Marine Le Pen fait, dans ses discours, une différence entre un islam « modéré » et une pratique « extrême » de celui-ci. Elle argue cependant qu'une menace islamiste se développe au sein des banlieues, que des zones de non-droit se consolident, qu'en leur sein, la menace du fondamentalisme islamiste et du terrorisme fermente, et que le fait même de dénoncer ce processus vaut aux défenseurs de « notre République » l'appellation d'islamophobes.

Cette dénomination, farouchement niée par la présidente du Front national, permet alors de faire le lien avec la dernière subdivision du code « Communautarisme » en abordant la question de la laïcité. En effet, elle regrette le fait qu'

> [e]n traitant d'islamophobes, tous ceux qui avaient le malheur de réclamer le respect de la laïcité, mais aussi du bon sens, le respect de nos lois et de notre mode de vie, de nos principes d'unité, de méritocratie, le respect de notre culture, de notre identité […] nos dirigeants n'ont pas seulement laissé faire, ils ont organisé, aidé, soutenu le chaos actuel (Le Pen, 2015a).

Ainsi, la laïcité est une revendication centrale du FN, certes, mais celle-ci se fait en opposition à la communauté musulmane – accusée du port de signes ostentatoires dans l'espace public et de recourir abusivement au terme « islamophobie » - dont les revendications communautaristes vont à l'encontre des valeurs républicaines.

4.1.1.2 Reprendre en main l'éducation

Ces valeurs républicaines mises de l'avant par Marine Le Pen ne sont pas uniquement remises en cause par le communautarisme qu'elle dénonce, elles le sont également par une perte de confiance vis-à-vis du système éducatif français. L'école est, pour la présidente du Front national, non seulement le lieu de transmission des valeurs centrales à la vie en commun, mais également le moyen d'assimiler l'ensemble des Français au sein d'un territoire unifié. Cependant, cette école serait en danger du fait des politiques mises en place par les gouvernements successifs – et la reproduction d'une élite politique qu'elle vilipende. En effet, pour elle :

> Dans le même temps, ils [les gouvernants] démantèlent l'École de la République, creuset culturel, outil de l'assimilation de tous les Français dans un seul espace public national. Là non plus il n'y a aucune fatalité.
> Je veux une École qui transmette les savoirs.
> Je veux une École qui transmette notre histoire.
> Je veux une École qui apprenne le respect, à commencer par celui des enseignants.
> Je veux une École qui s'accroche au bon sens et qui tourne le dos aux dingueries pédagogistes.
> Une école de la tranquillité, de la sécurité, de la sérénité.
> Je veux en un mot le redressement de l'École de la République.

> Je sais que nos amis du Collectif Racine[49], regroupement d'enseignants, de professeurs, amoureux de l'école et de la France, s'y emploient avec passion et rigueur. Qu'ils aient tous nos encouragements, et vos applaudissements ! (Le Pen, 2013b)

En ce sens, les propositions faites par Marine Le Pen en ce qui a trait à l'éducation visent à retrouver l'autorité perdue du système éducatif français, à redonner ses lettres de noblesse au travail manuel qui sera alors « libéré du mépris des bobos et retrouvera la dignité qu'il a injustement perdue » (Le Pen, 2011a), et finalement, à refaire de l'école le lieu de la transmission des valeurs de la République, de « [f]aire de l'École de la République le creuset de la citoyenneté par l'exigence et l'effort » (Le Pen, 2015a).

4.1.1.3 Le retour du discours sécuritaire

La question de l'autorité tient un rôle central dans le discours du Front national en matière d'éducation. On la retrouve également dans ce qui relève, plus généralement, de la cohésion sociale; dans le souhait de retrouver un appareil juridique fort et égalitaire, et dans la volonté d'apporter une attention plus soutenue aux besoins des forces de l'ordre.

Marine Le Pen aborde à 64 reprises la question de la justice et de la sécurité dans le corpus à l'étude. Elle fait le constat de l'échec des politiques juridiques et de maintien de l'ordre mises en place par les gouvernements successifs du PS et des Républicains. Dès lors, il y a un besoin affirmé de revenir à une application stricte de la loi : « La

---

[49] Notons ici que ce collectif, d'ailleurs fondé par Marine Le Pen en 2013 (Clavel, 2013), l'a soutenue jusqu'en 2017 avant de changer d'allégeance et de suivre les Patriotes de Florian Philippot.

première des libertés est la sécurité. Ce sera une des priorités du quinquennat. Comment, me direz-vous puisque depuis trente ans tous les gouvernements ont échoué ? Notre méthode est simple : nous allons appliquer la loi ! » (Le Pen, 2017b). Ces manquements sont mis en lien avec les politiques « immigrationnistes » des deux partis historiques, et nous ramènent, ici encore, à la menace communautariste qui pèserait sur le système républicain[50].

Si Marine Le Pen souhaite faire revenir la loi et l'ordre en réinstaurant un système de justice fort et en soutenant davantage les forces policières, il nous faut cependant noter ici que le propos est paradoxal. En effet, le lien qui est fait entre justice, sécurité et délinquance, n'est pas si banal dans la bouche de la présidente du parti d'extrême droite. En faisant planer la menace communautariste sur la République, nous pouvons également lire la création de deux types de justiciables, les Français face aux « autres ». Les personnes se regroupant au sein des diverses communautés culturelles participeraient, dès lors, à troubler l'ordre public pour les Français. Cette manière de concevoir les rapports ethnoculturels vient contredire le souhait d'un appareil juridique égalitaire précédemment évoqué, mais également l'un des principes Républicains qu'est l'égalité.

À travers la dénonciation que Marine Le Pen fait du problème de la délinquance, ce sont, une fois encore, les banlieues qui sont visées par le discours frontiste, et

[50] « Une France de l'insécurité et de l'immigration, voilà ce qu'ils nous laissent. Un pays livré à la loi des plus cruels, des plus brutaux, des plus cyniques. Et que dire de la situation économique et sociales ? » (Le Pen, 2011a)

notamment à travers la dénonciation de zones de « non-droit », de ce qui a pu être caractérisé de « territoire perdu de la République » (Bouamama, 2006)[51] :

> [d]ans ce combat pour la sécurité, première des libertés, les pouvoirs successifs ont aussi échoué gravement, empêtrés dans le laxisme et la culture de l'excuse, ils ont laissé se multiplier les zones de non-droit, livrant des quartiers entiers à la loi des mafias et les Français qui y vivent à l'oppression du désordre (Le Pen, 2011a).

Cette délinquance massive, étrangère au sein même du territoire national[52] est perçue comme une attaque directement – et délibérément – tournée vers le « peuple » français, vers cette France des invisibles dont Marine Le Pen se fait la porte-parole à travers ses différents discours :

> Si la France des oubliés est oubliée de l'UMPS, elle n'est pas oubliée des malfaiteurs. Il suffit de lire la presse locale. Quotidiens, hebdomadaires, tous sont remplis à longueur de colonnes de ces faits-divers terribles, qui pourrissent des vies et en prennent d'autres (Le Pen, 2016b).

Finalement, cette délinquance qui nécessite un retour à un État fort et égalitaire permet à Marine Le Pen d'aborder la question de la liberté, principe républicain fondamental, puisque la sécurité est aux yeux de la présidente du Front national la « première des

---

[51] Les notions de « zones de non-droit » et de « territoire perdu de la République » sont ici utilisées comme synonymes. Dans les deux cas, il s'agit de dénoncer un processus de ghettoïsation des banlieues du fait du communautarisme. Notons ici que l'appelation de « territoire perdu de la République » est issue du discours de SOS-racisme (Bouamama, 2006), ne faisant dès lors plus du discours sur le communautarisme un sujet réservé à la droite et à l'extrême droite.

[52] « La certitude des poursuites, la certitude de la sanction, la certitude de la peine avec pour les étrangers délinquants, la reconduite automatique à la frontière […] Nous allons vraiment en finir avec l'impunité des délinquants, les zones de non-droit, la dictature de caïds sur certains quartiers, les trafics de drogue ou d'armes, les cambriolages, les voitures brûlées » (Le Pen, 2017b).

libertés ». La délinquance se lit alors comme une brimade à la liberté des Françaises, des Français, qui ne sont plus libres de vivre paisiblement.

4.1.1.4 L'essentielle liberté

La question de la liberté est traitée à 48 reprises dans les discours de la dirigeante du Front national. Cette thématique centrale au sein du système républicain français, est le dernier sous-thème rattaché directement à la question de la République dans notre analyse.

Dans son discours, Marine Le Pen aborde la question de la liberté sous plusieurs angles. Dans un premier temps, c'est un idéal nécessaire pour une bonne vie en société. Elle souhaite, en effet, défendre la liberté d'un peuple français particulier qui doit continuer, constamment, à lutter pour l'atteindre et la conserver : « Car nos libertés ne sont pas un acquis, il ne suffit pas de s'enorgueillir d'être la « Patrie de la liberté » pour que cela reste vrai *ad vitam aeternam* » (Le Pen, 2011a). Cette revendication s'exprime en réponse à ce que Marine Le Pen considère comme une « perte de souveraineté[53] » de la France au profit de l'Union européenne, entité supranationale rejetée par la formation d'extrême-droite [54], mais également à cause d'une reproduction d'un système considéré comme inique et dont les dirigeants ne cherchent qu'à obtenir le plus de

[53] Comme nous le verrons plus tard, il s'agit ici d'une perte de souveraineté politique, économique et monétaire.

[54] « Il faut d'abord à la France retrouver sa liberté. Sa liberté en tant qu'État, sa liberté en tant que Nation. Une France libre, c'est une France souveraine et indépendante ! » (Le Pen, 2013b)

pouvoir possible [55] . L'ouverture des frontières permise par l'espace Schengen représente dès lors une menace pour la sécurité des Françaises et des Français, puisqu'elle permet notamment, selon Marine Le Pen, l'entrée d'un grand nombre d'immigrants illégaux, qui iront par la suite renforcer le communautarisme tant décrié par la présidente du FN.

Liberté est alors, ici, synonyme d'indépendance face au système européen (« Moi je ne reconnais aucun pouvoir étranger sur le peuple français » (Le Pen, 2016a)), mais devient également un marqueur – et c'est ici le second temps de notre analyse à ce propos – de la personnalité de la dirigeante du FN, notamment lorsqu'elle annonce :

> Je revendique une totale liberté. Et ce n'est pas qu'un mot. Car je suis libre par rapport aux puissances auxquelles se sont soumis les autres.
> Libre par rapport à l'argent, d'abord, qu'il soit celui du Qatar qui achète tout et tout le monde, ou celui des banques et des multinationales.
> Libre par rapport à l'Union européenne ou l'Allemagne qui la domine. Moi je ne reconnais aucun pouvoir étranger sur le peuple français. Je ne crains, ni n'ai jamais prêté allégeance à aucune puissance du monde dont je défends la nécessaire multipolarité.
> Libre par rapport aux médias. Je ne suis pas, vous le savez, dans la compromission avec les puissances médiatiques. Je ne me sens redevable de personne. Même pas de l'obligation de me faire aimer par eux.
> Libre, aussi, par rapport au bilan de cette classe politique. Tous mes adversaires ont contribué à l'effondrement de la France, souvent récemment. (Le Pen, 2016a)

[55] « Cette perte de souveraineté, c'est-à-dire cette perte de liberté, n'est pas seulement législative ou territoriale. Elle sévit dans tous les domaines puisque notre classe dirigeante ne veut le pouvoir que pour les honneurs et non pour la responsabilité des prérogatives. » (Le Pen, 2011a)

Dès lors, mentionner la liberté – ici pouvant plutôt être interprétée comme de l'indépendance – permet à Marine Le Pen de se mettre en opposition face à la « caste » politique qu'elle dénonce. Cela lui permet alors de se positionner comme quelqu'un pouvant, effectivement, gouverner adéquatement le « peuple », puisqu'elle s'inscrit en opposition face à ce qu'elle considère être les agissements d'un système qui s'autoreproduit en oubliant la volonté du « peuple ».

4.1.2 Le rôle de l'État

Comme nous venons de le voir, la liberté est, pour Marine Le Pen, nécessaire au vivre-ensemble sur le territoire national français. Il ne faut cependant pas laisser de côté le fait que cette liberté est permise, selon elle, notamment par un État juste et faisant preuve d'autorité.

La problématique du rôle de l'État est traitée sous deux angles particuliers : le rôle de l'État en tant que tel – y compris le rôle et le fonctionnement des institutions – (mentionné 54 fois), et la fonction présidentielle que la dirigeante du Front national souhaite atteindre et réaffirmer (mentionnée 32 fois à travers notre corpus).

Avant d'aller plus loin, il nous faut mentionner ici que la manière d'aborder la question étatique dans le discours de Marine Le Pen découle notamment du caractère antisystème et anti-élites du Front national. En effet, à de nombreuses reprises, la nécessité d'un État fort dont elle fait la publicité est mise en opposition face aux politiques laxistes des deux partis historiques qui se sont succédé à la présidence de la République. En effet, pour elle, « nous avons besoin, chers amis, et chacun le devine aujourd'hui aisément, en ces temps obscurs où tout est flou, où tout avenir paraît incertain, où la mollesse de nos dirigeants le dispute à un véritable laxisme d'État, nous avons besoin d'autorité, et dans tous les domaines ! » (Le Pen, 2013a).

Il est, dès lors, nécessaire pour Marine Le Pen d'accéder à la tête de l'État français dans le but de remettre de l'ordre dans les affaires publiques qu'elle juge injustement traitées depuis de nombreuses années :

> Disons-le haut et fort, nous allons rompre avec les anciennes pratiques de clientélisme et de clanisme dont nous avons eu un bel exemple ce matin. L'action publique n'est pas, ou plutôt, ne doit plus être l'action d'un clan, mais celui de tous les hommes et femmes de bonne volonté qui souhaitent s'y associer. L'action publique doit intégrer en amont les vertus de l'intelligence collective, le devoir de l'écoute, la capacité de remise en cause sans lesquelles il ne peut y avoir de culture du respect et de l'efficacité. La gestion publique est d'abord une gestion éthique (Le Pen, 2015c).

Cette gestion dite éthique des affaires publiques revêt à la fois un caractère politique – celui de la rupture avec les précédents gouvernements – mais également un caractère économique. Cette dimension s'exprime, dans un premier temps, dans la nécessité pour l'État français de s'opposer aux politiques de Bruxelles et à l'Union européenne qui – et nous reviendrons là-dessus plus tard, également – tend à réduire la force et l'indépendance de la France. Une des propositions faites par Marine Le Pen est celle d'un protectionnisme « intelligent[56] » – tarifaire et non tarifaire – et d'un patriotisme économique (Le Pen, 2017b) qui permettraient, notamment, une relocalisation de la production. Pour elle, une telle politique permettrait de redynamiser l'économie du pays et de prioriser l'emploi français face à la main-d'œuvre « bon marché » d'Europe de l'Est.

---

[56] Notons ici que ce qui fait du protectionnisme voulu par Marine Le Pen un protectionnisme « intelligent » n'est jamais réellement précisé dans les discours à l'étude ici.

Dans un deuxième temps, l'intervention d'un État « stratège » doit permettre à la France de reprendre son rang de leader économique et de tête de file de l'innovation :

> Je souhaite que l'État stratège sache utiliser les entreprises publiques, non par dogmatisme étatique, mais pour développer et préserver des technologies potentiellement indispensables à l'autonomie de notre pays. […] L'État stratège doit aussi être visionnaire. À lui de voir loin et d'engager le pays dans les révolutions technologiques dont il a besoin, notamment dans le domaine de la recherche.
> Je souhaite aussi que l'État stratège s'engage pleinement dans le soutien à la révolution digitale de manière à faire de Paris et de nos métropoles régionales une place incontournable des startups.
> L'État stratège c'est celui qui défend et met en œuvre le patriotisme économique au bénéfice de nos talents (Le Pen, 2016b).

En somme, pour Marine Le Pen, l'État doit être « protecteur et efficace au service de la communauté nationale, garant de la laïcité, de la prospérité et des libertés. Un État luttant partout contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi » (Le Pen, 2011c). Cette revendication passe, notamment, par le rôle joué par le chef de l'État. La fonction présidentielle joue un rôle important dans le discours de Marine Le Pen, puisqu'elle lui permet de se présenter comme le choix quasi naturel des « sans-voix » qu'elle entend représenter.

Pour elle, en effet, « […] le chef de l'État ne peut avoir qu'une seule boussole, le peuple français, son intérêt dans tous les domaines » (Le Pen, 2016a). Il est donc nécessaire que la personne remplissant la fonction présidentielle ait une vision à long terme permettant à la France de retrouver sa grandeur, son indépendance et de remettre au

centre de la vie politique les intérêts nationaux[57]. La mission présidentielle est ici investie d'un caractère protecteur, mais également de remise en ordre des affaires du pays, au sens où, pour la présidente du Front national, il est nécessaire de mettre en œuvre une politique de préférence nationale[58] qui privilégiera les intérêts du « peuple » plutôt que ceux d'une élite politique :

> Car le courage d'un chef est toujours à l'image du courage du peuple qui le choisit. Oui, il faut aujourd'hui que chaque Française et chaque Français ait du courage. Vouloir vraiment le changement et mettre au pouvoir ceux qui ont le courage de le mettre en œuvre. Sans le courage du peuple, point de chef courageux. Sans chef courageux, point de changement salutaire. (Le Pen, 2014b)

4.1.3 Le FN, à la conquête du pouvoir

Cette représentation d'un chef fort, indépendant de la finance et des médias, courageux et dont la pensée politique est tournée, en priorité, vers les intérêts du peuple s'incarne alors – dans son discours – à travers la personnalité politique qu'est Marine Le Pen, et par extension, dans le message du Front national.

---

[57] « Oui, celui qui prétend au destin de président de la République ne doit avoir qu'une pensée, qu'une obsession, qu'un sentiment, celui de faire toujours, à chaque instant ce qui est bon pour la France. Donc ce qui est bon pour les français. » (Le Pen, 2014a)

[58] Nous reviendrons là-dessus plus bas en ce qui touche à la question de la nation dans le discours lepéniste.

Depuis son accession, en janvier 2011, à la présidence du parti, Marine Le Pen s'est efforcée de mettre en œuvre une stratégie qui permettrait au FN d'accéder aux plus hautes sphères de l'État :

> Au travail spectaculaire des éveilleurs doit maintenant, à compter de ce jour, succéder celui des bâtisseurs.
> Il faut maintenant faire du Front national un outil, un outil pour reprendre le pouvoir des mains de ceux qui ont trainé notre si beau pays jusqu'ici, dans l'état où il se trouve aujourd'hui.
> Un outil pour que nous ayons à nouveau prise sur ce qui a prise sur nous.
> Le FN sera naturellement la maison commune des Français, la grande maison des amoureux de la France. Le Front national que je présiderai sera un parti renouvelé, ouvert et efficace. (Le Pen, 2011c)

Son arrivée à la tête du Front national s'annonce alors comme un virage, comme une volonté de faire de la formation politique le vaisseau des requêtes du « peuple », mais également la force de changement dans cette vie politique française qui, répétons-le, est considérée par Marine Le Pen comme un vase clos au sein duquel ses acteurs ne cherchent qu'à maintenir leur place et leurs privilèges.

Dans le discours de la cheffe du parti, la conquête du pouvoir entamée par le Front national passe donc par cette volonté de rupture, de « remise en ordre », et quelque part de retour en arrière puisque l'on sous-entend ici que la France a déjà été en ordre :

> Mon engagement est de remettre la France en ordre en cinq ans. En pratique cela concerne tous les secteurs de notre vie :
> Remettre notre économie en ordre
> Remettre l'école en ordre
> Remettre notre Justice en ordre
> Remettre notre diplomatie en ordre
> Remettre notre sécurité en ordre
> Remettre notre solidarité en ordre (Le Pen, 2017b).

Cet engagement ne se limite pas à la seule fonction présidentielle. Le Front national est également présent aux élections municipales, sénatoriales (Le Pen, 2017c), régionales (Le Pen, 2015c), législatives (Le Pen, 2017c) et européennes (Le Pen, 2014a), et ce dans sa volonté de lutter contre le système et les élites. En règle générale, les propos concernant la conquête du pouvoir entamée par le Front national depuis 2011 visent surtout à rassembler d'éventuels votants autour de la personnalité de sa cheffe, mais également à travers le rejet des partis politiques historiques que sont le PS et les Républicains.

4.2 La dénonciation des élites et du système

Comme nous avons pu le voir précédemment, le Front national est historiquement une formation politique antisystème et anti-élites. Cette posture se lit, non seulement, dans son rejet de l'Union européenne comme entité politique supranationale, par exemple, mais également dans la dénonciation des pratiques et des politiques mises en œuvre par les gouvernements successifs qui, plutôt que de servir le peuple français, ne font, selon Marine Le Pen, qu'entretenir le *statu quo*. Nous proposons ici de revenir sur cette dénonciation du système présente dans le discours de Marine Le Pen à travers trois thématiques centrales. D'abord, nous partirons justement de cette affirmation émise par la présidente du FN d'être confrontée à un système politique qui s'autoreproduit. Ensuite, nous aborderons la manière dont la cheffe de parti se présente – et présente sa formation politique dans le même temps – en réponse à la décadence française. Finalement, nous souhaitons revenir sur la mise en lumière de la question du mensonge politique, Marine Le Pen s'appuyant à plusieurs reprises sur celle-ci afin de justifier la nécessité d'un changement radical au sein de la V^{ème} République.

4.2.1 La reproduction du système et des élites

La question de la reproduction du système et de ses élites est, sans conteste, le sujet le plus mobilisé au sein de notre corpus puisqu'il est abordé 130 fois pour les élites et 115 fois pour la reproduction du système. Cette surreprésentation numérique ne reflète cependant pas une variation importante du propos tenu. La mise en avant de cette thématique vise, la plupart du temps, à dénoncer le rôle néfaste joué par les partis historiques – le PS et les Républicains, souvent abordés sous le nom d' « UMPS » - dans la « décadence » de la France. En effet, pour Marine Le Pen :

> Ce n'est pas le peuple français qui est faible, ce sont nos élites qui l'affaiblissent.
> Ce n'est pas le peuple français qui désespère, ce sont nos élites qui nous désespèrent.
> Le peuple français n'a pas peur, ce sont nos élites qui nous font peur.
> Ce n'est pas le peuple français qui manque de courage, ce sont nos élites qui le découragent. (Le Pen, 2013b)

Nous voyons alors ici la mobilisation de deux entités rivales, radicalement opposées que sont, d'un côté, le peuple vertueux, souverain et fort, et de l'autre ces « élites » dont le seul but est de rester au pouvoir peu importe les moyens et dont les politiques font du tort à la nation française. La France, derrière ses grandes valeurs que sont la liberté, l'égalité et la fraternité serait donc mise en danger par un petit groupe de personnes – qu'elles soient de droite ou de gauche ne change rien ici, nous reviendrons là-dessus – qui oublient le peuple au profit de leurs intérêts personnels.

Cette non différenciation des deux partis historiques que sont le PS à gauche et l'UMP/Les Républicains à droite se fait sur la base d'une ressemblance entre les politiques mises en œuvre par les deux formations, sur un « faux choix » : « [n]'est il pas temps ensemble, peuple de France, de rompre avec la gigantesque supercherie que

représente le faux choix entre la droite et la gauche depuis des décennies » (Le Pen, 2014c). En effet, Marine Le Pen reproche à la gauche de mettre en place des politiques économiques de droite[59], et à la droite, de ne pas en faire assez pour protéger le peuple français et son identité[60]. L'historique clivage entre la gauche et la droite est alors remise en cause dans le discours de la présidente du Front national, bien qu'elle ne soit pas nécessairement la seule à le faire, ce sujet étant également au centre de la campagne électorale d'Emmanuel Macron en 2017, lui qui se dit « ni de gauche, ni de droite ».

Ces élites décriées auraient donc joué un rôle central dans la situation jugée catastrophique de la France, aussi bien au niveau du climat économique et social que de la perte de foi dans les valeurs historiques du pays :

> Chômage, dette, terrorisme, école, sécurité, santé. Mais je pourrais multiplier les exemples. Tous sont liés à ce passé. Ils trainent cette histoire personnelle comme un boulet et tous, au final, sont muselés par ce passé. Car comment porter un diagnostic clair quand on est soi-même responsable du désastre ? Ce serait donc se renier personnellement. Ils ne peuvent remettre en cause un système qu'ils ont créé et qui les nourrit encore aujourd'hui. (Le Pen, 2016a)

Il appartient, dès lors, au Front national, et plus particulièrement à la cheffe qu'est Marine Le Pen de renverser la vapeur en s'affirmant comme le choix naturel qui permettra à la France de sortir de sa torpeur, puisque « [a]u pire président de la

---

[59] « Hélas, trois fois hélas, presque un an de Gauche au pouvoir. […] C'est l'austérité sarkozyste sous une forme différente, La même politique faite au profit des mêmes catégories, des plus riches, de ceux que l'on protège alors qu'ils sont les seuls à n'avoir besoin d'aucune forme de protection. » (Le Pen, 2013a)

[60] « L'interdiction de renvoyer dans leur pays les étrangers criminels, les socialistes l'avaient rêvé, Sarkozy l'a fait. » (Le Pen, 2011b)

République, Nicolas Sarkozy, succède le pire président de la République, François Hollande ! Mais il faut sortir de cette spirale infernale ! Il faut maintenant un vrai chef, un chef qui agisse, enfin ! La France ne peut plus attendre ! » (Le Pen, 2013a).

Cette volonté de conquête de pouvoir par la formation d'extrême droite est cependant confrontée, selon sa présidente, à un obstacle majeur que nous avons déjà évoqué précedemment, à savoir le système de scrutin électoral qui, pour elle, vise à permettre à cette élite de se reproduire en vase clos et à empêcher le changement tant souhaité.

À cet égard, la mise en place d'un « front républicain » par l'UMP et le PS serait la preuve du barrage fait au Front national et de l'opacité du système démocratique français « gangrené ». Ce concept de front républicain est apparu lors des élections présidentielles de 1956 lorsqu'a eu lieu une alliance électorale improvisée visant à contrer le mouvement poujadiste « dont les slogans anti-étatiques et les propos xénophobes inquiètent » (Stélandre, 2011). À l'heure actuelle, cette notion vise à faire barrage au Front national lorsqu'un candidat de la formation d'extrême droite est présent au second tour d'une élection. L'occurrence peut-être la plus connue d'un tel processus est le front républicain mis en place lors de l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles de 2002. Plus récemment, les élections régionales de 2015 ont été une nouvelle illustration de cette volonté pour les partis historiques de droite et de gauche de faire barrage au FN, ce qui a d'ailleurs été fortement décrié par Marine Le Pen[61]. Ainsi, alors que douze candidates et candidats

[61] « Dans ces nouvelles régions, nous avons réussi une percée historique en décembre dernier, forçant le début d'une recomposition du paysage politique et obligeant « Les Républicains » ex-UMP et le PS à se révéler tels qu'ils sont : c'est à dire un seul et même parti, avec les mêmes idées, au service d'un seul et même système !
Ils doivent désormais s'unir pour nous battre, et ils le savent ! » (Le Pen, 2016b)

Front national ont accédé au second tour, les alliances formées entre les différents partis ayant obtenu de bons scores, ou encore le retrait de certaines personnes ont pu faire en sorte que le FN n'a gagné aucune région à l'issue de ces élections (Ministère de l'Intérieur, 2015).

À travers cette dénonciation du front républicain et des difficultés d'accession à des fonctions représentatives pour les membres du Front national, Marine Le Pen met l'accent sur la question centrale du mode de scrutin. En effet, si en France, les élections – sénatoriales mises à part – fonctionnent sur un suffrage majoritaire à deux tours, Marine Le Pen regrette le manque de représentativité des résultats des élections. Suite aux élections législatives de 2012, par exemple, elle déclare : « [m]algré un système politique qui a cadenassé les modes de scrutin justifiant l'injustifiable, avec 18% nous avons 2 députés, avec 2 % les verts en ont 18 ! » (Le Pen, 2013a). Elle demande ainsi la mise en place d'un mode de scrutin à la proportionnelle « qui permet à tous les Français et à chacun d'entre eux d'être entendus et représentés » (Le Pen, 2011a).

Si les mandats électifs sont, aux dires de Marine Le Pen, accessibles uniquement à une élite particulière, notamment du fait de l'absence d'un mode de scrutin à la proportionnelle, il en va de même pour certains emplois de la fonction publique. Pire encore, elle met de l'avant une « connivence » entre la haute fonction publique et la haute finance :

> C'est une donnée essentielle de cette nouvelle politique que je veux mener : il faut casser la connivence qui existe entre la haute fonction publique et la haute finance.
> Je ne veux plus de ces transferts entre Bercy et les multinationales de la finance, entre l'inspection générale des finances et les banques d'affaires.
> Je remettrai de l'ordre dans les affaires de l'État, du gouvernement et de son administration (Le Pen, 2013b).

Cette critique est également pour elle le moyen de s'opposer, de nouveau, à l'Union européenne, en rejetant notamment les politiques d'austérité mises en œuvre et les volontés de réforme du Code du travail :

> Cette nomination[62] elle symbolise bien la volonté de sacrifier les classes moyennes, les classes populaires, nos travailleurs pauvres et nos petits retraités sur l'autel de l'Europe, les désidératas de l'Allemagne sur l'autel de l'austérité et d'une amitié jamais démentie avec la grande finance.
> Ne vous laissez pas enfumer. Quand monsieur Macron parle de revenir aux trente-neuf heures, il faut que vous ayez à l'esprit que ce sera trente-neuf payées trente-cinq. (Le Pen, 2014b)

Pour Marine Le Pen, il existe dès lors une relation de complicité entre l'État – dans le maintien et la reproduction des élites financières et la protection des intérêts des actionnaires – et des dirigeants de grandes entreprises qui vise à mettre au premier plan les intérêts des milieux financiers, mais également des dirigeants de grandes entreprises qui profiteront, pour l'exemple donné ci-dessus, du nouveau Code du travail pour ne pas payer certaines heures travaillées par les personnes employées.

Finalement, le dernier point soutenu par Marine Le Pen concernant le rejet du système et des élites est celui de la responsabilité des gouvernements successifs dans la situation conflictuelle au Moyen-Orient :

> Ces responsables ont un nom, les rantanplan de la géopolitique : Nicolas Sarkozy et François Hollande, qui quoiqu'il dise aujourd'hui a pleinement soutenu son prédécesseur dans la guerre en Libye, cette effroyable faute,

[62] Il s'agit ici de la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique le 26 août 2014 en remplacement d'Arnaud Montebourg au sein du gouvernement Valls II.

> soutenue par l'ensemble des responsables politiques français à l'exception notable de vos serviteurs du Front national.
> Cette guerre, inspirée à Nicolas Sarkozy par sa muse BHL assoiffée de gloire médiatique, et dont l'issue a porté au pouvoir les islamistes, a eu un résultat : le chaos. (Le Pen, 2015a)

Au-delà des considérations géopolitiques, ce qui inquiète ici Marine Le Pen ce sont « les conséquences humanitaires, politiques, militaires et migratoires que le monde et l'Europe subissent aujourd'hui » (Le Pen, 2015c). En effet, pour elle, Nicolas Sarkozy, tout comme François Hollande, a joué un rôle central dans l'instauration de régimes islamistes au Moyen-Orient, et, par conséquent, est responsable de l'afflux de migrants en France et en Europe.

En somme, pour Marine Le Pen, le système politique français fonctionne en vase clos, ne laissant accéder aux fonctions décisionnelles qu'une élite particulière qui se reproduit – du fait, notamment, du mode de scrutin. Ces politiciens professionnels tendent, par ailleurs, à reproduire les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs lorsqu'il s'agit de mettre en place des politiques publiques, sociales ou économiques. En effet, afin de subsister dans ce fameux vase clos, il leur est nécessaire, aux yeux de la présidente du Front national, non seulement de maintenir une politique pouvant bénéficier aux intérêts des plus riches, mais également, de ne pas remettre en question les choix faits précédemment pour ne pas perdre une possibilité d'accès à des postes à responsabilité. Ceci entrainerait alors également la nomination de professionnels de la finance au sein des instances ministérielles, conduisant à des décisions économiques qui visent à répondre aux intérêts des classes supérieures. Du point de vue économique et politique, la France se trouve donc dans une situation critique, aux yeux de la cheffe du Front national. À ceci s'ajoutent les conséquences de la politique internationale de Nicolas Sarkozy et de François Hollande qui a créé, en France, un climat social

chaotique, notamment du fait de l'arrivée de migrants provenant du Moyen-Orient qui représentent tantôt une menace à la République – puisqu'en situation parfois irrégulière et/ou participant à la menace communautariste décriée par Marine Le Pen – tantôt une menace pour la sécurité nationale, puisqu'amalgamé à la menace terroriste.

4.2.2 Le Front national comme réponse à la décadence

Face à cette situation, le seul remède à la décadence de la France semble être un changement radical passant par l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen et du Front national. Sur ce point, plusieurs observations peuvent être faites. Tout d'abord, cette mise en avant de la notion de décadence dans le discours du Front national n'est pas nouvelle, puisqu'elle est mobilisée, notamment à travers la critique de l'insécurité qui règnerait en France, depuis le programme électoral de Jean-Marie Le Pen en 1986 (Almeida, 2014). Rappelons, ensuite, que le discours du Front national est fortement orienté vers le processus de constitution d'un bouc émissaire mis de l'avant par René Girard (2006)[63]. La mise en place d'un ennemi commun vers qui peut se retourner la violence du « peuple » s'exprime, effectivement, à travers la dénonciation que Marine Le Pen fait de la situation politique, économique et sociale de la France. L'ennemi commun n'est plus ici uniquement l'immigrant, mais également, comme nous l'avons abordé plus haut, les élites et le système qu'elles ont cadenassé. Dès lors, cette notion de décadence semble découler d'une volonté d'antagonisation de la société française à des fins électoralistes, puisque la construction d'un ennemi commun visant à canaliser

[63] À ce propos, voir la partie 1 de notre premier chapitre.

les violences est mobilisée de manière à regrouper un nombre croissant d'électeurs, d'électrices autour du projet politique de la formation d'extrême droite.

Dans le corpus, la question de la décadence est traitée à 114 reprises. Les propos qui ont émergé de notre analyse abordent tantôt un chaos orchestré par les élites qui visent à dissoudre l'identité nationale dans une culture « mondialisée », tantôt le regret de la situation vis-à-vis l'Europe ou l'immigration qui sous-tend, notamment, la menace terroriste, ou encore, la souffrance des Français, des Françaises par rapport à la situation politique, sociale et économique en France.

L'action des gouvernements successifs a, selon Marine Le Pen, joué un rôle dans le délitement d'une identité française forte. Pour elle :

> À écouter la doxa dominante, il n'y a plus aujourd'hui d'identité française autre que le métissage à marche forcée et le multiculturalisme.
> Nous serions tous de semblables représentants de l'homo-économicus, qui consomme et ne pense plus. Si choisir la France et devenir français c'est seulement y vivre et y payer sa facture d'électricité, alors effectivement rien ne distingue plus un français d'un allemand ou d'un roumain. Un français d'un algérien ou d'un chinois. Et comme la France reste un pays attrayant, les gens y viennent de plus en plus nombreux. Profiter pour certains de ces bienfaits sans y avoir contribué et pratiquer leurs usages en ignorant les nôtres.
> Et bien non.
> La France n'a pas vocation à ne plus être française. La France doit demeurer la France et son peuple demeurer français. (Le Pen, 2014a)

En ce sens, la volonté de soutenir l'Europe et la construction qu'est l'Union européenne est une menace pour la France (Le Pen, 2014c), puisqu'elle tend à reléguer l'identité nationale au rang d'appartenance de seconde zone, un ancrage auquel il serait possible de se rattacher sans partager un socle de valeurs, de symboles et une histoire commune.

Elle craint ainsi que « si l'on continue dans la voie que nous suivons depuis des décennies, c'est la décomposition de l'unité des Français, c'est, pour le dire plus simplement, la désunion, l'insurrection et peut-être même la guerre civile » (Le Pen, 2013b).

Mais cette situation qui touche à la question identitaire française n'est pas uniquement due à l'attachement des élites à l'Europe, elle l'est également à l'insécurité toujours croissante (Le Pen, 2011b), selon elle, et à la déliquescence de l'autorité de l'État et de la justice. Comme nous l'avons mentionné précédemment, Marine Le Pen souhaite retrouver un État fort (Le Pen, 2011c) en donnant davantage de moyens aux forces armées et policières qui auraient été malmenées par les précédents gouvernements (Le Pen, 2015a) et un système de justice inflexible :

> Derrière ces politiques dont on mesure aujourd'hui la profonde venimosité il y a l'idéologie soixante-huitarde qui interdisait d'interdire. Il y a le sans-frontièrisme, qui exigeait d'abaisser les protections naturelles de nos États. Il y a l'esprit de repentance, qui commandait d'empoisonner sciemment, partout, tout le temps, à tout propos l'image de la France, son histoire et la qualité de français. L'aveuglement idéologique, ou peut-être tout simplement la nullité politique de la caste, a conduit au désarmement moral de la nation, à la déliquescence de nos systèmes de défense : police, armée, justice. Au sabordage organisé de l'autorité de l'État. (Le Pen, 2015c)

Finalement, la déchéance annoncée par la cheffe du Front national s'avère très présente dans le rapport que le peuple français entretient avec l'État et avec le système politique en France. Pour elle, les Français ont perdu toute confiance envers leurs dirigeants : « Le peuple souffre. Le peuple saisi par cette impression de vide et de combines qui entourent le pouvoir pendant que le chômage, la pauvreté et l'insécurité plombent le moral de nos concitoyens » (Le Pen, 2011b).

Aux yeux de Marine Le Pen, le peuple français a, en effet, été trahi (Le Pen, 2015b). Trahi par les gouvernements successifs qui ont préféré l'Europe à la France, qui ont réduit les budgets de la police, de l'armée et de la justice, qui ont permis les délocalisations des entreprises et, par conséquent, l'augmentation du chômage sur le territoire national, qui ont favorisé les personnes immigrantes aux dépens des Français « de souche » (Le Pen, 2014c), et qui finalement, ont plongé la France dans un immobilisme néfaste :

> Mais il ne s'agit pas ici d'une grogne des Français, ce mot vulgaire et rabaissant que d'aucuns emploient pour dévaloriser la légitime colère du peuple. Il ne s'agit pas d'une saute d'humeur ou d'une insatisfaction passagère de l'opinion indexée sur la courbe, vertigineuse il faut bien le dire, du chômage, ou celle non moins vertigineuse de l'insécurité ou de l'immigration. Il s'agit d'un mécontentement à la fois profond et éclairé, de plus en plus clairvoyant et lucide sur la situation dans laquelle les gouvernements successifs ont mis le pays. (Le Pen, 2014b)

Face à cette situation, le Front national serait alors la seule issue pour sortir de cette voie à sens unique :

> Dans le brouillard d'incertitudes où évolue la France, nous devons incarner un phare puissant, capable d'orienter et de rassurer. Nous incarnons un espoir, une dernière chance, une promesse. Nous avons conscience d'incarner aussi pour beaucoup un inconnu, une inconnue, une aventure, un point d'interrogation même. Et c'est là que notre responsabilité est historique. Toute notre action doit viser à rassembler. Nous ne sommes pas un mouvement comme les autres, car nous ne sommes pas les autres et ne portons aucune responsabilité dans l'abaissement du pays. (Le Pen, 2014c)

Ici, le fait que le Front national ait été maintenu aux marges du pouvoir politique durant de nombreuses années permet à Marine Le Pen d'incarner une personnalité (quasi) salvatrice qui remettra le pays sur pieds. Cette personnification est opérée à travers ce

que nous avons identifié comme deux grandes thématiques : d'abord, les idées du parti, ensuite, les solutions proposées par sa présidente.

4.2.2.1 Les idées du parti : Du courage, de la vérité, et une vision particulière du politique

À travers les discours à l'étude, on observe tout autant une volonté de mise en accusation des responsables de la situation actuelle de la France que le souhait de s'en servir comme plateforme privilégiée pour affirmer les idées du parti. Marine Le Pen aborde les grands fondements de l'action souhaitée par le Front national, sans oublier de souligner que, à plusieurs reprises, ces idées ont pu être récupérées par les partis *mainstream* :

> Oui, nos positions sont rejointes
> – Quand nous dénonçons l'immigration de masse et ses ravages,
> – Quand nous faisons le lien évident entre cette immigration et l'insécurité,
> – Quand nous disons qu'il faut protéger les Français du communautarisme, réaffirmer partout la République et la laïcité qui est la loi du respect commun,
> – Quand nous disons qu'il faut en finir avec l'ultralibéralisme, la folie de l'hyper austérité, la loi absurde et dévastatrice du tout commerce,
> – Quand nous mettons en garde contre l'impérialisme bruxellois et allemand, contre la tentative permanente de la haute finance de nous mettre à genoux,
> – Quand nous proclamons qu'il n'y a d'autre avenir que le soutien à nos forces vives, à nos entreprises, nos PME, nos artisans, nos paysans, qu'il n'y a d'autre issue que la réindustrialisation de notre pays, par le patriotisme économique, par la protection de nos intérêts,
> – Quand nous défendons le principe de la Nation, d'une Nation qui bâtit, une Nation ouverte sur le monde, mais attentive à elle-même et d'abord au bonheur de son peuple,
> – Quand nous expliquons que la frontière n'est pas un gros mot, mais qu'elle est la condition *sine qua non* d'une insertion harmonieuse dans le commerce international, dans les échanges humains,

> – Quand nous nous adressons à ceux que tout le monde veut oublier, à ces Français qui souffrent en silence, quand nous défendons l'unité de notre République et l'égalité des chances entre tous les Français,
> – **Quand nous disons tout cela, avant les autres, nous sommes rejoints**[64]. (Le Pen, 2013a)

À travers une telle citation, Marine Le Pen fait deux choses. : D'une part, elle réaffirme les idées politiques de son parti centrées autour des questions suivantes : la protection de l'identité française et la priorité nationale face aux menaces de l'immigration et des communautarismes, le rejet de l'Europe et de la financiarisation débridée de l'économie, la mise en place d'un protectionnisme économique, le retour à la primauté de la politique nationale et l'attribution des moyens nécessaires aux actions des forces de l'ordre. D'autre part, elle souhaite mettre de l'avant le fait que les idées longtemps décriées de son parti sont maintenant partagées par une certaine frange de la vie politique : « [i]mmigration, laïcité, Europe, Euro, protectionnisme, la liste est longue. De plus en plus de Français partagent nos opinions et nos solutions. Et de plus en plus de professionnels de la politique cherchent à nous singer, ce qui est toujours bon signe » (Le Pen, 2012b). Ce que Marine Le Pen met ici en exergue, c'est le fait que le Front national, de par la propagation de ses idées au sein de la société française et de la vie politique, est passé d'une relégation à la périphérie du système idéologique au centre de celui-ci, puisque, pour elle : « [n]otre mouvement, notre mouvement devenu le coeur de la vie politique puisqu'elle bat maintenant à son rythme, sera demain le levier

[64] Nous soulignons.

du grand basculement démocratique et populaire qui marquera notre accession au pouvoir en 2017 » (Le Pen, 2014c).

Notre corpus nous permet d'identifier trois raisons principales, formulées par Marine Le Pen, à ce repositionnement du parti au sein du champ politique français : la question du courage, celle de la vérité, et celle d'une volonté de mise en avant du temps long et d'une vision particulière du politique.

La notion de courage, mentionnée 14 fois dans le corpus étudié présente deux dimensions complémentaires : d'abord, le courage de la dirigeante du Front national de se battre pour la France, ensuite, le courage des Français qui souhaitent mettre fin à l'alternance gauche-droite ayant cours depuis des décennies. En se positionnant comme quelqu'un ne reculant devant rien pour protéger la France et les Français, il nous apparaît que Marine Le Pen souhaite revêtir l'habit de la femme providentielle (Le Pen, 2017a). Au sein d'une nation qu'elle qualifie de troublée, elle souhaite mettre de l'avant le fait qu'elle seule est en mesure de redresser la France, puisqu'elle seule a le courage pour le faire[65]. Ces changements, et c'est d'ailleurs là que nous retrouvons la seconde dimension de la notion de courage, sont rendus possibles par la pugnacité du « peuple » français et par sa volonté de voir les choses changer en votant pour elle. Plus

[65] « Car il n'est pas possible de vivre dans une nation de plus en plus troublée, une nation de plus en plus en proie au conflit, au doute, aux tensions, au risque de déchirure.
En tous domaines, sécuritaire, migratoire, militaire, économique, social, au travail, la France a besoin d'apaisement. Je dirais même qu'elle a besoin de paix.
Et cette paix, nous ne l'aurons, j'y reviendrai, qu'en ayant le courage de prendre des décisions qui rompent avec des décennies de reculades, de compromissions et de soumission. » (Le Pen, 2016b)

particulièrement, Marine Le Pen souhaite remercier un peuple particulier, cette « France des oubliés », pour son soutien et pour sa force de caractère :

> À cette France sans voix, mais pas sans courage. Cette France de l'âme et du coeur. Cette France des oubliés, et j'irai même jusqu'à dire, cette France des abandonnés que les élites autoproclamées se complaisent à ne pas voir ou pire regardent avec une insupportable condescendance. Cette France qui conserve en son sein le sentiment intact de la patrie, l'amour de notre culture, de notre belle nation (Le Pen, 2016a).

Ainsi, le courage du peuple s'exprime, pour Marine Le Pen, par sa capacité de résilience[66] face aux injustices et aux inégalités (Le Pen, 2015a), d'une part, mais également par le fait que plusieurs ont rejoint, au fil des années, les rangs du FN (Le Pen, 2017a), bravant, en quelque sorte, le stigmate social lié au soutien du parti (Barone et Négrier, 2015).

La seconde grande notion qui découle de ce que nous avons thématisé sous le nom « Idées du parti » est celle de la vérité, mentionnée à 68 reprises dans les discours à l'étude. Cette idée de vérité nous apparaît ici comme étant charnière. En effet, elle permet de faire le lien avec le courage et les idées politiques du parti (« Mais la vérité n'est rien sans le courage » (Le Pen, 2016b)), mais également avec un autre code que nous aborderons plus bas, celui des promesses non tenues et des mensonges proférés par l'élite politique que dénonce Marine Le Pen.

Ainsi, de la même façon que Marine Le Pen serait la seule à avoir le courage de s'opposer aux élites et au système, elle serait la seule à dire la vérité (« Puisque nous

---

[66] « Force morale; qualité de quelqu'un qui ne se décourage pas, ne se laisse pas abattre. » (CNRTL, s. d.-b)

sommes les seuls à oser la vérité, crions-la ! » (Le Pen, 2011a)). Elle déclarait alors en septembre 2017 :

> Je voudrais vous dire que ce qui a été semé l'a été avec cœur, avec passion, avec générosité sans jamais ménager nos efforts, sans ménager mes efforts. Avec le souci de vérité, avec le souci d'honnêteté, avec l'acceptation des désagréments que réclame ce combat si difficile que nous avons engagé seuls contre tous pour le redressement du pays (Le Pen, 2017c).

À travers ces paroles se matérialisent d'une part, le rejet du système – et le rejet du Front national par le système, d'ailleurs – ainsi que le courage du peuple français ayant voté pour le parti, et d'autre part, cette volonté de parler « vrai », de révéler aux Français les mensonges entretenus par une partie de la vie politique[67]. En mobilisant le champ lexical de la vérité, Marine Le Pen souhaite, d'un côté, afficher le discours trompeur de l'élite politique, et de l'autre, se placer en opposition face à cette mouvance politique. Là où les représentants du système mentent, construisent et répètent un ensemble d'illusions, elle sortirait du lot puisqu'elle se contraindrait à ne dire que la vérité. Pour elle, les avancées électorales du Front national sont dues au fait que le parti détient « l'arme absolue, capable de pulvériser la porte de notre prison. La vérité et le bon sens. Oui nous avons posé les vrais termes du débat. Nous avons imposé nos thèmes dans cette élection et nous avons étonné, par la force de notre discours, par sa

[67] « Alors notre rôle, c'est aussi de dire la vérité aux français.
Monsieur Macron, c'est le candidat de la continuité. D'une continuité morbide dont le chemin est parsemé des cadavres des emplois délocalisés, des ruines des entreprises en faillite et du trou sans fond des déficits et de la dette. […]
Alors la réalité elle est simple, elle est claire, Emmanuel Macron c'est François Hollande qui veut rester et qui s'accroche au pouvoir comme une bernique. Emmanuel Macron c'est François Hollande qui continuera d'inspirer la politique du pays. Et bien ce candidat sortant, nous allons le sortir. » (Le Pen, 2017a)

cohérence. Nous sommes devenus le centre de gravité de la vie politique française » (Le Pen, 2012a).

Finalement, en complément de l'idée de courage et de vérité qui sous-tend le discours et les idées du Front national, une troisième notion a retenu notre attention durant notre analyse. Il s'agit de la mention du temps long et du rôle du politique. Ces deux idées, abordées à 15 reprises et traitées conjointement dans notre analyse, nous permettent de considérer les idées portées par Marine Le Pen sous un angle nouveau.

La question du temps long a été abordée, pour la première fois, en novembre 2014 :

> Car ils ont même réussi à tordre le temps, à faire disparaître le temps long, celui qui fonde pourtant les civilisations et qui est le gage de l'équilibre des sociétés. Permettez-moi de raconter une anecdote. Deng Xiaoping interrogé à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française sur son jugement sur celle-ci répondait "laissez-moi un siècle pour me prononcer, il est encore un peu tôt pour en juger". Et oui, mais vous savez la soumission de notre classe politique au court-termisme a dévoré nos sociétés (Le Pen, 2014c).

À travers cette citation, nous pouvons relever une certaine importance donnée par Marine Le Pen au fait de prendre du recul, de ne pas uniquement réagir à l'actualité, mais plutôt de poser une analyse *a posteriori* en prenant en compte le contexte social, politique, et parfois historique, des évènements. Cette position a, d'ailleurs, été réaffirmée en 2016 lorsque, suite à une pause dans sa prise de parole médiatique, Marine Le Pen annonçait :

> Vous le savez, j'ai décidé de m'extraire autant que possible du marigot politicien parisien qui nous empêche de réfléchir, qui noie la politique avec un grand P dans un flot ininterrompu de polémiques stériles, de buzz, d'indignations aussi nombreuses que factices.

> Je réserve mon temps à la réflexion de fond à l'échange, à la rencontre des Français ou de nos amis patriotes à l'étranger. En résumé, je me consacre à l'essentiel. Tant « l'essentiel est sans cesse menacé par l'insignifiant » comme le disait René Char.
> Je veux faire de cette année une année utile à mes concitoyens, une année pendant laquelle il sera possible d'exposer, d'échanger, de débattre sur des sujets de fond, loin des campagnes d'hystérie du système contre le Front national et le mouvement patriote dans son ensemble, loin des tentatives d'empêcher la démocratie de s'exercer sereinement. (Le Pen, 2016b)

Cette prise de parole spécifique concernant la nécessité de mettre de la distance afin de poser un regard analytique sur une situation nous paraît tout à fait féconde dans le cadre de la « lutte pour la vérité » que semble avoir entreprise Marine Le Pen depuis son accession à la tête du Front national.

Cette considération pour le temps long s'accompagne d'une volonté de réinvestissement sémantique du terme politique. En effet, si Marine Le Pen dénonce, comme indiqué dans la précédente citation, le « marigot politicien parisien qui nous empêche de réfléchir » (Le Pen, 2016b), cela appelle à une proposition de définition de ce que sont *la* politique et *le* politique aux yeux de la présidente du Front national[68].

Avant d'aller plus loin ici, rappelons rapidement la différence que nous avons énoncée précédemment en ce qui concerne *la* politique et *le* politique. Pour Rancière, *le*

---

[68] « Je ne souhaite pas être dans le commentaire de l'actualité immédiate.
Je me méfie de ce temps court, de ce rythme ultra rapide que l'on inflige à la vie publique, profitant de chaque événement pour chasser le précédent, pour faire de la vie publique un espace plat, sans relief, sans dimension, où tout se vaut, et où tout s'oublie aussi vite qu'il arrive.
Cette recherche du buzz permanent me dégoûte, comme elle dégoûte les Français et je m'en extrais avec délectation et gravité !
Il faut savoir prendre la hauteur nécessaire. Et analyser les événements qui frappent notre pays à la lumière du temps plus long, celui dans lequel s'inscrivent les conséquences des décisions politiques qui sont prises.
C'est mon rôle de chef politique. » (Le Pen, 2015a)

politique est constitué de deux entités : d'un côté, la police, au sens de dispositif d'application de l'État de droit, de l'autre l'égalité. *La* politique, quant à elle, peut être vue comme « la sphère d'activité d'un commun qui ne peut être que litigieux, le rapport entre des parties qui ne sont que des partis et des titres dont l'addition est toujours inégale au tout » (1995, p.35).

Dans le discours de Marine Le Pen, « le rôle du politique réside d'abord et avant tout dans sa capacité à donner un sens à l'action publique et à conduire ainsi la communauté nationale dans un grand projet collectif » (Le Pen, 2016a). *Le* politique semble alors être davantage la *personne politique* – le politicien, la politicienne – plutôt que l'ensemble défini par Rancière. Aux yeux de la dirigeante du Front national, les politiques ont alors pour devoir « de ne pas plier, de faire sereinement l'analyse de ces stratégies de culpabilisation organisées, d'en dénoncer les mécanismes et de les désamorcer » (*ibid.*). C'est d'ailleurs ici que le lien se fait entre les personnes détenant un certain pouvoir politique et *la* politique. En réaction à la tuerie de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, mais plus particulièrement aux évènements ayant eu lieu à Saint-Étienne-du-Rouvray en juillet 2016[69], elle énonce ainsi :

> En dépit des évènements récents qui sont terribles, c'est avec conviction que je vous le dis, notre génération de Français porte une responsabilité éminente devant l'histoire. C'est là, dans les circonstances tragiques que la politique doit retrouver sa véritable noblesse. Les politiques sont appelées à s'extraire des intrigues, des postures et des mensonges pour conduire le

[69] Nous faisons ici référence au 26 juillet 2016, lorsque deux individus ont fait irruption dans l'église de ce village de Seine-Maritime, en Normandie, prenant en otage six personnes (un prêtre, Jacques Hamel, qui sera égorgé lors de l'attaque, trois religieuses et un couple de fidèles). L'organisation terroriste Daech a revendiqué l'attaque le jour-même.

> pays sur d'autres voies que les routes sans horizons pour reprendre la formule du Général de Gaulle. (*ibid*.)

Cette autre voie proposée par Marine Le Pen est celle « de la culture. C'est aussi celle du doute, de la discussion, du compromis. C'est la voie de l'équilibre, de la liberté des individus et de peuples. Ce n'est rien d'autre que la voie politique » (Le Pen, 2017a). La mention de compromis nous intéresse ici particulièrement, puisque cette avenue politique telle que définie par Marine Le Pen dans la précédente citation s'impose comme étant la voie de sortie d'une opposition binaire entre, d'une part, le « mondialisme », et d'autre part, la « menace islamiste »[70]. La voie politique, et, par conséquent, les actions posées par *les* politiques, semblent alors viser à recréer du sens, recréer du lien social dans le but d'arriver à un compromis. Celui-ci est construit, dans ses discours, autour de « valeurs de civilisations » en mettant de l'avant une identité nationale particulière dont les symboles font appel principalement au passé judéo-chrétien français. Nous reviendrons d'ailleurs là-dessus par la suite.

Aborder la question du temps long, de *la* politique et *du* politique dans les discours de Marine Le Pen nous apparaît important ici, puisque le traitement de ces éléments nous permet d'identifier ici une manière singulière de construire un peuple spécifique auquel la présidente du Front national peut s'adresser et tenter de véhiculer les demandes

---

[70] « Nous voyons que deux idéologies totalitaires cherchent à se mettre en place autour de nous. D'un côté le mondialisme, qui conçoit le monde comme un grand marché où l'homme n'est plus qu'un consommateur, ou un producteur, où les logiques du marché régentent tout. Où les rapports humains doivent se réduire à des rapports marchands. Où la marchandisation du monde impose sa sinistre loi.
De l'autre, l'idéologie islamiste qui cherche à asservir le monde par la terreur et par une vision religieuse nihiliste et obscurantiste.
L'une et l'autre conduisent à l'asservissement des hommes. L'une et l'autre contreviennent à nos valeurs de civilisation. L'une et l'autre constituent une menace à notre identité nationale. » (Le Pen, 2017a)

particulières pour en faire des revendications démocratiques. Cette question sera au centre de la partie 5 du présent chapitre.

4.2.2.2 Le Front national, porteur de solutions

Si le rôle des personnalités politiques est alors de prendre du recul par rapport à l'actualité, de sortir de la réaction immédiate pour laisser la place à un processus de réflexion, il va sans dire que Marine Le Pen souhaite s'imposer, et imposer son parti politique comme force de changement et porteur de solutions face à l'immbolisme et à la décadence attribuées aux élites et au système (Le Pen, 2015b).

> Nous devons revoir fondamentalement notre manière de voir la politique.
> La politique, ce ne sont pas des coups de baguette magique, des incantations ou des danses de la pluie.
> La politique, ce doit être un combat de tous les jours pour tenir les objectifs fondamentaux que l'on s'est fixés.
> C'est un combat contre les effets pervers des décisions que l'on prend, c'est un combat contre les forces puissantes qui veulent contrecarrer la volonté du peuple. […]
> La politique, ce doit être un combat au nom de grands objectifs que l'on fixe, avec le peuple, par et pour le peuple. Et c'est l'engagement fondamental, peut-être la seule promesse que l'on soit en droit de faire, dans laquelle l'on puisse mettre toute son énergie, toute sa détermination, toute son audace, au service de ces objectifs.
> Oui, dans cette nouvelle politique, fini les enchaînements de promesses. Place aux objectifs !
> Que le peuple sache clairement pour quoi il vote !
> Qu'il sache ce qu'il veut faire, ce qu'il se fixe comme ambitions, et que le chemin soit clair pour tout le monde !
> Fixer quelques grands objectifs pour la France, ce que j'ai fait aujourd'hui, et ne vous faire qu'une seule et unique promesse : tout mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, pour respecter la parole du peuple français, ses choix fondamentaux !
> Voilà une nouvelle façon de faire de la politique. (Le Pen, 2013b)

Les solutions proposées par Marine Le Pen – dont nous avons recensé la mention à 42 reprises dans notre corpus – sont de plusieurs ordres. Économique, d'abord, puisqu'elle souhaite, à travers la mise en place de politiques protectionnistes notamment, faire repartir la croissance (Le Pen, 2012a). Pour elle, en effet, la remise en avant de la composante industrielle de la France est nécessaire afin de relancer l'économie, mais également de réduire le taux de chômage. « Il faut produire, il faut enrichir la France. Mes chers amis, moi je veux une France industrielle. Une France qui se retrousse les manches. Une France qui gagne » (Le Pen, 2011b). Outre le secteur industriel, l'agriculture est également présentée comme étant un point fort de la France ainsi qu'un pôle historique de développement économique dans le pays [71]. Dès lors, le protectionnisme proposé s'accompagnerait alors d'une politique de relocalisation de la production et de la mise en avant d'une consommation locale bénéficiant aux producteurs, à la santé des consommateurs, et à l'environnement[72].

> Cette politique de relocalisation profitera aux producteurs locaux et régionaux ; elle privilégiera l'emploi local et aboutira à limiter l'extension toujours incontrôlée des infrastructures de transports, et à une diminution des coûts des marchandises par une fiscalité incitative.
> La relocalisation à l'embauche, à la production et à la consommation entrainera la diminution de l'impact des transports et des pollutions qu'ils génèrent, la réduction du nombre des intermédiaires garantira une meilleure traçabilité, gage de sécurité pour les consommateurs. […]

[71] « On le voit d'abord dans l'agriculture. Je l'ai dit, nous sommes sur une terre rurale. La France c'était d'abord ça, c'était d'abord une immense puissance agricole. Aujourd'hui, qu'en reste-t-il ? Des petits agriculteurs asphyxiés, une concurrence étrangère féroce, des prix qui ne permettent même plus de survivre, des travailleurs détachés venus d'Europe de l'Est. » (Le Pen, 2015b)

[72] Notons d'ailleurs ici que le rapport entre relocalisation de la production, circuit court et environnement est la seule proposition notable concernant l'écologie dans les discours à l'étude.

> Elle sera une des clés d'une véritable politique écologique favorisant le retour à l'emploi, une production alimentaire saine et la défense de la biodiversité.

Le protectionnisme proposé par Marine Le Pen s'exprime également dans sa volonté de protéger les très petites entreprises (moins de 10 salariés ; TPE) et les petites et moyennes entreprises (de 10 à 249 salariés ; PME), notamment par la mise en place d'incitatifs fiscaux (Le Pen, 2011a) visant à favoriser l'embauche de main d'œuvre française.

La fiscalité, ensuite, est un autre problème auquel souhaite s'attaquer la présidente du Front national (Le Pen, 2015a). Advenant son élection à la tête du pays, elle souhaite effectivement mettre en œuvre une politique fiscale différente, « efficace et juste » (Le Pen, 2011c) qui bénéficierait davantage aux « petits » et à la classe moyenne qu'elle souhaite défendre et moins à « l'élite mondialiste » qu'elle dénonce :

> Nous, c'est la capacité de notre nation à fixer elle-même son budget et sa fiscalité. Pour pouvoir appliquer des impôts beaucoup moins lourds à nos petites entreprises, celles qui créent l'emploi, plutôt que de multiplier les cadeaux aux grandes multinationales.
> Ce principe de justice fiscale nous l'appliquerons aussi aux ménages. Moins d'impôts pour les petits et les classes moyennes qui n'en peuvent plus de supporter l'intégralité du fardeau. (Le Pen, 2014a)

Ainsi, cette revendication de justice fiscale s'intègre, non seulement, dans sa volonté de redonner au « peuple » – comprendre ici la classe moyenne en particulier – sa capacité de consommer sans s'endetter, mais également dans son rejet du système et des élites, puisqu'elle veut dénonce les politiques mises en œuvre par les

gouvernements successifs qui ont permis aux plus riches de s'enrichir toujours plus au détriment des populations toujours plus pauvres (Le Pen, 2011b).

Si le Front national souhaite proposer des solutions en ce qui à trait aux questions économiques et financières, celles-ci ont également des effets au niveau social. Mettre de l'avant la priorité nationale dans le secteur de l'emploi et de la production à travers la mise en place de politiques protectionnistes entraîne la nécessité de repenser le système fiscal, et vise, ultimement, à promouvoir une certaine vision de la justice sociale pour la population française[73].

Cette volonté d'agir au niveau social s'exprime non seulement dans cet appel à plus d'égalité économique, mais passe également par des propositions de remise en avant d'un modèle national particulier, de ces valeurs communes que l'on retrouvait dans notre précédente partie et qui doivent être replacées, pour Marine Le Pen, au centre du projet politique Français. À ce titre, la présidente du Front national entend :

> Rétablir des frontières et donc arrêter la libre circulation: la France a le droit de savoir qui est sur son territoire.
> Revoir les conditions de l'asile afin d'éviter les risques d'infiltration.
> Rendre obligatoire l'utilisation du français pour les prêches.
> Expulser tout étranger qui exprime des sympathies pour l'État islamique.
> Déchoir de la nationalité française tout binational parti vers l'État islamique. Juger pour crimes ceux qui en reviennent.

---

[73] « C'est aussi pourquoi nous créerons la « prime de pouvoir d'achat » qui permettra de verser aux salariés et retraités qui touchent moins de 1500 euros par mois, les recettes d'une contribution sociale à l'importation de 3 %, c'est ainsi en moyenne 1000 euros par an qui viendront soulager chacun de ces travailleurs et retraités modestes quand ils ne sont pas carrément pauvres. C'est pourquoi nous revaloriserons aussi significativement l'allocation adultes handicapés et le minimum vieillesse, c'est pourquoi nous créerons une « protection logement jeunes » en revalorisant de 25 % l'aide au logement des jeunes jusqu'à 27 ans, et que nous aiderons résolument les familles. » (Le Pen, 2017b)

> Donner des moyens humains et matériels à la police et à la gendarmerie.
> Rétablir le renseignement sur le terrain, dans les quartiers, et donner des suites à ces renseignements.
> Augmenter le budget de la défense nationale, et non continuer de le réduire !
> Faire de l'École de la République le creuset de la citoyenneté par l'exigence et l'effort.
> Imposer la tolérance zéro aux revendications communautaristes ou religieuses.
> Enseigner le roman national de la France dans sa gloire et sa lumière. Et non la navrante réforme du collège de Najat Valaud Belkacem, qui est à l'éducation ce que BHL [Bernard-Henri Lévy] est à la philosophie.
> Interdire tout financement de structure cultuelle ou culturelle de pays étrangers qui soutiennent ou financent le fondamentalisme et donc il faut suspendre la construction de toute nouvelle mosquée en France car il nous faut éclaircir les conditions de leur financement.
> Redéfinir totalement nos relations avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, ces financeurs de l'islamisme.
> Surveiller l'ingérence de fonds étrangers dans nos banlieues.
> Développer les relations avec les pays qui luttent contre le fondamentalisme, la Russie, les Emirats Arabes Unis, l'Egypte, entre autres.
> Et enfin et surtout, arrêter l'immigration. (Le Pen, 2015a)

Ainsi, face à l'inaction des gouvernements successifs dénoncée par Marine Le Pen, le Front national souhaite s'imposer comme vecteur de refondation du socle social français, mais surtout comme seul moteur de changement pour lutter contre la dégradation en France en répondant à une supposée demande populaire : « Vous voyez chaque jour plus nombreux que le Front National apporte des solutions et des réponses concrètes aux problèmes qui vous assaillent. Chaque jour plus nombreux, vous comprenez que vos libertés dépendent de l'accession au pouvoir du seul mouvement capable de les défendre » (Le Pen, 2011a)

4.2.3 Des promesses aux mensonges

Si le Front national semble s'imposer dans le discours de sa présidente comme étant le seul moyen pour la France de retourner dans le droit chemin c'est non seulement grâce aux solutions qu'il propose, mais également car le parti est le seul à prétendre tenir, comme nous l'avons noté précédemment, un discours de vérité. En effet, la formation d'extrême droite est présentée dans le discours de sa dirigeante comme étant la seule à ne pas faire de vaines promesses qui se transformeront, dès la période électorale terminée, en mensonges et en manipulations. À ce titre, la question des promesses et des mensonges des élites est traitée à 27 reprises au sein de notre corpus.

Cette catégorie d'analyse se trouve au croisement de plusieurs éléments que nous avons abordés précédemment dans cette partie, à savoir le système et sa reproduction, le rejet des élites, la prétention à la vérité du FN et la France décadente. Ici, il importait de faire ressortir les passages des discours dans lesquels Marine Le Pen dénonce de manière directe les mensonges et les promesses des candidats rattachés aux partis politiques dits *mainstream*. Ces procédés discursifs sont alors, de manière assez évidente, le moyen une fois de plus de mettre le Front national sur le devant de la scène comme seule voie viable à la sortie de crise, mais, également, de mettre en évidence ce que Marine Le Pen considère comme étant des mensonges ou des tromperies ayant aggravé la crise que vit la France, de manière à agrandir son électorat.

> Et voilà que, parce que la crise frappe plus fort, parce que votre souffrance devient insupportable, que malgré les prêches, les homélies de tous ces nouveaux prêtres de la mondialisation, vous prenez conscience de ce qu'elle est réellement, **parce que vous vous apercevez que l'on vous a menti, menti encore, menti toujours, vous entendez notre projet d'espoir, vous commencez à vous tourner vers une espérance nouvelle,**

> **celle qui tourne le dos à la mondialisation, qui vous protège contre elle**[74]. (Le Pen, 2011a)

Ainsi s'opposent le Front national, porteur de vérité, rapporteur de la parole du « vrai » monde (Le Pen, 2011c) et les partis historiques dont les dirigeants ne sont présentés, de manière péjorative, comme n'étant que des communicants : « Le président normal [François Hollande] a bien appris de son prédécesseur [Nicolas Sarkozy], et il n'a fallu que quelques semaines pour retomber dans le travers de l'exercice permanent de communication. La communication à toutes les sauces. Et pire, la manipulation de l'opinion. Voilà à quoi se résume la vie politique française » (Le Pen, 2012b).

Au final, cette volonté de Marine Le Pen de mettre en exergue ce qu'elle considère comme étant les mensonges d'un système politique (Le Pen, 2013b) qu'elle rejette – bien qu'elle souhaite y occuper la place principale – peut se lire comme un procédé rhétorique parmi d'autres pour rallier celles et ceux qui auraient été déçus des gouvernements successifs et qui souhaiteraient voir advenir un changement. Cette stratégie a d'ailleurs été également mobilisée lors de présidentielle de 2017 à l'endroit d'Emmanuel Macron, ancien ministre de François Hollande ayant, lui aussi, fait campagne sur la promesse d'un changement par rapport à « l'ancien monde » :

> Hollande, pas très loin d'ici, c'était au Bourget, disait en 2012 "Mon véritable adversaire il n'a pas de nom. Pas de visage. Pas de parti. Il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera jamais élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance."
> Et bien, aujourd'hui, l'adversaire du peuple français, c'est toujours le monde de la finance, mais cette fois il a un nom, il a un visage, il a un parti et il

[74] Nous soulignons.

> présente sa candidature et tous rêvent de le voir élu. Il s'appelle Emmanuel Macron. (Le Pen, 2017a)

Il va sans dire ici que la déclaration de François Hollande sur le monde de la finance a été, à maintes reprises, raillée dans les discours de Marine Le Pen. Dans la citation ci-dessus, on retrouve un lien de continuité intéressant entre les deux derniers quinquennats français (2012–2017 et 2017–2022). Avec la reproduction du système politique et de ses élites, d'une part, puisqu'Emmanuel Macron détenait un poste-clé à la tête de Bercy. Mais également avec la reproduction des mensonges des dirigeants dont les promesses – ici, réduire l'emprise du monde de la finance sur les affaires publiques – ne sont pas tenues puisque celui que Marine Le Pen présente parfois comme l'héritier de F. Hollande, est un ancien banquier d'affaires.

Finalement, ce que nous retenons à travers cette thématique frontiste centrale du rejet du système et des élites, c'est une vision dichotomique de la vie politique française, qui opposerait des politiques « professionnels », dont les actions sont à l'origine de l'état jugé catastrophique de la France, et de l'autre, le Front national, devenu aux yeux de sa présidente – ce qui semble être confirmé par son passage au second tour des élections présidentielles – un acteur important au sein du monde politique français, dont le discours de vérité, de courage et vecteur de solutions serait le seul moyen pour le pays de retourner sur le droit chemin. À cet égard, Marine Le Pen déclarait notamment :

> Alors mes chers amis, dans ces temps obscurs, dans cette nuit de la France, il est temps de montrer une lumière aux Français. De sortir une lanterne pour les éclairer et leur indiquer le chemin.
> C'est la lumière de l'espoir.
> C'est la lumière d'une renaissance de la Nation et du peuple français.
> C'est la lumière d'un avenir que nous voulons rendre à la France toute entière et, à travers elle, à l'Europe, à tous les peuples d'Europe. (Le Pen, 2013a)

4.3 Panser la nation

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la France est, aux yeux de Marine Le Pen, sous la menace permanente d'un système qui se reproduit, de ses élites qui se reproduisent, et des mensonges qu'ils et elles reproduisent. Si la France est dans un état de décadence, c'est donc d'abord et avant tout du fait d'une certaine « caste politique » qui entend conserver le pouvoir toujours et encore. Le système, injuste notamment du fait du mode de scrutin français, ne chercherait à plaire qu'à une partie minime de la population détenant un fort capital économique. Cette stratégie politique des élites serait appuyée par une série de mensonges et de manipulations visant à maintenir l'ordre social et les clivages sociaux sous leur forme actuelle. Face à ce grand péril, Marine Le Pen et son parti s'imposent, dans les discours de celle-ci, comme l'unique solution pour remettre le pays sur le droit chemin. Face aux élites menteuses, Marine Le Pen serait porteuse de vérité. Face aux élites couardes, Marine Le Pen serait courageuse et porteuse de changement et d'espoir pour les classes moyennes. Face aux élites si promptes à réagir, à commenter l'actualité, Marine Le Pen serait la seule en mesure de prendre du recul, d'analyser les situations complexes afin de proposer des solutions viables.

Cette certitude qu'exprime la présidente du Front national dans sa capacité à être moteur de changement et de solutions pour sortir la France de l'immobilisme ne s'exprime pas uniquement autour de certains traits de caractère qu'elle revêt. Afin de rassembler les Françaises, les Français, elle met de l'avant une vision particulière de la nation française. En effet, à travers les différents éléments que nous avons abordés jusqu'ici, qu'il s'agisse du thème général de la démocratie ou de celui de la reproduction du système, ou encore la mondialisation qui menace la souveraineté française, une idée importante sous-tend de manière quasi constante le discours de

Marine Le Pen. Il s'agit de sa vision de la nation française. La nation est le troisième signifiant ayant émergé de notre analyse. Nous présenterons ici les éléments discursifs relatifs à l'affirmation nationale et à l'identité culturelle française, ainsi qu'aux valeurs et aux symboles mis de l'avant dans les propos de Marine Le Pen.

Avant d'aller plus loin, nous souhaitons noter une donnée intéressante qui est ressortie de notre analyse et qui sera mobilisée dans notre discussion par la suite. Nous avons cherché, dans l'ensemble de notre corpus, les mentions de la « majorité silencieuse ». Cette recherche est dûe au fait que Marine Le Pen souhaite se présenter comme la Présidente des invisibles, de ceux que les élites ignorent. Nous pensions, dans un premier temps, retrouver plusieurs occurrences pour ce terme particulier. Il nous semble alors ici important de mentionner que cette expression n'a été mentionnée qu'une seule fois à travers les dix-huit discours à l'étude, lorsque Marine Le Pen a prononcé, le 28 août 2015 à Brachay les mots suivants :

> L'alternative est simple. D'un côté la volonté de détruire la France, de l'autre la volonté de la sauver, de la relever. Nous sommes en Champagne, dans un de ces vieux territoires qui ont fait et qui font toujours la France. Autrefois c'était une région riche, mais autrefois, on se souciait des régions rurales.
> Aujourd'hui, Brachay c'est le symbole d'une France des oubliés. Des français qui forment pourtant la majorité, mais la majorité qui n'a pas voix au chapitre. La majorité silencieuse. Il serait temps de lui redonner la parole à cette majorité qui croit en son pays, surtout quand on constate l'état de notre pays. (Le Pen, 2015b)

Traiter de la question de la « majorité silencieuse » pourrait sembler incongru. Cependant, il nous semble que, à travers la mobilisation que Marine Le Pen fait de l'image d'un peuple spécifique (nous revenons là-dessus dans la partie 5 du présent chapitre) qui doit notamment se battre contre le communautarisme, contre les élites, contre la mondialisation, mais qui n'est que peu – voire pas du tout – entendu par les

dirigeants, la mise en exergue de ce rapport entre minorité criante et majorité silencieuse serait davantage mobilisée. Ainsi, nous reviendrons plus en détails sur ce point dans notre prochain chapitre.

4.3.1 Affirmation nationale

Le constat porté par Marine Le Pen dans la précédente citation se rapportant à l'état de la France fait référence à la question de la décadence que nous abordions précédemment. De la même manière, la réponse proposée par la dirigeante du parti d'extrême droite consiste à remettre de l'avant l'appartenance à la nation française de manière à résoudre cette situation conflictuelle (Le Pen, 2011a) qui opposerait non seulement le peuple aux élites, mais également les Françaises et Français face à cet « autre », ce citoyen de seconde zone que ses agissements « communautaristes » relèguerait aux marges de la société. Traiter ici de l'affirmation nationale revient à identifier, d'une part, les propos se rapportant à la fierté suscitée par l'appartenance à la France, et d'autre part, la manière dont ces propos sont mis en scène dans le but de favoriser une attitude d'adhésion à la communauté nationale.

La nation, aux yeux de Marine Le Pen vise à défendre les *oubliés*, cette fameuse majorité silencieuse dont les élites n'ont que faire :

> À tous ceux qui se sentent oubliés, méprisés, invisibles aux yeux d'un système devenu fou, je dis la nation est là pour vous. Elle ne vous abandonnera pas. Elle est la grande famille des sans-rien. Son bras armé, l'État, ne vous laissera pas tomber, ne vous fera pas toujours passer en dernier derrière ceux qui ne le méritent pas, derrière ceux qui en profitent, qui abusent, derrière ceux qui pourtant n'en ont bien souvent pas besoin. (Le Pen, 2012b)

À travers cette citation, nous pouvons relever plusieurs choses. D'abord, cette mise en exergue d'une communauté nationale dont l'objectif serait le bien de tous les Français,

de toutes les Françaises, par l'entraide. Ensuite, la nécessité de réformer l'action étatique dans le but de, justement, favoriser une certaine catégorie de la population que Marine Le Pen estime délaissée. Enfin, elle met de l'avant l'existence de plusieurs catégories au sein de la population . Face au « peuple » que Le Pen souhaite défendre se trouvent d'autres catégories auxquelles la présidente du Front national refuse l'aide de la nation, refuse l'entrée au sein de cette communauté nationale. Si les précédentes parties de notre réflexion laissent à penser que « ceux qui en profitent, qui abusent » peut référer à une élite politique et financière, plusieurs éléments dans ce discours tenu à la Baule le 23 septembre 2012 dans le cadre de la cloture de l'université d'été du parti permettent également de mettre de l'avant un certain rejet de l'immigration : « C'est en cela que notre projet est national, humaniste et populaire. Pour nous l'identité et la prospérité française signifient quelque chose et nous savons les ravages de l'immigration de masse sur cette identité et cette prospérité » (Le Pen, 2012b).

L'affirmation nationale semble donc passer par l'affirmation d'une identité française « de souche », d'une adhésion à des pratiques, à des normes et des valeurs, à des symboles historiques particuliers (Le Pen, 2015a) auxquels certaines personnes issues de l'immigration n'auraient, soit pas d'attachement, soit pas de volonté de se conformer. En effet, « [c]'est la raison qui nous fait refuser l'aberration du droit du sol, qui relègue notre nationalité à une simple situation administrative, indépendamment de tout attachement à la communauté française, de toute solidarité nationale, de toute volonté de partager ensemble une communauté de destin » (Le Pen, 2016a). Nous retrouvons alors ici les différents éléments soulevés précédemment lorsque nous abordions la question du rejet du communautarisme dans le discours de Marine Le Pen.

Cette question s'accompagne également d'un rejet, toujours et encore, du système et des élites qui le dirigeraient. Si les deux sujets, celui de la remise en question de

l'immigration et celui du refus de la reproduction du système et de ses élites, peuvent sembler indépendants, il s'avère, suite à une analyse attentive des discours du corpus, qu'ils se rejoignent. En effet, l'élite est, pour Marine Le Pen, partisane de ce qu'elle nomme l'idéologie du mondialisme. Au-delà du côté économique et financier d'une telle doctrine – celle qui vise notamment à privilégier les firmes multinationales aux dépens des TPE et PME qui exercent surtout leur activité à l'échelle locale voire nationale, ou encore à favoriser les délocalisation et/ou la sous-traitance dans un objectif de maximisation des profits des actionnaires – ce mondialisme que rejette la dirigeante du Front national tend également a avoir un effet sur la revendication nationale. Nous pouvons lire ici une certaine crainte par rapport au phénomène de mondialisation culturelle découlant du processus de mondialisation économique et financière, qui vient modifier les manières de conceptualiser l'identité et l'unité culturelle nationale (Hall, 1997a ; Harvey, 1989 ; Mattelart, 2017). En d'autres termes, « [t]ant que les cultures étaient conçues comme des entités homogènes, au haut degré de cohérence, les logiques d'internationalisation ou de mondialisation ne pouvaient être perçues que comme ayant des influences profondément déstructurantes » (Mattelart, 2008, p. 19).

Elle identifie donc également un mondialisme « islamiste » :

> La mondialisation qui était un fait avec la multiplication des échanges, ils en ont fait une idéologie : le mondialisme économique qui refuse toute limitation, toute régularisation de la mondialisation et qui, pour cela, a affaibli les défenses immunitaires de la Nation, la dépossédant de ses éléments constitutifs : frontière, monnaie nationale, autorité de ses lois conduite de l'économie, permettant ainsi à un autre mondialisme de naître et croître : le fondamentalisme islamiste. (Le Pen, 2017b)

Dès lors, ce lien fort que nous retrouvions précédemment entre immigration, communautarisme et menace islamiste serait permis, selon Marine Le Pen, notamment

par le processus de mondialisation et de financiarisation de l'économie. La question du fondamentalisme – que nous devons, tout de même, différencier de l'immigration, puisqu'il semblerait qu'il y ait toujours dans le discours frontiste une opposition constitutive entre le « bon » immigrant et le « mauvais » immigrant, nous reviendrons là-dessus dans la partie traitant du modèle d'intégration proposé par Marine Le Pen, à savoir celui de l'assimilation – constitue donc une menace pour la communauté nationale française, tout comme l'ouverture des frontières économiques et politiques à laquelle mène la mondialisation.

Ainsi, pour la dirigeante de la formation d'extrême droite, ces élites – et plus particulièrement Nicolas Sarkozy et François Hollande pour la citation à suivre – en prenant part à cette mouvance globale, tendent à favoriser le délitement des liens sociaux qui unissent les Françaises, les Français, et par conséquent, à affaiblir le modèle de revendication nationale souhaité par Marine Le Pen :

> Ils essayent de convaincre le peuple que son identité est modifiable, sa culture discutable, son histoire contestable, et ses sentiments méprisables. Ils disent que l'homme nouveau n'a besoin ni de passé, ni de nation ni vraiment de famille. Qu'il peut être de nulle part, que son horizon est l'immédiateté. Sa richesse, équivalente à ses richesses, quand tout nous dit que nous sommes d'une famille, d'un peuple, d'un pays, d'une histoire, d'une culture, d'un héritage. Un animal social qui ne vit pas que de pain, mais de relations humaines. Membre d'une communauté, la seule que nous reconnaissons. La communauté nationale avec qui nous partageons ce fond indivisible d'impressions, d'images, de souvenirs et d'émotions. (Le Pen, 2014c)

4.3.1.1 Sur l'identité culturelle française

Face à ces agissements qu'elle dénonce, Marine Le Pen souhaite donc un retour au patriotisme[75], l'union autour de valeurs et de symboles particuliers (Le Pen, 2016b) – nous reviendrons là-dessus plus bas – au rassemblement autour d'une histoire et d'une identité commune (Le Pen, 2017b). Face aux dégradations de la sphère politique et sociale française, la réponse en est donc une de réaffirmation nationale et de remise en avant d'une identité culturelle française qui serait particulière.

Pour Marine Le Pen, « [l]'identité est ce que la nature[76] a fait de mieux, pour permettre aux individus puis aux sociétés de savoir qui ils sont. Où ils vont. C'est-à-dire d'accéder à la conscience et d'avoir un destin, un projet, un avenir » (Le Pen, 2014a). L'identité culturelle française se rapporte dans ses discours – le sujet a été identifié à 15 reprises – à un certain héritage patrimonial, qui d'une part, permet le rayonnement touristique français (Le Pen, 2011c), et qui d'autre part permet à la France de disposer d'un certain prestige intellectuel à l'échelle internationale (Le Pen, 2011c).

---

[75] « Et cela fait de nous, mes chers amis, des patriotes ! Oui, si l'on veut tenter de nous définir, nous sommes profondément patriotes ! Parce que face à ces totalitarismes, face à ce grand désordre international, seule la patrie permet de jouer collectif. » (Le Pen, 2013a)

[76] Nous ne souhaitons pas revenir ici sur la question de la différenciation entre nature et culture. Il nous apparaîssait cependant nécessaire de souligner la façon de voir les choses de Marine Le Pen.

Ces éléments visent alors à permettre au peuple français de s'orienter, de se rattacher à cette identité particulière pour mettre sur pied un projet commun de vie en société. Sans une telle mise en avant de l'identité, le peuple serait en danger puisque :

> Quand on sait qui l'on est, nulle agressivité envers quiconque. Ce qui est dangereux c'est le défaut d'identité. C'est lui qui précipite les communautés les unes contre les autres. D'ailleurs, d'un personnage déséquilibré on dira dans la vie sociale qu'il ne sait plus où il en est. C'est faute d'avoir trouvé sa définition, son rôle, sa place, que l'individu se heurte à son entourage. Et cette définition, en France doit redevenir ce qu'elle était il y a encore très peu de temps. (Le Pen, 2014a)

4.3.1.2 Valeurs et symboles

Cette identité culturelle française est, comme nous l'avons rapidement mentionné plus haut, construite autour d'un ensemble de valeurs (36 occurrences) et de symboles (56 occurrences). Ces éléments permettent, dans les discours de Marine Le Pen, de développer – ou de renforcer – un certain amour pour la France, pour son histoire et les mythes qui ont accompagné son évolution (Le Pen, 2015a), mais ils rendent également possible le rassemblement du peuple autour d'idéaux communs, transmis de génération en génération, qui renforcent cette culture française particulière que met de l'avant la présidente du Front national[77].

[77] « Mais la France, c'est aussi un ensemble de valeurs et de principes transmis de génération en génération comme des mots de passe. C'est un art de vivre. Ce sont des codes que nous partageons entre nous. C'est une façon de penser et d'appréhender le monde. Et puis c'est une voix, une voix extraordinaire, singulière, qui parle à tous les peuples de l'univers. Tant pis pour Monsieur Macron qui ignore qu'il existe une culture française et un art français. » (Le Pen, 2017a)

Lors de l'analyse des discours de la présidente du Front national, nous en sommes arrivée au constat selon lequel si Marine Le Pen s'appuye effectivement sur les valeurs « officielles » de la République française que sont la liberté, l'égalité et la fraternité, elle leur confère un sens particulier et ne manque pas d'en ajouter d'autres, telles que la laïcité ou la justice. En somme, elle les investit discursivement. Notons ici que, si Marine Le Pen souhaite rassembler par l'intermédiaire de valeurs communes, celles-ci sont mises en danger par les deux éternelles menaces : les élites et le processus de mondialisation conduisant, notamment, au multiculturalisme et au délitement de l'identité nationale française (Le Pen, 2012b).

La question de la liberté, tout d'abord, est traitée par la dirigeante de la formation d'extrême droite comme étant un idéal à atteindre – qui fut notamment le fer de lance du combat de Jeanne d'Arc, nous y reviendrons plus bas – mais qui s'exprime surtout à travers la mise en avant d'une conception individuelle de cette liberté qui peut se rapporter au contrat social chez Rousseau. Pour elle,

> Le mondialisme s'appuie, on le voit, sur la négation des valeurs sur lesquelles la France s'est construite et sur les principes dans lesquels l'immense majorité des Français se reconnaissent encore : la prééminence de la personne et donc son caractère sacré, la liberté individuelle et donc le consentement individuel, le sentiment national et donc la solidarité nationale, l'égalité des personnes et donc le refus des situations de soumission. (Le Pen, 2016b)

Les libertés individuelles les plus marquantes en France sont celles édictées dans les articles 1 et 4 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, et reprises par la suite dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, à savoir le fait que « [l]es hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » (Assemblée nationale, 1789, art. 1) et que « [l]a liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent

aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi » (*ibid.*, art. 4). À celles-ci, nous pouvons également ajouter un ensemble de droits individuels, tel que l'égalité de toutes et tous devants la loi (*ibid*., art. 6), la liberté d'opinion (*ibid*., art. 10), la liberté d'expression (*ibid*., art. 11), ou encore le droit de propriété (*ibid.*, art. 17).

La liberté, telle que définie négativement par le droit pour une personne d'agir dans les limites du respect d'autrui, s'inscrit alors dans le cadre d'une délimitation légale. C'est cet encadrement par le droit qui permet ainsi aux citoyens d'être à la fois libres et égaux. Pour Jean-Jacques Rousseau, auquel nous faisions allusion précédemment, « [s]i l'on recherche en quoi consiste précisément le plus grand bien de tous, qui doit être la fin de toute législation, on trouvera qu'il se réduit à deux objets principaux, la *liberté* et l'*égalité* » (Rousseau, 1762, liv. II, Chap. XI). Dans cette idée de Rousseau se retrouve la notion de contrat social, et par extension, du consentement individuel noté par Marine Le Pen dans la précédente citation.

Le consentement peut être identifié comme l'une des quatre formes de l'obéissance avec la soumission, la subordination et le conformisme. Pour Frédérique Gros,

> C'est comme si, avec le consentement, on trouvait enfin un style d'obéissance proprement politique. Que ce soit dans la pensée (théories classiques du contrat) ou dans le débat public (références réitérées des dirigeants au pacte républicain), le consentement est réfléchi comme le noyau rationnel de l'obéissance aux lois de la cité. (Gros, 2017)

Gros présente quatre formes d'obéissance. La première, la soumission s'observe notamment dans la relation maître/esclave. La seconde, la subordination se rattache à la relation parent enfant. La troisième correspond au conformisme qui s'observe dans les relations entretenues par l'individu avec les normes sociales. Finalement, la

quatrième est la notion de consentement. Contrairement aux trois premières formes d'obéissance, le consentement est, pour Gros, l'acte politique par excellence qui permet la bonne vie en société. Le consentement est caractérisé alors par une adhésion *volontaire, libre* et devant être constamment *réitérée*. Il s'agit alors d'« une aliénation volontaire, une contrainte pleinement acceptée. Et c'est lui qui sert de grille de lecture pour penser l'obéissance aux lois publiques » (*ibid.*). Le consentement découle alors d'un choix rationnel et délibéré, puisque l'individu peut choisir d'y adhérer ou de désobéir, mais surtout, ce choix est *ponctuel*. En effet, le consentement, qu'il s'agisse de celui face au contrat social, à l'exercice de droits et de devoirs tels que le vote, ou dans la vie courante, le consentement ou le refus de certaines actions posées à l'égard d'un individu peut, à tout moment, être retiré, attestant de son caractère libre et volontaire.

Ainsi, lorsque Marine Le Pen aborde ce qu'elle estime être les valeurs fondamentales françaises, elle fait appel à un ensemble de valeurs morales et sociales auxquelles les individus semblent libres d'adhérer, mais qu'elle met également en scène dans le but de renforcer l'image du pacte républicain qu'elle souhaite promouvoir et défendre.

Le pendant de la liberté, comme nous l'avons souligné plus haut, est dans le discours républicain français l'égalité. L'égalité de tous devant la loi, d'une part, ce qui se retrouve notamment dans le rejet d'un communautarisme supposé et combattu par Marine Le Pen, mais également l'égalité des chances, lorsqu'est remis en question le principe de discrimination positive mise en œuvre par le gouvernement Sarkozy, notamment (Le Pen, 2012a). Les revendications identitaires et nationalistes du Front national se retrouvent également dans une mise en avant particulière du principe de l'égalité Femme/Homme. En effet, lorsqu'un tel principe fondateur est mis en exergue, il se retrouve teinté soit d'un rejet du communautarisme islamique, et plus

particulièrement du rejet du port du voile (Le Pen, 2016a), soit d'une composante patriotique visant à mettre en évidence le côté précurseur des revendications des femmes françaises à travers l'histoire[78].

Le discours sur l'égalité des genres dont Marine Le Pen fait la promotion s'appuie alors toujours sur une dimension d'extériorité, sur le fait que la France fonctionne d'une manière plus vertueuse que d'autres pays à travers le monde et que ses avancées historiques méritent davantage d'être soulignées. L'exception française se voit alors mise en danger non seulement par les processus extérieurs que sont la mondialisation et les mouvements migratoires, mais également de l'intérieur par la promotion de messages publicitaires visant à reconnaître la diversité de la population française et notamment la liberté de culte au sein de l'espace public :

> Les marques à l'initiative de ces collections sont des acteurs sociaux et à ce titre, leur posture est inadmissible, alors que nos grand-mères et nos mères ont obtenu du Général de Gaulle le droit de vote, alors qu'aujourd'hui, la mixité et l'égalité font partie intégrante de nos acquis de femmes. Nous assistons là à une dangereuse et insidieuse régression rappelant les pires heures d'un obscurantisme d'un autre âge qui vise à déconstruire l'image de la femme libre et assumée que notre modèle de culture français a construit au fil de son Histoire. (Le Pen, 2016b)

Cette citation, prononcée le 1er mai 2016 par Marine Le Pen fait suite à la polémique ayant eu cours en France la même année concernant le développement par plusieurs

---

[78] « Ou encore, Jeanne Hachette qui combattit aux côtés de femmes de Beauvais contre les Bourguignons de Charles le Téméraire. Je n'oublie pas Christine de Pisan, première femme écrivain française à vivre uniquement de sa plume ou Marie de France, auteur de fables, dont s'est largement inspiré Jean de la Fontaine. La célèbre Olympe de Gouge, première française à demander des droits politiques pour la seconde moitié de l'humanité. "La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également le droit de monter à la tribune". » (Le Pen, 2015a)

marques de vêtements de lignes de mode islamique, allant de la commercialisation des burkinis – ces maillots de bain intégraux dont le port sur les plages françaises a créé une autre polémique – à la mise en vente de *hijabs* par la marque Uniqlo, ou encore, la présentation d'une femme voilée dans une publicité de H&M (Dupont et Garnier, 2016). De telles marchandises seraient alors une menace pour l'identité française selon la présidente du Front national qui voit dans le port du voile – à l'instar d'un grand nombre de féministes universalistes, nous reviendrons là-dessus – une marque de l'asservissement de la femme.

Ainsi, les atteintes à la liberté et à l'égalité soulevées par Marine Le Pen viendraient également mettre en danger la fraternité française, puisque

> La fraternité enfin nécessite de la concorde et l'on ne peut que juger très sévèrement ceux qui, pour des raisons électoralistes, divisent les Français sur des sujets sociétaux, cédant ainsi à la pression de lobbies ultra minoritaires. Et c'est pourtant nous qu'on accuse parfois de vouloir diviser les Français ! (Le Pen, 2013a)

Le communautarisme, la pratique de l'islam et les symboles vestimentaires y étant associés (Le Pen, 2012b), le manque de priorité nationale dans les politiques des précédents gouvernements ou encore le laxisme de la justice vis-à-vis certaines populations au détriment des Français « de souche » seraient alors une menace à la solidarité française (Le Pen, 2011c), à l'esprit d'entraide qui caractérise le peuple selon Marine Le Pen. Les pratiques présentées ci-dessus sont alors interprétées par Marine Le Pen comme étant en opposition avec « [c]es principes pour lesquels nous nous battons sont affirmés dans notre devise nationale « Liberté, Egalité, Fraternité » qui procède, elle-même, d'une sécularisation de principes issus de notre héritage chrétien » (Le Pen, 2017b)

Cette citation nous amène ici à aborder la quatrième valeur que Marine Le Pen ajoute à la liberté, l'égalité et la fraternité, à savoir la *laïcité*. Dans ses discours, Marine Le Pen souhaite remettre celle-ci au centre du débat public, notamment, de par une application stricte de la loi de 1905. Pour elle, « [l]es règles de la laïcité doivent être réaffirmées concrètement et doivent s'imposer à tous. Un contrôle de légalité stricte doit porter sur les décisions des communes au regard de la loi de 1905 et sur les subventions cultuelles ou communautaristes » (Le Pen, 2015c).

La loi qui est ici utilisée comme justification est la « Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat » qui vise alors à accroître la liberté des individus, puisque'à travers cette loi, « [l]a République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public » (Légifrance, 1905). En ce sens, les citoyens jouissent d'une liberté de conscience et de culte. Historiquement, la laïcité promulguée à travers la loi de 1905 vise donc à acter de la séparation de l'Église et de l'État et à faire de la religion une affaire privée. Cependant, et nous reviendrons sur ce point ci-après, au fil du temps, une certaine conception de la laïcité a été privilégiée au regard de laquelle privé ne signifiait plus uniquement « hors de l'État », mais s'apparentait également à la sphère privée, à ce qui doit rester hors de l'espace public et se rattache donc au domaine du « domestique », de l'intime[79]. Une telle interprétation n'est pas limitée aux partis d'extrême droite, mais se répand également dans les discours de l'UMP de Nicolas Sarkozy et dans la pensée d'une certaine gauche (Baubérot, 2014).

[79] « Dans notre pays qui a été meurtri par des guerres de religions multiséculaires, aucun culte ne doit empiéter sur la sphère publique ; la foi doit rester une affaire strictement privée et son expression ne faire l'objet d'aucune provocation. »

Concevoir et interpréter de cette manière la laïcité et la Loi de 1905 revient alors à effectuer le mouvement inverse de celui voulu au début du XX^{ème} siècle, à savoir que les libertés individuelles sont réduites, puisque la liberté de conscience d'une partie de la population est remise en cause. À l'instar de Baubérot, nous pouvons alors noter une mouvance au sein de laquelle sont confondues « "laïcité" (régulation politique) et "sécularisation" (ou rapport distancié aux normes religieuses), œuvre de la dynamique sociale » (*ibid*., p. 55). Ainsi, lorsque Marine Le Pen demande « [l]a loi partout. La loi tout le temps. La laïcité partout et tout le temps. Notre mode de vie, partout et tout le temps. Nos valeurs, partout et tout le temps » (Le Pen, 2015b), elle soustrait à cette exigence de laïcité l'héritage catholique français, présenté comme une composante même de l'identité de son peuple, pour n'appliquer ce principe qu'aux religions musulmane ou juive, par exemple (Baubérot, 2014, p. 129).

Ainsi, la laïcité est abordée de manière « concrète » dans les discours de Marine Le Pen à travers la mise en exergue d'un manque de prise en compte par les autorités publiques des manquements supposés à l'application de la loi de 1905, notamment dans les écoles, tous niveaux confondus. Pour elle, « aucun problème concret n'y est abordé[80], ni la nourriture hallal dans les cantines scolaires, ni le voile à l'université, ni la séparation des sexes dans les piscines. Cette opération de com [communication] est encore un aveu que le système se complait dans la politique de l'affichage » (Le Pen,

[80] Elle parle ici de la Charte de la laïcité instaurée dans les écoles françaises par Vincent Peillon, alors ministre de l'Éducation dans le gouvernement de François Hollande en 2013 qui réaffirme notamment les principes de liberté de conscience et de culte édictés dans la loi de 1905, la neutralité du corps enseignant. Cette Charte affirme également des caractéristiques plus contraignantes, comme dans son article 13 qui affirme que « Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République » (Ministère de l'Éducation nationale, 2013).

2013b). Elle voit notamment dans cette Charte de la laïcité l'expression d'une victoire du multiculturalisme qui, sur base de la religion, vient, comme nous précédemment mentionné, entacher la fraternité et la solidarité française en favorisant certaines personnes aux dépens des Français « de souche » ou assimilés (Le Pen, 2013b).

Si les valeurs centrales que sont la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité sont mises en évidence de cette manière dans les discours de Marine Le Pen, c'est également parce qu'elles sont appuyées par un ensemble de symboles qui visent à renforcer le sentiment patriotique qu'elle souhaite remettre en avant. Son projet, dès lors,

> tourne le dos à l'éphémère, au superficiel, à l'apparence, pour privilégier le durable, le sincère. Il est fondé sur l'amour. L'amour d'un pays et d'un peuple. La passion d'une langue et d'une culture. La sensibilité pour une histoire et pour ces petites choses qui font au quotidien ce que nous sommes. (Le Pen, 2016a)

Les symboles répertoriés dans les discours de la présidente du Front national sont nombreux, mais nous pouvons les regrouper en trois catégories. Tout d'abord, notons que la place accordée au mythe de Jeanne d'Arc est primordiale. Elle incarne alors un symbole de résistance, de liberté et de souveraineté. La seconde catégorie de symboles s'articule autour de la place du drapeau français et de l'hymne national. Enfin, la troisième catégorie regroupe les éléments se rapportant à l'attachement patrimonial, aux traditions, au roman national.

Aborder Jeanne d'Arc comme étant un symbole central dans la pensée de l'identité française dans les discours du Front national nécessite tout d'abord de s'arrêter sur la symbolique entourant le 1er mai. Si cette journée est principalement connue comme étant la Journée internationale des travailleurs et vise à reconnaître et à célébrer les luttes des travailleuses, des travailleurs, elle est, pour le Front national, le moment de

célébration de Jeanne d'Arc. Traditionnellement, la Fête nationale de Jeanne d'Arc et du patriotisme est une fête nationale officielle française, instituée en 1920, célébrée le deuxième dimanche du mois de mai. Cette date correspond à l'anniversaire de la libération d'Orléans par l'armée française sous le commandement de Jeanne d'Arc (Journal officiel de la République française, 1920). Le Front national défile en l'honneur de la Pucelle d'Orléans le second dimanche du mois de mai de 1978 à 1987. En 1988, Jean-Marie Le Pen fait du 1er mai la nouvelle date du défilé, et souhaite en faire le moment lors duquel « le Front national brise ce monopole syndicalo-gauchiste et parvient à unir symboliquement, dans une même ferveur, l'hommage à Jeanne d'Arc et le salut fraternel à l'ensemble du monde du travail, faisant de cette journée à la fois une manifestation de patriotisme et de solidarité nationale » (J.M. Le Pen, dans Igounet, 2016). Cet évènement sera maintenu sous cette forme jusqu'au 1er mai 2016, date à laquelle le traditionnel défilé du parti se transforme en banquet patriote.

À travers la mobilisation de l'image de Jeanne d'Arc, Marine Le Pen véhicule un certain nombre d'arguments qui s'insèrent dans la droite ligne de son projet politique et de sa volonté de réaffirmer une identité française particulière, puisqu'elle « représente tous les principes que nous défendons ardemment » (Le Pen, 2015a). Tous les sujets sont traités lorsqu'il s'agit des discours du 1er mai, et ce, sous couvert du symbole représenté par Jeanne d'Arc. Qu'il s'agisse de la souveraineté, du rejet des élites et du système ou encore de la question de la décadence, on observe la mise en scène du symbole historique à des fins politiques :

> N'en déplaise aux manipulateurs qui nous dirigent, le Front National célèbre aujourd'hui Jeanne d'Arc et avec elle la France libre, indépendante et souveraine. La repentance aveugle de la caste politique la conduira peut-être un jour à déboulonner sa statue équestre au nom de l'amitié franco-britannique. Avec eux, nous ne sommes à l'abri de rien… (Le Pen, 2015a)

Cette lutte constante entre le peuple et les élites est, d'ailleurs, source d'inspiration pour Marine Le Pen lors des 1er mai, puisqu'elle devient le lieu de l'expression d'un peuple qui, rappelons-le, serait courageux et aurait les moyens de se révolter et de s'émanciper à l'exemple de la France libérée par Jeanne d'Arc « [l]ivrée à l'étranger par une partie de la haute noblesse, la France sera sauvée par une enfant du peuple. A celui qui n'a rien, la Patrie est son seul bien disait Jaurès » (Le Pen, 2015a). Symbole du soulèvement populaire, mais également symbole d'un monde meilleur, « de résistance aussi aux doutes, inévitables lorsque l'on est si jeune et si seule, au départ d'un défi aussi immense que celui de la libération et du redressement du royaume de France, de résistance enfin face aux certitudes erronées et aux renoncements des autres » (Le Pen, 2016b).

Jeanne d'Arc est alors mobilisée comme martyr, héroïne et représentante du peuple qui a, à force de courage et d'espoir, libéré la France de l'envahisseur et de la menace étrangère (Le Pen, 2011a). S'il serait osé de dire que Marine Le Pen entend, à travers cette convocation de l'image de Jeanne d'Arc, incarner elle aussi cette posture de sauveuse de la France, il nous est difficile de ne pas constater que ses discours prononcés le 1er mai visent principalement à miser sur une (re)construction d'une identité française forte et à provoquer l'adhésion à un discours patriotique qui se veut plus grand public du fait de la forme voulue par le rassemblement. Si les années d'élection, le discours du 1er mai est l'occasion de revenir sur le premier tour de la présidentielle, par exemple, les autres années, il est le lieu privilégié pour mettre de l'avant une idéologie patriotique détachée de promesses électorales.

En dehors des discours du 1er mai, la question de l'attachement au drapeau tricolore et à l'hymne national français est une autre manière, pour le Front national, de rassembler un « peuple » autour de symboles forts. Le drapeau tricolore a surtout été mobilisé entre

2011 et 2015 comme image républicaine visant à réaffirmer la primauté de la France face à l'Europe au moment où Marine Le Pen exprimait le souhait de mettre fin à la présence du drapeau européen dans les bâtiments publics (Le Pen, 2013b). Il est convoqué également comme moyen de dénier l'appartenance à la nation française des personnes ne le respectant pas[81]. À la suite des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher en janvier 2015, puis du Bataclan en novembre 2015, le Front national entend bien profiter du regain d'intérêt de la population française pour ces deux symboles particuliers :

> Aujourd'hui nous nous réjouissons, sincèrement, que les Français se le réapproprient collectivement et individuellement pour ce qu'il a toujours symbolisé à nos yeux Le symbole du pays, de la nation, qui a fait de nous ce que nous sommes, mais aussi aujourd'hui le symbole d'une France rassemblée, réaffirmée dans ses valeurs, d'une France debout face à l'ennemi. Notons aussi que par un juste, mais tragique, retour de l'histoire, notre hymne national redevient dans le monde un chant de guerre contre l'oppression et l'obscurantisme. (Le Pen, 2015c)

Le rapport inclusion/exclusion est alors toujours renouvelé à travers les mots de la présidente du Front national qui bâtit un peuple rassemblé autour du drapeau et de l'hymne national face à un ennemi rejetant et attaquant les Françaises, les Français sous le simple motif d'être Françaises, Français (Le Pen, 2015c). C'est alors que l'hymne national français, tout guerrier qu'il soit, trouve son importance et sa résonance, puisqu'il incarne le chant guidant la résistance face à l'envahisseur, mais également la

---

[81] « La nationalité est conçue comme une situation administrative qui, dans l'esprit de ses nouveaux titulaires, ne donne que des droits. Le drapeau tricolore est brûlé publiquement et remplacé par des emblèmes étrangers ; notre hymne national est sifflé par des voyous qui se comportent comme en pays conquis. » (Le Pen, 2011c)

promesse de représailles – sanglantes – en réponse à l'attaque faite à la nation (Le Pen, 2015c).

Finalement, la troisième catégorie de symboles que nous avons pu identifier au long de notre corpus touche à la mise en avant des traditions françaises, d'un certain « roman national », et donc, d'une certaine façon, à la glorification du patrimoine historique et culturel français qui devient alors un objet d'attachement particulier à la nation (Le Pen, 2017c). Cet héritage historique doit donc, selon Marine Le Pen, être protégé au sein même de la constitution puisqu'elle souhaite y inscrire « la défense et la promotion de notre patrimoine historique et culturel. Nous redonnerons à la francophonie ses lettres de noblesse. Nous protégerons nos bâtiments nationaux » (Le Pen, 2017b).

Ces trois composantes pourront être défendues avant toute chose par la remise sur pied de l'éducation nationale qui doit être le moteur et le socle d'une identité commune, partagée de toutes et tous, au regard des valeurs républicaines. Ainsi,

> Elle [la France] nous a été transmise par nos parents et grands parents, par nos professeurs au sein de l'Ecole républicaine, par les pages des encyclopédies et les pierres de nos monuments. […] L'Histoire de France permet de transmettre les principes supérieurs de notre peuple, les traditions, les exemples de ses héros qui ont inspiré et fait rêver des générations entières de petits Français. (Le Pen, 2015a)

Bien que nous ayons précédemment abordé le fait que l'École occupe une place centrale dans la conception de la nation de Marine Le Pen, notamment en tant qu'instrument de lutte contre le communautarisme, nous l'abordons de nouveau brièvement ici, afin de soulever le fait que cette institution est vue à la fois comme un moyen d'attaque et de défense face aux communautarisme, face à la décadence, etc. Puisque l'apprentissage du roman national par les élèves est présenté comme un moyen de comprendre le monde, de partager une vision commune, il apparaît que l'École n'est

pas uniquement le lieu de transmission d'un savoir théorique aux yeux de Marine Le Pen, mais également un espace central de fondation et de réaffirmation de la communauté nationale, ainsi qu'un lieu d'apprentissage qui permettra, par la suite, le rayonnement de la langue française.

Au final, les symboles mis de l'avant par Marine Le Pen visent à soutenir un projet de soulèvement populaire qui s'articulerait autour de la défense d'un patrimoine historique, culturel et linguistique, de la réaffirmation d'un drapeau et d'un hymne national, mais également, autour de l'affirmation, à travers la mythification de Jeanne d'Arc, de l'émancipation possible lorsque le peuple se lève et fait face au système politique qui le traite injustement. Pour la présidente du Front national, ces symboles constituent à la fois un moyen de ressouder la France de l'intérieur et de la faire briller de nouveau à l'international. Cette affirmation symbolique et cette mise en avant des valeurs françaises n'est donc pas uniquement un moyen de réunir les françaises, les français autour d'un socle commun, mais surtout, de les réunir *face* à un ennemi – le système/les élites et la mondialisation/l'immigration – qui les menacent. Dès lors,

> Si notre vieille nation oublie d'être grande, alors elle n'aura plus de sens. Elle ne sera plus rien aux yeux du monde comme elle ne sera plus rien à nos propres yeux et il ne lui restera plus qu'à se dissoudre dans d'incurables bassesses.
> Voici le choix d'aujourd'hui mes chers amis.
> D'un côté, la continuité, la résignation et le délitement qui en découlera.
> Et de l'autre, le changement, la volonté, la grandeur.
> Moi, je choisis ce chemin, cet espoir, cette exigence.
> Je choisis la lumière et la vie.
> Je choisis la France et sa civilisation. (Le Pen, 2017a)

4.4 La souveraineté française en danger : une atteinte à la liberté nationale

Au cours de nos trois précédentes parties, nous avons d'abord étayé les éléments du discours de Marine Le Pen se rapportant à la question de la démocratie. Sa vision de celle-ci, d'abord, fortement liée à une revendication républicaine. Également, les éléments qui la menaceraient, notamment le laxisme juridique, politique et la montée de ce qu'elle considère comme étant des communautarismes. Nous avons ainsi mis de l'avant ses propositions pour redonner à la démocratie un sens particulier à travers un État fort, juste à grand renfort d'une police ayant retrouvé son autorité. Nous avons également noté l'importance qui est donnée à la fonction présidentielle et à l'État comme devant écouter la voix du peuple. Cet élément fait écho notamment à la seconde partie de notre argumentaire et à l'emphase mise par Marine Le Pen sur les dérives d'un système qu'elle considère dirigé par des élites qui s'autoreproduisent et dont les intérêts ne sont pas ceux du peuple souverain, mais ceux d'une « élite mondialiste ». Ces dérives ont, selon elle, mené à la décadence de la France. Au regard de la situation actuelle, la seule solution viable serait donc l'action du Front national et son arrivée au pouvoir.

Nous avons également noté dans l'effort de panser la nation, mais également de la repenser, l'importance donnée à la question de la résistance, illustrée par celle de Jeanne d'Arc dont le combat pour la liberté aura permis de sauver la France. De ce constat découle le troisième signifiant que nous allons à présent aborder, à savoir celui de la *souveraineté*. En effet, pour Marine Le Pen, « [l]e FN n'est pas simplement un parti politique, il incarne aujourd'hui en France l'esprit de Résistance, résistance aux féodalités, résistance aux injustices, résistance aux totalitarismes modernes que sont l'islamisme et le mondialisme » (Le Pen, 2011c). La nation française doit donc, pour elle, résister à ces deux formes de « totalitarisme » dans le but de recouvrer sa liberté,

liberté qui passe par le retour de la souveraineté nationale. Dès lors, le projet de Marine Le Pen en est un de reconquête d'une souveraineté nationale perdue

> Enfin, cette révolution de la liberté est celle de nos libertés collectives qu'on appelle pour un État la souveraineté, c'est-à-dire concrètement pour un peuple la liberté de décider pour lui-même.
> Soyez conscients que ce combat pour la souveraineté est premier, principal, essentiel, cardinal, il conditionne tout le reste.
> Sans souveraineté, pas de protection possible, pas d'action possible.
> Sans souveraineté, un projet devient une promesse mensongère. (Le Pen, 2017b)

Notons ici qu'analyser la question de la souveraineté dans le discours de Marine Le Pen n'est pas chose aisée, comme le montre la citation suivante :

> Restaurer la souveraineté nationale, cela signifie d'abord sortir du carcan étouffant et destructeur de Bruxelles dans lequel on nous a enfermés malgré nous et qui nous prive de toute marge de manœuvre dans des champs entiers de l'action politique : la monnaie, la législation, la maîtrise de nos frontières, la gestion de l'immigration (Le Pen, 2011c).

Si nous avons identifié trois catégories centrales en ce qui a trait à ce sujet – économique, politique et européenne – elles s'avèrent interdépendantes et interreliées (Strange, 2011). Nous proposerons une distinction analytique de ces trois dimensions en gardant en tête leur cohérence d'ensemble. Notre réflexion aura lieu en trois temps. D'abord, nous aborderons la question de la souveraineté politique que nous traitons par rapport aux flux migratoires au sein de ce que Marine Le Pen appelle le « système mondialiste ». Il s'agira alors de traiter de la capacité de l'État-Nation à administrer ses frontières, ainsi que de la remise en cause des politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements successifs. Aborder ces politiques nous amènera ainsi à questionner la souveraineté économique française, notamment en ce qui touche à

l'emprise des marchés financiers sur l'économie nationale et sur les transformations du travail qui en découlent. Finalement, la question de l'Euro nous permettra de faire le lien entre souveraineté monétaire et Union Européenne. Cet élément fait écho à ce que nous présentions dans notre cadre problématique comme étant la menace de l'Européanisation qui est, pour le Front national, une construction allant à l'encontre du principe historique de l'Europe des nations.

4.4.1 Souveraineté politique : l'enjeu des frontières

La souveraineté politique défendue par Marine Le Pen s'articule autour de la défense des frontières (Le Pen, 2015b) et rejoint, en ce sens, plusieurs éléments que nous avons abordés précédemment tels que l'égalité républicaine, l'immigration, la laïcité ou la sécurité. Le traitement qu'elle en fait met l'accent principalement sur la menace extérieure – le mondialisme et/ou le fondamentalisme islamiste – afin de dénoncer la perte de contrôle de l'État français sur ses frontières au profit de l'Union Européenne et de politiques néolibérales. Dans ses discours, Marine Le Pen déplore ainsi l'augmentation de l'incertitude vécue par les Françaises, les Français par rapport à la sécurité intérieure du pays. Pour elle,

> Il n'y a pas plus dangereuse concession de souveraineté que territoriale puisqu'elle met le pays à la merci des occupations, des exactions, des invasions. Aujourd'hui, nous n'avons plus le contrôle de nos frontières puisqu'après avoir supprimé nos frontières nationales nous avons concédé l'intégrité territoriale française et européenne à un organisme européen nommé « Frontex ». (Le Pen, 2011a)

La notion de danger qui est ici exprimée nous apparaît centrale dans la critique que la présidente de la formation d'extrême droite fait du système mondialisé. En effet, tout au long de notre analyse, nous avons remarqué qu'aborder la perte de souveraineté de

la France à travers la perte de contrôle de ses frontières n'est pas utilisé comme un levier par Marine Le Pen pour proposer de sortir du système mondialisé ou de le changer. Effectivement, la mobilisation du sentiment de peur, d'incertitude et d'angoisse face à la menace extérieure – l'immigration perçue comme massive (Le Pen, 2017b) – et intérieure – le communautarisme et le fondamentalisme islamiste qui se développeraient dans les banlieues françaises (Le Pen, 2012b) – vise davantage à réunir les Françaises, les Français qui développent une certaine peur de l'autre plutôt que de proposer des solutions concrètes.

Il s'agirait dès lors de réaffirmer la priorité nationale, les valeurs et symboles abordés précédemment, qui permettent au peuple de s'organiser et de se défendre face à la mondialisation et face aux politiques néolibérales – elle parle plutôt de mondialisme (Le Pen, 2017b) – mises en place par les gouvernements successifs et une certaine élite mondialisée. Ce rejet du néolibéralisme et de la mondialisation s'exprime alors à travers le refus d'une gouvernance mondiale dont le but serait de porter atteinte aux État-Nations au profit du marché (Bougnoux, 2001 ; Demers, 1995 ; Sintomer, 1999).

Pour la présidente de la formation d'extrême droite, les atteintes portées à l'État-nation visent alors au délitement du tissu social et de l'identité nationale (Le Pen, 2011c). Pour elle,

> Cette mondialisation ultralibérale veut des individus enfermés dans de multiples communautés hostiles entre elles.
> Cette mondialisation sauvage veut le choc des civilisations, abrutissant les individus par des idéologies extrémistes, fondamentalistes et meurtrières, pour qu'ils oublient leur conscience politique et leur humanisme ! Pour qu'ils oublient ce que c'est d'être un homme, ce que c'est que de vouloir vivre en paix, en prospérité, avec le reste de l'humanité !
> Cette mondialisation ultralibérale défait l'École de la République, le meilleur outil de l'égalité des chances.

> Cette mondialisation ultralibérale détruit la famille, cellule de base de notre société et meilleur refuge contre les aléas de la vie. (Le Pen, 2013a)

Il est donc nécessaire, pour Marine Le Pen, de recouvrer une certaine souveraineté politique, passant par un contrôle plus strict de l'immigration et des frontières afin de redresser l'état de la France et de redonner confiance à ses citoyennes, ses citoyens, en s'organisant autour d'un socle identitaire commun (Le Pen, 2012b).

4.4.2 Souveraineté économique

La critique de la mondialisation que formule la présidente du Front national ne s'arrête cependant pas à cette idée de délitement des peuples du fait des mouvements migratoires qui vont en s'intensifiant. Du moins, les enjeux ne sont plus uniquement sociaux et sociétaux, ils deviennent également économiques :

> Procédant uniquement de la recherche par certains de l'hyper profit, elle se développe à un double niveau, la mondialisation d'en bas avec l'immigration massive, levier du dumping social mondial, et la mondialisation d'en haut avec la financiarisation de l'économie. (Le Pen, 2017b)

De cette citation et du reste de l'analyse de notre corpus ressortent plusieurs éléments en lien avec la souveraineté économique de la France dans un contexte de mondialisation. Tout d'abord, et comme nous le lisons à travers la prise de parole de février 2017 rapportée ci-haut, Marine Le Pen rejette la subordination de l'économie nationale aux marchés financiers. Ensuite, elle déplore le resserrement des liens entre les entreprises multinationales et l'État alors même que celles-ci mettent en place une gouvernance centrée sur l'augmentation de la valeur actionnariale au détriment des conditions de travail. Enfin, cette transformation du travail tend à entraîner une augmentation des inégalités sociales, ce qui nous permet, d'une certaine façon, de

boucler la boucle dans l'interrelation entre souveraineté politique et souveraineté économique.

La question de l'emprise des marchés financiers sur l'économie nationale se lit notamment à travers le prisme du rejet des élites que formule Marine Le Pen dans ses discours. Pour elle, les raisons de l'état économique de la France est en effet dû à la délégation, par les gouvernements successifs, de la souveraineté économique du pays aux banques et aux marchés financiers (Le Pen, 2011b). Elle estime que les personnes au pouvoir ont, peu à peu, laissé tomber les entreprises françaises, laissant la porte ouverte aux délocalisations ou à l'afflux de main d'œuvre étrangère « bon marché », mettant de l'avant les entreprises multinationales et leurs intérêts plutôt que de défendre l'économie française. Ainsi, comme vu précédemment, les élites françaises seraient au service du « monde de la finance ». Cette situation serait d'ailleurs davantage visible depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron, un ancien banquier d'affaires, dans le gouvernement de François Hollande (Le Pen, 2017a). Dès lors, pour Marine Le Pen, les gouvernements ont priorisé le développement des marchés boursiers au détriment du bien être des Françaises, des Français (Le Pen, 2012a). Ainsi,

> Ceux qui vous vendent les grands blocs supranationaux sont les mêmes qui, subrepticement, vous demandent de faire confiance aux experts, à ceux qui savent, à ceux qui feront mieux que vous, vous reléguant ainsi au rang de simples spectateurs de votre vie. Ceux là veulent que nous soyons serviles pour obéir à des intérêts qui ne sont pas les nôtres, les intérêts de lobbys de Bruxelles, ceux de Wall Street, de la City, ceux de Washington, mais qui ne sont pas les intérêts français. (Le Pen, 2012b)

Ces pratiques spéculatives mises en place par les institutions bancaires et financières ont alors un effet direct sur la vie des Françaises, des Français, puisqu'elles sont à l'origine des bulles spéculatives. Celles-ci sont, elles-mêmes lorsqu'elles éclatent, si elles ne peuvent être contenues par les politiques monétaires, à l'origine des crises

financières qui par contagion deviennent des crises économiques. Marine Le Pen l'exprime à travers la dénonciation qu'elle fait des pratiques à risque des grandes banques qui, « jouent au casino avec vos économies. Et lorsqu'une catastrophe nait de cette spéculation absurde, comme pendant la crise de 2008, et bien l'argent de l'employé, de la secrétaire, de l'infirmière, du fonctionnaire, du retraité doit sauver ces banques de la faillite sans contreparties » (Le Pen, 2014a). Nous pouvons alors remarquer que, de nouveau, l'enjeu de la priorité nationale est mis de l'avant dans la nécessaire recouvrance d'une souveraineté économique perdue. En effet, ce qui est souligné, ce sont les effets que la spéculation a directement sur les individus – une certaine catégorie d'individus, d'ailleurs, puisqu'il s'agit de personnes en mesure d'épargner (Le Pen, 2014a) – du « vol organisé » dont ils sont les victimes (*ibid.*), de l'action d'une élite mondialisée dont les décisions en matière de spéculation financière sont néfastes pour la société française. Il s'agit donc, de nouveau, de jouer sur les incertitudes et sur les angoisses liées au hasard (« jouent au casino avec vos économie » [*ibid*.]) que peuvent vivre les Françaises, les Français, afin de dénoncer un modèle économique mondialisé, plutôt que de proposer une solution, une voie de sortie ou une alternative à celui-ci.

La volonté de recherche de profit constant et les liens mis identifiés entre les marchés financiers, les entreprises multinationales et les États dans le cadre européen sont alors critiqués[82]. Ceci s'illustre notamment par les délocalisations, les fusions-acquisitions de groupes français par des entreprises multinationales. Dès lors, pour Marine Le Pen,

[82] « Le système européiste ne peut pas se réformer car sa logique interne est l'ultra-libéralisme et son idéologie le mondialisme. C'est-à-dire la loi de l'argent. Le totalitarisme du profit à tout prix. Au prix de la liberté des hommes, de la sureté des nations, de l'équilibre de l'économie et de l'identité des peuples. » (Le Pen, 2014a)

« [q]uand les fleurons nationaux passent sous capitaux internationaux, Alstom, Lafarge, Alcatel en quelques mois, ce n'est plus l'intérêt du peuple, mais l'intérêt des gros actionnaires, qui est recherché » (Le Pen, 2015a). Cette course aux bénéfices pour les actionnaires s'accompagne également d'effets négatifs sur le travail en France, puisque les emplois, auparavant situés sur le sol français, sont délocalisés à l'étranger.

Dans ses discours, Marine Le Pen met effectivement en lien la mondialisation et la perte de souveraineté politique et économique de la France avec une transformation du travail, et plus particulièrement avec la perte, pour les travailleurs français, d'acquis sociaux au bénéfice des travailleurs étrangers, d'une main d'œuvre à bas coût qui ferait du tort à l'emploi en France (Le Pen, 2014a). La concurrence qui s'installe au sein du système mondialisé serait donc, pour Marine Le Pen, une dégradation économique et sociale, au sens où la reconnaissance sociale liée au travail est dévaluée afin de servir les objectifs de profitabilité des entreprises multinationales. Ainsi, « [l]es français sont mis impitoyablement en concurrence avec des travailleurs payés une misère et moins protégés. Qui vous l'a dit ? Quand l'avez vous appris ? Jamais. Et quand vous l'apprenez, c'est le jour de votre licenciement. Ou le jour où votre employeur vous propose d'aller travailler en Roumanie ou en Pologne pour 300 euros par mois » (Le Pen, 2014a). Dès lors, pour la présidente du Front national, la mondialisation

> [c]'est cet esclavage des temps modernes, le transfert de populations d'un continent à l'autre, constituant ainsi l'armée de réserve du capitalisme qui permet aux grands patrons d'exploiter les travailleurs français.
> Elle permet de baisser les salaires grâce à cette délocalisation de l'intérieur qui écrase le pouvoir d'achat mais qui se montre tellement bénéfique pour les super-profits des actionnaires. (Le Pen, 2011a)

La dégradation de la situation de l'emploi en France est, par ailleurs, pour Marine Le Pen, soutenue par les gouvernements successifs qui, dans leur alliance avec le monde

de la finance dont nous avons parlé précédemment, auraient tendu à mettre en place des politiques qui sont davantage bénéfiques aux entreprises (à l'exception des Très petites entreprises (TPE) et des Petites et moyennes entreprises (PME)) qu'aux travailleurs[83]. Ainsi pour elle, les inégalités continuent à se creuser, permettant aux plus riches de continuer à s'enrichir et aux plus pauvres d'être condamnés à le rester (Le Pen, 2014a). Ces gouvernements, et plus particulièrement ceux de François Hollande avec la loi El Khomri (Le Pen, 2016b), et d'Emmanuel Macron avec la loi travail ont, par ailleurs, contribué à la modification de l'organisation du travail, institutionnalisant l'emploi précaire

> La loi travail votée avant l'été a vu la naissance du contrat de travail de mission. Ce contrat de travail s'appelle "contrat de travail à durée indéterminée", mais ce n'est pas vraiment un CDI. C'est un CDD dont le terme est lié à la fin d'une mission. On pressent que ce contrat précaire dans le temps supplantera le CDI classique pour devenir la règle. C'est une modification profonde, presque une révolution du monde du travail. Cela signifie que le lien entre le salarié et son employeur ne sera plus l'adhésion à un projet d'entreprise, mais un simple contrat de mercenariat. On me paye pour un travail, point. Aucun lien durable, aucun lien de solidarité, aucun lien de loyauté durable ne se crée entre le salarié et son entreprise. L'entreprise n'est que le lieu d'une mission, et pour l'entreprise, le salarié est un intérimaire professionnel. Il est jetable. (Le Pen, 2017c)

L'augmentation du nombre de contrats précaires et à durée déterminée « a pour effet une dégradation des conditions de l'emploi et une précarité accrue des travailleurs puisque, dans un contexte de chômage de masse, les entreprises peuvent procéder à un roulement de la main d'œuvre. Cette précarité de l'emploi peut, à plusieurs égards,

---

[83] « Nous n'avons pas de leçon de fraternité à recevoir de ceux qui ont créé 6 millions de chômeurs et de travailleurs précaires. Des millions de travailleurs pauvres. Qui ont créé des situations de dépendance dont ils se servent aujourd'hui pour affermir leur pouvoir sur le peuple. » (Le Pen, 2012a)

conduire à un processus d'auto-exclusion de la vie active, ou d'exclusion par le système (perte des indemnités chômage, injonction à la recherche d'un emploi sortant des qualifications de l'individu ou causant une sorte de déclassement social, etc.) qui aura ainsi des conséquences humaines sur la cohésion et le lien social[84]. Du point de vue des libertés collectives, par exemple, cette législation réduit les possibilités de revendication pour de meilleures conditions de vie du fait d'une certaine menace pesant sur les employés syndiqués qui voudraient lutter en faveur d'une amélioration de leurs conditions de travail (Le Pen, 2011a).

Ainsi, Marine Le Pen, dans ses discours, articule divers enjeux économiques autour de son appel à plus de souveraineté pour la France. Si les dimensions politiques et économiques sont, comme nous l'avons avancé, interdépendantes, nous devons également noter qu'elles s'insèrent dans un contexte particulier qui est celui de l'Union Européenne, qui viendrait non seulement porter atteinte à la souveraineté française d'un point de vue politique – avec l'espace Schengen – mais également économique à travers la monnaie unique à laquelle s'oppose vivement Marine Le Pen.

L'Euro s'impose, pour la présidente du Front national, comme une limite à la croissance économique française pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle

---

[84] À titre d'exemple, l'application de telles politiques néo-libérales peut s'observer *a posteriori* dans certaines prises de paroles du président de la République actuel. Pour exemple, l'invitation à « traverser la rue » pour trouver un emploi faite à l'encontre d'un jeune homme peinant à chercher un emploi. On retrouve ici l'injonction à trouver un travail, peu importe le domaine, puisque la personne à laquelle s'adresse Emmanuel Macron est horticulteur et se fait proposer de chercher dans la restauration et l'hôtellerie : « Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, le café, la restauration... Ou dans le bâtiment! Il n'y a pas un endroit où je vais où ils ne me disent pas qu'ils cherchent des gens! Pas un! […] Ne perdez pas de temps à m'écrire à moi, hein! Vous faites une rue, là, vous allez à Montparnasse par exemple, vous faites la rue avec tous les cafés et les restaurants, franchement je suis sûr qu'il y en a un sur deux qui recrute en ce moment. Donc allez-y » (Bedah, 2018)

contreviendrait à la souveraineté monétaire du pays, au sens ou la capacité de battre monnaie est déléguée à la Banque centrale Européenne (BCE), et non plus à la Banque de France (Le Pen, 2011a), et que, par conséquent, c'est la BCE qui chapeaute les politiques monétaires et influence les politiques économiques et financières des pays. En ce sens, Marine Le Pen dénonce les politiques d'austérité imposées par l'Europe et la Banque centrale Européenne qui viennent, de nouveau, porter atteinte à la souveraineté nationale.

> Quelle affreuse supercherie que de laisser croire aux francais que la BCE aurait changé et qu'elle se détournerait des plans d'austérité, inhumains, imposés successivement à tous les pays européens, les uns après les autres. Non, évidemment la BCE ne change pas. Elle aggrave la politique de rigueur. La croissance n'est qu'un mot qui figurait, d'ailleurs déjà, dans le pacte de stabilité et de croissance dont on a vu les terribles conséquences. Hausse du chômage, baisse des salaires, baisses des retraites. Car son pacte de croissance à elle, leur pacte de croissance à eux deux, cela veut dire continuer à démanteler le modèle social européen. (Le Pen, 2012a)

Mais l'Euro est également considéré comme une barrière au développement de l'économie nationale française puisque, pour la présidente du Front national, cette monnaie commune a pour effet d'isoler la France et les autres pays de la zone Euro (Le Pen, 2011a), d'affaiblir les petites et moyennes entreprises françaises, mais également d'impacter directement les françaises, les français et leur pouvoir d'achat :

> Alors, parlons deux minutes de l'Euro, ce sujet tabou que je n'ai pas peur d'aborder. Cette monnaie trop chère, inadaptée à notre économie. Cette monnaie qui ne convient qu'aux grands brasseurs d'affaires mais pas aux PME, pas aux petites gens dont le prix du café au comptoir a doublé le jour de son adoption et qui a précipité l'industrialisation de la France. Tout a été imaginé pour sauver l'Euro. Mais qu'ont ils imaginé pour sauver les entreprises ? les retraites, l'initiative individuelle ? (Le Pen, 2014a)

Ainsi, l'imposition de l'Euro serait un échec politique et économique que le Front national a longtemps dénoncé (Le Pen, 2011a), échec qui, aux dires de la présidente de la formation d'extrême droite, commence à être reconnu par d'autres dirigeants à l'échelle européenne mais qu'il faudrait tout de même sauver coûte que coûte[85]. Finalement, Marine Le Pen voit dans la monnaie unique un nouveau moyen pour les « élites européistes » d'asservir la France et les françaises, les français au nom d'un capitalisme financiarisé et d'une recherche de profit constant, ce qui s'inscrit à la fois dans sa dénonciation de la perte de souveraineté économique de la France, mais également dans son rejet de l'Union Européenne.

4.4.3 La question européenne

La question de l'Europe s'impose en quelque sorte comme un fil rouge dans les revendications du Front national. En effet, depuis le rejet de la « construction » européenne par Jean-Marie Le Pen, le sujet est resté au centre des préoccupations de la formation d'extrême droite. L'Europe est alors vue comme un carcan duquel la France se doit de sortir, à l'instar, d'ailleurs, du Royaume-Uni (Le Pen, 2016b).

Dans notre analyse, nous avons pris le parti de traiter la question européenne comme une trame de fond plutôt que comme une thématique à proprement parler. Les raisons derrière ce choix reposent, justement, dans ce que nous venons d'aborder, à savoir les intrications entre les niveaux politiques et économiques du manque de souveraineté dénoncé par Marine Le Pen. Il semblait donc davantage pertinent de traiter de ces

---

[85] « Maintenant ils le savent, et même ils le disent ! Il en aura fallu du temps pour qu'ils admettent l'échec total de l'euro, mais nous y sommes maintenant. Leur réponse : l'euro est un échec mais il faut tout sacrifier à l'euro. Car c'est un veau d'or ! Et les dirigeants européens sont des idolâtres. » (Le Pen, 2015a)

enjeux de manière frontale, en gardant à l'esprit que l'Europe, et son organisation économico-politique constituent le cadre général des revendications en ce qui concerne la question de la souveraineté. Les attaques directes formulées à l'égard de l'Union européenne que nous retenons ici sont principalement celles qui touchent à son caractère artificiel :

> Cela fait-il de moi une anti-européenne ? Bien sûr que non. Je suis européenne ! La géographie de la France, au cœur de l'Europe, son histoire, depuis l'Antiquité et le baptême de Clovis nous dictent ces convictions. La nécessité et le bon sens aussi !
> Comment ne pas développer des relations de partenariat profond, de voisinage avec notre environnement géographique, d'échange sur tous les plans et surtout d'amitié profondes entre les peuples souverains d'Europe ? La réalité de l'Europe, son climat intense d'échanges commerciaux, intellectuels, spirituels, artistiques depuis des millénaires précède de beaucoup ce qu'il est convenu d'appeler la « construction européenne » qui, loin des idéaux initiaux, au lendemain des deux guerres mondiales, est aujourd'hui clairement une œuvre de « déconstruction » des identités nationales en Europe. (Le Pen, 2016b)

Marine Le Pen considère que le problème avec l'Union Européenne, c'est qu'il s'agit d'une d'une construction factice, laissant de côté les nations souveraines (Le Pen, 2012b) pour leur substituer un système fédéral (Le Pen, 2014a). Il s'agit alors de contester, comme mentionné dans notre chapitre de problématique, la création d'une entité supra-nationale aux dépens des françaises, des français[86], dont les intérêts économiques, politiques et financiers rejoignent ceux du « monde de la finance ».

[86] Nous pensons ici aux dénonciations portées par Marine Le Pen à la suite du referendum sur la consitution européenne : « Si vous dites non, encore une fois, à cette folie européiste un peu moins de

4.5 La question du peuple

Nous avons, jusqu'ici abordé les éléments centraux de notre analyse des discours de Marine Le Pen entre 2011 et 2017. Qu'il s'agisse des menaces qui sont faites à la démocratie et à la République ou des propositions émises par le parti afin de redresser le pays, nous avons mis en lumière le positionnement de la présidente du Front national par rapport aux enjeux du communautarisme, de la souveraineté, des élites ou encore des valeurs guidant le peuple et sa construction.

Les réflexions entourant la constitution d'une communauté nationale particulière organisée en opposition à ces menaces et autour de ces valeurs (la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité) ainsi que des symboles (de résistance, d'affirmation nationale, d'émancipation) nous mènent à nous pencher davantage sur l'une des idées centrales de la thèse, à savoir la question du peuple et plus particulièrement, comment Marine Le Pen parle du peuple. Notons ici que nous avons identifié, dans notre corpus, 93 occurrences se rapportant à cette notion. Nous présenterons, d'abord, les caractéristiques principales du peuple dans les discours de Marine Le Pen. Nous aborderons ensuite le modèle d'intégration privilégié par la présidente de la formation d'extrême droite, à savoir l'assimilation. Ceci nous permettra par la suite d'évoquer la question de la préférence, de la priorité nationale.

Dans l'analyse, ces trois thématiques étaient regroupées sous le signifiant « Nation ». Il apparaît cependant plus pertinent de présenter ces résultats de manière distincte. En

---

dix ans après le référendum de 2005 où vous avez été trahis, la seule solution pour le gouvernement français sera de revenir devant le peuple. » (Le Pen, 2014a)

effet, si la question du peuple a tenu un rôle central au long de ce chapitre, nous pouvons lire que celui-ci se constitue – et ultimement, dans les mots de Marine Le Pen – *doit* se constituer en opposition et en rempart à un certain nombre de menaces, qu'elles soit intérieures ou extérieures. Ce point nous permet donc, en quelque sorte, de revenir au point de départ de notre réflexion entamée dès notre introduction, à savoir le rapport intérieur/extérieur qui agit dans la création de l'image particulière d'un peuple.

4.5.1 Peuple et unité territoriale

Comme nous avons pu le voir jusqu'ici, l'entité que représente le « peuple » est centrale dans les discours de Marine Le Pen. En effet, beaucoup des éléments que nous avons abordés précédemment y sont rapportés. Qu'il s'agisse de sa cohésion, de son histoire, de ses valeurs, ou bien des menaces qui pèsent sur lui à cause de la mondialisation, des fondamentalismes, du communautarisme, le « peuple » est un protagoniste central dans le récit national que raconte Marine Le Pen à travers ses prises de parole. Cependant, en dépit de sa centralité, celui-ci n'est que très peu défini (Le Pen, 2014a). Il est plutôt présenté comme un être abstrait, un ensemble d'individus rassemblés autour d'une histoire, de valeurs et de symboles :

> Car un Peuple n'est pas seulement une somme d'individus qui naissent, travaillent et partent à la retraite, comme la Nation n'est pas l'addition d'histoires individuelles ou d'intérêts catégoriels. Un peuple et une Nation sont la conjonction aussi de réalités immatérielles : la tendresse de la famille, l'amour de ses paysages, la conscience d'une histoire qui les a forgés, l'esprit de service collectif et de sacrifices, la communion de valeurs. (Le Pen, 2013a)

Ce peuple dessiné est courageux, modeste, opiniâtre (Le Pen, 2014b) – surtout lorsqu'il vote pour le Front national (Le Pen, 2016a) –, héroïque, fidèle à ses valeurs (Le Pen, 2015a). Il est organisé, dans l'adversité, autour des symboles nationaux comme ce fut le cas au lendemain des attentats de Charlie Hebdo, de l'Hyper Cacher et du Bataclan

lorsqu'a eu lieu « [c]e rassemblement spontané de tous les français, de toutes origines et de toutes sensibilités autour de nos couleurs nationales, sans haine mais avec une grande détermination collective est une formidable réaction de notre peuple qui dans l'épreuve doit faire notre fierté » (Le Pen, 2015c).

Mais le peuple français, dans le discours de la présidente du Front national, ce ne sont pas uniquement les personnes vivant dans en métropole. En effet, il est important ici de noter que chacune des prises de parole à l'étude commence par une mention aux collectivités et populations d'Outre-Mer. Cet appel aux habitants de l'Outre-Mer est une manière de signifier et de réaffirmer une certaine unité territoriale, par ailleurs soutenue par la présence d'élus Front national à ces endroits (Le Pen, 2014c). Unité territoriale basée sur une histoire coloniale que la présidente du Front national omet de mentionner. Elle préfère mettre de l'avant les « intérêts » économiques que représentent ces territoires. Ainsi, pour elle, il est nécessaire de favoriser le développement économique dans ces collectivités, et ce de plusieurs manières puisque,

> [c]ela va de l'exploration scientifique à la production alimentaire. Des ressources énergétiques à la puissance stratégie. Notre Outre-mer sera la base de développement de cette richesse quasi-infinie.
> Et nos compatriotes d'Outre-mer auront enfin, non seulement la place centrale que nous leur avons, nous patriotes toujours accordée dans notre cœur, mais aussi une place essentielle dans cette nouvelle épopée scientifique et économique, une place d'architecte de la grandeur de la France. (Le Pen, 2017a)

Pour la présidente du Front national, ces territoires sont donc injustement laissés de côté, et, par le fait même, les personnes qui y résident également. Afin de remédier à cette situation, elle propose d'exploiter les ressources naturelles qui y sont présentes,

et plus particulièrement cet « or bleu » dont elle fait mention en 2017[87]. Par-delà l'intérêt économique que Marine Le Pen porte aux collectivités d'Outre Mer, un sujet plus social est également abordé, lui permet ainsi de prendre position sur les enjeux d'indépendance et d'autodétermination de celles-ci[88] :

> Elle [la France] possède le deuxième espace maritime du monde, 11 millions de kilomètres carrés, elle possède une richesse inexploitée que constituent nos collectivités d'Outre-Mer, en n'oubliant jamais qu'ils sont des territoires français et qu'ils doivent le rester !
> Je salue d'ailleurs chaleureusement nos compatriotes d'Outre-Mer qui, de notre point de vue, font partie intégrante de la République française au même titre que n'importe quel territoire de métropole. (Le Pen, 2011c)

Nous pouvons alors interpréter ici le fait que Marine Le Pen, tout en taisant le passé colonial français ayant fait de la Réunion, de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie, de la Guyane, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Polynésie, et de Saint-Pierre et Miquelon des territoires d'Outre Mer, puis des collectivités d'Outre mer, réaffirme cette relation de domination historique en leur refusant, d'une part, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. D'autre part, elle tend à effacer le vécu des habitants de ces anciennes colonies, faisant des collectivités d'Outre mer des lieux propices au

---

[87] « Et puis, mes amis, il y a notre territoire maritime qui, comme notre territoire terrestre doit être aménagé. Ce territoire en jachère dont la conquête offre des promesses aussi fabuleuses que le furent celles de la conquête de l'espace. C'est la promesse de l'or bleu jusqu'à présent insuffisamment exploitée. Cette richesse qui nous garanti à elle seule le plus bel avenir si du moins nous prenons la peine de la valoriser. (Le Pen, 2017a)

[88] Ici, nous pensons notamment aux référendums de 1987 et de 2018 visant à l'indépendane de la Nouvelle-Calédonie.

développement économique (Le Pen, 2017a) alors qu'elles sont, depuis bien longtemps, socialement et économiquement laissées pour compte par les politiques françaises[89]. Le peuple dans le discours de Marine Le Pen est donc défini en fonction d'attributs de « caractère » et de par son appartenance territoriale à la France. Il nous faut cependant noter que cette entité politique est surtout dessinée en creux à travers la dénonciation de ce que le peuple n'est pas, ou plutôt, de ce que le peuple *n'a* pas. Ainsi, le peuple, dans le discours de Marine Le Pen, ne dispose pas de l'écoute de ses dirigeantes, de ses dirigeants. En effet, pour la présidente de la formation d'extrême droite, la parole du peuple est mise de côté, et par conséquent, le principe démocratique comme pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple est brimé (Le Pen, 2017b). Les élites – toujours elles – ont alors tendance à ne pas prendre en compte l'avis des françaises, des français, et à agir uniquement pour ses intérêts (Le Pen, 2012b). Pis, les électrices et électeurs du Front national sont encore davantage laissés pour compte puisque les politiques mises en place par les gouvernements successifs vont à l'encontre des propositions formulées par le parti et sa présidente, oubliant dès lors pas moins de six millions et demi de françaises, de français.

Au-delà de la simple dénonciation, c'est à travers cette déploration de la négation des intérêts d'une certaine partie de la population que naît, dans le discours de Marine Le Pen, cette thématique d'importance, à savoir cette figure de la France des oubliés :

---

[89] Soulignons ici les inégalités qui persistent entre les collectivités territoriales d'Outre mer et la métropole ainsi que les retards de développement qui substistent Outre mer (Vie publique, 2018). Par exemple, selon *Vie publique*, plateforme de la Direction de l'Information Légale et Adminstratie rattaché au gouvernement français, « [l]es écarts de prix avec la métropole sont considérables […] Le taux de chômage dépasse les 19% et atteint même 27% à La Réunion, le département le plus touché contre 10% en métropôle » ou encore, « [d]es inégalités demeurent en matière de dépenses d'investissement pour les infrastructures de base (infrastructures de transport et d'assainissement, infrastructures électriques, logement le numérique, etc.). » (*op. cit.*)

> J'ai beaucoup parlé des oubliés pendant ma campagne présidentielle. Vous savez, ce peuple invisible qu'on ne trouve que pour le ponctionner, le malmener, qu'on ne protège pas, qu'on abandonne, qu'on n'écoute jamais. Ces oubliés ont moins encore aujourd'hui qu'hier la possibilité de s'exprimer, d'être entendus. (Le Pen, 2012b)

Cette question des oubliées, qui permet à Marine Le Pen de se présenter comme la « Présidente des invisibles » s'inscrit en droite ligne de sa position anti-élites. Il s'agit alors, de nouveau, de mettre en évidence le fossé qui s'est creusé entre celles et ceux qui sont visibles parce qu'ils occupent l'espace public et/ou l'espace médiatique et dont les revendications seraient entendues et ce peuple, oublié, auquel elle s'adresse, notamment à Brachay[90], commune qu'elle a choisie pour revendiquer sa défense des laissés pour compte, de « cette France oubliée et pourtant généreuse et travailleuse. Celle qui n'encombre pas les titres du 20h, celle qui souffre en silence, celle qui paye sans rien dire, celle qui subit sans casser, mais reste fière et n'abdique pas. » (Le Pen, 2016a)

Ainsi, Marine Le Pen a entrepris en 2013

> un tour de France des oubliés, au plus près des réalités des Français, dans toute la France, de toutes les conditions sociales, il m'a permis de constater

[90] Brachay est une commune française située dans le département de Haute-Marne dans l'Est de la France. Le choix de ce lieu pour les discours de rentrée de Marine Le Pen à partir de 2014 tient principalement dans les résultats électoraux particuliers de cette petite commune de 58 habitants. En effet, le Front national y domine la vie politique. En 2007, Jean-Marie Le Pen récolte 52,27% des voix au premier tour de l'élection présidentielle (Ministère de l'Intérieur, 2007). En 2012, Marine Le Pen obtient 72,09% des voix (Ministère de l'Intérieur, 2012b), et en 2017, 83,72% au premier tour et 90,24% au deuxième tour (Ministère de l'Intérieur, 2017). Autre fait notable, en 2014, lors des élections européennes, Florian Philippot, candidat Front national obtient à Brachay 84,62% des voix, tandis que les partis historiques que sont le PS et l'UMP ne reçoivent aucun vote (Quinault-Maupoil, 2014).

> à quel point dans nos campagnes, dans nos lointaines banlieues, dans tous ces coins de France méprisés de tous nous sommes attendus, nous sommes espérés !
> J'achèverai bientôt ce tour de France à Brachay, petit village où je me suis déjà rendue pendant la présidentielle, village symbole de l'oubli dans lequel des pans entiers du territoire se trouvent. Et notre stratégie enfin, ne l'oublions pas, parce que c'est aussi le cœur de nos ambitions, c'est une volonté farouche de rassembler les Français. (Le Pen, 2013b)

Ce désir de rassemblement s'exprime, notamment, à travers cette volonté d'alternance que propose Marine Le Pen, qui vise, comme nous l'avons abordé précédemment, à redresser la France, à faire sortir le pays de l'état de décadence dans lequel il se trouverait (Le Pen, 2017c). Le peuple français est donc, dans les discours de Marine Le Pen, dans l'attente d'un changement, d'une écoute de la part d'une classe politique qui l'aurait trop longtemps laissé de côté. C'est ici que se lit le projet présidentiel de la dirigeante de la formation d'extrême droite, dans cette volonté de rassemblement autour des valeurs, des symboles présentés plus haut, mais surtout contre ce système et ses élites tant décriés. Cette vision du peuple passe notamment par deux éléments que nous allons aborder maintenant, à savoir la question du modèle d'intégration et la préférence nationale mise en avant au FN.

4.5.2 Modèle d'intégration

À travers le modèle d'intégration qu'elle met de l'avant, Marine Le Pen donne à voir les conditions d'appartenance au peuple français pour les personnes issues de l'immigration. Les éléments que nous présentons ici – nous avons identifié 25 occurrences relatives à ce sujet dans notre corpus – résonnent fortement avec la problématique du communautarisme traitée plus haut. En fait, le modèle d'intégration promu par Marine Le Pen vise, justement, à combattre le communautarisme, voire à

l'éradiquer tout bonnement, puisque la présidente du Front national entend mettre de l'avant un modèle d'intégration qui se veut assimilationniste[91] :

> Notre modèle à nous est celui de l'assimilation qui fait obligation aux nouveaux Français de se plier aux règles de vie de la communauté nationale qui les accueille. D'abandonner certaines allégeances incompatibles, de se fondre par leur comportement et leurs valeurs dans le creuset national. Condition incontournable pour s'épanouir dans ce magnifique projet toujours renouvelé que constitue la nation française. (Le Pen, 2016a)

Marine Le Pen définit alors ce principe comme « le dépouillement volontaire par un individu d'une partie de sa culture et de son identité d'origine pour épouser celle du pays hôte, est un devoir moral, pour celui ou celle qui nait étranger et souhaiterait devenir français » (Le Pen, 2014a). Devenir français, peu importe le pays d'origine ou la confession de la personne (Le Pen, 2017b), c'est donc, pour la présidente du Front national, renoncer à son bagage culturel propre pour adhérer aux valeurs françaises, respecter les lois, les droits et les devoirs du pays (Le Pen, 2014a). Le processus d'intégration n'est alors pas une volonté sociale, sociétale, mais il dépend bel et bien de la capacité de l'individu à renier, en quelque sorte, son passé afin d'intégrer la communauté nationale et ses symboles[92].

Aborder ici la question sociétale n'est pas anodin. En effet, s'il est du ressort de l'individu de s'assimiler à son pays d'accueil, dans le discours de Marine Le Pen, la société française n'a pas vocation à accueillir une immigration considérée comme

---

[91] Nous reviendrons sur le concept d'assimilation plus en profondeur dans notre prochain chapitre.

[92] « Se percevoir comme français, ce n'est pas seulement avoir des papiers. C'est adopter notre pays parce qu'on en a choisi les règles, les caractéristiques, l'histoire, la langue, l'hymne national. »

massive qui mettrait, comme nous l'avons dit plus tôt, l'identité nationale et la cohésion sociale en danger (Le Pen, 2016b). Car en effet, l'immigration pèse socialement sur la France selon la présidente du Front national, et sans politique d'assimilation, c'est le communautarisme qui risquerait de s'implanter (Le Pen, 2015a). C'est pourquoi Marine Le Pen souhaite mettre fin à la politique d'immigration française dans sa forme actuelle, puisque pour elle, le modèle basé sur l'intégration qui a succédé au modèle d'assimilation[93] ne permet pas à la France de gérer les afflux de migrants, la diversité culturelle tout en faisant régner l'ordre (Le Pen, 2016b).

Si, par le passé, deux figures de la personne immigrante s'opposaient – le « bon » immigrant catholique venant d'Europe vs. l'immigrant « dangereux », musulman, venant d'Afrique du nord principalement – nous pouvons voir dans les prises de parole plus récentes de Marine Le Pen un léger glissement, bien que la dimension religieuse subsiste. Du fait des dérives de la mondialisation dont nous avons parlé plus tôt – le « mondialisme économique » et le fondamentalisme islamiste – cette opposition s'organise maintenant autour de la bonne assimilation des personnes immigrées. Ce déplacement, et le contexte économico-politique dans lequel il opère est notable. En effet, il met également au jour une nouvelle manière de concevoir la préférence nationale et de remettre au centre les intérêts des travailleuses françaises, des travailleurs français, à la lumière notamment de la politique européenne des travailleurs détachés. L'ennemi n'est plus maintenant uniquement cet étranger « dangereux » qui profite du système social français[94], mais également l'ensemble de ces travailleurs

[93] Nous revenons plus en détails sur ce changement et ses modalités dans le chapitre suivant.

[94] À ce propos, les discours du Front national conservent une certaine continuité depuis les années 1980 puisque Jean-Marie Le Pen fustigeait déjà ces personnes immigrantes puisqu'il considérait que « la

détachés qui viennent affaiblir la France économiquement, socialement, et qui mettent en danger la cohésion nationale.

4.6 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons mis de l'avant les thématiques centrales ayant émergé de notre analyse du corpus discursif restreint de Marine Le Pen entre 2011 et 2017. Avant de procéder à cette étape cruciale, l'exploration de la littérature nous a laissé penser que quatre termes centraux – quatre signifiants – seraient au centre de notre analyse. Nous pensions alors organiser notre réflexion autour de la souveraineté française, du peuple, de la nation et de l'identité. Au fur et à mesure de notre processus d'encodage et d'analyse, ces quatre enjeux ont évolué pour laisser place aux suivants : la démocratie, les élites/le système, la nation, la souveraineté.

Dans un souci de laisser émerger les grands enjeux des textes à l'étude et d'éviter de procéder à une étude qui ne serait que trop déterminée par les présuposés de la chercheuse, notre grille d'analyse s'est modifiée et reprécisée tout au long du processus d'encodage. Ainsi, des sujets tels que l'identité et la nation qui apparaissaient en premier lieu centraux au sein des discours se sont retrouvés secondaires, découlant d'autres enjeux plutôt que les encadrant eux-mêmes. Devant des sujets sociaux, politiques et économiques si complexes, nous avons souhaité rester au plus près des idées véhiculées par Marine Le Pen afin d'en proposer une analyse fine, académique, et ainsi poser un regard critique sur les discours du Front national et sur sa conception

---

majorité éta[it] constituée par des assistés sociaux non travailleurs, qu'ils soietn chômeurs, oisifs, familles » (dans Schor, 1997, p. 123).

de la démocratie, de la République et de la situation politico-économique et sociale de la France.

Le présent chapitre est donc organisé autour de ces quatre grandes idées : la démocratie, la dénonciation des élites et du système, la question de la nation, la souveraineté française.

Traiter d'abord de la démocratie a permis de mettre en évidence la manière dont Marine Le Pen aborde cette question politique centrale, mais, plus encore, de toucher aux grands enjeux que sont l'affirmation républicaine, la menace que représente le communautarisme, la centralité de l'éducation et la manière dont le système scolaire peut permettre de former de « bonnes » citoyennes, de « bons » citoyens, le retour du discours sécuritaire et la volonté du Front national de faire de nouveau régner l'ordre, si tant est qu'il ait déjà régné en France. Nous avons également identifié le rôle que Marine Le Pen attribue à l'État, en tant qu'institution, mais également à celles et ceux qui en font partie – les ministres, notamment – et plus particulièrement, de mettre en évidence le regard spécifique que Marine Le Pen porte sur la fonction de chef de l'État qu'elle souhaite assumer un jour.

Si le Front national se place dans la course au pouvoir, c'est notamment afin de faire face à la situation délétère dans laquelle la France se trouve, selon l'analyse de la situation qu'en fait sa présidente. Cet état de décadence serait dû, non seulement à certains éléments soulevés dans la première partie de ce travail, à savoir l'avancée du communautarisme, l'augmentation présumée de la délinquance, ou encore la perte de confiance dans l'institution qu'est l'École. Mais il serait également dû au fait que la France est dirigée depuis longtemps par ce que Marine Le Pen qualifie de « caste politique », à savoir une élite spécifique qui se reproduit et reproduit le système qu'elle a construit. La seconde partie de ce chapitre d'analyse visait alors à mettre en évidence

le tort que cette élite, au sein de ce système clos, porte à la France. Face à cette situation, la formation d'extrême droite se veut porteuse de solutions à travers ses idées politiques, mais également des idéaux qu'elle porte qui reposent notamment sur le courage de sa présidente et de ses électrices, électeurs, mais également sur le fait que, contrairement aux autres partis, le Front national serait le seul à diffuser un message de vérité.

Face à la situation précaire dans laquelle se trouve le pays, Marine Le Pen souhaite réorganiser le lien social, et la société en général, autour d'une identité culturelle française particulière, autour d'un ensemble de valeurs et de symboles dont l'affirmation nationale serait la clé de l'organisation du peuple en force de contestation face au système et aux élites qui l'oppriment. La troisième partie visait à analyser la manière dont Marine Le Pen souhaite panser – et penser, d'ailleurs – la nation française, à mettre en exergue également les éléments identitaires et culturels qui font, à ses yeux, du peuple français, LE peuple français.

Cette (ré)affirmation identitaire prend place dans un contexte particulier qui est celui de la mondialisation qui affaiblirait la nation française et mettrait en péril sa souveraineté. Dans la quatrième partie, nous avons abordé la question de la souveraineté française à travers trois enjeux centraux. Le premier est celui de la souveraineté politique qui s'exprime notamment à travers la question des frontières. Le second porte sur la capacité des dirigeants français à exercer la souveraineté économique et monétaire nationale dans un contexte de financiarisation de l'économie et de mise en place de politiques néolibérales à l'échelle internationale. Enfin, la troisième est la question de l'Union européenne, que Marine Le Pen juge comme étant construite de toutes pièces et qui mettrait en danger la capacité de la France à prendre de manière autonome ses propres décisions.

Finalement, la cinquième partie du présent chapitre portait la question du peuple dans le discours de Marine Le Pen. Rappelons que lors de notre processus d'encodage, le peuple était rattaché à la question nationale. Il est cependant apparu plus pertinent de le traiter ici de manière séparée afin de mettre l'emphase sur le fait que toutes les menaces et tous les dangers précédemment cités font du tort au peuple que dessine la présidente du Front national à travers ses discours. Nous avons ainsi fait émerger les caractéristiques que Marine Le Pen attribue au peuple, en notant, par ailleurs, que celui-ci est défini principalement en fonction d'une part, d'attributs se rattachant à son caractère (son courage, sa volonté, son amour de la nation, etc.) et, d'autre part, à ce que ce peuple *n'a pas,* à savoir, voix au chapitre, puisque Marine Le Pen souhaite devenir la Présidente des invisibles, de ces « oubliés » de la politique. Ce sont, par ailleurs, les valeurs, les symboles et l'attachement à la nation française qui s'inscrivent comme la « porte d'entrée » de ce peuple français qui, loin d'être imperméable à l'altérité, peut bien inclure les personnes issues de l'immigration, tant qu'elles acceptent de passer par un processus d'assimilation qui reste, aux yeux de Marine Le Pen, la seule manière viable de gérer l'immigration en sol français.

CHAPITRE V

LA RÉPUBLIQUE COMME CADRE D'UNIFICATION NATIONALE : FRAGMENTS HISTORIQUES

Ce chapitre sert de préambule à l'interprétation des résultats. Nous avons en effet la certitude que des questions contemporaines comme celles du communautarisme et de l'appartenance républicaine ne peuvent être adéquatement abordées sans rappeler préalablement l'histoire de la République française[95]. À travers le précédent chapitre, nous avons pu mettre de l'avant l'importance qui est donnée au phénomène dit communautariste au sein des discours de Marine Le Pen. Le communautarisme et l'idée de communauté sont parfois perçus négativement comme un espace d'entre-soi par certaines, certains, ou positivement comme un lieu de regroupement et d'appartenance par d'autres. Aborder ces notions nous permettra, par la suite, d'investiguer davantage

[95] Ce mémento trouve ici pleinement sa place. S'il avait pris place dans notre chapitre de problématique, il n'est pas certain que le lecteur, bien qu'attentif, l'eût encore présent à l'esprit. De plus, nous aurions risqué que celui-ci perde le fil de notre réflexion en opérant prématurément ce détour historique. Par ailleurs, le propos de notre problématique s'en serait indubitablement trouvé dilué ceci allant à l'encontre de notre volonté de donner du relief aux éléments centraux permettant de faire émerger nos questions de recherche. Finalement, cet addendum n'aurait pas permis de rendre compte du fait que la nécessité de ce chapitre et des questionnements qu'il nous permet de soulever nous est apparue avec force suite à l'analyse de discours. Leur complémentarité évidente nous a donc conduite à les faire se succéder.

le modèle républicain d'inclusion et les enjeux d'identité, d'immigration et de reconnaissance de l'altérité qui les sous-tendent.

Parler de la République, et dans ce cas précis, de la République française est un bien vaste projet. Nous n'avons ici ni l'ambition, ni la prétention d'en faire une historiographie [96]. Nous souhaitons cependant noter la complexité de l'histoire républicaine, depuis la première République de 1792 qui fait suite à l'abolition de la monarchie proclamée au lendemain de la Révolution française, jusqu'aux revendications contemporaines formulées notamment par la France insoumise, et précédemment par le Front de gauche, de changer la constitution pour entamer le chapitre de la VI^{ème} République. Malgré les changements de constitution, les coups d'État, les crises vécues par le régime à cause du krach de 1929 ou la situation de la France durant la Seconde Guerre mondiale, la pensée républicaine semble perdurer, et avec elle, les idéaux de la Révolution française :

> L'avènement de la République ne date pas, en effet, du 10 août 1792. La Révolution française est d'emblée républicaine : la proclamation de l'égalité en droits, l'appropriation collective de la souveraineté et l'établissement de pouvoirs représentatifs ont marqué la naissance d'un ordre nouveau dans lequel, pour reprendre la formule d'un contemporain, « la Constitution n'était plus dans la monarchie, mais la monarchie dans la Constitution » (Gueniffey, 2011, p. 12)

Ce passage de la monarchie de droit divin au modèle Républicain français ne représente pas uniquement un changement radical du système politique français, il permet également de définir de nouvelles bases du vivre-ensemble, de conceptualiser une nation unifiée rassemblée derrière une constitution, une vision particulière et des

---

[96] À ce titre, nous ne pouvons que recommander la lecture de l'ouvrage central de Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France* (Nicolet, 1995).

idéaux communs consignés dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789. Cette volonté d'affirmation d'un socle national partagé se développe particulièrement durant la III^{ème} République (septembre 1870 – juillet 1940) notamment sous l'impulsion d'Ernest Renan dont le *Qu'est-ce qu'une nation* (Renan, 1997 [1882]) est devenu un texte de référence lorsqu'il s'agit, toujours aujourd'hui, de réfléchir à l'idée de nation et de nationalisme. Cette période spécifique qu'est celle de la III^{ème} République constitue un moment particulier, celui de la colonisation, dont l'influence historique est encore prégnante aujourd'hui. En effet, c'est à ce moment que commencent à s'opposer de manière plus visible l'idéal d'une République universelle, au sein de laquelle l'exercice des droits et des devoirs est le même pour tous, et la réalité d'une citoyenneté différenciée, paradoxale pour reprendre le terme de Joan W. Scott (1998).

C'est sur cette ambiguïté, sur cette différenciation que nous souhaitons nous pencher plus particulièrement dans ce chapitre. En gardant le fil rouge de notre réflexion, à savoir le rapport entre inclusion et exclusion, central à l'exercice démocratique, à la constitution du peuple et à la délimitation des frontières politiques à la fois symboliques et physiques, nous reviendrons sur les enjeux relatifs à la question de l'universalisme républicain, d'abord, et du modèle d'intégration privilégié en France, à savoir l'assimilation jusque sous la III^{ème} République, puis l'intégration basée sur la citoyenneté. Nous analyserons ensuite, à la lumière du passé colonial français, la manière dont le peuple est construit autour d'un ensemble de valeurs, de symboles communs de manière à attiser le sentiment national, mais également comment, dans le

même temps, est opéré un processus de différenciation et de hiérarchisation au sein du cadre national unificateur[97].

Pour Gérard Noiriel, l'histoire politique française a connu deux moments clés que sont la Révolution française et la III^{ème} République. En effet, « [l]e moment de la Révolution, c'est celui d'un État national qui a posé l'égalité des droits, la citoyenneté au sens civil du terme, et le moment de la Troisième République, c'est celui du passage à un État-nation qui est un État de masse et qui, de fait, a posé le problème de l'intégration des classes populaires au sein de l'État » (dans Durpaire *et al.*, 2011, p. 26). Nous retrouvons dans cette citation plusieurs éléments qui sont intéressants à développer. Le caractère universaliste de la République, d'abord, organisé autour de l'idée d'une République une et indivisible assurant à ses citoyennes, ses citoyens, une égalité en droits. Ensuite, la nécessité de bâtir un cadre commun permettant l'intégration de toutes et tous à la République. Ce sont les deux éléments que nous souhaitons traiter ici.

5.1 L'universalisme républicain

Traiter de l'universalisme républicain peut être complexe. En effet, il ne suffit pas d'affirmer une égalité des droits de toutes et tous, ni même la liberté des individus, pour faire de la République un cadre universaliste. Pour Immanuel Wallerstein,

> [i]l y a deux façons possible d'expliquer les origines de l'universalisme en tant qu'idéologie dans notre système historique actuel. La première consiste à voir dans l'universalisme l'aboutissement d'une tradition intellectuelle antérieure. La seconde considère cet universalisme comme

[97] « Si l'on prend l'empire colonial, par exemple, on remarque que l'inclusion, l'intégration y vont de pair avec l'exclusion. On a toujours un double processus et il en sera toujours ainsi tant que l'on sera dans le cadre d'États-nations » (Noiriel dans Durpaire *et al.*, 2011, p. 26)

> une idéologie particulière, propre à l'économie-monde capitaliste. Ces deux modes d'explication ne sont pas nécessairement contradictoires. (Balibar et Wallerstein, 2007, p. 44)

Pour aborder la première manière identifiée par Wallerstein, il est nécessaire de revenir au moment de la constitution de la Ière République. À la fois un tournant historico-politique et intellectuel, celui-ci combine le point de rupture que fut la Révolution française et l'avancée philosophique permise par les écrits issus des Lumières. La République est, en effet, le fruit des revendications révolutionnaires qui rejettent les privilèges accordés – de manière « divine » – à la noblesse sous l'Ancien Régime. Durant cette période allant de la fin du XVI^{ème} siècle à la fin du XVIII^{ème} siècle, la France est organisée en fonction d'un système d'ordres hiérarchisés que sont le clergé, la noblesse et le Tiers état (Bély, 2013 ; Saupin, 2010).

> Ainsi, le clergé ne peut être que le premier ordre du royaume puisqu'il est le garant de l'orthodoxie théologique et l'intermédiaire obligé pour l'obtention du salut éternel, objectif prioritaire de la condition humaine. La noblesse vient logiquement en second puisqu'elle se définit par le service du roi, lieutenant de Dieu, dans une mission militaire qui demeure toujours la plus prestigieuse, mais aussi dans son rôle gouvernemental et administratif en réévaluation permanente. (Saupin, 2010, p. 30)

Le Tiers état représente alors le reste, cette masse hétérogène allant des roturiers aux paysans en passant par les marchands, chacune de ces catégories étant, elle-même, hiérarchisée en fonction du type de travail effectué[98]. Si la société sous l'Ancien

---

[98] « Dans le monde du commerce, il convient d'établir une distinction entre le marchand interrégional et surtout international, mobilisé par sa correspondance et ses livres de compte, et le marchand détaillant qui délivre les produits à ses clients. Ce dernier, s'il se limite à la seule vente comme les marchands de draps, les épiciers-droguistes, les merciers ou les marchands de fer, se considère toutefois supérieur à tous les maîtres artisans qui vendent directement leur production dans leur atelier. […] Dans l'agriculture de banlieue surtout orientée vers le jardinage intensif, l'image du paysan, véritable bête de somme, ne saurait être flatteuse. » (Saupin, 2010, p. 40)

Régime reste très hiérarchisée, l'idée d'une mobilité sociale reste envisageable, bien que difficile. Ainsi, il est toujours possible d'intégrer le clergé pour une personne chrétienne, d'être anobli par la volonté du roi ou d'accéder à l'ordre de la noblesse avec de l'argent (Bély, 2013). Il reste cependant qu'une distinction subsiste entre les individus sur la base de leur naissance ou de leur fonction sociale (*ibid.*).

C'est, par ailleurs, à ce niveau que s'opère la rupture permise par la pensée de Lumières et par la Révolution française. Un glissement s'opère alors entre une société traditionnelle, fondée sur l'idée de transcendance divine, et la société moderne, dont le principe fondateur est celui de la centralité de la rationalité des individus. La Révolution repose, en effet, sur une revendication principale – qui orientera d'ailleurs la constitution et la République à naître – celle de l'abolition des privilèges, privilèges qui sont, comme nous l'avons avancé précédemment, accordés en fonction de la naissance ou de l'héritage des individus.

Cette inégalité se ressent, non seulement, au niveau social, mais également au niveau politique, puisque le privilégié « se considère, avec ses collègues, comme faisant un ordre à part, une nation choisie dans la nation. Il pense qu'il se doit d'abord à ceux de sa caste et, s'il continue à s'occuper des autres, ce ne sont plus en effet que les autres, ce ne sont plus les siens » (Sieyès, 1788, p. 14-15). Cet état de fait va à l'encontre des idéaux républicains portés par le mouvement révolutionnaire, puisqu'on y revendique « l'affirmation de l'égalité naturelle de tous les membres du genre humain[99] » (Costantini, 2008, p. 28). Ainsi, le peuple ne peut être mis sous « tutelle, mais [a besoin] de l'institution d'un pouvoir capable, non pas de niveler toutes les différences qui

[99] Précisons cependant ici que certaines, certains restent considérés comme inférieur-es à d'autres (femmes, étrangers, juifs, etc.)

continuent à exister dans la société, mais d'imposer uniformément le respect de la même loi à la totalité des citoyens, indépendamment de leurs origines ou fonctions à l'intérieur du corps social » (*ibid*.).

Les origines de la République en France reposent donc sur une volonté d'obéir non plus à une autorité d'essence divine qui viendrait organiser rigidement la société, mais plutôt sur la croyance d'une appartenance à un espace symbolique commun, celui de l'État organisant la société sur une base égalitaire (Costantini, 2008 ; Pasquino, 1991). En effet, pour Costantini, « [l]'unique subordination acceptable par les hommes nés libres et égaux est celle, artificielle, du gouverné par rapport au gouvernant » (*op. cit.*, p. 29). Dans une telle conception, il n'est donc plus nécessaire de fonctionner selon les règles d'une société d'ordres, puisqu'il n'y a plus d'intermédiaires entre gouvernants et gouvernés. De plus, l'obéissance ne se fait plus en fonction d'une volonté divine, mais bien en fonction de la loi et quelque part, de ce contrat social dont nous parlions au précédent chapitre, et s'appuie donc sur le consentement (Gros, 2017) des citoyennes, des citoyens.

Avec ce changement majeur de l'organisation sociopolitique française, le principe organisateur de la vie en commun devient alors la nation, qui précède par ailleurs la naissance de l'État, puisqu'elle « existe avant tout, elle est l'origine de tout. Sa volonté est toujours légale, elle est la Loi elle-même. Avant elle et au-dessus d'elle il n'y a que le droit naturel » (Sieyès, 1789, p. 111). Ce principe, repris dans la Déclaration des droits de l'Homme[100], permet d'organiser la société autour de cette entité spécifique qu'est la nation, mais également d'orienter l'action du peuple et de son gouvernement

[100] « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément » (Assemblée nationale, 1789).

vers l'unité nationale fondée sur l'égalité des individus, en ne reconnaissant comme communauté que la seule communauté nationale (Body-Gendrot, 2003). Ainsi, l'État, suivant le principe d'une République une et indivisible « n'a accordé aucune légitimité aux communautés fondées sur les identités ethniques, raciales ou religieuses qui auraient cherché à obtenir des droits spécifiques » (*ibid.*, p. 21). Le principe universaliste de la République française en est donc un d'intégration des citoyennes, des citoyens en passant par delà les particularismes (Vergès, 2005) puisqu'elle « ne reconnaît rien d'autre que des citoyens abstraits, dépouillés de leurs caractéristiques propres et d'abord de leurs liens, de leurs réseaux sociaux » (Godbout, 1998, p. 32).

Pour revenir à la seconde proposition de Wallerstein (2007, p. 44), penser l'universalisme comme un symptôme du système capitaliste revient à considérer que, pour optimiser toujours plus la productivité – et par conséquent, les profits – il est nécessaire de standardiser la production, reléguant ainsi la différence aux marges[101]. Appliquée à la société, une telle doctrine tend à rejoindre ce que nous proposions plus tôt, à savoir le fait que l'héritage personnel des individus est laissé de côté au profit d'un système basé sur le mérite des individus. Ainsi, le système républicain vise à permettre à chacune, à chacun, d'évoluer au sein de la société en s'appuyant sur l'idée

[101] « Par conséquent, et par une sorte de logique interne parfaite, tous les particularismes de quelque sorte qu'ils soient sont jugés incompatibles avec la logique du système capitaliste. Au minimum, on estime qu'ils constituent un frein à son fonctionnement optimal. Il s'ensuit qu'au sein du système capitaliste, il devient impératif d'affirmer une idéologie universaliste et de la faire passer dans la réalité, en tant qu'élément essentiel dans l'incessante poursuite de l'accumulation de capital. C'est ainsi que nous parlons des rapports sociaux capitalistes comme d'un « solvant universel » qui dissout tout dans la forme homogène de la marchandise dont le seul critère d'évaluation est l'argent. » (Balibar et Wallerstein, 2007, p. 46)

d'égalité en droits et d'envisager une ascension sociale en fonction du mérite de la personne[102], précédemment impossible dans une grande majorité des cas.

Là où les deux manières dont Wallerstein conçoit les débuts de l'universalisme comme idéologie peuvent se rejoindre, c'est notamment dans la mise en place d'institutions spécifiques telles que l'École, l'armée ou la fonction publique[103]. Nous parlerons ici plus particulièrement de ce qui est communément appelé l'École de la République ou « École de Jules Ferry ». En effet, si « [l]'universalisme républicain repose […] sur la généralisation de la possession des droits politiques à l'ensemble des membres de la société, et trouve son expression concrète dans la figure du citoyen » (Costantini, 2008, p. 37), alors l'École s'impose comme étant le lieu d'apprentissage de ces droits, mais également des valeurs qui sous-tendent le modèle républicain français.

Pour expliquer cette affirmation, il nous faut tout d'abord revenir au second moment souligné comme central par Noiriel, à savoir le moment de la III^{ème} République. Les années 1881 et 1882 marquent un tournant important en ce qui concerne l'instruction publique en France, puisqu'avec les lois Ferry, celle-ci devient gratuite, laïque[104] et

---

[102] Certes, le capitalisme tend d'une part à uniformiser afin de réduire les individus au rang de pièces interchangeables dans un système bien rôdé, mais d'autre part il repose sur une hiérarchisation qui permet l'exploitation et la domination notamment des femmes et des personnes racisées (Federici, 2017, 2019)

[103] La fonction publique française notamment devient, au temps de la IIIème République, un des lieux centraux au développement de la méritocratie : « La reconnaissance du mérite s'exprime aussi dans la conception de la fonction publique, dont les effectifs atteignent cinq cent mille personnes en 1914, comme mode d'ascension sociale, certes ciblée, pour les enfants d'ouvriers et de paysans » (Fureix, 2014, p. 175). La multiplication des prix et médailles distribuées aux citoyens dits méritants est également un signe de cette vision particulière de la mobilité sociale. (*ibid*.)

[104] Nous aborderons plus en détails la question de la laïcité dans la partie suivante.

obligatoire pour les enfants de six à treize ans (Fureix, 2014). Cette réforme transforme l'institution scolaire qui ne se limite plus à transmettre des savoirs, mais devient le vecteur privilégié de l'unification, de la massification et *in fine* de la production de la République. En effet, rendre l'école gratuite et obligatoire est alors un moyen de favoriser l'universalisme républicain en permettant, théoriquement, l'égalité des chances :

> Car l'égalité des chances est bien une des valeurs clés de cette République héritière de 1789 qui a aboli le privilège de naissance. […] Il y a donc au cœur du projet de l'école républicaine l'idéal méritocratique : à chacun selon ses talents. Quelques grands noms sont venus étayer le mythe, d'Édouard Daladier, fils de boulanger devenu président du Conseil, à Georges Pompidou, fils d'instituteur devenu président de la République. (Feré, 2018, p. 172)

L'École de la République fonde donc son action sur le mérite, sur l'hypothèse selon laquelle en offrant à chacune, à chacun un socle commun de connaissances et la même capacité à démontrer ses capacités – ici intellectuelles – un renouvellement social est permis. Dans les faits, au-delà du projet de société républicain, il n'est pas possible de laisser de côté l'illusion créée par une telle volonté politique (Mougniotte, 1997). À ce sujet, *Les héritiers* (1964) et *La reproduction* (1970) de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron sont, sûrement, le meilleur exemple du rôle de l'École dans la reproduction de l'ordre social et la légitimation des inégalités. Il est également notable que, malgré l'accessibilité à l'éducation que permettent les lois de Ferry, seul le niveau primaire est concerné [105]. L'accès aux études secondaires pour les élèves issus des milieux populaires reste limité en raison de son coût, et ne laisse donc de place qu'aux

[105] « Certes, il créèrent une école du peuple, à côté de lycées payants et bourgeois, mais c'est leur faire un procès d'intention que de douter de la sincérité de leurs convictions » (Citron, 1987, p. 27)

personnes boursières. Cet état de fait, que certains caractérisent d'« élitisme républicain » (Dubet et Duru-Bellat, 2000) fera place à une nouvelle figure de l'égalité des chances avec la naissance du collège unique (1959 – 1975) (Foray, 2013).

Par-delà les limites du projet de Ferry que nous avons soulevées ici, l'institution républicaine que devient l'école sous la troisième République reste un outil central dans le développement d'un cadre national unificateur (Citron, 1987). Les enjeux de l'époque sont par ailleurs très spécifiques, puisqu'il devient nécessaire, d'une part, de procéder à une massification de l'alphabétisation en France, et d'autre part de proposer un programme éducatif commun afin de développer le sentiment d'appartenance des élèves à la nation française autour du « roman national » (Fureix, 2014). Ainsi, l'École de la (troisième) République vise, non seulement, à produire des citoyens en prodiguant une éducation civique et morale et ainsi, à « former » de futurs électeurs[106] (Coutel, 1999), mais aussi, à permettre l'émancipation des individus en se basant sur un système méritocratique instaurant une – relative – égalité des chances (Foray, 2013).

Nous avons ici mis de l'avant le fait que, depuis la Révolution française, la République en France a été bâtie sur les bases d'un modèle universaliste. Celui-ci vise à rejeter la société hiérarchique et plutôt cloisonnée de l'Ancien Régime en permettant à toutes et à tous de trouver un repère unificateur dans le système républicain. Ainsi, l'universalisme de la Première République est fondé sur un rejet des particularismes, privilégiant plutôt l'égalité en droits de chacune, de chacun. Cette idée se retrouve de nouveau durant la période de la III^{ème} République, notamment par la mise en exergue de la méritocratie qui, s'appuyant toujours sur cette égalité en droits, vise à réorganiser

[106] Notons ici que nous ne féminisons pas, puisque, si la III^{ème} République rétablit le suffrage universel, celui-ci reste réservé aux hommes. Il en sera de même jusqu'au 21 avril 1944, date à laquelle le droit de vote est finalement accordé aux femmes.

l'ordre social, notamment à travers l'action de l'École qui devient alors une institution unificatrice. Cette unification se fait, notamment, à travers la transmission d'un ensemble de valeurs, de l'image du mythe républicain et d'une vision particulière de la nation française et de ses symboles[107]. C'est sur ce point que nous allons nous pencher à présent.

5.2 Modèle national et assimilation

La III^{ème} République représente, au niveau de l'histoire française, une étape cruciale en ce qui touche à la démocratisation de l'éducation. Le domaine scolaire, unifié autour des valeurs d'accessibilité, de laïcité et d'universalité devient alors un véhicule majeur dans l'élaboration du modèle national français en permettant, à grande échelle, de diffuser ses normes et ses valeurs (Noiriel, 2007, p. 23). Dans la présente sous-partie, nous souhaitons aborder deux éléments importants du développement historique national de la France, à savoir, d'abord, le développement d'une communauté nationale, d'une vision particulière de la nation, et ensuite, de son corollaire, c'est-à-dire du moment colonial français et de son héritage en termes d'enjeux interculturels. La corrélation que nous soulignons ici tient au fait que c'est justement cette conceptualisation de la communauté nationale sous la III^{ème} République qui va venir justifier et légitimer la colonisation française au même moment. Cela nous permettra par la suite de traiter de la question de l'assimilation, modèle particulier d'intégration

[107] « Sans insister sur une question bien connue, je rappelerai seulement ici le rôle joué par l'école de Jules Ferry dans cette ferveur patriotique. L'enseignement de l'histoire imposé par le nouveau régime fixe la galerie des héros nationaux auxquels tous les petits Français doivent à présent s'identifier en versant une larme sur les provinces perdues » (Noiriel, 2007, p. 23)

au cadre national auquel, comme nous avons pu le voir précédemment, Marine Le Pen accorde une grande valeur.

Une fois de plus, il est ici nécessaire de faire une précision. L'histoire de la III^{ème} République est riche et pour le moins complexe. En ce sens, nous n'avons pas la prétention de la traiter dans son intégralité. Nous souhaitons plus modestement traiter cette dimension particulière qu'est la naissance de la communauté nationale qui a lieu à cette époque (Noiriel, 2007). Alors, pourquoi présenter une perspective historique si, finalement, nous ne traitons ces éléments que partiellement ? Au risque de nous répéter, il importe de souligner l'entreprise transhistorique à laquelle nous nous attelons dans cette thèse. Dès lors, nous souhaitons contextualiser l'apparition de certains phénomènes particuliers qui, aujourd'hui encore teintent la vie de la société française.

Cette vie en société en France est fondée sur un ensemble de mythes, de valeurs, de lieux de mémoire permettant de l'organiser, de la consolider. Le moment de la III^{ème} République est particulièrement important dans ce cas précis, puisque c'est l'époque à laquelle l'identité nationale – qui, par ailleurs, émerge avec la Révolution française – est institutionnalisée : « [l]e concept de citoyenneté, tiré du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, prend alors son sens sociologique. Les citoyens doivent obéir aux lois qu'ils ont contribué à élaborer et défendre l'État qui les protège. La loi de 1889 sur la conscription obligatoire est la traduction la plus immédiate de cette conception de la solidarité nationale » (Noiriel, 2007, p. 20). C'est également avec la III^{ème} République que le 14 juillet, maintenant ancré dans l'imaginaire, devient jour de fête nationale en 1880. Au même moment, *La Marseillaise* est instituée comme l'hymne national français (*ibid.*).

En parallèle, la démocratisation de l'École que nous avons abordée précédemment permet une intériorisation d'une histoire française particulière, portée notamment par

la figure d'Ernest Lavisse. La particularité de cette histoire française est qu'elle est « organisée autour d'une France sans commencement incarnée dans une Gaule mythique, d'une succession d'actes de guerre et de conquêtes licites puisqu'ils construisaient une patrie préexistant à sa formation. Les abus de pouvoir servant la grandeur et l'unité de l'État étaient légitimés » (Citron, 1987, p. 15). La France devient alors, pour reprendre les mots de Suzanne Citron lorsqu'elle aborde l'influence centrale de Jules Michelet dans l'écriture de l'histoire de France et dans la création de l'identité nationale française (*op. cit.*), une religion. La lecture de Michelet a par ailleurs teinté les écrits d'une autre grande figure de l'inculcation de ce modèle national, à savoir Ernest Lavisse.

À travers son *Petit Lavisse*, l'historien s'attelle à proposer une histoire de France destinée à l'éducation des élèves des cours préparatoires, de première et de deuxième année. Il repart de la naissance de « notre » pays toujours déjà là durant l'époque gauloise pour aborder le « destin providentiel » (Citron, *op. cit.*, p.33) de la France qui, au fil des pages devient une personne, une divinité presque. L'histoire de France d'Ernest Lavisse, bien que permettant de tracer les grandes lignes de l'identité nationale

> véhicule ainsi le contraire d'une éducation démocratique. Déité abstraite qui structure le récit, la France, tantôt encensée, tantôt plainte, ne nourrit pas un imaginaire de lucidité, de réflexion critique, de tolérance. Elle n'incite ni à l'initiative, ni à la participation. Elle fait appel à l'esprit guerrier et au sacrifice, jamais à la créativité et à l'intelligence. (*op. cit.*, p.37)

À travers cette histoire d'une France combative, presque guerrière, l'identité nationale proposée par les historiens de la III^{ème} République légitime les actions militaires, célèbre l'expansion coloniale et permet de brandir en étendard la bravoure du peuple Français lorsqu'opposé à ses ennemis (Citron, *op. cit.*, pp. 41-42). Le modèle national français diffusé au sein de l'institution scolaire s'organise alors autour de cette idée

d'inclusion/exclusion où le « nous » est défini en opposition à « eux », aux « autres ». D'une certaine manière, cet enseignement prolonge l'appel fait par Gambetta lors de la proclamation de la République le 4 septembre 1870 de défense de la France, de rassemblement autour d'une « citoyenneté [qui] se définit d'abord par la nécessité de défendre la patrie contre les menaces que font peser sur elle les étrangers » (Noiriel, 1999, p. 59).

Cette identité que nous pourrions caractériser d'historique se double, par ailleurs, d'une composante politique qui s'articule autour d'une identité de classe mobilisée par les différents partis de l'époque dans une stratégie électorale (Noiriel, 2007). Ainsi, dans les années 1880, la gauche socialiste française[108] entreprend de s'appuyer sur les changements démographiques produits par la Révolution industrielle – émergence de la classe ouvrière, notamment – pour construire et mettre en mouvement cette identité de classe. Dès lors, « [l]a misère, les accidents du travail, la violence des luttes sociales sont les principaux éléments grâce auxquels se forge une *identité de classe*, un « nous » ouvrier opposé au « eux » patronal » (Noiriel, 2007, p. 29).

Si la gauche socialiste entreprend de politiser l'appartenance à une classe sociale particulière, les autres mouvances politiques françaises ne tardent pas à suivre cette voie. En effet, « [f]ace à ces nouveaux périls, les partis qui représentent les catégories sociales les plus favorisées doivent d'adapter à la dure réalité du temps. La politisation de l'identité nationale devient alors une arme essentielle pour combattre la lutte des classes » (*ibid.*). Les républicains et les monarchistes s'allient sous la bannière de la République pour (re)mettre sur le devant de la scène les thématiques liées à la race et

[108] Il s'agit plus particulièrement du Parti ouvrier français (POF) s'appuyant sur la pensée marxiste (Noiriel, 2007).

au territoire pour redéfinir l'identité nationale (*ibid*.). Au même moment, les « déçus de la République » qui reprochent à « la démocratie [d'entraîner] un nivellement des valeurs et une perte de l'autorité de l'État » (*ibid*., p.30), vont plus loin en affirmant la nécessité d'être de descendance et de naissance française pour représenter la France (*ibid*.). Finalement, la société politique française tend à se bi-polariser, à créer ce clivage durable[109] entre une droite et une gauche dont les valeurs à défendre diffèrent :

> D'un côté la droite national-sécuritaire et antidreyfusarde défend la propriété, la sécurité et les vieilles traditions françaises (principalement la religion catholique). Elle est soutenue par les classes aisées (noblesse, bourgeoisie d'affaires, professions libérales), mais aussi une large partie des paysans et de la petite bourgeoisie. De l'autre côté, la gauche social-humanitaire milite pour le développement de la protection sociale, la laïcité et les droits de l'homme. Elle est soutenue par les ouvriers et par les fonctionnaires. (Noiriel, 2007, p. 30)

Les différents discours nationalistes s'opposent ainsi à l'Assemblée nationale et au sein de l'espace public français, et ce dans le but de participer à la lutte pour les significations de ce que le mot *nation* veut dire. Imposer sa vision du cadre national français reviendrait ainsi à légitimer une action politique particulière, une conception du peuple et de la République spécifique. L'influence d'un penseur important sur ce qu'est la nation est ici à souligner. En effet, malgré la date à laquelle il a été prononcé (1882), le discours « Qu'est-ce qu'une nation » d'Ernest Renan demeure une référence

---

[109] Nous qualifions ici ce clivage de durable au sens où les valeurs défendues par les deux côtés de l'échiquier politique semblent être ceux autour desquels la vie politique française continue de s'organiser à l'heure actuelle. Cependant, il est nécessaire de nuancer ce propos en soulignant le fait que la gauche de gouvernement a, en quelque sorte, perdu une part de sa légitimité à traiter des questions touchant au côté « social-humanitaire » avec la mise en place de politiques néolibérales et l'abandon d'une partie des revendications de son électorat. Nous y reviendrons plus en détail dans le chapitre suivant.

pour penser les prémisses d'une identité nationale particulière en France (Sebban, 2012).

Pour continuer notre mise en contexte de la constitution d'un modèle national français, il nous apparaît nécessaire d'aborder, même brièvement, la pensée d'Ernest Renan qui a, par ailleurs, influencé plusieurs hommes politiques pouvant être qualifiés de « patriotes » à l'image de Maurice Barrès[110] (Le Cour Grandmaison, 2018). À travers ce discours central, Renan est vu par certaines, par certains comme le fondateur du nationalisme républicain (*ibid*.) et a joué un rôle central dans l'expansion coloniale française sous la III[ème] République, puisque, rappelons-le, « [l]'œuvre de la colonisation française a été l'œuvre de la Troisième République ! Nous devons l'affirmer bien haut[111] » (Saint-Germain, 1908).

Nombreux sont celles et ceux qui connaissent cette définition particulière de la nation que nous devons à Renan :

> Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. (Renan, 1997, p. 32)

---

[110] Notons également que la pensée d'Ernest Renan a influencé d'autres penseurs de la nation, et plus particulièrement Ernest Gellner dont l'ouvrage *Nations and nationalism* (1983) reste majeur pour penser le modèle civique de la nation (Birnbaum, 2005 ; Le Gallo, 2015).

[111] Cette affirmation est celle de Maurice Saint-Germain, alors sénateur, lors de la conférence d'ouverture du Congrès colonial français de 1907.

De cette définition, la composante la plus souvent mise de l'avant est la seconde, celle qui base la nation sur ce « plébiscite de tous les jours », sur la rationalité de l'individu et sur son consentement à un contrat social particulier. Ainsi, la thèse de Renan sera reprise, notamment par les penseurs du modèle civique de la nation que sont Ernest Gellner et Jürgen Habermas (Birnbaum, 2005), qui ne retiennent que cette volonté individuelle à intégrer et à demeurer au sein d'une nation particulière. Ceux-là oublient cependant la première partie de la définition, celle de l'attachement à un passé commun, sur le fait d'« avoir souffert ensemble » (Renan, 1997, p. 32), puisque « [l]a nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes » (*ibid.*, p. 31).

Se mêlent alors dans les mots de Renan une conception civique de la nation qui se base sur cette volonté rationnelle de se joindre à une communauté dont le fondement est celui de l'égalité des droits et des devoirs, et de l'autre, une conception que l'on qualifierait d'ethnique, au sens où le passé, l'histoire, est à la base du socle de vie en commun. Si l'on peut noter l'alliance de deux modèles en apparence contradictoires de la pensée de la nation dans les mots de Renan, il est nécessaire de souligner le contexte dans lequel prend place ce discours, et qui vient donner à la prise de parole de l'historien une dimension « combative ». En effet, en 1871, à la suite du Traité de Francfort qui met fin à la guerre franco-allemande de 1870-1871, l'Alsace-Lorraine est cédée par la France à l'Empire allemand. Cette annexion est vécue comme une grande perte en France, d'autant plus que l'Alsace-Lorraine « n'est ni française ni allemande par nature, mais française parce que les Alsaciens veulent être français » (Tenzer, 1997, p. 40). Affirmer la nation comme un plébiscite de tous les jours permet alors à Renan de remettre en cause la légitimité de l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Empire allemand. Pour Noiriel, cependant, la conception de la nation de Renan est moins

ouverte qu'on pourrait le croire lorsqu'il affirme, en s'appuyant sur la centralité d'un passé en commun, que

> pour Renan, seuls ceux qui ont des ancêtres communs sont invités à participer au fameux "plébiscite de tous le jours". On retrouve donc bien ici les deux critères qui définissent l'identité nationale : la "mêmeté" (tous les français sont identiques par opposition aux Allemands), et l'"ipséité" (les Français partagent le même sentiment d'appartenance parce qu'ils ont la même histoire). Mais désormais, la continuité résulte du principe généalogique. (Noiriel, 2007, p. 19-20)

La différenciation nationale tend, dès lors, à se faire non seulement en fonction du principe d'une histoire partagée, mais également en fonction d'une adhésion volontaire au modèle national français. La question de la différence, du rapport à l'autre est alors déjà présente en France – depuis bien avant la III^{ème} République d'ailleurs. En effet, le territoire français que nous connaissons à l'heure actuelle n'était pas le même au XIX^{ème} siècle, ne serait-ce que par rapport au statut de l'Alsace-Lorraine. Son unification ne s'est pas faite du jour au lendemain et des territoires qui résistaient, comme par exemple la Bretagne, la Corse, le Languedoc ou la Savoie y sont intégrés peu à peu (Bancel et Blanchard, 2005). Dès lors, « [d]ans ce processus, la nation est une *conquête* permanente. Ce processus se situe entre deux références utopiques : le repli national et l'expansion universelle » (*ibid.*, p. 34).

Parler de cette unification progressive du territoire français ne vise pas uniquement à souligner l'illusion d'une uniformité nationale. Elle nous permet également d'affirmer cette existence du rapport entre inclusion et exclusion, entre intérieur et extérieur au sein même d'un espace territorial défini. Intégrer au modèle national français les habitantes, les habitants de ces régions qui rejoignent peu à peu la République se fait notamment sous la prémisse universaliste du traitement indifférencié de l'ensemble des citoyennes, des citoyens. Ainsi, les spécificités régionales qui ont pu exister sont peu à peu niées, muselées, notamment sous la bannière d'une politique d'assimilation basée

sur la langue. L'un des points culminants de cette volonté assimilationniste est la circulaire de 1902 promulguée par le président du Conseil et ministre de l'Intérieur et des Cultes, Émile Combes, visant à contrer « l'usage abusif de la langue bretonne dans la prédication et le catéchisme » (Broudic, 2015). Pour les gouvernements de la République, il est donc nécessaire que l'ensemble des citoyens, des citoyennes connaissent une éducation et une intégration au sein de la vie civique fondée sur une seule et même langue, le français.

Cette volonté universalisante de la III^{ème} République ne se lit évidemment pas uniquement au sein du territoire national, loin s'en faut. Le modèle national français est ainsi diffusé largement au sein de l'Empire colonial. Cet Empire s'est, d'ailleurs, particulièrement développé sous la III^{ème} République, « puisqu'elle a été capable, de 1885 à 1913, de faire de la France la seconde puissance impériale du monde, juste derrière le Royaume-Uni. […] [L]es colonies sont passées de moins d'un million de kilomètres carrés à treize millions environ » (Le Cour Grandmaison, 2018, p. 49). Cette temporalité particulière s'explique notamment par les conflits sociaux grandissants lors de cette période du fait de l'industrialisation, par une crainte, également, d'une crise économique qui viendrait accélérer la lutte des classes et renverser les institutions (*ibid.*). La solution choisie en est donc une d'expansion des frontières de l'empire, expansion qui répond à des besoins « biologiques[112] » (Costantini, 2008) ainsi qu'à des besoins politiques comme l'exprime notamment Ernest Renan dans *La Réforme intellectuelle et morale* en 1871 lorsqu'il écrit :

[112] « Le besoin d'expansion se rencontre partout dans la nature. Il se montre si intimement lié aux instincts départis à tous les êtres que l'on peut y voir une des manifestations essentielles de la vie » (J. Harmand dans Constantini, 2008, p.78)

> Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche et du pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant, ajoute-t-il. L'Angleterre pratique ce genre de colonisation dans l'Inde, au grand avantage de l'Inde, de l'humanité en général, et à son propre avantage. […] Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénérescence des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité. (cité dans Le Cour Grandmaison, 2018, p. 52)

De cette citation, notons trois éléments. Tout d'abord, le processus de colonisation est perçu comme une réponse à un problème social et politique, celui de la lutte des classes, et vise donc à répondre à une situation vécue à l'intérieur du pays. Ensuite, l'expansion coloniale est sous-tendue par une espèce d'impératif moral, la mission civilisatrice[113] que la France *doit* assumer afin de permettre une élévation des pays conquis et à leurs habitantes, leurs habitants. Enfin, la distinction que Renan propose dans l'acceptabilité de la colonisation d'un point de vue racial n'est, une fois de plus, pas un hasard. En écrivant ces lignes, il s'en prend de manière directe à l'Empire allemand ayant annexé l'Alsace-Lorraine à la suite des accords de Sedan. Si ce texte a été rédigé une décennie avant *Qu'est-ce qu'une nation* dont nous discutions plus tôt, il est à souligner que la non-reconnaissance de la légitimité allemande sur l'Alsace-Lorraine reste constante dans la pensée de Renan. À travers les mots de l'un des grands penseurs de la doctrine impérialiste français, le fait colonial semble donc inévitable et vise, ultimement, à

[113] « Le concept de "mission civilisatrice" se forge dans la représentation d'une unicité de la France et dans la croyance en un lien particulier entre la France et le monde, matérialisé par sa mission universelle d'« éducation », mais aussi par un comportement colonial pragmatique qui souhaite revenir sur les libéralités octroyées jusqu'alors dans les « comptoirs » coloniaux (Indes et Sénégal notamment). » (Bancel et Blanchard, 2005, p. 38)

assurer la grandeur de la France à l'extérieur, et la vitalité de la République et du sentiment national à l'intérieur des frontières.

Nous parlions plus haut de la France combative, comme icône de la conquête (Citron, 1987). Cette conception du pays et de son imaginaire national se retrouve dans la légitimation de la colonisation, notamment de par les raisons « logiques » qui en sont données. En effet, « on retrouve cette quête d'un destin universel capable de promouvoir le « modèle français » – par définition unique, universel, supérieur. C'est parce que la France postule l'égalité des hommes qu'elle a, plus que d'autres, le droit de coloniser le monde » (Bancel et Blanchard, 2005, p. 35). Ce discours selon lequel la France aurait tout autant le droit – sinon plus – que les autres pays de participer à l'expansion de ses frontières, et selon lequel le modèle Républicain serait bénéfique aux indigènes puisqu'il permettrait de les civiliser n'est pas le propre d'Ernest Renan. En effet, les thèses colonialistes sont de plus en plus adoptées au sein de l'échiquier politique de l'époque, à droite comme à gauche. Ainsi, Jules Ferry, par exemple, fût un grand promoteur de l'impérialisme français et un penseur de la « république colonisatrice » (*ibid.*). Ferry

> instaure la différenciation entre « Blancs » et populations extra-européennes en principe de discrimination essentiel de l'application des principes républicains. Cette conjoncture est absolument fondamentale, puisqu'elle institue l'inégalitarisme racial au coeur du dispositif républicain colonial. (*ibid.*, p. 37)

Ce discours racial n'aura pas uniquement un effet au niveau politique, au sens où il est également diffusé au sein de la culture populaire à travers le développement d'un style particulier d'affiches de spectacles, de cartes postales, mais également par la multiplication des « zoos humains » qui visent à exhiber cet autre, inférieur, sauvage que ne connaît pas l'occidental, bien qu'il se donne le droit de le dompter (Bancel *et al.*, 2004).

Ce que l'entreprise coloniale française a de républicain, c'est son attachement au principe d'universalisme, sa volonté de parvenir à un Empire unifié, de faire progresser les indigènes en mettant en place un processus d'alphabétisation et de scolarisation à l'image ce celui entrepris en France avec les lois Ferry. À travers la volonté civilisationnelle des colonisateurs français, l'objectif est de permettre qu'un jour, ces populations soient libres et égales à l'image des citoyennes françaises, des citoyens français (Bancel et Blanchard, 2005). Il va ici sans dire que « un jour » apparaît davantage comme un horizon inatteignable que comme une promesse réalisable. Cette précision nous permet ici de souligner la différence fondamentale qui existe entre l'Empire colonial anglais et son pendant français. Là où, comme nous allons le voir juste après, la France met en place une politique d'assimilation au sein de son territoire colonial, les britanniques lui préfèrent une politique fondée sur une relative autonomie. Girault, juriste sous la III^{ème} République et auteur d'un ouvrage fondamental en ce qui concerne le droit colonial fait état de deux ces deux types de pédagogie que sont l'assimilation et l'autonomie, en soulignant leurs objectifs différents. Pour lui, l'autonomie vise à permettre à la colonie de se comporter au fur et à mesure comme un état autonome. Dès lors,

> [d]e même que le but de l'éducation est de faire des hommes capables de se conduire eux-mêmes et destinés à sortir de la puissance paternelle à leur majorité, de même le but de la colonisation est de former des sociétés aptes à se gouverner elles-mêmes et à se constituer une fois mûres en États indépendants. (Girault, 1904, p. 52)

Ce modèle présente cependant, selon Girault, le risque d'un soulèvement au sein des colonies et d'une remise en question de l'impérialisme britannique.

Il présente, face à ce modèle, celui de l'assimilation dont « le but n'est pas la séparation, mais tout au contraire une union de plus en plus intime entre le territoire colonial et le territoire métropolitain. […] Les colonies dans cette conception, sont considérées

comme un simple prolongement du sol de la patrie » (Girault, 1904, p. 54). Dans ce modèle qui répond à l'idéal républicain d'universalisme, aucune différence n'est faite entre le territoire métropolitain et le territoire ultra-marin et le but est ainsi « de soumettre progressivement aux mêmes règles les différentes parties du territoire » (*ibid.*), puisque ce qui est jugé bon pour la métropole au niveau juridique devrait pouvoir également bénéficier aux peuples colonisés.

Résumons rapidement ici le propos tenu jusqu'à maintenant afin d'appuyer le caractère historique du rapport intérieur/extérieur que nous mobilisons comme fil rouge au fil de cette thèse. La République agit, dans un même temps, comme un cadre unificateur de la vie en commun et comme vecteur d'une différenciation des peuples en son sein. Les citoyennes, les citoyens peuvent s'insérer dans le modèle national français grâce à la démocratisation de la vie politique à travers l'élargissement du mode de scrutin, les restructurations de l'administration publique ou encore le système d'enseignement public. Cependant, en refusant de reconnaître la différence culturelle le modèle républicain universaliste crée de nouvelles frontières. Celles-ci sont visibles au sein du territoire national, par le refus de reconnaissance des aspirations régionales, d'une part. D'autre part, on le lit également par rapport aux peuples indigènes dont le pays a été, au fil du temps, colonisé et intégré au sein de la « plus Grance France ». Un tel constat pose deux questions qui se rejoignent politiquement et juridiquement. Comment la III^{ème} République articule-t-elle la notion de citoyenneté, et par quel(s) moyen(s) souhaite-t-elle l'arrimer au modèle national ?

Ces questions se posent notamment parce qu'il est possible de noter un certain paradoxe républicain, aussi bien à l'époque de la III^{ème} République qu'à l'heure actuelle. En effet, si l'on suit la pensée de Dominique Schnapper,

> [l]a société moderne est fondée sur un principe d'inclusion virtuellement universelle : la citoyenneté est ouverte à tous les individus, quelles que

> soient leurs caractéristiques historiques, sociales, biologiques ou religieuses. Le citoyen est, par définition, un individu abstrait, sans identification et sans qualification particulières : tous les individus sont donc susceptibles de devenir des citoyens. Parce qu'elle est définie en termes juridiques et politiques, la communauté des citoyens a pour vocation de s'ouvrir à tous ceux qui sont susceptibles de participer à la vie politique, par-delà leurs particularités ou leurs particularismes. (Schnapper, 2002, p. 86)

Malgré cette prémisse universaliste, la République française, au lendemain de la Révolution de 1789, établissait de manière constitutionnelle une différence de statut entre ceux qui étaient nommés les citoyens « actifs » et les citoyens « passifs ». En se basant sur la notion d'autonomie de l'individu, de sa capacité ou non à faire des choix rationnels et éclairés, il fut donc décrété que seraient exclus du droit de vote et d'éligibilité, « les enfants, les insanes, les pauvres, ceux qui n'étaient pas installés […], les femmes, les interdits, les étrangers et les esclaves (donc les Noirs des Antilles françaises » (*ibid.*, p. 87). Au moment de la III^{ème} République, si les femmes sont toujours considérées comme des citoyennes de seconde zone, les droits politiques ont été étendus en 1848 aux catégories sociales plus modestes ainsi qu'aux anciens esclaves des Antilles.

Le statut d'« indigène » est d'ailleurs, en soi, bien particulier. Il découle en effet du sénatus-consulte de 1865 qui vise à organiser la vie coloniale et la nationalité en Algérie, dans un premier temps, puis au sein de tout l'Empire par la suite. Ce décret affirme que « les "indigènes" sont français, mais ne sont pas citoyens, […]. Dans le droit français, entre le national citoyen français et l'étranger non national s'intercale désormais l'"indigène", Français non citoyen » (Blévis, 2014, p. 214). En ce sens, les habitantes, les habitants des colonies détiennent une forme paradoxale d'appartenance à la nation française, au sens où on leur accorde la nationalité – notamment à partir de 1889 grâce à un processus de naturalisation facilité – sans la citoyenneté.

Se pose alors notre seconde question que Bancel, Blanchard et Vergès formulent dans les termes suivants : « [c]omment expliquer ce rapport à l'étranger que l'on veut coloniser, faire entrer dans la "plus Grande France" et que l'on refuse d'intégrer dans le corps politique de la République ? » (2006, p. 32) Au sein du modèle Républicain universaliste, il est alors d'usage de pousser à une uniformisation des individus. Rappelons que la République ne reconnaît d'autre communauté que la communauté nationale et met donc l'accent sur une citoyenneté politique. En dépit de cet idéal et malgré la volonté de mettre en place une politique d'assimilation des populations indigènes, il reste qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, ces populations sont jugées comme étant inassimilables (Hajjat, 2012). La politique d'assimilation qui sera mise en place à cette époque – et dont les preceptes demeureront présents au long du XX^{ème} siècle[114] – vise alors à faire des indigènes des Français, tout en leur conférant un statut particulier, d'une part, et en leur imposant de s'insérer au sein du creuset français (Noiriel, 2006).

Durant la période coloniale du XIX^{ème} siècle, deux processus d'assimilation peuvent être observés : l'assimilation « raciale » d'une part, et l'assimilation « politico-administrative » de l'autre. La première « correspond à l'adoption, par les indigènes vaincus, des attributs de la race française (mœurs, habits, esprit, etc.) et peut être suivie par l'assimilation "juridique" par la naturalisation » (Hajjat, 2012, p. 47). La seconde est celle qui s'est notamment produite en Algérie, à travers « l'instauration dans les colonies des mêmes institutions politiques, législatives, scolaires et juridiques de la métropole » (*ibid.*). En somme, la première sorte d'assimilation vise à « remplacer » la

[114] « Si cette perspective est abandonnée à la Libération, le questionnement sur l'assimilation de certaines catégories d'étrangers, au premier rang desquels se trouvent « les Arabes », se consolide dans une perspective identitaire et « ethnocentrique » . Le contexte colonial, et particulièrement celui de la guerre d'Algérie et des traumatismes qu'elle laissera, finiront de disqualifier la notion même d'assimilation qui sera associée à l'échec du colonialisme et du projet assimilationniste dont il était porteur » (Chebbah-Malicet, 2018, p. 70)

culture des indigènes par la culture française, tandis que la seconde vise à remplacer les institutions des colonies par les institutions françaises, de « civiliser » les colonies en leur imposant un système politique spécifique qui, au bout du compte, brime les droits des indigènes. En d'autres termes,

> À travers le filtre de la situation coloniale, on passe en quelque sorte de l'idée d'une politique d'assimilation comme *condition de maintien de la victoire*, à l'idée de l'assimilation comme *condition d'entrée dans le groupe des vainqueurs*. Autrement dit, on passe d'une *logique d'expansion* (assimiler les vaincus pour légitimer la conquête et éviter le retour de la guerre) à une *logique d'exclusion et de ségrégation* (les vaincus doivent prouver leur assimilation pour intégrer la caste des vainqueurs). » (*ibid.*, p. 48)

En somme, la logique Républicaine universaliste qui s'institutionnalise à la suite de la Révolution française produit dans le même temps un lieu de rassemblement et d'exclusion des populations. Tandis que les institutions telles que l'École ou la fonction publique sont vectrices de savoirs et de pratiques et permettent une évolution sociale que les individus ne pouvaient espérer sous l'Ancien Régime, le pendant colonial de la République tend à produire des catégories différenciées de citoyens, de citoyennes. Sous couvert d'une mission civilisatrice, la III^{ème} République va alors créer une nationalité sans citoyenneté, faisant des populations indigènes soumises au joug du colonisateur des *sujets* plutôt que des *citoyennes, citoyens*.

Si la colonisation a été, tout au long du XIX^{ème} siècle, soutenue par une majorité de la classe politique, les effets négatifs de cette entreprise expansionniste se ressentent toujours à l'heure actuelle. Au-delà de ce « trou de mémoire » collectif que semble être

la période coloniale et sur lequel nous ne reviendrons pas directement ici[115], les discussions portant sur l'immigration postcoloniale sont régulièrement remises au centre des discours et de l'espace public.

[115] À ce propos, on peut consulter, entre autres, Bancel *et al.*, 2005, 2006 ; Girardet, 2007 ; Manceron, 2005.

CHAPITRE VI

LA RÉPUBLIQUE FACE AUX COMMUNAUTARISMES

Nous avons, dans le précédent chapitre, proposé une contextualisation historique des enjeux entourant les notions de républicanisme et de communautarisme en France. Ce chapitre nous a permis de poser les bases pour aborder plus en détails l'interpération des résultats que nous avons obtenus lors de notre analyse. En effet, en traitant des questions de naissance de la République et de son modèle universaliste, des politiques adoptées par les représentants de la III^{ème} République par rapport à la question nationale, nous sommes maintenant plus à même de replacer le discours frontiste dans un cadre spécifique, celui de la République française. Par ailleurs, revenir sur cette époque tristement célèbre de l'histoire française que fut le moment colonial nous permettra, dans le présent chapitre, d'éclairer le discours de la présidente du Front national.

Ici, nous revenons dans un premier temps sur les liens qui peuvent être faits dans les discours de Marine Le Pen entre les notions de République, de communautarisme et de laïcité. Rappelons que, lors de notre présentation des résultats, nous avons notamment mis en évidence le fait que la laïcité est portée par la présidente de la formation d'extrême droite comme étant une valeur fondamentale française à ses yeux. Dans un second temps, nous opérerons un retour sur la notion d'universalisme républicain, au

regard des liens qu'il entretient avec la différence. Pour ce faire, nous proposons de discuter d'abord de la pensée fémonationaliste qui ressort des discours à l'étude, puis de traiter de l'épineuse question du racisme anti-blanc qui semble connaître une certaine résurgence depuis les débuts des années 2010.

6.1 République, communautarisme et laïcité

Nous souhaitons revenir à des temps plus actuels afin de traiter d'un sujet central dans le discours de Marine Le Pen qu'est celui du communautarisme. Le précédent chapitre visait à mettre en contexte l'existence d'un tel discours de par le caractère universaliste, uni et indivisible de la République française. Nous souhaitons ici questionner les notions de laïcité et de communautarisme au prisme de ce cadre institutionnel qu'est la République.

Il nous faut, dans un premier temps, revenir brièvement sur la question de l'École. Nous avons précédemment avancé son caractère gratuit et obligatoire conféré par les lois Ferry sous la III^{ème} République. La troisième caractéristique importante à ne pas laisser de côté est la laïcité de l'instruction[116] qui découle de la législation de 1882. Avec cette loi, les cours précédemment dispensés ayant pour vocation l'instruction religieuse sont remplacés par des cours d'instruction civique et morale (Ferry, 1882, art. 1). Une journée de vacance – autre que le dimanche – est, par ailleurs, prévue dans le but de permettre le suivi de cours de catéchisme en dehors de l'école (*ibid.*, art. 2).

[116] Notons ici que la gratuité et la laïcité sont requises uniquement au sein des écoles publiques. Au niveau du secteur privé, « [l]'enseignement religieux est facultatif » (Ferry, 1882, art. 2)

D'un point de vue politique et institutionnel, la date la plus marquante en ce qui concerne la laïcité de l'État français est, sans aucun doute, 1905. Par cette loi, « [l]a République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public » (République française, 1905, art. 1) et « ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte » (*ibid.*, art. 2). L'article 4 de ladite loi supprime les établissements publics cultuels qui seront remplacés par des associations cultuelles soumises à la loi de 1901 qui se « se conformeront aux règles générales du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice » (*ibid.*, art. 4). À travers ce texte de loi, l'État ne reconnaît donc plus aucun culte, les églises deviennent privées, la liberté de culte est garantie pour toutes, pour tous (dans les limites de la citoyenneté abordées précédemment) mais certaines pratiques, à l'exemple de la gestion des cimetières ou la règlementation encadrant les heures de sonnage de cloches, sont laïcisées, au sens où elles relèvent maintenant des mairies et non plus des paroisses (Haarscher, 2017).

Si la loi de 1905 visait à émanciper l'État français de l'emprise d'une religion majoritaire – le catholicisme – les débats entourant la laïcité ont évolué avec le temps, et notamment depuis 1989[117] (Baubérot, 2017). En effet,

> [l]a laïcité historique a combattu le « cléricalisme » d'une religion majoritaire et dominante qui s'était liée à des régimes politiques antirépublicains. Aujourd'hui l'enjeu essentiel est le refus du « communautarisme » perçu de façon dominante comme un instrument politique de groupes de pression minoritaires extrémistes (Baubérot, 2011, p. 173)

[117] Entre autres choses, 1989 marque un certain tournant dans la vision des cultes du point de vue de l'État puisqu'elle marque le début de la judiciarisation de la question du port du voile. (Khemilat, 2018a)

Là où l'objectif de la laïcité « historique » était de renforcer les droits de la personne à exercer librement un culte, un renversement s'opère avec ce que Baubérot appelle la « nouvelle laïcité » (notamment : 2014, 2017). À travers cette nouvelle politisation de la laïcité, de nouveaux antagonismes se créent et « elle transforme la laïcité en marqueur culturel actuel d'une identité française séculaire : la laïcité positive se situe en étroite continuité avec l'action civilisatrice – et dominatrice – de la chrétienté : c'est une "catho-laïcité" » (Baubérot, 2014, p. 66). Ce marqueur particulier se lit dans les discours de Nicolas Sarkozy que Baubérot (*ibid.*) étudie, mais également dans les propos de Marine Le Pen que nous avons relayés plus haut. Pour elle, en effet, « [a]u plan des principes, parce que cette question est centrale pour la paix publique, je répète que la République n'admettra aucune tentation théocratique. Il appartient aux fidèles de mettre leur pratique religieuse en accord avec la République » (Le Pen, 2011c).

Dans le même discours du 16 janvier 2011, date de son investiture à la tête du Front national, Marine Le Pen ajoute : « [d]ans notre pays qui a été meurtri par des guerres de religions multiséculaires, aucun culte ne doit empiéter sur la sphère publique ; la foi doit rester une affaire strictement privée et son expression ne faire l'objet d'aucune provocation » (*ibid.*). Cette prise de position entraine un second questionnement. Là où notre précédent paragraphe visait à questionner un certain détournement de l'idée de laïcité en France par la droite historique, à insister sur le fait que cette question soit, peu à peu, intégrée par les acteurs de la vie politique française au débat sur l'identité nationale, Marine Le Pen soulève ici le problème de la redéfinition de l'opposition entre sphère publique et sphère privée. Plus particulièrement, la différenciation introduite ici est celle de l'espace public vs. espace « intime » (Le Pen, 2011c).

En effet, cet espace public est un lieu au sein duquel « des processus de négociation et des conflits entre des acteurs et leurs intérêts qui [le] définissent […], n'existe pas en tant que tel mais dans sa relation à la sphère privée » (Bayart, 2012, p. 35). Sans refaire

l'histoire complète de la notion d'espace public, notamment chez Habermas (1992), celui-ci est constitué en lieu d'opposition politique par des individus « rationnels et raisonnés » (Rawls, 2003) dont les délibérations visent à la formation d'un compromis (Habermas, 2006, 2012). La conception particulière de l'espace public chez Habermas se caractérise notamment pas la mise en avant d'un lieu consensuel régulé par l'État (Göle, 2013) au sein duquel chacune, chacun dispose, non seulement, des capacités physiques et intellectuelles de prendre part au débat, mais elle tend également « à passer sous silence les rapports de pouvoir sous-jacents en uniformisant artificiellement cet espace » (Khemilat, 2018b, p. 44). En effet, un certain nombre de caractéristiques – le genre, la religion, la race, etc. – sont constituées comme barrières restreignant l'accès et/ou la visibilité de certaines personnes au sein de l'espace public.

À la lumière des controverses entourant la question de la laïcité, ou plutôt, le cadrage qui en est fait autour d'une supposée incompatibilité du fait religieux musulman avec les valeurs de la République (Le Pen, 2015b), il est possible de remarquer un glissement de la conception du public vs. privé dans les discours politiques depuis 1989 (*ibid.*) et plus particulièrement des « débats concernant la frange féminine des musulmans qui sont l'objet de controverses à travers la récurrente "question du voile" : dans la mode, les entreprises privées, à l'Université, au sein de l'École publique, à l'Assemblée nationale, au cours de sorties scolaires ou bien dans les métiers de la petite enfance » (*ibid.*, p. 47). Ainsi, l'accent qui est mis sur le port du voile au sein de l'espace public entraine, non seulement, un judiciarisation de ce « problème public », mais également, une redéfinition de ce que représente la sphère publique en elle-même, celle-ci s'étendant alors à tout ce qui ne relève pas du domaine « privé » alors entendu comme celui de l'intime, de ce qui se passe au domicile des individus (*ibid.*). Dès lors, là où la loi de 1905 prônait la neutralité de l'État face au domaine religieux, les controverses de la fin du XX^{ème} et du début du XIX^{ème} siècle permettent une certaine « injonction à la neutralisation de la visibilité du religieux (en tout cas dans son expression féminine

et musulmane) applicable aux citoyens » (*ibid.*, p. 56), et vont donc à l'encontre de la volonté d'émancipation des citoyennes, des citoyens que permettait le libre exercice cultuel. Pour reprendre les mots de Joël Roman, cette nouvelle laïcité « est ainsi vue comme le moyen d'en finir avec le différentialisme, de réaffirmer les critères et les conditions de l'intégration, d'assurer l'égalité entre hommes et femmes et de restaurer la souveraineté de l'État » (Roman, 2006, p. 75).

Les provocations dont parle Marine Le Pen s'imposent alors comme le fait des personnes musulmanes. Cette affirmation est rendue possible par deux éléments. D'abord, le fait que les seules mentions relatives à la religion dans les discours que nous avons étudiés dans le cadre de cette thèse sont orientées vers la communauté musulmane. Le voile est ainsi le seul signe religieux « ostensible » dénoncé. La communauté musulmane est la seule à l'origine du phénomène communautariste. Les injonctions à l'intégration au sein du creuset français ne sont faites qu'à l'encontre de cette même communauté. Rappelons, en effet, que pour Marine Le Pen, l'islam est incompatible avec les valeurs de la République. Ensuite, parce que dans ses discours et dans ses apparitions publiques, Marine Le Pen tend à différencier les personnes de confession musulmane qui « s'intègrent » au sein de la société française et les autres[118]. Ainsi, les premières ne pratiquent pas un islam « public » puisqu'elles ne portent pas le voile, qu'elles dénoncent les débordements de certaines, de certains et qu'elles

[118] « Les français musulmans sont musulmans, c'est leur droit, bien sûr. Mais ils sont avant tout français, c'est ainsi que nous les considérons et que la grande majorité d'entre eux veulent être considérés et nous refuserons toujours d'enfermer quiconque de nos compatriotes dans une case communautaire. Mais rien ne justifie l'inaction, l'impuissance, la complaisance des gouvernements face à la gravité de la situation. Alors oui, combattons aussi le communautarise. À l'école, dans les crèches, à l'Université où le voile, les signes religieux ostensibles doivent être interdits. Dans les entreprises, dans les services publics où les revendications politico-religieuses n'ont pas leur place, comme le halal n'a pas sa place dans les cantines scolaires. » (Le Pen, 2015b)

procèdent, finalement, à ce processus d'acculturation que défend la présidente du Front national (Baubérot, 2014).

C'est alors cette idée d'une visibilité au sein de l'espace public de signes religieux particuliers qui nous mène à aborder la question du communautariste qui prend, comme nous avons pu l'aborder précédemment, une place toute particulière dans les discours de la présidente du Front national. Le communautarisme, « terme flou et à connotation péjorative renvoie à des formes d'entre-soi, de séparatisme et de repli de groupes qui partageraient des pratiques et des conceptions du monde social singulières et manifesteraient une défiance à l'égard de la mixité sociale, ethnique ou religieuse » (Mohammed et Talpin, 2018, p. 5).

La présomption de communautarisme s'insère au sein de l'idée-force du travail doctoral, à savoir l'existence d'un rapport entre inclusion et exclusion venant structurer la vie politique et publique française. Dans ce cas-ci, il est nécessaire de souligner que ce rapport se fait entre une majorité et une minorité au sens où « il n'est jamais question de communautarisme masculin, hétérosexuel ou blanc ; c'est toujours le communautarisme des minorités sexuelles ou raciales qui pose problème » (Fassin, 2016). Le communautariste représente alors l'ennemi intérieur, cette menace face au système Républicain qui, derrière son idéal universaliste, ne reconnaît pas de spécificités culturelles. Cependant, le rejet d'un certain communautarisme au sein de l'espace politique français, et plus particulièrement dans le cas qui nous intéresse, dans le discours de Marine Le Pen se construit sur ce que nous considérons être un paradoxe.

En effet, si les politiques rejettent à l'heure actuelle le communautarisme – ou plutôt *un* communautarisme particulier, à savoir celui qui a cours dans les « banlieues », ces fameux « territoires perdus de la République » – il ne faut pas laisser de côté le fait que la France actuelle et la République se sont construites sur une base communautariste.

Cette communauté d'appartenance est représentée par la communauté nationale, dont l'intégration s'effectue rationnellement, sur la volonté d'accéder au contrat social, de défendre et d'affirmer un ensemble de droits et de devoirs. Le changement qui s'effectue et que relève Nacira Guénif-Souilamas, est que

> ce mot revient aujourd'hui pour disqualifier ceux qui tentent d'avoir accès à une position qui leur est contestée. On leur reproche de s'organiser comme les autres et de mobiliser des ressources qui sont considérées comme illégitimes. On parle ainsi de communautarisme religieux, de communautarisme ethnique… Cela veut dire qu'il y a un discours qui consiste à dire que le communautarisme a toujours été un facteur intégrateur, consubstantiel à l'organisation républicaine et intégrationniste, et qui dans le même temps disqualifie ceux que l'on ne voulait pas voir accéder à ces formes de ressources et à ces modes d'organisation. Les deux fonctionnent de pair. (Belorgey *et al.*, 2005, p. 72)

Arrêtons-nous un instant sur cette analyse de Guénif-Souilamas et profitons-en pour faire un rapide rappel des idées proposées dans notre cadre conceptuel. Nous sommes ici dans une situation d'opposition entre un communautarisme – dont on tait le nom – qui serait considéré comme légitime, à savoir la construction d'une communauté « nationale » qui s'organise autour des normes et des valeurs que revendique la République française, et notamment autour de la notion d'universalité. Être française, français revient donc à former un groupe – que l'on considère à tort comme homogène – qui s'organise autour des idées de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. Par un processus d'assujettissement par la norme, les citoyennes, les citoyens qui s'y conforment se voient donc constitués en sujets hégémoniques (Laclau et Mouffe, 2019). Dans et à travers les discours politiques *républicains*, l'espace social français est donc structuré symboliquement autour de cette figure d'ennemi intérieur, du rejet de cette partie de la population qui sort de cet idéal universaliste. Si la République refuse de reconnaître et d'accommoder la différence culturelle, ethnoculturelle et religieuse, les discours politiques tendent à s'appuyer sur ce principe pour organiser le peuple et son extérieur. On remarque, en effet, que « la volonté de faire émerger une parole unifiée de certaines

"communautés" émane rarement des premiers concernés, mais d'abord d'institutions et d'acteurs politiques qui tentent de faire advenir par le haut des groupes fondamentalement hétérogènes » (Mohammed et Talpin, 2018, p. 9). Ainsi, la question « musulmane », mais également la menace communautariste sont créées discursivement par les représentantes, les représentants du monde politique « qui contribuent à façonner des expériences discriminatoires communes du fait même de cette stigmatisation » (*ibid.*, p. 10). Quant au phénomène communautariste dont nous parlons ici, plutôt que de le considérer comme un repli, comme un processus de fermeture autour d'un entre-soi protecteur[119], il nous apparaît davantage comme le balbutiement d'un phénomène d'émancipation au sens où on le lit chez Rancière ou chez Butler. En effet, nous notions plus haut que l'émancipation apparaît chez Rancière comme le processus par lequel les « sans-parts », les sans-voix de Butler, entendent faire partie du tout, du peuple dans son ensemble, de sortir des marges pour entrer dans « l'intérieur » du peuple. En abordant dans la suite de notre propos les politiques de la ville mises en place par les gouvernements successifs depuis les années 1980 notamment, il importe de faire le lien entre ces « marges », ces « oubliés » que Marine Le Pen entend représenter et les populations marginalisées et précarisées en France et, plus spécifiquement, au sein des grands-ensembles. Marginalisation et précarité s'appuient, comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent, fortement sur l'origine migratoire de ces populations, et sur la question ethnoculturelle et religieuse qui la sous-tend. Il faudrait analyser la manière dont Marine Le Pen est à même de constituer une marge spécifique qui se rattacherait sociologiquement davantage à la majorité de la population française.

---

[119] Nous reviendrons sur cette notion plus loin.

Cette proposition nous amène ainsi à réfléchir au phénomène communautariste d'une autre manière, de retourner le problème en quelque sorte en s'interrogeant sur les raisons le rendant, presque physiquement, possible. En effet, au-delà de l'idéal d'égalité des chances pour toutes ses citoyennes, tous ses citoyens, la République, par l'entremise de ses représentantes, de ses représentants a mis en place un processus d'exclusion des minorités – personnes issues de l'immigration, personnes pauvres, etc. – construit autour de la notion de ségrégation urbaine. De ce fait, « [e]n distribuant différemment des groupes sociaux dotés de ressources inégales dans l'espace de la ville, la ségrégation inscrit ces inégalités dans l'espace » (Oberti et Préteceille, 2016, p. 80).

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, alors que la France connaît une période de croissance importante, celle des Trente Glorieuses, le pays doit être reconstruit, ce qui nécessite, notamment, un recours à une main d'œuvre étrangère, majoritairement constituée par des immigrés issus des anciennes colonies (Lagrange et Oberti, 2006). Ces immigrants, principalement des hommes seuls, connaissent une situation précaire, au sens où « [i]ls s'entassent dans des bidonvilles et subissent de plein fouet le rejet d'une société française embourbée dans la guerre d'Algérie » (*ibid.*, p. 25). De plus, leur statut d'anciens colonisés fait d'eux des citoyens de seconde zone. Cette expérience de traumatisme, d'humiliation et d'exploitation vécue par cette première génération d'immigrés marquera non seulement l'imaginaire collectif, mais également le développement des générations suivantes (*ibid.*). Immigrant d'abord en France de manière temporaire, la possibilité d'un retour dans leur pays d'origine s'amenuise peu à peu, conduisant à une installation définitive qui se manifeste à travers le regroupement familial. La seconde génération d'immigrantes, d'immigrants qui découle de ce processus restera alors considérée, malgré le fait qu'elle soit née en France, ait été scolarisée en France et socialisée en France, comme des Françaises, des Français « d'origine immigrée » (*ibid.*). C'est en analysant cette différenciation à

l'intérieur du peuple même que peut se lire une des limites du modèle républicain d'intégration (Safi, 2009), au sens où « à la différence des générations précédentes issues de l'immigration européenne, [ces personnes] sont doublement pénalisé[e]s par leurs caractéristiques ethnoraciales et une conjoncture nettement moins favorable sur le plan de la croissance économique et de l'emploi » (*ibid.*, p. 26). Dès lors,

> [c]ette disjonction entre ce qu'implique le « modèle républicain d'intégration » en termes d'égalité des chances, de méritocratie, de droits et de citoyenneté, et la situation réelle de stigmatisation, de ségrégation et de discrimination reposant sur leur précarité sociale, celle de leurs parents, et sur leur origine « immigrée », constitue l'une des causes majeures de la frustration et du ressentiment de cette jeunesse française. Le recours à l'islam, ou parfois à la violence, devient alors pour certains un moyen d'exprimer leur malaise et de retrouver une dignité et une identité malmenées. (*ibid.*)

Au-delà de cette considération sociale, le regroupement familial qui s'opère suite à la loi sur l'immigration de 1974 entraîne, au niveau de la ville, une configuration particulière puisque les populations immigrantes s'installent en majeure partie dans les grands ensembles bâtis pendant les années 1950 (Fol, 2013). Durant la décennie de 1970, les populations des grands ensembles sont touchées de plein fouet par le processus de désindustrialisation, par le chômage et la précarisation. Les classes moyennes ont, quant à elles, peu à peu quitté les habitations à loyer modéré (HLM) pour devenir propriétaires (Lagrange, 2006), faisant des « quartiers », des « banlieues » des zones au sein desquelles se concentrent les populations défavorisées « qui de plus, sont de plus en plus "captives" de ce mode d'habitat » (Fol, 2013, p. 10). L'évolution de la population au sein des grands ensembles fait en sorte que ceux-ci sont considérés comme des quartiers dangereux, à problèmes, et la question de la ségrégation au sein de ceux-ci commence à être pensée par les politiques. Ceci entrainera le développement d'une politique de la ville qui vise à rattraper tant un retard social qu'à améliorer le bâti – (mal)construit à la hâte au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (*ibid.*).

On retrouve dans ces considérations spécifiques un certain nombre d'enjeux en lien avec les politiques migratoires décriées par Marine Le Pen et leur influence sur ce qu'elle caractérise de logique communautariste en France. C'est effectivement au sein de ces quartiers, de ces grands-ensembles, dans lesquels la diversité sociale serait très peu présente, que prend racine cette menace communautariste qui déjoue les lois de la République. C'est ce qui conduit Marine Le Pen à vouloir, à son tour, faire le « ménage [120] » dans les grands-ensembles, pour « en finir avec l'impunité des délinquants, les zones de non droit, la dictature de caïds sur certains quartiers, les trafics de drogue ou d'armes, les cambriolages, les voitures brûlées » (Le Pen, 2017b). Il s'agit alors ici, de nouveau, d'opposer le « vrai » peuple à ceux qui refusent d'en faire partie.

Cette mainmise de certains groupes sociaux sur les quartiers et banlieues français n'est pas uniquement décriée par Marine Le Pen. Dans une autre mesure, et afin de privilégier une meilleure inclusion de ces populations à la société française, plusieurs politiques relatives à la ville ont été mises en place. Dans les années 1980, Hubert Dudebout, maire de Grenoble, organise des États Généraux de la ville. Il s'ensuit un important rapport publié en 1983 mettant de l'avant les difficultés des grands ensembles « liées à la combinaison de problèmes de conception, de processus de peuplement, de contexte économique, et le "cumul des handicaps" dont souffrent ces quartiers » (Fol, 2013, p. 11). Dans le but de favoriser la mixité sociale, des politiques sont déployées afin d'attirer de nouveau les classes moyennes, d'endiguer le processus de paupérisation des quartiers ou encore de rendre plus attractifs les grands ensembles en empêchant, notamment, la concentration des personnes immigrantes dans les mêmes lieux (Lagrange, 2006). Malgré cela, « nulle part le rééquilibrage ethnique, ou du moins la stabilisation de la proportion de familles immigrées, n'a permis un rééquilibrage

[120] Nous faisons ici référence à l'épisode sarkozyste du Karcher abordé plus tôt.

social » (*ibid.*, p. 252). Dans les années 1990, le cadre d'action de la politique de la ville s'élargit, le point focal n'étant alors plus uniquement le quartier, mais la commune. On met en place le « contrat de ville » dont l'objectif est « la baisse du chômage, la baisse de l'échec scolaire, le renforcement des services publics, la baisse de la délinquance et la diversité de l'habitat » (*ibid.*). Un quadrillage géographique est également proposé, voyant apparaître la notion de géographie prioritaire avec la création des zones urbaines sensibles (ZUS), zones de redynamisation urbaine (ZUR) et des zones franches urbaines (ZFU). À travers ces deux orientations s'opère une institutionnalisation de la politique de la ville qui passe d'une approche expérimentale dans les années 1980 à un mode d'intervention mis en œuvre dans l'ensemble des villes françaises.

Malgré cette volonté affichée de redynamiser les banlieues françaises, la politique de la ville se trouve confrontée à un constat d'échec dont l'un des points tournants fut, sans doute, les émeutes de 2005 dont nous parlions dans notre problématique. Pour Renaud Epstein, au lendemain de cette « crise des banlieues », « la politique de la ville n'est pas parvenue à sortir de la spirale de l'exclusion des quartiers qu'elle avait pris pour cible » (Epstein, 2013, p. 34). Cet état de fait est dû notamment, selon lui, à un cloisonnement national des populations, pour la plupart issues de l'immigration et résidant dans les banlieues et à une résistance administrative et bureaucratique face aux propositions d'intervention (*ibid.*). Malgré les initiatives de discrimination positive[121] mises en place par la politique de la ville, les résultats obtenus diffèrent grandement, faisant de la gestion des quartiers populaires une affaire de priorité ou de délégation.

[121] On peut ici notamment penser à l'intérêt que l'Éducation nationale porte aux zones d'éducation prioritaire (ZEP) visant à réduire la taille des classes et à attirer davantage d'enseignantes, d'enseignants. Dans le même ordre d'idée, Science-po Paris a mis en place un progamme visant à intégrer des bacheliers de ZEP au sein de son institution en fonction de leurs résultats au baccalauréat.

Dans le second cas, il s'agit notamment des municipalités dans lesquelles « les dispositifs de la politique de la ville ont servi de cadre à la mise en place d'une politique spécifique à l'écart de l'action publique ordinaire, dont la mise en œuvre a été en grande partie déléguée aux associations de quartier » (*ibid.*, p. 58-59).

Cette délégation s'impose d'ailleurs dans les discours de la présidente du Front national comme un signe de faiblesse, comme le signe d'un lâcher prise qui causerait un tort profond aux membres du « vrai » peuple qui habitent dans ces banlieues. Elle est à ses yeux la raison du laxisme vis-à-vis de la situation des banlieues françaises. Pour elle, « [l]e constat est là, clair, simple et redoutable. La criminalité gagne du terrain. Sa brutalité devient monnaie courante. […] Elle ne fait pas qu'empoisonner la vie de nos compatriotes, elle les fait souffrir et avec eux notre économie qui, dans certains quartiers, est à l'arrêt » (Le Pen, 2011b). Plus encore, en laissant aux associations la tâche de pallier aux manquements de l'État, les gouvernements successifs auraient fait reculer le droit républicain et son égalitarisme dans ces mêmes quartiers, puisque cette idée de « discrimination positive » mise en place pour permettre l'ascension sociale de catégories précarisées est perçue par Marine Le Pen comme une atteinte à l'égalité, comme un moyen de favoriser le communautarisme (Le Pen, 2012a).

Ce portrait quelque peu négatif de l'état des banlieues en France ne vise ni à dédouaner complètement des populations pouvant avoir des comportements délinquants, ni à blâmer uniquement les politiques – personnalités politiques ou politiques publiques ici – d'avoir endigué une population de « seconde zone » au sein de ces cités HLM. Il vise plutôt à relativiser la dénonciation unilatérale du communautarisme à laquelle s'adonne Marine Le Pen, entre autres, ainsi que la politisation de la délinquance et de l'insécurité qui s'organise autour de la figure du « jeune issu de l'immigration » (Mucchielli, 2006). Rappelons que, pour la présidente du Front national, « [s]i le communautarisme s'aggrave, c'est bien évidemment sous l'effet d'une immigration de masse continue

depuis 30 ans » (Le Pen, 2015a). Aborder la problématique de la ségrégation urbaine permet ici de soulever la problématisation d'un ennemi intérieur autour duquel peuvent se fixer les frustrations identitaires et face auquel une partie de la société peut s'organiser en rempart.

Traiter de la question du communautarisme et de son lien avec l'organisation urbaine de la société n'est pas anodin. En traiter à la suite de notre brève présentation des enjeux liés à l'histoire coloniale l'est encore moins. En effet, nous l'avons dit précédemment, la vague migratoire la plus importante au sortir de la seconde guerre mondiale provient des anciennes colonies françaises. Le fait que les bidonvilles dans lesquels ils s'entassent deviennent peu à peu des grands ensembles, des cités HLM, puis des quartiers dits à problème garde, en quelque sorte, la marque du passé colonial français. Pour Nacira Guénif-Souilamas, « [l]a nécessité vitale de distinction ôtée aux anciens maîtres est rétablie dans le contexte postcolonial en épousant des contours discernables pour qui veut bien adapter sa focale : les "ghettos" et autres "quartiers difficiles" en sont la figuration territoriale » (Guénif-Souilamas, 2006, p. 16). En ce sens, la question communautariste ne peut être analysée au seul prisme de la délinquance des « jeunes de banlieue » ou d'une pratique religieuse qui n'est pas celle de la religion catholique. Il est également nécessaire de prendre en considération une dimension historique, celle de la France coloniale, dont certains idéaux – nous pensons ici à l'universalisme républicain – se retrouvent encore actuellement au sein des discours publics. Nécessaire, tout autant, de regarder la manière dont les villes sont gérées, si des moyens sont mis à disposition des communautés urbaines pour favoriser la mixité sociale, le développement des banlieues, et non pas uniquement relancer la balle aux associations de quartier.

Somme toute, la mention d'une attitude communautariste dans les discours politiques actuels a pour objectif, principalement, de reformer un ensemble de frontières internes,

à maintenir une hiérarchisation sociale en s'appuyant notamment sur les différences de race, de genre et de classe. Bref, le procédé rhétorique de l'emploi du communautarisme vise, notamment, à servir un discours hégémonique et à maintenir une telle position au sein de l'espace public et politique français. En articulant les enjeux soulevés par les problèmes socioéconomiques – le chômage, la précarité, « l'insécurité », l'immigration – à la construction d'un ennemi intérieur – la personne qui refuserait de se soumettre au cadre assimilateur de la République – Marine Le Pen, comme bien d'autres d'ailleurs, souhaite constituer l'image d'un peuple particulier. Celui-ci s'organise autour des normes et des valeurs françaises mises de l'avant dans notre précédent chapitre, le patriotisme, la mise en avant du patrimoine culturel et intellectuel français, l'affirmation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité républicaine ou encore l'attachement profond à ce fameux « roman national », à un ensemble de mythes fondateurs, notamment derrière la figure de Jeanne d'Arc.

Dénoncer un certain communautarisme permet de laisser de côté les éléments structurels – politiques de la ville – qui organisent la société française, à laisser de côté le caractère systémique des oppressions vécues par certaines populations afin de faire de ce phénomène une attaque portée aux valeurs républicaines, et par extension, une menace au bon exercice de la démocratie. Rappelons en effet que, pour Marine Le Pen, la vie en société se constitue autour d'une idée de consentement individuel au contrat social dont découle la possibilité de solidarité nationale, d'égalité et de refus de la soumission (Le Pen, 2016b). Dès lors, si un individu « décide » de ne pas consentir au contrat social républicain, de ne pas se soumettre à l'impératif assimilateur de l'universalisme de la République, alors il va à l'encontre de tout ce sur quoi s'est bâtie la France. Le paradoxe est bien visible. La liberté de consentir au contrat social devient floue, puisque préférer « l'entre-soi » dans lequel les politiques urbaines et migratoires successives ont endigué l'individu issu de l'immigration, des minorités ethnoculturelles, devient crime de lèse-majesté.

6.2 L'universalisme républicain face à la différence

Nous abordions, dans la précédente partie, la notion selon laquelle l'accusation de communautarisme est paradoxale. Si l'adhésion à la communauté nationale est souhaitable, voire même requise, le refus de se soumettre au processus assimilationniste républicain est condamnable. Nous avons également vu que cette injonction est majoritairement formulée à l'encontre des personnes dites « issues de l'immigration », et encore davantage, des immigrantes, des immigrants des anciennes colonies françaises. Les questions de laïcité et de communautarisme sont alors liées autour du « problème » de l'islam dont les valeurs iraient à l'encontre de celles de la République et de la démocratie française. Problème somme toute construit dans et par le discours politique au long du XX^{ème} siècle.

Cette dénonciation du communautarisme, et la volonté de (re)présenter discursivement un peuple français homogène face à un ennemi intérieur nous mène à réfléchir davantage à deux situations particulières. D'abord, la question du fémonationalisme au sein du discours de Marine Le Pen. Ensuite, la question de la discrimination raciale, et plus particulièrement, au rapport entre personnes blanches et personnes racisées au sein de l'espace social français.

6.2.1 Le fémonationalisme du Front national

Si la question du communautarisme vise majoritairement à dénoncer une insécurité et une délinquance provenant des banlieues et des populations musulmanes issues de l'immigration, laïcité et communautarisme permettent également à Marine Le Pen de proposer un discours aux accents féministes. Nous souhaitons ici exposer un paradoxe : alors que ce discours prétend viser l'émancipation des femmes, il nous apparaît bien plutôt qu'il prolonge la volonté du Front national de hiérarchiser, de différencier, et au final, de discriminer certaines citoyennes, certains citoyens. En d'autres termes,

s'opposer au port du voile sous couvert de l'émancipation des femmes, n'est-ce pas là une reproduction de l'idéal colonial ?

Avant d'aller plus loin, notons que Marine Le Pen est loin d'être la seule à mobiliser la notion de libération des femmes dans le but de « lutter » contre le développement de l'islam en France. Un tel point de vue n'est, d'ailleurs, pas limité aux personnes se rattachant à l'extrême droite, ni même à la droite. Nos recherches nous ont effectivement permis de souligner l'existence d'une telle pensée au sein des courants de la gauche dite républicaine (Le Gallo, 2019). Les points communs entre ces différents courants se lisent dans l'attachement qui est porté à l'idéal universaliste de la République et dans le refus de reconnaître les différences ethnoculturelles. En ce sens, pour plusieurs auteures féministes dites universalistes – on peut ici penser, par exemple, à Elisabeth Badinter, Fadela Amara, Caroline Fourest ou encore au mouvement Ni putes, ni soumises – le port du voile est, comme pour Marine Le Pen, un signe de l'asservissement de la femme et d'une reproduction patriarcale de la domination.

L'emploi du terme « fémonationalisme » se justifie par « l'incorporation nationaliste des luttes sexuelles [homonationalisme] et des luttes des femmes par les démocraties occidentales » (Chamouleau et Farges, 2016, p. 405). Dans une telle perspective, l'Occident est vu comme démocrate, démocratique, inclusif et laïc, tandis que les Autres, et en particulier le monde arabo-musulman est essentialisé. L'Autre revêt alors une dimension homophobe, antiféministe et violente (Chamouleau et Farges, 2016 ; Puar, 2017). Ainsi, « [l]es démocraties libérales apparaissent alors comme des "exceptionnalismes sexuels" par rapport à ces ailleurs géographiques et culturels où les droits des minorités sexuelles n'existeraient pas de manière comparable » (Chamouleau et Farges, 2016, p. 405). Ainsi, on observe au sein du discours du Front national un intérêt nouveau porté à la question des femmes. Comme nous l'avons

précédemment avancé, la position de *la* femme[122] dans les discours du Front national de Jean-Marie Le Pen était, littéralement, de rester à la maison, de participer à l'effort national en jouant son rôle de mère et d'épouse. Avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête de la formation d'extrême droite s'opère un renouveau partiel à ce niveau là, puisque les droits des femmes sont alors mobilisés dans le but de s'opposer à l'islam et à l'immigration non-occidentale (Farris, 2017). Malgré cela, *la* femme reste tout de même considérée avant tout comme une mère. Dans le cadre de la campagne électorale de 2012, Marine Le Pen proposait ainsi l'instauration d'un salaire parental à hauteur de 80% du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Cet accent mis sur la fonction reproductive est également doublé d'une certaine injonction à la grossesse et à la natalité puisque, toujours pendant la campagne de 2012, Marine Le Pen proposait un nouvel encadrement du droit à l'avortement en déremboursant cette procédure médicale. Pour elle, l'avortement doit rester un droit, mais il est nécessaire d'éviter les abus, ce qu'elle caractérise d'« avortements de confort » (Farris, 2017).

La question nationale dans le discours de Marine Le Pen s'organise alors autour d'un rejet de l'immigration, en règle générale, de l'immigration « non-catholique » en particulier, puisque les nouveaux arrivants, les nouvelles arrivantes, tendent à se retrancher dans une logique communautariste qui porte atteinte à la laïcité (Farris, 2017). Elle s'organise également autour de cette mobilisation des droits des femmes pour combattre l'islam, puisqu'il « cherche à nous imposer pêle-mêle : la contestation de la mixité dans les lieux publics, le voile, intégral ou non, […] la soumission de la femme interdite de jupe, de travail ou de bistro. » (Le Pen, 2017b). Face à cet islam considéré comme obscur, la réponse passe par les idéaux démocratiques français – la

[122] Nous soulignons ici de nouveau le fait que, la perception des femmes dans le discours du Front national est essentialisante, au sens où on nous parle de « la » femme est non pas *des* femmes.

mixité dans les lieux publics – par le respect de la laïcité et la judiciarisation de la question du port du voile, et par la mobilisation des valeurs françaises articulées autour de la liberté individuelle, ici, celle de travailler, de se vêtir ou de consommer de l'alcool. Ce denier point est d'ailleurs mobilisé à plusieurs reprises dans les discours de Marine Le Pen afin de renforcer cette incompatibilité entre islam et République qui se construit dans le discours. En 2016, suite à la controverse autour de la mode islamique, elle disait alors,

> Notre style vestimentaire n'est-il pas l'expression de notre mode de vie et de penser ? Par solidarité avec toutes ces jeunes filles, toutes ces femmes qui sont contraintes ou manipulées, par leur environnement, de porter ces vêtements d'enfermement, informes dissimulant leur corps et leurs cheveux, qui sont tenues de baisser les yeux, de se taire, de subir soumissions et brimades parce qu'elles sont du sexe féminin, j'appelle les responsables de ces enseignes à bien réfléchir à la portée de leur acte. (Le Pen, 2016b)

En somme, à travers les discours de Marine Le Pen, nous pouvons observer une double essentialisation. Celle des femmes musulmanes d'un côté, qui sont réduites au port d'un signe religieux particulier, et, dès lors, considérées comme étant naturellement soumises à l'autorité d'une masculinité violente (Scrinzi, 2017). De l'autre, *la* femme française dont l'habillement est un signe, parmi d'autres, d'émancipation, à l'exemple du port de la jupe au sein de l'espace public. Ce qui ressort de cette position particulière de la présidente de la formation d'extrême droite, c'est alors le fait que, la France, de par sa défense de la laïcité, des libertés individuelles, est un pays ayant à cœur la lutte pour les droits des femmes. Par opposition, le monde oriental reste un ennemi. Ennemi extérieur avant que le processus d'immigration ne soit entrepris. Ennemi intérieur pour les hommes musulmans installés en France qui refusent de se soumettre au processus d'assimilation républicain et « soumettent » leurs femmes et leurs filles au port du voile.

En articulant les enjeux liés à la laïcité et à l'immigration autour de la question de la liberté des femmes, le Front national participe à nouveau du processus d'inclusion/exclusion qui se manifeste à travers le rejet et la dénonciation d'une attitude communautariste de la part des personnes issues de l'immigration suite à la décolonisation (Fassin et Fassin, 2006). À travers la mise en avant d'une société occidentale vertueuse en ce qui concerne les droits des femmes et leur émancipation, Marine Le Pen s'engage alors dans un processus de démocratisation sexuelle :

> Autrement dit, si « nous » sommes définis par la démocratie, et d'abord dans sa dimension sexuelle, « eux » se définissent en miroir, comme l'envers sombre de nos lumières. Les « autres » de nos sociétés, barbares menaçant la civilisation démocratique, apparaissent donc logiquement comme polygames, violents voire violeurs, prisonniers d'une culture où ils emprisonnent leurs femmes, entre voile imposé, mariages forcés et mutilations génitales subies : leur sexisme justifierait presque le racisme, si celui-ci, comme celui-là, n'était en principe incompatible avec la démocratie. (Fassin, 2006, p. 126).

La dimension de genre trouve donc une mobilisation de la question raciale et ethnoculturelle qui se construit dans la constitution de la figure de l'Autre, mais qui s'appuye également sur un refus, dans les discours de Marine Le Pen notamment, de reconnaître aux femmes – et plus particulièrement aux femmes voilées – une agentivité, le statut finalement de sujet à part entière qui leur permettrait d'accéder à l'espace public et de rejoindre la lutte démocratique pour l'égalité. La construction discursive de l'Autre dangereux et violent qui soumet *la* femme à son emprise participe donc d'une volonté hégémonique double : réaffirmer la nécessité de l'entreprise coloniale qui visait, comme nous l'avons vu précédemment, à civiliser les indigènes au sein des colonies sous couvert de l'universalisme républicain, et normaliser une certaine rhétorique racialiste en s'appuyant sur l'unité de la République.

6.2.2 Sur le racisme anti-blanc

Ce fémonationalisme du Front national s'accompagne donc, comme nous venons de l'avancer, d'une vision racialisante[123] de la société. Cet enjeu est lié non seulement à ses réticences face aux mouvements migratoires extra-européens, au rejet de l'islam, mais également à la question des attitudes communautaristes toujours dénoncées. Tout cela nous amène à traiter désormais de la question raciale en France à travers deux problématiques qui émergent au sein des discours publics actuels. D'abord, et pour faire le lien avec la précédente sous-partie, nous souhaitons faire le lien entre communautarisme et non-mixité au sein des milieux de lutte anti-racistes et anti-islamophobes. Cette réflexion nous amènera, dans un deuxième temps, à traiter de cette idée particulière qu'est le racisme dit « anti-blanc » qui s'intègre, une fois de plus, dans un processus d'exclusion fondé sur l'héritage colonial français.

Comme nous l'avons énoncé à plusieurs reprises, la « gestion » de la diversité en France s'organise autour du principe républicain d'universalité s'accompagnant d'une non-reconnaissance des particularismes culturels au sein du mode d'exercice de la démocratie française. Dans les discours de Marine Le Pen, l'affirmation d'un tel modèle est doublée d'une dénonciation, celle du modèle « multiculturel » allant, selon elle, à l'encontre du pacte social. En effet, dans ses discours, elle revendique le fait que

> nous [le FN et ses adhérents] avons été les seuls à affronter depuis bien longtemps le politiquement correct qui au nom d'un prétendu antiracisme, qui est en fait foncièrement raciste, faisait tranquillement avancer le concept délétère de communautarisme. Une idée corrosive, inspirée du

[123] Le processus de racialisation de la société correspond à « l'attribution extensive de caractéristiques raciales à des individus, des groupes ou des relations sociales (Omi et Winant, 1993), qui consiste, *in fine*, à définir un ordre social. […] [L]e terme est aujourd'hui employé pour caractériser la diffusion des catégories ethnico-raciales dans l'espace des interactions, parfois indépendamment de la domination inhérente aux rapports sociaux racistes » (Peretti-Ndiaye, 2016, p. 108)

> modèle anglo-saxon, une vision de notre société contraire à nos principes républicains qui aboutit au délitement du pacte social. (Le Pen, 2016a)

Cette citation donne à voir les éléments centraux dont nous souhaitons parler ici : le lien entre communautarisme, multiculturalisme et délitement du lien social, ainsi que le supposé racisme des mouvements antiracistes. Cette deuxième affirmation s'accompagne de deux dénonciations dans le cadre du discours du Front national – mais également dans son utilisation par les autres partis politiques dits républicains. Le fait que les mouvements dits antiracistes soient, en fait, racistes, revient à dire que les moyens employés – ici, nous parlons notamment de la non-mixité – et les discours tenus par ces mouvements visent à blesser, à « attaquer », une partie de la population, à savoir les Français blancs. Si aucune occurrence du terme de « racisme anti-blanc » n'est relevée dans les discours de Marine Le Pen que nous avons analysés, il nous semble cependant nécessaire d'aller plus en profondeur, de faire émerger les significations cachées. Car, en dénonçant les mouvements anti-racistes en France, le Front national vise à engager une lutte pour les significations, à investir cette dénonciation d'un sens particulier visant à redéfinir les contours du racisme et de l'anti-racisme en France, prenant alors place dans la lutte pour l'hégémonie (Butler, 2004 ; Hall, 1994, 1997b ; Laclau, 2008, 2015 ; Laclau et Mouffe, 2019).

Plus encore, il faut noter que la question du racisme anti-blanc n'est pas nouvelle dans les discours du Front national. En effet, pour le sociologue Erwan Lecoeur, la notion de « racisme anti-blanc » a été construite par Jean-Marie Le Pen, ancien chef du Front national, afin de tenter de sortir de l'étiquette d'homme raciste qui lui a été accolée à répétition (Lecoeur, 2007). Selon Le Pen, « [l]'antiracisme, instrument politique d'aujourd'hui, comme le fut l'antifascisme avant-guerre, n'est pas un non-racisme. C'est un racisme inversé, un racisme anti-Français, anti-Blanc » (Le Pen, 1998). En gardant cette idée en tête et en repartant des accusations portées par Marine Le Pen à l'encontre des mouvements anti-racistes, nous présentons ici plusieurs considérations visant à

remettre en perspective cette dénonciation à la lumière, notamment, des questions de racisme systémique et de lieux de lutte non-mixtes. L'idée de la présente partie est en d'autres termes, en s'éloignant peut-être un peu des discours à l'étude, de montrer comment le procès que Marine Le Pen fait aux mouvements anti-racistes s'insère dans une volonté de la présidente du Front national d'établir un cadre spécifique de vie en commun, d'investir idéologiquement (Thompson, 1987) une dimension particulière de la construction du peuple afin de prendre part à la lutte pour les significations, et ultimement, à la lutte pour l'hégémonie (Hall, 1997b, 2008, 2013 ; Laclau, 2008, 2015 ; Laclau et Mouffe, 2019).

Pour la période étudiée, de janvier 2011 à septembre 2017, un évènement particulier a pris une certaine place au sein de la sphère politique et médiatique en ce qui concerne l'accusation de « racisme anti-blanc » portée à l'encontre de mouvements anti-racistes et décoloniaux. Il s'agit de la tenue, en 2016 et en 2017, d'un « camp d'été décolonial » par le collectif Mwasi, association afroféministe française. L'idée de cet espace de réflexion est née « d'un échange sur la nécessité de multiplier les espaces de transmission, de rencontres et de formation politique » (Mwasi, 2017) et vise, à travers la tenue d'échanges en non-mixité, à combattre le racisme d'État, la centralité des discours *sur*[124] les personnes racisées au sein de l'espace médiatique et finalement, à repenser la mobilisation décoloniale face notamment au

> **rouleau compresseur de l'antiracisme moral *aka Touche-pas-à-mon-pote* a fait des dégâts** et a très largement contribué à la dépolitisation de ces sujets. On se retrouve avec des campagnes similaires à #TousUnisContreLaHaine qui, en se focalisant uniquement sur le racisme interpersonnel et sur les sentiments haine/amour, occultent volontairement

[124] Nous soulignons ici, puisque ce qui est notamment reproché est le manque d'accessibilité à la parole pour les personnes concernées par le racisme systémique, à savoir les personnes racisées.

> sa dimension structurelle, étatique et donc éminemment politique. (Contre-attaque(s), 2016)

Au-delà de la dénonciation d'un racisme systémique en France, c'est principalement la volonté d'organiser cet évènement en non-mixité – c'est-à-dire dans ce cas précis, de le réserver aux personnes racisées – qui a créé un scandale au sein de la sphère publique française. Pour pouvoir réfléchir à cet événement, il est nécessaire que nous définissions les notions de racisme systémique et de non-mixité.

En ce qui touche à la question du racisme systémique, avant toute chose, il est important d'opérer une distinction. Cette forme particulière de discrimination – de la même manière que les autres formes de discriminations *systémiques* – ne se limite pas au rapport interpersonnel. Il est donc nécessaire de différencier la discrimination systémique de la discrimination systématique. Parler de système revient à mobiliser cette idée d'un cadre social englobant, au sein duquel les actions et les sentiments personnels prennent forme, mais qui ne les détermine pas nécessairement. Parler de racisme systémique ne revient donc pas à dire que les individus sont systématiquement racistes, mais plutôt qu'une forme particulière de discrimination s'opère au niveau du système social. De la même manière, dénoncer une société hétéropatriarcale ne revient pas à dire que tous les hommes sont sexistes, mais plutôt que les individus évoluent au sein d'un cadre social qui tend à orienter l'action au sein de l'espace public vers des agissements discriminants à l'égard des femmes.

Cela étant dit, le racisme systémique s'inscrit comme

> le résultat ou, plus précisément, le point de rencontre entre des formes interactionnelles et des formes structurelles de racisme. Les premières sont constituées des « micro-inéquités » répétitives et corrosives, mais inattaquables juridiquement, les secondes par les règles et procédures de traitement, l'une et l'autre forme étant incorporée aux règles éthiques et socioculturelles du fonctionnement ordinaire des institutions, des

> organisations et, plus globalement, de la société tout entière. Chaque type ou mode de discrimination potentialise les autres tandis que les acteurs individuels ou collectifs qui y participent sont multiples et incluent de fait les personnes qui en sont elles-mêmes victimes. (de Rudder et Vourc'h, 2006, p. 179)

Le racisme systémique est un phénomène social marqué par une interaction entre les niveaux interpersonnels, organisationnels et institutionnels (Dhume, 2016) ayant des effets préjudiciables pour les personnes concernées (Chicha-Pontbriand, 1989), ici, les personnes racisées.

En ce qui concerne la problématique de la non-mixité, cette constitution en espace non-mixte peut se passer sans encombre mais il arrive, au contraire, qu'à d'autres moments, la résistance du « reste » de la société – comprendre ici majoritairement les personnes en situation de domination – soit virulente. Tel a été le cas lors de la tenue du Camp d'été décolonial Nyansapo du collectif Mwasi en 2016 et 2017. La non-mixité « raciale » revendiquée avait alors entraîné un débat – ou plutôt un lynchage des organisatrices – autour du fait de refuser aux personnes blanches l'accès à des discussions ne les concernant pas. L'organisation d'un tel évènement avait alors provoqué un raz-de-marée à l'Assemblée nationale, menant Najat Vallaud-Belkacem alors ministre de l'Éducation nationale à condamner la tenue de ces réunions, ou avait encore vu le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), Alain Jakubowicz, écrire sur son blog « la logique qui préside à l'organisation de ce symposium monochrome, uniquement ouvert aux victimes du racisme d'État, est folle et dangereuse ». « L'universalité des valeurs rassemble tandis que le repli identitaire et communautaire sépare. Croire en l'égalité, c'est refuser d'enfermer de nouveau la différence dans une cage de préjugés et de servitude » (Mediapart, 2016). Une telle levée de boucliers tend à confirmer, selon nous, la nécessité de constituer des espaces de paroles non-mixtes, non-inclusifs, afin de réfléchir en tant que groupe à la constitution d'une identité commune, à la mise en place

de revendications et éventuellement à un ou des plans d'action. Il va sans dire que les opinions divergentes et les désaccords existent et peuvent prendre une place importante au sein de ces espaces, il reste cependant nécessaire de ne pas oublier que cette non-mixité vise un objectif précis, impliquant notamment des « *questions of inclusion and exclusion, as well as the ongoing work of negotiating and foregrounding difference*» (The Roestone Collective, 2014, p. 1353).

La question de la non-mixité n'est pas récente, on en trouve des traces notamment au XIX^{ème} siècle chez les catholiques « qui souhaitaient une école non-mixte, en particulier pour lutter contre les écoles protestantes, généralement mixtes. » (Renard, 2017). Cependant, ce qui transparait dans le cas du camp Nyansapo tend à s'éloigner de cette idée de différenciation au profit d'une volonté de lutte pour l'inclusion au sein de l'espace public. Les mouvements noirs aux États-Unis dans les années 1960 sont un exemple éloquent de ce regroupement visant l'action. Les mouvements féministes ont également été marqués par cette question du choix de la non-mixité. Delphy écrit d'ailleurs un article différenciant la non-mixité *subie*, à cause de l'imposition du système patriarcal excluant les femmes de la non-mixité *choisie* répondant au principe d'auto-émancipation, de « lutte par les opprimés pour les opprimés » :

> Car dans les groupes mixtes, Noirs-Blancs ou femmes-hommes, et en général dans les groupes dominés-dominants, c'est la vision dominante du préjudice subi par le groupe dominé qui tend à… dominer. Les opprimés doivent non seulement diriger la lutte contre leur oppression, mais auparavant définir cette oppression elles et eux-mêmes. C'est pourquoi la non-mixité voulue, la non-mixité politique, doit demeurer la pratique de base de toute lutte ; et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de la lutte – car il y en a et il faut qu'il y en ait – ne seront pas susceptibles de déraper vers une reconduction douce de la domination. (Delphy, 2016)

En effet, si la non-mixité revêt un certain caractère historique, elle est également complexe, fait référence aussi bien à la non-mixité homme/femme, cis/trans,

racisés/non-racisés. Mais, la race et le genre étant des constructions sociales – discursives pour reprendre Stuart Hall – cette revendication politique qu'est la non-mixité tend à jouer un rôle prépondérant dans la lutte pour les significations portées par les individus, les groupes en situation de domination.

Pour revenir à la problématique que nous posions plus haut, à savoir le supposé racisme des mouvements anti-racistes, il nous faut résumer plusieurs de nos propos. Tout d'abord, on observe en France l'existence d'un racisme systémique (de Rudder *et al.*, 2000) produisant un ensemble de discriminations à l'encontre des personnes racisées. Ce racisme systémique, d'ailleurs, découle historiquement du moment colonial français, et plus particulièrement, d'une problématisation de l'immigration post-coloniale et de la place dans la société française des personnes de seconde génération (*ibid.*, Dhume, 2016 ; Peretti-Ndiaye, 2016 ; Vörös, 2018). Nous retrouvons alors des idées comme l'universalisme républicain et le caractère un et indivisible de la République ainsi que la menace du communautarisme dont nous avons discuté tout au long du présent chapitre. La mise au jour de cette situation de discrimination conduit les personnes la subissant à s'organiser, en mobilisant diverses stratégies politiques, afin de réfléchir à une porte de sortie, ou du moins, à une manière de contester cette situation. Parmi les méthodes choisies, la non-mixité « raciale » semble être celle qui a, ces dernières années, entrainé le plus de soulèvements de la part des représentants de la République[125].

De ce constat, que pouvons-nous en tirer ? Il nous apparaît tout d'abord qu'il existe un lien très fort entre les questions de communautarisme, de refus du port du voile dans

[125] Notons ici que plusieurs associations, à l'exemple de la maison des femmes de Paris ou de Montreuil fonctionnent en principe de non-mixité tout en recevant des subventions de l'État et des collectivités locales et départementales. Cette situation ne semble pas poser de problèmes. (Contre-attaque(s), 2016)

l'espace public et de refus de la tenue d'un espace de réflexion non-mixte. Derrière les critiques portées à ces différentes manières de repenser le vivre-ensemble des personnes racisées et/ou issues de l'immigration post-coloniale, s'exprime, certes, l'idéal Républicain universaliste[126], mais également un paradoxe. Si la République ne reconnaît pas les communautés et encadre légalement cette idée, c'est bien là-dessus que se fondent les discriminations systémiques, puisque que l'État « ignore le caractère collectif de leurs victimes et "néglige" donc la formation de groupes définis par leur assignation à une situation minoritaire, souvent héritée du passé, et liée à des caractéristiques "ascriptives" tenues hors la loi » (de Rudder *et al.*, 2000, p. 8). S'organiser entre personnes concernées par un ensemble de discriminations – notamment ici le racisme et l'islamophobie – est donc vu, par les partis dits républicains, comme une menace à l'ordre social français, comme une volonté communautariste de remise en cause du principe universaliste organisant la vie politique française.

Plus encore, avec la politisation de la question migratoire au fil des années et l'établissement de politiques d'intégration au creuset français, nous pouvons observer – notamment dans le discours du Front national, bien qu'il n'en ait pas le monopole – une politisation de la question blanche que nous avons abordée précédemment et sur laquelle nous ne reviendrons donc pas ici en détails. Cependant, ce qui nous intéresse à ce moment, c'est la construction d'un « Autre » face au blanc, qui, à travers la mise en place de moyens de mobilisation et de militance, s'inscrit, ou plutôt *est* inscrit, dans la posture du « raciste anti-blanc ».

---

[126] « Un soupçon de dissidence "communautariste" pèse sur l'expression des groupes minoritaires, qui délégitime toute revendication ou mouvement social de leur part et tend à réprimer leur expression culturelle, sans leur fournir aucun moyen de combattre l'inégalité et l'oppression qu'ils subissent. » (de Rudder *et al.*, 2000, p. 11)

Face à une telle accusation, nous devons nous rappeler du caractère systémique du racisme en France. En effet, comme annoncé précédemment, cette forme particulière de discrimination ne se lit pas uniquement au niveau des relations interpersonnelles. Dès lors, là où le sentiment de la personne racisée face au blanc peut être – et notamment dans le rapport postcolonial avancé plus tôt – négatif, voire même agressif, il n'est à nos yeux pas adéquat de parler de racisme anti-blanc de la même manière que l'on peut traiter du racisme systémique français. Effectivement, pour reprendre les propos des organisatrices du camp d'été décolonial,

> **Le concept même de *« racisme anti-blanc »* ne tient pas car il ne fait pas système**, de la même façon que le prétendu sexisme *« anti-homme »* n'est que chimère dans une société patriarcale. Pour comprendre cela, il est indispensable d'avoir une analyse systémique des rapports de domination. On n'est pas là dans l'ordre du ressenti, de l'affect ou de la réaction. Le racisme, comme le sexisme, ont des conséquences concrètes sur les vies des personnes qui le subissent ; ils sont créateurs d'inégalités sociales, d'injustices souvent invisibles (marginalisation, plus grande précarité, violences policières, discriminations à l'emploi et au logement, stigmatisations médiatiques et politiques quotidiennes…) et ont des conséquences psychologiques désastreuses (complexe d'infériorité, dénigrement…). On parle là de discriminations racistes massives et d'une reproduction sociale de la condition subalterne en particulier pour les enfants d'immigrés post-coloniaux. Ces discriminations, ces humiliations, ces perturbations de parcours les blancs ne les subissent pas parce qu'ils sont blancs. (Contre-attaque(s), 2016)

Mettre alors sur le même plan des propos blessants portés à l'encontre de la population française blanche ne s'inscrit pas dans un rapport de domination. Au contraire, dans la France post-coloniale, les idées sur lesquelles se basaient le bien-fondé de l'entreprise coloniale – notamment celle d'apporter la civilisation, de faire de l'indigène une personne « civilisée », mais également celle de l'inégalité raciale – restent présentes (Mbembe, 2013b, 2015). Les frontières de la démocratie et de la citoyenneté restent encore influencées par la question raciale, par l'altérité post-coloniale, par l'ancien droit colonial, d'ailleurs (Mbembe, 2013a ; Noiriel, 2006 ; Schnapper, 2002). Parler de

racisme anti-blanc pour aborder les difficultés interpersonnelles ou les mouvements organisés de contestation d'une hégémonie blanche revient alors, selon nous, à rejouer à nouveau le processus d'assignation d'une identité à un ensemble de personnes (Fanon, 2015 ; Memmi, 2012) que l'on regroupe sous le terme de « communauté ». Il s'agit ici de performer une certaine exclusion. De réaffirmer les statuts différents et différenciés des Françaises, des Français « de souche » et de certaines Françaises, de certains Français issu-es de l'immigration.

En mobilisant dans le discours public cette notion construite de racisme anti-blanc, nous observons un réinvestissement lexical du champ de la domination. Le racisme systémique est laissé de côté au profit de la dénonciation du communautarisme, de la mise à l'écart de la « majorité blanche » à qui l'on retirerait un droit de parole. Il s'agit à nos yeux d'une tentative d'inverser le rapport de pouvoir dans lequel le blanc deviendrait le dominé et la personne racisée, dominante. Ceci répond, selon nous, d'une volonté de se porter à la défense d'une France qui subirait le « grand remplacement[127] », qui serait menacée par les processus migratoires, et plus encore par les personnes qui les vivent. Une France en danger qu'il faut sauver, en préservant son caractère blanc. Il s'agit du même processus par lequel le passé colonial a été réhabilité, par lequel les raisons de celui-ci ont été légitimées, par lequel le rassemblement d'individus au sein d'une communauté d'appartenance jugée comme non légitime a été mobilisé pour former le nouvel ennemi intérieur.

La question du racisme anti-blanc que nous abordons ici nous permet ainsi de conclure ce chapitre sur les tensions qui existent au sein de la République dans son rapport avec l'altérité. Nous avons, dans un premier temps, présenté brièvement quelques éléments

[127] Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.

centraux organisant la vie en société en France, à savoir les idéaux et les valeurs républicaines. Les Françaises, les Français, s'organisent donc autour d'un idéal d'universalité, d'indivision qui font de la République française et de la démocratie s'appuyant dessus, le cadre organisateur de la vie en commun. Comme abordé dans le précédent chapitre, la centralité de la III^{ème} République dans la constitution du phénomène de l'identité nationale subsiste, notamment autour de l'enseignement et des lois Ferry, mais également dans l'entreprise de colonisation française. Ce passé colonial, légitimé et soutenu sur la base de sa volonté à instruire et à civiliser les peuples indigènes, à les soumettre à un système juridique particulier qu'était le droit colonial, a eu un rôle non négligeable sur la manière dont sont actuellement perçues et représentées les communautés ethnoculturelles sur le sol français. En effet, nous avons également abordé l'influence de ce moment colonial sur les migrations qui ont suivi la décolonisation, et la manière dont la société française perçoit ses « nouvelles » citoyennes, ses « nouveaux » citoyens.

Alors pourquoi aborder la question du racisme anti-blancs pour conclure ce chapitre ? Parce que celle-ci reprend un ensemble de limites de cet universalisme républicain et, plus particulièrement, car il s'inscrit à la suite de cette menace communautariste que dénonce à de nombreuses reprises Marine Le Pen dans ses discours. Rappelons-nous, il est reproché à certaines personnes – principalement des personnes de confession musulmane et des personnes racisées habitant dans les « banlieues » françaises – de refuser de s'intégrer au cadre de la vie en société, de refuser en quelque sorte l'assimilation aux valeurs françaises et de représenter, dès lors, une menace à l'ordre public. Car, si l'on refuse d'accepter l'universalisme républicain, on ne peut – pour Marine Le Pen, entre autres – participer pleinement et de bonne foi à la vie démocratique française. Cette problématisation particulière de la question ethnoculturelle s'articule, dans le discours de la dirigeante du Front national, autour d'une certaine instrumentalisation de la peur liée aux activités terroristes professée par

des groupes fondamentalistes, d'une part. D'autre part, elle trouve une justification dans l'instrumentalisation de la question du port du voile par les femmes musulmanes qui sont réduites au statut de femmes dominées, soumises à leurs maris ou aux hommes de leurs familles, sans prendre en compte le fait que le port du voile est un choix personnel qui peut être également un signe d'émancipation.

Le discours entourant le communautarisme supposé d'une partie de la population française trouve sa suite dans le refus et la dénonciation de toute mobilisation pouvant s'apparenter à une affirmation revendiquant une identité qui ne serait pas « française de souche ». Ainsi, s'organiser en non-mixité pour lutter contre le racisme systémique en France est perçu comme un repli communautariste et comme un phénomène de « racisme inversé ».

De là, nous pouvons alors entrevoir la réponse à certains questionnements qui animent cette thèse. Plus particulièrement, nous nous interrogions sur la vision du peuple que véhicule Marine Le Pen et sur la manière dont elle se positionne par rapport à celui-ci. En abordant ici les question de l'alterité ethnoculturelle en France, depuis l'époque coloniale jusqu'à maintenant, nous pouvons observer dans le discours de Marine Le Pen une volonté de redéfinir le « peuple » français sur la base des idéaux républicains. Le peuple français est donc celui qui se conforme aux valeurs de la République, qui « respecte » l'universalisme français qui ne reconnaît pas la différence culturelle. C'est celui qui est prêt à s'assimiler totalement à une vision particulière de la société qui s'organise notamment sur le principe d'égalité entre les femmes et les hommes, principe qui serait dicté par la capacité des femmes à s'habiller comme elles le souhaitent et à aller « au bistro ». C'est donc celui qui n'accepte la différence que lorsque l'on tente de la dissimuler (Bhabha, 2007), de l'effacer, mais qui, en criant au racisme anti-blanc, tend à se définir comme une « communauté blanche » attaquée de toutes parts.

CHAPITRE VII

SUR LE POPULISME

Dans le précédent chapitre, nous avons articulé l'ancrage sociohistorique français et les revendications actuelles de certaines catégories de personnes placées en marge de l'exercice politique. Les personnes issues des pays colonisés sont discursivement produites comme en marge par rapport à la centralité du caractère universel de la République française qui, rappelons-le, ne reconnaît l'existence d'aucune communauté.

Cette considération nous amène alors à questionner les rapports entre les individus au sein du peuple français, et plus particulièrement, à nous intéresser à la manière dont Marine Le Pen, à travers ses discours, construit un peuple spécifique et se place comme la « Présidente des invisibles ». À ce titre, nous avons déjà souligné le fait remarquable que la notion de « majorité invisible » n'était traitée qu'une seule fois dans le corpus analysé. Nous souhaitons ici nous arrêter davantage sur cette question en réfléchissant à ce qui est en jeu à travers l'usage de ce procédé rhétorique et par la manière dont il est mobilisé afin de faire passer un certain nombre d'idées.

Dans un second temps, nous reviendrons sur l'une des interrogations formulées dans l'introduction et dans le chapitre de problématique, à savoir : le Front national est-il le seul moteur de changement au sein de la vie politique française ? À la lueur des évènements, il va sans dire que, des débuts de notre réflexion à ce jour, d'autres forces

ont émergé, à l'exemple du mouvement[128] au pouvoir depuis 2017, celui d'Emmanuel Macron, *La République en marche*. Cet évènement spécifique nous a encouragée à creuser davantage notre questionnement original et à envisager la fin d'un éventuel clivage gauche-droite. En effet, si Macron ne se réclame ni de droite ni de gauche, la présidente du Front national semble aussi choisir d'éviter de s'ancrer clairement au sein d'un courant politique.

Enfin, nous aborderons un autre enjeu soulevé plus haut, à savoir le traitement de la question du temps long en politique dans le discours de Marine Le Pen. Ce moment en sera alors un d'articulation des enjeux liés à la mondialisation, aux politiques néolibérales et à la manière de concevoir la vie en société au sein d'un système démocratique.

7.1 La force du nombre : la « majorité silencieuse » face aux minorités criantes

Comme nous venons de le mentionner, la question de la majorité silencieuse nous apparaît centrale dans le cadre de la constitution et de la mobilisation du peuple dans les discours de Marine Le Pen, mais également sur la mise en discours d'une certaine marginalité à travers sa revendication comme la Présidente des invisibles, des oubliés ou encore, comme elle l'a exprimé en décembre 2011, comme la Présidente de la majorité silencieuse (Prissette et Quéméner, 2011). Lors d'une entrevue donnée au *Journal du Dimanche* le 10 décembre 2011, la présidente du Front national entendait donner la réplique à Nicolas Sarkozy, un des candidats à l'élection présidentielle

[128] Bien qu'il soit désigné par ses partisans comme un mouvement, son organisation verticale ne diffère en rien de celle d'un parti traditionnel.

Française de 2012 et Président sortant, qui avait lui-même revêtu cette image de « candidat de la majorité silencieuse ». Le Pen déclarait dans cette entrevue :

> Cette majorité silencieuse, c'est moi qui la représente. Ceux que personne ne veut entendre, dont on ne parle pas à la télé, qui ne manifestent pas, sont trop normaux pour les élites. Je les appelle à la révolution, une révolution patriotique, pacifique et démocratique. C'est la France qui dit : "Vous nous avez pris pour des cobayes, vous nous avez imposé une idéologie folle!" Regardez, nous avons déjà perdu notre souveraineté territoriale, monétaire, législative, budgétaire. (*ibid.*)

Nous retrouvons par ailleurs ici un certain nombre des thématiques abordées dans les discours qui constituent notre corpus, à savoir le rejet des élites politiques, économiques et financières par la présidente du Front national, mais également, en trame de fond, cette opposition entre celles et ceux qui « méritent » d'être représentés par la formation d'extrême droite et celles et ceux qui ne le sont pas. À la suite de cela, aborder la question de la majorité silencieuse fait également écho à notre précédent chapitre. Au sein du système démocratique républicain français, nous avons effectivement traité du fait que la République est vue dans le même temps comme cadre unificateur et comme instance de différenciation. Nous postulons ici que mettre en mots cette notion de majorité silencieuse revient à opposer le peuple français, celui qui est considéré comme « vrai », ce peuple blanc, judéo-chrétien, dont les valeurs seraient en accord avec celles de la République française, qui ne s'organise supposément pas en communautés fermées et ainsi, ne participe pas de ce piège du communautarisme, et ce peuple français à qui on tend à nier les droits associés à la citoyenneté. Ces « communautés » qui, selon une partie de la classe politique et médiatique française, cherchent à occuper l'intégralité du débat public, aux dépens justement du « vrai » peuple français.

Il nous est dès lors primordial de revenir sur cette formulation particulière qui semble être l'objet de convoitises politiques. Pour ce faire, nous procéderons en deux temps.

D'abord, nous reviendrons sur les significations que revêt cette expression, sur la manière dont cette idée de silence peut être mobilisée – voire instrumentalisée – au sein du débat politique français. Nous souhaitons, par la suite, aborder la question du conformisme en politique. À l'heure des revendications sur fond de « on ne peut plus rien dire[129] » et dans la lignée de #JeSuisCharlie, il importe de revenir sur les enjeux à l'articulation des notions de conformisme et de politique.

7.1.1 Penser la question de la majorité silencieuse

Dans le but de réfléchir à ce qui est impliqué par cette notion de « majorité silencieuse », il est nécessaire de rappeler brièvement quelques idées présentées plus tôt, à savoir les questions entourant la « crise de la représentation », les masses et leur politisation, ainsi que la pensée du populisme chez Ernesto Laclau. En effet, nous percevons ici une articulation centrale entre ces trois notions autour de laquelle se forme ce concept de majorité silencieuse[130]. Expliquons.

Dans un système fondé sur un principe de démocratie représentative, la vie politique s'organise autour de l'image d'un peuple – constitué ici au sens d'un ensemble de citoyennes, de citoyens – qui accorde à un certain nombre de représentantes, de représentants, une légitimité dans l'exercice du pouvoir. Ce processus se fonde sur l'exercice d'un droit de vote, et dans le cas français, sur un mode de scrutin à deux tours. Les personnes élues, que ce soit au niveau municipal, cantonal, départemental,

---

[129] On peut se rapporter ici aux prises de position des « intellectuels » que sont Michel Houellebecq, Alain Finkielkraut, Michel Onfray, ou des personnalités médiatiques aux propos condamnables – et condamnés – à l'image d'Eric Zemmour.

[130] Une réflexion allant dans ce sens est, par ailleurs, proposée par Jean Baudrillard (1982). Cependant, les considérations qu'il apporte à la question des masses et du populisme ne sont pas les mêmes que celles que nous formulons ici. Il nous apparaissait cependant nécessaire de faire cette précision.

régional, européen, ainsi que dans le cadre d'élections présidentielles et législatives, ont pour mandat de représenter les intérêts du peuple et de cette majorité d'électeurs, d'électrices qui leur a permis d'accéder à leur fonction. Pour reprendre les mots de Göhler (2014), ce système fonctionne sur une base représentative, dans laquelle

> [a]u sens le plus large, « représenter » signifie donner à voir une chose invisible, rendre présente une chose absente. […]. En démocratie, la souveraineté populaire doit donc être représentée dans sa forme, mais elle doit aussi être concrétisée par des décisions ayant force de loi émanant du peuple et s'appliquant à lui. La représentation est ainsi le fondement de toutes les formes de démocratie. (Göhler, 2014, p. 3)

Dans le cas français, cet idéal est d'ailleurs constitutionnalisé à travers les articles deux et trois de la Constitution par la mention du « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (Assemblée nationale, 1958, art. 2) et du fait que la « souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants [ses représentantes] et par la voie du référendum » (*ibid.*, art. 3).

De ceci ressortent deux éléments centraux. D'abord, la modalité de l'action politique passe par le vote, porté au rang de référent institutionnel. Rappelons par ailleurs que, dans le système électoral français, seuls sont pris en compte les votes exprimés. En ce sens, l'abstention et le vote blanc sont laissés de côté. Loin de vouloir proposer une sociologie de l'abstention ici, il nous apparaît cependant important de souligner que, pour la situation qui nous interroge, ou du moins, son aboutissement à travers l'élection présidentielle de 2017, les chiffres sont intéressants. En effet, lors du second tour de cette élection, Emmanuel Macron est ressorti vainqueur avec un score de 66,10% contre 33,90% pour Marine Le Pen (Ministère de l'Intérieur, 2017). Cependant, ces chiffres sont ceux des votes *exprimés*. Lorsque l'on observe les résultats par rapport au nombre de personnes inscrites, Macron obtient un score de 43,61% et Le Pen de

22,36%. Face à cela, l'abstention fait un score de 25,44%[131], le vote blanc de 6,35%, et le vote nul de 2,24% (*ibid.*). Ainsi, près du tiers des personnes inscrites on choisi de ne pas se rendre aux urnes, de voter blanc ou d'annuler leur vote. Le but ici n'était pas de tirer des conclusions de ces quelques chiffres, mais davantage de faire ressortir une tendance générale, regroupant d'une part le mécontentement des individus n'ayant pas fait le choix de voter pour le candidat élu, mais également, une situation plus structurelle, institutionnelle, celle du refus de prise en compte de l'abstention et du vote blanc. Dans un cadre démocratique, ce refus d'aller aux urnes peut parfois être considéré soit comme un désengagement des individus, soit comme une impuissance qui se traduirait en une passivité civique (Gray, 2015). Ceci peut s'expliquer notamment par une difficulté grandissante pour les citoyennes, les citoyens à avoir un impact sur les prises de décisions de leurs représentantes, représentants (*ibid.*), mais également sur le fait que, lors des rares occasions où leur voix est entendue, elle ne l'est que parce que des personnes faisant partie d'une élite économique et sociale reprennent leurs idées (Gilens et Page, 2014 ; Gray, 2015).

Gray (2015) propose une cartographie de ce qu'il entend par la citoyenneté silencieuse. Pour lui, les théories contemporaines de la démocratie prônent un idéal de citoyenneté vocale (*vocal ideal of democratic citizenship*). Dès lors, l'exercice citoyen qui s'exprime notamment à travers le vote se lit comme un moyen d'émancipation, d'autonomisation. Le silence est ainsi perçu comme allant à l'encontre de cet idéal démocratique, et non pas comme un geste politique à part entière. Les personnes

[131] Notons d'ailleurs ici qu'il est intéressant de souligner que près de 2 millions de personnes supplémentaires se sont abstenues lors du second tour de cette élection présidentielle. On observe ainsi une augmentation du taux d'abstention entre les deux tours de 3,21 points, ce qui semble aller à l'encontre de la tendance des précédentes élections pour lesquelles l'abstention a légèrement baissé au second tour par rapport au premier.

décidant de ne pas exercer leur droit de vote sont vues comme des citoyennes, des citoyens faisant état de passivité, se laissant gouverner, et renforçant le *statu quo*. Dès lors, Gray met de l'avant plusieurs degrés de citoyenneté silencieuse : la décision, la conscience (*awareness*), l'ambivalence, l'aversion et le mécontentement (*disaffection*) (*ibid.*). Le niveau de *décision* se lit lorsque le citoyen, la citoyenne fait sciemment et activement le choix du silence parmi les options qui lui sont offertes. Il s'agit ainsi de faire part d'un jugement politique, au sens où, de manière générale, cette option correspond à un choix de ne pas apporter leur voix à un projet, à une personnalité politique spécifique, à le rejeter directement. Lors du second tour des élections présidentielles de 2017, par exemple, l'augmentation du taux d'abstention pourrait se lire sous ce prisme, sous le refus de voter pour la candidate d'extrême droite ou pour son opposant « ni de droite ni de gauche ». Dans ce cas-ci, le silence est basé sur une réaction face aux personnes candidates, qui ne proposeraient pas un programme jugé satisfaisant par les citoyennes, les citoyens (Leighley et Nagler, 2014).

La question de la conscience se lit lorsque les individus sont conscients de leurs opinions politiques, mais ne voient que peu ou pas d'intérêt à participer au processus démocratique électoral, soit parce qu'ils ont confiance en leurs représentantes, représentants, soit parce qu'ils ne sont pas particulièrement insatisfaits des politiques actuelles. Ainsi, « *the aware but silent citizen maintains meaningful psychological engagement with collective political life, but declines the opportunity to respond to collective political decision-making for the time being* » (Gray, 2015, p. 486). Le troisième niveau, celui de l'ambivalence, se lit lorsque des individus ne prennent pas part au processus de participation, séparant les effets des décisions collectives de leurs opinions, de leurs intérêts, de leurs choix personnels qu'ils considèrent comme plus importants pour mener une vie bonne. Cette stratégie s'applique notamment lorsque les personnes ne sont pas suffisamment au fait des enjeux politiques contemporains, que ce soit par manque d'intérêt ou par manque d'exposition aux discours politiques.

Lorsqu'une opinion politique leur est demandée, ces personnes tendent plutôt à construire leur positionnement sur un coup de tête (Zaller, 1992) puisqu'elles ne sont pas en mesure – ou qu'elles refusent – de « payer le coût cognitif » de développer une opinion politique (Gray, 2015, p. 486).

La quatrième stratégie, l'aversion, dénote une transformation de la conscience et de la passivité politique en attitudes antipolitiques et en cynisme passif agressif (Caplan, 2007 ; Cappella et Jamieson, 1997). Les personnes refusant de prendre part au processus démocratique sur ce principe choisissent consciemment d'éviter les obligations liées à la vie démocratique et politique, car elles les considèrent comme corrompues, emplies d'injustices et comme moteur d'humiliations. Les politiques sont dès lors perçues comme « *synonymous with sleaze, corruption and duplicity, greed, self-interest and self-importance, interference, inefficiency, and intransigence* » (Hay, 2007, p. 153). L'aversion politique est, dans nos démocraties contemporaines, lue comme un symptôme des déficiences systémiques dans les relations entre les citoyennes, les citoyens, et le gouvernement qui prend des décisions qui semblent illégitimes et arbitraires (Gray, 2015). Le dernier degré de citoyenneté silencieuse est celui du mécontentement. Dans ce cadre, Gray fait état d'un rejet total des normes, des objectifs et des institutions politiques conventionnelles. Cette stratégie s'exprime tout particulièrement lorsque les prises de paroles et les opportunités d'expression sont tellement réduites que les citoyennes silencieuses, les citoyens silencieux perçoivent le domaine politique comme étant étranger, impersonnel et hors de portée de l'intervention individuelle. S'ensuit alors une forme particulière d'aliénation suggérant à certaines populations qu'elles ne sont pas écoutées, qu'elles ne sont pas vues, et ainsi qu'elles n'ont que peu ou pas du tout d'emprise sur le processus de représentation (Walsh, 2011).

Ainsi, les réalités de la citoyenneté silencieuse sont multiples. Il peut, tantôt s'agir d'un manquement du système démocratique représentatif, tantôt d'un choix conscient d'opposition. Apporter de telles nuances nous était ici nécessaire afin de remettre en perspective cette idée de la « majorité silencieuse », de cette France des oubliés que souhaite représenter Marine Le Pen dans l'éventualité d'un mandat présidentiel. Si nous parlions, dans le chapitre de problématisation puis dans le cadre conceptuel d'une éventuelle crise de la démocratie qui serait liée, notamment, à la captation du pouvoir politique par une certaine élite disposant d'un habitus politique spécifique (pour reprendre les termes de la pensée bourdieusienne), il apparaît tout de même qu'une telle analyse, bien que pertinente, n'épuise pas le problème.

En effet, et c'est ce que le chapitre VI nous a permis d'avancer, certaines franges de la société française sont, de manière systémique, gardées en marge de l'action politique et de la mobilisation démocratique en France. Ces mêmes groupes que nous appelons ici les « minorités vocales » sont opposés, au sein des discours politiques, à cette majorité silencieuse, supposément invisible et oubliée. C'est bien ici que la situation devient paradoxale. Rappelons que nous abordions en fin de problématisation un élément posant problème au sein d'une démocratie représentative. Cette réflexion mentionnait un paradoxe entre représenter l'ensemble de la population indifféremment et prendre en compte les intérêts particuliers des différents groupes constituant la société. Dans le précédent chapitre, à travers la mise de l'avant de la doctrine universaliste de la République, nous avons pu apporter une piste de solution à cette question, dans le contexte français, puisque le système républicain ne reconnaît l'existence d'aucune communauté différenciée. Il apparaît ainsi que le représentant, la représentante dans le cadre politique français doit se conformer à ce principe et donc, mettre de l'avant les revendications du peuple conçu comme un tout homogène.

Cette idée nous permet de prolonger notre réflexion en revenant brièvement sur la question des masses et de leur politisation. Les masses sont, bien souvent, présentées de manière négative comme une communauté anomique, passive, suiveuse, comme étant également la nouvelle « foule » (*mob*) (Williams, 1960). On les imagine, à l'image du populaire d'ailleurs, comme étant informes et représentant une menace à la culture et à la démocratie. Cependant, comme le souligne Williams, les masses, ce sont *toujours* les autres. La masse se construit donc dans une relation d'altérité par rapport à l'individu qui les formule. Il n'existe donc pas de masse à proprement parler. Seulement des façons de se les représenter (Williams, 1960).

Raymond Williams va plus loin en proposant deux définitions de l'idée de masses. La première, négative, les présente comme étant la nouvelle forme des foules, de cette multitude à plusieurs têtes (*many-headed multitude*) (1983). La seconde, plus positive, voit les masses comme une description de ces mêmes personnes, mais que l'on perçoit désormais vues comme étant une force sociale positive ou pouvant l'être (*ibid*.). Outre la dimension strictement positive de la mobilisation de ces masses à travers l'acception de majorité silencieuse, nous pouvons observer dans les discours de Marine Le Pen une volonté de répondre à la crise de la démocratie représentative par la mobilisation verticale, si l'on peut dire, de cette force sociale.

Utiliser cette idée de mobilisation verticale nous permet de réunir de nouveau ce duo masses/populaire que nous présentions plus haut, au sens où

> [l]e terme « populaire » désigne cette relation quelque peu déplacée entre la culture et les classes. Plus exactement, il fait référence à cette alliance de classes et de forces qui constituent les « classes populaires ». La culture des classes opprimées et exclues est le domaine auquel le terme « populaire » nous renvoie. Et le domaine opposé – celui où le pouvoir culturel décide de ce qui en fait partie ou non – est, par définition, non « toute » une autre classe, mais cette autre alliance de classes, de strates et de forces sociales

> qui constitue ce qui n'est pas « le peuple » et ce que ne sont pas « les classes populaires » : la culture du bloc de pouvoir. (Hall, 2008, p. 125)

Ce bref rappel conceptuel sur les idées de masses et de populaire nous permet ici d'articuler la notion de majorité silencieuse au projet de Marine Le Pen d'être la « Présidente des invisibles ». En effet, repartons de cette idée que la majorité silencieuse représente tout ce qui ne fait pas partie des minorités dites communautaristes ayant, aux yeux de la présidente du Front national, trop de pouvoir au sein de la société française et dont les revendications sont bien souvent entendues au détriment de celles du « vrai » peuple. Rappelons également que, chez Hall, constituer un peuple revêt un caractère hautement politique, puisque ce processus constitue une lutte permanente pour « former avec les classes divisées et les peuples séparés – divisés et séparés par la culture autant que par d'autres facteurs – une force culturelle populaire et démocratique. » (2008, p. 125). Lorsque Marine Le Pen souhaite représenter la majorité silencieuse, être la Présidente des invisibles, elle investit politiquement et discursivement ces deux occurrences. Elle souhaite organiser une image spécifique du peuple en l'opposant à une autre, prenant alors part au jeu antagonistique de formation d'un discours contre-hégémonique.

C'est ici, finalement, qu'apparaît la troisième dimension que nous considérons comme centrale dans la construction de cette majorité silencieuse, à savoir la mobilisation discursive populiste dans le discours de la présidente du Front national. Ce populisme, aux yeux d'Ernesto Laclau « est, tout simplement, une manière de construire le politique » (2008, p. 11). Plus particulièrement, pour lui dans *La Raison populiste*, mais également avec Chantal Mouffe dans *Hégémonie et stratégie socialiste* (2019), la constitution d'un peuple spécifique, d'une identité populaire particulière s'opère autour de quelques mots derrière lesquels vont être investies plusieurs significations. En d'autres termes, à travers, notamment, la mobilisation de l'idée de majorité silencieuse, Marine Le Pen essaye d'incarner une position hégémonique, au sens où « [u]ne classe

ou un groupe sont considérés comme hégémoniques s'ils ne restent pas enfermés dans une étroite perspective corporatiste, mais se présentent comme réalisant pour des masses plus larges de la population les objectifs plus vastes soit de l'émancipation soit de l'ordre. » (Laclau, 2015, p. 103).

Prenons ici le temps de récapituler. Pour Marine Le Pen, il existe deux ruptures sociales fondamentales. D'un côté, celle qui oppose les élites au peuple. De l'autre, celle qui oppose les « communautaristes » au peuple. Les élites cherchent à imposer à la population française une vision spécifique de la vie en société en se reproduisant entre elles, en cadenassant le jeu politique français, en ayant des liens serrés avec le monde de la finance. Face aux mensonges répétés du système et de ses élites, le Front national reste la seule porte de sortie, puisqu'il est le seul parti à oser dire la vérité et à faire preuve de courage. Le parti et sa présidente se présentent également comme les seuls à proposer des solutions de sortie de crise et à chercher à faire évoluer la société française dans le bon sens, à lui faire retrouver sa souveraineté politique et économique. Les communautaristes, quant à eux, représentent une menace pour la vie en société, car ils rejettent et combattent les idéaux, les valeurs et les symboles de la République. Le portrait qui en est dressé est celui d'un groupe homogène, obscurantiste, dont les agissements vont à l'encontre du droit des femmes à travers notamment l'imposition du port du voile, mais également à l'encontre de la laïcité et de la bienséance, à l'exemple des prières de rue apparaissant comme antirépublicaines.

Face à ces deux entités, le peuple français. La communauté nationale est définie par Marine Le Pen, rappelons-le, en fonction d'attributs de caractère (son courage, sa modestie, son opiniâtreté, son héroïsme, sa fidélité aux valeurs, son organisation autour des symboles français), ainsi que par ce qu'il n'a pas, à savoir aux yeux de la présidente du Front national, la parole et la reconnaissance de ces élites tant décriées.

L'image de la majorité silencieuse n'est alors pour Marine Le Pen pas uniquement une manière de faire le procès de la démocratie représentative, ni même de prendre en compte les différentes raisons qui font du citoyen, de la citoyenne, quelqu'un de silencieux dans le jeu démocratique français. Cette figure rhétorique est davantage le moyen de constituer, d'imaginer un peuple uni, soudé autour d'un ensemble de valeurs prédéterminées, d'une communauté nationale qui souhaite se rassembler et se mobiliser pour combattre les oppresseurs qui opèrent au sein même de la nation. En utilisant une telle figure de style, elle tend à investir le signifiant que nous avons identifié comme étant celui de la démocratie pour en relever les insuffisances actuelles. Il s'agit de faire émerger un « manque », cette « rupture initiale dans l'ordre social » (Laclau, 2008, p. 106), une frontière constitutive de l'identité du peuple, pour organiser une contestation de ce système politique gouverné par une élite privilégiée dont les agissements tendraient à répondre aux demandes communautaristes aux dépens de celles du « vrai » peuple français.

Si nous pouvons aborder la majorité silencieuse comme une construction discursive visant à opposer une vision d'un peuple intérieur légitime à celle d'une extériorité illégitime, d'autres la voient comme étant le prolongement du conformisme qui

> implique de tendre vers une même forme avec d'autres. Il constitue la caractéristique de ce qu'on appelle la « majorité silencieuse » propre à accepter tous les gouvernements même les pires. Cette majorité n'est pas nécessairement muselée par la terreur, c'est le plus souvent au nom de ses intérêts immédiats qu'elle se conforme et agit dans le sens où on lui dit d'aller. (de Mijolla-Mellor, 2016, p. 7)

C'est sur cette idée que nous souhaitons nous pencher à présent. Plus particulièrement, nous souhaitons analyser les notions de conformisme politique et de bien-pensance qui sont, à l'heure actuelle en France, considérées comme dégradant le débat public et muselant certaines personnalités publiques et intellectuelles rattachées tantôt à la droite,

tantôt à la droite radicale. Dans son discours de clôture de l'université d'été du Front national à la Baule le 23 septembre 2012, Marine Le Pen aborde d'ailleurs directement la notion du conformisme. Cette mobilisation semble étrangement aller dans le sens de notre propos sur la majorité silencieuse, au sens où la présidente du Front national fustige une fois encore le système et les élites qui répètent inlassablement les mêmes idées, les mêmes mensonges, et qui semblent cloisonner le monde politique français. Plus particulièrement, elle pourfend les reproches et obstacles mis sur la route du Front national dans l'accession au débat public, bloqué par ces fameux représentants du système. Le Front national et ses membres seraient pourtant « les seuls créateurs d'idées nouvelles. Et bien nous le ferons savoir, cent fois mieux savoir. Ce n'est qu'ainsi que les barrières du conformisme tomberont et que les talents sincères rejoindront notre combat sans crainte, mais au contraire avec fierté et volonté. » (Le Pen, 2012b).

7.1.2 Populismes, conformisme(s) politique(s) et bien-pensance.

Parler de bien-pensance nous apparaît particulièrement intéressant pour contraster avec l'idée de majorité silencieuse. En effet, là où ce groupe spécifique que nous avons identifié comme étant construit dans le discours de Marine Le Pen en opposition aux élites et aux communautaristes n'est pas – et n'aurait jamais été – en mesure de s'exprimer, d'autres regrettent le fait que l'« on ne peut plus rien dire ». Là où les premiers croient en la vérité, mais ne peuvent l'exprimer, les seconds la diffusent, mais se font mettre des bâtons dans les roues. On assisterait alors en France au « musellement, par la "*gauche morale*", de tous ceux qui ne vont pas dans le sens de la doxa » (Salvi, 2016, p. 113).

Dans les discours constituant notre corpus, Marine Le Pen aborde à trois reprises la question de la bien-pensance. D'abord, lors de son discours du 1er mai en 2011, ensuite lors de la clôture de l'université d'été à Marseille en 2013, et enfin, lors de son Meeting de Villefranche le 1er mai 2017 pour l'entre-deux tours de la présidentielle. La sentence

est la même à chaque reprise. Le système organise une « dictature de la bien-pensance ». Il faudrait ainsi se conformer à des modalités d'expression n'allant pas, comme dit ci-dessus, à contre-courant de la doxa, cet ensemble de « préconceptions qui engendrent la complexité du savoir-vivre-ensemble » (Picard, 2014, p. 193). Cette question du politiquement correct s'articule autour de l'enjeu central qu'est celui de la liberté d'expression. En effet, ce qui est reproché à cette « gauche morale », bien-pensante, c'est de brimer la liberté d'expression de certaines, de certains.

Avant d'entrer dans le détail de la situation française, il importe de faire un bref retour sur ce que l'on entend par bien-pensance, et plus particulièrement, sur le développement de la notion de « politiquement correct » que nous considérons ici comme étant son synonyme, et un corollaire du conformisme politique.

Il est nécessaire de se tourner du côté des États-Unis afin de saisir le développement de l'idée de « politiquement correct ». En effet, la première référence à cette expression remonte à 1793 lorsque la Cour Suprême dans l'affaire *Chisholm c. Georgia* a accordé le droit à un citoyen de poursuivre en justice un État américain. Lors de cette affaire, le Juge James Wilson « *wrote an opinion in which he objected to the wording of a common toast: " 'The United States' instead of the 'People of the United States' is the toast given. This is not politically correct."* » (Wilson, 1995, p. 3). Dans cette utilisation très littérale du politiquement correct, le juge exprime le fait que, selon lui, le peuple a la véritable autorité aux États-Unis, et qu'ainsi, porter un toast aux États-Unis plutôt qu'à son peuple n'est pas correct aux yeux de l'histoire et de la théorie politique du pays (*ibid.*). Cette première occurrence n'est cependant pas celle qui a donné au terme son sens actuel, puisqu'elle a rapidement été oubliée.

Dans les années 1930-1940, aux États-Unis toujours, on peut observer une nouvelle utilisation du politiquement correct (PC) par les tenants de la gauche socialiste et

communiste. Dans ce cadre, il s'agit surtout de faire référence de manière sarcastique à l'adhésion presque aveugle des communistes américains à la ligne de parti soviétique. L'expression est alors utilisée pour faire référence à une personne dont la loyauté pour le Parti communiste et ses idées est si forte qu'elle surpasse sa compassion et la pousse à accepter des décisions politiques préjudiciables (Wilson, 1995, p. 4). Une vingtaine d'années plus tard, l'expression est reprise dans le cadre des mouvements pour les droits civiques des personnes afro-américaines. Ici, « *[p]olitically correct was used not by extremists on the left to describe their enemies but by more moderate liberals who objected to the intolerance of some leftists* » (*ibid.*). En règle générale, avant les années 1980, le politiquement correct est donc utilisé à des fins d'autocritique.

La rupture, si l'on peut dire, opère justement dans les années 1980 lorsque les conservateurs et néoconservateurs réinvestissent l'expression pour l'exploiter politiquement (Feldstein, 1997 ; Wilson, 1995). Il s'agit alors de dénoncer la gauche américaine, qualifiée par le terme de *liberals*, en se référant aux idées radicales promues par certaines, par certains. Mais l'attaque va plus loin, puisque l'on étend alors la notion du politiquement correct à celle de *political correctness* qui décrit alors le processus de corruption du système d'éducation supérieure américain ainsi accusé de tomber sous l'influence de personnes « extrêmistes » (Wilson, 1995). La portée néoconservatrice de cette attaque jette un discrédit sur les institutions d'enseignement supérieur qui privilégieraient l'embauche et la parole de personnes « extrêmistes » – féministes, de gauche, partisanes du multiculturalisme – aux dépens de personnes plus conservatrices. La critique conservatrice et néoconservatrice des universités vise ainsi à prôner un retour au bon vieux temps, « *when few people went to college, feminism and multiculturalism did not exist, and nobody caused trouble* » (*ibid.*, p. 158), rendant alors à l'éducation supérieure ses lettres de noblesse.

Le mythe du politiquement correct se développe ainsi autour de la dénonciation d'une censure supposée qui prendrait racine par l'accession à des postes d'enseignement et de recherche par des personnes dont l'orientation politique tend davantage vers la gauche, qui cherchent à transformer la société américaine, à porter un regard critique sur les phénomènes de racisme, de sexisme ou d'homophobie (Feldstein, 1997). Et ces attaques sont même portées en haut lieu. En 1991, Georges Bush senior prononçait à l'Université du Michigan un discours visant à alerter sur les dangers du politiquement correct au sein du monde de l'enseignement supérieur. Il disait alors :

> The notion of political correctness has ignited controversy across the land. And although the movement arises from the laudable desire to weep away the debris of racism, sexism and hatred, it replaces old prejudices with new ones. It declares certain topics off-limits, certain expressions off-limits, even certain gestures off-limits. What began as a cause for civility has soured into a cause of conflict and even censorship. Disputant treat sheer force – getting their foes punished or expelled, for instance – as a substitute for the power of ideas. Throughout history, attempts to micromanage casual conversation have only incited distrust. They've invited people to look for insult in every word, gesture, action. And in their own Orwellian way, crusades that demand correct behavior crush diversity in the name of diversity. (dans Wilson, 1995, p. 8)

À travers cette citation vieille de presque trente ans, il est possible de faire émerger un ensemble d'idées conservatrices que l'on peut d'ailleurs retrouver dans les discours français actuels sur la bien-pensance et le politiquement correct. Bush dresse ici un portrait bien peu flatteur d'une partie de la population ne cherchant que conflit et provoquant la censure, notamment du fait de leur caractère ultra-sensible, puisque recherchant activement les insultes pour se victimiser. Les *liberals* cherchent donc à suranalyser les discours pour en faire la cible d'attaques portant sur le caractère moral des propos tenus, et au final, ne visent qu'à remplacer certains préjudices par d'autres. Là où les personnes issues de la diversité culturelle, de la diversité de genre et d'orientation sexuelle seraient maintenant à l'abri du danger, ce sont maintenant les

personnes conservatrices qui sont victimes d'atteinte à leur liberté d'expression. Cette liberté, dans les mots du Président Bush n'est alors plus seulement un droit, mais plutôt un privilège auquel les personnes PC cherchent à porter atteinte. Pour prolonger cette attaque frontale de la gauche américaine, on lit également un constat que nous considérons comme biaisé de la société américaine. Dans le portrait qu'en dresse Bush, le racisme, le sexisme et la haine sont choses du passé dont il ne reste à peine que quelques débris. À la lueur de plusieurs mouvements récents pour les droits civiques des personnes afro-américaines, notamment à travers le mouvement *Black lives matter*, ou encore des mouvements féministes – à travers #MeToo, la marche des femmes, la lutte pour maintenir le droit à l'avortement, par exemple – force est de constater que cet état des lieux reste pour le moins fantasmé.

Cet investissement lexical néoconservateur du terme de politiquement correct, détourné de son acception d'origine, se diffuse d'ailleurs dans l'espace public et le sens commun aux États-Unis. Ainsi, en demandant aux Américaines, Américains ce que le terme « politiquement correct » signifie à leurs yeux, les chances sont fortes que les réponses aillent dans le sens d'un « *"repressive agenda" set forth by "tenured radicals" on college campuses today*.» (Feldstein, 1997, p. 1). Il est alors non seulement ridicule, mais également dangereux, de procéder par exemple à des changements lexicaux en préférant parler de personnes afro-américaines que de noirs ou n*gres, de personnes de petite taille que de nains, naines, de Premières nations ou *native americains* plutôt qu'indiens, indiennes. De tels changements laisseraient sous-entendre le fait que la population américaine est sexiste, raciste et homophobe. Plus encore, « *[b]ecause many people assume that the goal of political correctness is to impose a "radical ethos" on mainstream America, they consider it necessary to ward off imagined attacks from the PC bogeyman created by neoconservative imagemakers*. » (*ibid.*, p. 1). En somme, les dénonciations du politiquement correct à l'encontre des universités américaines depuis les années 1960 ainsi qu'au sein de la société civile depuis les années 1980

peuvent être perçues comme la matérialisation du refus d'un certain changement social qui prendrait en compte l'existence des personnes issues de la diversité en tant que personnes à part entière.

Si la situation de la France se rapproche grandement de ces fondements en matière de « politiquement correct », il faut cependant préciser que la question de la censure ne peut être mise sur le même plan dans les deux pays. En effet, le premier amendement de la Déclaration des droits aux États-Unis va comme suit : « *Congress shall make no law respecting an establishment of religion, or prohibiting the free exercise thereof; or abridging the freedom of speech, or of the press; or the right of the people peaceably to assemble, and to petition the Government for a redress of grievances*. » (United States, 1791). La liberté d'expression aux États-Unis est donc un droit constitutionnalisé dont les citoyennes, les citoyens, peuvent jouir sans entrave à quelques exceptions près.

En France, la liberté d'expression est abordée dès 1789 dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* dans les articles 10 et 11. Ainsi, « [n]ul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi » (Assemblée nationale, 1789, art. 10) et, « [l]a libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » (*ibid.*, art. 11). Le préambule de la Constitution de la V^{ème} République renvoyant à la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, ces deux articles ont alors valeur constitutionnelle. Cependant, contrairement aux États-Unis, la France encadre de manière assez étroite l'exercice de la libre expression, et plus particulièrement à travers la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Ce texte reconnaît, dans son chapitre IV, plusieurs cas dans lesquels le droit à la liberté d'expression est limité, à savoir l'injure (Gouvernement Français, 1881,

art. 33), la diffamation (*ibid.*, art. 29), l'incitation à la haine [132] (*ibid.*, art. 24), l'incitation à commettre des délits et des crimes *ibid.*, (art. 23) et l'outrage aux bonnes mœurs et à la décence publique (*ibid.*, art. 28).

À cela s'ajoute la législation du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe dont l'article premier édicte que « [t]oute discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion est interdite. » (Gouvernement Français, 1990). Plus récemment, une proposition de loi visant à encadrer les contenus haineux sur Internet, également appelée Loi Avia, du nom de la personne en ayant fait le dépôt le 20 mars 2019, a été adoptée en nouvelle lecture avec modifications le 22 janvier 2020[133] et est maintenant renvoyée devant la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (Gouvernement Français, 2020).

Au-delà du cadre législatif, ce qui fera la distinction entre la situation américaine et la situation française c'est l'importance qu'on accorde au contexte social. Plus particulièrement, les mouvements de libération qui ont suivi les évènements de mai 68 se trouvent à être parmi les sujets favoris de contestation de la bien-pensance. En effet, au sein des milieux intellectuels et médiatiques français, cette dénonciation du politiquement correct s'organise principalement autour des idées antiracistes,

---

[132] Cette restriction a été insérée dans la loi sur la liberté de la presse suite au vote de la loi n° 72-546 du 1 juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, aussi appelée Loi Pleven de 1972 (Gouvernement Français, 1972)

[133] Cette proposition « oblige les opérateurs de plateforme en ligne à retirer dans un délai de 24 heures après notification par une ou plusieurs personnes des contenus illicites tels que les incitations à la haine, les injures à caractère raciste ou anti-religieuses. Pour les contenus terroristes ou pédopornographiques, le délai de retrait est réduit à une heure ». (Gouvernement Français, 2020)

féministes, d'ouverture à l'altérité, d'acceptation des luttes LGBTIQ+, de mise en avant de la nécessité d'agir face à l'urgence environnementale, etc. (Legrand et Watrin, 2018 ; Schlegel, 2017).

À travers les éléments présentés plus haut, nous retrouvons plusieurs des points qui nous ont intéressée tout au long de notre thèse. Pour les nommer rapidement, nous voyons ici de nouveau une manifestation de l'opposition entre universalisme républicain et communautarisme. Dans cette continuité, nous pouvons également lire les propos entourant la dénonciation raciste des mouvements antiracistes que fait notamment Marine Le Pen. Finalement, et peut-être est-ce le point qui nous permet d'unir le tout, nous pouvons nous apercevoir que la politique des significations joue de nouveau un rôle central dans la constitution discursive de la démocratie comme modalité de vivre-ensemble, mais également comme outil de contestation et/ou de maintien d'une position hégémonique.

Pour préciser notre proposition, revenons aux trois occurrences du terme de bien-pensance identifiées dans les discours de Marine Le Pen (2011a, 2013b, 2017a). En mai 2011, dans une partie de son discours consacrée à la liberté de la presse, Marine Le Pen interroge :

> Quelle est votre liberté, vous qui n'osez vous soulever contre ce nouveau maccarthysme en tremblant d'être après Elisabeth Lévy, Robert Ménard, Eric Zemmour, Philippe Cohen, Natacha Polony, Luc Ferry ou Ivan Rioufol, le prochain sur la liste, victimes des petits torquemadas des temps modernes qui sont pourtant vos confrères ! […] Oui je l'affirme, *la presse aussi devra être libérée de la dictature de la bien-pensance* et de la pression des intérêts politiques ou financiers (Le Pen, 2011a).

En 2013, alors qu'elle aborde la question de la sécurité et de l'union nationale, elle somme les pouvoirs publics de faire respecter la loi dans les quartiers – « assez de ces zones où le seul droit est celui des délinquants et des trafiquants. […] Je veux en finir

avec la politique de l'excuse » (Le Pen, 2013b) – en accusant les deux dernières ministres de la Justice, Christiane Taubira, Rachida Dati et « tous leurs alliés en bien-pensance » (*ibid.*) de laxisme. En 2017, finalement, elle s'attaque au système, à cette élite qui s'autoreproduit, et qui ferme le jeu politique français à travers la diffusion de sa bien-pensance. Plus particulièrement, après son passage au second tour de l'élection présidentielle, elle fustige « ce système qui croyait pouvoir prospérer sur l'apathie des électeurs pour installer tranquillement son candidat de synthèse dans le fauteuil élyséen » (Le Pen, 2017a). Pour elle, son accession au deuxième tour fait en sorte que « le candidat du système patine. Les grands prêtres de la bien-pensance se voient contraints depuis quelques jours à se livrer à des incantations magiques, à exécuter des danses rituelles, à procéder à des cérémonies d'exorcisme. Et à défaut de résultats probants, à lancer des fatwas » (*ibid.*). Elle représente alors le choix de la liberté, de l'alternance, de rupture avec le conformisme, de candidate de l'intérêt national et du bien commun.

Le politiquement correct est donc ce contre quoi il faut se battre, puisqu'il représente un repli du système sur lui-même, un frein à l'évolution du pays, au retour aux symboles et aux valeurs qui tiennent une place si importante dans les discours de la Présidente du Front national. Mais surtout, par rapport aux exemples cités ci-dessus, la bien-pensance ne permettrait pas de critiquer les politiques migratoires françaises, ne permettrait pas de s'opposer au repli communautariste et à la délinquance dans les banlieues, ne permettrait pas de souligner les limites de l'action des partis historiques. En somme, le PC est pour elle une limite à la liberté d'expression.

Parmi les personnalités médiatiques défendues par Marine Le Pen dans l'extrait rapporté plus haut de son discours de 2011, plusieurs faits intéressants sont à noter. En ce qui concerne, d'abord, Éric Zemmour, force est de souligner que celui-ci a, à plusieurs reprises, été mis en examen pour incitation à la haine. En 2011, il a été

condamné à 2 000 euros d'amende avec sursis pour avoir notamment déclaré à l'émission de Thierry Ardisson, *Salut les terriens*, « [m]ais pourquoi on est contrôlé 17 fois ? Pourquoi ? Parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est comme ça, c'est un fait. » (AFP, 2011). Dans le cadre de son procès, il se défendait alors de « ne pas être un "provocateur", mais un observateur fidèle de la réalité qui refuse le "politiquement correct" » (*ibid.*). En 2018, il a été de nouveau condamné pour provocation à la haine religieuse suite à des paroles tenues sur le plateau de *C à vous* en 2016. Il y regrettait alors de vivre « depuis trente ans une invasion », et le fait que « "dans les innombrables banlieues françaises où de nombreuses jeunes filles sont voilées" se jouait une "lutte pour islamiser un territoire", "un djihad" » (AFP, 2018b). Zemmour a, par ailleurs, été relaxé dans le cadre de quatre affaires répondant aux accusations tantôt de haine raciale, tantôt de provocation à la haine envers les personnes musulmanes, ou encore d'accusation en diffamation.

Marine Le Pen soutient également Robert Ménard, actuel maire de Béziers. Au niveau judiciaire, celui-ci a récemment été relaxé par la cour d'appel de Paris suite à une publication en 2016 sur Twitter du message suivant : « #rentréedesclasses : la preuve la plus éclatante du #GrandRemplacement en cours. Il suffit de regarder d'anciennes photos de classe » ainsi que pour cette déclaration de la même année sur LCI : « Dans une classe de centre-ville de chez moi, 91 % d'enfants musulmans. Évidemment que c'est un problème. » (AFP, 2018a). Dans l'exercice de ses fonctions à la mairie de Béziers, Ménard a par ailleurs pris plusieurs décisions contestées, notamment en amputant d'un demi-million d'euros les budgets des associations au début de son mandat ou encore en rebaptisant la rue du « 19 mars 1962 », date des accords d'Évian ayant mis fin à la guerre d'Algérie en rue du « Commandant Hélie Denoix de Saint-

Marc » qui a pris part au putsch des généraux en avril 1961[134] (Le Huffington Post, 2015).

Parmi les autres personnes nommées par Marine Le Pen, on retrouve notamment Natacha Polony, Elisabeth Levy ou encore Ivan Rioufol dont les propos conservateurs dénoncent entre autres le mariage homosexuel qui est contre nature pour la première, les luttes antifascistes pour la seconde ou encore les luttes antiracistes pour le dernier. On retrouve par ailleurs Zemmour, Polony, Levy et Rioufol dans les tomes 1 ou 2 de l'ouvrage *Les éditocrates* (Fontenelle *et al.*, 2009, 2018) au sein duquel sont présentées plusieurs personnalités médiatiques qui

> sont partout : dans les journaux, à la radio, à la télévision, sur les réseaux sociaux. Du matin au soir et du soir au matin, sur tous les tons et par tous les temps, ils débitent tous (à peu près) les mêmes poncifs en s'(auto)félicitant de lever les non-dits. Se flattant sur les plateaux de tenir un discours "incorrect", ils accusent gravement leurs adversaires d'étouffer le "débat" par leur omniprésence. (Fontenelle *et al.*, 2018)

On fait alors le reproche du côté de la droite et de l'extrême droite une fermeture de l'espace médiatique et politique du fait de la bien-pensance du système, tandis que l'on soutient plusieurs chroniqueuses, chroniqueurs, dont les propos vont parfois à l'encontre des libertés individuelles voire même de l'intégrité des personnes issues des minorités culturelles, religieuses, sexuelles ou de genre. Le paradoxe qui se dessine alors sous nos yeux oppose la pseudo-censure qui prendrait pour cible ces personnalités conservatrices face à l'omniprésence médiatique dont elles bénéficient. Le débat public et politique serait ainsi contraint à rester dans les limites de la bienséance, de

---

[134] Il s'agit là d'une tentative de coup d'État raté faisant suite à la volonté du Général de Gaulle de se désengager en Algérie.

l'imaginaire, presque, puisque ces personnes à l'exemple de Zemmour ou Ménard ne s'estiment pas poursuivies en justice pour avoir proféré des propos allant à l'encontre de la liberté d'expression, mais bien parce qu'elles ont *osé* affirmer tout haut ce que les autres pensent tout bas, affirmer clairement la vérité (Salvi, 2016). Pourtant, cette droite de la droite ne semble pas manquer de lieux d'expression libre et décomplexée, à travers les pages de publications comme *Causeur*[135] et *Valeurs Actuelles*, dans lesquelles ont retrouve notamment la signature d'Alain Finkielkraut, autre dénonciateur de la bien-pensance et du politiquement correct, *Le FigaroVox* ou encore *L'Incorrect*, magazine très proche de Marion Maréchal (Schlegel, 2017).

Mais ce qui, à nos yeux, semble se jouer derrière cette rhétorique de la bien-pensance, du politiquement, de la rectitude politique, c'est avant tout une bataille pour les mots, une lutte pour les significations, et au final, une lutte pour l'hégémonie. Car l'on retrouve derrière l'étiquette de la « mal-pensance » un rejet des luttes LGBTIQ+, qui s'est notamment fortement exprimé en 2012 avec la Manif pour tous et qui a laissé au sein de la société française un arrière-goût bien amer, un rejet de l'islam en partie à travers la vision fémonationaliste de la droite, de l'extrême droite, mais aussi de la gauche républicaine abordée précédemment, un rejet de l'immigration derrière la thèse du « grand remplacement », ou encore un détournement de la question environnementale dans la personnification qui est faite du mouvement actuel dans la personne de Greta Thunberg, devenue la figure de l'ennemi pour plusieurs[136]. Il s'agit

[135] Dans lequel on retrouve par ailleurs une rubrique « féminisme » dont les articles, bien souvent publiés par des hommes, bien qu'on y retrouve aussi les signatures d'Élisabeth Lévy et de Peggy Sastre (antiféministe et transphobe notoire qui se soulève également contre la « bien-pensance ») ne semblent avoir d'autres ambitions que de critiquer « la théorie du *gender* ».

[136] Nous pouvons ici prendre pour exemple ce tweet de France inter du 20 septembre 2019 : « Alain Finkielkraut sur l' #écologie : "Nous avons mieux à faire pour sauver ce qui peut l'être que de nous

ainsi de redéfinir les sujets de société conçus par certaines, par certains comme méritant d'être défendus et d'être discutés. Pour reprendre la question de la Manif pour tous, il serait faux d'affirmer que l'on a vu en 2012 – 2013 une seule résurgence de la pensée catholique traditionnelle (Schlegel, 2017). En effet, il s'est plutôt engagé une lutte pour la définition de ce qu'est la famille, de ce que représente le « vrai » couple, de qui peut ou ne peut prétendre à la maternité ou à la paternité. En interdisant aux femmes lesbiennes en couple d'avoir recours à la procréation médicalement assistée (PMA) par exemple, ou à la reconnaissance du second parent en tant que tel, on renforce le caractère hégémonique de l'hétérosexualité. On continue alors à imposer le modèle familial comme étant, pour reprendre justement l'un des slogans de la Manif pour tous, « un papa, une maman, on ne ment pas aux enfants », faisant ainsi des couples LGBTIQ+ avec enfants des anormalités, des êtres humains ne méritant pas d'exister au sein de la norme.

Cette dénaturalisation des minorités se lit également dans l'opposition qui est faite face aux mouvements antiracistes ou antifascistes. En faisant de leur parole le lieu d'une stigmatisation à l'encontre du « vrai » peuple, leurs revendications sont rejetées à l'extérieur du monde public, et leur citoyenneté, à l'extérieur du cadre de vie en commun. Rappelons-nous les mots prononcés par Marine Le Pen le 3 septembre 2016. Elle disait alors : « nous avons été les seuls à affronter depuis bien longtemps le politiquement correct qui au nom d'un prétendu antiracisme, qui est en fait foncièrement raciste, faisait tranquillement avancer le concept délétère de communautarisme » (Le Pen, 2016a). À travers cette citation, nous pouvons ainsi lire

---

mettre au garde à vous devant @GretaThunberg et d'écouter les abstraites sommations de la parole puérile #le79Inter »

plusieurs idées avancées plus tôt, à savoir d'abord que les discours antiracistes visent finalement à opprimer la population blanche, majoritaire, à proférer ce fameux « racisme anti-blanc » fantasmé. Le politiquement correct, ensuite, n'est qu'un mode d'expression délétère dont les victimes sont les personnes qui ne veulent qu'exprimer la vérité, ce qu'il faut alors combattre. Ce qui se passe, dans une telle citation, à un niveau discursif, c'est encore une fois cette volonté de renverser le rapport de forces en présence. De faire des minorités opprimées un vecteur d'oppression. De rejeter l'accusation de racisme systémique en France pour lui opposer des situations inconfortables, perçues comme blessantes, puisqu'allant à l'encontre de la majorité judéo-chrétienne composant le peuple français pour Marine Le Pen.

Il s'agit, finalement, encore une fois, d'opposer ce peuple que l'on cherche à constituer en l'organisant autour de ces fameux signifiants vides, en investissant discursivement des enjeux comme le racisme, la discrimination, le sexisme d'un sens particulier qui vise à assoir une vision spécifique de la vie en société, d'en faire ou d'en renforcer la position hégémonique. Il n'est alors plus très compliqué de rejeter les idées allant à l'encontre de ce discours puisqu'elles seront, au bout du compte, jugées comme marginales, comme impertinentes, voire comme dangereuses.

7.2 Présidentielle de 2017 : fin du clivage « gauche droite » ou fin de « l'Ancien Monde » ?

Lorsque l'on observe les discours entourant la question de la majorité silencieuse ou du politiquement correct, nous sommes amenée à nous interroger sur le rôle des partis de gauche dans tout cela. En effet, si la bien-pensance est considérée par celles et ceux qui s'y opposent comme une forme de censure de la gauche morale, il faut savoir où se trouvent ces partis de gauche lorsque leurs idées sont attaquées de la sorte. Cette considération s'inscrit dans la lignée de ce que nous caractérisions d'immobilisme de

la vie politique française à laquelle Marine Le Pen souhaite apporter une réponse. Réponse qui sera finalement venue d'Emmanuel Macron en 2017 (Le Digol, 2018).

Il nous faut d'abord insister sur le fait que les catégories de droite et de gauche ne sont pas apparues de manière hors-sol, elles sont au contraire construites et réaffirmées par rapport à un héritage historico-politique. Cette opposition entre la droite et la gauche découle de la Révolution française et s'est constituée au fil du temps comme un système de classement des opinions politiques et personnelles et comme une manière de concevoir la réalité sociopolitique (Landrin, 2008). Dans le cas français,

> ce clivage a opposé pendant de nombreuses décennies les royalistes aux républicains, puis les tenants d'une république conservatrice et catholique aux partisans d'une république progressiste et laïque, avant de se déplacer sur le terrain économique pour opposer capitalisme et socialisme, puis un libéralisme dérégulé à un libéralisme interventionniste. (Bréchon, 2006, p. 726)

Il est dès lors commun d'accoler un certain nombre de valeurs à chacun des deux camps. On dira ainsi que la droite favorise l'initiative individuelle comme étant ce qui fait avancer la société, le mérite, la sécurité, l'ordre ainsi qu'une intervention minimale de l'État dans les affaires économiques. À droite, on mettra ainsi de l'avant l'importance des traditions et de l'identité nationale d'un point de vue conservateur (Moynot, 2012 ; Winock, 2012). De l'autre côté de l'échiquier politique, l'accent est mis davantage sur le collectif en favorisant notamment des valeurs liées à la solidarité, au partage et au progrès social afin de lutter pour l'égalité entre les individus (Moynot, 2012). En d'autres termes, le projet de la gauche s'inscrit dans « la transformation de la société inscrite dans le refus de considérer l'ordre capitaliste et, de façon plus générale, toute oppression ou exploitation comme intangibles » (Ramaux, 2002, p. 60).

C'est principalement sur cette dernière idée que nous souhaitons nous arrêter, car si la gauche se présente comme étant humaniste, comme souhaitant défendre l'égalité en

étant à l'écoute des minorités de genre, de sexualité, de *race* et de classe, force est de constater que son action *a minima* pendant la dernière décennie a été assez limitée à ce sujet. Du moins, les partis de gauche, et plus particulièrement le Parti socialiste, ont semblé délaisser ces préoccupations sociales au profit d'intérêts de développement économique et de la raison néolibérale (Brown, 2015 ; Dardot et Laval, 2009, 2016 ; Godin, 2019). En témoigne ainsi le virage de rigueur et de libéralisation des marchés financiers pris par François Mitterand lors de ses deux mandats (Éwangé-Épée, 2016) ou encore la promesse non tenue de François Hollande de combattre son « adversaire », la finance[137]. Les difficultés vécues par la gauche depuis 2002 et la défaite cuisante de Lionel Jospin lors du premier tour de cette élection présidentielle ont permis aux partis de droite de réinvestir le discours politique, de formater, en quelque sorte, les enjeux sociaux et l'agenda électoral. La France a ainsi vu une certaine droitisation de la vie politique se produire derrière une volonté de « critique de l'assistanat, [de] dénonciation de l'inefficacité et des lourdeurs administratives, critique de la fiscalité excessive, appel au rétablissement de l'autorité » (Lefebvre et Sawicki, 2007, p. 25).

Avec l'arrivée au pouvoir de François Hollande en 2012, certains espoirs de la gauche refont surface, mais sont très vite déçus. La contestation de l'emprise du monde de la finance sur le politique qui se soldera finalement par une inaction gouvernementale notamment à travers le refus d'encadrer les stock-options (Éwangé-Épée, 2016), le refus de signer le pacte budgétaire européen qui sera finalement ratifié (Florin, 2016), la volonté de combattre le chômage qui a abouti à la création du Crédit d'impôt pour

[137] « Je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des États. » (Hollande, 2012)

la compétitivité et l'emploi (CICE) allégeant notamment les cotisations patronales pour stimuler la création d'emploi (Vaudano, 2019). Au niveau social, c'est aussi la promesse de la légalisation du mariage pour les couples homosexuels avec la loi Taubira qui aboutira, mais verra également la résurgence d'un discours réactionnaire sur la nature de la famille. Il y a également l'espoir d'une réhumanisation de la question migratoire et de l'intégration des personnes issues de la diversité, qui se soldera finalement en partie par une criminalisation de la « jungle » de Calais et par une volonté d'expulser du territoire français les populations roms, mais à travers des évacuations faites de manière « humaine » (Bergen, 2016 ; Gouvernement Français, 2012). Le quinquennat Hollande sera également celui de la constitutionnalisation de l'état d'urgence suite aux attaques terroristes ayant eu lieu le 13 novembre 2015 à Paris et à Saint-Denis, celui de volonté de constitutionnaliser aussi la déchéance de nationalité pour les individus binationaux auteurs d'actes terroristes. En 2016, c'est derrière la promulgation de la loi El Khomri que le gouvernement de gauche trahit de nouveau son électorat en « poursui[van]t le travail de sape du lien social entamé depuis la victoire politique du néolibéralisme dans les années 1980, lequel place le "marché" au centre de la communauté politique (et tend à la submerger complètement) » (Sénéchal, 2016, p. 368).

Nous nous sommes ici limitée à quelques évènements particuliers qui ont marqué le quinquennat Hollande, mais la sentence est sans appel. Là où le Président de gauche souhaitait ralentir la mouvance néolibérale au sein de la société française, il a finalement continué dans la droite lignée de ses prédécesseurs, laissant son électorat dans l'embarras[138]. Les politiques menées par ce gouvernement nous apparaissent

[138] La nomination d'Emmanuel Macron, ancien banquier d'affaies au poste de ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique en est un bel exemple.

propices à la montée du Front national. En effet, les expulsions de Roms et de sans-papiers, de la déchéance de nationalité pour les terroristes binationaux peuvent taper dans l'œil de l'électorat frontiste puisqu'allant dans le sens de la volonté de recouvrer la pleine souveraineté sur les frontières. L'orientation néolibérale et participant de la domination des marchés financiers dans les prises de décision permettent également à Marine Le Pen de réaffirmer sa position sur le renouvellement du système, sur l'incapacité des dirigeants successifs de la V^{ème} Réublique d'avoir un impact au niveau international et européen. Économiquement et politiquement, elle trouve ainsi une certaine légitimité dans l'actualité pour appuyer sa dénonciation du joug de l'Allemagne et de l'Europe sur les décisions qui sont prises sur le territoire national. En abandonnant au fil du temps ses principes de lutte pour la liberté, la justice et l'égalité sociale et économique, la gauche présidentielle sous la houlette du Parti socialiste a finalement légué la lutte sociale à d'autres mouvances politiques. En se prenant au jeu du néolibéralisme depuis les années 1980, la gauche a participé au déclin de la démocratie, au sens où *« [m]ore than merely saturating the meaning or content of democracy with market values, neoliberalism assaults the principles, practices, cultures, subjects, and institutions of democracy understood as rule by the people* » (Brown, 2015, p. 9). Dès lors,

> [l]a gauche se trouve ainsi contrainte à un processus complexe de recomposition après l'échec patent du quinquennat en train de s'achever. Abandonné par ses électeurs, décourageant ses militants, en mal de leadership et de perspective, le Parti socialiste est, pour la première fois depuis longtemps, sérieusement menacé d'éclatement. (Rey, 2017, p. 189)

Finalement, à la fin du quinquennat Hollande et à l'aube d'une élection présidentielle à laquelle il a renoncé à se présenter, quelles sont les forces en présence ? Nous retrouvons, bien sûr, Marine Le Pen cherchant à porter le FN au pouvoir. À droite, le

parti Les Républicains s'est embourbé dans une primaire dont les résultats – surprenants pour certaines, certains – ont vu la victoire de la candidature (pour le moins mouvementée) de François Fillon pour l'échéance présidentielle. À gauche, le Parti socialiste connaît, à peu de choses près, le même éclatement, avec la nomination de Benoît Hamon comme candidat du parti suite à sa victoire face à Manuel Valls, premier ministre sortant.

Dans un système électoral où les « petites » candidates, les « petits » candidats ont bien peu de chances d'accéder un jour à la fonction présidentielle, deux autres « gros » joueurs ont cependant encore la possibilité de tirer leur épingle du jeu, à savoir, Jean-Luc Mélenchon à la tête de la France insoumise, et Emmanuel Macron, avec son mouvement En marche, qui rappelons-nous, se revendiquait fièrement de n'être ni de droite, ni de gauche[139]. L'issue de la campagne est maintenant bien connue, puisque Macron est arrivé en tête, suivi par Marine Le Pen, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et finalement, Benoît Hamon dont le résultat fut le plus mauvais de celui de l'histoire du Parti socialiste[140].

L'effondrement des partis de gouvernement lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 dénote-t-il alors un effacement du clivage gauche-droite qui a permis de structurer le champ politique français moderne et contemporain ? Si l'on regarde les résultats de cette élection, rien n'est moins sur. Dans la lignée des mouvements sociaux ayant eu lieu sous le quinquennat Hollande qui ont contribué à

---

[139] On notera avec Alain Deneault (2016) les contradictions entraînées par cette posture de « l'hypercentre ».

[140] Lors de l'élection présidentielle de 2002, Lionel Jospin avait tout de même atteint le score de 16,18% des suffrages exprimés avec 4 610 267 voix (Ministère de l'Intérieur, 2002) là où Benoît Hamon a fait un score de 6.36% des suffrages exprimées, obtenant 2 291 288 (Ministère de l'Intérieur, 2017).

délégitimer l'action de ce gouvernement, nous pourrions plutôt parler d'un désintérêt pour les partis politiques « traditionnels » (Cautrès, 2017). Par exemple, une mobilisation comme celle de Nuit Debout[141] qui a débuté en 2016 en réponse à la Loi El Khomri que nous abordions plus tôt a permis un certain renouveau de l'action politique à travers la constitution d'une « convergence des luttes » (Castaño, 2018 ; Collectif, 2016). Malgré les écueils qui peuvent être reprochés à cette mobilisation politique spécifique[142], l'occupation de la Place de la République aura permis une pratique citoyenne de la politique et une dénonciation de la professionnalisation de celle-ci (Jeanpierre, 2017). Une partie des électeurs et électrices dont le vote se serait alors traditionnellement tourné vers le PS ont plutôt dirigé leur choix vers le candidat Mélenchon (Castaño, 2018).

Au-delà de ce transfert de certaines voix d'une gauche sociale-démocrate à une gauche que l'on pourrait qualifier de radicale se pose la question de l'actualisation de la structure de la vie politique en France. Si la fin du clivage gauche-droite ne nous apparaît pas nécessairement évidente, il semblerait en tout cas qu'un certain essoufflement du modèle partisan se soit fait sentir dans la course à la présidence de la

---

[141] Dans une autre mesure, on peut également prendre l'exemple du mouvement des *Gilets jaunes* qui rejette, entre autres, le système représentatif traditionnel basé sur une logique partisane. Dans leur appel de novembre 2018, les *Gilets jaunes* déclaraient : « Nous ne voulons pas de "représentants" qui finiraient forcément à parler à notre place […]. Si on nomme des représentants et des porte-parole, ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent […]. Ne remettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. » (dans Lefebvre, 2019, p. 376). Nous aurons l'occasion de revenir sur ce mouvement précis dans notre conclusion, puisqu'ayant débuté en 2018, il n'a pas permis de jouer un rôle dans le cadre électoral présidentiel.

[142] On notera particulièrement ici la dénonciation par la presse et au sein même du mouvement de l'initiative de non-mixité raciale et de genre prise par la commission « Féminismes » qui visait à « se rapproprier, collectivement et momentanément, le contrôle de la parole et corriger la tendance au monopole masculin sur celle-ci » (Zetkin, 2016, p. 114)

République. Car ce dépassement du clivage tiendrait avant tout du symbolique, au sens où il « a fait perdre à ce principe de classement son caractère d'évidence, bousculant ainsi les logiques bien huilées d'appréhension des luttes politiques, sans pour autant parvenir à le jeter aux oubliettes » (Leclercq, 2019, p. 443). Ce que l'on observe alors tient davantage d'une perte d'identité de la gauche de gouvernement, autrement dit du Parti socialiste, qui est notamment dûe aux difficultés du parti à se renouveler dans sa compréhension et son appréhension du monde social. En effet, « [a]lors que les inégalités sociales se sont exacerbées, les partis de gauche n'ont pas réussi à créer de nouveaux conflits et à représenter les intérêts des salariés précarisés ou des Français d'origine immigrée discriminés. L'ancrage des partis dans la société s'est effondré » (Lefebvre, 2019, p. 379). La gauche a ainsi perdu, au fil du temps, son ancrage militant au sein de la société, laissant alors à d'autres partis un espace de conquête, et notamment, au Front national, le vote ouvrier.

Un autre signe du déclin des partis traditionnels en France tient dans leur professionnalisation progressive, dans le fait qu'ils deviennent peu à peu des « partis d'élus », mettant alors l'accent sur la conquête de sièges à un niveau local (*ibid.*). Cette transformation qui fait de la victoire aux différentes échéances électorales le point central de la stratégie partisane, davantage que la défense des intérêts de groupes sociaux spécifiques, fait alors répondre les partis aux « intérêts électoraux et professionnels des élus, qui vivent *de* et *pour* leurs mandats » (*ibid.*, p. 383). Il s'agit dès lors de conserver ou de gagner un nombre maximal de positions locales, quitte à conserver des alliances avec d'autres partis qui, idéologiquement, peuvent être problématiques, à l'image notamment des liens entre le Parti communiste français et le Parti socialiste, qui permettent au premier de conserver un certain nombre d'élus locaux (*ibid.*).

Ces limites du système partisan se sont particulièrement fait ressentir lors de la campagne électorale de 2017, notamment du fait de l'émergence de « mouvements-partis » à l'image d'*En Marche* et de la *France insoumise* qui ne s'appuient plus sur le social directement, mais plutôt sur une personnalité centrale, celle du *leader*, qui cherche « par *en haut* à mobiliser des ressources collectives pour asseoir [son] ambition présidentielle. Ces entreprises partisanes émergentes s'appuient sur des identités collectives *ad hoc* (la *start-up* nation, les entrepreneurs, la France qui travaille, qui innove… d'un côté ; les « insoumis » de l'autre » (*ibid.*, p. 381). L'idée en est ainsi une de rupture, de changement radical face à ce fameux « Ancien Monde », ou, pour reprendre les propos de Macron, « [n]ous sommes rentrés dans un nouveau monde, je le crois très profondément, qui est une société, une économie, une civilisation à la fois du risque et de l'innovation, des compétences, de la transformation radicale » (2017). La logique partisane est ainsi abordée de trois manières différentes. Jean-Luc Mélenchon souhaite un renouveau derrière l'argumentaire du « dégagisme » qu'il a mobilisé lors de sa campagne en 2017 (Cautrès, 2017). Il s'agit alors de mélanger les cartes du jeu politique français en voyant émerger de nouvelles forces au sein de l'espace public, ou en faisant accéder au pouvoir des forces qui existent déjà au sein de ce même espace public. Marine Le Pen, de son côté, et comme nous l'avons abordé précédemment, se pose comme candidate anti-système, comme rejetant en bloc cette élite qui s'autoreproduit et qui cadenasse la vie politique française. Elle est donc la représentante du parti qui est le seul recours à la sortie de l'immobilisme politique français. Finalement, Emmanuel Macron souhaite mettre en place un changement à travers son mouvement « ni de droite ni de gauche ». Il entend ainsi réunir – et c'est d'ailleurs ce qui s'est produit – les membres des partis historiques que sont le Parti socialiste et les Républicains, mais aussi des personnes issues de la société civile, afin de proposer un mode de gouvernement basé sur la défense de quelques idées. Force est de constater, par ailleurs, qu'à la lecture de l'extrait de son discours du 8 mars 2017

présenté juste ci-dessus, ses aspirations économiques tiennent davantage de celles de la droite libérale que de la gauche. En d'autres termes,

> Il s'agit de « dépasser » les systèmes de classement anciens, à commencer par le clivage gauche-droite. C'est en s'appuyant sur cette transgression que LREM a rallié des transfuges de partis classés à gauche comme à droite. LFI privilégie l'opposition entre le « peuple » et les « élites », au point d'assumer le qualificatif « populiste » utilisé par les journalistes pour désigner les formations « antisystème ». Le Rassemblement national (RN, ex-FN) travaille de longue date à subvertir la ligne de partage gauche-droite, préférant regrouper les « partis de gouvernement » dans un ensemble indistinct face auquel il se présente comme la seule alternative. (Leclercq, 2019, p. 442)

Ce que nous pouvons alors faire émerger du moment électoral de 2017, c'est une certaine reconfiguration des structures politiques alignées pour le scrutin. Mais cela ne fait cependant pas de « l'Ancien Monde » un temps révolu. Au contraire, même, peut-être. Car si les politiques des dernières décennies ont inscrit la France au sein du tournant néolibéral, ce ne sont pas les décisions prises par Emmanuel Macron qui vont à l'encontre de cela. Plus encore, les orientations économiques prises par le Président de la République tendent à maintenir – voir même à aggraver – le système français des inégalités (Godin, 2019). En coupant dans les aides sociales, en libéralisant toujours plus le Code du travail pour donner plus de largesse et de souplesse aux chefs d'entreprises, en privatisant des institutions jusqu'ici publiques (à l'image de la réforme de la SNCF), ou encore en favorisant une réforme des retraites visant à donner une part plus grande aux fonds de pension et d'investissement privé, le quinquennat Macron ne sera pas celui de la justice sociale. Pis, malgré les contestations populaires qui émanent, presque étonnamment en grande partie de la classe moyenne, les formations de gauche, pour le moins déplumées à l'Assemblée nationale, n'apparaissent pas en mesure de se constituer comme une force de contestation, d'opposition sur le terrain de l'humain et de la solidarité.

Cet exposé rapide nous aura également permis de tordre le cou à une idée répandue qui est celle de la nouveauté de l'effritement des frontières entre la gauche et la droite. Comme nous l'avons montré dans le chapitre de problématisation, on en retrouve de multiples traces dans le passé politique français. Ainsi, les configurations de l'historique clivage entre la gauche et la droite ne sont pas fixes, elles sont instables et les frontières qui les constituent sont mobiles. Par exemple, le boulangisme a émergé à gauche de l'échiquier politique avant d'être récupéré et mobilisé par la droite, brouillant les frontières partisanes, et posant les bases de l'expression populiste de la droite de la droite.

7.3 Mondialisation(s) et populisme(s)

Afin d'aller plus loin dans notre étude du populisme dans le discours de Marine Le Pen, nous souhaitons proposer un dernier élément de réflexion. Cette sous-partie nous permettra en quelque sorte de « boucler la boucle », d'aborder des éléments qui font écho à la déchéance que vit la France, à la menace du communautarisme et de l'immigration, au rejet des élites et du système, mais également de répondre à la perte de souveraineté politique et économique que subirait, selon Marine Le Pen, la France en restant au sein de l'Union Européenne.

Nous proposons dans cette dernière partie de repartir d'un élément qui nous a marquée lors de l'analyse du corpus, à savoir le recours à la temporalité, et plus particulièrement du temps long par Marine Le Pen à partir de novembre 2014. Et c'est d'ailleurs cette première occurrence qui nous permet de faire le lien entre la dimension temporelle et le processus de mondialisation, puisqu'elle met alors en rapport les décisions politiques et économiques des quinquennats Sarkozy et Hollande pour affirmer une perte d'identité du peuple français, une perte de souveraineté également, mais aussi une mainmise du monde de la finance sur les responsables politiques.

Nous l'avons vu au long de nos précédents chapitres, Marine Le Pen dénonce le processus de mondialisation comme étant à l'origine d'un grand nombre de maux dont souffre la France. Nous avons abordé, avec la question du communautarisme, ce que Marine Le Pen considère comme un aspect culturel de la mondialisation. À ce titre, en mai 2015, peu après les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper-Casher, la présidente du Front national déclarait :

> Je ne souhaite pas être dans le commentaire de l'actualité immédiate.
> Je me méfie de ce temps court, de ce rythme ultra rapide que l'on inflige à la vie publique, profitant de chaque événement pour chasser le précédent, pour faire de la vie publique un espace plat, sans relief, sans dimension, où tout se vaut, et où tout s'oublie aussi vite qu'il arrive.
> Cette recherche du buzz permanent me dégoûte, comme elle dégoûte les Français et je m'en extrais avec délectation et gravité !
> Il faut savoir prendre la hauteur nécessaire. Et analyser les événements qui frappent notre pays à la lumière du temps plus long, celui dans lequel s'inscrivent les conséquences des décisions politiques qui sont prises.
> C'est mon rôle de chef politique (Le Pen, 2015a).

Il faut alors interroger les éléments qui permettent à Marine Le Pen de témoigner d'une accélération du temps dont elle souhaite s'extirper, d'affirmer que la pression des marchés et de l'économie sur le politique en France amène les élites « à tordre le temps, à faire disparaître le temps long, celui qui fonde pourtant les civilisations et qui est le gage de l'équilibre des sociétés » (Le Pen, 2014d) ? Car, finalement, ce rejet de la réaction et de l'immédiateté s'intègre dans le discours de Marine Le Pen, au sein d'un rejet plus large, celui de la mondialisation dans ses dimensions culturelles et économiques.

Il nous faut alors ici nous tourner brièvement vers l'économie, et plus particulièrement revenir vers les travaux classiques d'Adam Smith. Avec l'ouvrage central que constitue

Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Smith, 1802 [1776]) se développe une centralité autour de la notion de division du travail identifiée comme la source de la richesse des nations. Cette division du travail, qu'il étudie notamment à travers l'exemple bien connu de la manufacture d'épingles, permet de gros gains en termes de productivité. Pour lui,

> ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de 48 milliers d'épingles de taille moyenne ; donc chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut être considéré comme faisant dans sa journée 4 800 épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait 20 épingles, peut-être pas une seule dans sa journée (Smith, 1802, p. 7-8)

Un tel gain de productivité s'explique par un accroissement de l'habileté individuelle des ouvriers, des ouvrières à la tâche spécifique attribuée, par un gain non négligeable de temps, « qui se perd ordinairement quand on passe d'une espère d'ouvrage à une autre » (*ibid.*, p. 11) et finalement, grâce à « l'invention d'un grand nombre machines qui facilitent et abrègent le travail, et qui permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs » (*ibid.*, p. 11). En d'autres termes, la division du travail permet d'accroître le taux de profit d'une entreprise, puisque les ouvriers, les ouvrières sont ainsi capables de produire davantage sur une même période qu'avant l'utilisation de ce procédé, et que, de ce fait, l'entreprise n'a pas besoin de recourir à une main-d'œuvre supplémentaire qui reste tout de même coûteuse. L'augmentation de la cadence, du rythme de travail permet d'éviter le recours à l'allongement du temps de travail ou à l'embauche d'une main d'œuvre supplémentaire pour produire plus sur un même laps de temps.

La question de l'accélération du temps joue également un rôle important dans la théorie marxiste. En fait, Marx a mis en évidence la baisse tendancielle du taux de profit dans l'économie capitaliste, ce qui pousse les capitalistes, toujours pour maintenir leur taux

de profit, à délocaliser. Les théories marxistes de l'impérialisme (not. Lénine et Luxembourg) ont prolongé cette thèse. Le développement technologique combiné à cette volonté de remédier à la baisse tendancielle du taux de profit, ainsi que la multiplication des échanges commerciaux depuis la fin du XIX^{ème} siècle, vont mener à la mondialisation économique. Celle-ci vise notamment à apporter une réponse à la crise économique qui résulte de la crise pétrolière de 1973. Cette accélération du temps qui prend forme durant la Révolution industrielle n'aura de cesse de se reproduire et aboutit à l'heure actuelle au processus de mondialisation au sens où

> [l]e terme de "mondialisation" permet de résumer une série d'évolutions techniques qui donnent le sentiment un peu vertigineux que notre vie s'accélère ou, plutôt, que nos modes de vie ne peuvent plus se passer de vitesse : le développement des échanges, la réduction voire la suppression des distances, l'instantanéité de la communication (Revue Esprit, 2008, p. 111)

Le saut temporel que nous proposons ici peut paraître démesuré, mais il est nécessaire pour porter un regard critique sur le phénomène d'accélération sociale que nous vivons, et sur la critique que Marine Le Pen en fait dans ses discours à partir de 2014. Car la critique qu'elle porte face à l'accélération sociale s'imbrique dans un ensemble plus large qui articule le rejet des élites, de la mondialisation et la perte supposée d'une identité française.

Jusqu'au début des années 1920, le moment colonial français était un moment de diffusion de l'identité française, notamment sur le territoire africain, à travers, entre autres, l'apprentissage du français au sein de l'empire colonial. Cette « gloire » qu'a pu vivre la France à cette époque s'est peu à peu ternie avec le processus de décolonisation s'étendant jusqu'à 1962 et aux accords d'Évian et, comme nous avons pu l'aborder dans la partie précédente, le développement de mouvement populiste

nationaliste a laissé entrevoir une certaine crainte face à l'émoussement de l'image de la nation française et de son rayonnement à l'étranger.

Depuis la montée en puissance des USA qui avait débuté avant la 1ère Guerre Mondiale, mais a été interrompue par les deux conflits mondiaux avant de reprendre de plus belle après la 2nd Guerre Mondiale l'Europe n'occupe plus une situation centrale (Revue Esprit, 2008), et par conséquent, la France non plus. Qui plus est, avec le développement de l'Union européenne, l'éclairage n'est plus nécessairement porté vers les nations qui la composent, mais bien vers l'organisation supranationale à part entière. Ce processus que dénonce Marine Le Pen recroise sa crainte de perte de l'identité, son rejet d'un discours élitiste qui voudrait que convaincre « le peuple que son identité est modifiable, sa culture discutable, son histoire contestable, et ses sentiments méprisables. Ils disent que l'homme nouveau n'a besoin ni de passé, ni de nation, ni vraiment de famille » (Le Pen, 2014d). La mondialisation – économique, mais également culturelle – apparaît, finalement, lorsque nous analysons les discours de Marine Le Pen comme le point de départ des maux français. Cette mondialisation qui

> défait la nation, le meilleur rempart des plus dépourvus d'entre nous et le meilleur atout des plus entreprenants.
> Cette mondialisation sauvage veut des individus réduits au rôle de producteur – consommateur. Elle veut balader les peuples d'un continent à l'autre, les considérer comme une main-d'œuvre transportable et malléable à merci !
> Cette mondialisation ultralibérale veut des individus enfermés dans de multiples communautés hostiles entre elles.
> Cette mondialisation sauvage veut le choc des civilisations, abrutissant les individus par des idéologies extrémistes, fondamentalistes et meurtrières, pour qu'ils oublient leur conscience politique et leur humanisme ! Pour qu'ils oublient ce que c'est d'être un homme, ce que c'est que de vouloir vivre en paix, en prospérité, avec le reste de l'humanité !
> Cette mondialisation ultralibérale défait l'École de la République, le meilleur outil de l'égalité des chances.
> Cette mondialisation ultralibérale détruit la famille, cellule de base de notre société et meilleur refuge contre les aléas de la vie. (Le Pen, 2013a)

Face à ces problèmes que semble soulever le processus de mondialisation dans le discours de la présidente du Front national, celle-ci n'y apporte que peu de solutions. Le retour à un État fort, qui ne prendrait pas position par rapport à l'attitude à adopter par rapport aux instances de gouvernance mondiale dont la France fait partie, à un sentiment national réaffirmé et fédérateur, à une production et à une industrie locale, à une inversion des flux migratoires. Une sorte de repli, finalement, qui permettrait à la France de retrouver sa gloire d'antan, de retrouver sa maîtrise du temps et de l'histoire. Mais ce à quoi nous assistons aujourd'hui semble aller plus loin, car il s'agirait d'une « plus ou moins grande "désynchronisation", suivant les pays et les situations, entre les cadres étatiques régulateurs de telle ou telle entité politique et les mutations galopantes des structures économiques et techniques environnantes » (Escudier, 2008, p. 182). Cette situation se traduit notamment par l'incapacité de l'État à réagir dans les temps à des sujets de société, ce qui tend à aggraver la crise de la démocratie représentative, au sens où

> [c]ertaines situations économiques, sociales, urbaines, etc. ayant une inertie considérable qu'aucune action politique ponctuelle ne saurait suspendre ni tangiblement corriger, les acteurs politiques démocratiquement mandatés apparaissent en effet aux yeux de l'opinion publique soit comme incapables, cyniques et corrompus, soit comme structurellement impuissants du fait du manque de clairvoyance passée de l'État dans l'anticipation des troubles sociaux présents sur des zones du territoire national cristallisant, sur un espace restreint, toutes les difficultés du monde contemporain. (*ibid.*, p. 184)

Et c'est d'ailleurs là toute l'intelligence politique de Marine Le Pen que de réussir à capitaliser sur ces différentiels de temporalité, sur cette inaction ou cette incapacité d'agir des partis politiques qui se sont succédé à la tête de l'État. Car les difficultés temporelles vécues par les gouvernements successifs et les « ghettos temporels » que cela peut entraîner font en sorte que les populations s'organisent alors de manière autonome, hors du cadre étatique duquel elles ont été reléguées à la marge, s'attirant

ainsi, dans le cas français, les foudres des républicains universalistes. Autrement dit, « entre ces différentiels de temporalité existant à l'intérieur d'un espace national donné (différentiels au demeurant explicables par la défaillance des politiques passées) et le caractère supposément inassimilable de certaines populations immigrées, il y a un pas que les populismes racialisants contemporains n'hésitent bien évidemment pas à franchir » (*ibid.*, p. 184).

Ainsi, le politique ne semble plus à même de représenter de manière synchronisée les besoins et les demandes du peuple. Seulement, au-delà de cette impossibilité quasiment structurelle, il nous semble que ce qui relie de manière inexorable la crise de la modernité démocratique à celle qui serait liée à l'accélération sociale tient dans la question des intérêts qui sont représentés politiquement. Comme nous l'avons avancé dans notre réflexion sur le clivage gauche/droite, le tournant néolibéral pris par l'État français depuis les années 1980 (Amable *et al.*, 2012 ; Amable et Palombarini, 2017 ; Boyer, 2015) semble être le principal symptôme de cette accélération sociale. Car, si l'on reprend l'exemple de la loi travail sous Hollande, ou encore de ce qui se passe actuellement en France avec le projet de réforme des retraites porté par Emmanuel Macron, les intérêts défendus ne sont pas nécessairement ceux du peuple. L'utilisation répétée du 49-3 par le gouvernement Valls dénote des effets de cette accélération sur la vie politique. Il s'agit alors de mettre fin aux discussions dans le cadre de l'Assemblée nationale pour procéder à un vote rapide permettant de passer à la question suivante en faisant fi des revendications populaires. Ainsi, la loi El Khomri a été ratifiée sans prise en compte des mouvements sociaux qui se sont développés en marge de la volonté d'avancement politique. Dans le cas de la réforme des retraites lancée en 2019 par le gouvernement Macron, il s'agit de donner une plus grande part au secteur privé des fonds de pension, de désengager progressivement l'État des régimes dits « spéciaux » aux fins d'économies. En parallèle, la réforme du milieu hospitalier tend à donner plus de place au privé, à encourager le développement de *start-ups* qui

viendront peu à peu remplacer l'action de l'État pour limiter les coûts des services publics, et ainsi, rester « compétitif[143] ».

Les coupes budgétaires ne s'arrêtent d'ailleurs pas là et touchent également le milieu de l'enseignement, qu'il s'agisse de l'Éducation nationale ou du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Le mouvement qui a commencé avec la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) dite également loi Pécresse, du nom de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche en 2007, se poursuit actuellement avec la loi de programmation pluriannuelle de la Recherche (LPPR) proposée par Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Cette loi réaffirme la volonté d'imposer une logique managériale au sein des universités françaises, en souhaitant « [c]onsolider la recherche partenariale et le modèle d'innovation français » (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation, 2019) et qui entend, de manière assez ironique selon nous, « [p]rendre en compte le **temps intrinsèquement long de la recherche**[144] et de redonner du temps et de la visibilité aux laboratoires » (*ibid.*). Car l'ironie repose ici sur l'utilisation du temps long, de la recherche partenariale et de l'innovation. Si ce projet de loi sous-entend que le financement de la recherche se fera davantage par le biais du secteur privé que par le public – qui sous-finance d'ores et déjà certains champs de la recherche – il va sans dire que le fossé déjà creusé entre les sciences humaines et sociales, les humanités et les sciences « dures »

[143] Ce qui, par ailleurs, ne s'est jamais vérifié empiriquement puisque les « économies » réalisés par la privatisation du services de santé engendrent des coûts supplémentaires de non-soins ou de procédures de soin inadaptées.

[144] Le propos est souligné dans la publication d'origine.

que sont les mathématiques, la physique, les sciences de la terre ou encore l'informatique, ne cessera de s'agrandir.

La logique néolibérale qui s'est imposée depuis quarante ans en France n'a donc pas uniquement des effets économiques. Ceux-ci sont également sociaux et politiques, puisque les inégalités continuent de s'accentuer, puisque l'État défend de moins en moins les services publics, laissant sur le carreau les populations les plus marginalisées. Puisque, encore, cette constante recherche de l'innovation qui se fait notamment par l'intermédiaire de *start-ups* leur permet de bénéficier d'aides de l'État, notamment en matière de règles assouplies pour l'embauche de main-d'œuvre ou de déductions d'impôt. En entretenant le discours néolibéral et en maintenant le cap de la financiarisation de l'économie, l'État français semble donc participer à la précarisation de la société française et à l'effritement de son lien social.

Revenons-en à la citation que nous présentions au début de cette partie et à la volonté de Marine Le Pen de ne plus prendre part au temps court, « [à] ce rythme ultra rapide que l'on inflige à la vie publique, profitant de chaque événement pour chasser le précédent, pour faire de la vie publique un espace plat, sans relief, sans dimension, où tout se vaut, et où tout s'oublie aussi vite qu'il arrive » (Le Pen, 2015a). Cette citation fait suite aux attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher qui ont eu lieu en janvier de la même année. Elle permet à Marine Le Pen de capitaliser sur les erreurs des gouvernements successifs et leurs politiques d'austérité, sur leur attachement à l'Union européenne[145] ou encore sur le fait qu'elle et son parti n'ont cessé de critiquer les

[145] « UMP après PS, PS après UMP, ils semblent n'avoir plus aucune prise sur les choses, ils laissent tout filer et de fait la France est hors contrôle, immigration, dette, déficit, mondialisation sauvage, politique pénale, impôts, école, santé, frontières, indicateurs économiques. La France est hors contrôle, économiquement, socialement, c'est la bérézina. Notre pays a été aspiré dans le trou noir de l'austérité

politiques migratoires qui auraient mené à ces attentats[146]. Cette citation insiste sur le rejet par la formation d'extrême droite de ce processus de mondialisation et de l'accélération temporelle qui en est le corollaire. Mais la réponse que propose Marine Le Pen à cette situation, et nous l'avons déjà dit, est celle d'un repli sur soi, d'un retour à l'identité et au récit national, le retour, finalement, à la revalorisation de *sa* vision du peuple et de ce que devrait être la vie politique française. Il s'agit alors de se mettre volontairement en marge du jeu politique qui court après le temps, qui réagit de manière désynchronisée, et de mettre de l'avant un point de vue qui apparaît singulier, celui de la réflexion, de la longue durée, de l'action plutôt que de la réaction. La proposition reste cependant discursive et rhétorique. Mais il reste tout de même question de réinvestir la signification du politique. Face à cet extérieur qui n'agirait pas de manière cohérente et bénéfique au pays se constitue alors une force pensante, qui réfléchit, qui se veut plus mature et rationnelle. Ce que nous interprétons ici, c'est de nouveau la volonté de prendre part au combat pour l'hégémonie, de proposer une structure discursive qui permet d'opposer le peuple aveuglé par les élites politiques et financières de celui qui est à même de s'arrêter un moment, d'avoir un regard réflexif sur le passé pour mieux anticiper le futur.

Si, face à l'accélération constante de la vie sociale et politique qui caractérise la mondialisation financiarisée, prendre un temps d'arrêt peut sembler, à première vue

---

sans fin, de la compétition économique déloyale, du laisser faire, laisser passer imposé par une Union européenne à laquelle vous aviez, il y a 10 ans, dis non ! » (Le Pen, 2015a)

[146] « Il n'aura échappé à aucun français attaché au devenir de notre pays que les choses s'accélèrent, s'aggravent vite. Et chaque jour confirme nos analyses. Nous avons eu raison sur tout, absolument tout. Oh ! Nous n'en tirons aucune gloire bien sûr, mais cela relativise tout de même la violence des attaques dont nous sommes l'objet, ou peut-être cela justifie-t-il la violence de ces attaques ? Coupables encore et toujours d'avoir eu raison. Coupables de n'avoir, à la différence de l'UMPS, aucune responsabilité d'aucune sorte dans les malheurs qui frappent notre pays. » (Le Pen, 2015a)

être une idée louable, il reste qu'une telle proposition politique ne peut uniquement s'appuyer sur l'opposition avec ce qui est fait par les gouvernements successifs. Car pour passer au-delà du populisme en mettant en avant un manque ressenti par une image du peuple particulière, et entrer dans le politique, dans ce qui permet au peuple « qui n'est rien » de devenir quelque chose, aux « sans parts » de jouer un rôle dans la société, il est nécessaire pour celle qui se revendique comme la Présidente des invisibles, de mettre sur pied un programme politique qui permettrait effectivement au peuple de s'émanciper.

7.4 Conclusion

À travers ce chapitre, nous avons proposé une réflexion sur la notion de populisme, et plus particulièrement sur certains enjeux plus ciblés se rattachant à une certaine vision du vivre ensemble dans le discours de Marine Le Pen. Nous avons, dans un premier temps, abordé la question de la « majorité silencieuse », de ces invisibles, de ces inaudibles que Marine Le Pen entend représenter lors d'une éventuelle accession au pouvoir. Afin de mieux comprendre ce terme, nous avons proposé de le déplier en reprenant les idées de « crise de la représentation », des masses et de leur politisation ainsi qu'en ayant recours au concept de populisme chez Ernesto Laclau. Notre raisonnement nous a mené à la conclusion suivante : mobiliser la « majorité silencieuse », les « invisibles », les « oubliés », est une manière pour Marine Le Pen de prendre part au jeu de lutte pour les significations, de s'engager dans la lutte pour l'hégémonie en constituant une image spécifique du peuple. Elle tend alors à faire émerger une frontière constitutive (Laclau, 2015) de l'identité du peuple, pour organiser une contestation du système politique gouverné par une élite privilégiée dont les agissements tendraient à répondre aux demandes communautaristes aux dépens de celles du « vrai » peuple français.

Cette première idée nous a amenée à réflechir à la question du conformisme, du politiquement correct. Nous avons donc abordé la notion de politiquement correct et de ses origines étatsuniennes. En mettant en évidence le réinvestissement lexical opéré par les néoconservateurs outre-Atlantique, nous avons pu mettre en évidence le fait que la dénonciation du politiquement correct vise principalement à remettre en question les discours « de gauche » et à justifier une prise de parole conservatrice et bien souvent réactionnaire. En ce qui concerne Marine Le Pen, nous avons identifié le fait que son rejet du conformisme, de la bien-pensance et du politiquement correct était d'abord et avant tout basé sur l'idée que cela ne permettrait pas de critiquer les politiques migratoires françaises, ni de s'opposer au repli communautariste et à la délinquance dans les banlieues, ni encore de souligner les limites de l'action des partis historiques. Il s'agirait ainsi d'une atteinte à la liberté d'expression, liberté d'expression bien souvent mise au profit de discours entre-autres racistes, islamophobes ou encore homophobes.

Dans un troisième temps, nous avons voulu revenir sur l'idée selon laquelle Marine Le Pen pourrait représenter la « troisième voie », la personne permettant de sortir du clivage gauche-droite et de l'immobilisme politique français. Nous sommes ainsi revenue sur l'idée selon laquelle ce fameux clivage n'est finalement, qu'une construction sociohistorique en constante évolution ; évolution qui se lit d'ailleurs depuis les années 1980 dans le tournant néolibéral pris par le parti représentant historiquement la gauche en France, à savoir le Parti socialiste. Cependant, nous affirmons que nous pouvons davantage d'observer une reconfiguration des structures partisanes plutôt que d'une transformation de l'échiquier politique.

Finalement, nous avons proposé une réflexion sur les liens que fait Marine Le Pen entre le processus de mondialisation et la vie en société en France. Pour elle, au-delà du seul enjeu économique, la mondialisation revêt un ensemble de dimensions qui, peu ou

prou, finissent toujours pas avoir un effet sur l'identité du peuple français, de ce « vrai » peuple qu'elle entend représenter. Cette dernière sous-partie nous a ainsi permis de mettre en rapport, à partir des discours de la présidente du Front national les dimensions sociales, culturelles, économiques et politiques que revêt la mondialisation. Du moins, nous avons pu observer que ce processus de mondialisation est, aux yeux de Marine Le Pen le point de départ de la décadence à laquelle est soumise la France.

Au-delà de ces considérations, les deux précédents chapitres d'interprétation des résultats nous ont permis de faire émerger une spécificité de notre thèse. S'il nous importait, dans un premier temps, de faire émerger la vacuité ou le caractère flottant d'un signifiant pour reprendre le vocabulaire de Laclau (Laclau, 2008, 2015 ; Laclau et Mouffe, 2019), l'exercice présenté ici fait davantage ressortir les *chaînes d'équivalences* qui caractérisent la lutte pour l'hégémonie dans les écrits du penseur argentin. En effet,

> Laclau a soutenu de façon convaincante que la formation discursive de chaînes d'équivalences entre des éléments signifiants qui n'ont pas de correspondance nécessaire, ou de correspondance terme à terme, est essentielle à la construction de l'hégémonie – c'est-à-dire à cette forme de pouvoir qui cherche à obtenir un consentement à sa "vérité". (Hall, 2019, p. 53)

Nous mettions de l'avant dans notre chapitre de méthodologie l'importance de prendre en compte le mouvement d'articulation au sein de la pensée de l'hégémonie chez Laclau et Mouffe, et c'est, nous le pensons, toute la richesse de cette thèse. Rappelons que, suite à notre analyse de corpus, les quatre signifiants centraux suivants ont émergé : Démocratie, Élites/Système, Nation, Souveraineté. Ces derniers ont été, au fil de notre processus d'analyse, étoffés par les recours à d'autres signifiants, d'autres thématiques qui nous ont permis d'organiser notre propos. Nous pourrions alors, en suivant Laclau, proposer une réponse allant comme suit. Les signifiants que sont la

« démocratie », les « élites/système », la « nation » et la « souveraineté » peuvent être caractérisés comme étant des signifiants flottants. En effet, et pour reprendre Laclau, « [u]n signifiant tel que la "démocratie" par exemple, est sans nul doute un signifiant flottant ; il revêtira un sens différent selon qu'il prendra place dans un discours libéral, anti-fasciste radical, ou anti-communiste conservateur » (Laclau, 2015, p. 121). En ce sens, nous pouvons proposer la même conclusion pour les trois autres signifiants proposés, au sens où leur caractérisation tend à dépendre davantage du contexte de leur invocation que ce n'est le cas pour les signifiants vides. On retrouvera alors une certaine dimension organisationnelle, institutionnelle dans les signifiants flottants.

Cependant, parmi les autres thématiques que nous avons pu faire ressortir, l'une d'elle se retrouve à l'intersection d'un certain nombre d'enjeux soulevés ici. Il s'agit de la question du « peuple ». Le peuple peut, lui, être interprété comme un signifiant *vide* en ce qu'il érige une frontière radicale entre son intérieur et son extérieur, en ce qu'il est « vecteur de la construction d'un collectif qui l'investit affectivement comme représentant son être en sa totalité absente » (Bras, 2018, p. 264). Dès lors, nous pouvons rebondir sur la proposition de Laclau selon laquelle « faire d'un terme un signifiant flottant ou lui donner un sens vide, c'est l'envers et l'endroit de la même opération discursive » (Laclau, 2015, p. 122), opération discursive qui est celle de la chaîne d'équivalences et qui se place au fondement de la lutte pour l'hégémonie.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au début de notre réflexion, nous annoncions vouloir répondre à la question suivante : **Selon quelles modalités discursives Marine Le Pen opère-t-elle un réinvestissement lexical de la démocratie entendue comme cadre d'organisation du social dans son discours depuis 2011 ?** Afin de diriger notre propos, nous proposions plusieurs sous-questions qui visaient à organiser notre pensée. Ainsi, nous nous demandions quelle était la réponse proposée par Marine Le Pen au problème de la « crise de la démocratie » lorsqu'elle dénonce les élites ? Quelle est la vision du peuple véhiculée par Marine Le Pen et comment se positionne-t-elle par rapport à celui-ci ? En se présentant comme la « Présidente des invisibles », comment Marine Le Pen en arrive-t-elle à proposer une définition spécifique de ce qui constitue la marge, cette certaine catégorie d'exclus qu'elle mobilise ? Quels processus discursifs permettent à Marine Le Pen de réutiliser et de réhabiliter certaines vieilles idées frontistes – la souveraineté, l'identité nationale par exemple – dans une nouvelle acception démocratique ?

Pour appuyer ces interrogations, nous avons tout d'abord proposé une contextualisation de la situation spécifique qui nous intéresse ici, à savoir le tournant observé avec le changement de présidence au Front national, lorsque Marine Le Pen a pris la succession de son père en janvier 2011. Il s'agissait d'analyser la manière dont Marine Le Pen aborde un certain nombre de sujets, leur donne un sens, et ce, jusqu'à l'échéance présidentielle de 2017. Dans la première partie de notre réflexion, nous avons donc

cherché à mettre de l'avant les grands enjeux contextuels de la présidence de Marine Le Pen autour des thèmes historiquement mobilisés par le parti d'extrême droite. En évoquant les notions de système comme ennemi du peuple, le passage de l'anti-communisme à l'anti-immigrationnisme, la nécessité de protéger la nation française, mais également la manière dont il est possible d'aborder les marges au sein de la société française, nous avons voulu apporter un éclairage politique sur la situation du Front national. Ce qui en ressort, c'est avant tout la continuité observable entre les propos de Jean-Marie Le Pen et ceux défendus par sa fille. Les thématiques défendues restent, à peu de choses près, les mêmes. Ce qui change, finalement, c'est peut-être plus la forme que le fond.

À cet exposé sur le contexte politique, il nous était essentiel d'associer trois éléments récents qui se sont avérés cruciaux dans la construction du discours frontiste de Marine Le Pen. Ainsi, en abordant l'enjeu social des banlieues et le moment des émeutes de 2005, nous avons pu faire état des inégalités à la fois sociales, mais également de représentation, que vivent les personnes résidant au sein des grands-ensembles[147] français. Cette contextualisation s'est d'ailleurs avérée importante pour la suite de notre recherche, comme nous le verrons plus bas. Le deuxième moment clé était celui de la situation économique mondiale suite à la crise de 2008. Ici, nous avons brièvement mis de l'avant les éléments qui ont pu être identifiés comme déclencheurs de cette crise mondiale, mais également les réponses proposées par le gouvernement français de l'époque pour sortir de cet enlisement économique et financier. Le troisième évènement abordé est celui de la crise sociale et nationale qu'a vécue la France en 2015.

---

[147] Rappelons ici qu'il s'agit de ces fameuses « banlieues » au sein desquelles le communautarisme monte aux yeux de Marine Le Pen. Le développement des grands-ensembles correspond à la construction de multiples tours et barres d'immeubles pour résoudre la crise du logements en France suite à la seconde guerre-mondiale et jusqu'au milieu des années 1970.

Cette année a été celle de plusieurs attentats terroristes sur le sol français. D'abord, celui de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher. Ensuite, celui du Bataclan et de Saint-Denis qui s'est avéré être le plus meurtrier sur le territoire depuis 1945 (Les Décodeurs, 2015), et qui a fait un total de 130 morts et de 413 personnes blessées. Chacun des trois évènements mobilisés dans notre contextualisation de la situation sociale permettait d'aborder une thématique spécifique. Celle de l'insertion sociale dans les banlieues, celle de l'impact économique de la crise financière auprès du peuple français et de l'économie nationale, et finalement, celle d'un éventuel renouvellement de la question nationale face à la menace terroriste.

Suite à ce bref exposé de la situation française, nous avons problématisé la situation qui nous intéresse tout au long de cette réflexion à travers la mobilisation d'une approche rhétorique de la conceptualisation du peuple à travers l'usage d'un ensemble de mythes, de symboles, d'*idéographes* comme esquisse à notre cadre conceptuel. Ce cadre conceptuel a mobilisé des auteurs, autrices et des idées qui nous ont permis de structurer notre propos. Ainsi, nous avons réfléchi sur la catégorie de sujet et sur la manière dont il est possible, à travers le discours et sa performativité, de mettre en scènes certaines caractéristiques, certains discours afin de les rendre légitimes et d'en faire une force de changement social. Cette idée de changement social s'intègre ici dans une réflexion plus large sur la manière de penser la société et la démocratie. Ainsi, nous avons interrogé, dans un premier temps, la notion qui semble avoir fait sa place au sein du discours public, à savoir celle de la crise de la démocratie. Cet enjeu s'exprime principalement par rapport à deux sujets. D'abord, la difficulté de représenter le peuple dans son ensemble, puisque celui-ci n'est pas un bloc monolithique ou homogène. Ensuite, la difficulté pour les citoyens, les citoyennes, de se sentir représentées par une certaine élite politique qui dispose d'un habitus politique particulier lui permettant de capter, au final, la parole populaire.

Nous avons, par la suite, fait dialoguer cette crise de la démocratie représentative avec les thèses de deux penseurs centraux de cette forme spécifique d'organisation de la vie politique et sociale que sont Cornélius Castoriadis et Jacques Rancière. Si les prémisses et les conclusions auxquelles ces deux intellectuels aboutissent ne sont pas nécessairement les mêmes, il reste que leur discours laisse une place proéminente au processus d'émancipation, chez Rancière, d'autonomie, chez Castoriadis, qui permet au peuple de se constituer comme une force de pouvoir et de prétendre exercer légitimement son droit à la parole dans un système politique qui devrait reposer sur le pouvoir *du* peuple, *par* le peuple et *pour* le peuple.

Cet ensemble d'éléments nous a permis d'aboutir à ce que nous considérons être la dimension conceptuelle originale de notre thèse, à savoir l'articulation des notions de masse et de populaire d'un point de vue communicationnel afin de penser les relations hégémoniques au sein de la société française. En nous appuyant sur les travaux d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, ainsi que sur les thèses développées au sein des *cultural studies*, notamment par Start Hall, dans la lignée d'Antonio Gramsci, et par Raymond Williams dans sa pensée des masses et du populaire, nous avons souhaité bâtir un cadre conceptuel nous permettant d'aborder les questions de représentation, de luttes discursives pour le pouvoir, mais également, de mettre la table pour penser les « invisibles », les « oubliés », cette catégorie populaire spécifique que Marine Le Pen entend représenter dans le cas où elle arriverait au pouvoir.

Ce cadre conceptuel particulier a également servi de point d'accroche pour notre posture méthodologique, puisque nous avons choisi d'utiliser l'articulation comme outil et méthode d'analyse. En mettant de l'avant les signifiants vides investis par Marine Le Pen, nous voulions ainsi faire ressortir les demandes populaires auxquelles elle entendait répondre. Dans le même temps, cela nous permettait également d'analyser la construction du peuple dans les discours de la présidente de la formation

d'extrême droite, au sens où, dans le discours populiste comme l'entend Laclau, la force de contestation est construite en opposition à un manque, à un ensemble d'éléments auxquels aucune réponse politique n'est proposée par les personnes en situation d'hégémonie. Ainsi, mobiliser l'articulation pour analyser le discours de Marine Le Pen nous a permis de mettre en exergue les points sur lesquels elle avance des solutions, des idées, des propositions de rassemblement contestant l'organisation politique française actuelle.

Dans le chapitre IV intitulé « Démocratie, cadre national et rejet des élites : sur le discours de Marine Le Pen », notre objectif était de présenter les résultats de notre analyse. Rappelons-nous. Nous proposions une première grille d'analyse organisée autour des signifiants suivants : Souveraineté française, Peuple, Nation, Identité. Au début du chapitre de présentation des résultats, nous annoncions que suite à notre analyse, les signifiants vides proposés initialement ont évolué. En effet, si nous partions avec une hypothèse générale quant aux directions que prendraient les discours de Marine Le Pen, nous sommes restée ouverte quant aux thématiques émergeant de l'analyse. Cette posture présentait un double bénéfice : nous permettre d'entamer notre analyse en ayant un cadre minimal pour organiser le codage de notre corpus d'une part. D'autre part, nous avions une souplesse suffisante pour modifier ces thématiques en fonction de ce qui ressortirait de notre analyse. Qui plus est, les signifiants vides identifiés ci-haut ne constituaient qu'un guide à la première étape de notre analyse. Au fil de notre travail, les nouvelles thématiques qui ont émergé ont été renforcées par un certain nombre de sous-thèmes sur lesquels nous n'avions formulé aucune hypothèse.

À la fin de notre processus analytique, et au moment de rédiger notre quatrième chapitre, nous proposions donc quatre grandes thématiques, quatre signifiants qui s'étaient imposés lors de notre cheminement : Démocratie, Souveraineté, Élites/Système, Nation. Notre réflexion s'est alors organisée en vue de proposer le

détail des résultats obtenus par rapport à ces thématiques. En ce qui touche à la démocratie, nous avions donc regroupé les citations mettant de l'avant la vision d'affirmation républicaine présente au sein du discours de Marine Le Pen. Ceci se découpait en plusieurs enjeux. D'abord, le rejet des mouvements communautaristes qui sont vus comme un danger pour l'intégrité de la société française et comme le terreau de violences extrêmes (terrorisme, vandalisme, insécurité, islamisme radical). Ensuite, la nécessité de reprendre en main l'éducation nationale afin de regrouper les citoyens, les citoyennes autour d'un ensemble de valeurs communes, autour d'un respect de l'autorité et des règles sociales en vigueur en France. Ces questions entourant l'autorité et l'insécurité sont d'ailleurs le troisième point relatif au sous-thème de l'affirmation républicaine. Il est effectivement nécessaire, aux yeux de Marine Le Pen, de rétablir l'ordre en France pour pouvoir avancer comme société. Finalement, le quatrième point était celui de la liberté comme valeur essentielle de la société française. Cette liberté est un idéal nécessaire à atteindre pour une bonne vie en société, mais elle est également une valeur qu'il faut défendre, pour laquelle il faut lutter, notamment lorsqu'il s'agit de confronter la perte de souveraineté de la France au profit de l'Union européenne qui vient, dès lors, brimer la liberté du peuple français sous le joug d'une entité supranationale.

Le second sous-thème relatif à la question de la démocratie est celui du rôle de l'État. Cette question est traitée sous deux angles, d'abord le rôle de l'État en tant que tel, et donc, le rôle et le fonctionnement des institutions. Ensuite, le rôle et la fonction du chef de l'État, rôle que Marine Le Pen entend bien assumer un jour. À ses yeux, l'État doit être protecteur et au service de la communauté nationale, en protégeant notamment la laïcité, la prospérité et les libertés. Il doit être le rempart face aux inégalités entraînées par le règne de la finance. De cela découle donc la nécessité d'avoir un chef de l'État « droit dans ses bottes », ayant une vision politique à long terme, faisant passer les revendications et les besoins des Françaises et des Français avant son propre bien. Cette

posture spécifique nous a permis d'enchaîner avec le troisième sous-thème relatif à la démocratie, à savoir la conquête du pouvoir envisagée par le Front national et sa présidente. Cette thématique spécifique est soutenue par la volonté de Marine Le Pen de remettre la France dans le droit chemin, de « remettre de l'ordre » dans l'économie, l'éducation, la justice, la diplomatie, la sécurité et la solidarité (Le Pen, 2017b).

Le second signifiant qui a émergé des discours composant notre corpus est celui de la dénonciation des élites et du système. Si, historiquement, le FN est une formation politique antisystème et anti-élites, cette posture continue à se lire dans les mots de sa présidente actuelle. Marine Le Pen reproche ainsi à cette « caste » de s'autoreproduire et de tout mettre en œuvre pour empêcher les personnes exclues – arbitrairement – du système de l'intégrer. Ce phénomène se lit, dans les discours de Marine Le Pen, à travers plusieurs enjeux. D'abord, il n'existerait pas ou peu de différences entre les décisions prises par les deux partis de gouvernement – le Parti socialiste et Les Républicains – malgré leur opposition sur l'échiquier politique. C'est un tel constat qui l'amène d'ailleurs à regrouper les deux formations sous le sigle d'UMPS (puis de LRPS). L'objectif ici est de mettre au jour leurs manigances politiciennes afin de conserver le pouvoir, puisque les personnes élues sous ces deux bannières ne répondraient, de toute façon, qu'à la même puissance : celle du monde de la finance. D'un point de vue structurel, institutionnel, une telle reproduction du système et de ses élites est notamment permise par le mode de scrutin en vigueur en France. En effet, pour Marine Le Pen, le suffrage majoritaire à deux tours ne permet pas une représentativité réelle des résultats des élections. Plus encore, le déploiement d'un « front républicain » pour faire face aux candidats FN lors du second tour des diverses élections serait, finalement, une vaste supercherie pour bâillonner les Français, les Françaises.

Face à cette situation de blocage institutionnel, de mensonges répétés par le PS et LR, de promesses non tenues, la seule solution serait alors le Front national. En effet, afin de combattre le système, Marine Le Pen entend se présenter comme la réponse face à la décadence – second sous thème en lien avec le rejet du système et des élites – que vit la France. L'état de décadence dans lequel serait plongée la France tient une place non négligeable dans le discours de la présidente du Front national. Celui-ci serait dû à plusieurs choses : tantôt à un chaos orchestré par les élites qui visent à dissoudre l'identité nationale au sein d'une culture mondialisée, tantôt à la situation vis-à-vis l'Europe et l'immigration, et, sous-entendu, la menace terroriste, ou bien encore, à la situation politique, sociale et économique en France qui pousserait les Françaises et Français à vivre dans la souffrance. Si le FN est la réponse à la décadence, c'est parce qu'il serait le seul parti à tenir un discours de vérité, à avoir le courage de changer les choses et à avoir une vision de la politique sur le long terme, contrairement aux politiciens « professionnels » qui ne jurent que par la réaction plutôt que par la réflexion. Ainsi, le Front national s'inscrit comme proposant des solutions à la sortie de crise. Solutions économiques à travers le retour à des politiques protectionnistes visant à faire repartir la croissance, solutions fiscales également, puisque Marine Le Pen entend réformer le mode de fiscalité pour défendre la classe moyenne face à l'élite mondialiste qu'elle dénonce et qui profiterait du laxisme des gouvernements successifs pour éviter l'impôt. Solutions d'ordre social, enfin, qui s'articuleraient autour d'une remise en avant de la priorité nationale dans le secteur de l'emploi et de la production afin de contrer le processus de mondialisation et de contester la mainmise de Bruxelles sur l'économie française. Le Front national, dans le discours de Marine Le Pen, est donc le véhicule à travers lequel le peuple français pourra renouer avec la vérité et sortir de l'engrenage infernal du mensonge d'une élite qui n'aurait pour seule volonté que la défense de ses intérêts.

Cette réflexion nous a amenée à aborder le troisième signifiant, à savoir la thématique de la nation. À travers l'étude de cette thématique, nous avons noté un effort de panser la nation, mais également de la repenser, en réaffirmant l'importance donnée à la question de la résistance, illustrée par celle de Jeanne d'Arc dont le combat pour la liberté aura permis de sauver la France. Cette résistance passe également par un retour aux valeurs – liberté, égalité, fraternité –, aux mythes et aux symboles fondateurs – la marseillaise, le drapeau français notamment – et à l'histoire de France – intellectuelle, artistique, mais aussi guerrière. Pour Marine Le Pen, c'est en s'organisant autour de ces idées que la France pourra sortir de son état de misère et récupérer la place qui lui est due sur le devant de la scène internationale. C'est également par la remobilisation de ce socle commun que le peuple français pourra réellement s'organiser, se rassembler, et ainsi lutter contre le communautarisme, contre les menaces internes et externes qu'identifie la présidente du Front national.

À travers le champ lexical de la résistance a émergé notre quatrième signifiant, à savoir celui de la souveraineté. Cette question est traitée par la présidente du Front national à travers les trois dimensions interdépendantes et interreliées de l'économique, du politique, et de la question européenne. Il s'agissait alors de traiter de la souveraineté politique à travers l'examen de la capacité de l'État-nation à administrer ses frontières, ainsi que par la remise en cause des politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements successifs. Aborder ces politiques nous a amenée à questionner la souveraineté économique française, notamment en ce qui touche à l'emprise des marchés financiers sur l'économie nationale et sur les transformations du travail qui en découlent. Finalement, la question de l'Euro nous a permis de faire le lien entre souveraineté monétaire et Union européenne. Cet élément fait écho à ce que nous présentions dans la problématique comme étant la menace de l'européanisation qui est, pour le Front national une construction allant à l'encontre du principe historique de l'Europe des nations.

Nous avons terminé notre chapitre de présentation des résultats en abordant un enjeu transversal à notre thèse, le fil rouge du rapport entre inclusion et exclusion au sein du monde démocratique, à savoir la question du peuple. En effet, qu'il s'agisse des menaces qui sont faites à la démocratie et à la République ou des propositions émises par le parti afin de redresser le pays, nous avons mis en lumière le positionnement de la présidente du Front national par rapport aux enjeux du communautarisme, de la souveraineté, des élites ou encore des valeurs guidant le peuple et sa construction. Tout au long de notre analyse, les thématiques de la constitution du peuple, du modèle d'intégration privilégié par le Front national et de la préférence nationale étaient toutes regroupées sous le signifiant « Nation ». Il nous est cependant apparu plus pertinent de présenter les résultats entourant ces enjeux de manière distincte. Car, si la question du peuple a tenu un rôle central au long de ce chapitre, nous pouvons lire que celui-ci se constitue – et ultimement, dans les mots de Marine Le Pen – *doit* se constituer en opposition et en rempart à un certain nombre de menaces, qu'elles soit intérieures ou extérieures. Dans cette cinquième sous-partie, nous avons donc abordé la manière dont Marine Le Pen conceptualise le peuple, et plus particulièrement les caractéristiques qu'elle lui attribue. Ce peuple est ainsi conçu comme partageant un certain nombre de traits de caractère. Il est courageux, modeste, opiniâtre, héroïque, fidèle à ses valeurs. Il s'organise autour de symboles nationaux, fait preuve de détermination, et revendique son appartenance territoriale à la France, qu'il soit en métropole ou dans les communautés et territoires d'outre-mer. Mais ce peuple est également caractérisé par ce qu'il n*'a pas*, à savoir le droit à la parole, la représentation par les politiques, l'écoute de ses dirigeants, de ses dirigeantes. Et c'est d'ailleurs ce constat qui permet à Marine Le Pen de souhaiter se présenter comme la « Présidente des invisibles ». La présidente du Front national tend donc à constituer un peuple à travers son discours, un peuple « marginalisé » puisque rejeté par les élites et mis au dehors du « système ».

Dans notre quatrième chapitre, nous avons ainsi mis de l'avant les éléments discursifs sur lesquels Marine Le Pen s'appuie pour proposer sa vision de la démocratie, pour réorganiser le lien social et le vivre-ensemble sur le territoire national. L'importance donnée par la présidence du Front national aux différentes formes de lutte qu'elle propose face aux menaces internes et externes nous a, presque naturellement, amenée à nous interroger sur un enjeu qui apparaît central dans ses discours, à savoir le communautarisme.

C'est autour de cela que s'est organisé le cinquième chapitre de notre réflexion. En abordant la notion de communautarisme, cela nous donnait la liberté de revenir à un certain fondement de la vie politique française actuelle, à savoir, le développement de la République depuis la Révolution française. Cette étape ne fut pas chose aisée, compte tenu de la complexité des mouvements politiques et sociaux qui ont eu cours depuis 1789. Cependant, nous avons pu mettre de l'avant plusieurs idées. D'abord, le fait que la République française s'organise autour de la notion d'universalité et d'indivisibilité. Noter cette dimension n'est pas négligeable. En effet, l'universalité fut le moteur de la conceptualisation de la République comme cadre d'unification nationale. À travers cette notion se lisent les combats révolutionnaires pour l'abolition des privilèges du clergé et de la noblesse, mais aussi les balbutiements de la pensée nationale en France. En s'organisant autour du principe républicain d'universalisme, le peuple peut se constituer autour d'un ensemble de normes, de valeurs et de symboles dont le système éducatif pensé par Jules Ferry sous la III^{ème} République fut le véhicule privilégié. En proposant un cadre national unificateur basé notamment sur le mérite comme moyen d'émancipation populaire, l'école de la III^{ème} devient également un vecteur d'assimilation à la nation française. C'est peut-être d'ailleurs là que le bât blesse, puisque la III^{ème} République est également le moment de la colonisation française. Si le modèle républicain français s'organise autour de la notion d'universalisme, ceci implique que la République, l'État, ne reconnaît aucune

communauté. Or, en refusant de reconnaître la différence culturelle, le modèle républicain universaliste crée de nouvelles frontières. Celles-ci sont visibles au sein du territoire national, par le refus de reconnaissance des aspirations régionales, d'une part. D'autre part, on le lit également par rapport aux peuples « indigènes » dont le pays a été, au fil du temps, colonisé et intégré au sein de la « plus Grance France ». Il devient dès lors nécessaire de réfléchir à l'articulation des notions de citoyenneté avec le modèle national. Ainsi, sous couvert d'une mission civilisatrice qui sous-tend le moment colonial, la III^{ème} République va créer une nationalité sans citoyenneté, faisant des populations indigènes soumises au joug du colonisateur des *sujets* plutôt que des *citoyennes, citoyens*.

Un autre enjeu qui émerge au moment de la III^{ème} République revêt une importance non négligeable dans le fait de penser les communautés et les communautarismes. Il s'agit ici de la question de la laïcité. Soulever cette question nous a alors permis de réfléchir à la manière dont les projecteurs se sont rapidement tournés vers les populations musulmanes françaises, souvent regroupées, du fait de plans d'urbanisation et d'aménagement du territoire au sein de ces grands ensembles français, de ces « banlieues », de ces « territoires perdus de la République ». Il est reproché à ces personnes de refuser de s'intégrer au cadre de la vie en société, de refuser en quelque sorte l'assimilation aux valeurs françaises et de représenter, dès lors, une menace à l'ordre public. Car, si l'on refuse d'accepter l'universalisme républicain, on ne peut – pour Marine Le Pen, entre autres – participer pleinement et de bonne foi à la vie démocratique française. Cette problématisation particulière de la question ethnoculturelle s'articule, dans le discours de la dirigeante du Front national, autour d'une certaine instrumentalisation de la peur liée aux activités terroristes professée par des groupes fondamentalistes.

Dans le cinquième chapitre, cette analyse s'est enrichie de deux autres considérations qui nous ont permis de porter un regard critique sur la société française actuelle. D'abord, le fait que le port du voile est instrumentalisé par le Front national comme un moyen de diffuser son fémonationalisme. Dans ce modèle, les femmes musulmanes – essentialisées par le port de leur voile qui dénoterait ainsi d'une soumission à l'autorité masculine violente – sont opposées à la figure de *la* femme française dont l'habillement et la possibilité de sortir prendre un verre sont les symboles de l'émancipation. Ensuite, et dans la veine de la tradition républicaine, par la dénonciation d'un supposé racisme des mouvements antiracistes, et au bout du compte, de l'existence supposée d'un « racisme anti-blanc ». Notre argumentaire dans cette sous-partie visait ainsi à défendre les pratiques de non-mixité – sur la base du sexe, de la *race* ou de la classe – comme moyen d'organisation spécifique et nécessaire pour l'organisation des luttes sociales, particulièrement pour les personnes en situation de domination. Cependant, dans un cadre républicain, une telle pratique est souvent décriée et, lorsqu'il s'agit d'une réunion en non-mixité organisée par et pour les personnes racisées, on entendra des plaintes de « racisme anti-blanc ». Le point que nous avons appuyé sur cette question est qu'une telle forme de racisme n'existe pas, pour la simple et bonne raison qu'il n'existe pas d'oppression systémique – ni systématique d'ailleurs – à l'égard des personnes blanches en France. Nous ne rejetons pas le fait que certaines interactions puissent être désagréables, blessantes, voire même insultantes, mais nous refusons de considérer ces altercations comme l'expression d'une discrimination systémique. Plutôt, nous lisons dans cette expression une volonté de réinvestir le champ de la domination, comme une volonté de dénoncer le communautarisme qui laisserait à l'écart la majorité blanche. Ce procédé discursif participe ainsi selon nous d'un certain rejet de la diversité ethnoculturelle en France, ou plutôt d'une volonté de définir un peuple « légitime » qui respecte l'universalisme français.

Le sixième chapitre de notre thèse nous a ainsi permis de répondre à l'une des questions que nous présentions plus haut, à savoir, celle de la vision du peuple que véhicule Marine Le Pen et la manière dont elle se positionne par rapport à celle-ci. Nous en arrivions ainsi à la conclusion suivante : le peuple français est donc celui qui se conforme aux valeurs de la République, qui « respecte » l'universalisme français qui ne reconnaît par la différence culturelle. C'est celui qui est prêt à s'assimiler totalement à une vision particulière de la société qui s'organise notamment sur le principe d'égalité entre les femmes et les hommes, principe qui serait dicté par la capacité des femmes à s'habiller comme elles le souhaitent et à aller « au bistro ». C'est donc celui qui n'accepte la différence que lorsque l'Autre accepte de la dissimuler, de l'effacer, mais qui, en criant au racisme anti-blanc, tend à se définir comme une « communauté blanche » attaquée de toutes parts.

Dans le septième et dernier chapitre, nous souhaitions interroger la notion de populisme qui est bien souvent accolée au Front national. Pour ce faire, nous avons organisé notre réflexion en quatre temps. D'abord, il s'agissait de répondre, d'une certaine manière, à notre précédent chapitre en abordant la question de la majorité silencieuse qui serait persécutée par une « minorité criante ». Nous avons ainsi proposé de repenser l'idée de majorité silencieuse à travers l'articulation de notions déjà présentées plus tôt, à savoir la crise de la démocratie représentative, le duo que nous proposons entre masses et populaire, et finalement, la conceptualisation du populisme chez Ernesto Laclau. Nous en sommes arrivée à la conclusion que mobiliser la « majorité silencieuse » participe d'un processus de contestation de l'hégémonie à travers une lutte pour les significations des notions de politique, de peuple et de démocratie. Cette idée nous a permis également d'aborder la question du conformisme politique, de la bien-pensance ou encore du politiquement correct, non seulement à travers son émergence et son développement par la gauche américaine dans les années 1960 et sa récupération par les conservateurs et néoconservateurs dans les années 1980, mais aussi pour aborder la

notion de liberté d'expression en France et d'analyser cette contestation du PC dans les discours intellectuels et journalistiques français.

À cette étape de notre discussion, nous sommes maintenant en mesure de répondre à une autre question découlant de notre interrogation centrale, à savoir : En se présentant comme la « Présidente des invisibles », comment Marine Le Pen en arrive-t-elle à proposer une définition spécifique de ce qui constitue la marge, cette certaine catégorie d'exclus qu'elle mobilise ?

Répondre à cette question est possible d'une part grâce à la définition du peuple et à son extériorité que nous avons abordée dans le précédent chapitre, mais également grâce à un investissement symbolique du champ lexical entourant la question de la liberté, et plus particulièrement, de la liberté d'expression. Rappelons qu'en se présentant comme la Présidente des invisibles, en mettant l'accent sur ces « oubliés » de la République, Marine Le Pen entend constituer une vision spécifique du peuple qui se définit notamment par rapport à un manque que vivraient ces populations. En traitant de la question de la majorité silencieuse et du politiquement correct qu'il faut combattre, elle continue d'affirmer cette définition spécifique. La bien-pensance serait l'outil mis en place par le système pour limiter la contestation de sa légitimité, tandis que l'intérêt porté aux « minorités criantes » serait une manière de faire du clientélisme, et ultimement, de léser le peuple blanc, judéo-chrétien, « de souche ». Dès lors, en se présentant comme la Présidente des invisibles, Marine Le Pen entend s'opposer au système dont les intérêts ne seraient pas ceux de la France. En investissant le champ de la lutte pour les significations, elle entend bien proposer une sortie de crise que nous pouvons qualifier de réactionnaire, puisque revendiquant le retour à des temps meilleurs. Regretter l'existence d'une catégorie d'invisibles, d'oubliés qui, démographiquement parlant représentent la partie majoritaire de la population française, revient alors à repenser la modalité du vivre-ensemble en retournant à un

modèle national, à l'importance des valeurs dites républicaines – et qui, de fait, excluent une partie de la population que Marine Le Pen juge comme étant incompatible avec l'idéal démocratique français. En investissant discursivement des enjeux comme le racisme, la discrimination, le sexisme d'un sens particulier qui vise à assoir une vision spécifique de la vie en société, d'en faire ou d'en renforcer la position hégémonique, Marine Le Pen imagine une marge dont la précarité repose sur une souffrance fantasmée.

Suite à cette réflexion, nous avons interrogé la pertinence de l'utilisation du terme de clivage gauche/droite qui tend à structurer la vie politique française depuis les débuts de la République. En revenant sur plusieurs moments historiques, mais également sur des éléments relatifs aux précédents mandats présidentiels, nous avons pu montrer que ce clivage, loin d'avoir disparu, s'est brouillé. Que la gauche a perdu peu à peu son ancrage social au profit de décisions néolibérales, et que les querelles internes à la droite ont laissé le champ libre à de nouveaux mouvements. Ces nouveaux mouvements nous apparaissent d'ailleurs comme le véritable vecteur de changement lors de l'élection présidentielle de 2017, puisqu'il s'agissait de contester les frontières politiques depuis longtemps établies afin d'espérer un appel d'air électoral. C'est ce qui s'est passé avec la victoire d'Emmanuel Macron et de son mouvement « ni de gauche ni de droite », mais également avec le très bon score obtenu par Jean-Luc Mélenchon et sa « France insoumise ». Dans les cas de Macron, de Mélenchon et de Le Pen, l'idée était de contester l'Ancien Monde pour le premier, de participer au dégagisme pour le second, et de mettre fin à la reproduction du système pour la troisième. Il s'agissait ainsi de proposer une rupture radicale au sein du système démocratique français.

Cette idée nous a amenée à interroger l'histoire française afin de revenir sur cette contestation des élites et du système. Nous nous sommes donc rendue compte que, cette

idée chère à Marine Le Pen n'était pas née hors-sol. On en retrouve effectivement des traces à partir de la III^{ème} République à travers quatre mouvements que nous avons souhaité aborder brièvement. La crise du boulangisme, d'abord, le temps des Ligues ensuite, le moment de l'Action nationale sous l'influence de Charles Maurras par la suite, et finalement, le mouvement poujadiste. Ces quatre évènements avaient en commun une volonté révolutionnaire de repenser le système politique français, de contester les élites – qui prennent d'ailleurs une forme différente en fonction des époques – et de proposer une réflexion populiste nationaliste qui remettrait le peuple français et son identité séculaire au centre de l'action politique. Si le parallèle avec la pensée frontiste actuelle ne peut être complet, il nous a cependant semblé évident que certaines idées encore avancées aujourd'hui trouvent un ancrage fort dans le passé contestataire des mouvements populistes français.

En ce qui concerne la question sur la réponse proposée à Marine Le Pen au problème de la crise de la démocratie dans sa dénonciation des élites, notre chapitre de présentation des résultats, de retour historique ainsi que nos deux chapitres de discussion nous ont permis d'établir plusieurs choses. D'abord, le rejet des élites dans le discours de Marine Le Pen n'est pas nouveau et préexistait au Front national comme nous avons pu le voir, et ce, depuis le début de la III^{ème} République. Ensuite, le rejet des élites et du système se fait sur plusieurs fronts. Elle dénonce ainsi la professionnalisation de la politique et l'impossibilité pour le peuple de se faire entendre par une classe politique qui pense davantage à sa réélection qu'à la volonté populaire. Elle regrette également le mode de scrutin français qui ferait barrage au Front national et ne permettrait pas une représentation adéquate de la « majorité silencieuse ». Par ailleurs, sa revendication de s'inscrire dans le temps long fait écho à ce que nous annoncions ci-haut et à la désynchronisation de la prise de décisions politiques. Ainsi, face au manque de représentativité et d'écoute du peuple, Marine Le Pen propose une vision sur le long terme, d'avoir recours à des référendums, de lutter contre

l'accélération sociale que permet et qu'entraîne la mondialisation. Ainsi, elle souhaite mettre fin aux mensonges d'une élite qui s'autoreproduirait. En réinvestissant discursivement les termes de politique, de peuple, de démocratie, Marine Le Pen entend prendre part à la lutte pour l'hégémonie, à faire porter sa voix dans la politique des significations. La réponse qu'elle propose, en fait, c'est tout simplement un retour à la vérité, au passé et à l'identité nationale française qui ne pourrait avoir lieu sans l'arrivée au pouvoir du Front national qui est, à ses yeux, la seule entité politique ayant assez de courage et d'honnêteté pour gouverner la France.

Ces éléments que nous venons de mettre de l'avant sont, d'ailleurs, et de manière tout à fait coïncidentale puisque nous ne nous attendions pas à ce résultat, une partie de la réponse à notre dernière question sectorielle : Quels processus discursifs permettent à Marine Le Pen de réutiliser et de réhabiliter certaines vieilles idées frontistes – la souveraineté, l'identité nationale par exemple – dans une nouvelle acception démocratique ? Grâce à la réflexion sur la mondialisation, le temps long et la démocratie, nous avons ainsi pu mettre en évidence que le fait de proposer un discours que l'on pourrait qualifier de réactionnaire, parce que faisant appel à « l'ancien temps » comme étant « le bon vieux temps » fait en sorte que proposer un repli identitaire de la nation sur elle-même, sur certaines de ses valeurs, et ce, afin de lutter contre le « mondialisme » et la « menace » djihadiste apparaît comme une proposition favorisant l'émancipation du peuple français.

Alors, à la lumière des pistes de réponse proposées tout au long de cette thèse et que nous reprenons dans cette conclusion, qu'en est-il de notre réflexion originelle ? Selon quelles modalités discursives Marine Le Pen opère-t-elle un réinvestissement lexical de la démocratie entendue comme cadre d'organisation du social dans son discours depuis 2011 ?

En proposant un discours qui rassemble les personnes ne se sentant pas représentées par les discours politiques hégémoniques des partis de gouvernement – le PS et Les Républicains – Marine Le Pen fait une nouvelle proposition. Elle vient capitaliser politiquement sur des éléments qui ressortent des discours populaires, des masses, pour leur donner une résonance au sein de la scène publique. Elle investit les notions de démocratie, de peuple, de laïcité ou de valeurs d'un sens spécifique qui vise à répondre à une attente. En somme, et pour reprendre les caractéristiques du populisme chez Ernesto Laclau, elle vise à combler un manque en émettant l'idée d'une proposition de changement radical. Le discours de Marine Le Pen s'organise alors autour de ce fameux rapport entre inclusion et exclusion qui a servi de fil rouge tout au long de cette thèse. Il y aurait, d'un côté, le « vrai » peuple. Ce peuple qui partage les valeurs, les mythes, les références historiques de la République française. De l'autre, le « communautarisme » qui se retrouve dans les grands-ensembles, dans les banlieues, et dont le rejet pour la démocratie et la République est tel qu'il en devient une menace à l'ordre intérieur. Il y aurait également d'un côté les menteurs. Ces personnalités politiques issues du système qui n'auraient pour but que de permettre l'avancement de leur carrière, leur réélection. Qui travaillent main dans la main avec le monde de la finance et dont les intérêts économiques vont à l'encontre de la volonté populaire. Ceux-ci sont pour le « mondialisme », acceptent la mainmise de l'Union européenne sur l'économie, la finance et la politique française. Ils et elles font perdre à la France sa souveraineté, sa liberté également. De l'autre, les porteurs de vérité, de solutions, en d'autres termes, le Front national et les personnes qui ont le courage de voter pour lui. De ce côté de la barrière, la volonté est de révolutionner la vie politique française grâce à un discours populiste nationaliste, au sens où il s'agit de mobiliser le peuple pour combattre ses ennemis.

Ainsi, dans ces discours, les marges ne sont pas celles que l'on pourrait croire. On pourrait à première vue penser que représenter les invisibles, les oubliés reviendrait à

faire entendre la voix des personnes touchées par le racisme systémique, par l'homophobie, par l'islamophobie et par la précarité que ces trajectoires biographiques entrainent presque intrinsèquement dans une France où l'influence du passé colonial reste si présente. Il n'en est rien. Les marges que Marine Le Pen souhaite représenter sont, en fait, ces franges de la population issues de la classe moyenne et des classes populaires qui tendent, sous couvert d'un idéal républicain, à faire de la différence, de l'altérité ethnoculturelle notamment, un ennemi, une menace à leur vie personnelle. Ces marges sont ces personnes qui sont touchées – ou estiment être touchées – par le péril de la mondialisation. Ces individus qui rejettent les mouvements migratoires, qui affirment fièrement « on est chez nous », sous-entendant qu'une partie de la population française ne l'est pas. D'un point de vue économique, Marine Le Pen oppose ces marges à ce qu'elle qualifie de « caste » politique. Ces personnes déconnectées de leur base et mettant en œuvre des politiques néolibérales qui vont à l'encontre non seulement de la volonté et de la souveraineté populaire, mais également de la prospérité sociale de la France.

Suite à cette synthèse de la thèse et de ses résultats, il importe de revenir sur deux éléments qui ont et pourraient continuer de jouer un rôle important dans le mode d'organisation de la vie démocratique française. À cette fin, sous souhaitons revenir rapidement, dans un premier temps, sur la crise des Gilets jaunes (GJ) à laquelle le gouvernement d'Emmanuel Macron fait face depuis novembre 2018. Cet évènement spécifique auquel on pourrait attribuer le nom de crise sociale a surpris plusieurs à plus d'un égard. En effet, l'irruption du mouvement des gilets jaunes s'est faite de manière quasi spontanée et pour le moins imprévisible. Imprévisible, car il semblait peu évident au premier abord qu'un tel mouvement puisse connaître l'ampleur qui a été le sien, qui plus est, sans chef, sans véritable orientation partisane et avec un apolitisme revendiqué. Imprévisible également, car la contestation n'est pas montée des grands centres, mais plutôt des périphéries, des zones périurbaines (Rogozinski, 2019). Dans

la lignée de Rogozinski, nous pouvons percevoir ce mouvement « comme un *soulèvement* : sans être une insurrection ou une révolution, un soulèvement dépasse le cadre habituel des protestations sociales parce qu'il possède une dimension politique, multiplie des foyers de contre-pouvoir sur tout le territoire et s'engage ainsi dans une confrontation directe avec le pouvoir d'État » (*ibid.*, p. 24).

Mais qu'est-ce qui a constitué ce soulèvement des gilets jaunes ? Gérard Mauger présente le déroulement des débuts de la mobilisation comme suit :

> En mai 2018, Priscilla Ludoski, auto-entrepreneuse lance une pétition pour la baisse du prix du carburant à la pompe sur Change.org qui dépasse rapidement le seuil du million de signataires. Le 10 octobre 2018, deux chauffeurs-routiers, Éric Drouet et Bruno Lefebvre (auxquels se joint un intérimaire dans le transport, Maxime Nicolle, dit « Fly Rider ») lancent sur Facebook un appel au « blocage national contre la hausse du carburant » pour le 17 novembre 2018 : ce sera « l'Acte 1 » de la mobilisation des Gilets jaunes (287 710 manifestants selon le ministère de l'Intérieur, 2 034 sites occupés, 117 interpellations dont 73 gardes à vue). (Mauger, 2019, p. 111)

La mobilisation des GJ s'opère donc en opposition à la volonté du gouvernement d'augmenter le prix du carburant dans un premier temps (Noiriel, 2018). Il s'agit de dénoncer une réforme qui tend à viser et à précariser les mêmes personnes, celles qui sont « oubliées » de la politique, celles qui sont précaires. Ainsi, le mouvement serait populaire au sens proposé par Olivier Schwartz puisque composé de personnes dont la situation se définit par la « petitesse du statut professionnel ou social, étroitesse des ressources économiques – sans que cela signifie nécessairement précarité –, éloignement par rapport au capital culturel, et d'abord par rapport à l'école, même s'il ne s'agit aujourd'hui que d'un éloignement relatif » (Schwartz, 2011). Le mouvement se développe ainsi face aux discours politiques hégémoniques interprétés comme méprisants à l'égard de « ceux qui ne sont rien », de celles et ceux qui peinent à joindre les deux bouts, de ces familles attendant une quelconque considération de la part de

l'État, ou encore le rétablissement du pacte moral qu'implique la vie en société (Mauger, 2019).

Avant d'aller plus loin, nous souhaitons proposer une petite digression relative à cette précédente utilisation de l'expression « ceux qui ne sont rien ». Car cette « petite phrase » participe du soulèvement populaire puisqu'elle rentre dans les sorties publiques d'Emmanuel Macron que l'on pourrait interpréter – ou qui a surement été interprétée par les personnes se ralliant aux GJ – comme de la provocation de la part d'une élite déconnectée. Car Emmanuel Macron a eu la fâcheuse tendance de recourir à plusieurs expressions condescendantes entre son arrivée au gouvernement sous François Hollande et le moment du soulèvement des GJ. En septembre 2014, il « évoque une prétendue *"*majorité de femmes pour beaucoup illettrées*"* de l'abattoir Gad à Lampaul-Guimiliau (Finistère) » (Dejean, 2018). En 2016, face à deux grévistes, il lance « vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler » (*ibid.*). Et son élection n'a pas freiné ces petites phrases. En juillet 2017, alors qu'il inaugure la Station F, campus de *start-ups*, il affirme qu'« [u]ne gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien. Parce que c'est un lieu où on passe. Parce que c'est un lieu qu'on partage » (*ibid.*). Il continue en septembre 2017 en annonçant qu'il ne cèdera « ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes » pendant qu'il défend sa nouvelle réforme du Code du travail (*ibid.*). En juin 2018, filmé par sa directrice de communication, il déclare

> On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les gens ne s'en sortent pas […] vais faire un constat qui est de dire : on met trop de pognon, on déresponsabilise et on est dans le curatif. Toute notre politique sociale, c'est qu'on doit mieux prévenir - ça nous coûtera moins, ensemble - et mieux responsabiliser tous les acteurs (*ibid.*).

À la suite de l'affaire entourant les violences commises par Alexandre Benalla à l'égard de deux manifestants, manifestantes, il provoque en déclarant « Celui qui l'a recruté

c'est moi, celui qui a validé sa sanction, c'est moi, le seul responsable c'est moi, qu'ils viennent me chercher » (*ibid.*). Outre la charge contre les Français, ces « gaulois réfractaires au changement » en août 2018, il affirme en septembre de la même année qu'il n'est pas si compliqué de trouver un emploi en France à l'heure actuelle puisque « [i]l faut y aller ! Maintenant, hôtels, cafés, restaurants, je traverse la rue, je vous en trouve ! Ils veulent simplement des gens qui sont prêts à travailler, avec les contraintes du métier » (*ibid.*). Cette attitude de provocation, de mépris de classe, n'a pu qu'envenimer les revendications du mouvement des GJ, pire encore, « [o]n a entendu un grand nombre de propos exprimant un sentiment d'humiliation, lequel nourrit le fort ressentiment populaire à l'égard d'Emmanuel Macron. "Pour lui, on n'est que de la merde" ». (Noiriel, 2018).

Si le caractère apolitique du mouvement des GJ est constamment répété et a pu mener à de l'instrumentalisation médiatique (Noiriel, 2018) ou à de la récupération politique (Mauger, 2019), ce soulèvement populaire reste cependant unique en son genre. Car le refus d'être représentés par une personne endossant le rôle de chef guidant la plèbe a persisté malgré la volonté médiatique de mettre de l'avant certaines personnalités. En ce sens, le mouvement des GJ n'a de ressemblances avec le poujadisme que dans la révolte populaire face aux élites, mais laisse de côté la déification, l'héroïsation d'une personne qui amènerait le salut. On retrouvera cependant la construction, ou plutôt la consolidation, d'une figure de l'ennemi. Là où Poujade était farouche opposant à Jules Ferry, les GJ portent Emmanuel Macron en horreur. En ce sens, « [l]es dénis de reconnaissance engendrent toujours un sentiment d'humiliation, de l'indignation, de la colère, et ces affects sont légitimes puisqu'ils témoignent d'une injustice, d'un tort qui a été subi. Ils permettent à des protestations isolées de converger, de se rejoindre en désignant un adversaire commun comme le responsable de ce tort » (Rogozinski, 2019, p. 29). Entre mépris et haine, la ligne est mince. Et la représentation qui est faite médiatiquement et politiquement du mouvement des GJ vise à les présenter comme

une foule hargneuse, violente, ne souhaitant que détruire sur son passage. À cela s'ajoute la dénonciation du racisme et de la xénophobie d'une certaine frange du mouvement. Une telle rhétorique permet alors au pouvoir en place de se conforter dans une position de non-négociation et d'intraitabilité, car si la foule est un danger pour la démocratie, il n'est pas question de discuter avec elle.

Au final, que faire ressortir de ce mouvement des GJ – qui continue par ailleurs de subsister ici et là en 2020. La conclusion que nous proposons sera peut-être délégitimée par plusieurs, mais nous considérons que ce mouvement populaire a réussi à reproduire, ou du moins à esquisser, ce fameux passage de la *plèbe* au *démos* que nous retrouvons chez Rancière. À travers leurs nombreuses manifestations, il nous apparaît que cette foule qui s'est levée subitement, grâce à une mobilisation par le biais des réseaux socionumériques, a réussi, du moins temporairement, à récupérer une voix, à redonner une puissance, un pouvoir politique à « la part des sans parts ». En rejettant la logique partisane et en refusant d'être représenté par une personne providentielle, le mouvement des GJ a « ressuscité la tradition de la démocratie sauvage » (Abensour, 2012 ; Lefort, 1999 ; Rogozinski, 2019, p. 35), faisant fi de la volonté de certains, de certaines à représenter « la majorité silencieuse », les invisibles, les oubliés[148].

Le second point que nous souhaitons proposer dans le cadre de cette ouverture, c'est celui qui concerne plus directement le discours d'Emmanuel Macron, particulièrement en ce qui le rapproche des idées frontistes de Marine Le Pen. Plus particulièrement, nous souhaitons ici mettre de l'avant la tournure immigrationniste que prend le discours présidentiel. À la rentrée de septembre 2019, Macron demandait en effet à ses députés

---

[148] On notera ainsi les échecs cuisants de celles et ceux qui ont voulu prolonger le mouvement par des listes électorales à travers l'annonce de la constitution d'Alliance Jaune et d'Union Jaune pour les élections européennes de 2019.

de « "regarder en face" le sujet de l'immigration » (Rescan *et al.*, 2020b). Pour ses vœux présidentiels pour l'année 2020, il déclarait : « [e]nfin, 2020 doit ouvrir la décennie de l'unité retrouvée de la Nation. Je vois trop de divisions au nom des origines, des religions, des intérêts. Je lutterai avec détermination contre les forces qui minent l'unité nationale et dans les prochaines semaines je prendrai de nouvelles décisions sur ce sujet. » (Macron, 2019). Le 11 février 2020, face à la majorité législative, il a demandé à la majorité « d'ajouter à leur panier les sujets de l'insécurité et du "séparatisme". Des questions que l'Élysée estime prioritaires afin que le chef de l'Etat ne se retrouve pas submergé par le Rassemblement national (RN) en 2022 » (Rescan *et al.*, 2020b).

Par rapport à cette dernière occurrence, ce qui nous apparaît être le plus intéressant c'est la mobilisation de la figure de Charles Maurras comme moyen de rassembler sa majorité de plus en plus turbulente (Rescan *et al.*, 2020a). En mobilisant l'opposition entre le « pays légal » - qui représentait pour Maurras l'État et l'élite politique corrompue, déconnectée des attentes du peuple – et le « pays réel » – le peuple, donc, soumis au joug du pays légal – Macron récupère le discours frontiste. S'agit-il alors de l'instrumentaliser en vue de la prochaine échéance présidentielle ? Probablement. Il récupère également le thème du communautarisme puisqu'il se rendra en région, puis en banlieue parisienne pour aborder ce que Marine Le Pen, rappelons-le, considère comme une menace face à la France et à la République. Emmanuel Macron entend alors lutter contre le « séparatisme » – nous imaginons donc qu'il s'agit là de l'annonce faite lors de ses vœux présidentiels. Il s'agirait dès lors de mettre en place « un plan de reconquête républicaine » selon l'un des conseillers du président (Rescan *et al.*, 2020a). La récupération et la mobilisation des thématiques chères au discours frontiste ne s'arrêtent pas là, car nous retrouvons, dans la lignée probablement de la pensée sarkozyste, une volonté de remettre de l'avant la thématique de la sécurité sur laquelle l'ancien président de la République jusqu'en 2012 avait capitalisé.

Plus encore, et cela nous surprend peut-être davantage, dans ses vœux présidentiels pour 2020, Emmanuel Macron tenait les propos suivants :

> Nous sommes un peuple de bâtisseurs, conscient de sa vocation universelle.
> Un peuple de temps long qui, parce qu'il sait d'où il vient, sait se projeter.
> Un peuple qui toujours sait se hisser à la hauteur des circonstances.
> Ce sens de l'Histoire, cette unité maintes fois éprouvée, seront nos plus solides atouts pour affronter les temps qui viennent.
> Quand l'Histoire s'accélère, l'esprit français ne cède rien à la fatalité. (Macron, 2019)

À la lumière de cette citation, force est de constater que la mobilisation du peuple et la constitution de celui-ci autour de la question de l'identité nationale, du roman national, des valeurs républicaines et universalistes ne sont pas à la veille de s'épuiser.

ANNEXES

ANNEXE 1 – PROCESSUS ET GRILLE DE CODAGE DES DONNÉES

Étape 1 : Préparation

Lors de la première étape de codage visant à l'analyse du corpus, nous avons proposé quatre grandes thématiques visant à encadrer le processus d'encodage des données. Ces quatres thématiques étaient les suivantes :

- Souveraineté française ;
- Peuple ;
- Nation ;
- Identité.

Étape 2 : Début du codage

À partir des quatre thématiques proposées ci-dessus, nous avons entrepris le codage du corpus. Au fur et à mesure de cette étape, les thèmes originaux ont évolué et ont été davantage détaillés. L'exercice d'encodage a fait émerger un certain nombre de sous-

thèmes qui ont été utilisés pour regrouper les éléments du corpus y correspondant dans le but de procéder à l'analyse et à l'interprétation des résultats. Ces sous-thèmes n'étaient pas pré-déterminés, ils ont émergé directement des textes à l'étude jusqu'à saturation. En d'autres termes, plusieurs nouvelles thématiques sont apparues au cours de nos lectures des discours. Celles-ci ont été intégrées à notre grille de codage. Dès lors qu'il n'a plus été possible de faire ressortir de nouvelles thématiques de notre corpus, nous sommes arrivées à saturation. Une seconde, puis une troisième lecture des textes a permis de réorganiser les éléments précédemment codés au sein de nos sous-thèmes afin d'en assurer la pertinence.

Étape 3 : Grille finale de codage

À la fin de notre processus, voici comment était constitué la grille de codage qui a permis l'analyse, puis l'interprétation des résultats obtenus de celle-ci. Les termes présentés en gras correspondent aux nœuds principaux, à savoir aux signifiants identifiés. Les autres termes correspondent aux chaînes d'équivalences mises en évidence par notre analyse.

- **Démocratie**
    - Conquête du pouvoir
    - République
        - Communautarisme
            - Immigration
                - Islam, Islamisme, terrorisme
                - Laïcité
        - Éducation
        - Justice, sécurité
            - Délinquance

        - Liberté
    - Rôle de l'État
        - Fonction présidentielle
        - Institutions
- **Élites/système**
    - Décadence
        - Idées du parti
            - Courage
            - Temps long, Rôle du politique
            - Vérité
        - Solutions
    - Mensonges, promesses
    - Reproduction du système
- **Nation**
    - Affiration nationale
    - Identité culturelle
    - Majorité silencieuse
    - Modèle d'intégration
    - Peuple
    - Unité territoriale
    - Valeurs nationales
        - Symboles
- **Souveraineté**
    - Économique
    - Europe
    - Politique, Frontières

ANNEXE 2 – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DISCOURS ÉTUDIÉS

Discours et campagnes	**16 janvier 2011**, à Tours. *Investiture de Marine Le Pen*
	30 novembre 2014, à Lyon. XVe congrès du Front national. *Plébiscite de Marine Le Pen*
	30 novembre 2015, à Lille. Dans le cadre des élections régionales
	5 février 2017, à Lyon. Assises présidentielles. *Lancement de la campagne présidentielle du FN*
	1er mai 2017, à Villepinte. *Discours de l'entre-deux tours*.
1er mai	**1er mai 2011 à 2015**. Discours prononcés suite au défilé du Front national
	1er mai 2016. Première édition du « grand banquet national » du FN.
Université d'été et rentrée politique	**11 septembre 2011**, discours de clôture de l'université d'été du Front national à Nice ;
	23 septembre 2012, discours de clôture de l'université d'été du Front national à la Baule ;
	15 septembre 2013, discours de clôture de l'université d'été du Front national à Marseille ;
	30 août 2014, discours de rentrée politique à Brachay ;
	29 août 2015, discours de rentrée politique à Brachay ;
	3 septembre 2016, discours de rentrée politique à Brachay ;
	9 septembre 2017, discours de rentrée politique à Brachay.

ANNEXE 3 – DISCOURS DU 16 JANVIER 2011

Chers amis, ici réunis, chers militantes et militants du Front national avec nous dans tout le pays, chers compatriotes de métropole et d'outre-mer,

Je ne peux commencer cette intervention sans vous dire ma fierté de voir le Front national parvenu à mener à bien ce moment particulier de son histoire.

Je tiens particulièrement à remercier Bruno Gollnisch pour son fairplay tout au long de cette campagne et son comportement exemplaire au seuil de la grande bataille présidentielle.

Nous pouvons ensemble être fiers, mes chers amis, de cette très belle et riche campagne interne, qui a été l'occasion d'un débat fécond, sur notre projet, sur notre vision stratégique.

La loyauté et la fécondité des débats ont montré à tous les Français la maturité de notre mouvement.

À cette heure, j'ai conscience que l'éminente distinction que vous avez bien voulu m'accorder constitue une terrible responsabilité que j'accueille avec la plus grande humilité.

Je l'exercerai, soyez-en sûrs, avec la seule détermination de servir.

Mesurant le poids de la mission que vous me confiez, je serai honorée et rassurée de vous savoir à mes côtés.

Sur cette route semée d'embûches, nous leur montrerons que les hommes d'action ont pour habitude de faire de l'obstacle un moyen.

Ce vote interne a été d'une grande utilité.

Dans le combat que nous menons pour la France, il a conféré à la vision stratégique que nous défendons une légitimité directe et désormais incontestable.

Ce vote donnera à notre projet une crédibilité renforcée et donc une force particulière.

Jamais peut-être, une expression imagée de notre belle langue n'aura été aussi adaptée que celle de « passer le flambeau » ;

ce flambeau, celui du Front national, si magnifique et si prestigieux à mes yeux de militante, que je reçois, de surcroît, des mains de Jean-Marie Le Pen.

Longtemps, il n'a été qu'une petite flamme, qu'avec quelques compagnons unis par un incroyable courage et un amour immodéré de la France, le Président fondateur a tenue entre ses mains pour lui éviter de s'éteindre.

Dans sa fonction de Président d'honneur, son irremplaçable expérience comme sa sereine autorité et la rectitude de sa pensée seront pour nous, seront pour moi, un appui déterminant.

J'ai été pendant 42 ans le témoin privilégié de ce combat.

J'ai vu la droiture, la noblesse d'âme, la persévérance, la vision et parfois la bravoure avec laquelle il a assumé la direction du Front national, toutes qualités qui permettent aujourd'hui, d'affirmer qu'il s'est incontestablement hissé à la hauteur de l'Histoire.

Comme fille, j'ai vu aussi, sous la carapace du chef, les blessures causées par l'injustice du traitement fait à notre mouvement, à nos militants et donc à lui-même.

Nous avons tous une dette à son égard, la mienne est double puisque Président et père, il a largement contribué à faire de moi, non seulement la militante, mais aussi la femme que je suis.

Aujourd'hui je voudrais simplement lui dire merci.

Il y aura bientôt 40 ans, j'avais alors 3 ans, naissait le Front national.

En 1972, nous étions encore en pleine période des « trente glorieuses ».

Nous mesurons désormais à quel point il fallait une sensibilité hors du commun pour percevoir au milieu d'une société prospère et insouciante ce qui préfigurait la France dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Et nous y sommes, nous y sommes aujourd'hui. Près de 40 ans après.

Nous mesurons aujourd'hui à quel point Jean-Marie Le Pen a eu raison, à quel point les hommes et les femmes qui se sont levés depuis pour nous rejoindre formèrent et forment encore la part la plus lucide, la plus désintéressée, la plus courageuse de notre peuple.

Le peuple français, ce peuple dont le nom fut associé partout et toujours dans le monde à l'intelligence et à la liberté. Le Front national fut le mouvement des éveilleurs.

Oui, le FN est un exemple pour l'ensemble des partis politiques en France.

Il a montré sa maturité démocratique, mais plus encore, au cours de ces années passées, il a montré qu'il était bien un grand parti politique républicain.

Au Front national, nous nous souvenons de ceci : la déclaration des droits et des devoirs de l'Homme et du citoyen de 1789 déclare dans son article 2 : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme.

Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression».

Qui mieux que nous à défendu ces principes tout au long de 40 ans d'histoire politique française ?

Personne en vérité, car ces principes sont au cœur de l'ADN de notre mouvement depuis son origine.

Qui mieux que le Front national peut aujourd'hui porter ces principes ?

Oui, je le dis à tous les faiseurs d'opinions, le doute n'est plus permis : cette élection a été d'une grande utilité et le résultat ne laisse plus aucun doute.

Dans le combat que nous menons pour la France, il a conféré à la vision politique et stratégique que je défends une légitimité nette et désormais incontestable.

Ce choix, votre choix, donnera à ma candidature et à notre projet une crédibilité renforcée : la force de la clarté.

Mais plus encore, chacun sait bien désormais ce que veulent les adhérents du Front national pour la France.

À nouveau, le monde entier a les yeux braqués sur nous et sur la France.

Et les aboiements, nous ne les entendons plus.

Et la censure nous ne la voyons plus.

Et les brimades et la violence ne nous font plus peur.

Car nous sommes dans l'œil du cyclone, au moment précis où le réel rappelle à chaque instant à nos compatriotes que nous avions raison de les alerter, c'est maintenant qu'ils savent que nous disons la vérité.

Ce grand français qu'était Paul-Emile Victor racontait souvent que « ce qui l'inquiétait le plus dans l'espèce humaine, c'est qu'elle pouvait s'adapter à presque tout ».

L'état de notre pays est catastrophique, mais dans la continuité de la vie quotidienne, certains Français le perdent parfois de vue.

Il nous suffit parfois d'une petite semaine de vacances, d'un moment de détente un week-end dans un endroit qui a gardé son âme, chez nous ou ailleurs, pour qu'en revenant nous soyons saisis devant l'état de notre pays.

Je suis sûre que la plupart d'entre vous avez déjà éprouvé ce sentiment et qu'ici aussi, dans la tribune, parmi ces centaines de journalistes étrangers, beaucoup ont éprouvé en eux-mêmes ce choc : mais qu'est donc devenue la France ?

Qui pourra désormais empêcher les Français de voir la transformation de leurs villes,

l'aveulissement de nos classes dirigeantes, et des super-riches qui vendent notre travail,

notre patrimoine,

l'injustice partout,

l'injustice généralisée et la tyrannie du désordre et de la violence, le saccage de nos paysages et de notre qualité de vie,

la marchandisation de notre culture,

le règne déchaîné de l'argent,

le renoncement devant les revendications liberticides de minorités qui cherchent à nous imposer leurs valeurs ?

Qui pourra convaincre encore les Français que tout cela n'est pas vrai ?

Les manipulateurs, les idéologues, les publicitaires, les censeurs pourront mentir encore et encore ; ils le feront en pure perte, car le réel, le monde réel, parle pour nous.

Chers amis, c'est de ce moment que datera l'irrésistible ascension de notre mouvement vers le pouvoir.

De ce Congrès commencera un effort sans précédent pour transformer le Front national.

Faire de notre parti un outil de construction et de renaissance de notre pays.

Au travail spectaculaire des éveilleurs doit maintenant, à compter de ce jour, succéder celui des bâtisseurs.

Il faut maintenant faire du Front national un outil, un outil pour reprendre le pouvoir des mains de ceux qui ont trainé notre si beau pays jusqu'ici, dans l'état où il se trouve aujourd'hui.

Un outil pour que nous ayons à nouveau prise sur ce qui a prise sur nous.

Le FN sera naturellement la maison commune des Français, la grande maison des amoureux de la France. Le Front national que je présiderai sera un parti renouvelé, ouvert et efficace.

Je me fixe dès à présent pour objectif d'en faire avec vous l'instrument puissant, le plus efficace et le plus performant qui soit dans notre stratégie de conquête du pouvoir.

Voici donc ce que nous voulons et ce que nous dirons aux Français au cœur des échéances politiques des mois à venir : Nous voulons mettre en œuvre une politique basée sur la remise en ordre de l'Etat-Nation par une souveraineté recouvrée,

la revitalisation de la démocratie par la participation des citoyens aux affaires qui les concernent,

un État protecteur et efficace au service de la communauté nationale, garant de la laïcité, de la prospérité et des libertés.

Un État luttant partout contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi.

Nous organiserons la relocalisation du travail et de l'économie grâce au protectionnisme social et territorial, et ce de manière à empêcher la concurrence déloyale, le démantèlement de nos économies et la destruction de nos emplois.

Pour ce faire, nous engagerons dès notre arrivée au pouvoir un vaste train de réformes destiné à éliminer les privilèges et à mettre sur pied une politique fiscale et sociale efficace et juste.

Nous redonnerons la dignité à nos institutions et remettrons au cœur de la vie collective la passion de la solidarité, de l'équité, de la beauté et des hautes valeurs qui fondent notre civilisation.

Nous irons au pouvoir pour cela et pour rien d'autre, car c'est que veulent les Français, j'en suis certaine. C'est ce que nous voulons tous !

Nous devrons pour cela restaurer la Nation.

La sauver de l'arbitraire, des féodalités et du communautarisme, des technocrates illégitimes.

Nous voulons restaurer la Nation en l'affranchissant et en y restaurant les droits fondamentaux.

Le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple.

En un mot comme en cent, nous voulons remettre l'État entre les mains du peuple.

Si nous voulons la démocratie, si nous voulons que les Français puissent être maîtres de leur destin, c'est bien parce que nous croyons en leur bon sens, en leur lucidité.

La démocratie ne nous fait pas peur.

Pour reprendre le pouvoir sur nos vies et espérer le déposer un jour entre les mains de nos enfants, le Front national a engagé un combat pour l'indépendance et la souveraineté de la France.

En clair, nous voulons pouvoir décider chez nous de ce qui est bon pour nous.

C'est simple et c'est l'essence même de la démocratie depuis des millénaires, depuis la Grèce-Antique.

L'Europe n'est pas un califat, la France n'est pas un califat, elle ne l'a jamais été, elle ne le sera jamais.

Notre vision de la démocratie n'est pas incantatoire, mais pratique.

Nous n'envisageons pas une démocratie comme un agglutinat d'individus déracinés et dissemblables participants à des élections pour élire des candidats interchangeables :

Strauss-Kahn ou Sarko,

l'euro ou l'euro,

l'immigration ou l'immigration,

les délocalisations ou les délocalisations,

le chômage ou chômage…

Nous voulons restaurer le cadre politique de la co-mmu-nau-té nationale.

La démocratie directe est la meilleure forme de gouvernement surtout parce qu'elle est celle qui permet d'associer les citoyens, les membres d'une même communauté à la décision, à la participation en toute souveraineté et que c'est cette participation qui est garante de la responsabilité civique et du lien collectif.

Restaurer la souveraineté nationale, cela signifie d'abord sortir du carcan étouffant et destructeur de Bruxelles dans lequel on nous a enfermés malgré nous et qui nous prive de toute marge de manœuvre dans des champs entiers de l'action politique : la monnaie, la législation, la maîtrise de nos frontières, la gestion de l'immigration…

Ne nous y trompons pas en effet.

Au rythme où vont les choses, notre politique budgétaire et notre diplomatie seront bientôt complètement soumises à Bruxelles.

L'Europe de Bruxelles s'est construite en niant ou en contournant la volonté des peuples.

L'Europe de Bruxelles a imposé partout les principes destructeurs de l'ultralibéralisme et du libre-échange, au détriment des services publics, de l'emploi, de l'équité sociale et même de notre croissance économique devenue, en vingt ans, la plus faible du monde.

Cette Europe de Bruxelles nous a imposé la suppression d'administrations d'État et de services dans tous les domaines de la vie publique :

– le recul des services publics comme la Poste,

– la fermeture de tribunaux,

– la fermeture de petits collèges, de maternités, de centres hospitaliers,

– la désorganisation de l'armée, de l'éducation nationale,

– la fermeture de consulats à l'étranger,

– la suppression des directions départementales de l'État,

– la diminution des effectifs de police et de gendarmerie dans un pays qui a connu plus de 1,7 million de vol et près de 500.000 agressions pour la seule année 2009…

L'État français s'est mis au service de la bureaucratie de Bruxelles qui dévoie la belle idée d'entente européenne pour y substituer un projet technocratique, totalitaire et nuisible à nos libertés.

La souveraineté n'est pas une vieille lune pour esprit nostalgique, elle est fondamentale, elle est à la nation ce que la liberté est à l'individu.

Notre souveraineté monétaire c'est-à-dire notre capacité de défendre nos emplois, a été sacrifiée à des dogmes,

=> le dogme européiste qui procède d'une démarche supranationale c'est-à-dire fondamentalement antinationale;

=> le dogme de l'euro qui n'est plus un outil monétaire, mais un boulet que l'on tente de faire durer pour sauver à tout prix un édifice bruxellois qui ne défiera plus très longtemps les lois de l'équilibre;

=> le dogme de l'ultralibéralisme et du laisser-fairisme des bons élèves de la mondialisation alors que la Chine comme les États-Unis pratiquent un protectionnisme effréné.

Le monstre européiste qui se construit à Bruxelles et qui par imposture sémantique se présente comme « l'Europe », n'est rien de moins qu'un conglomérat sous protectorat américain, l'antichambre d'un État total, global, mondial.

Aujourd'hui, on nous parle d'abandonner aux mains de technocrates irresponsables notre souveraineté budgétaire.

Si cette éventualité venait à se réaliser, il ne resterait alors qu'à dissoudre le Parlement puisque sa fonction première de la représentation dite « nationale » est de consentir à l'impôt.

Ce nouvel abandon institutionnel marquerait la fin de la France comme État. Ainsi, après avoir rêvé l'économie sans usine, l'européomondialisme aurait fini par imposer l'idée de pays sans peuple.

Que ce soit clair ! Nous n'accepterons jamais ce crime contre la démocratie et ce crime contre la France.

Répétons-le, la clé c'est l'État. Il faut retrouver l'Etat en le remettant au service du peuple et pour cela en chasser les coucous qui en ont fait la courroie de transmission des volontés des multinationales et de l'hyper classe mondiale.

Car l'Etat est devenu l'instrument du renoncement, devant l'argent, face à la volonté toujours plus insistante des marchés financiers, des milliardaires qui détricotent notre industrie et jettent des millions d'hommes et de femmes de notre pays dans le chômage, la précarité et la misère.

L'Etat-Nation doit à nouveau s'imposer par une remise en ordre de ses objectifs et de ses méthodes.

Ce choix de la nation qu'avec vous je porterai exige de nous une grande remise en ordre de l'Etat-Nation.

Dans un pays où la Nation s'est construite par la volonté de l'État, l'une ne va pas sans l'autre.

État, Nation, sont du reste des notions qui ne vont pas de soi et il serait mortel de croire que cette merveilleuse construction serait acquise pour l'éternité.

Au final, vous l'avez compris mes chers amis, il n'y a pas en France de démocratie, pas de liberté, pas de justice possible sans l'État.

L'Etat, c'est le premier instrument au service des valeurs que je vous ai rappelées et qui sont au cœur de notre projet politique.

Ma conviction profonde est que la France et le peuple français ont plus que jamais besoin d'un État fort !

L'État et la Nation sont en effet dans notre pays indissociables.

Ailleurs souvent, l'État est perçu comme un instrument d'action collective parmi d'autres. C'est la conception anglo-saxonne, celle des pays où les nations sont plus anciennes que les États.

Ces pays s'accommodent sans difficulté d'un État minimal, à qui l'on demande de ne pas perturber le libre jeu des marchés.

La France, je le pense, ne relève pas de ce modèle.

La Nation française a succédé à l'État.

C'est l'État, à travers la constitution du domaine royal, puis la République, qui ont forgé la Nation.

Le peuple français est le résultat de quinze siècles, au moins, d'un lent et patient travail d'unification : unification territoriale, unification économique, unification politique, unification juridique et institutionnelle, unification linguistique.

Tout au long de nos quinze cents ans d'histoire, nous avons recherché l'unité qui nous singularise, mais cette unité est un joyau qu'il nous faut sans cesse chérir.

Que visaient si ce n'est la construction et la consolidation de l'unité nationale le Baptême de Clovis, l'œuvre des rois unificateurs, Henri IV et son « Paris vaut bien une messe », les bâtisseurs de nos cathédrales, les codes de Bonaparte, les hussards noirs de la troisième république, les résistants de 40 ou les soldats de notre empire ?

Nous sommes les héritiers de cette œuvre millénaire, et nous en bénéficions chaque jour, sans même nous en rendre compte !

Aujourd'hui encore, c'est l'État qui assure en grande partie l'unité de notre Nation.

Grâce à ses institutions, son armée, son école, son université, ses entreprises, son patrimoine culturel, sa ruralité et ses paysans, ses services publics, son système de protection sociale, l'État est devenu la colonne vertébrale de la France que nous aimons, de la France que le monde a admirée.

À l'heure où la crise et la mondialisation font rage, quand tout s'effondre, il y a encore l'État. « À celui qui n'a plus rien, la Patrie est son seul bien », disait Jaurès en son temps, lui aussi trahi par la gauche du FMI et des beaux quartiers !

Quand il faut réguler, protéger, innover, c'est vers l'État que l'on se tourne naturellement, parce que c'est l'État qui a la taille suffisante pour agir, la légitimité démocratique indispensable, et qu'il est inscrit dans notre ADN national.

Je l'affirme, l'État est une composante essentielle de l'âme de la France.

Malheureusement, comme aux pires moments de son histoire, notre Nation est en proie à la dislocation.

Elle connait une fracture identitaire et sociale dont même les plus béats finissent par s'épouvanter. Nos valeurs de civilisation, nos traditions comme nos modes de vie ou nos coutumes sont contestés dans de nombreux endroits, dans nos écoles, dans les lieux publics ; dans des quartiers entiers, ils perdent même totalement droit de cité.

Les Français sont victimes de discriminations organisées légalement par l'État et sont même l'objet de propos ou de violences racistes dans leur propre pays.

Soumise à une repentance névrotique, la Nation est démoralisée; elle sombre dans le pessimisme.

La nationalité est conçue comme une situation administrative qui, dans l'esprit de ses nouveaux titulaires, ne donne que des droits.

Le drapeau tricolore est brûlé publiquement et remplacé par des emblèmes étrangers ;

notre hymne national est sifflé par des voyous qui se comportent comme en pays conquis.

La carte nationale d'identité a pris la forme d'une hideuse carte de crédit que les préfectures se plaisent à délivrer à qui la demande.

Beaucoup de nos compatriotes n'hésitent plus à faire le terrible constat de n'être plus chez eux en France ou d'être contraints de composer avec des modes de vie ou des comportements individuels ou collectifs qui les heurtent.

Certains, plus faibles, silencieusement, se résignent à une dramatique assimilation à l'envers.

La puissance publique se contente d'un rôle d'arbitre, laissant libre cours au déni de justice,

à la prolifération des mafias criminelles,

à l'émergence d'arrogantes féodalités politiques ou financières ou à l'établissement de potentats locaux ayant profité à plein des effets pervers d'une décentralisation ratée;

des autorités que l'on qualifie de « hautes » pour pallier leur manque de légitimité (comme l'HADOPI), se voient indument confier des missions de justice ;

des associations privées bénéficiaires de prérogatives pénales, comme les associations prétendument « antiracistes », sont appelées à jouer les procureurs, prérogatives illégitimes qu'elles utilisent abusivement pour imposer une censure politique ou exercer un véritable racket sur les justiciables.

Dans ce grand désordre institutionnel, certains magistrats dont le rôle est d'appliquer la loi se croient autorisés à l'interpréter abusivement, réveillant ainsi le spectre des parlements de l'ancien régime et du gouvernement des juges.

L'État contre l'oppression du désordre

Face à ce délitement de l'État, les Français ressentent un double sentiment :

– Un cruel sentiment d'abandon qui s'exprime dans un silence souvent résigné

– Un fantastique sentiment d'injustice qui s'exprime par le slogan du « deux poids deux mesures »

N'en doutons pas ! Nous vivons l'oppression du désordre ; Péguy ne disait-il pas que « seul l'ordre fait la liberté ».

Et cette liberté est d'autant plus souhaitable qu'elle est indissociablement liée à la dignité.

Parce que c'est la condition première de la justice, nous rebâtirons l'État et nous lui redonnerons l'autorité, la neutralité, une conscience nationale et les moyens de fonctionnement et de modernisation dont il a besoin.

Nous devons restaurer les institutions et d'abord la première d'entre elles en rendant sa dignité à la fonction présidentielle.

Nous devons retrouver l'esprit de la Vème république en tournant le dos au zapping institutionnel du quinquennat par un mandat de sept ans non renouvelable, un mandat délivré des tentations électoralistes et des raisonnements « courtermistes ».

Pour être respecté, le Président de la République doit être respectable, c'est-à-dire s'attacher à remplir la mission première qui est la sienne : assurer l'indépendance nationale, l'unité de la nation, la capacité de défense du territoire et de commandement souverain de nos armées.

Le Président doit être le Chef de l'État et cesser d'être le Chef d'un clan, le gouverneur d'un protectorat américain, un candidat en campagne ou, même comme on l'a vu, l'agent d'une chanteuse au succès déclinant.

Dans le gouvernement doit s'appliquer une morale d'Etat qui fera des gouvernants des exemples d'éthique et de probité.

Au sein de l'appareil d'État, il nous faut retrouver l'ère des grands commis, des hussards de la République et des serviteurs de l'intérêt public ;

sans se laisser prendre par des logiques d'accaparement oligarchiques ou d'emballement « fonctionnariste », l'État doit obéir à la volonté nationale telle qu'elle s'est exprimée démocratiquement ;

il nous faut réformer les écoles d'administration pour rétablir dans la haute administration l'apprentissage du sens de l'État, du patriotisme et de l'intégrité ;

(il faut apprendre la Marseillaise aux énarques) ;

les connivences de caste ou l'esprit mondain comme les projets de pantouflage dans le privé seront bannis parce qu'incompatibles avec le service de la Nation.

Nous édifierons l'État irréprochable qui a été promis en 2007.

Nous conduirons nos administrations à s'ouvrir davantage sur le monde du privé en permettant l'embauche de personnes issues de l'entreprise, et notamment les salariés d'expérience. Nous assurerons l'égalité d'accès par le maintien des concours pour l'accès à la fonction publique.

L'État doit reconquérir tous les territoires perdus de la République et réinstaurer sa totale souveraineté sur les zones de non droit.

Il ne faut pas avoir peur de dire qu'il faut s'attaquer non pas à la délinquance (qui est un projet statistique), mais aux délinquants qui sont une méprisante réalité.

Et surtout à la drogue, véritable poison qui détruit le corps social, à son économie, à ses réseaux et à ses promoteurs.

En politique, la faiblesse est autant l'opposé de la vertu que le vice.

Face à cette délinquance qui évolue non pas à l'américaine, comme on le croyait il y a quelque temps, mais à la brésilienne, nous n'avons plus le droit de ne pas être inflexibles :

la réponse de l'Etat doit être policière, judiciaire, carcérale, administrative pour les reconduites systématiques à la frontière, et éducative.

Il faut créer des tribunaux pénaux de proximité présidés par des magistrats issus de la société civile qui jugeront dans les heures qui suivent les méfaits, les affaires les moins graves et les incivilités.

Ainsi sera réellement mise en application la politique de tolérance zéro, sans engorger les tribunaux correctionnels.

L'État doit retrouver son rôle régulateur en matière économique et se réapproprier le contrôle de certains secteurs stratégiques comme l'énergie, les transports et si nécessaire, les banques insensibles aux injonctions d'éthique.

Il doit assumer sans complexe un patriotisme économique et un patriotisme social.

L'État doit tourner le dos au rustinage fiscal, créateur d'une insécurité juridique et d'une opacité des règles.

Le besoin de transparence, d'équité, de simplification et d'efficacité nous amèneront à proposer aux Français une révolution fiscale.

Grâce à l'arme fiscale, nous impulserons des dynamiques positives en faveur de l'épargne et de l'investissement,

en faveur de la consommation relocalisée et de l'exportation,

en faveur de la valeur travail et de la réindustrialisation,

en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises.

Parallèlement, seront mises en œuvre des dynamiques dissuasives contre la spéculation, la prédation économique ou la dévastation sociale.

Malgré notre manque de goût pour les délires de bobos citadins qui confondent écologie et retour à l'âge paléolithique, le bon sens nous interdit de croire à la viabilité d'une planète dont le seul projet collectif serait de généraliser à 7 milliards d'individus le niveau de consommation et de gaspillage des ressources sur le modèle états-unien.

Voilà pourquoi nous engagerons une grande politique de « relocalisation » des productions, c'est-à-dire concrètement le rapprochement des lieux de production et de consommation afin de renforcer notre autonomie alimentaire et énergétique.

Cette politique de relocalisation profitera aux producteurs locaux et régionaux ; elle privilégiera l'emploi local et aboutira à limiter l'extension toujours incontrôlée des infrastructures de transports, et à une diminution des coûts des marchandises par une fiscalité incitative.

La relocalisation à l'embauche, à la production et à la consommation entrainera la diminution de l'impact des transports et des pollutions qu'ils génèrent, la réduction du nombre des intermédiaires garantira une meilleure traçabilité, gage de sécurité pour les consommateurs.

Cette notion de relocalisation dont nous reparlerons s'appliquera également de manière plus générale aux services publics, aux emplois et à bien d'autres domaines.

Elle sera une des clés d'une véritable politique écologique favorisant le retour à l'emploi, une production alimentaire saine et la défense de la biodiversité.

De manière plus générale, nous devons avoir le courage de dénoncer la logique consumériste.

En effet, à l'image de tous les totalitarismes, le mondialisme nous propose de forger un homme nouveau. L'homme nouveau est ce pauvre type égoïste, en errance permanente, qui n'est uni aux autres que par le partage de pulsions consuméristes.

Non, la consommation ne peut pas être l'alpha et l'oméga de nos existences, transformant les citoyens que nous sommes en simples consommateurs.

Non, nous ne voulons pas d'une société où l'avoir est plus important que l'être, où l'argent érigé en absolu est devenu une fin en soi, le critère principal d'appréciation de l'homme.

Une société dont l'horizon se limite à voir nos enfants se chercher leur identité et leur fierté au travers des marques commerciales des habits qu'ils portent, plutôt que dans la famille dont ils sont issus où dans le peuple auquel ils appartiennent.

Oui, il est une exigence pour nous de garder notre capacité d'indignation quand l'on prétend n'évaluer le bonheur des Français qu'à l'aune de leurs projets de consommation.

Oui, il faut en finir avec le règne de l'argent-roi.

En matière internationale, notre doctrine s'inspire des principes de solidarité entre les peuples et les nations.

Elle s'appuie sur le respect de tous les peuples et la prééminence des logiques régionales pour le règlement des conflits.

Notre vision de la politique extérieure exclut les logiques supranationales, condamne l'ingérence et bien sûr rejette par principe l'idée même d'une gouvernance mondiale que nous ne confondons pas avec une diplomatie attentive aux enjeux internationaux.

Nous le voyons,

nous le sentons,

nous sommes au bout d'un système.

Nos adversaires n'ont plus d'idéal à proposer et leurs projets d'avenir ne sont que des constructions marketing laborieuses et éculées.

Le mythe de leur compétence de gestion a fait long feu.

Leur rêve européiste s'est transformé en cauchemar.

Leur euro, qui devait nous apporter le bonheur, a sapé nos économies, détruit notre pouvoir d'achat et nous interdit même de préserver l'emploi français; il est aujourd'hui en phase terminale sous perfusion du FMI et ne se maintient qu'au prix d'une régression sociale sans précédent.

La mondialisation identicide s'est transformée en horreur économique, en tsunami social, un Tchernobyl moral. L'utopie de la mondialisation heureuse a vécu.

2012 : la grande alternative

Pourtant, à ce jour, nos pays n'ont pas encore fait le choix de l'alternative et en sont réduits à suivre et commenter le replâtrage d'un système qui s'effondre sous leurs yeux. Pour les Français, le choix de 2012 sera simple, clair, et même binaire :

– Soit le choix de la mondialisation c'est-à-dire de la dérégulation, de l'alignement sur le moins-disant social, de la submersion démographique, de la dilution de nos valeurs de civilisation

– Soit le choix de la Nation ;

L'État se doit d'être protecteur et non oppresseur et d'agir avec la conscience que l'intérêt national est une loi d'airain.

L'État doit être le garant, y compris contre la dérive des partis, de la stricte application des principes républicains et en tout premier lieu de la laïcité.

Dans notre pays qui a été meurtri par des guerres de religion multiséculaires, aucun culte ne doit empiéter sur la sphère publique ; la foi doit rester une affaire strictement privée et son expression ne faire l'objet d'aucune provocation.

L'État doit donc censurer et sanctionner toutes les atteintes à la loi de 1905, s'agissant par exemple de la participation publique directe ou indirecte à la construction de mosquées.

Il doit interdire l'aménagement d'horaires particuliers dans les piscines pour les femmes musulmanes ou l'introduction d'interdits religieux alimentaires dans les cantines scolaires. Personne ne doit être conduit contre son gré ou à son insu à manger hallal.

Au plan des principes, parce que cette question est centrale pour la paix publique, je répète que la République n'admettra aucune tentation théocratique. Il appartient aux fidèles de mettre leur pratique religieuse en accord avec la République.

Quant aux groupes politico-religieux qui croient pouvoir, par des empiétements calculés et des provocations organisées, imposer leur loi, ils doivent apprendre que, notamment depuis Richelieu, il n'y a pas et il n'y aura pas en France d'État dans l'État.

Parce que les dérives ont été trop nombreuses, ces principes doivent être réaffirmés et solennisés.

À l'inspiration du Comte de Clermont Tonnerre nous proclamons : « tout pour les citoyens, rien pour les communautés » : nous ferons inscrire dans la Constitution : « La République ne reconnait aucune communauté ».

Enfin, l'État doit défendre les principes contenus dans notre devise nationale liberté/égalité/fraternité qui ne sont rien d'autre que les principes chrétiens sécularisés.

De même que nous avons ramassé le drapeau tricolore que la classe politique à laissé trainer dans le ruisseau, nous relèverons les valeurs traditionnelles de la République française; les véritables défenseurs de la République, c'est nous !

Le Front national incarne l'esprit de Résistance

Le FN n'est pas simplement un parti politique, il incarne aujourd'hui en France l'esprit de Résistance,

Résistance aux féodalités,

Résistance aux injustices,

Résistance aux totalitarismes modernes que sont l'islamisme et le mondialisme.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars seront la première étape de notre marche vers le pouvoir.

Même si, je ne vous le cache pas, la situation est grave, nous savons que l'histoire de notre pays est une lutte incessante entre les forces du déclin et celles du redressement, entre ceux qui se couchent et ceux qui osent dire non, entre les élites autoproclamées qui trahissent et le peuple qui se lève.

Nous, nous sommes le peuple !

Nous savons que c'est le propre des pouvoirs faibles de composer, de subir, d'accepter, de concéder.

Le génie de notre peuple a toujours fait émerger des Français pour sauver l'honneur et, par leur détermination et leur lucidité, permis à notre pays de retrouver le chemin d'une grande ambition nationale.

D'autres Français avant nous dans l'histoire ont eu à mener le combat que nous menons aujourd'hui et qui est finalement celui de la France éternelle. Comme eux, nous triompherons !

Mes chers amis, j'aimerais vous dire en conclusion que nous devons avoir foi en l'avenir de notre pays, et comme « l'on ne transmet que la foi que l'on a », le transmettre à tous nos compatriotes.

Les Français sont un grand peuple qui possède un grand pays.

La France n'est pas petite, elle n'est pas seulement ce pour cent de la population mondiale comme le disait avec dédain Valéry Giscard d'Estaing.

Sa langue, notre langue nationale, rayonne sur les cinq continents, privilège qu'elle partage seule avec l'anglais.

La francophonie doit vibrer à nouveau, sur les terres d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique.

La France est présente dans les trois océans, elle possède le deuxième espace maritime du monde, 11 millions de kilomètres carrés, elle possède une richesse inexploitée que constituent nos collectivités d'outre-mer, en n'oubliant jamais qu'ils sont des territoires français et qu'ils doivent le rester !

Je salue d'ailleurs chaleureusement nos compatriotes d'outre-mer qui, de notre point de vue, font partie intégrante de la République française au même titre que n'importe quel territoire de métropole.

Notre territoire justement est exceptionnel ; situé au cœur de l'Europe, il est riche d'une diversité exceptionnelle, que Fernand Braudel a su dépeindre avec éclat.

Nous sommes en pointe dans nombre de secteurs économiques, le nucléaire, l'aéronautique, l'agroalimentaire, le spatial.

Notre agriculture, malgré ses inégalités et la souffrance des agriculteurs, est devenue puissante, elle est la deuxième du monde.

Nos ouvriers, nos ingénieurs, nos chercheurs, nos étudiants font l'admiration du monde entier. Il y a un génie français qui se perpétue, capable du meilleur quand on sait le mobiliser et le faire vivre.

France rime avec beauté et culture.

Nous avons un patrimoine culturel, littéraire, artistique, architectural, religieux, culinaire unique au monde, qui nous permet aussi d'être de loin la première destination touristique de la planète. Ce n'est pas rien.

Nous sommes le pays des idées, du débat, nos penseurs et nos philosophes sont enseignés partout.

Admirée dans le monde entier pour ce qu'elle a apporté à l'humanité, la France est écoutée, suivie, soutenue, à condition qu'elle sache parler juste.

Les clés de la réussite, de la prospérité, du rayonnement et de la grandeur française sont donc entre nos mains et dans nos cœurs ! Nous avons toutes les raisons de retrouver la fierté de ce que nous sommes, de cette France éternelle qui fait vibrer l'humanité toute entière depuis des siècles, et dont nous sommes les héritiers !

Menons dès aujourd'hui ce combat pour la France, soyons chaque jour plus nombreux, plus forts, dans nos villes, dans nos campagnes et nos villages.

J'appelle le peuple de France à nous rejoindre, de toutes ses forces, de toute son énergie, de tout son cœur !

À tous les Français, et à vous mes amis, je vous le dis :

Les plus beaux jours sont ceux que nous allons vivre.

Vive le Front national, Vive la République Vive la France !

ANNEXE 4 – DISCOURS DU 30 NOVEMBRE 2014

Chers amis,

Chers compatriotes, d'ici et d'au-delà des mers, présents par la pensée ou par les ondes avec nous,

Chers amis également qui sont en salle de retransmission puisque cette salle n'était pas assez grande pour tous nous accueillir. Bienvenue

Je souhaite, pour commencer ce discours, remercier tous les intervenants à notre congrès, en féliciter les organisateurs ainsi que notre nouveau comité central et notre nouveau bureau politique.

Je remercie évidemment du fond du cœur les adhérents qui m'ont renouvelé leur confiance à la tête de notre mouvement.

Qui aurait pu anticiper ce 16 janvier 2011 à notre dernier congrès il n'y a même pas quatre ans, les victoires décisives que nous allions bientôt remporter, le triomphe politique qu'allait connaître notre mouvement.

Nous étions alors, quand je parlais de nos ambitions, pleins de cette fougue et de celle allant, l'allant des bâtisseurs après celui des éclaireurs. Sûrs du chemin tracé par nos prédécesseurs, il nous appartenait de construire l'avenir.

Nous étions conscients de nos forces, de notre énergie et de notre détermination. Mais nous n'imaginions pas que nous pourrions aller aussi vite et aussi loin.

Qui aurait pu imaginer à ce moment de la vie politique, pourtant pas si lointain, que nous accomplirions tant d'exploits ?

Nous avons obtenu un résultat sans précédent à l'élection présidentielle. Nous sommes entrés à l'Assemblée nationale et au sénat. Nous avons fait élire des maires, et pénétrer

maints conseils municipaux. Nous sommes devenus le premier parti de France aux élections européennes, rassemblant un quart des suffrages.

Au-delà de nos conquêtes électorales, notre mouvement s'est modernisé. Il a largement commencé à s'implanter localement, à former ses cadres, à s'ouvrir à la société civile, et surtout, il a dans le cœur des Français fait des progrès inespérés.

Nos idées ont envahi le débat public. Nos propositions sont au centre des discussions politiques. Notre dynamisme est dans toutes les conversations. Les stratégies de nos adversaires se déterminent en fonction de nos poussées électorales successives, à tel point mes chers amis, qu'il ne fait aujourd'hui plus aucun doute pour personne, que nous serons au second tour de l'élection présidentielle de 2017.

Et mieux. Chose inimaginable il y a encore quelques années, l'ancien Président de la République et le nouveau se bagarrent aujourd'hui pour savoir qui montra sur la deuxième marche.

On résiste à l'invasion des armées, on ne résiste pas à l'invasion des idées disait Victor Hugo.

Soyez surs mes chers amis, et pardonnez-moi de commencer par ces perspectives, mais elles sont les seules désormais qui doivent compter aujourd'hui pour nous, que le combat que nous menons, il est entièrement tendu vers un objectif et un seul : arriver au pouvoir pour le rendre au peuple et redresser notre nation.

C'est notre objectif. C'est notre ultime ambition. Et elle est désormais à portée de main, par notre accession au pouvoir, faire renaître la France. Voilà notre seul et unique but.

Si je commence mon discours en vous retraçant nos succès et en vous disant d'emblée nos objectifs, c'est qu'il est nécessaire aujourd'hui de prendre un peu de hauteur face à l'accélération du temps présent, et de resituer notre action dans une perspective historique. Car l'histoire va vite mes chers amis. L'histoire va vite et elle laisse malheureusement ceux qui ne prennent pas le temps de la comprendre sur le chemin, tels des spectateurs désabusés et impuissants de l'évolution du monde.

La mondialisation a profondément affecté le fonctionnement des principales puissances planétaires, dont la France. La mondialisation a d'une manière rapide et brutale changé les conditions de circulation des hommes, des marchandises et des capitaux.

La France, plus que d'autres nations a subi cette évolution du monde. Sans chercher à en maîtriser les effets. Sans savoir profiter de ces potentialités, aveuglées par des dirigeants qui voyaient dans cette mondialisation l'extension de leur terrain de jeu, mais jamais les gigantesques dangers qu'elle pouvait receler.

La France a subi plus que d'autres la mondialisation du fait, certes de politiciens trop heureux d'être dans le sens du courant, mais pas seulement.

La France a plus subi que les autres parce que la France s'est peu à peu enferrée dans le projet fou de l'UE. La construction européenne, petite au départ, animée de bonnes intentions surement, mais qui peu à peu détournée de ses objectifs initiaux est devenue un terrible catalyseur de la violence de la mondialisation.

Elle a surtout théorisé la mondialisation, la transformant en une idéologie : le mondialisme, qui interdirait tout obstacle à la loi du commerce, comme le sont naturellement la famille, l'identité, la nation, les racines, les frontières, l'État stratège. Ou même toute tentative de régulation de cette loi du commerce censée soi-disant se réguler toute seule.

Peu à peu, cette Union européenne qui nous a été vendue comme un outil ente les mains des peuples, visant à améliorer leur prospérité, leur sécurité est devenue une fin en soi, au service exclusif de quelques-uns, les peuples eux étant réduits à de simples jouets entre leurs mains.

Incroyable retournement de situation.

Du coup il n'est pas surprenant hélas que cette UE soit devenue dans le même temps une usine à sécréter des chômeurs, une usine à générer de la pauvreté, de la désespérance, une auberge portes grandes ouvertes accueillant via une immigration massive toute la misère du monde. Un laboratoire d'expérimentation du communautarisme, du multiculturalisme et de l'uniformisation. Et un gigantesque parc d'attractions pour les multinationales, les marchés financiers et les technocrates qui leur font la courte échelle.

Il suffisait, pour parfaire le tableau, de mettre à sa tête le chef d'un paradis fiscal, après avoir placé le responsable d'une banque d'affaires à la présidence de sa banque centrale, ce qui fut fait sans faiblir.

Et pendant que d'autres pays s'armaient dans la mondialisation, renforçant le contrôle de leurs frontières, comprenant que pour jouer à armes égales avec les pays émergents et leur concurrence déloyale, il fallait se protéger et donner de la vigueur à sa propre économie nationale, nous avons laissé la mondialisation balayer nos usines, notre agriculture, nos valeurs, nos modes de vie, notre identité, notre système de protection sociale, notre organisation institutionnelle.

L'État entre leurs mains, restés bras ballants, sans orientations ni objectifs de protection des populations, nos dirigeants regardaient sans réagir la mondialisation heureuse devenir une mondialisation affreuse.

L'examen clinique, mes amis, ne doit pourtant pas susciter de fatalisme. Les solutions existent pour redresser la France. Et je suis de toute la classe politique la plus conquérante la plus conquérante, concurrente ça viendra, et la plus déterminée à les mettre en œuvre.

Je crois en la France. Je continuerai à croire en elle quand bien même elle serait plus mal encore. Car je sais que sa faiblesse actuelle n'est pas due à je ne sais quel sens de l'histoire. Mais bien qu'elle est la conséquence de choix politiques ineptes. D'erreurs accumulées, de constats erronés et de médications qui tuent le malade. Mais j'alerte les Français. C'est mon devoir en tant que future candidate à la magistrature suprême. J'alerte les Français sur un point essentiel.

La France est aujourd'hui à la croisée des chemins. Elle est à un moment de son histoire où la mondialisation et l'Union européenne sont en train de faire d'elle un pays différent. Un pays qui perd son âme. Un pays qui ne se reconnait plus lui-même, qui se transforme progressivement en un simple territoire sous tutelle, organisé en communauté quand ce n'est pas en bande. Nous devons à cette heure où des réponses doivent être données, de graves décisions doivent être prises, nous poser la question. Quel modèle de société voulons-nous ?

Il faut être capable, et je le fais, même si le reste de la classe politique s'y refuse, de prendre de la hauteur, de se mettre en position de comprendre les évolutions contemporaines du monde. Nous avons le droit en tant que citoyens de nous poser des questions. Nous avons le droit de nous interroger sur ce qu'on nous sert chaque jour comme des vérités révélées. Le devoir de réfléchir, de comprendre la logique dans laquelle nous sommes embarqués. Nous ne sommes pas obligés de suivre aveuglément les leaders d'un processus qui emmène la France et avec elle son peuple sans que plus personne ne sache quel prix sera à payer. Quelles pertes irrémédiables nous subirons.

Quelle société on nous réserve. Et ce qui restera de cet équilibre subtil qui faisait de notre pays un pays à part que nous enviait le monde.

N'est-il pas tant ensemble, peuple de France, de rompre avec la gigantesque supercherie que représente le faux choix entre la droite et la gauche depuis des décennies. Ces partis, faut-il le rappeler, qui portent la responsabilité intégrale de notre situation et qui osent encore tenter de faire croire qu'ils pourraient représenter un renouveau pour notre pays.

Mais, enfin. Enfin, enfin. Écoutez ceux qu'ils disent. Mais regardez ce qu'ils font.

Ils nous bercent de mots dont ils ont consciencieusement vidé le contenu. Ils multiplient les accusations en miroir. Vous savez ? Cette méthode de propagande qui consiste à accuser ses adversaires des crimes qu'on est en train de commettre ou qu'on a déjà commis contre lui.

Ils parlent. Ils parlent sans cesse de la République. Oubliant d'ailleurs souvent qu'elle est française, ce qui détermine son contenu. Et pour mieux masquer qu'ils sont en réalité en train de la tuer. Et plus ils répètent ce qui n'est plus qu'un mot pour eux, plus ils en détruisent le sens et l'essence.

Ainsi, la République qui devait être indivisible selon notre constitution, vous l'avez vu et sur instruction de la commission européenne, démantelée, morcelée, charcutée. Des siècles de construction patiente, d'organisation, d'équilibre des territoires, jetés aux orties. Fantastique retour en arrière, que ces treize régions qui pourraient comme à l'époque mérovingienne s'appeler Austrasie, Neustrie, Burgondie et autres Septimanie et devaient être données à des roitelets.

Les mêmes rois fainéants qui se partageaient le territoire au gré des héritages et des rapports de force. Cette désorganisation du territoire qui achèvera la désertification de nos campagnes. Il faut que vous en soyez convaincus, et qui permettra, ainsi au pouvoir de fermer les derniers services publics qui y opéraient encore, laissant des millions de nos compatriotes relégués à la marge. À la marge des bassins d'activité économique. À la marge des centres de décision politique. Et bien nous n'en voulons pas.

Pas d'une France séparée entre ceux qui prendront le train et ceux qui les regarderont passer.

Entre les régions pauvres et les régions riches. Entre ceux qui auront le choix de leur école et ceux qui verront fermer les écoles. Entre ceux qui auront encore les moyens

d'être dans les bassins d'emplois et ceux qui seront rejetés à la périphérie. Nous nous opposons aussi, car nous n'en parlons pas assez, avec la plus grande vigueur au largage de nos outre-mer que ces boutiquiers jugent avec leur vision comptable et résument bien souvent à combien ça coute ?

Permettez-moi d'ailleurs de saluer tout particulièrement, parce qu'ils ont tous fait le déplacement et sont avec nous, dans cette salle, les représentants du Front national d'outre-mer, de la Réunion, de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie, de Guyane, de la Martinique, de Guadeloupe, de Polynésie, et de Saint-Pierre et Miquelon.

Mais ces territoires sont aussi la France. Et plus particulièrement des bouts de France qui font de notre pays la deuxième puissance maritime du monde avec près de 10 millions de km carrés.

Qui seront demain, pour peu que l'on développe une grande politique, une grande vision d'investissement dans ce que j'ai appelé l'or bleu. Autant de ports d'où partiront nos navires, nos scientifiques, nos nouvelles industries innovantes de l'énergie, du médicament, du traitement de l'eau, de sa désalinisation donc aura besoin un monde qui courra après l'eau potable. Ainsi probablement que nos futurs champs qui aux côtés de ceux de nos campagnes serviront peut-être demain de greniers sous-marins. Un chantier pourtant aussi enthousiasmant que le fût la conquête de l'espace. Et bien au lieu de cela, François Hollande va en Nouvelle-Calédonie déclarer sa neutralité concernant le référendum sur l'indépendance.

Comme s'il s'agissait d'arbitrer entre deux écuries socialistes. Il entérine au passage un processus électoral qui interdit aux Français qui n'ont pas dix ans de résidence sur l'île française de voter alors que dans le même temps, le parti socialiste réclame en métropole le droit de vote pour les étrangers.

Ils n'ont que le mot unité à la bouche, mais se déchirent à belles dents dans leur propre parti et laissent notre territoire se diviser, s'effriter, regardant dans des quartiers de plus en plus nombreux s'opérer de véritables transferts de pouvoir. À des gangs, à des bandes, à des mafias criminelles ou religieuses qui mettent ces portions de territoire en coupes réglées et y imposent leurs propres règles, leurs propres lois.

La violence ou l'intimidation y sont la norme. Les voyous, les fondamentalistes s'y érigent en policiers et en juges. Et l'État, la puissance publique, en disparaît progressivement par lâcheté, par la faiblesse d'une classe politique qui pour une partie d'entre elle n'a rien vu et pour l'autre n'a rien voulu voir.

Ces choses-là nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. Alors on subventionne, sous couvert d'associations, les gros caïds ou les petits d'ailleurs. On encourage le multiculturalisme, la fragmentation. On en appelle au respect des autres à défaut d'être soi-même respecté. On organise la société en communauté. Oh. D'abord séparées, mais bientôt confrontées, en espérant que quelques clientèles nous seront redevables le jour du vote. Voilà ce qu'ils ont fait de la République une et indivisible. Couverture en patchwork, que chaque communauté ethnique, religieuse, sexuelle essaye de tirer à elle en en faisant chaque jour un peu plus craquer les coutures.

Notre constitution nous rappelle que la République est sociale. Ha. Sociale.

Ils font rouler ce mot dans leur bouche comme un bonbon, mais qui fond à vue d'œil. Où sont les progrès ? La construction d'un monde meilleur, l'égalité des changes, la solidarité quand la loi de la jungle est devenue la règle, quand le pouvoir d'achat s'effondre, que nos retraités se voient contraints de vivre avec des retraites gelées, surtaxées et souvent misérables.

Que les classes moyennes, les familles et les entrepreneurs sont sacrifiés à une politique d'austérité qui les écrase par l'impôt et les taxes, alors que les multinationales et les marchés financiers n'ont jamais enregistré de résultats aussi insolents.

Mais quelle république sociale quand le chômage atteint des sommets vertigineux ? Depuis hier, 5 822 000 chômeurs officiels.

Auquel il faudrait tout de même rajouter, pour toutes les raisons que j'ai expliquées tout à l'heure, les chômeurs d'outre-mer, jamais comptabilisés, en raison d'un scandale statistique, comme s'ils étaient moins français que les chômeurs de métropole. Soit 6 155 100 chômeurs officiels. Et la réalité oblige à dire mes chers amis qu'ils sont bien plus nombreux. Et vous le savez. Il faut ajouter ceux qui ayant plus de cinquante ans, et savent qu'ils n'ont hélas aucune chance de retrouver un emploi, n'osent même plus s'inscrire à pôle emploi. Ceux que l'on place en stage, en préretraite, en formation afin de planquer les chiffres. Et la cohorte de ceux qui se contentent d'un temps partiel subi. Ou encore les centaines de milliers de salariés, dégoutés par l'échec de leur parcours de recherche d'emploi et qui ne voulant pas baisser les bras, les courageux, se sont inscrits comme autoentrepreneurs pour essayer de s'en sortir.

Mais quelle pire violence que la recherche infructueuse d'un emploi ? Le sentiment que l'on n'a pas sa place, qu'on ne vous donne pas votre chance, que l'on ne peut pas par un travail dignement payé faire vivre sa famille, se constituer un patrimoine, faire des projets d'avenir pour les siens et avec eux. Quel déséquilibre profond et ravageur

engendre dans notre société ce chômage massif ? Déséquilibre que ne peuvent exprimer des chiffres ou des courbes. Quelle république sociale quand l'école de permet plus aux fils d'ouvriers, d'agriculteurs, d'employés, de petits fonctionnaires d'espérer l'accès aux grandes écoles, réservées aux enfants de ceux qui par leur fortune ou leur naissance peuvent pallier les carences du système éducatif.

Quand l'honnêteté, le travail, le mérite, le bénévolat sont suspects, et que sont encouragées la magouille, l'optimisation fiscale, l'avidité, la violence des relations sociales, la guerre de tous contre tous. Quand des *spin doctors* Allemands demandent à des Français qui vivent et font vivre leur famille avec 1130 euros nets par mois s'ils ne pouvaient pas quand même essayer de vivre avec un peu moins.

Quand les adorateurs de l'euro sacrifient tout, notre modèle social, nos services publics au nom de cette monnaie totem. Il est temps de mettre un point final à cette aberration antiéconomique et antisociale et d'adopter une monnaie nationale.

Alors, mes amis, ils parlent aussi souvent vous avez remarqué, de démocratie. Ah ça, ça parle. Il faut qu'ils arrêtent de nous parler de démocratie et encore moins de référendum s'il vous plait. Parce que ça fait tout de même des décennies qu'ils ont concocté des modes de scrutin qui laissent des millions de français sans voix, sans représentants ou si peu. Sans pouvoir politique dans le but exclusif de continuer à se partager le pouvoir dans le dos du peuple. Écoutez ce qu'ils disent, mais regardez ce qu'ils font.

Ils ont, UMP et PS, trahi vous le savez le peuple en 2008 de la manière la plus cynique qu'il soit, en violant les résultats du référendum sur la constitution européenne. Mais souvenez-vous. Quand Nicolas Sarkozy est intervenu avec Angela Merkel pour interdire l'organisation d'un référendum en Grèce quand le peuple grec allait rejeter la potion mortelle de la Troïka. Souvenez-vous qu'il a supprimé de la constitution française l'exigence d'un référendum pour tout nouvel élargissement de l'UE. Et il ose encore, toute honte bue, venir parler de référendum ?

Il est vrai, il est vrai que toute République n'est pas démocratique, mais la nôtre est censée l'être. Et au-delà des modes de scrutin se pose en amont la question de la souveraineté. S'il s'agit d'élire des représentants qui n'ont plus aucun pouvoir, mais quid de la démocratie ? Mettre un morceau de papier carré dans une boite en plastique n'est pas suffisant si l'ensemble des pouvoirs ont été transférés en d'autres mains que vous n'avez pas choisies. Or c'est exactement le cas aujourd'hui. Dépourvus de notre

souveraineté territoriale, législative, économique, monétaire, budgétaire. Nous élisons en réalité des pantins.

Du fait du transfert de nos souverainetés, la République démocratique française n'est plus qu'un leurre. Je n'aurai pas la cruauté d'évoquer la République laïque, qui n'est plus qu'un souvenir évanoui par des années d'immigration massive, de soumission aux revendications des fondamentalistes. Tout y passe, le contenu des manuels scolaires, les repas dans les cantines, les horaires séparés dans les piscines, les vestiaires, les jours fériés, les exigences vestimentaires, la construction de salles de prières.

Les pouvoirs publics ont cédé, les entreprises bricolent des règlements intérieurs pour tenter de résister à la pression, l'école plie, dépassée par le nombre et lâchée par sa hiérarchie elle-même engluée dans le politiquement correct. Les maires financent les mosquées. L'argent de pays qui soutiennent le fondamentalisme coule à flots. On fait de l'UOIF, l'union des organisations islamiques des France, parrainée par Nicolas Sarkozy l'interlocuteur privilégié, quand même hein, de l'État, alors que les Émirats arabes unis, pays qui luttent pied à pied contre le fondamentalisme vient de l'inscrire sur la liste des organisations terroristes.

La ministre de l'Éducation nationale encourage les mères qui portent le voile à être accompagnatrices des sorties scolaires, contre nos lois. Sourdes d'ailleurs aux avertissements de Malika Sorel, ancien membre du haut conseil à l'intégration, qui disait je la cite "une femme qui se voile devient pour les autres musulmanes une leçon de morale ambulante". Quel progrès en effet.

On accuse ceux qui dénoncent le fondamentalisme d'être des islamophobes, mettant ainsi tout le monde dans le même sac et interdisant la moindre critique contre les agissements de l'Islam radical. On ne rend au passage pas service à la majorité des Français et Françaises de confession musulmane qui n'ont pas du tout envie eux de vivre à Benghazi. Et puis on se lamente. On se lamente sur les jeunes partis faire le jihad en se demandant ce qu'on a raté.

Tout. Tout messieurs Sarkozy et Hollande, vous avez tout raté !

Messieurs Sarkozy et Hollande. Il vous a été confié un trésor : la France. Un diamant : son peuple. Et vous avez abimé l'un et abandonné l'autre.

La réalité est que les seuls qui devraient encore être autorisés à parler de République française, c'est nous, car nous sommes les seuls à en être les garants. C'est nous qui défendons en toutes circonstances son unité, son indivisibilité, son caractère social laïque et démocratique. C'est nous qui nous battons pour notre drapeau bleu blanc rouge.

C'est nous qui défendons sa langue, le français.

C'est nous, mes chers amis, nous qui seuls avons au cœur son si beau principe, le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. C'est nous et nous seuls. Alors, le constat de leurs politiques est sans appel. Oh ils auront beau trafiquer, mentir je ne sais quelle statistique ou chiffres officiels pour nous faire croire que depuis l'euro les prix n'ont pas grimpé, que l'insécurité baisse, que l'immigration est une chance pour la France, que le niveau de vie est stable, que notre école fonctionne très bien, la preuve presque 100% des jeunes ont le bac, certains mêmes sans savoir lire.

Nous, voyez-vous, nous savons que ce que le peuple français leur a confié, ils en ont fait le pire des usages. Leurs gouvernements ont porté la guerre partout, avec ou sans l'aide de L'UE. En Iraq, en Libye, en Syrie, en Ukraine. Le suivisme américanophile a remplacé une diplomatie libre et indépendante tout en effondrant nos capacités de défense et en sacrifiant à une stratégie d'économie facile notre sécurité et celle de notre armée.

Contre la volonté du peuple, et ce depuis des années, ils ont continué à mettre en œuvre la même politique d'immigration qui voit entrer des centaines de milliers de personnes légalement ou illégalement sur notre territoire.

Messieurs Sarkozy et Hollande, la société que vous avez promue est injuste et violente. Cette violence se ressent partout. La masse des délinquants des villes est rejointe par celle des délinquants des champs, faisant exploser tous les compteurs de l'insécurité. Mais comme je le disais, cette violence elle se ressent aussi dans les rapports sociaux, dans l'entreprise, dans l'angoisse du déclassement, de la précarité. Nos ouvriers, nos agriculteurs ont été livrés à la concurrence sauvage, priés de marcher ou de crever, confrontés à l'injustice d'une compétition dont nos dirigeants ont faussé les règles du jeu.

À nous la monnaie trop chère, le respect à la trique des normes de plus en plus couteuses et exigeantes. À eux les pays émergents, la liberté de faire comme ils l'entendent, de faire travailler des esclaves, de polluer la planète, de prendre à la légère la sécurité des consommateurs. Et vous osez appeler ça de la concurrence non faussée ?

Mais dans ce simulacre de concurrence, nous étions perdants d'avance.

Leur monde fait la part belle au plus brutal, au plus cynique, au plus violent, humainement et économiquement, et l'un dans l'autre, dans leur société, le crime qu'il soit pénal, économique ou financier paye.

Ils ont inversé nos valeurs, au point que notre peuple désorienté ne sait plus à quel saint se vouer. L'incompréhension face à ce renversement des valeurs nous étreint. Légitimement, la perte de nos repères angoisse. Brutalement notre pays et la nature des relations sociales nous est devenu étranger. Il semble ne plus exister de codes communs, de façons d'êtres communes, de réflexes communs, et l'ordre des priorités est totalement inversé.

On est aujourd'hui complaisant avec les voyous et intransigeant avec les honnêtes gens.

Durs avec les petits patrons, ces entrepreneurs qui mettent sur la table leur énergie, leur argent, leur réputation, leur patrimoine, leur temps. Et tendre, tendre avec les patrons commis des sociétés du CAC 40 frais et moulus des grandes écoles qui sautent avec un parachute doré après avoir délaissé des entreprises qu'ils n'ont pas créées de quelques centaines ou milliers de salariés accusés de grignoter les profits boursiers.

Ils tentent de discréditer tous ceux qui refusent leurs modèles économiques qui défigurent le monde et leur immigration massive qui dilue les identités. Nous taxant un coup d'être d'extrême droite, un coup d'être d'extrême gauche. Alors que, rejetant tant l'ultra-étatisme qui congèle que l'ultra-libéralisme qui écrase, nous sommes en réalité les seuls raisonnables. Conscients que l'État ne doit pas s'interdire d'orienter l'économie, mais que celle-ci doit rester fondée sur la liberté d'entreprendre.

Que l'État, pour peux qu'il soit l'instrument de la souveraineté populaire, doit protéger, réguler, édicter les règles du jeu afin de créer pour les entrepreneurs un environnement sain et favorable au développement serein de l'économie, et que l'on attend de lui aujourd'hui, en situation de crise économique terrible, de porter une stratégie de réindustrialisation et de protectionnisme économique.

Dans certaines écoles, les bons élèves rasent les murs terrorisés par les cancres finissant ainsi de ruiner un ascenseur social qui avait jusqu'à il y a encore un certain temps assez bien fonctionné quand même. Des personnes âgées regardent ébahies, s'allonger la liste des médicaments qui ne seront plus remboursés, quand des clandestins se font prendre en charge à 100% dans nos hôpitaux au bord de l’asphyxie.

Les grandes surfaces préparent les linéaires qui accueilleront les médicaments que leur réforme des professions règlementées leur permettra de vendre et que nos pharmacies de campagne ne vendront plus puisque, du coup, elles auront fermé.

Les banques, qu'ils ont inondées d'argent public, reconstituent leurs propres fonds en refusant aux entreprises, dont le carnet de commandes est plein, un peu de trésoreries, entraînant leur faillite et la mise au chômage de leurs salariés.

Les policiers et les gendarmes sont priés de se et de nous défendre face aux criminels en utilisant des pistolets à bouchon fabriqués en Chine et labellisés par l'Union européenne.

Ils inaugurent des musées de l'usine, là où hier s'érigeaient des usines, comme à Florange. Ils organisent la préférence étrangère à l'emploi en soutenant une directive qui détache des travailleurs à bas cout social pour les mettre en concurrence avec nos salariés sur notre territoire. Ils expliquent donc aux Français que, précisément parce qu'ils sont français, ils devront passer derrière ceux qui ne le sont pas. Ils disent, ils disent que tout le monde peut venir chez nous, alors que nous n'avons plus rien à offrir, pas même aux nôtres. Charité bien ordonnée commence donc maintenant par les autres.

Ils pensent que, ils pensent que l'on peut traiter l'homme comme une chose et la femme comme une poule pondeuse dont on pourrait louer le ventre, ce que certaines instances supranationales voudraient d'ailleurs imposer. Que d'ailleurs, mes chers amis, tout s'achète et tout se vend alors pourquoi pas ça ?

Ils disent que la Grèce va bien et que la Suisse va mal.

Ils sont ravis d'aller inaugurer des usines en Algérie quand le record de fermetures d'entreprises a été pulvérisé l'année dernière.

Ils nous expliquent que la meilleure équipe de foot est celle qui a les joueurs les plus chers, que c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il faudrait les exempter des impôts que payent tous les autres. Que la Russie est une vilaine dictature et le Qatar une gentille démocratie.

Ils ne sont pas à une contradiction près. C'est le moins qu'on puisse dire. Je les ai vus applaudir à tout rompre il y a quelques jours au parlement européen la belle déclaration

du récipiendaire du prix Sakharov quand il a dit, je cite, "notre nation, la République démocratique du Congo - il est congolais - nous appartient, ses ressources naturelles et humaines, ses institutions, son destin, relèvent tous de notre responsabilité, c'est à nous le peuple congolais de façonner nos lois, notre justice et notre gouvernement pour servir nos intérêts à tous et pas seulement ceux de certains." Mais à nous, ils nous interdisent, nous français, de dire et de penser la même chose.

Ils essayent de convaincre le peuple que son identité est modifiable, sa culture discutable, son histoire contestable, et ses sentiments méprisables. Ils disent que l'homme nouveau n'a besoin ni de passé, ni de nation, ni vraiment de famille. Qu'il peut être de nulle part, que son horizon est l'immédiateté. Sa richesse équivalente à ses richesses, quand tout nous dit que nous sommes d'une famille, d'un peuple, d'un pays, d'une histoire, d'une culture, d'un héritage. Un animal social qui ne vit pas que de pain, mais de relations humaines. Membre d'une communauté, la seule que nous reconnaissons. La communauté nationale avec qui nous partageons ce fond indivisible d'impressions, d'images, de souvenirs et d'émotions.

Vous voyez, redécouvrir notre démocratie, remettre notre société à l'endroit, se réapproprier notre pays, rétablir notre économie, mais aussi redevenir maîtres du temps passé, présent et avenir, voilà notre ambition.

Car ils ont même réussi à tordre le temps, à faire disparaître le temps long, celui qui fonde pourtant les civilisations et qui est le gage de l'équilibre des sociétés. Permettez-moi de raconter une anecdote. Deng Xiaoping interrogé à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française sur son jugement sur celle-ci répondait "laissez-moi un siècle pour me prononcer, il est encore un peu tôt pour en juger". Et oui, mais, vous savez la soumission de notre classe politique au court-termisme a dévoré nos sociétés.

La pression des marchés n'est pas la première raison d'une transformation plus profonde qui affecte la condition humaine toute entière, car le choix du court terme n'est rien d'autre que l'effet de la révolution moderne. Celle de la sortie de la spiritualité, celle aussi de l'avènement de l'individu absolu comme seul auteur de son histoire.

L'idéal de jouissance immédiate a vidé toutes les autres passions humaines de leurs promesses. Quel meilleur exemple que celui donné par la puissance américaine ? Colosse aux pieds d'argiles qui tente de retarder son déclin en misant tout sur le présent, l'exploitation outrancière des gaz de schiste avec 500 000 forages actifs, témoigne d'une volonté manifeste d'engranger un maximum de bénéfices sur le quelques décennies au risque de saccager les sous-sols d'un continent pour plusieurs siècles.

Ah oui. Après avoir volontairement oublié le temps d'avant, celui des livres d'histoire, d'ailleurs quasi disparus des programmes scolaires, nos élites ont imposé cette idée folle, l'histoire commencerait avec elles et elle s'éteindrait avec elles.

Avant eux le néant, après eux le chaos.

Ayant fait, mes chers amis, ce constat alarmant, nous devons, nous nous devons de réinsuffler le respect du long temps. Mais pour sortir de l'obsession du court terme, il faut le désir des choses qui durent. Des choses qui se transmettent et des choses qui ne se vendent pas, qu'elles l'emportent sur l'appétit du rendement, de l'instant et du jetable et le refus du gaspillage. Il suffit d'y penser un moment. Nous sommes sommées regardez, sous peine d'être taxés d'archaïsme, de nous ébahir devant le meilleur des mondes préparé par les expérimentations technologiques et d'ailleurs si bien symbolisé aujourd'hui par l'investissement financier massif de gigantesques multinationales dans le transhumanisme. Cette théorie qui cherche à faire euh- de euh- l'homme euh- un homme nouveau, construit technologiquement et qui ne pourrait plus mourir. Un homme éternel.

L'idéologie du métissage qui se pare bien à tort des plumes de la diversité a un seul effet, camoufler l'extinction accélérée de la diversité des sociétés humaines. Nous disons que la libération de nos sociétés de l'obsession de la finance qui ravale les citoyens au rang de simples consommateurs. La reconstruction des fonctions régaliennes garantes de la paix de nos territoires et l'adhésion à l'idéal national d'unité et de progrès passent par la capacité à raconter une grande histoire.

Celle qui fait vivre plus grand, plus large, plus fort. Ce grand récit français que les petits esprits habiles ont cru malin de déconstruire, de mépriser ou d'insulter sans mesurer qu'ils détruisaient l'espace commun où tous les Français pouvaient se retrouver pour entreprendre, pour investir et pour espérer.

L'intérêt national, mes amis, l'intérêt national est le meilleur des placements. L'intérêt collectif est le plus rémunérateurs de tous, quand il est garanti par une frontière, une identité et une unité nationale.

Réapprendre à dire nous, savoir que l'entreprise d'aujourd'hui servira pour nos enfants et pour les enfants de nos enfants. Retrouver confiance dans un progrès comme promesse de mieux vivre, pour eux et pour ceux qui viendront après eux. Quand ce fil sera renoué, quand le lien entre français et entre générations sera retissé, alors la

confiance et l'unité offriront les conditions du développement et de la croissance, la vraie, celle qui rend plus fort, plus juste, plus vivant et plus grand.

Ainsi, ainsi nous entendons ce que vous dites et nous voyons ce que vous faites, mesdames et messieurs qui nous dirigez depuis des décennies. Et nous avons décidé de vous laisser. Sereinement, simplement, tranquillement. De reprendre notre destin en mains, de remettre notre pays sur pieds, de nous réapproprier notre bien, notre nation, de redevenir les fruits de notre civilisation française et de redéfinir les choix cruciaux qui seront ceux de notre survie.

Et nous allons le faire avec le Front national.

Notre mouvement, notre mouvement devenu le cœur de la vie politique puisqu'elle bat maintenant à son rythme, sera demain le levier du grand basculement démocratique et populaire qui marquera notre accession au pouvoir en 2017.

Le peuple pressent ce grand basculement démocratique majeur et envoie des signes clairs de sa prédisposition à nous faire confiance. Encore faut-il y répondre par des signes clairs, sans ambiguïté, en lui rappelant que nous ne concevons de démocratie qu'en son intérêt et pas son intermédiaire. Aucune des grandes décisions qui engageront le pays ne sera prise sans son aval et sans sa caution.

Le retour de l'éthique et de l'exemplarité devront être des quêtes permanentes tant le système de collusion au sommet de l'État a eu des effets ravageurs, à la fois sur l'exercice du pouvoir et le moral de nos concitoyens.

Le peuple nous attend. Nous devons lui prouver notre détermination et notre capacité à changer son destin sans provoquer aucun trouble et sans mettre en péril l'équilibre de notre nation.

Dans le brouillard d'incertitudes où évolue la France, nous devons incarner un phare puissant, capable d'orienter et de rassurer. Nous incarnons un espoir, une dernière chance, une promesse. Nous avons conscience d'incarner aussi pour beaucoup un inconnu, une inconnue, une aventure, un point d'interrogation même. Et c'est là que notre responsabilité est historique. Toute notre action doit viser à rassembler. Nous ne sommes pas un mouvement comme les autres, car nous ne sommes par les autres et ne portons aucune responsabilité dans l'abaissement du pays.

D'ailleurs, leur énergie à nous combattre prouve cette différence. Ils sont l'Ancien Monde. Nous sommes l'avenir. Ils sont les faillitaires. Nous incarnons les fondations d'un nouveau contrat social qui revient aux fondamentaux de notre République et de notre démocratie, à savoir notre souveraineté et de notre liberté. Nous avons les clés de la prison qu'ils ont bâtie autour du peuple. C'est en éclairant ce chemin sur nos intentions et notre détermination que nous libèrerons le peuple de France.

Vive le Front national

Vive la République

Vive la France.

ANNEXE 5 – DISCOURS DU 30 NOVEMBRE 2015

Mesdames et messieurs,

Chers amis,

Chers internautes qui nous suivez, à qui je demande de partager d'ailleurs le lien du direct avec le plus grand nombre, et je vous dis de manière non convenue,

Mes chers, mes très chers compatriotes.

Permettez-moi de vous confier combien je suis heureuse d'être parmi vous ce soir, dans cette ambiance chaleureuse qui est la marque, le charme, nous nous le savons bien, de notre grande et belle région, qui est aussi le propre des gens du Nord.

Je voulais vous dire, en cette période où une tristesse infinie continue de nous étreindre, il nous a semblé important et même plus que jamais nécessaire, de nous retrouver, de communier ensemble et d'échanger afin de poursuivre debout et sans faillir, la route que nous indique la mémoire de nos morts, l'impératif du combat, et le devoir envers la République et la patrie.

Comme chacun d'entre nous, comme chaque français, nous sommes en ces instants partagés entre le chagrin et la colère. Le chagrin pour toutes ces vies brisées, pour toutes ces souffrances innocentes et inutiles, pour ces sourires figés qui n'éclaireront plus la vie de leurs proches. Pour ces familles détruites à jamais qui ont porté en terre un ou plusieurs enfants. Pour tous ceux qui porteront à jamais dans leur chair ou leur âme la marque de cette effroyable soirée.

C'est le chagrin de voir dans les yeux de nos enfants la terreur qu'inspire légitimement le spectre de la guerre. D'une guerre d'une bestialité sans nom, d'une guerre longue et douloureuse qui nous est imposée par une barbarie qui a pu prendre pied jusque dans nos murs.

Qui pouvait croire que les paroles de notre hymne national, "ils viennent jusque dans nos bras, égorger nos fils et nos compagnes" trouveraient au 21e siècle une nouvelle et épouvantable résonance ? C'est le chagrin, de savoir que pour la France et son peuple, le temps de l'insouciance heureuse et bel et bien révolu. Rien ne sera plus comme avant. Rien ne doit plus être comme avant. Comment ne pas constater que la liberté et le droit à l'existence des peuples ne vont jamais de soi, et que comme nous le redoutions depuis longtemps, notre beau pays est pour une part à reconquérir.

Le soir des évènements, j'ai fait part de ce que j'ai appelé "ma colère froide" qui était le sentiment que m'inspirait instinctivement la situation à laquelle nous assistions, dix mois après le massacre de Charlie Hebdo. Le respect des victimes comme le sens des responsabilités appelait une certaine réserve. Le souvenir de nos morts comme notre irrépressible chagrin exige aujourd'hui lucidité dans l'analyse et clairvoyance dans l'action.

Un chef de parti, ancien chef de l'État, a osé regretter plusieurs décennies perdues. A-t-il oublié que sa famille politique cogère le pays depuis 40 ans et que lui-même comme ministre de l'Intérieur ou comme Président de la République avait exercé le pouvoir pendant une décennie. Une décennie effectivement perdue.

Coulibaly, Kouachi, Merah, comme les autres assassins psychopathes du Bataclan, sont les enfants que leurs errements font naître.

Nous allons dire des choses ce soir désagréables aux oreilles du pouvoir. Et pourtant c'est notre devoir de le dire. Ces évènements sont le résultat de leur folle politique d'immigration, menée sans discernement et qu'ils ont aggravée par l'abandon du principe d'assimilation.

L'abandon du principe d'assimilation, ce principe républicain qui faisait des nouveaux entrants des Français de cœur et d'âme. Ces évènements posent la question du regroupement familial, qui ne permet pas d'individualiser le droit à l'immigration qui est devenu un droit collectif et donc par nature incontrôlable. Ce droit au regroupement familial donne le sentiment qu'il suffit pour s'installer chez nous de pousser la porte avec armes et bagages et parfois avec un peu de bagages et de vraies armes.

Ces évènements, ils mettent en cause le droit d'asile actuel, dont les migrants terroristes du Stade de France et les jungles bouillonnantes de Calais et d'ailleurs, témoignent des funestes conséquences. La plupart des terroristes, c'est un fait, sont les enfants d'un code de la nationalité absurde, qui relègue notre nationalité au rang de simple situation

administrative et qui explique que des Français malgré eux tirent au pistolet mitrailleur sur d'autres Français dans les rues de Paris.

Mais ces monstres, qui ont agi à Toulouse ou au Bataclan sont aussi les enfants du droit à la différence, de la culture de l'Excuse, du laxisme judiciaire, de la faillite carcérale, de la dérive de notre éducation qui n'a plus de national que le nom.

Derrière ces politiques dont on mesure aujourd'hui la profonde venimosité il y a l'idéologie soixante-huitarde qui interdisait d'interdire. Il y a le sans-frontiérisme, qui exigeait d'abaisser les protections naturelles de nos États. Il y a l'esprit de repentance, qui commandait d'empoisonner sciemment, partout, tout le temps, à tout propos l'image de la France, son histoire et la qualité de français. L'aveuglement idéologique, ou peut-être tout simplement la nullité politique de la caste, a conduit au désarmement moral de la nation, à la déliquescence de nos systèmes de défense : police, armée, justice. Au sabordage organisé de l'autorité de l'État.

Lorsque j'étais étudiante en droit, je m'étonnais de l'insistance de nos textes fondateurs comme la constitution, à exiger du chef de l'État le maintien de l'intégrité territoriale, pouvoir réaffirmer par exemple le caractère laïque de la République. Les constituants connaissaient bien le marais politique. Par lâcheté, les gouvernants de l'UMPS hier, de l'RPS aujourd'hui ont livré notre république à de nouvelles féodalités.

Abandonnant des parts de notre territoire entier à des voyous, et nos valeurs de laïcité à des revendications religieuses toujours plus provocantes. Véritables rois fainéants. Nos dirigeants ont délégué ou plutôt abandonné la défense du territoire à l'Europe, et à l'intérieur ils ont maintenu plutôt mal que bien la paix civile, non par la loi de la république, mais en la monnayant à des mafias, à des groupes religieux, à des autorités téléguidées de l'étranger.

À l'échelon diplomatique, leur manque de jugement ou leur suivisme les a poussés à fermer les yeux sur les agissements de pays islamistes prosélytes, comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, ou cela ne fait plus de doute pour personnes, sur l'attitude hypocrite de la Turquie d'Erdogan.

Cette absence de vision haute en matière géopolitique aboutit au chaos irakien, libyen, syrien, avec les conséquences humanitaires, politiques, militaires et migratoires que le monde et l'Europe subissent aujourd'hui. Depuis quarante ans, nos dirigeants, droite et gauche confondues, n'ont exercé le pouvoir que pour en jouir, et pour couvrir de belles paroles et de mensonges enrubannés des actes dont nous ne pouvons que constater aujourd'hui les terribles conséquences.

Le 13 novembre est le révélateur de toutes ces erreurs accumulées, de toutes ces fautes morales et politiques, de ces errements et de ces reniements. Mais l'enquête sur les attentats fait surgir dans tout le pays d'autres questions. Pourquoi ce temps perdu ? Qu'a-t-on fait depuis les attentats de Merah, le massacre de Charlie Hebdo, de l'hyper cacher, la décapitation de Saint-Quentin-Fallavier, ou la tentative de tuerie dans le Thalys ?

Inutile de revenir sur les dysfonctionnements continus et les omissions inexpliquées que livre chaque jour le déroulé de l'enquête. Les négligences ont été manifestes et répétées, pour le pas dire permanentes. L'accumulation de ces failles et de ces fautes fait de ce naufrage sécuritaire un cas d'école. Plus grave, les Français s'aperçoivent que non seulement le gouvernement n'a rien fait, mais de surcroit il a menti, pour cacher la réalité, c'est souvent, quand même, la marque des médiocres.

Mensonges sur la théorie des loups solitaires, mensonges sur le contrôle des fichés S et leur nombre, mensonges sur la réalité de la coopération antiterroriste en Europe, mensonges sur le suivi des terroristes potentiels, mensonges sur le contrôle des trafics d'armes, mensonges sur le soi-disant engagement français anti-Daech en Syrie.

On nous a menti sur toute la ligne. Bien sûr aujourd'hui, nous voyons un président l'air martial, droit comme un parapluie, multiplier les propos vengeurs contre Daech.

Nous voyons le premier ministre, VRP de l'indignation permanente dans son exercice favori de coups de mentons médiatiques et des emportements en assemblée. Nous voyons un ministre de l'Intérieur annoncer une avalanche de réunions. La raideur de l'allure ne fait pas la fermeté de l'action. La véhémence du ton ne fait pas la détermination, pas plus que l'air pénétré d'un ministre ou d'un président désolé ne fait l'intelligence de l'analyse ni la justesse de l'action.

Certes, l'enquête sur les attentats progresse de manière très professionnelle. Elle est le fait de nos services de police dont on mesure la compétence depuis les premiers instants du drame. Le reste, c'est-à-dire ce qui relève du politique continu à ressembler à du rafistolage, à de la communication, à de la posture, à de l'imposture. François Hollande a qualifié la situation de guerre. Il s'est présenté comme un chef de guerre.

D'une guerre au terrorisme. Faut-il lui rappeler que le terrorisme n'est pas une cause, mais un moyen. Peut-être conscient de l'absurdité du propos, il se reprend et prétend maintenant mener la guerre à Daech. Il oublie que Daech n'est qu'une organisation parmi tant d'autres dans une guerre mondiale idéologique qui nous oppose au

fondamentalisme islamiste, c'est-à-dire concrètement des idéologies politico-religieuses sectaires, comme le wahhabisme, le salafisme, et les frères musulmans. Bref.

François Hollande apparait d'entrée comme un chef de guerre qui n'a toujours pas pris la mesure de l'adversaire, qui se tient à une vision réductrice de l'ennemi et dont la stratégie n'englobe aucunement l'intégralité du champ de bataille. En clair il n'a toujours pas intégré l'idée qu'il ne suffit pas de détruire l'État islamique pour vaincre et que cette victoire ne peut être simplement militaire. Il n'a pas compris qu'il ne peut continuer, obéissant ainsi aux ordres de Barack Obama, à poser des conditions préalables en Syrie pour une coalition internationale anti-Daech, pas davantage qu'il ne peut espérer pour allié militaire la Russie et en même temps lui infliger un embargo économique.

Pour avoir ignoré le principe de réalité qui est la règle en matière de politique étrangère et de stratégie militaire, sa tournée diplomatique n'a eu pour résultats qu'une coalition de compassion qui a seulement contribué à meubler les heures d'antenne des télés d'info continue.

Quant à l'échelon européen, il ne s'est rien passé. Que des réunions sans effets. Aucun de nos dirigeants n'a seulement osé remettre en question, même oralement, les dogmes sur lesquels Bruxelles organise le démantèlement de nos nations. Au niveau gouvernemental, le bilan en termes de résultats concrets n'est guère plus brillant. Mr Cazeneuve prétend avoir donné de la voix devant ses homologues européens. La belle affaire. Pour l'instant nous restant prisonniers du vide des frontières extérieures. Mr Cazeneuve nous dit avoir fermé deux lieux de culte. Il en reste 98 répertoriés comme foyers de haine religieuse.

Mr Cazeneuve s'est glorifié, car il n'est pas très modeste, de deux mille perquisitions lorsqu'il y a entre onze mille et vingt mille fichés S. On n'arrive pas à savoir, parce que les uns disent 11 000, les autres 20 000. Et que l'État, les collectivités locales, les sociétés de transport public, les sociétés de sécurité privées sont infiltrées de jihadistes potentiels dont rien ne dit qu'ils ne passeront pas à l'acte avec les moyens mis à leur disposition par la puissance publique. L'information comme quoi euh, sur des avions, avaient été retrouvés euh au niveau des clapets d'essence, des inscriptions dont un certain nombre "Allah Akbar" n'a, semble-t-il, inquiété personne. Ou pas assez.

Mais surtout Mr Cazeneuve croit apparaitre comme un homme sérieux et efficace lorsqu'il annonce fièrement que les contrôles aux frontières auraient permis en quinze jours de refouler 1000 personnes représentant un danger pour la sécurité. Mais ce chiffre ne fait que mettre en lumière s'il en était encore besoin, sa triste incompétence.

Lui qui déclarait sur RTL le 14 septembre 2015 que le rétablissement aux frontières du pays était je cite, stupide.

Puisque le ministre de l'Intérieur est dans les qualificatifs, comment nommer ce qui a permis aux terroristes migrants, aux fichés S et même à des personnes sous contrôle judiciaire de circuler librement dans toute l'Europe, d'aller et venir, acheter sans contrôle des détonateurs sur le marché français pour perpétrer leur tuerie en plein Paris.

Si l'on reprend la statistique dont se vante Bernard Cazeneuve, selon laquelle 1000 personnes présentant un danger auraient été refoulées en 15 jours. On peut penser que depuis les attentats de Charlie, il y a dix mois, le 7 janvier 2015, ce sont donc 20 000 de ces personnes présentant un danger qui sont entrées, se sont installées ou ont transité en France ?

Je vais vous dire, cette lecture appropriée de sa statistique devrait le conduire quand même à moins d'arrogance. À ce stade de négligence, à ce stade d'incompétence, il est au moins possible de parler de responsabilité de nos gouvernants, et peut-être même compte tenu de l'ampleur des manquements, d'une forme, oui, de culpabilité. Parce qu'un gouvernement savait et n'a rien fait. Parce qu'un gouvernement savait et a dissimulé son abstention coupable en faisant croire qu'il faisait. Parce qu'un gouvernement savait et a aggravé la menace avec des décisions irresponsables dictées par son aveuglement idéologique. Alors c'est vrai, ce gouvernement est peut-être un peu plus que seulement responsable.

En toute logique, je vous ai entendus tout à l'heure, si nos dirigeants avaient, mais en sont-ils capables, une attitude juste, ils tireraient d'eux-mêmes les conséquences de leurs échecs. Hors pour donner le change, à défaut d'être dans l'action et dans le résultat, ce gouvernement et ce président se confinent dans le symbole, c'est sans crainte du paradoxe qu'ils exhortent les Français à brandir le drapeau national, à invoquer la nation, eux qui appellent toujours à la logique postnationale, comprenez "antinationale" de Bruxelles.

Nous faisons partie de ceux qui ne se sont jamais résignés. Et oui. Nous croyons à la nation. La nation nous l'avons toujours clamé est le seul échelon d'appartenance qui garantisse la sécurité d'un peuple, son épanouissement culturel ou même simplement son indépendance.

Nous qui sommes viscéralement attachés à l'identité, nous savons que le sentiment d'appartenance est le plus fort. Qu'il transcende toutes les constructions intellectuelles artificielles et bannit les vérités désincarnées. Attaqués parce que français, nos

compatriotes ont le réflexe de trouver refuge dans les plis du drapeau. Ce drapeau qui symbolise notre nation, notre unité, notre liberté. C'est ce même drapeau bleu-blanc-rouge que nos dirigeants méprisaient, dont ils avaient honte. Nous l'avons ramassé dans le ruisseau et n'avons jamais cessé de le porter haut et fier, que nous le portons dans notre cœur.

Moi je n'oublie pas, mes chers amis, ni vous d'ailleurs, ces 1001 fois où la classe politique détournait les yeux et accordait une impunité totale à ceux qui souillaient notre drapeau par des images, par des paroles ou par des chansons. Aujourd'hui nous nous réjouissons, sincèrement, que les Français se le réapproprient collectivement et individuellement pour ce qu'il a toujours symbolisé à nos yeux. Le symbole du pays, de la nation, qui a fait de nous ce que nous sommes, mais aussi aujourd'hui le symbole d'une France rassemblée, réaffirmée dans ses valeurs, d'une France debout face à l'ennemi. Notons aussi que par un juste, mais tragique, retour de l'histoire, notre hymne national redevient dans le monde un chant de guerre contre l'oppression et l'obscurantisme.

Ce rassemblement spontané de tous les Français, de toutes origines et de toutes sensibilités autour de nos couleurs nationales, sans haine, mais avec une grande détermination collective est une formidable réaction de notre peuple qui dans l'épreuve doit faire notre fierté. Richelieu, le grand homme d'État disait "une politique, ça ne s'improvise pas, ça se médite". C'est toute la logique d'État qu'il nous faut réorienter. Le réarmement moral de la nation doit être entrepris de même que la restauration de l'autorité de l'État, de ses moyens d'action, le soutien sans faille à ses agents. Le cadre européen doit être renégocié, à commencer par le traité de Schengen pour un retour de nos frontières nationales.

Les lois, et des peines en matière pénale doivent retrouver une valeur et donc une application effective, tout particulièrement pour fait de terrorisme. Notre système carcéral doit être repensé. L'immigration et les naturalisations doivent faire l'objet d'un moratoire immédiat en attendant une réforme du code de la nationalité. L'abrogation de l'aide médicale d'État, une restriction du droit d'accès et d'asile sur notre territoire.

J'attends toujours l'annonce par Manuel Vall de l'arrêt de l'accueil de nouveaux migrants.

Les territoires perdus de la république, les zones de non-droit, les jungles, les cités, prises en otage par les mafias, doivent être reconquis sans aucune exception par l'autorité républicaine.

Les règles de la laïcité doivent être réaffirmées concrètement et doivent s'imposer à tous. Un contrôle de légalité stricte doit porter sur les décisions des communes au regard de la loi de 1905 et sur les subventions cultuelles ou communautaristes. Il convient à ce propos de destituer sans attendre tous les dirigeants actuels de la RATP qui ont pu croire facultatif d'interdire les comportements discriminatoires envers les femmes au sein d'une entreprise publique.

Les incriminations de guerre, puisque nous sommes en guerre, comme la trahison, l'intelligence avec l'ennemi et les sanctions qui vont avec, notamment l'indignité nationale, la privation des droits, y compris parentaux, doivent être activés. Les délinquants étrangers, les clandestins et les prêcheurs de haine doivent systématiquement être expulsés dans leur pays d'origine.

L'éducation nationale ne doit pas être exclue de cet aggiornamento. Les événements on le voit, appellent en réalité une grande réforme de l'État, de nos politiques, de nos institutions européennes, de notre diplomatie et même d'une façon de gouverner qui a vécu, qui n'est plus vraiment adaptée au Nouveau Monde dans lequel l'histoire nous a projetés. Parce que le temps de la gestion molle est révolu, la situation exige de nos dirigeants une vision, des décisions, et des actions. Tout cela passe par une réhabilitation du politique. Il n'y aura pas de changements sans changement des hommes.

La réhabilitation du politique viendra avec des équipes nouvelles, des idées nouvelles, des pratiques nouvelles. Ce chemin, il revient en démocratie, au peuple de l'indiquer. Par son choix, par son vote. Les 6 et 13 décembre, les élections régionales, nous le sentons tous, peuvent être une pierre au socle de l'édifice qu'il nous faut construire.

Dans notre grande région, c'est une équipe nouvelle qui m'accompagnera. Cette équipe est diverse, représentative et porteuse de compétences et d'enthousiasme. Je sais combien elle a hâte de montrer ce qu'elle peut faire. Cette équipe présente aussi l'immense avantage d'être libre. Elle ne dépend d'aucun groupe de pression, d'aucune féodalité politique, territoriale ou économique. Elle ne devra son élection qu'au peuple et ne sera donc comptable de ses actions que devant lui, c'est-à-dire devant chacun des citoyens de la région.

Cette liberté d'action, mes amis, que nous donnent les citoyens, est la garantie pour eux d'une gestion équitable, d'un traitement égal, de décisions respectueuses des intérêts collectifs et individuels de tous. Nous n'arrivons pas avec l'idée ou plus exactement l'immaturité que nous prêtent parfois nos détracteurs, d'une sorte de grand soir, brouillon, illusoire et irresponsable. Chacun dans notre équipe mesure pleinement la charge qui lui incombe. Contrairement aux autres, qui vivent les mandats en petits marquis poudrés, nous professons qu'un élu n'est pas élu pour lui-même, mais pour les autres.

Qu'un mandat donne plus de devoirs que de droits, qu'une écharpe n'a pas pour objet de flatter les égos, mais de rappeler à celui qui la porte la charge que représente la confiance des électeurs. Nous sommes des nationaux, et tout naturellement nous pensons que tous les Français, d'où qu'ils viennent, ont vocation à être associés à notre démarche, à nous rejoindre dans la réflexion et dans l'action. C'est le sens que nous avons donné à nos listes, que nous avons largement ouvertes à tous les citoyens de tous horizons. C'est le sens que nous donnerons à notre action à la tête de la région. Disons-le haut et fort, nous allons rompre avec les anciennes pratiques de clientélisme et de clanisme dont nous avons eu un bel exemple de matin. L'action publique n'est pas, ou plutôt, ne doit plus être l'action d'un clan, mais celui de tous les hommes et femmes de bonne volonté qui souhaitent s'y associer. L'action publique doit intégrer en amont les vertus de l'intelligence collective, le devoir de l'écoute, la capacité de remise en cause sans lesquelles il ne peut y avoir de culture du respect et de l'efficacité. La gestion publique est d'abord une gestion éthique.

Nous entendons, mes amis, gérer la région avec sérénité, avec responsabilité, avec humilité. Il n'y aura pas de chasse aux sorcières, mais l'association des compétences, des idées, et des énergies. Il y aura un examen attentif de toutes les politiques, car les électeurs attendent de nous des réformes en profondeur. Celles qui le doivent seront revues ou abandonnées. Les autres seront améliorées, renforcées. D'autres actions nouvelles correspondant à des priorités régionales que nous nous sommes fixées seront instituées.

Assez naturellement la fusion des régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais ouvre la voie à cette révision générale des politiques publiques. C'est un grand défi, mais c'est aussi un immense atout. Face à chaque situation, l’exécutif aura le choix entre plusieurs solutions. La solution adoptée par la région NPDC, la solution adoptée par la région Picardie, la synthèse des deux, et bien j'en rajouterais une autre, la mise en place d'une solution nouvelle. Nous ne nous interdisons rien que l’inefficacité.

Le seul objectif chiffré que nous nous soyons donné est l'engagement de faire de la région à l'issue du mandat l'une des moins imposées de France.

Alors c'est vrai, aucune décision ne sera prise au hasard. Aucune action ne se mettra en place en vertu du laisser-faire ou du laisser-aller. Aucun choix ne sera arbitraire ni laissé à l'humeur comme c'est trop souvent le cas de certaines logiques administratives. L'improvisation n'a pas sa place dans la gestion publique. Je souhaite que chaque action puisse être pensée, chaque décision puisse être expliquée. Nous voulons intégrer dans l'action publique la culture du résultat, et le fait concrètement, et c'est pourquoi je nommerai un vice-président chargé de l'évaluation des politiques publiques, sorte de cours des comptes interne. Et bien, il aura pour mission, par des audits, des études ou des auditions, d'examiner le bilan cout-avantage de toute action menée, de toutes les subventions délivrées, de toutes les politiques décidées.

La pertinence de gestion c'est aussi faire en sorte que les centaines de millions de l'action régionale servent en premier lieu de levier économique pour la région. Nous favoriserons le patriotisme économique dans les marchés publics, et développerons les filières favorisant les circuits courts au profit des producteurs et des entrepreneurs locaux. Ça, c'est véritablement le seul choix écologique.

Au moment où tous ceux qui imposent depuis des années leur vision du libre-échange total sont réunis à la COP21 pour déplorer les conséquences des causes qu'ils adorent.

Parce qu'il n'y a pas d'action économique viable, de qualité de vie ou même de vie tout court sans sécurité, nous mettrons l'accent sur la sécurisation du territoire régional. Le retour à l'ordre public à Calais en exigeant de l'État l'application des lois républicaines.

La sécurisation des transports, avec la création d'une police régionale composée de fonctionnaires d'État, que nous négocierons comme cela s'est fait en Ile-de-France à l'initiative de Front national, je le rappelle. La sécurisation des lycées, en concertation avec les parents d'élèves et les proviseurs. Concertation, ouverture, rigueur de gestion, nous voulons aussi gérer avec imagination en favorisant la création. Le futur se construit aujourd'hui. Nous voulons inventer la région de demain, celle qui anticipera les grands champs de développement et de rayonnement de notre région. Nous nous appuierons sur nos atouts à commencer par notre position centrale sur un marché des dizaines de millions d'habitants dans un rayon de 300km.

Nous voulons valoriser notre façade maritime pour que cette ouverture sur le monde profite à l'activité de l'arrière-pays et de la région tout entière, alors que pour l'instant, tout ceci est tout de même en jachère.

À cette fin nous créons une université des métiers de la mer, et accompagnerons les solutions d'intermodalités autour des transports fluviaux. Dans le même esprit, pour

faire de l'excellence française un axe de rayonnement national et international, nous ferons de la région la région phare des métiers d'art. Le soutien à l'activité, à la recherche industrielle, hydrogène, plasturgie, à l'innovation agronomique, à la chimie du végétal sera complété par un appui des entreprises à l'export.

En matière de création artistique, nous implanterons en concertation avec les communes des pépinières d'artistes, qui seront des lieux de vie et de rayonnement culturel pour les créateurs de la région. Nous les affranchirons du diktat des circuits marchands. Nous serons pour eux les relations de ceux qui n'en ont pas.

Vous le voyez, vous l'avez compris, loin des caricatures, notre projet est solide, très solide. Il est comme disait le Général de Gaulle pour caractériser une bonne politique, réaliste et réalisable.

Notre projet n'a d'ailleurs pas suscité de critiques majeures de la part d'adversaires qui ne manquent pourtant pas d'imagination et parfois même de mauvaise foi pour instruire des procès contre nous.

Nous l'appliquerons, comme nos amis Briois et Brifaux mettent en oeuvre le leur dans leur commune, avec un assentiment populaire dont les dernières élections ont largement témoigné d'ailleurs.

Oui, vous pouvez les féliciter, je crois.

Cette élection régionale, mesdames et messieurs, peut être un tournant. Pour la région bien sûr qui doit connaitre une alternance tant espérée, mais surtout une alternance si nécessaire.

Je vous invite à battre le rappel, dans les cinq ultimes jours qui nous séparent du premier tour. C'est le 6 décembre, c'est au soir du premier tour que se créera la dynamique de la victoire.

Aucune élection n'est gagnée d'avance, aucune voix ne doit manquer.

Nous vivons mes amis, des moments particuliers pour notre pays. Nous sentons bien que, rien n'est plus comme avant, où nous sentons bien que la gravité doit définitivement l'emporter sur la frivolité politique, et le sens du devoir sur les basses combinaisons. Ces basses combinaisons de fusion entre listes UMP et PS qui transpirent de partout et visent à trahir les électeurs avant même qu'ils aient voté.

Je les plains ces électeurs de droite et de gauche qui seront les dindons de la farce entre les deux tours.

Vous qui êtes présents ce soir, et qui avez donc choisi d'être à l'avant-garde de ce combat, je vous invite à diffuser autour de vous et partout ce message de mobilisation, mais aussi de transparence et de droiture.

Il y a peu de régions plus françaises dans son âme, dans son histoire, que la nôtre. Cette terre qui a vu tant de sang français couler, qui a tant donné pour le pays, pour sa puissance, pour son rayonnement. Cette terre qui recèle des trésors inouïs de courage, de dévouement et de force est appelée une nouvelle fois à être en première ligne dans le combat pour la nation.

Comment, comment ne pas se souvenir que, lorsqu'en 2007 le Front national a failli disparaître, ce sont déjà les gens du Nord à Hénin-Beaumont qui, seuls contre tous, ont gardé intacte entre leurs mains, la petite flamme qui vacillait.

Ils ont ainsi tenu intact l'espoir de tout un peuple, cet espoir qui nous guide aujourd'hui. Je crois que de cette terre féconde et noble qui est la votre, qui est la notre, peut naître le sursaut national, celui qui rendra à notre cher pays ses libertés, sa fierté, et finalement sa grandeur.

La reconquête commence ici.

Les 6 et 13 décembre, je vous invite à porter haut nos couleurs. Nos couleurs nationales, le bleu, le blanc et le rouge, comme les couleurs de notre belle et grande région.

En avant pour la victoire,

Vive la République française

Vive la France

Vive la région Piacardie-Nord-Pas-de-Calais

Vive la France

ANNEXE 6 – DISCOURS DU 5 FÉVRIER 2017 AUX ASSISES PRÉSIDENTIELLES DE LYON

« Nous n'avons pas encore fini d'être Français » – Victor Hugo

Mesdames, Messieurs,

Très chers compatriotes de métropole, de l'outre-mer ou de l'étranger,

Si vous êtes ici aussi nombreux aujourd'hui, c'est que vous avez compris, et l'actualité récente en a apporté une démonstration éclatante, que contre la droite du fric et la gauche du fric, je suis la candidate de la France du peuple.

En effet, à tous égards, cette élection présidentielle n'est pas comme les autres ; elle met en jeu un débat crucial qui engage notre pays de manière fondamentale.

De son issue, dépendront la continuité de la France en tant que nation libre et pour ceux qui comme nous se sentent avant tout français, notre existence en tant que peuple.

Après des décennies d'erreur et de lâchetés, après de fausses alternances faites de reniements et de laisser-aller, de laissez-passer, de laisser-faire, nous sommes à la croisée des chemins.

Je le dis avec gravité : le choix que nous aurons à faire dans cette élection est un choix de civilisation.

La question est, en même temps, simple et cruelle : nos enfants vivront-ils dans un pays libre, indépendant, démocratique ?

Pourront-ils encore se référer à notre système de valeurs ?

Auront-ils le même mode de vie que nous et nos parents avant nous ?

Nos enfants, et les enfants de nos enfants, auront-ils encore un travail, un salaire digne, la possibilité de se constituer un patrimoine, de devenir propriétaire, de fonder dans un environnement sûr une famille, d'être soignés correctement, de s'élever à l'école, de vieillir dignement ?

Nos enfants auront-ils les mêmes droits que nous ?

Vivront-ils selon nos références culturelles, nos valeurs de civilisation, notre art de vivre, et même parleront-ils encore notre langue le français, qui se désintègre sous les coups de boutoir de dirigeants politiques qui dilapident ce trésor national, allant jusqu'à choisir un slogan en anglais pour promouvoir la candidature de Paris aux JO 2024.

Auront-ils le droit de se réclamer de la culture française quand certains candidats à la présidentielle, bouffis de leur propre vide, expliquent qu'elle n'existe pas

Je pose cette question majeure, parce qu'à l'inverse de nos adversaires, je ne m'intéresse pas seulement au patrimoine matériel des Français, mais je veux défendre aussi leur capital immatériel.

Ce capital immatériel n'a pas de prix parce que ce patrimoine-là est irremplaçable, en réalité je défends les murs porteurs de notre société.

Or, chacun en a conscience, tout ceci est aujourd'hui remis en cause.

Nos dirigeants ont choisi la mondialisation dérégulée, ils la voulaient heureuse, elle s'est révélée affreuse.

Procédant uniquement de la recherche par certains de l'hyper profit, elle se développe à un double niveau, la mondialisation d'en bas avec l'immigration massive, levier du dumping social mondial, et la mondialisation d'en haut avec la financiarisation de l'économie.

La mondialisation qui était un fait avec la multiplication des échanges, ils en ont fait une idéologie : le mondialisme économique qui refuse toute limitation, toute

régularisation de la mondialisation et qui, pour cela, a affaibli les défenses immunitaires de la Nation, la dépossédant de ses éléments constitutifs : frontière, monnaie nationale, autorité de ses lois conduite de l'économie, permettant ainsi à un autre mondialisme de naître et croître : le fondamentalisme islamiste.

Ce dernier a lui grandi au sein d'un communautarisme délétère, lui-même enfant de l'immigration de masse, subie année après année par notre pays.

Nous avons ainsi rempli notre premier acte politique qui est de désigner l'adversaire.

Ces deux mondialismes, aujourd'hui, se font la courte échelle :

Le mondialisme financier et affairiste dont l'Union européenne, la finance et l'essentiel d'une classe politique domestiquée sont les serviteurs zélés;

Le mondialisme djihadiste qui porte atteinte à nos intérêts vitaux à l'étranger, mais aussi qui s'implante sur notre territoire national, dans certains quartiers, dans certains lieux, dans certains esprits faibles.

Et l'un et l'autre œuvrent à la disparition de notre nation c'est-à-dire de la France telle que nous la vivons, telle que nous l'aimons, c'est pourquoi les Français ont un sentiment de dépossession.

Ces deux idéologies veulent soumettre nos pays.

L'une au nom de la finance mondialisée, c'est-à-dire de l'idéologie du tout commerce, l'autre au nom d'un islam radicalisé, c'est-à-dire de l'idéologie du tout religieux.

Face à ces deux totalitarismes qui menacent nos libertés et notre pays, nous n'avons plus le temps, ni les moyens de l'angélisme, des faux semblants, des petits arrangements, des grandes lâchetés.

Nous devons faire preuve d'une lucidité, d'une détermination et d'une unité sans faille.

Le mondialisme économique tue par asphyxie, lente, progressive, mais sûre.

Le fondamentalisme islamiste nous agresse chez nous par le harcèlement calculé des résistances républicaines, par des exigences incessantes, par des demandes

d'accommodements dont aucun ne peut être, pour nous, raisonnable et donc envisageable.

N'oublions pas non plus, mais nous le gardons dans nos mémoires meurtries, que le fondamentalisme islamiste est barbare, qu'il se manifeste chaque jour dans le monde en tuant, en massacrant, en usant notamment de l'arme immonde et lâche du terrorisme ou de l'assassinat de masse.

Comme dans tous les combats idéologiques, il se trouve chez nous des idiots utiles, des relais, des complices plus ou moins conscients qui, par lâcheté, aveuglement ou cupidité, facilitent ces entreprises d'installation de cette idéologie barbare, ennemie de la France.

Pour progresser, les tenants de ces deux idéologies mondialistes donnent l'illusion de s'appuyer sur nos principes; en réalité, ils invoquent faussement la liberté pour installer leur totalitarisme : c'est la liberté du renard dans le poulailler.

Le premier, le mondialisme économique et financier, invoque la liberté du commerce, la liberté de circulation, la liberté d'installation ; tous ceux qui s'avisent de révéler ses échecs sont taxés d'ignorance, accusés de je ne sais quelle dérive idéologique, frappés d'opprobre moral.

Ils sont mis au ban de la bonne société pour crime contre la bienséance économique; le mondialisme économique et financier s'appuie sur une pseudo expertise économique qui ne cède jamais, pas même devant l'évidence de son échec économique et de la dévastation sociale qu'il provoque;

L'objectif est de réduire l'homme à son rôle de consommateur ou de producteur.

Les pays ne sont plus des nations, unies par un élan de cœur, mais des marchés, des espaces où la marchandisation de toute chose et de tout être humain est envisageable, possible, admise et même organisée.

Les peuples ne sont plus que des populations.

Les frontières sont effacées, comme avec Schengen, pour faire de nos pays des halls de gare où tout un chacun est libre de venir et de rester et, par le nombre, participer au nivellement des protections sociales et la baisse des salaires ainsi qu'à la dilution culturelle dans un plus petit commun dénominateur mondial.

Avec les mondialistes, les cultures des peuples c'est-à-dire ce qui fait la diversité du monde sont destinées à être gommées pour faciliter la commercialisation de produits standards et faciliter les hyper profits au prix souvent de l'épuisement écologique de la planète ou du travail des enfants du tiers monde.

On fait croire à Monsieur Toutlemonde que dans ce monde il sera un « winner », mais coupé de son histoire, dénué de tout sentiment d'appartenance, isolé dans un monde insensible à toute solidarité, il ne sera en fait qu'un esclave dans des pays asservis.

En réalité, comme je l'ai déjà dit, cette vision du monde revient à faire fabriquer par des esclaves pour vendre à des chômeurs !

Ce monde où l'économie est une fin en soi et l'homme, un simple outil à son service, nous plonge dans l'ère des nomades, de l'éphémère, du courtermisme, du jetable, bref un monde artificiel et profondément déshumanisé.

Le droit des gens, leur situation sociale, leur bien-être, l'environnement où ils vivent, deviennent la variable d'ajustement des intérêts de grands groupes et de la caste.

La Nation est pour eux une barrière non tarifaire ; à leurs yeux, le pays est un espace géographique ouvert où la seule exigence se limite au « vivre ensemble » c'est-à-dire à l'injonction faite à des communautés qui n'ont précisément pas demandé à vivre ensemble, de ne pas s'agresser entre elles.

Je veux la dénoncer, cette alliance puissante entre la promotion de la mondialisation sauvage d'un côté et l'inaction coupable, voulue même, face à l'immigration incontrôlée et sa conséquence directe, l'installation du fondamentalisme islamiste.

Si le mondialisme économique avance avec le bouclier de la liberté du commerce, le second de ces mondialismes, le fondamentalisme islamiste, instrumentalise le principe de la liberté religieuse pour tenter de nous imposer des schémas de pensée qui sont clairement à l'opposé des nôtres :

Et le laxisme, la faiblesse d'âme de nos dirigeants ont été une hormone de croissance à cette idéologie qui a encore essayé de semer la mort au Louvre il y a deux jours.

Permettez-moi, à cette occasion, de rendre un hommage appuyé à nos soldats, nos policiers, nos gendarmes, qui nous défendent parfois au péril de leur vie, qu'ils en soient sincèrement remerciés.

Mais nous, nous mettons des mots sur ce que nous vivons ou plutôt sur ce que nous ne voulons pas vivre.

Nous ne voulons pas vivre sous le joug ou la menace du fondamentalisme islamiste.

Il cherche à nous imposer pêle-mêle:

la contestation de la mixité dans les lieux publics,

le voile intégral ou non,

des salles de prières dans les entreprises, des prières de rues, des mosquées cathédrales,

la soumission de la femme interdite de jupe, de travail ou de bistro.

Cela, aucun Français, aucun républicain, aucune femme attachée à sa dignité et à sa liberté ne peut l'accepter.

Pour progresser, l'islamisme radical brandit une prétendue « islamophobie » en trouvant chez les professionnels de la repentance antifrançaise, chez les islamo-gauchistes, chez les tiers-mondistes nostalgiques, chez les bobos ou parfois même chez certains juges un soutien irresponsable.

Mais derrière ces deux idéologies se profile inexorablement l'asservissement des personnes ; un asservissement d'abord mental, qui s'opère par la désaffiliation, par l'isolement, par la dissolution des liens traditionnels.

Le mondialisme économique professe l'individualisme, l'islamisme radical, le communautarisme.

Le mondialisme s'appuie, on le voit, sur la négation des valeurs sur lesquelles la France s'est construite et sur les principes dans lesquels l'immense majorité des Français se reconnaissent encore : la prééminence de la personne et donc son caractère sacré, la liberté individuelle et donc le consentement individuel, le sentiment national et donc la solidarité nationale, l'égalité des personnes et donc le refus des situations de soumission.

Ces principes pour lesquels nous nous battons sont affirmés dans notre devise nationale « Liberté, Egalité, Fraternité » qui procède, elle-même, d'une sécularisation de principes issus de notre héritage chrétien.

Mais ces deux idéologies mondialistes ne s'attaquent pas seulement à notre Nation ; l'une et l'autre s'attaquent aussi à notre République en mettant en cause son indivisibilité.

Nous le savons, la subversion est l'art de dissuader ses adversaires de combattre.

Moi, je vous le dis. Ne nous laissons pas abuser.

Ne nous laissons pas subvertir.

Ne nous laissons pas intimider.

La réponse n'est pas technicienne, mais régalienne, c'est pourquoi nous appelons au réarmement moral du pays et au sursaut des énergies nationales. Nous appelons à la résistance et à la reconquête. « Face aux grands périls, le salut n'est que dans la grandeur » écrivait le général de Gaulle dans ses mémoires de guerre.

Il n'y a rien pour nous de plus beau que la France, il n'y a rien pour nous de plus grand que la France, il n'y a rien pour nous de plus utile au monde que la France !

Gardons à l'esprit le fil rouge de l'intérêt national, gardons à l'esprit que tout procède du peuple et donc rétablissons le peuple comme sujet politique.

Dans le trou noir de la mondialisation sauvage dans laquelle certains voudraient nous précipiter comme face à l'obscurantisme des fondamentalistes, c'est ensemble, c'est unis, c'est groupés que nous allons faire face.

Eux proposent de nous désunir, nous, nous exaltons tout ce qui unit les Français entre eux, ce lien indéfinissable, mais si profond et si rassurant qui crée entre nous une fraternité de cœur et nous permet d'affronter l'avenir ensemble.

Ne perdons jamais de vue que nous sommes un grand peuple, un peuple qui sait qu'il porte en lui les moyens de sa liberté, de l'affirmation de ses valeurs, de sa grandeur, de son destin.

Dans ces circonstances où les prétendues élites ont jusqu'à présent failli et trop souvent trahi, le seul recours c'est le peuple, c'est de sa volonté que naîtra l'arrachement aux forces du déclin, c'est de sa détermination que s'engageront les reconquêtes, c'est de son sein qu'émergeront les femmes et les hommes qui conduiront le pays à la lumière.

Je dis aux Français qui nous regardent ou nous écoutent : le sort de la France est entre vos mains !

C'est la raison pour laquelle j'ai frappé ma candidature du sceau du peuple en prenant cet engagement solennel devant les Français, un engagement que nos militants affichent sur les murs de France : « Au Nom du peuple. »

Mon projet pour la France, il vous a été présenté ce week-end.

J'ai voulu que vous puissiez comprendre au mieux ce que je veux pour notre pays, et je l'ai donc articulé autour d'engagements.

144 engagements qui sont autant de vérités que je dois aux électeurs.

Car, après mon élection, il ne s'agira pas d'oublier la campagne, comme l'ont fait tous les autres, mais il s'agira de toujours avoir au cœur ce pour quoi les Français m'auront élue.

Et je leur demanderai de vérifier, un par un, que ces engagements sont tenus ! C'est ce que j'appelle la démocratie de contrôle.

Car, sans contrôle, pas de démocratie !

Sans contrôle, il ne sert à rien de s'adresser au peuple. Et quand on fait sa campagne au nom du peuple, c'est à lui que chaque jour une fois au pouvoir on revient !

Ce projet, il est aussi une œuvre collective, dont je tiens à remercier les contributeurs, au premier rang Jean Messiha qui en fut le coordinateur, les collectifs, les Cap, les Horaces, comme les nombreuses collaborations internes et externes.

Ceux qui le liront seront frappés par sa cohérence et son équilibre, ils seront frappés par son pragmatisme et sa modernité, ils seront frappés par sa résonnance avec le grand mouvement historique que connaît aujourd'hui le monde.

Dans ce monde politique inerte, dénué de tout volontarisme politique ou de toute culture du résultat, il est mu par une triple impulsion :

La révolution du patriotisme

La révolution de la proximité

La révolution de la liberté

La révolution du patriotisme

La politique, la haute politique, celle qui permet à un pays de retrouver ses repères, consiste à créer du sens et du lien.

Le dirigeant politique doit être capable de définir les fondements du pacte social qui nous unit, celui qui unit les Français d'où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.

Cela l'oblige à rappeler que la France est un pays millénaire, une histoire, une culture.

La France est un acte d'amour, cet amour a un nom : le patriotisme. C'est lui qui fait battre nos cœurs à l'unisson quand retentit la Marseillaise ou quand nos couleurs nationales battent au vent de l'histoire.

C'est lui qui peut réunir les Français de droite et de gauche, de Mayotte à l'Ardèche, du berceau à la canne, de l'usine au bureau.

C'est lui qui confronte notre vision à celle des mondialistes.

De ce patriotisme aussi, les Français ont été dépossédés, souffrant en silence de ne pas avoir le droit d'aimer leur pays.

Nous ne ferons pas aimer la France si nous-mêmes nous ne l'aimons pas.

Or, vous avez le droit d'aimer votre pays et même de le montrer.

Nous croyons qu'il est temps de revivifier le sentiment national, de le faire vivre au quotidien, en apprenant à nos enfants tout ce qui fait et a fait leur pays, en leur apprenant à aimer leurs compatriotes, à être fiers de leur histoire, à être confiants dans les forces de la France.

Nous voulons que chaque Français, dans ses projets ou ses difficultés, puisse se sentir soutenu par la communauté nationale et appuyé par un État attentif et bienveillant.

Nous voulons un État fort, un État stratège, qui peut nous en faire le reproche si l'État c'est vous ! et s'il est l'instrument de la mise en œuvre de votre volonté.

L'Etat est au service de la nation, c'est-à-dire au service de notre projet collectif, mais aussi au service des citoyens notamment en garantissant, au meilleur coût, des services publics de qualité.

Nos prestations sociales, parce qu'elles sont distribuées à ceux qui viennent du monde entier, sont en passe de ruiner nos systèmes sociaux au détriment de nos compatriotes en difficulté, et particulièrement des femmes déjà victimes directes de la loi El Khomri, qu'il faudra supprimer .

Ces femmes souvent pilier de familles monoparentales et, à ce titre, fragilisées à l'extrême par la dilution de fait de la solidarité nationale.

Certains en tirent comme conclusions brutales, la fin de cette solidarité, moins d'indemnisation en cas de chômage, moins d'hôpitaux, moins de santé, moins de protections, plus de travail, moins de revenus, moins de retraites, plus d'impôts, moins de services..

Il n'en est pas question parce que nous ne pouvons nous dire patriotes si nous ne défendons pas la solidarité nationale, c'est-à-dire le témoignage d'une solidarité fondamentale entre Français.

C'est la raison pour laquelle, dans le logement social, l'emploi, nous établirons la priorité nationale.

Ce principe sera inscrit dans la Constitution.

C’est aussi pourquoi nous créerons la « prime de pouvoir d’achat » qui permettra de verser aux salariés et retraités qui touchent moins de 1500 euros par mois, les recettes d’une contribution sociale à l’importation de 3 %, c’est ainsi en moyenne 1000 euros par an qui viendront soulager chacun de ces travailleurs et retraités modestes quand ils ne sont pas carrément pauvres.

C’est pourquoi nous revaloriserons aussi significativement l’allocation adultes handicapés et le minimum vieillesse, c’est pourquoi nous créerons une « protection logement jeunes » en revalorisant de 25 % l’aide au logement des jeunes jusqu’à 27 ans, et que nous aiderons résolument les familles.

J’entends déjà les égoïstes souvent très bien nantis nous expliquer qu’il serait immoral et ruineux de relever les 801 euros/mois du minimum vieillesse.

J’entends déjà les politiques et leurs cautions, certains économistes bien choisis, les sachants, les experts de pacotille, nous expliquer d’un ton péremptoire que c’est contraire à la science économique, la même science en application de laquelle ils ont fait 2200 milliards d’euros de dette, 7 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres et 66 millions de Français désabusés, démoralisés.

Ne les croyez pas !

À cette vision comptable, égoïste, refermée, erronée, nous opposons une vision volontariste, dynamique, juste, vertueuse, patriotique, parce qu’encore une fois, ce n’est que tous ensemble que nous réussirons.

Mais le patriotisme suppose aussi un pays qui se respecte et donc un pays qui se fait respecter.

À ce titre, nous appliquerons le principe selon lequel un étranger clandestin ne pourra jamais être régularisé et a fortiori jamais naturalisé.

Une situation hors la loi ne peut être génératrice de droits. L’AME sera supprimée.

Quand on aspire à s’installer dans un pays, on ne commence pas par violer ses lois. On ne commence pas par réclamer des droits.

À tous, et notamment aux gens de toutes origines et de toutes confessions que nous avons accueillis, je rappelle, parce que ce qui va sans dire va encore mieux en le disant : il n'y a pas et il n'y aura pas d'autres lois et valeurs en France que françaises.

Sur ce sujet, il n'y aura aucun recul, aucune retraite, aucune compromission.

Ceux qui sont venus en France c'est pour trouver la France, pas pour la transformer à l'image de leur pays d'origine. Ou alors, s'ils voulaient vivre comme chez eux, il leur suffisait de rester chez eux.

Nous appliquerons strictement les règles de laïcité dans un pays dont l'histoire tragique a appris à se garder des guerres de religion, que nous étendrons à l'espace public et que nous inscrirons dans le droit du travail afin d'apporter une réponse à ceux qui voient, avec inquiétude, monter les revendications religieuses dans l'entreprise et la montée des conflits sur les lieux de travail.

Pour tous les enfants de France, nous voulons restaurer à l'école le roman national que des dérives jargonnantes et pédagogistes ont relégué.

Nous ne voulons plus que l'Etat laisse se propager la haine de la France.

Nous voulons une école publique ou privée qui transmette aux futurs citoyens la maîtrise de notre belle langue et l'amour de notre culture.

De même, l'école fera acquérir en primaire à tous les petits Français une maîtrise parfaite des savoirs essentiels que sont l'histoire de France et les mathématiques.

Nous voulons une France qui transmet et une France qui se transmet !

Dans le prolongement, nous inscrirons dans la Constitution, la défense et la promotion de notre patrimoine historique et culturel, nous redonnerons à la francophonie ses lettres de noblesse, nous protégerons nos bâtiments nationaux, mais aussi nos entreprises stratégiques, de la captation et de la spéculation étrangère, nous redonnerons à nos compatriotes d'outre-mer une place au cœur de notre cœur.

Enfin, pour renforcer le sentiment d'appartenance et de solidarité, nous instaurerons un service national, civil ou militaire, de trois mois pour les garçons et les filles.

Voilà une partie de ce patrimoine immatériel dont je parlais tout à l'heure.

Au moment où certains annoncent la fin du travail, constatant par la même leur épouvantable échec, je défendrai résolument le travail.

Nous voulons un pays qui reconnaisse enfin le travail parce que la première mesure sociale est de donner un travail à chaque Français, un travail rémunéré à sa juste valeur, un travail qui permet de vivre dignement, de faire des projets, de construire sa vie.

Le travail, nous l'encouragerons et le récompenserons par le maintien des heures supplémentaires majorées que mes adversaires veulent supprimer et l'instauration de leur défiscalisation.

Cette mesure, attendue par les salariés, alliera la nécessité de la revalorisation du pouvoir d'achat et la garantie d'une certaine souplesse pour l'entreprise.

Défendre le travail, c'est aussi abaisser les impôts sur les revenus du travail.

Nous le ferons de manière significative puisque nous abaisserons de 10 % l'impôt sur le revenu sur les 3 premières tranches.

Notre projet vous l'avez compris est un projet empreint d'une grande force, la force des équilibres.

Nous n'avons personne à servir, personne à qui renvoyer l'ascenseur, aucune clientèle à fidéliser, aucun copain à remercier, aucune puissance financière à amadouer, aucun pays étranger à qui nous devrions plaire.

Nous sommes libres d'un projet où le peuple est central, en même temps cause et sujet, et chaque Français libre de trouver sa place, construire sa vie et montrer son génie.

La révolution de la proximité

La deuxième révolution que nous voulons engager est celle de la proximité.

Nous sommes pour le local contre le global.

Qui peut croire, comme le professent les mondialistes, qu'il serait logique, écologique ou même économique de produire sur un continent, transformer sur un autre et consommer sur un troisième.

En matière de production, nous souhaitons privilégier les circuits courts qui supposent la réorganisation et la maîtrise de nos filières de production, la relocalisation de nos circuits de transformation et l'organisation de filières éthiques de distribution.

Pour les producteurs, c'est l'assurance de justes prix.

Pour le consommateur, c'est la garantie de la provenance et donc de la qualité.

Pour les Français, c'est l'assurance de la sécurité alimentaire et donc de la santé de soi-même et des siens.

Nous voulons une France durable.

Cette relocalisation de nos productions passe par le protectionnisme intelligent et le patriotisme économique, démarches pour nous naturelles, mais aujourd'hui interdites par l'Union européenne.

Ce patriotisme économique notamment jouera pour les appels d'offres, mais aussi pour le soutien public aux filières qui nous semblent indispensables, stratégiques.

Mais cette révolution de la proximité, c'est aussi arrêter la désertification.

C'est protéger nos commerces de proximité, nos services publics de proximité, nos mutuelles, nos pharmacies, nos banques de proximité.

C'est avoir des écoles, des hôpitaux, des élus aussi de proximité et donc lutter contre les projets fous visant à passer de 35 000 à 6 000 communes, supprimant la relation privilégiée entre les administrés et leurs maires.

Mairie / département / Nation ; elle est là notre proximité, pas dans ces intercommunalités et ces Conseils régionaux éloignés et coûteux, et encore moins dans cette Union européenne sans légitimité et sans efficacité, déconnectée des aspirations des peuples.

Cette démocratie de proximité est la seule en réalité qui permette votre contrôle.

Et le contrôle ne peut s'exercer si vous êtes sans voix.

Alors, je rendrai la parole au peuple parce qu'en démocratie seul le peuple a raison et personne n'a raison contre lui, nous instaurerons donc un référendum d'initiative populaire.

Vous attendez une loi, elle ne vient pas ? 500 000 d'entre vous pourront déclencher un référendum et le peuple parlera.

Une loi a été votée, elle ne vous sied pas ? 500 000 d'entre vous pourront réclamer sa révision par référendum, et le peuple s'exprimera.

Vous avez, à nouveau, véritablement la maîtrise et redeviendrez à nouveau souverain.

La Révolution de la liberté

Révolution du patriotisme, révolution de la proximité et enfin révolution de la liberté.

La première des libertés est la sécurité. Ce sera une des priorités du quinquennat.

Comment me direz-vous puisque depuis trente ans tous les gouvernements ont échoué ?

Notre méthode est simple : nous allons appliquer la loi !

Car comme disait le Cardinal de Richelieu : « faire une loi et ne pas l'exécuter c'est autoriser la chose que l'on veut défendre ».

Nous allons en réalité rétablir l'État de droit c'est-à-dire faire appliquer la loi républicaine dans les endroits où elle a perdu droit de citer, là où nos gouvernants n'en n'avaient visiblement ni le courage ni la volonté.

Nous allons vraiment en finir avec l'impunité des délinquants, les zones de non-droit, la dictature de caïds sur certains quartiers, les trafics de drogue ou d'armes, les cambriolages, les voitures brûlées.

La certitude des poursuites, la certitude de la sanction, la certitude de la peine avec pour les étrangers délinquants la reconduite automatique à la frontière.

Je dis aux mères qui m'écoutent, soutenez-moi, n'acceptez pas que nos enfants vivent dans la peur, dans cette violence quotidienne dont ils sont les premières victimes, parfois au prix de leurs jeunes vies.

L'hécatombe doit cesser.

Pour l'exercice de leur mission si importante pour le pays, nous redonnerons à nos forces de sécurité les moyens humains et matériels de même que le soutien et les instructions nécessaires.

Nous les réarmerons y compris moralement avec, enfin, l'instauration de la présomption de légitime défense.

Nous ouvrirons les places de prison qui conviennent, nous conclurons des accords avec les pays d'origine pour que les délinquants étrangers effectuent leur peine de prison dans leur pays d'origine, nous augmenterons les moyens de la Justice, nous organiserons une réponse pénale qui se résume en deux mots : tolérance zéro.

En matière de terrorisme, nous n'entendons pas demander aux Français de s'habituer à vivre avec cette horreur.

Nous allons l'éradiquer ici et sur les théâtres d'opération extérieure.

Puisque nous sommes en guerre contre le fondamentalisme islamiste, nous appliquerons aux ennemis de la France les dispositifs légaux de l'état de guerre.

Nous nous donnerons les moyens techniques et humains adéquats et créerons sur le territoire national comme à l'extérieur les conditions et les coopérations nécessaires au renseignement.

Les étrangers fichés S seront reconduits à la frontière.

Les binationaux fichés S seront déchus de leur nationalité française et, l'ambiguïté sur leur nationalité réelle étant levée, ils seront renvoyés dans leur pays.

Les Français fichés S seront poursuivis pour intelligence avec l'ennemi et frappés d'indignité nationale.

Les lieux de prédications islamistes seront fermés et les semeurs de haine condamnés et expulsés.

Les vitrines légales de l'islamisme, notamment sur internet, seront éteintes.

Pour autant, nous n'entendons pas sacrifier la liberté des citoyens à la sécurité. Nous laissons la censure préalable, notamment des sites internet, le fichage et la surveillance généralisée à la gauche.

Nous entendons au contraire réaffirmer dans notre pays les libertés individuelles.

À l'heure où le pouvoir voudrait tout voir, tout entendre, tout interdire, nous souhaitons sanctuariser les libertés numériques en en mentionnant le principe dans la Constitution, abroger HADOPI en la remplaçant par un approfondissement de la licence globale.

Nous souhaitons également protéger les citoyens contre les menaces de fichages numériques.

La liberté est aussi celle d'entreprendre, de créer. Nous souhaitons un État régalien, un État stratège.

Ce sera un État modernisé, restauré dans ses moyens et respecté dans ses décisions.

Il ne s'agit pas là de concevoir un État omnipotent et omniprésent, mais un État protecteur, un État garant de justes équilibres, un État qui garantisse à chacun l'égalité de chances, pour créer un environnement économique favorable.

C'est la réforme totale du RSI, « sérial Killer » des indépendants.

Cette libération des énergies des entrepreneurs passe par la baisse de l'impôt sur les TPE/PME, la protection contre la concurrence déloyale, la simplification administrative, la sécurité juridique, la baisse des charges, un plan vigoureux de réindustrialisation et une grande politique énergétique.

Nous avons conscience que ce sont les entreprises qui créent l'emploi et notamment les petites et moyennes.

Avec elles, par des synergies intelligentes, en encourageant la recherche, l'innovation, les transferts de technologies et l'exportation, nous nous attaquerons au chômage par la création d'emplois durables.

Enfin, cette révolution de la liberté est celle de nos libertés collectives qu'on appelle pour un État la souveraineté, c'est-à-dire concrètement pour un peuple la liberté de décider pour lui-même.

Soyez conscients que ce combat pour la souveraineté est premier, principal, essentiel, cardinal, il conditionne tout le reste.

Sans souveraineté, pas de protection possible, pas d'action possible.

Sans souveraineté, un projet devient une promesse mensongère.

Mes adversaires prétendent contrôler les frontières, revenir sur le droit du sol, empêcher l'immigration, lutter contre la concurrence déloyale.

Ils vous mentent.

En refusant de s'affranchir du carcan de l'Union européenne qui est décisionnaire sur ces sujets, ils s'interdisent toute inflexion même mineure.

Pire, en restant dans l'euro, ils plombent notre économie, entretiennent le chômage de masse et donnent à l'Union européenne le moyen de pression pour imposer ses vues, ses directives ineptes, ses millions de migrants.

Or, chacun en convient, l'Union européenne est un échec. Elle n'a tenu aucune de ses promesses et tout particulièrement sur la prospérité et sur la sécurité et pire, elle nous a mis sous tutelle, tenus en laisse courte.

Qui pourrait se satisfaire de ne rien faire devant un système qui nous enchaine, qui ne fonctionne pas et pire dont les dysfonctionnements nous ruinent ?

C’est pourquoi, élue, j’annoncerai la tenue d’un référendum dans les 6 mois sur le maintien ou la sortie de l’Union européenne et j’engagerai immédiatement avec nos partenaires européens -dont beaucoup aspirent comme nous à la souveraineté-, une renégociation avec ce système européiste tyrannique qui n’est en l’état plus un projet, mais une parenthèse et je l’espère un jour un mauvais souvenir.

L’objectif sera de trouver dans les six mois un compromis qui nous permette de recouvrer nos quatre souverainetés : monétaire, économique, législative et territoriale.

Si l’Union européenne ne se soumet pas, alors je demanderai aux Français de voter au référendum pour se démettre de ce cauchemar et redevenir libres.

Dans le même esprit, parce que nous pensons que la France n’est grande que quand elle fait entendre sa voix qui est celle en faveur de l’indépendance et de l’équilibre mondial, nous sortirons du commandement intégré de l’OTAN ; nous réexaminerons notre diplomatie au regard de nos intérêts nationaux et nous donnerons les moyens de notre politique intérieure et étrangère par la reconstruction de notre potentiel militaire.

L’armée doit cesser d’être la variable d’ajustement des errements budgétaires de nos dirigeants.

Nous inscrirons donc le seuil minimum de 2 % du PIB consacré au budget de la défense dans la Constitution.

Nous nous réarmerons sans complexe.

Nous voulons une France libre !

Nous voulons, nous, Français, être libres !

Vous le voyez, mes chers amis, la tâche est immense.

Mon engagement est de remettre la France en ordre en cinq ans. En pratique cela concerne tous les secteurs de notre vie :

Remettre notre économie en ordre

Remettre l’école en ordre

Remettre notre Justice en ordre

Remettre notre diplomatie en ordre

Remettre notre sécurité en ordre

Remettre notre solidarité en ordre

Pour ce faire, nous avons besoin de tout le monde.

Nous ouvrons les bras à tous ceux qui partagent avec nous l'amour de la France et qui souhaitent engager notre pays sur les voies du redressement national.

On le voit, l'ancien débat droite-gauche a vécu. Les primaires ont montré que les débats sur la laïcité ou l'immigration comme sur la mondialisation ou la dérégulation généralisée constituaient un clivage fondamental et transversal.

Ce clivage n'oppose plus la droite et la gauche, mais les patriotes aux mondialistes.

Dans cette élection présidentielle, nous représentons le camp des patriotes.

Ce qui nous anime n'est pas l'amour de l'argent ou des intérêts particuliers, mais le souci de la patrie, ce n'est pas une vision asséchée et désincarnée du monde, mais un monde multipolaire riche de sa diversité, de ses peuples et de leur génie propre.

Nous engageons tous les patriotes de droite ou de gauche à nous rejoindre. Élus ou simples citoyens, d'où que vous veniez, quels qu'aient pu être vos engagements, vous avez votre place à nos côtés.

Patriotes, vous êtes les bienvenus !

L'effondrement des partis traditionnels et la disparition un à un de la quasi-totalité de leurs dirigeants montrent que la grande recomposition politique a commencé.

Avec ceux qui nous rejoindront au cours de la campagne de premier tour, avec ceux qui nous rejoindront entre les deux tours, et ceux qui nous rejoindront après la victoire, nous formerons une majorité présidentielle et, après les législatives, un gouvernement d'union nationale.

Je crois dans notre victoire. J'y crois parce que je sais qu'une immense majorité des Français partage nos choix et notre vision de l'homme et de la Nation.

Personne de raisonnable ne veut faire de la France le cobaye d'une mondialisation qui ne sera heureuse que pour la caste. Personne ne veut accepter l'asservissement économique et politique qu'elle nous prépare.

Les autres peuples ont montré la voie. Les Britanniques qui ont choisi la liberté avec le Brexit et qui, chaque jour, peuvent se féliciter de la forme insolente de sa croissance. Les Italiens qui ont montré leur réprobation lors du référendum sur la Constitution de M. Renzi. Les Grecs qui envisageraient à nouveau de sortir de l'Euro. Les Autrichiens qui ont éliminé de la présidentielle au premier tous les partis traditionnels.

Les Américains qui ont fait le choix de leur intérêt national.

Ces Nations ont montré que le réveil des peuples contre les oligarchies peut devenir une réalité et que comme le symbolise notre belle Rose Bleue, l'impossible devient possible.

Comme il est possible que des présidents comme Donald Trump, non seulement soient élus contre un système coalisé, mais surtout respectent leurs promesses et agissent vite et fort dans l'intérêt et selon le souhait de leur peuple.

Vous le voyez, mes chers amis. Comme le proclamait Victor Hugo dans l'Année terrible après la défaite de la France : « Nous n'avons pas encore fini d'être Français ! »

Ce réveil des peuples est historique. Il marque la fin d'un cycle. Le vent de l'histoire a tourné.

Il nous portera au sommet et, avec nous, notre pays : la France.

Vive le peuple !

Vive la République !

Vive la France !

ANNEXE 7 – DISCOURS DU 1ER MAI 2017 À VILLEFRANCHE (ENTRE DEUX TOURS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2017)

Mes chers compatriotes,
Français de métropole, d'outre-mer et de l'étranger qui nous écoutez,

Mon cher Nicolas,

Avec tes compagnons de Debout la France, tu as fait le choix d'apporter ton soutien à la candidature patriote que j'ai l'honneur de porter dans cette élection présidentielle si importante, si décisive, puisqu'elle va décider du sort de notre pays pour 5 ans, et en réalité, nous le savons, bien davantage.

Je tenais, amis et désormais camarades de combats de Debout la France, à vous adresser ma profonde gratitude pour cet engagement qui témoigne non seulement de votre courage, mais également de votre sens du devoir.

Au moment où le pays est invité à faire un choix historique, peut-être irrémédiable, un choix de civilisation.

Mes remerciements vont également à une grande dame de la politique, Marie-France Garrault, qui m'a fait le grand honneur de son soutien, à Mesdames Boutin et Austalier pour leurs courageuses positions publiques.

Mes remerciements vont aussi à Monsieur Bruno Norte, présent ici, qui nous témoigne du soutien du plus vieux parti politique de France, le CNIP, le Centre national des indépendants et paysans.

Vous avez choisi la France.
Et pour reprendre le mot du Général de Gaulle dans un message diffusé le 2 juillet 1940, "Vous avez fait un de ces choix qui font passer la France avant la cause de l'orgueil, de la terreur ou des intérêts."
Ce geste de soutien me va droit au cœur.

Ainsi, les patriotes issus de traditions différentes peuvent enfin voir leurs forces se grouper pour la défense du pays et de nos valeurs de civilisation. Nous formons désormais la grande alliance patriote et républicaine, qui se donne comme socle fondateur, comme raison d'être et d'agir, comme but, la défense de la nation et la cause du peuple.

Dans cette alliance durable, Debout la France conserve son identité et son entière indépendance, et je m'en réjouis, une identité qui par ses qualités propres nous permet de faire porter encore plus fort et plus loin le message de la patrie et de la république. C'est ensemble et c'est différent que nous serons plus forts.

Ce qui caractérise votre engagement et tout votre parcours politique, chacun le sais, mes chers amis de Debout la France, c'est votre esprit de liberté. Comment vous en ferais-je le reproche ? Moi qui suis faite du même bois et qui vois dans les esprits libres les éclaireurs de ce monde et dans les hommes courageux, la nouvelle équipe dont le pays a besoin, tout particulièrement en ces circonstances.

Cette campagne, nous allons la mener ensemble. D'un seul cœur, d'un seul élan, d'un seul enthousiasme. Pour cette élection, nos militants vont se retrouver sur le terrain pour allier leur énergie et remporter la victoire qui ne sera pas tant la nôtre que celle de la France.

Élue présidente de la République, je nommerais Nicolas Dupont-Aignan premier ministre.
Il conduira l'action gouvernementale pour le redressement de la France, l'action d'un gouvernement resserré dans lequel les ministres seront choisis pour leurs compétences et leur volonté de servir la nation et sur aucun autre critère.

J'ai fait cette annonce parce que je veux la clarté, la transparence. Mon adversaire n'ose pas dire qui il nommera. Sans doute pour ne pas effrayer les Français. Imaginez que les Français apprennent que Laurence Parisot est bien confirmée à ce poste. Imaginez le désastre électoral que cette annonce ferait pour Monsieur Macron.

Et bien, je lui demande une fois encore de nous dire la vérité et de dire à quelle sauce il veut manger les Français. Qui sera son premier ministre ? Combien de députés socialistes sortants seront investis par son mouvement aux législatives ?

Notre gouvernement sera un gouvernement d'union nationale. Un gouvernement qui agira avec pour unique boussole l'intérêt national, pour guide la volonté du peuple, pour objectif la prospérité et l'intérêt du pays.

Notre gouvernement ne sera pas le gouvernement de la continuité, mais celui du changement. Notre gouvernement ne sera pas le gouvernement des ambitions, mais des convictions. Notre gouvernement ne sera pas le gouvernement de la parole, mais de l'action.

Surtout, notre gouvernement ne sera pas le gouvernement de la caste, mais de tous les Français sans aucune distinction, sans aucune restriction.

J'ai dit que je serais la présidente de tous les Français. Je demanderai à mon gouvernement de gouverner pour tous les Français. Ce sera un gouvernement pour vous, qui travaillera avec vous, avec transparence et éthique.

Cette grande alliance qui s'est nouée pour la France, ce regroupement de formations patriotes et républicaines de France dérange. C'est bon signe.

Vous l'avez vu, le système pâlit et gémit, d'ailleurs. Lui qui croyait pouvoir se succéder en passant en mode furtif avec un candidat tellement embrumé que même le pape ne parvient pas à percevoir son message. Ce système déchante.

Ce système qui croyait pouvoir prospérer sur l'apathie des électeurs pour installer tranquillement son candidat de synthèse dans le fauteuil élyséen panique. Le pouvoir médiatique qui pensait obtenir la résignation de l'opinion dans une élection présentée comme jouée d'avance s'agite.

Dans notre démocratie française, une élection présidentielle peut avoir lieu, certes. Mais attention, le gagnant doit être désigné par avance.

Rappelez-vous la liste des présidents de droit divin.
Jupé, il était imbattable ;
Fillon, gagnant de la primaire, il était déjà intronisé ;
Et Macron, qualifié au second tour.

Il était déjà tellement élu qu'il a cru que le second tour serait une ballade de santé qu'il effectuerait dans une voiture à gyrophares entouré de motards brûlant les feux rouges après avoir fêté sa victoire à la Rotonde avec la gauche caviar et les anciennes gloires du show bizz moralisateur.

Et pourtant, le candidat du système patine. Les grands prêtres de la bien-pensance se voient contraints depuis quelques jours à se livrer à des incantations magiques, à exécuter des danses rituelles, à procéder à des cérémonies d'exorcisme. Et à défaut de résultats probants, à lancer des fatwas.

Pour ne pas déjouer le résultat programmé par la caste, une double règle a été édictée. Une double règle que les médias, chiens de berger du troupeau électoral, ont la charge de faire respecter à la lettre .

1. Il est anormal de ne pas appeler à voter pour le candidat du système. Monsieur Mélenchon a fait les frais, d'ailleurs, de cette injonction, pour avoir laissé la liberté de vote à ses électeurs ;
2. Il est interdit, sous peine d'excommunication médiatique, d'appeler à voter pour un candidat de second tour, si ce n'est pas celui du système.

Comme la fait Nicolas Dupont-Aignan, je vous appelle, chers compatriotes épris de démocratie, qui souhaitez une si nécessaire alternance de faire le choix de la liberté. Le choix de votre liberté.

Tant pis si l'oligarchie, inquiète pour ses avantages et privilèges, se débat comme un poisson jeté sur le rivage. Tant pis pour les grincheux. Leur confort de pèse rien par rapport à l'intérêt national et le bien commun.

Dans cette élection, vous le voyez bien, le système veut vous imposer son candidat. François Hollande veut vous imposer son poulain. Et le fantomatique Monsieur Fillon, son nouveau meilleur ami, qu'il dénommait il y a peu, Emmanuel Hollande.

Alors notre rôle, c'est aussi de dire la vérité aux Français.
Monsieur Macron, c'est le candidat de la continuité. D'une continuité morbide dont le chemin est parsemé des cadavres des emplois délocalisés, des ruines des entreprises en faillite et du trou sans fond des déficits et de la dette.

Monsieur Macron est soutenu tous les jours par Monsieur Hollande qui ne cesse d'appeler à voter pour lui, parfois plusieurs fois par jours.
Monsieur Macron, je vous le dis, est le candidat sortant. Depuis le mois de décembre, les Français pensaient s'être débarrassés de François Hollande, ce président si détesté du peuple français, ce président qui a mis la France en échec, ce président qui n'a jamais présidé pour le peuple.

Ils l'avaient vu partir par la porte et le voici qui revient par la fenêtre.

Chaque jour, il vient pour nous inonder des ses messages politiciens d'un niveau si bas qu'on se demande jusqu'où pourra-t-il tomber dans l'indignité.

Alors la réalité elle est simple, elle est claire, Emmanuel Macron c'est François Hollande qui veut rester et qui s'accroche au pouvoir comme une bernique. Emmanuel Macron c'est FH qui continuera d'inspirer la politique du pays.

Et bien ce candidat sortant, nous allons le sortir.

Tout, mes amis, tout dans le projet de mon adversaire heurte notre devise : Liberté, Égalité, Fraternité. Le projet Macron porte atteinte à la liberté.

Monsieur Macron c'est une position radicale, extrémiste de l'Union européenne qui ne se conçoit qu'en rabaissant la France, qu'en la diluant, qu'en la soumettant à la chancelière allemande, qu'en la livrait à la submersion migratoire, qu'en l'abandonnant aux vents mauvais de la mondialisation sauvage, à ses brusqueries, aux traités commerciaux qui font perdre la France avec la perspective quasiment admise de la faire disparaître.

Monsieur Macron c'est la négation de la démocratie par le recours brutal aux ordonnances, c'est-à-dire un 49-3 renforcé, érigé en mode normal d'adoption des lois et notamment des lois du travail. C'est la volonté d'accélérer la politique du pire, déjà mise en œuvre sous FH avec la loi El Khomri puissance 1000 synonyme de précarisation généralisée des salariés et d'appauvrissement des plus fragiles.

Monsieur Macron c'est une France où l'insécurité sera générale, où le laxisme, la culture de l'excuse et donc la criminalité et la délinquance continueront de pourrir la vie des honnêtes gens. Une France où le terrorisme, vous savez, ce qu'il appelle un impondérable, sera un fait auxquels les Français seront obligés de s'habituer, pour reprendre les mots de Manuel Valls.

Monsieur Macron c'est le communautarisme, et donc avec la pression islamiste, les restrictions aux libertés des femmes, le refus de certains enseignements, par exemple récemment comme dans cette école du 92, le refus de visite de la cathédrale de Paris.

Monsieur Macron c'est celui qui s'allie fièrement avec monsieur Raffarin, le PM qui renia fièrement le référendum de 2005 au mépris de la liberté du peuple.

Contraire à la liberté, le projet Macron va à l'encontre de l'égalité.
Il ne peut y avoir d'égalité dans le projet Macron, puisque sa philosophie c'est En marche, ou crève.

C'est en marche vers plus de mondialisation, de délocalisation, de misère, de chômage, de précarité, de concurrence déloyale, d'uberisation, de traités léonins comme le TAFTA ou le CETA qui organisent la domination des grands groupes sur les petites entreprises et même sur les États.

C'est en marche vers la déréglementation de toutes les professions où demain, tout le monde pourra se déclarer Taxi, avocat, pharmacien, notaire, hôtelier, huissier,

professeur, au risque d'anéantir ces professions et de livrer les consommateurs ou les administrés sans protection à des charlatans.

C'est un projet qui laisse souffrir sur le bord du chemin les petits et tous ceux qui ont l'outrecuidance de ne pas accepter de voir leurs emplois partir en Pologne, de refuser la perspective de travailler pour 400 euros par mois, de ne pas vouloir travailler jusqu'à 67, voire 70 ans.

Évidemment, c'est le projet qui tuera les petites entreprises pour laisser prospérer et dominer les grands groupes. Lorsque Monsieur Macron propose aux salariés de Whirlpool des formations en attendant l'arrivée des nouveaux emplois, Il omet de préciser que dans son modèle économique, les entreprises ne s'installeront en France qu'en payant des salaires au niveau de la Pologne, soit 4 euros de l'heure.

Le projet de Monsieur Macron organise la concurrence déloyale des travailleurs français, non seulement avec les salariés esclaves des pays du Tiers-Monde, mais également sur le marché français avec le recours à des travailleurs détachés.

Vous voyez, la concurrence déloyale internationale se double alors de la concurrence déloyale nationale, sur notre territoire.

La Grande Guerre économique du tous contre tous sera lancée, au bénéfice, quand même, de quelques-uns.

C'est un projet qui verrouille l'interdiction pour la France d'aider nos entreprises comme le bon sens et la morale le commandent pour favoriser l'emploi français.

C'est un projet qui prévoit de la discrimination positive pour les uns, et donc de la discrimination négative pour les autres.
C'est un projet qui prévoit la submersion migratoire de la France avec la mission donnée à la chancelière immigrationniste, madame Merkel, de l’organiser, sous la menace de sanctions financières exorbitantes infligées aux pays qui s'y refuseraient, par la Commission européenne.

Enfin, Monsieur Macron tourne le dos à la fraternité française quand il exalte les communautarismes, parlant ici aux Comoriens, ici aux Algériens. Quand il se réjouit que certains quartiers soient devenus inaccessibles. Quand il participe à la diffamation de l'histoire glorieuse de notre pays.

Quand il s’accommode d'une société à deux vitesses, la caste et les autres, d'une santé à deux vitesses, quand il projette des réductions des services publics, notamment en

zone rurale, la disparition de la plupart des communes par fusion obligatoire et quand il envisage la disparition de 25% des départements.

Je vous le dis, restez libres.
Je vous appelle à la lucidité et au sursaut national. Ne donnez pas une voix à Monsieur Macron.
Ne prolongez pas ce quinquennat indigne en vous laissant abusivement culpabiliser.
Ne prolongez pas les souffrances d'un pays et d'un peuple qui n'en peuvent plus.
Ne prolongez pas le règne de gens qui ne veulent du pouvoir que pour en jouir, que pour se partager les prébendes sur la misère du peuple, que pour s'enrichir sur le travail des autres.
N'acceptez un projet qui détruira ce qui fait notre pays.

Platon utilisait cette sentence toujours d'actualité. "On peut aisément pardonner à un enfant qui a peur de l'obscurité. La vraie tragédie c'est lorsque les hommes ont peur de la lumière."

Et Sénèque ajoutait : "Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles."

Beaucoup d'électeurs commencent à ouvrir les yeux sur Monsieur Macron, le masque tombe. Le winner autoproclamé, le fêtard de la Rotonde commence à perdre de sa superbe. Le gendre idéal délaisse son sourire pour un rictus, la bienfaisance dont il a fait un slogan marketing craque devant l'insolence et l'intolérance. Ses soutiens sombrent dans l'invective et dans l'ordurier.

Au fil des interviews le message concocté par des communicants se brouille, ou plutôt, révèle le vrai Macron. Celui qui prétend incarner le renouveau s'avère l'homme clé du quinquennat Hollande. Un conseiller du président lors de l'affaire Léonarda, père de la loi El Khomri dont il n'a même pas osé assumer la paternité, mais dont il promet une suite mille fois plus venimeuse.

Aujourd'hui, Monsieur Hollande, qu'on entend davantage que le candidat gouvernemental fait office de directeur de campagne. Et monsieur Valls sort de son terrier politique pour jouer les rabatteurs en chef.

Il ne suffit pas de dire, que dis-je, de vociférer le mot "nouveau" quatre fois par phrases pour incarner la nouveauté.

Celui qui prétend recomposer la vie politique n'est que l'image d'un système qui s'écroule sur lui-même. Comme Hilary Clinton avant lui, la liste de ses soutiens en témoigne. On a les has been de la vie politique : Vall, Bayrou, El Khomri, Lepage,

Cohn Bendit, Delanoé, Attali, celui qui considère la mise à mort des salariés de Whirlpool comme une anecdote.
Les never been, comme BHL, Parizot, Gattaz ou Bernard Tapis. Bernard Tapis qui fait son grand retour.
Et puis les milliardaires : Drahi, Berger, Bolloré, Niel, qui contrôlent les médias et les communications.
Alors je vous épargnerai les journalistes, nous y passerions la nuit. Et vue leur hostilité décomplexée, on va peut-être même gagner grâce à eux.

Je citerai quand même les dirigeants des plus grands groupes immobiliers : Didier Casse et Jean Perlevade, Bouygues, Benjamin Grivaux, vous savez, son porte-parole. Unibail, Rodemco, Henri Ermand le généreux mécène de Monsieur Macron.

Hollande, pas très loin d'ici, c'était au Bourget, disait en 2012 "Mon véritable adversaire il n'a pas de nom. Pas de visage. Pas de parti. Il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera jamais élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance."

Et bien, aujourd'hui, l'adversaire du peuple français, c'est toujours le monde de la finance, mais cette fois il a un nom, il a un visage, il a un parti et il présente sa candidature et tous rêvent de le voir élu. Il s'appelle Emmanuel Macron.

D'ailleurs, jamais la finance n'a si bien déployé ses tentacules que sous le quinquennat Macron-Hollande. C'est si vrai que les spéculateurs boursiers ont signalé avec un bon de 4% le premier tour de Monsieur Macron. Mais il faut dire que c'est Monsieur Macron qui a fait capoter la loi de séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt permettant à la finance de continuer à jouer au casino avec l'épargne des Français.

Et bien ce genre de services se paye.

Monsieur Macron a adopté pour slogan "Ensemble la France". Il eut été plus franc de dire "Ensemble la finance".

Et bien avec moi, le monde de la finance non seulement ne s'emparera pas de l'Élysée, mais cessera de gouverner.
Le 7 mai, je vous appelle à faire barrage à la finance, à l'arrogance, à l'argent roi.

Qu'on s'entende bien mes amis, je ne confonds pas le monde de la finance et l'entreprise. La finance spécule quand l'entreprise produit. La finance détruit les emplois quand l'entreprise les crée. L'entreprise génère de la richesse quand la finance la pille.

Le 7 mai, je vous appelle à sortir les revenants, parce qu'avec Emmanuel Macron, vous n'en vouliez plus aucun, vous les aurez tous.

Monsieur Macron inquiète de plus en plus de Français, et c'est à juste titre. Banquier d'affaires, homme de réseau. Il ne s'est jamais présenté à aucune élection, n'a jamais exercé aucun mandat électif, il ne connait rien à la vie de ceux à qui il demande les suffrages.

C'est un homme dont l'ambition ne vise pas à servir les intérêts du peuple, les intérêts des Français, mais bien ceux de l'argent.
C'est un personnage que les Français découvrent peu à peu et qui révèle, de surcroit, un caractère inquiétant. Un caractère dominé par l'insensibilité qui sied aux banquiers d'affaires dont le rôle consiste à dépecer des entreprises sans considération pour les emplois détruits.

Mais aussi dominé par l'instabilité. L'irritation et l'agacement dont il fait preuve pendant cette campagne d'entre deux tours, les vociférations et la violence à peine contenues qu'il donne à voir et qu'il communique d'ailleurs à ses lieutenants, ces traits de caractère témoignent de ce qu'il n'a pas les capacités à être chef de l'État, et aucunement celles pour être le président qui défendra les Français.

Or, les Français ont besoin plus que jamais de protection.

Je serai cette présidente qui protège, qui protège tous les Français d'où qu'ils viennent et quelle que soit leur origine.
Une présidente qui traitera avec hospitalité les étrangers qui demeurent chez nous en respectant nos lois, ils sont nos invités.
Une présidente qui protège les plus faibles, en n’oubliant pas les enfants.

Comme mère, je ne peux pas me résoudre à vivre dans un pays où tous les jours, deux enfants meurent sous les coups de leurs parents, où des enfants sont violés, où les placements abusifs sont nombreux et les placements nécessaires oubliés.

Leur malheur est trop souvent passé sous silence. La pudeur face aux souffrances qui sont les leurs ne peut pas prendre le visage du déni politique.

Je ne peux me résoudre non plus à voir des personnes âgées faire les poubelles pour manger, ou des familles dormir dans des voitures.

J'augmenterai le pouvoir d'achat des jeunes, des familles et de nos anciens en augmentant les petites retraites. On ne peut pas admettre, en France, au 21e siècle que le minimum vieillesse ou l'allocation handicapés soit inférieur au seuil de pauvreté.

Et puisque nous parlons de handicap, ayons le courage de développer les moyens nécessaires pour enfin faire respecter les engagements pris dans le cadre de la loi de 2005 et dont enfin, les familles. À ce titre, je suis ravie d'avoir intégré dans mon projet la mesure portée par Nicolas Dupont-Aignan d'accorder une part fiscale pleine par enfant en situation de handicap.

Avec mon grand plan de création et de développement des structures visant à accueillir nos petits et grands, d'ailleurs, frappés du trouble du spectre autistique, nous pouvons dire, Nicolas, que nous avons à nous deux le projet le plus ambitieux pour les personnes en situation de handicap et leurs familles.

Je demanderai au gouvernement de mettre en oeuvre une réforme fiscale pour baisser les impôts qui pèsent trop sur la classe moyenne, ces impôts que le candidat sortant a massivement relevés pendant le quinquennat, quand la dette continuait d'exploser.

Je protègerai les petites et moyennes entreprises en les rendant moins vulnérables dans la mondialisation.

Je protègerai aussi l'emploi en faisant le patriotisme économique et en menant la guerre aux délocalisations.

Je protègerai les salariés précarisés, et notamment les femmes, en enlevant la scandaleuse loi El Khomri, cette loi que le candidat sortant a écrite.

Mais je protègerai aussi notre environnement. Grand oublié de la campagne, ce sujet est pourtant fondamental quand on pense à l'avenir de la nation et de nos enfants. J'ai annoncé la création d'un grand ministère de l'environnement et de la santé, parce que les deux sujets sont intimement liés et que, de la sécurité dans les assiettes à l'air que nous respirons, notre santé dépend beaucoup de la qualité de ce que nous produisons, du soin que nous mettons à entretenir la nature, et du contrôle des produits que nous importons.

Sur ce sujet, osons mettre les hypocrites face à leurs contradictions. Le modèle économique imposé par la mondialisation sauvage est non seulement meurtrier pour la planète, puisqu'il pousse à produire à des dizaines de milliers de km ce qui est consommé ici, mais aussi terriblement pervers par ce que la concurrence mondiale déloyale est l'hormone de croissance de toutes les fraudes. Quand on ne peut plus tirer les prix vers le bas, la solution, c'est la triche. Or en matière alimentaire ou de médicaments, la triche ça peut être la mort.

Je protègerai notre territoire, et pour cela je m’appuierai sur les communes, les départements, ces niveaux d'action qui sont la proximité réelle dont nous avons besoin pour prendre les bonnes décisions et contrôler leur respect.

Je protègerai la solidarité qui existe entre les Français et je chercherai tous les moyens en m'appuyant notamment sur la lutte contre la fraude, mais aussi les perspectives que nous offrent l'innovation et les progrès numériques pour renflouer la sécurité sociale plutôt que de la voir disparaître, plutôt que de fermer des hôpitaux, plutôt que de dérembourser des médicaments.

Je protègerai nos campagnes, notre agriculture et nos agriculteurs contre la dévastation qu'opère la mondialisation sauvage. Je suis allé tenir nombre de réunions publiques dans des petites villes, et même des villages, quand Emmanuel Macron s'est souvenu qu'il existait des campagnes en France 8 jours avant le second tour.

Je protègerai le maillage de notre territoire et la présence de services publics, la présence de petits commerces dans les bourgs, la vitalité économique des zones mêmes les plus rurales.

Je protègerai les Français, tout simplement.
Et ils en ont fondamentalement besoin. Fondamentalement besoin au moment où pèsent sur eux des dangers majeurs.

La lutte contre le terrorisme sera une priorité cardinale de mon action, et ma main dans ce domaine ne tremblera jamais.

Notre projet de lutte contre le terrorisme islamiste est clair, articulé, réfléchi, cohérent, solide, efficace. Quand monsieur Macron semble, lui, avoir plus réfléchi au statut de première dame qu'à son programme de lutte contre le terrorisme dont il nous a benoitement et avec une grande désinvolture expliqué, le lendemain de l'assassinat de Xavier Juguelé qu'il n'allait pas en inventer un dans la nuit.

L'insécurité au quotidien qui pourrit la vie des Français sera également fermement combattue.

Et je protègerai aussi notre mode de vie.
Je ramènerai à 10 000 le solde migratoire pour mettre fin à une immigration dont chacun s'accorde à dire qu'elle est devenue en même temps massive et incontrôlable.

Mais aussi, mes chers amis, pour que cesse de progresser dans notre pays le communautarisme et les atteintes à la laïcité. Durant le dernier quinquennat, le fondamentalisme islamiste a progressé de façon inouïe en France, et le candidat sortant

n'entend en rien s'attaquer à cela. De même qu'il n'a pas de programme contre le terrorisme, il ne propose rien contre le communautarisme.

La réalité qui compte trop sur le clientélisme pour gagner ses batailles électorales. Emmanuel Macron est soutenu par l'UOIF, cette organisation que je veux dissoudre parce qu'elle est entre les mains des frères musulmans et que se tiennent en son sein des propos inacceptables.

Mais ça n'est pas terminé, il est aussi soutenu par Annie Ramadan, qui justifie la lapidation des femmes. Et ces soutiens-là, Emmanuel Macron les assume.

On le voit, cette élection met en jeu bien plus que des projets. Autre chose que des catalogues de mesure, autre chose qu'un alignement de chiffres. Il oppose deux visions du monde. Deux philosophies et je le crois, deux personnalités différentes.

Je suis la candidate de la France qui se lève tôt. De celle qui pense au lendemain. De celle qui refuse l'insensibilité du monde de l'argent.
La France qui veut préserver le patrimoine non seulement matériel, mais aussi immatériel des Français.
La France qui œuvre pour être fière du pays que nous laisserons à nos enfants.

Je suis la candidate d'une France rassemblée, autour d'un sentiment national retrouvé et qui unira ses forces, toutes ses forces, pour faire face victorieusement à la mondialisation et à la dilution programmée.

Je suis la candidate de la France qui retrouvera confiance en elle et saura jouer de ses atouts.

Je rendrai à la France son indépendance en négociant avec Bruxelles le retour de nos souverainetés. Je mènerai ce bras de fer avec d'autant plus d'énergie que Bruxelles saura qu'un référendum conclura les négociations et que c'est le peuple français, l'ensemble du peuple français le seul souverain qui décidera.

Et je vous rendrai aussi une démocratie pleine et entière en ayant recours au référendum. En installant le référendum d'initiative populaire, en mettant en oeuvre la proportionnelle pour que chacun soit représenté dans les assemblées, et puis en baissant aussi le nombre de députés et de sénateurs.

Il s'agit de donner à la France un président de la République et pas un président de Conseil général. La France doit choisir un chef qui lui offre une vision d'elle-même, une conscience claire de son identité et de son rôle dans le monde.

Moi je crois que la France est une histoire, une géographie, et que ce sont des atouts qu'il nous faut valoriser.

L'histoire, mes chers compatriotes, ce n'est pas le passé avec lequel on la confond trop souvent. Elle est un tout, une ligne qui parcourt les âges et les siècles. Elle est une autre dimension du temps qui inclut le passé, le présent et le futur.

Pour nous français qui nous sentons enfants de l'une des plus anciennes et illustres nations du monde, l'histoire est l'inspiration première de tout notre projet. Notre histoire c'est la construction lente d'un État nation qui s'édifie sur les ruines de la féodalité. Elle est notre premier commandement politique en ce qu'elle est une continuité, une logique, un enseignement pour le temps qui vient et un guide pour le monde que nous voulons construire.

Je veux que nos enfants l'apprennent pour savoir d'où ils viennent et où ils vont. Pour savoir qui ils sont et combien la France peut les rendre fiers.

Napoléon disait que la politique d'un État procédait de sa géographie. Avec ses trois faces maritimes, la Manche et la mer du Nord qui nous relie aux Anglo-saxons et l'immensité septentrionale. La façade atlantique qui nous projette vers le grand large et nous parle d'aventure. La façade méditerranéenne, foyer des civilisations les plus vieilles et les plus riches de l'histoire. Mais aussi ses trois frontières terrestres. Les Pyrénées d'abord, qui engagent la France vers cet immense ensemble qu'est le monde hispanique et latin. Nos Alpes qui nous ouvrent vers l'Italie, notre sœur, et au-delà l'Europe centrale, balkanique et orientale. Et puis, il y a la frontière du Rhin, la plus ouverte, la plus prometteuse aussi. Ce monde germanique avec qui nous avons à construire tant de coopérations, pour peur que nous retrouvions le statut d'alliés et non d'inféodés, d'asservis ou de soumis.

Et puis, mes amis, il y a notre territoire maritime qui comme notre territoire terrestre doit être aménagé. Ce territoire en jachère dont la conquête offre des promesses aussi fabuleuses que le furent celles de la conquête de l'espace. C'est la promesse de l'or bleu jusqu'à présent insuffisamment exploitée. Cette richesse qui nous garantit à elle seule le plus bel avenir si du moins nous prenons la peine de la valoriser.

Cela va de l'exploration scientifique à la production alimentaire. Des ressources énergétiques à la puissance stratégie.

Notre outre-mer sera la base de développement de cette richesse quasi infinie.

Et nos compatriotes d'outre-mer auront enfin, non seulement la place centrale que nous leur avons, nous patriotes toujours accordée dans notre cœur, mais aussi une place

essentielle dans cette nouvelle épopée scientifique et économique, une place d'architecte de la grandeur de la France.

Mais la France, c'est aussi un ensemble de valeurs et de principes transmis de génération en génération comme des mots de passe. C'est un art de vivre. Ce sont des codes que nous partageons entre nous. C'est une façon de penser et d'appréhender le monde. Et puis c'est une voix, une voix extraordinaire, singulière, qui parle à tous les peuples de l'univers.

Tant pis pour Monsieur Macron qui ignore qu'il existe une culture française et un art français.

Nous, nous savons que la simple évocation de la France a pour des millions d'hommes à travers le monde une résonance particulière. Sur tous les continents, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe centrale, autour de la méditerranée, le mot France ne désigne pas qu'un pays.

C'est une lumière qui retient l'attention, c'est une direction vers laquelle les gens sensibles, cultivés ou épris de liberté se tournent.

Si l'on apprend notre langue, quelquefois à grand prix, en Argentine ou en Pologne, s'il existe des listes d'attente pour s'inscrire à l'alliance française de Shanghai, de Tokyo, de Mexico, ou bien au lycée français de Rabat ou de Rome. Si Paris est la première destination touristique mondiale, c'est que la France est autre chose, et bien plus que la puissance industrielle, agricole et militaire qu'elle peut et doit redevenir.

Jadis, soldats de Dieu, aujourd'hui soldats de la liberté, la France sera toujours le soldat de l'idéal, disait Clemenceau.

Contrairement à ceux qui ne croient plus en la France, contrairement à mon adversaire qui se situe dans une vision postnationale, nous voulons que la France continue de parler au monde et puisse y écrire encore, et pour longtemps, les belles pages de son histoire. Nous refusons la fin de la France programmée par Monsieur Macron et ses amis socialistes. Nous n'entendons pas laisser la France sortir de l'histoire.

Si l'on regarde cet univers tourmenté, c'est la clé pour comprendre le monde.

Nous voyons que deux idéologies totalitaires cherchent à se mettre en place autour de nous. D'un côté le mondialisme, qui conçoit le monde comme un grand marché où l'homme n'est plus qu'un consommateur, ou un producteur, où les logiques du marché régentent tout. Où les rapports humains doivent se réduire à des rapports marchands. Où la marchandisation du monde impose sa sinistre loi.

De l'autre, l'idéologie islamiste qui cherche à asservir le monde par la terreur et par une vision religieuse nihiliste et obscurantiste.

L'une et l'autre conduisent à l'asservissement des hommes. L'une et l'autre contreviennent à nos valeurs de civilisation. L'une et l'autre constituent une menace à notre identité nationale.

Entre le tout économique et le tout religieux, nous ouvrons et nous traçons une voie alternative. Une voie qui procède de notre héritage culturel. Une voie qui est seule conforme à nos valeurs de civilisation, c'est-à-dire soucieuse de l'humanité de l'homme et qui nous commande de faire confiance à la raison et au libre arbitre.

Cette voie c'est celle de la culture.

C'est aussi celle du doute, de la discussion, du compromis. C'est la voie de l'équilibre, de la liberté des individus et de peuples.
Ce n'est rien d'autre que la voie politique.

Je crois sincèrement que cette réponse, et cette réponse-là seulement, est profondément française. Qu'elle induit l'espoir d'un monde plus humain, d'une conception élevée de l'homme, d'une société plus harmonieuse et d'un monde de paix.

Malraux disait "La France n'est la France que si elle porte une part de l'espérance du monde."

Je le répète avec la plus grande conviction, la France n'est plus la France sans son raisonnement, sans la douce lumière qu'elle sait dispenser sereinement au monde dans le respect de tous les peuples, et singulièrement, des plus vulnérables.

Elle n'est plus la France sans le courage. Elle n'est plus la France sans travailler à la paix. Elle n'est plus la France sans la grandeur.

À l'heure des nouvelles barbaries, l'histoire l'appelle, appelle sa culture, appelle à voir triompher sa vision du monde et de l'homme.

Si notre vieille nation oublie d'être grande, alors elle n'aura plus de sens. Elle ne sera plus rien aux yeux du monde comme elle ne sera plus rien à nos propres yeux et il ne lui restera plus qu'à se dissoudre dans d'incurables bassesses.

Voici le choix d'aujourd'hui mes chers amis.
D'un côté, la continuité, la résignation et le délitement qui en découlera.

Et de l'autre, le changement, la volonté, la grandeur.

Moi, je choisis ce chemin, cet espoir, cette exigence.
Je choisis la lumière et la vie.
Je choisis la France et sa civilisation.

Dans cette élection, nous portons les étendards du redressement national. Nous portons l'espoir du retour à notre fierté d'être un peuple souverain chez lui et au service de la paix du monde, libre, fort et indépendant.

Nous allons arracher la France des mains de prétendues élites qui la confisquent, la brident, l'égarent et lui parlent toujours d'autre chose que d'elle-même.

Dans les 10 ans, la France aura retrouvé son rang de grande nation.

Le 7 mai approche, il ne reste plus que quelques jours pour convaincre, pour sortir de l'hésitation les indécis, pour rappeler à ceux qui veulent que ça change d'aller voter.

Alors j'ai besoin de vous, j'ai besoin de votre énergie pour convaincre, pour amener les électeurs patriotes aux urnes, pour leur montrer ce qu'est l'essentiel, et que l'essentiel est en jeu.

Le changement ne viendra que si nous nous en donnons les moyens.

Renvoyons François Hollande et Emmanuel Macron dans leur salle de marché et choisissons ensemble la France, nous ne pouvons plus attendre, nous ne pouvons pas laisser les clés de notre pays pour les 5 prochaines années à ces hommes qui l'ont affaiblie, appauvrie, humiliée même.

Voilà le message essentiel que je veux vous livrer aujourd'hui.
Le premier mai, jour où la France fête le travail, la France ne peut plus attendre, elle compte sur vous. Je compte sur vous, je compte sur le peuple de France, ce peuple fier et patriote, tout entier réuni pour choisir la France.

En 1945, le Général de Gaulle qui avait conduit le pays à la victoire, proclamait une exhortation que nous pouvons faire notre : "Regardez, au-delà des peines et de brumes du présent, un magnifique avenir s'ouvre une fois de plus devant la France, c'est à nous, ses enfants, qu'il appartient de lui conquérir"

Le 7 mai, votez pour que vivre le peuple libre,
Pour que vive la République,
Pour que vive la France.

ANNEXE 8 – DISCOURS DU 1ER MAI 2011

Mesdames, Messieurs, mes chers compatriotes,

Qu'il me soit permis de vous dire combien votre présence nombreuse, joyeuse et fraternelle me touche.

Merci à ceux qui accompagnent cette tradition, qui nous permet de nous retrouver tous les ans pour la commémoration d'une merveilleuse et incomparable figure de notre histoire nationale qu'est Jeanne d'Arc.

Bienvenue à tous ceux, très nombreux je le sais, qui nous rejoignent pour la première fois à ce rendez-vous printanier et qui je l'espère auront constaté la chaleur de l'amitié qui nous unit. Un salut amical à tous les téléspectateurs et tout particulièrement nos sympathisants qui, grâce aux bienfaits de la retransmission télévisée de ce discours, nous font l'honneur de nous écouter.

Une pensée pour nos compatriotes d'outre-mer, et particulièrement pour nos amis martiniquais éprouvés par de graves inondations, qu'ils sachent que loin de nos yeux ils restent toujours près de nos cœurs.

Je ne voudrais pas oublier dans le témoignage public de ma gratitude, les bénévoles dévoués et admirables, dont l'engagement à l'échelon local ou central, dans des tâches administratives ou des actions de terrain, ont assuré la tenue et le franc succès de cette superbe manifestation.

Vous me permettrez enfin, au nom de tous les adhérents du Front National de rendre un hommage particulier à notre Président d'honneur qui comme toujours a tenu parole et a réussi dans des conditions très difficiles à mener à bien la vente de notre paquebot, assainissant ainsi les finances du mouvement et nous permettant de regarder l'avenir avec confiance.

Au seuil de ce troisième millénaire, à un an de célébrer le six centième anniversaire de sa naissance, il peut apparaître anachronique de célébrer Jeanne d'Arc. Cette célébration est, je vous le rappelle une fête nationale républicaine, Jeanne d'Arc étant autant une sainte catholique qu'une héroïne nationale.

Il aura fallu que Jean Marie Le Pen redonne à cette fête nationale vie et vigueur.

Parce que nous croyons que nous sommes les maillons d'une chaîne qui nous relie au passé par notre histoire et au futur par notre volonté de destin, loin de le répudier, nous revendiquons l'héritage de nos héros en qui la gloire ne trouve pas de faiblesse à effacer, ceux dont la vie est faite de pureté de sentiments, de victoires et de martyrs.

Ces récits nous instruisent autant qu'ils enracinent nos engagements dans l'histoire, que dis-je dans l'histoire, dans l'âme de notre peuple.

Et parce que l'histoire veut aussi quelque fois nous faire des clins d'œil espiègles, nous retiendrons que le directeur de conscience de la petite Jeanne de Domrémy, celui qui s'occupa à élever son âme et son esprit, la préparant ainsi à son glorieux destin, s'appelait Guillaume Front.

Plus important est le message que nous laisse le récit johannique dont je voudrais vous montrer l'étonnante modernité.

Sortie de la glorieuse parenthèse de l'héroïque du Guesclin, le plus français des Bretons (avec d'autres), la France s'enlise dans cette guerre de cent ans qui voit son territoire envahi par les Anglais et son peuple divisé en deux camps en proie à la guerre civile.

Les Bourguignons (désolée pour les bourguignons qui nous écoutent) favorables à l'annexion anglaise, entendaient faire du roi d'Angleterre, « le roi d'Angleterre et de France ». A cette époque on les appelait les « Français reniés », on les appellerait aujourd'hui « les collabos. »

Les partisans de cette « double couronne », appuyés intellectuellement par la Sorbonne, scellèrent leur forfaiture dans le traité de Troyes avec la pseudo bonne intention d'en finir avec la Guerre de Cent Ans et de construire (ce n'est pas nouveau) « l'Europe de la paix. »

Notons, parce que l'histoire se répète souvent, qu'après la débâcle dans la France de 1940, c'est aussi le pacifisme, c'est aussi l'illusion de la paix quitte à la payer au prix de la servitude, c'est en somme un étrange renoncement, qui a conduit certains Français à une indigne collaboration avec l'envahisseur.

En cette année 1429, le parti de la France, celui des Armagnacs, est acculé autour d'un pauvre et pâle dauphin, le petit roi de Bourges, esseulé et trahi, miné par l'indécision et cerné par la plus pleutre courtisanerie.

Malgré la résistance de patriotes français en zone d'occupation, malgré des mouvements de rébellion armés spontanés contre l'occupant de la part de partisans ou de cités comme le Mont-Saint-Michel, Reims ou Tournai en Wallonie, le sort semble en être jeté; la France est vouée à disparaitre, noyée dans la « nouvelle Europe » de l'époque qu'appellent de leur vœux déjà les prétendues élites.

On connait la suite. Cette jeune fille du peuple qui porte en elle tant de courage et de douceur, tant de noblesse et de simplicité, tant d'ardeur et de modestie, tant d'aisance et de piété, vient par le rayonnement de sa présence, par l'intensité de sa foi patriotique dissiper les doutes dissolvants qui paralysent les énergies.

Sa bravoure, rehaussée par une sainte innocence, rappelle rapidement aux plus brutaux des soldats les chemins de la vertu, aux plus hauts le chemin du devoir et de l'honneur, aux plus vils la honte de la lâcheté ou de la trahison.

Elle qui pleure devant le sang qui coule mais du haut de ses dix-huit ans brandit l'étendard de la reconquête, délivre Orléans et restaure, par l'onction du sacre de Reims, la légitimité royale, nous dirions aujourd'hui la légitimité de l'Etat.

Ainsi dans une atmosphère de défaite morale, de découragement, de renoncement et de trahison d'une élite inféodée à l'occupant, cette petite bergère qui se qualifie elle-même de « françoise par nation et par affection » personnifie le sursaut patriotique du peuple dans un pays en proie à la dislocation, le loyalisme envers son pays, loyalisme qui s'oppose à la trahison des autorités morales autoproclamées du temps.

S'incarne en elle l'esprit de résistance à la servitude, la résistance à l'oppression et à la collaboration avec les ennemis de la souveraineté -ce qui aurait en soi une résonnance terriblement actuelle- mais sa fabuleuse épopée porte également en elle la marque irrépressible de l'aspiration de notre peuple à sa souveraineté.

Or qu'est-ce que la souveraineté, mes chers amis, si ce n'est la liberté des peuples, Qu'est-ce que la souveraineté française, si ce n'est la liberté de la France et du peuple français ?

Peut-on nous reprocher de glorifier et de nous battre pour une France libre, pour la France libre ? Je ne le crois pas.

Bien sûr, même si les traités de Maastricht et de Schengen n'ont pas été comme leurs noms l'indiquent, signés à Troyes, ils auraient pu l'être : comment, en effet, ne pas faire aujourd'hui le parallèle avec l'entreprise anti-républicaine de captation et d'écrasement de la souveraineté française consentie par nos gouvernants de gauche et de droite et dont notre peuple est la victime.

La souveraineté c'est d'abord la liberté de faire sa propre loi. La souveraineté, c'est ce que dit la Constitution de notre République : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

A l'évidence, nous n'avons plus la maitrise de notre souveraineté puisque l'intégralité du travail législatif consiste en une servile retranscription de directives européennes ; le troupeau parlementaire ne fait que suivre les chemins que son nouveau maître veut bien lui indiquer.

Où est la démocratie quand nous n'avons plus ni liberté législative, ni liberté juridique, ni liberté monétaire, ni liberté budgétaire ?

Aujourd'hui, de plus en plus nombreux, ouvriers, fonctionnaires, chômeurs, agriculteurs, artisans, commerçants ou retraités, des millions de Français se tournent vers nous pour nous dire : « délivrez-nous de l'asservissement, brisez nos chaînes, libérez-nous ! »

Mes amis, la France doit s'affranchir d'une Union Européenne qui n'a eu de cesse de nous affaiblir et de réduire nos libertés. Les instances supranationales qui ont fait tant de mal au monde, au premier rang desquelles le FMI, ne feront plus la loi en France.

L'ère des technocrates, des cabinets de lobbying, corrupteurs en puissance, des juges anonymes, des experts achetés et des récidivistes du conflit d'intérêts prendra fin.

Il n'y a pas plus dangereuse concession de souveraineté que territoriale puisqu'elle met le pays à la merci des occupations, des exactions, des invasions.

Aujourd'hui, nous n'avons plus le contrôle de nos frontières puisqu'après avoir supprimé nos frontières nationales nous avons concédé l'intégrité territoriale française et européenne à un organisme européen nommé « Frontex ».

Et puisque je parlais tout à l'heure d'anonymat, je pose une question : les Français savent-ils ce qu'est Frontex ?

Bien sûr que non !

La maison est ouverte et nous avons confié les clefs du jardin à un inconnu, incapable, absent et de surcroît vraisemblablement désireux de voir tout un chacun s'installer dans notre maison à notre insu.

Frontex comme Fantomas est invisible. On distribue des titres de séjours «provisoires » qui seront en fait définitifs puisqu'ils prémunissent immédiatement contre toute reconduite dans le pays d'origine. Tout le monde peut s'évaporer dans la nature européenne, direction la France pays le plus attractif de tous en matière d'aides sociales.

Cette perte de souveraineté, c'est-à-dire cette perte de liberté, n'est pas seulement législative ou territoriale. Elle sévit dans tous les domaines puisque notre classe dirigeante ne veut le pouvoir que pour les honneurs et non pour la responsabilité des prérogatives.

La servilité assure un certain confort que la liberté ne permet pas. La servilité, c'est souvent le confort, la liberté c'est toujours une exigence.

Que n'ai-je pas entendu pour avoir annoncé qu'il fallait anticiper et non subir la sortie de l'euro, sortie d'une monnaie, pardon « d'un dogme », qui porte en son sein trop de contradictions pour être viable, et qui échoue aujourd'hui aux yeux de la terre entière et d'économistes de plus en plus nombreux à le reconnaître.

Tour à tour, les beaux seigneurs du savoir, les professeurs de morale publique, les experts qui se sont toujours trompés, m'ont accusée de repli, d'aventurisme, d'inconscience de choisir la liberté, celle d'avoir une monnaie nationale.

Faut-il que nos élites soient subverties, complexées ou de mauvaise foi au point de ne pouvoir envisager une souveraineté monétaire que vivent avec bonheur la Suisse, la Grande Bretagne et avec elles 95% des pays du monde ?

La vérité, c'est qu'aujourd'hui la zone euro est complètement isolée dans le monde, à l'écart de la croissance mondiale, en s'étant enfermée dans une politique absurde, une politique suicidaire. La France reviendra dans le jeu des Nations grâce à la liberté monétaire !

Nos beaux esprits prétendument éclairés oublieraient-ils que la France est appelée dans son histoire la « Grande Nation », que le génie de son peuple la fait rayonner dans le monde entier ?

Faut-il leur rappeler que durant des siècles, notre pays a géré l'entière maîtrise de sa monnaie nationale au plus grand bénéfice de notre économie et de notre prospérité ?

Oublieraient-ils qu'au sortir de la guerre, il a fallu l'indépendante détermination du Général de Gaulle pour refuser de se voir imposer une monnaie US que le libérateur américain avait emporté dans le sillage de ses chars ? Il y a fort à parier que les euromaniaques d'aujourd'hui auraient applaudi cette paternelle colonisation monétaire de notre pays.

Tout comme dans le domaine militaire où il avait doté la France de l'instrument nucléaire de son indépendance et pris ses distances avec l'OTAN, le refondateur de la France moderne témoignait à tous les instants de sa saine et exigeante détermination à l'indépendance nationale.

Le confort de la servitude est décidément de tous temps et a traversé les siècles de Jeanne d'Arc jusqu'à nous.

Pour ma part, je m'inspire de ceux qui ont osé parce que loin d'être frileuse, je crois dans le génie français,

J'ai confiance dans une France légitimement fière d'elle-même et tournée vers son avenir.

Je m'inscris dans les combats historiques pour la liberté, les combats de millions d'anonymes qui sont tombés pour elle, de Bouvines au Chemin des Dames, les combats des grands destins républicains, de Victor Schœlcher à Charles De Gaulle, les combats de tous ceux qui ont toujours défendu la liberté en dépit des pressions, en dépit des sirènes du renoncement !

Je crois dans l'aptitude de notre peuple, dans notre capacité collective à assumer notre destin comme je crois d'une manière plus générale dans la vocation des peuples, de tous les peuples du monde, à disposer d'eux-mêmes.

Et mes chers amis, je vous le dis aujourd'hui avec une certaine gravité, la liberté des peuples ne se trouve pas au bout des missiles de l'OTAN ! Elle se trouve dans leur génie national, leur éducation et la diplomatie !

Je ne vois pas, de surcroît, qui mieux que nous, qui sommes le peuple français, peut savoir ce qui est bon, utile, juste pour nous-mêmes ?

Qui aime plus nos enfants que nous-mêmes et serait donc plus attentif à leur transmettre sans l'abimer l'extraordinaire patrimoine que nous avons reçu ?

En un mot, n'en déplaise à Monsieur Von Rompuy ou Monsieur Barosso, chez nous c'est à nous de décider !

C’est pourquoi, avec une belle persévérance le Front National défend depuis des décennies l’élection à la proportionnelle intégrale qui permet à tous les Français et à chacun d’entre eux d’être entendu et représenté.

C’est la raison pour laquelle, nous réclamons depuis toujours, dans le dessein d’une démocratie retrouvée, une République référendaire, qui se tourne vers le peuple souverain dès que l’essentiel est en jeu.

Parce qu’à la différence de la caste méprisante au pouvoir depuis 30 ans, je crois à l’intuition et à l’intelligence du peuple, je crois qu’il a vocation à s’élever chaque jour un peu plus.

Cette intelligence, cette intuition, ce bon sens, je les crois infiniment supérieurs à ceux de ces élites auto-proclamées, qui n’habitent plus dans le même pays que nous !

Et c’est pourquoi quand je serai élue, j’interrogerai les Français par voie de référendum sur les contours qu’ils souhaitent donner à notre politique de liberté dans l’Europe. C’est une question que nous ne permettrons pas aux autres partis d’étouffer.

La souveraineté c’est-à-dire notre liberté collective sera, je le crois, un des grands enjeux de la présidentielle.

Je rappelais tout à l’heure les grands enseignements de l’épopée militaire de Jeanne. Cette épopée, si elle a changé la face de l’Europe et donc à cette époque celle du monde, fut courte : un an.

Un an c’est aussi le martyr de cette petite d’à peine dix-neuf ans, vendue aux Anglais, incarcérée, gardée par des soudards et jugée dans un procès où elle impressionna encore, seule contre la meute, dans sa résistance à l’arbitraire.

Ainsi, cette courte période, tumultueuse et souffrante, qui précède le terrible supplice du bûcher, constitue une ode magnifique et terrible à la liberté : la liberté d’un peuple en lutte pour sa souveraineté, la liberté de l’homme face à l’oppression.

Nous seuls pouvons rendre au peuple français sa souveraineté et donc sa dignité et sa fierté.

Mais nous sommes aussi les défenseurs farouches des libertés publiques et des libertés individuelles !

Car nos libertés ne sont pas un acquis, il ne suffit pas de s’enorgueillir d’être la « Patrie de la liberté » pour que cela reste vrai ad vitam aeternam.

La réalité c'est que la défense des libertés est un combat exigeant, de chaque jour ; que progressivement dans le vécu quotidien des Français, nos libertés se sont délitées, affaiblies, elles ont été troquées par des élites autoproclamées dans le but d'asseoir leur pouvoir et de défendre leurs intérêts personnels, leurs prébendes.

Il en est ainsi de la liberté du débat totalement annihilée. Le débat est contraint, balisé ou même carrément interdit.

– l'effondrement annoncé de l'euro : tabou

– l'échec de l'Europe : tabou

– l'immigration : tabou

– le recul de nos valeurs de civilisation : tabou

– le drame du libre-échange : tabou !

Nous, défenseurs des libertés de pensée et d'opinion sans lesquelles la démocratie n'est qu'un vain mot, nous obligeons au débat et ça gêne.

Un grand révolutionnaire l'avait théorisé en son temps :

« L'homme de génie qui révèle de grandes vérités à ses semblables est celui qui a devancé l'opinion de son siècle. La nouveauté hardie de ses conceptions effarouche toujours leurs faiblesses et leur ignorance.

Toujours les préjugés se ligueront avec l'envie pour le peindre sous des traits odieux ou ridicules ».

Jean-Marie Le Pen qui a, sans jamais plié, subi cela durant 40 ans et qui à ce titre mérite notre immense admiration et notre reconnaissance éternelle, nous a montré le chemin, ce chemin est celui de la vérité et de la liberté.

Bien sûr, la liberté du débat leur fait peur parce que de cette liberté émergent la vérité et une espérance pour le peuple français.

Or, il faut masquer la vérité et notamment les responsabilités dans la crise terrible que vit notre pays : somme de l'échec de la droite et de la gauche confondues depuis près de 40 ans :

Pas de débat, pas de débat ou alors un débat d'experts.

Et ceux-ci montent en première ligne colonisant tribunes et plateaux.

Experts, mais experts en quoi ? Experts de quoi ?

Car si crise il y a c'est celle de la pseudo expertise et de la pseudo compétence !

Experts en chômage, c'est sûr, puisqu'ils en ont fabriqué près de 5 millions, experts en diminution du pouvoir d'achat puisque catégorie sociale après catégorie sociale, agriculteurs, pêcheurs, ouvriers, petits fonctionnaires, toutes sont touchées.

Experts en dette publique : 1700 milliards d'euros

Experts en déficit,

Experts en voyoucratie qui prospère, experts dans la prolétarisation des classes moyennes,

Expert de l'illettrisme qui s'accroît,

Expert de l'affaiblissement de l'Etat,

En un mot expert oui mais experts du chaos !

Page après page, émission après émission, pseudo débat après pseudo débat, rassurés d'avoir étouffé la discussion, les experts peuvent alors se payer le luxe de nous chanter l'air de la liberté… mais n'est pas Verdi et Nabucco qui veut !

Leur hymne à la liberté c'est l'absoute chantée dans les cimetières, les cimetières de leurs promesses non tenues, de leurs mensonges, de nos espérances déçues, de notre avenir fracassé.

Et ils multiplient les cocoricos comme ces coqs déplumés, grattant le fumier et qui croient qu'ils font lever le soleil !

Vous votiez hier pour l'UMP ou le PS, vous acceptiez sans broncher votre diminution du pouvoir d'achat, votre chômage, une insécurité grandissante, un avenir personnel morose, que vous imaginiez plus difficile encore pour vos enfants ?

Vous étiez donc de bons électeurs, bien convenables, pas gênants, préoccupés de votre survie, multipliant les petits boulots pour compenser la baisse du pouvoir d'achat, pendant que les solidarités familiales jouaient à plein, dans l'entraide et dans le don.

Et voilà que, parce que la crise frappe plus fort, parce que votre souffrance devient insupportable,

que malgré les prêches, les homélies de tous ces nouveaux prêtres de la mondialisation, vous prenez conscience de ce qu'elle est réellement,

parce que vous vous apercevez que l'on vous a menti, menti encore, menti toujours, vous entendez notre projet d'espoir, vous commencez à vous tourner vers une espérance nouvelle, celle qui tourne le dos à la mondialisation, qui vous protège contre elle.

Car la mondialisation c'est le nivellement du monde, du Coca-Cola et des Nike pour tous, dans un univers qui ne devient qu'une banlieue unique, parsemée d'hypermarchés où s'entassent des produits venus du monde entier et issus de l'exploitation éhontée de millions de producteurs ici ou ailleurs.

C'est la destruction voulue, programmée, des nations, des peuples, des identités culturelles, c'est la marchandisation de tout et de tous.

C'est cet esclavage des temps modernes, le transfert de populations d'un continent à l'autre, constituant ainsi l'armée de réserve du capitalisme qui permet aux grands patrons d'exploiter les travailleurs français.

Elle permet de baisser les salaires grâce à cette délocalisation de l'intérieur qui écrase le pouvoir d'achat mais qui se montre tellement bénéfique pour les super-profits des actionnaires.

Et cette prise de conscience, elle vous pousse à voter pour le Front National et pour ses candidats, comprenant que nous n'avons jamais menti, toujours fidèles à nos convictions et que nos analyses se trouvent chaque jour confortées par l'observation des terribles réalités du quotidien.

Vous voyez chaque jour plus nombreux que le Front National apporte des solutions et des réponses concrètes aux problèmes qui vous assaillent.

Chaque jour plus nombreux, vous comprenez que vos libertés dépendent de l'accession au pouvoir du seul mouvement capable de les défendre.

Puisque nous sommes les seuls à oser la vérité, crions-la !

Où est la liberté syndicale quand les travailleurs syndiqués sont pourchassés et exclus parce qu'ils pensent différemment, parce qu'ils pensent simplement ?

Quand les dirigeants syndicaux trahissent les travailleurs en négociant derrière leur dos avec le pouvoir politique ou économique ?

Quand la corruption règne et que l'UIMM étouffe les revendications à coups de valise de billets ?

Quand les grands syndicats n'ont même pas à rendre compte et qu'il n'existe aucun contrôle sur leurs finances pourtant sorties de la poche des contribuables ?

Alors oui, nous rétablirons la liberté syndicale, la vraie !

Nous exigerons que le financement des syndicats fasse l'objet d'un contrôle comme le financement des partis politiques, que soit mis fin à l'opacité totale en la matière.

Nous contribuerons à faire émerger un syndicalisme enfin représentatif, partout nous permettrons la création de syndicats véritablement libres qu'alors rejoindront les salariés, les fonctionnaires, les employés, les ouvriers, les agriculteurs qui, par millions, viennent à nous.

La liberté de la presse également doit être rétablie.

Peut-on encore parler de véritable liberté de la presse écrite, radiophonique ou audiovisuelle, quand celle-ci tombe aux mains de grands groupes financiers ou industriels ?

La vraie question se pose : la presse peut-elle être vraiment libre sans être indépendante ?

Peut-elle librement agir lorsque des groupes qui la possèdent dépendent eux-mêmes des énormes contrats octroyés par les pouvoirs publics ? La liberté est-elle compatible avec les monopoles ?

Et vous journalistes, où est votre liberté quand c'est la peur qui vous guide ?

Quand la tyrannie de la pensée unique est telle que vous finissez par tourner 7 fois votre langue dans votre bouche ou vos plumes dans l'encrier, de peur d'être accusés de dire « comme Marine Le Pen » que le mois d'Août est en été ou que Paris est la capitale de la France, deux monstruosités sûrement!

Où est votre liberté d'informer quand le totalitarisme de la pensée vous pousse à vous dénoncer les uns les autres, à faire des listes de déviants comme l'a fait encore

récemment le Nouvel Observateur, accusant d'hérésie tel ou tel dont l'analyse ou le papier est taxé de complaisance quand il n'est souvent que descriptif ou objectif ?

Quelle est votre liberté, vous qui n'osez vous soulever contre ce nouveau maccarthysme en tremblant d'être après Elisabeth Lévy, Robert Ménard, Eric Zemmour, Philippe Cohen, Natacha Polony, Luc Ferry ou Ivan Rioufol, le prochain sur la liste, victimes des petits torquemadas des temps modernes qui sont pourtant vos confrères !

Or la liberté de la presse est fondamentale car elle participe pleinement de la démocratie.

Avoir la liberté de glisser un bulletin dans l'urne c'est bien, mais encore faut-il savoir pourquoi, pour qui et être informé de la manière la plus objective possible.

Oui je l'affirme, la presse aussi devra être libérée de la dictature de la bien-pensance et de la pression des intérêts politiques ou financiers.

Parallèlement et pour les mêmes raisons, nous veillerons jalousement à la liberté sur internet en luttant résolument contre la scandaleuse loi Hadopi, tentative totalitaire de surveillance et de traque des internautes- dont le Big Brother d'Orwell n'aurait pas rêvé et dont le but évident est de tenter de faire taire cette dissidence, ce bouillonnement d'intelligence qui a trouvé refuge sur la toile.

Nous rétablirons la véritable liberté économique car la liberté est tout sauf l'ultralibéralisme.

Les européistes se targuent de défendre la liberté sous prétexte que l'Europe est ultralibérale, c'est une manipulation parce qu'en réalité elle ne défend que la liberté de ceux qui ont déjà tout et opprime les autres, ceux qui n'ont rien.

Cette soi-disant liberté est celle du renard dans le poulailler, la loi de la jungle, la loi du fort contre le faible.

Car enfin, quelle est la liberté du petit commerçant écrasé par la toute puissance de la grande distribution qui leur impose une rupture mortelle de concurrence ?

Quelle est la liberté du petit producteur, de l'industriel, de l'agriculteur, David contre Goliath, broyés par l'arnaque des marges avant, arrière, le chantage au référencement, contraints de rogner toujours plus les siennes de marges jusqu'à la misère et parfois la ruine ?

Quelle est la liberté du patron de PME, du commerçant, de l'artisan, écrasés par une bureaucratie de plus en plus insupportable, taxés toujours plus lourdement, face aux multinationales du CAC 40 qui échappent à l'impôt à coup d'optimisation fiscale obtenue grâce à leur armée de juristes et de conseillers fiscaux.?

Quelle est la liberté pour le contribuable si ce n'est de payer les pertes des banquiers, la seule vraie double peine, car ils ont joué avec nos économies, les ont perdues, ont déduit les pertes des impôts qu'ils n'ont pas versé à l'Etat, ont empoché les subventions et réalisent aujourd'hui des profits historiques faramineux ?

Il n'y a pas de liberté dans cet ultralibéralisme qui interdit à l'Etat stratège, d'intervenir, de réguler, de protéger le faible contre le fort, d'enrayer la spéculation, de lutter contre les ententes, de supprimer les parachutes dorés, d'assurer la justice fiscale et de maîtriser les bonus indécents.

Il n'y a pas de liberté dans cet ultralibéralisme qui étouffe les talents, décourage l'initiative, ruine les bonnes volontés et tue les indépendants.

Il n'y a pas de liberté dans ce système inique de chômage de masse et de pression à la baisse permanente des salaires.

Où est la liberté quand on ne peut plus gagner honnêtement sa vie grâce au fruit d'un travail justement rémunéré, que l'on ne peut plus se constituer un patrimoine fruit de son épargne, protégé de la cupidité des banques, que l'on ne peut plus assurer l'avenir de ses enfants et percevoir une retraite décente ?

Retrouver par un projet économique ambitieux le chemin de la création d'emplois pérenne est donc impératif pour rendre aux Français la liberté de construire leur avenir.

Nous libérerons nos PME, nos artisans, nos commerçants des pesanteurs administratives et fiscales qui brident leur créativité et étouffent la vie économique.

Car ne soyez pas dupes, mes chers compatriotes, vous appauvrir est un moyen de vous asservir tant il est vrai que le temps que l'on passe à survivre, on ne le passe pas à combattre, on ne le passe pas à penser, on ne le passe pas à construire.

De la même manière il faut reconnaître l'effondrement de notre liberté individuelle quand explosent dans nos villes et nos campagnes la délinquance et la barbarie.

Dans ce combat pour la sécurité, première des libertés, les pouvoirs successifs ont aussi échoué gravement, empêtrés dans le laxisme et la culture de l'excuse, ils ont laissé se

multiplier les zones de non droit, livrant des quartiers entiers à la loi des mafias et les Français qui y vivent à l'oppression du désordre.

Charles Péguy avait donc cent fois raison lorsqu'il énonçait que « l'ordre et l'ordre seul fait en définitive la liberté, le désordre fait la servitude ».

C'est encore et toujours cette exigence de liberté qui nous pousse à combattre le communautarisme.

Le communautarisme c'est la négation de la laïcité, de la République, de l'individu libre et la négation du citoyen membre d'une nation politique et charnelle.

Notre vision de l'homme est celle d'un individu éclairé, libre de ses choix, affranchi des pesanteurs d'une communauté qu'il n'a souvent pas choisie et qui trop souvent le contraint.

Ainsi la seule communauté qui vaille est la communauté nationale parce qu'elle seule permet l'épanouissement et la liberté.

Qu'on soit homme ou femme, hétérosexuel ou homosexuel, chrétien, juif, musulman ou non croyant, on est d'abord Français !

Les intégristes de tout poil, qui jusqu'ici sont entrés dans la République comme dans du beurre, doivent savoir qu'avec nous ce principe fondamental sera réaffirmé haut et fort et rétabli partout.

Il n'y a pas d'Etat dans l'Etat et il n'y a pas un mètre carré du territoire national où nous accepterons que les lois d'une communauté se substituent aux lois françaises.

Enfin, mes chers amis, l'apprentissage de la liberté se fait, vous le savez, dès l'école.

« Il n'y a pas de liberté pour l'ignorant » nous disait Condorcet. Il avait raison.

L'effondrement du niveau et des exigences à l'école est ce qu'on pouvait infliger de pire à notre pays et à la jeunesse de France. L'enfant roi, et toutes les théories dramatiques colportées par les pédagogistes issus de 68, ont ruiné l'école, qui ne transmet plus le savoir comme c'est pourtant son rôle premier.

Mais rien n'est perdu.

Le redressement de l'école passera par un relèvement des exigences, dès la formation des professeurs, mais aussi sur les bancs de la classe : relèvement des exigences de

niveau, relèvement des exigences de discipline, relèvement des exigences dans la transmission des valeurs.

Apprendre n'est pas un jeu, apprendre c'est difficile, c'est exigeant, c'est parfois même douloureux. Mais c'est beau d'apprendre mes chers amis. Que c'est beau !

Que c'est beau de sortir de la caverne, de sortir de l'illusion et de comprendre le monde tel qu'il est vraiment !

Le libre-arbitre est un joyau offert à l'homme.

L'école doit se donner les moyens de le développer en chacun de nos enfants.

Le goût de l'effort, le mérite républicain, le travail seront récompensés.

Quant au travail manuel, il sera libéré du mépris des bobos et retrouvera la dignité qu'il a injustement perdue.

On arrêtera aussi de considérer que dans tel ou tel quartier, il n'y a rien à faire, que certains jeunes n'ont pas d'autre destin que le football, le rap, la drogue ou Pôle emploi.

Non, il faut être exigeant avec tout le monde, et croire dans la capacité de chacun ; ne jamais sombrer dans la démagogie ;

l'affirmation de l'autorité est le meilleur service qu'on puisse rendre à un élève en perdition.

Cette école exigeante sera la seule et la vraie école de la liberté !

Français, entendez que le Front National est le seul parti qui respecte et fera respecter toutes vos libertés individuelles !

Alors oui, la liberté mes chers amis, sonne pour nous comme une promesse, et une exigence. Ce n'est pas par hasard si la liberté est placée en tête de notre devise « liberté-égalité-fraternité ».

Cette devise que nous chérissons tous, inspire notre projet de redressement. De toutes nos forces et de tout notre cœur, nous nous battons chaque jour pour l'égalité et la fraternité.

Mais que sont donc l'égalité et la fraternité sans la liberté ?

Des esclaves peuvent être égaux, mais le maître et l'esclave ne le seront jamais.

Des esclaves peuvent être fraternels, mais il n'y a pas, et il n'y aura jamais de fraternité entre le maître et l'esclave.

Oui, mes chers compatriotes, brisons les chaînes du peuple français ! Brisons les chaînes du renoncement !

Battons-nous pour la démocratie, la liberté de la nation et les libertés fondamentales !

C'est ce message d'espérance que je vous demande de porter partout autour de vous.

Dans un an, nous nous retrouverons, ici, entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Le peuple de France aura commencé de se défaire des chaînes qui l'entravent. Mais le plus beau sera à venir.

Je vous l'annonce mes chers amis, dans un an nous serons à quelques jours du printemps de la France !

Notre magnifique pays, riche de tant de talents, contient d'immenses réserves de courage et de patriotisme.

Et ce courage est essentiel, parce que Périclès déjà le disait avec tant de justesse : « Il n'est pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage » !

Je vous demande de m'aider et d'aider le peuple français à se choisir un nouveau destin, un vrai destin, à repousser les passions tristes, et à construire ensemble un avenir français !

Mes chers compatriotes, nous quittons bientôt les ténèbres ! Le peuple est de retour ! La France est de retour !

Vive le Front National, vive la République, vive la France !

ANNEXE 9 – DISCOURS DU 1ER MAI 2012

Bienvenue à vous tous, venus ici innombrables fêter le retour de la souveraineté française, des fiertés françaises, dans cette grande fête de la nation.

Depuis plusieurs décennies, le Front national célèbre le 1er Mai, la fête de Jeanne d'Arc, et celle du travail.

Premier mai, fête de Jeanne d'Arc, héroïne, sainte et martyre de l'unité et de l'indépendance nationales. Fête de la Nation, de la Patrie, et donc de tous les Français vivants et disparus, que JMLP vient d'évoquer.

Premier mai, fête du Travail. De tous les travailleurs. Mais aussi des retraités, des chômeurs, des exclus, et de tous ces jeunes qui espèrent pouvoir travailler, et dont beaucoup sont contraints de s'expatrier. Fête du travail,moyen de subsistance, mais aussi de dignité, de liberté et de solidarité, puisque concourant à la richesse nationale et à la justice sociale. Fête du Travail à l'heure où l'ombre du mondialisme s'étend sur notre pays et notre continent. Meurtrier pour l'activité économique et la sauvegarde des emplois.

Fête aussi des anciens du travail. De ces 12 millions de retraités - qui vivent dans l'angoisse de l'hiver démographique et des menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance.

Fête aussi des exclus. Des paysans chassés par milliers de leurs terres. Des ouvriers de leurs usines ou de leurs ateliers. Des commerçants ou artisans ruinés, mais aussi des malades et des handicapés. Fête des 6 millions de chômeurs et des titulaires d'emplois précaires.

À tous ceux-là, nous pensons aujourd'hui. Mais en ce 1er mai, nous fêtons aussi notre extraordinaire réussite dans cette élection présidentielle.

Avec toutes nos forces et contre celles de tout le système réuni, nous avons mené une très belle campagne.

Nous avons mené une campagne intelligente et populaire. Partout où nous sommes allés, et partout, nous avons parlé des sujets essentiels. Nous avons parlé de tout, et nous avons touché l'âme et l'intelligence des Français, en expliquant et en faisant le lien entre les choses.

La cohérence de notre discours s'est imposée, malgré les censures, malgré les commentaires malhonnêtes, malgré la grande entreprise de décrédibilisation.

Quand nous avons parlé chômage, pouvoir d'achat, nous avons été entendus, tout autant que quand nous parlions de sujets plus régaliens. Chez nous, pas de stratégie détournée, pas de calculs et de combines, pas d'arrière-pensées, par de manipulation.

Rien que la politique, la vraie.

La politique portée par des convictions. La politique du cœur et de la raison réunis. La grande politique, celle qui ne néglige rien, mais vise toujours l'essentiel. La politique qui puise sa force dans l'inépuisable amour que nous portons à la France.

N'en déplaise à ceux qui ne voient dans le peuple français qu'une somme d'individualités égoïstes, mues par la peur, la colère, l'envie ou la jalousie ou je ne sais quelle autre bassesse. Des individualités que l'on pourrait acheter avec quelques promesses, quelques mesurettes, quelques breloques fiscales ou catégorielles.

Honte à ceux qui considèrent ainsi le peuple et aspirent pourtant à le diriger, dont le mépris pour le peuple est en fait insondable, puisqu'il nie l'inspiration du peuple à la liberté, à la générosité et à la grandeur. En réalité, mes chers amis, ils ne projettent sur le peuple que leur propre médiocrité, car ceux-là, ces élites qui nous traitent comme des enfants colériques ou geignards, que l'on calmerait avec un bonbon fiscal, une promesse, quelques paroles rassurantes ou un petit chantage électoral, commettent une lourde erreur.

Rousseau affirmait fortement : "Jamais on ne corrompt le peuple, mais souvent on le trompe". Or je tiens que le peuple de France- est un peuple éminemment politique. J'ai

foi dans la capacité des français à réfléchir, à déjouer les manipulations, à déceler dans notre sincérité. J'ai foi dans sa capacité à tirer les leçons du passé, à s'enrichir des expériences politiques désastreuses des trente dernières années. Soyez surs, mes chers amis, que notre rôle fut et sera immense, essentiel, historique, car, notre mission passe d'abord par le décryptage du mensonge. La dénonciation des trahisons. Le diagnostic des mots qui nous frappent, bien sûr, mais aussi des révélations des compromissions, des collusions qui bloquent notre pays et trompent le pays, encore et toujours.

Cette exigence de vérité, de lucidité, de courage, d'honnêteté, de droiture, d'honneur, de fierté que nous portons. Tout ceci est un préalable incontournable pour retrouver le chemin de la liberté et de la grandeur. C'est long, c'est difficile, c'est exigent. Mais la foi en notre patrie nous exalte.

Les résultats de l'élection présidentielle sont enthousiasmants, car ils prouvent que la grande mission d'émancipation du peuple et de redressement de la France est entamée.

Envers et contre tous ceux, partis politiques, syndicats, féodalités diverses et variées, groupements d'intérêts économiques ou électoraux qui ont mis le pays en coupe réglée, qui ont rabaissé nos valeurs, dissout nos espérances, qui ont épuisé le peuple, ont fragilisé l'existence de millions de français. Ont introduit le poison du doute en notre capacité de rebond, de sursaut. Ont appauvri ceux qui travaillent et glorifié ceux qui trichent. Tous ceux qui ont lutté contre nous, main dans la main, MEDEF et CGT, UMP, PS, communistes révolutionnaires et grands patrons du CAC40.

Tous ceux-là qui ont fait de notre grand pays un hall de gare, de notre existence une prison, de notre société un magma d'intérêts opaques. Tous ceux qui ont fait de notre avenir un gigantesque point d'interrogation font mine de se combattre, mais n'ont toujours qu'un ennemi commun **Nous** !

Mais pourquoi donc ? Parce que nous détenons l'arme absolue, capable de pulvériser la porte de notre prison. La vérité et le bon sens.

Oui nous avons posé les vrais termes du débat. Nous avons imposé nos thèmes dans cette élection et nous avons étonné, par la force de notre discours/, par sa cohérence. Nous sommes devenus le centre de gravité de la vie politique française.

Et d'ailleurs, les débats aujourd'hui se structurent autour de nos propositions. Les questions que le peuple veut aujourd'hui trancher sont celles que **nous** posons. L'élection à la présidence de la république n'est pas pour cette fois. Mais nous avons

posé les fondations de notre proche arrivée au pouvoir. Je vous l'annonce mes chers compatriotes, ce mouvement qui s'est enclenché ne pourra plus être arrêté.

Notre victoire est inéluctable et les années qui nous séparent du grand chantier du redressement de la France se comptent sur les doigts d'une main (montre sa main, paume ouverte)

Alors devant nous, il n'y a plus d'élection présidentielle. Elle s'est terminée ce 22 avril. Et nous assistons maintenant à un concours de recrutement.

À un entretien d'embauche, pour engager un directeur des opérations de la banque centrale européenne, sous tutelle du FMI.

La question est essentielle. Qui de Nicolas Sarkozy ou de François Hollande appliquera le plus servilement la politique de rigueur. Qui des deux se soumettra le mieux aux instructions de la Troïka ? FMI, BCE, Comission européenne. La chimère, ce ne sera pas un président de la République qui sera élu, mais un simple employé de la BCE. Un sous-gouverneur des finances de Bruxelles, chargé d'appliquer les décisions de la commission, et sans discuter encore ! Avec, permettez-moi, compte rendu réguliers à l'Allemagne de Mme Merkel

Alors, face à une telle peur rétrospective devant la vague bleu marine, il faut bien que la BCE donne un petit coup de pouce à ses deux candidats, car, le vent du boulet est passé si prés.

Voilà donc que monsieur Draghi évoque un pacte de croissance pour masquer le plan de rigueur. Et tout le système de s'extasier. Sarkozy et Hollande en tête, suivis des médias en folie. 'Mais, qui osera dire que le pacte de croissance de monsieur Draghi est un super plan de rigueur ?

Quelle affreuse supercherie que de laisser croire aux Français que la BCE aurait changé, et qu’elle se détournerait des plans d'austérité, inhumains, imposés successivement à tous les pays européens, les uns après les autres !

Non, évidemment la BCE ne change pas. Elle aggrave la politique de rigueur. La croissance n’est qu'un mot qui figurait, d'ailleurs déjà, dans le pacte de stabilité et de croissance dont on a vu les terribles conséquences. Hausse du chômage, baisse des salaires, baisses des retraites. Car son pacte de croissance à elle, leur pacte de croissance à eux deux, cela veut dire continuer à démanteler le modèle social européen.

Casse le CDI par plus de libéralisme dans les contrats de travail. Baisser les salaires et mettre enfin les travailleurs qui voudraient revendiquer en créant une concurrence sauvage avec une immigration incontrôlée.

Alors que la vraie croissance, mes chers amis, la création de richesse et d'emplois est impossible sans protectionnisme. C'est la condition sine qua non pour éviter la casse économique et sociale. Mais c'est aussi le seul moyen de sauver notre système de protection sociale.

Mais donc, dans cette session de recrutement, qu'avons-nous à voir ?

Nous n'avons cessé de vous le répéter durant toute cette campagne. L'un comme l'autre mentait. Aucune des réformes qu'ils proposent et qu'ils ont déjà proposées tant de fois ne sera réalisée. Demain ni après-demain, parce qu'ils ont signé le plan de stabilisation européen, qui nous retire, qui **LEUR** retire les derniers pans de notre souveraineté nationale.

Qui LEUR retire les derniers leviers de notre souveraineté financière.

Qui LEUR retire les derniers moyens de notre souveraineté économique.

Ils ont donc menti, avec aplomb, tous les deux. Avec cet immense talent de pouvoir se regarder sans rire quand ils s’opposent.

Alors, à la fin de la récréation que Bruxelles et le MEDEF vont siffler. Le 6 mai, à 20h, tous les plans de licenciement, tous les dépôts de bilan, toutes ces restructurations d'entreprises retardées après l'élection vont se réaliser. Oh. Peut-être attendront-ils encore la fin des législatives.

Voilà ce qui pour le malheur des Français montrera aux électeurs qu'il y avait bien un troisième tour, et que celui-là, c'était celui du solde des comptes.

Et pour ce poste de bourreau des peuples, d'administrateur du dépôt de bilan, pour occuper la fonction d'équarrisseur du pouvoir d'achat et de notre modèle social, voilà qu'ils se livrent tous les deux à une danse du ventre la plus spectaculaire.

Nous nous sommes battus comme des lions durant cette campagne pour ouvrir les yeux de nos compatriotes. Et chaque analyse, chaque constat, chaque proposition ne

recueillait de la part de la classe politique tout entière qu'injures, mépris, condescendance, anathème.

Nous plaidions pour arrêter l'immigration qui pèse à la baisse sur les salaires, concurrence nos chômeurs et dissout notre identité. L'on nous rétorquait des deux côtés, droite et gauche, que nous étions xénophobes, égoïstes. L'on nous rétorquait "France, terre d'accueil". Nathalie Kosciusko-Morizet nous assurait que l'immigration rapportait 12 milliards d'euros à la France chaque année. On nous parlait de l'obligation du métissage, de la richesse d'une société multiculturelle.

Nous annoncions l'aggravation de la récession dans tous les pays européens, due aux cures d'austérité inhumaines et brutales imposées par l'Union européenne. La folie économique que représentait la rigueur à laquelle nous opposions notre plan de vigueur basé sur une relance de l'économie et du pouvoir d'achat.

Mais on nous rétorquait que nous avions tort. Que la crise était finie, derrière nous. Que les mesures d'austérité étaient en train de sauver le malade alors qu'elles le tuaient.

Nous proposions le protectionnisme économique pour arrêter la concurrence déloyale, les délocalisations, pour sauver nos emplois et réindustrialiser la France. L'on nous rétorquait : pure folie. Mondialisation, sens de l'histoire. Nous expliquant que le protectionnisme c'était la guerre, l'enfermement, l'autarcie.

Nous parlions frontières, ils hurlaient à la mort. Toutes les caricatures y sont passées. Ruine, horreur économique, âge de pierre. Nous refusions la multiplication des plans de renflouement, couteux et parfaitement inutiles. On nous répondait "solidarité européenne", là où en réalité,il n'y avait de solidarité qu'avec les banques !

Pas avec les peuples !

Mais souvenez-vous. Nous exigions de retrouver notre souveraineté, ils nous expliquaient que nous étions un tout petit pays. Incapable de s'en sortir tout seul.

Nous voulions sortir de Shengen, ils nous ventaient la libre circulation.

Nous réclamions la présomption de légitime défense pour les policiers, ils nous répondaient permis de tuer ! Bavures !

Nous parlions montée du fondamentalisme islamique, laïcité, zone de non-droit, glissement de civilisation. On nous rétorquait islamophobie.

Nous parlions ruralité, désertification, abandons des campagnes, retour des services publics et on nous rétorquait nécessité, efficacité, concentration, compétitivité.

Nous parlions hommes, femmes, enfants, angoisses, souffrance. Et ils nous répondaient courbes, marchés financiers, bourses, CAC40.

Et en quelques jours. En quelques jours seulement, tout aurait changé.

Ceux qui durant des mois, des années, nous ont trainés dans la boue, méprisés, traités avec une condescendance et une morgue inouïe. Ceux qui sans aucune raison valable nous ont imposé la pensée unique que le président candidat fait aujourd'hui mine de découvrir après en avoir abusé lui-même.

Ceux qui nous ont traité plus bas que terre, mis au ban du processus démocratique, auraient en quelques jours totalement changé.

D'un coup d'un seul. La nation, les frontières, la régulation de l'immigration, le refus des plans d'austérité, la présomption de légitime défense pour la police, la lutte contre la fraude, la lutte contre le détournement de nos prestations sociales, le protectionnisme, tout cela trouverait grâce à leurs yeux ?

Brutalement, par la grâce d'une campagne électorale, par la magie électorale.

Mais faut-il en sourire ou s'en effarer ?

Quel effet cela vous fait-il mes chers amis de passer du rôle d'idiot qui vote pour MLP à celui d'arbitre de l'élection présidentielle ?

Quel effet, quel effet cela fait-il d'être passé du statut de facho raciste et xénophobe à Français ayant de vraies préoccupations et à qui il faut parler ?

Mes amis. Vous voyez le changement ? Le poids, l'influence, la puissance du vote !

Enfumés depuis des années dans un système électoral cadenassé par le système UMPS, nous en étions presque arrivés à oublier l'extraordinaire puissance de la démocratie lorsque le peuple s'en saisit !

Voyez les mines déconfites des tenants de l'oligarchie.

Leur inquiétude est palpable, car ils savent que le peuple a redécouvert la force de la démocratie. Parce qu'il a fait exploser le bipartisme siamois qu'ils avaient patiemment construit. Parce que près de 20% des Français ont brisé cette prison de la fausse alternance. Parce que la caste sait aujourd'hui que fort de cette découverte, le peuple français a commencé sa grande entreprise d'émancipation et que rien ne sera plus comme avant !

Ils savent, mes amis, que les Français qui par découragement se réfugiaient encore dans l'abstention par dégout aussi de cette classe politique retrouveront demain le chemin des urnes, conscients, enfin, que voter ça sert !

C'est utile !

C'est essentiel !

C'est vital !

À près de 20%, ils parlent comme nous.

À 30-35 ou 40%, nos idées seront au pouvoir.

Et c'est pourquoi notre combat historique ne fait que commencer.

Nous sommes la boussole de la vie politique française. Nous avons encore beaucoup à faire. D'abord pour faire taire le mensonge, le mensonge, la manipulation. Vous le savez ils sont devenus l'alpha et l'oméga de l'action politique de nos adversaires.

Ce système politique à bout de souffle use de toutes les armes pour tromper les Français. Son seul but est sa propre perpétuation. Son seul objectif est sa propre survie. Et pour cela il faut bien le dire, ils ne reculent devant aucune perfidie. Le système UMPS face au mouvement national que nous incarnons, face à la **seule opposition crédible et**

volontaire. Face à notre détermination, utilise toutes les ficelles pour mieux tromper les Français.

Il est presque risible de voir un candidat socialiste découvrir au lendemain du premier tour la souffrance des travailleurs français, et agiter le hochet d'un projet prétendument social.

Il n'y aura pas de politique sociale possible dans notre pays sans remettre profondément en cause le modèle ultralibéral dominant que les gouvernements de gauche ont autant contribué à renforcer ces dernières décennies que les mouvements de droite.

La gauche française cultive la dictature du malheur. Elle a sans vergogne abandonné les petits, les retraités, les catégories populaires et les classes moyennes. Ses paroles du jour ne parviendront pas à effacer cette effroyable trahison.

De l'autre côté, il est navrant de voir un président sortant tenter désespérément de sauver sa réélection en défendant aujourd'hui des thèses qui contredisent exactement l’ensemble de son quinquennat. Un président qui chaque jour pendant cinq ans n'a pas seulement fait mal aux Français, mais leur a également fait honte. Il aura préféré des élites mondialisées auxquelles il a tout donné et qui aujourd'hui maladroitement tentent de se travestir en un candidat du peuple et en un amoureux de la nation.

Un président qui pendant cinq ans a fait exploser l'immigration, a favorisé le communautarisme, a dégradé le pouvoir d'achat des Français, a détruit leurs emplois, a toujours défendu les puissances d'argent et les banques. Qui pendant cinq ans s'est accommodé d''un exercice sans partage du pouvoir par des technocrates illégitimes et qui enfin de mandat signe des traités nous privant du peux de souveraineté qu'il restait à la France. Un tel président ne peut pas devenir le président du PEUPLE.

Il y a là une escroquerie électoraliste suprême que les Français ne peuvent ignorer.

Alors oui, le système UMPS est bien organisé, nous ne pouvons pas lui ôter cela. L'UMPS nous a ainsi inventé pendant cette campagne l'épiphénomène médiatique qui a disparu aussi vite qu'il est apparu, je veux parler du sénateur Mélenchon. Le sénateur Mélenchon rallié permettez moi dès 20heure zéro une le 22 avril dernier à la gauche ultra libérale d'un Hollande qu'il avait fait semblant de combattre les mois d'avant. Mais tout cela était prévu. Nous l'avions dit.

Vous voyez, je l'ai toujours minimisé pendant cette campagne, ne voulant pas me rabaisser à répondre aux injures de cette créature sortie tout droit des buissons du sarkozisme. Et j'ai bien fait.

En réalité, son seul résultat aura été de renforcer les scores de celui qu'il feint de combattre désormais à savoir le candidat de l'UMP. Mais le système UMPS n'a aucune chance de réussir. Malgré toutes ses trouvailles, malgré le génie qu'il met à tenter de nous barrer la route. Il n'empêchera pas notre mouvement de porter le discours de vérité que nous devons aux Français. Toutes les postures qu'ils inventent, toutes les parades qu'ils déploient, tous les artifices dont ils usent et abusent ne pourront plus longtemps empêcher la vérité d'émerger et donc notre accession au pouvoir. Car nous sommes le parti de la vérité. Et nous voulons faire triompher cette vérité pour le peuple français tout entier. Avec le peuple français tout entier !

Oui, disons-le très nettement et très fièrement. Il apparaît aujourd'hui que nous sommes le grand parti du rassemblement national.

Il n'y a plus ni droite ni gauche.

Mes amis, ces deux faces du même système vous le voyez bien sont en train de se disqualifier. L'UMP aujourd'hui et le PS dans quelques mois. Il n'y a plus qu'un peuple français, qui doit retrouver le pouvoir et nous l'y aiderons.

Nous sommes le rassemblement national. Nous sommes le parti de la réconciliation de tous les Français.

Oh. Depuis quelques jours j'entends beaucoup gloser. Sommes-nous compatibles avec la république ? Et oui on ose encore poser cette question. Mais quelle légitimité a donc M. Sarkozy. Quelle légitimité a donc M. Hollande pour déterminer qui est ou qui n'est pas républicain et quelles sont donc ces valeurs républicaines qu'ils défendraient et pas nous ? Ne soyez pas dupes de ces sous-entendus malveillants et intéressés. De cette diffamation par insinuation, car nous sommes sans doute les seuls à défendre la République française dans ce paysage politique.

Est-ce républicain de vote dans le dos des Français en catimini au parlement une constitution européenne pourtant très largement rejetée par le peuple. Est-ce républicain de saborder la souveraineté du peuple français et de se coucher devant le diktat des banques, des marchés et de leurs puissants relais européens ? (huées) Est-ce républicain de laisser des pans entiers du territoire en toute incurie sombrer dans les mains des voyous, de bandes ou de fondamentalistes islamiques ?

Mes amis, est-ce républicain de faire semblant de s'opposer au droit de vote des étrangers aux élections municipales, mais de fabriquer 100 000 nouveaux Français par ans, qui voteront non seulement aux municipales, mais aussi aux cantonales, aux législatives, aux présidentielles.

Est-ce républicain de défendre la discrimination positive ? De favoriser le communautarisme ? De piétiner la loi de 1905 en finançant des mosquées ?

Être républicain ce n'est pas une qualité qu'on s'adjuge entre-soi. Être républicain c'est être en conformité avec les principes de la République française : démocratique, laïque et sociale.

Et bien, l'UMPS a tout fait voler en éclats. Elle s'octroie le titre, nous le dénie. Ce sont eux pourtant qui sont en dessous de toutes les exigences républicaines. Ce sont eux qui devraient s'interroger sur leur rapport à nos valeurs essentielles. Nous les respectons mieux que tout autre.

Nous, nous défendons le referendum, nous défendons la laïcité, nous défendons la souveraineté du peuple, nous défendons la démocratie par le retour de la proportionnelle et l'instauration du referendum d'initiative populaire.

Notre projet est en accord parfait avec les grandes valeurs de la République française. Nous n'avons de leçon à recevoir de personne.

Et encore moins, et encore moins de ceux-là mêmes qui ont transformé notre pays en république bananière. Nous n'avons pas de leçon de démocratie à recevoir de deux qui ont magouillé les modes de scrutin, qui depuis 25 ans ont privé des millions de Français d'une représentation à l'Assemblée nationale, qui ont imposé la supériorité du pouvoir des technocrates européens et des banques sur la législation votée par le peuple souverain.

Nous n'avons pas de leçons d'égalité à recevoir de ceux qui accordent des droits supérieurs à certains en raison de la couleur de leur peau, de leur origine ou de leur religion. Qui ont ruiné la méritocratie et ont exclu des grandes écoles, des filières d'excellence les fils et filles d'ouvriers, de paysans, des classes populaires au bénéfice de ceux qui ont la chance de la fortune ou de la naissance.

Nous n'avons pas de leçon de fraternité à recevoir de ceux qui ont créé 6 millions de chômeurs et de travailleurs précaires. Des millions de travailleurs pauvres. Qui ont créé

des situations de dépendance dont ils se servent aujourd'hui pour affermir leur pouvoir sur le peuple.

Nous n'avons pas de leçons de morale à recevoir des amis de M. Takkiedine, Guérini, DSK, Dallozville, Woerth, Tsouri, BHL, Tronc, Qucheda, Bland, Amara.

Nous qui avançons tête haute les mains propres. Nous n'avons de leçons à recevoir d'aucun d'entre eux. Nous sommes droits, honnêtes et patriotes. Nous n'avons rien en commun avec des gens opportunistes qui font de la politique au gré du vent et qui trahissent à tout bout de champ. Ils sont européistes et mondialistes, nous sommes nationaux et patriotes.

Ils sont contre la souveraineté nationale, nous sommes pour.

Ils sont pour l'Europe fédérale et celle des marchands, pas nous.

Ils sont pour l'Euro, nous ne le sommes pas.

Ils votent 97% des directives européennes ensemble, pas nous.

Ils sont immigrationistes, pas nous.

Ils sont contre le contrôle des frontières, nous sommes pour.

Ils sont contre la suppression du droit du sol, nous sommes pour.

Ils sont contre la priorité nationale pour l'emploi et le logement, nous sommes pour.

Ils sont contre la création des postes de policiers-gendarmes, nous sommes pour.

Ils sont contre la proportionnelle intégrale, nous sommes pour.

Alors que penser ? Que penser de ces assauts de tendresse, de compréhension à notre égard, ces tonnes de promesses depuis le soir du premier tour ? Existe-t-il une vraie prise en compte des préoccupations des 6 millions et demi de français qui ont voté pour notre projet ? Y a-t-il enfin un respect quelconque pour ces millions de Français qui veulent une autre politique ? Peut-on trouver ne serait-ce qu'une dose de sincérité dans ces changements radicaux de posture auxquels on assiste depuis dimanche ?

Ces deux candidatures représentent-elles vraiment un choix entre deux projets différents ou l'illusion d'un choix présenté par un système qui fait mine de se combattre pour mieux se sauver ? C'est pour nous permettre à ces interrogations, évidemment essentielles, que j'ai posé une question à Nicolas Sarkozy. Si le PS est à ce point l'abomination de la désespérance, si sa politique est, et je l'admets bien volontiers, mortifère pour notre pays, alors dans les cas de duels PS - Rassemblement bleu marine aux législatives, que ferez-vous ? Préférez vous faire élire un député Rassemblement bleu marine ou un député PS ? Car, enfin écoutez, essayons de faire preuve de bon sens. Si vraiment Nicolas Sarkozy craint le droit de vote des étrangers, alors il vaut mieux un député du rassemblement bleu Marine qui vote contre qu'un député PS qui vote pour. Si vraiment Nicolas Sarkozy est convaincu qu'il ne faut pas régulariser massivement les clandestins alors il vaudra mieux un député du Rassemblement bleu Marine qui votera contre qu'un député PS qui votera pour.

Si vraiment Nicolas Sarkozy est contre l'euthanasie, le mariage homosexuel, l'homoparentalité, alors donc il vaut mieux un député du rassemblement bleu Marine qui votera contre qu'un député PS qui votera pour.

Si vraiment Nicolas Sarkozy est contre le laxisme à l'égard des délinquants, alors il vaut mieux un député du RBM qui le combattra plutôt qu'un député PS qui le favorisera.

Si vraiment NS veut défendre les valeurs du travail, de l'effort, de la famille, alors il faut mieux un député RBM qui votera pour les défendre qu'un député PS qui les combattra.

Ou alors, ou alors tout cela n'est que du cinéma ?

Nous avions déjà la réponse de Nathalie Kosciusko-Morizet, monsieur Waukiez, Mme Jouannot, M. Guéant, M. Fillon. Ceux-là votaient résolument PS.

La réponse de NS fut elle aussi sans ambiguïtés. Il ferait dans le cas d'un duel entre un candidat RBM et un candidat PS votait blanc, abstention, et examinerait les qualités du candidat PS qui resterait en lice.

Quant à François Hollande, je n'ai même pas eu le temps de lui poser la question il s'est précipité pour indiquer qu'en cas de duel RBM - UMP il ferait bien sûr voter UMP.

Vous voyez que la clarification exigée ne s'est pas fait attendre. Le système UMPS est bien toujours à l'oeuvre, prêt à se faire la courte échelle.

Tout, sauf les candidats bleu marine. Tout sauf laisser une représentation à ceux dont on reprend les propositions, mais pour mieux les rejeter, les humilier, les nier, les exclure. Plutôt un communiste, un trotskiste qu'un candidat national. Tout, tout donc sauf ce peuple français qu'on fait mine de comprendre, d'entendre, pour mieux le trahir une fois de plus.

C'est à l'aune de ce mépris, de ce violent cynisme, de cette profonde malhonnêteté que j'ai fait mon choix.

Chacun d'entre vous, chacun d'entre nous, fera le sien.

Je ne me bats pas, je ne me bats pas tous les jours pour que vous soyez respectés, traités en adultes responsables, comme des gens intelligents, raisonnés, lucides, pour vous considérer à mon tour comme des enfants.

C'est de votre vie, à chacun d'entre vous dont il dépend.

C'est de notre avenir commun dont nous parlons

Vous êtes des citoyens libres et vous voterez selon votre conscience, librement.

Je sais, je sais que certains espèrent encore dans un semblant de liberté, de patriotisme de droite. Que certains croient encore dans un semblant d'égalité, de fraternité de gauche. Je crois moi qu'il n'existe plus que l'illusion d'une certaine droite et l'illusion d'une certaine gauche.

À titre personnel, je me détournerais de ces mirages. Tout mon combat est justement d'arracher le peuple français à l'illusion qui nous a fait perdre tant de temps, qui a créé tant de gâchis, tant de souffrances. Je ne me bats pas pour que le peuple français ouvre les yeux, redresse la tête pour accepter qu'on le traite comme un simple réservoir de voix, bon à être trompé encore une fois.

J'aime trop mon pays.

Je vous aime trop pour vous engager sur une voie dont je sais pertinemment qu'elle représente un faux espoir, une nouvelle déception.

Ces deux-là sont les représentants d'élites politiques qui défendent leurs intérêts propres. Ils ont chacun de leur côté transformé leur parti en mouvement sectaire, diviseur. Mais nous nous passerons d'eux. La grande réconciliation, le grand rassemblement se fera par la base. Par ses électeurs qui refusent la machine à perdre. Par ces patriotes qui ne comprennent pas que l'on exclut d'autres patriotes. Par ces élus de terrain au plus proche des préoccupations des Français qui voient bien que nos solutions de bon sens sont les seules qui vaillent et n'en peuvent plus des excommunications idéologiques imposées par des chefs déconnectés des réalités.

L'avenir est à la recomposition. À la refondation de la vie politique française.

Mes amis, le grand changement viendra du peuple.

Dans toutes ses composantes, toutes ses sensibilités, le peuple reconnaîtra son intérêt commun qui n’est pas celui de ceux qui le dirigent. C'est en cette fraternité du destin que je crois. Pas dans les manoeuvres d'appareil, pas dans les consignes de vote achetés ou extorqués à coup de mensonges, de promesses dans lendemains, de chantages artificiels. La vérité est que nous n'avons rien à attendre de l'UMPS, voilà ma conviction personnelle.

Mes chers compatriotes, chacun d'entre vous fera son choix. En son âme et conscience, selon la sensibilité, en n’espérant pas trop je le sais des promesses de campagne qui fanent aussi vite qu'elles fleurissent.

Ceci est votre liberté première, ceci est votre liberté première de citoyen que j'exerce moi aussi. Je n'accorderai donc ni confiance, ni mandat à ces deux candidats qui pour l'un cherche à faire gagner la droite, pour l'autre cherche à faire gagner la gauche, mais s'ingénie tous les deux depuis trente ans à faire perdre la France.

Dimanche, je voterai blanc, et en juin, bleu marine.

Et en juin je voterai bleu marine pour rendre l'Assemblée nationale au peuple de France.

Je veux également que vous sachiez pour que les choses soient très claires. Je ne suis sensible ni au chantage ni aux menaces. Personne ne me fera culpabiliser. Personne ne vous fera culpabiliser. Ni vous ni moi n'aurons aucune responsabilité dans l'échec de l'un ou de l'autre. Ils en seront les seuls responsables. Car ils auront été jugés sur leurs piteux résultats, sur leur absence de sincérité, sur leur absence de morale élémentaire, sur leur abandon moral et matériel de la France et des Français.

Nos espoirs ne se concrétiseront pas dimanche prochain, et au fond de vous vous le savez pertinemment. Notre véritable combat, notre espérance réside dans cette bataille des législatives qui s'annonce et qui doit mobiliser toute notre énergie, toute notre force de conviction. Personne d'autre que nous ne fera le nécessaire pour notre pays. C'est malheureux, mais c'est ainsi. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Voilà la seule et unique vérité. Car mes chers amis, à analyser la situation nationale et internationale, tout nous donne raison en cette veille de second tour. Les solutions que nous préconisons sont les seules susceptibles de sauver notre pays et notre civilisation. Et la seule chance d'imposer la mise en oeuvre de ces mesures, de mettre la France à l'abri de la déflagration sociale et économique qui arrive, c'est de faire entrer massivement à l'Assemblée nationale des députés du rassemblement bleu Marine.

Face à une présidence sous domination européenne, sous tutelle des marchés, le seul espace de liberté qui existera encore c'est le parlement. Regardez aux Pays-Bas, le parti politique de monsieur Wielders a empêché l'application d'une énième cure d'austérité. Mais chose en Roumanie, des élus se sont levés et ont fait capoter les exigences de l'Union européenne. Au fond de vous, vous le savez bien. Hollande ou Sarkozy, aucun de ces deux-là ne vous sauvera. Aucun n'aura demain la lucidité, le courage, le sens de l'intérêt général qu'ils n'ont pas eu hier.

Vous seuls pouvez sauver la France en faisant entrer le peuple à l'Assemblée nationale.

Vous seuls pouvez colorer le parlement de bleu marine et influencer réellement sur le cours des évènements.

Reprendre son destin en mains, peser enfin, agir, combattre, défendre aux moyens de députés qui ne seront ni à vendre ni à acheter.

Qui seront comme vous. Libres de toutes pressions, de toutes compromission, ni soumis, ni complices.

Des députés enfin défenseurs de l'intérêt général et non d'intérêts particuliers.

Des députés qui seront le peuple, la voix du peuple oublié, invisible, méprisé.

Ces députés seront vos soldats, vos défenseurs, vos avocats.

Pour vous, grâce à vous, ils bouleverseront le cours de l'histoire. Vous réinstitueront votre nation, votre prospérité, votre histoire, votre identité, votre espérance, votre avenir.

Alors, mes chers compatriotes, en ce jour du premier mai, où vous avez par votre chaleureuse présence ranimé la flamme de la fierté française, de la dignité française, du courage français, de l'intelligence et du bon sens français.

Nous avons entamé, tous ensemble, le chemin qui nécessairement, inévitablement, inéluctablement, va demain nous conduire à la victoire.

Parce que le premier mai est la fête du muguet, du printemps et de l'espoir.

Parce qu’aujourd'hui main dans la main, dans la fraternité et le rassemblement, dans la liberté pour l'égalité, tous, amoureux de la patrie, de la nation et de la république, nous avons allumé une espérance pour les Français qui, je vous en fais le serment, ne s'éteindra plus jamais, car nous sommes enfin de retour chez nous.

Vive la nation,

Vive la république,

Vive la France

ANNEXE 10 – DISCOURS DU 1ER MAI 2013

Merci à vous tous

Pour cet immense bouquet de fleurs tricolores, pour cette marée de drapeaux français que vous faites resplendir, aujourd'hui, dans les rues de Paris,

Paris, qui en cet instant, en cet instant de grâce, et par votre présence chaleureuse redevient, nôtre chez nous,

La capitale de la France, De la France éternelle.

Il y a un an, jour pour jour, nous nous retrouvions ici-même pour célébrer notre grande victoire de la présidentielle.

Plus de 6 millions et demi d'entre nous avaient choisi la Nation !

Plus de 6 millions et demi d'entre nous avaient fait un vote d'espérance !

Plus de 6 millions et demi d'entre nous avaient dit leur amour de la France, leur foi en l'avenir !

Jamais nous n'avions été aussi nombreux à croire au destin de la France et du peuple français !

Il y a un an aussi, jour pour jour, nous nous retrouvions ici pour avertir les Français.

Pour leur dire qu'en remplaçant un président du système par un autre président du système, il n'y avait d'autre issue que la poursuite des temps obscurs.

Et si aujourd'hui encore je veux célébrer l'espoir suscité par notre progression démontrée par le record historique des adhésions enregistrées cette année par notre mouvement,

par les études d'opinion qui se suivent et qui montent,

par l'accueil de plus en plus chaleureux reçu au cours de notre tour de France,

je veux aussi vous parler de tout ce qu'il nous reste à faire pour gagner, car le chemin n'est pas terminé.

Je veux évoquer l'impérieuse nécessité de changer radicalement la conception et la pratique du pouvoir dans notre pays pour que renaisse le seul vrai fondement démocratique : le peuple d'abord.

Car la France, et avec elle tous les Français, la France est dans la nuit.

Elle est dans la nuit des affaires, la nuit du délitement de la morale publique, la nuit du mensonge aux Français.

Je vous épargnerai la litanie des soupçons, des enquêtes, des mises en examen, des condamnations touchant tant la droite que la gauche.
Je vous dirai juste que je comprends nos compatriotes quand ils nous disent qu'ils perdent confiance, qu'ils ne croient plus en cette classe politique. Je comprends leur colère. Je comprends leur dégoût même.

La France est dans des temps obscurs, parce qu'elle s'est enfermée dans les ténèbres de l'Europe. La France s'enfonce dans une politique absurde d'austérité sans fin.

Parce qu'il s'agit de sauver un système à tout prix.

Parce qu'il s'agit de renforcer des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Parce qu'il s'agit de dire toujours oui à Bruxelles, à Berlin bien sûr et en toutes circonstances, aux magnats de la haute finance, à leurs serviles valets de la Banque centrale de Francfort ou de la commission européenne.

Parce qu'il s'agit de maintenir quel qu'en soit le coût, une monnaie unique dont le seul bilan est le ravage d'un continent entier.

La France s'enfonce dans les ténèbres de l'Europe, et avec elle le peuple français, tous les peuples d'Europe.

La France est dans les temps obscurs, elle est dans la nuit, et plus rien ne semble solide sous ses pieds. Elle est prise au piège d'un brouillard épais, celui du désespoir d'un pays désenchanté, qui comprend un an après l'élection d'un nouveau président de la République que rien n'a changé, et que rien ne pouvait changer.

Nicolas Sarkozy, puis François Hollande. Avec eux, toujours le même tunnel. Ce long et sombre tunnel d'une descente aux enfers. Cet interminable délitement vers l'oubli d'une Nation. Cette histoire désormais souterraine d'un peuple qui perd foi en lui-même, cette lente agonie d'une France à qui l'on bouche toute perspective.

Alors mes chers amis, dans ces temps obscurs, dans cette nuit de la France, il est temps de montrer une lumière aux Français. De sortir une lanterne pour les éclairer et leur indiquer le chemin.

C'est la lumière de l'espoir.

C'est la lumière d'une renaissance de la Nation et du peuple français.

C'est la lumière d'un avenir que nous voulons rendre à la France toute entière et, à travers elle, à l'Europe, à tous les peuples d'Europe.

Et ce travail de conviction, ce travail d'espérance, ce combat lumineux contre les ténèbres du désespoir français, c'est vous mes chers amis qui le menez.

C'est vous et moi, unis dans une belle persévérance à la suite de ceux qui ont continué depuis des décennies à y croire et à se battre, qu'ils en soient ici remerciés.

C'est le Front National qui a fêté cette année ses 40 ans, c'est le jeune Rassemblement Bleu Marine, ce sont toutes ces forces militantes et engagées qui œuvrent à la victoire de la France.

Il est plaisant et même risible de voir toutes ces soi-disant élites, experts, économistes, politiques, journalistes, consciences morales et bien pensants se gratter la tête.

Mais quel est ce mouvement qui résiste à l'ordre par nous établi ? Qui refuse de se soumettre et qui grossit… grossit ?

Et les analyses pontifiantes et les jugements péremptoires et les anathèmes faciles se succèdent.

– ceux-ci Monsieur sont des anti-républicains, des factieux même !

– non, non, vous dis-je, ce sont des marxistes

– mais enfin ridicule, Mon Cher, ils sont d'extrême droite

– ma Chère, vous n'avez rien compris, ce sont évidemment des populistes.

En tant que patriotes français, vous qui venez de la Gauche, de la Droite, du Centre, d'ailleurs, vous qui êtes sans parti, ouvriers, soldats, marins ou paysans, vous qui venez de l'établi ou de la boutique petit patron ou fonctionnaire, des provinces de l'hexagone ou des Territoires d'outre-mer, Français d'origine française et française d'origine étrangère.

Vous qui croyez à notre histoire d'hier, à notre survie d'aujourd'hui et à notre futur de demain

Dites leur que notre parti à nous, c'est la France

C'est la France unie, c'est la France rassemblée, c'est la France fière d'elle même !

C'est pourquoi nous ne pouvons que gagner et transformer nos victoires idéologiques en victoires politiques.

Car nous avons déjà gagné la bataille des idées.

Nous l'avons gagnée parce que nos idées dominent, nous sommes le centre de gravité du débat public français et la force du bon sens est irrépressible.

Oui, nos positions sont rejointes

– Quand nous dénonçons l'immigration de masse et ses ravages,

– Quand nous faisons le lien évident entre cette immigration et l'insécurité,

– Quand nous disons qu'il faut protéger les Français du communautarisme, réaffirmer partout la République et la laïcité qui est la loi du respect commun,

– Quand nous disons qu'il faut en finir avec l'ultralibéralisme, la folie de l'hyper austérité, la loi absurde et dévastatrice du tout commerce,

– Quand nous mettons en garde contre l'impérialisme bruxellois et allemand, contre la tentative permanente de la haute finance de nous mettre à genoux,

– Quand nous proclamons qu'il n'y a d'autre avenir que le soutien à nos forces vives, à nos entreprises, nos PME, nos artisans, nos paysans, qu'il n'y a d'autre issue que la réindustrialisation de notre pays, par le patriotisme économique, par la protection de nos intérêts,

– Quand nous défendons le principe de la Nation, d'une Nation qui bâtit, une Nation ouverte sur le monde mais attentive à elle-même et d'abord au bonheur de son peuple,

– Quand nous expliquons que la frontière n'est pas un gros mot, mais qu'elle est la condition sine qua non d'une insertion harmonieuse dans le commerce international, dans les échanges humains,

– Quand nous nous adressons à ceux que tout le monde veut oublier, à ces Français qui souffrent en silence, quand nous défendons l'unité de notre République et l'égalité des chances entre tous les Français,

– Quand nous disons tout cela, avant les autres, nous sommes rejoints.

Nous sommes rejoints par des millions de Français, de toutes conditions, de tous milieux, de tous âges, et de toutes origines !

Nous sommes rejoints par ces oubliés de la politique qui reprennent espoir. Nous sommes rejoints par tous ces talents qui veulent s'exprimer.

Mes chers amis, si nous disons la vérité avant les autres, ce n'est que justice de voir qu'aujourd'hui, c'est vers nous que les Français se tournent !

Regardez, écoutez, observez… Nos analyses, nos propositions, notre vision du monde sont au cœur de tous les débats. Les médias ne l'avoueront jamais qu'à demi-mots, et la classe politique est assez cynique pour le taire ou le cacher. Mais nous avançons.

Alors votre travail, chers amis, votre travail inlassable, humble et patient, de tous les jours, n'est pas vain ! Car si nous n'avons pas encore le pouvoir, vous voyez déjà que tout cela est tellement fécond !

Vous voyez que nous progressons à grands pas, dans le débat, dans les cœurs, et dans les urnes aussi !

Nous avançons, et la France, et les Français avec nous !

Malgré un système politique qui a cadenassé les modes de scrutins justifiant l'injustifiable, avec 18% nous avons 2 députés, avec 2 % les verts en ont 18 !

Malgré les enfumages, les diversions, les leurres, qu'il faut dénoncer encore et toujours, expliquer encore et toujours, pour les naifs, les trompés, les sincères, nos compatriotes de bonne foi qui n'ont pas encore compris, les victimes des manœuvres du système pour conserver la main.

Hier, le leurre s'appelait Nicolas Sarkozy, vieux politicien couturé de cicatrices, depuis trente ans immergé dans le système qui accumulait les postes les responsabilités, maire député ,ministre,…

Il soutenait, approuvait, mettait en œuvre depuis 1983 toute la politique du système, Maire de Neuilly-sur-Seine, Ministre du budget sous François Mitterrand, dans le gouvernement Balladur, puis porte-parole du gouvernement, ministre de la communication, ministre de l'intérieur, puis ministre de l'économie et des finances de Jacques Chirac, Président du conseil général des Hauts-de-Seine.

Jamais un écart, jamais une contestation, l'Europe l'insécurité l'immigration, il a tout accepté, tout cautionné, tout assumé, et qui pourtant, par le miracle toujours renouvelé de la communication, devenait un homme nouveau, sans passé et sans histoire, le révolutionnaire de droite anti chiraquien, lui qui était pourtant un de ses disciples !

Une espérance politique était née,

Tout allait changer.

Par le miracle une sorte de Saint Paul converti, l'espace de la campagne électorale, aux idées du Front national.

Las, son chemin de Damas à lui, ce fut le Fouquet's et la croisière pour milliardaire !

Le leurre Sarkozy, c'était celui de la communication politique.

Cette sorcellerie des temps modernes qui peut faire accroire à tout un peuple ébahi, stupéfait, qu'un vieux cheval de retour, un crocodile de marigot peut se transformer en rosière ou en premier communiant !

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on poursuivit la même folle politique de l'euro, du libéralisme à tout crin ,de l'ouverture des frontières, de l'immigration incontrôlée, de la soumission aux intérêts allemands, de la mise à la remorque des Etats unis, de la fausse lutte contre l'insécurité, de la saignée dans nos forces de police et de défense, de la mise du pays en coupe réglée au profit des banques et des sociétés du Cac 40 !

Et comme la communication peut tout, il fit le grand écart ne craignant visiblement pas le claquage.

D'un coté, croyant caresser les électeurs du Front National dans le sens du poil, il multiplia les effets d'annonces, les rodomontades,

– les « retenez-moi, je vais faire un malheur » contre l'immigration qui explosa pourtant pendant la période,

– contre la délinquance qui ne cessa de se développer pendant ces 5 ans, contre les banques et les sociétés du CAC 40 qui ne cessèrent de s'enrichir sous sa présidence,

– contre les déficits budgétaires qui ne cessèrent de se creuser, la dette de grossir, et les impôts d'augmenter pendant le même laps de temps

comme le firent le chômage et les délocalisations qui se multiplièrent alors.

Et pendant ce temps là et pour couronner le tout, l'Europe prenait subrepticement le contrôle de nos institutions et réduisait chaque jour un peu plus l'espace de notre souveraineté nationale

Il parla beaucoup mais il ne fit rien !

De l'autre coté, croyant que la magie du verbe peut tout et que la communication et les sondages sont des armes absolues, que l'électeur est sans mémoire et par définition stupide surtout, n'est-ce pas, quand il vote Front National, il laissa les uns et les autres proclamer à tous vents que plutôt que de voter Front National, il fallait voter socialiste !

Ils firent le front républicain contre le FN à Hénin Beaumont. Il s'étonna, le soir de l'élection, d'être battu au profit de la gauche, je devrais dire de François Hollande !

Tiens la belle affaire,

Le mépris, la lâcheté, la veule complaisance qui fait hurler la Droite avec les loups produisent, comme depuis 30 ans, les mêmes effets,

Remettre le pays à la Gauche, pourtant minoritaire, justifiant ainsi le jugement de Guy Mollet sur la Droite la plus bête du monde !

Mais après tout qu'importe, puisque c'est la même politique qui sera menée

Toujours la même, celle du système au service de l'ultra libéralisme mondialisé.

De Laurence Parisot à Jean Luc Mélenchon dans cette sainte alliance des intérêts et du profit, aux deux faces inversées mais complémentaires,

Plus d'Europe et moins de pouvoir d'achat,

plus d'impôts, plus d'injustices, et moins de sécurité,

plus de chômage et moins de services publics

Car parlons-en maintenant de cette pseudo Gauche qui se voulait l'antithèse du sarkozysme, se voulait le défenseur des oubliés, des pauvres, des exclus, qui rêvait du Grand soir et se réveille dans la suite nuptiale d'un mariage homosexuel !

Cette Gauche qui faisait des banquiers, ses ennemis principaux, qui s'opposerait aux grandes sociétés multinationales du CAC 40, qui allait faire plier les intérêts allemands et Madame Merkel pour éviter l'austérité.

Cette Gauche qui allait restaurer le pouvoir d'achat, faire rendre gorge à Mittal. Celle qui allait, avec Arnaud Montebourg le chantre du fabricant français, faire porter des marinières au monde entier pour lutter contre les délocalisations et le chômage.

Celle qui allait lutter contre capitalisme financier et la mondialisation ultralibérale !

Hélas, trois fois hélas, presque un an de Gauche au pouvoir.

– Jamais les banquiers n'ont été si riches

– Envolés la lutte contre la finance, les projets de séparation de la banque d'affaires et de la banque de dépôt,

– le Medef et la CGT, une fois de plus alliés, sacrifient les travailleurs sur l'autel de la compétitivité avec la flexibilité, les retraités au nom de l'équilibre budgétaire

– les travailleurs français au profit l'immigration,

– la santé publique à l'industrie pharmaceutique

– le pouvoir d'achat à la demande de l'Allemagne et des banquiers internationaux

C'est l'austérité sarkozyste sous une forme différente,

La même politique faite au profit des mêmes catégories, des plus riches, de ceux que l'on protège alors qu'ils sont les seuls à n'avoir besoin d'aucune forme de protection.

C'est le chômage et la misère comme seul horizon, avec une seule différence l'agence de communication est moins bonne !

Sarkozy, Hollande, Hollande Sarkozy,

Mensonges et promesses non tenues,

Trahisons à gogo,

A ce comptoir, nous savons tous qui paie l'addition !

Nous ne pouvons que constater que la Gauche et la Droite qui se sont si longtemps opposées, se retrouvent maintenant associées dans une défense commune de ce système prédateur, celui qui a créé ce monde de la marchandisation de tous et de tout, celui qui asservit les peuples et particulièrement les catégories les plus défavorisées, d'une manière inouï, en forme de neo-servage ou de neo-esclavage.

Droite et Gauche sont devenus les piliers communs de ce nouveau totalitarisme mondial.

Gauche et Droite réunis cultivent maintenant la religion de l'ultra libéralisme, du libre échange sans limite, de l'euro à tout prix, de l'immigration généralisée, de l'austérité imposée, des avancées sociétales qui cachent les reculs sociaux permanents.

Alors, cette Gauche là et cette Droite là, non ! Cent fois non !

Vous voulez savoir qui nous sommes.

Nous ne sommes pas cela, nous ne sommes pas eux.

Non, Messieurs ! Nous ne sommes ni de leur droite, ni de leur gauche !

Nous sommes hors de leur passé figé et de leurs querelles archaïques ! Nous sommes le monde qui vient !

Nous sommes les générations qui se lèvent !

Nous sommes la voix du peuple face au pouvoir injuste !

Nous regardons le monde tel que la mondialisation sauvage est en train de le détruire, et nous ne nous y résignons pas, à la différence de tous les autres partis !

Cette mondialisation ultralibérale défait la nation, le meilleur rempart des plus dépourvus d'entre nous et le meilleur atout des plus entreprenants.

Cette mondialisation sauvage veut des individus réduits au rôle de producteur – consommateur. Elle veut balader les peuples d'un continent à l'autre, les considérer comme une main d'œuvre transportable et malléable à merci !

Cette mondialisation ultralibérale veut des individus enfermés dans de multiples communautés hostiles entre elles.

Cette mondialisation sauvage veut le choc des civilisations, abrutissant les individus par des idéologies extrémistes, fondamentalistes et meurtrières, pour qu'ils oublient leur conscience politique et leur humanisme ! Pour qu'ils oublient ce que c'est d'être un homme, ce que c'est que de vouloir vivre en paix, en prospérité, avec le reste de l'humanité !

Cette mondialisation ultralibérale défait l'École de la République, le meilleur outil de l'égalité des chances.

Cette mondialisation ultralibérale détruit la famille, cellule de base de notre société et meilleur refuge contre les aléas de la vie.

Alors oui, si vous voulez nous définir, dites que nous sommes en lutte contre la mondialisation sauvage ! Nous sommes en lutte contre tous les totalitarismes du XXIème Siècle ! Le mondialisme et l'islamisme fondamentaliste en tête !

Et cela fait de nous, mes chers amis, des patriotes ! Oui, si l'on veut tenter de nous définir, nous sommes profondément patriotes !

Parce que face à ces totalitarismes, face à ce grand désordre international, seule la patrie permet de jouer collectif.

Nous avons toujours su cela : ces grands combats contemporains, qu'il faut mener à l'échelle de la planète, face à un monde qui se recompose, on ne peut les engager que si l'on joue collectif.

Et le collectif n'est fort que sur des bases réelles, celles d'une nation millénaire, d'un peuple qui se sent peuple depuis des siècles et des siècles uni par une solidarité naturelle qui protège et rend plus fort.

Car un peuple n'est pas seulement une somme d'individus qui naissent, travaillent et partent à la retraite, comme la Nation n'est pas l'addition d'histoires individuelles ou d'intérêts catégoriels.

Un peuple et une Nation sont la conjonction aussi de réalités immatérielles :

– la tendresse de la famille, l'amour de ses paysages, la conscience d'une histoire qui les a forgés, l'esprit de service collectif et de sacrifices, la communion de valeurs.

A l'inverse, le collectif de l'Union européenne, c'est un château de cartes, c'est une muraille de sable, c'est une grande illusion !

Parce qu'il n'y a pas de réalité derrière, parce qu'il n'y a pas de peuple européen. Les peuples ne se décrètent pas dans l'arrière-salle d'un symposium bruxellois !

La patrie nous la chérissons, parce qu'elle est nôtre d'abord et parce que nous la tenons pour ce cadre indépassable de la puissance collective dans un monde qui change.

Mais une patrie n'est rien, rien de plus qu'un sentiment, si elle est privée de souveraineté.

Alors qui sommes-nous ? Nous sommes les seuls vrais défenseurs de la souveraineté du peuple.

Face à l'affaissement démocratique, nous tenons pour indépassable l'exercice de la souveraineté par le peuple, d'une souveraineté pleine et entière propriété du peuple, d'une souveraineté pleinement ressentie par tous les membres de la communauté nationale, la seule communauté que nous reconnaissons.

La souveraineté du peuple qui doit s'imposer à tous y compris si cela déplait aux élites !

En France, nous voulons une République dans laquelle la parole du peuple n'est plus bafouée.

Nous voulons qu'une loi adoptée par référendum ne puisse être défaite que par un autre référendum.

Nous ne voulons plus d'un congrès qui impose en catimini une constitution européenne que le peuple a rejetée par référendum. Comme l'on fait l'UMP et le PS qui ont ensemble commis ce crime irréparable en votant le traité de Lisbonne !

Nous voulons que tous les citoyens soient représentés et entendus, nous voulons donc la proportionnelle intégrale.

Sans cette souveraineté, condition suprême, tous les combats sont perdus, mais sans véritable démocratie, l'expression réelle de la volonté du peuple est tronquée, dénaturée.

Face à ces grands désordres internationaux, il n'est de planche de salut que la patrie, la patrie souveraine.

Pour être forte, pour être sûre d'elle-même, la patrie doit être sûre de ses valeurs aussi, capable de s'appuyer sur des bases solides, reconnues par tous.

Alors oui, mes chers amis, si l'on veut tenter de nous définir, je l'affirme sans ambages : nous sommes profondément républicains, profondément et sincèrement attachés aux piliers de notre pacte collectif, aux valeurs fondamentales que s'est choisi la France, aux principes fondateurs sur lesquels elle s'est construite.

Mais, contrairement aux autres partis, nous considérons qu'il ne suffit pas d'affirmer son attachement à ses valeurs, il faut leur donner les conditions indispensables à leur existence.

Or, à la liberté, l'égalité, la fraternité et l'unité, l'UMP et le PS ont substitué la soumission, l'injustice et l'individualisme prédateur, la loi du fort sur le faible et la fragmentation.

Nous croyons à l'égalité des citoyens français quelque soit leurs origines ou leurs croyances.

C'est pourquoi nous ne supportons pas lorsque certains, venus sur notre territoire, sont plus égaux que d'autres.

Lorsque certains, entrés illégalement, illégitimes sur notre territoire, ont plus de droit que les Français eux-mêmes.

Lorsque certains par exemple accèdent gratuitement à notre système de santé publique, alors que des Français n'arrivent plus à se soigner !

Lorsque certains vivent de l'assistance de la Nation, alors que les travailleurs honnêtes ne parviennent plus à nourrir leur famille !

Quand sévit un chômage de masse croissant, quand la récession s'attaque au pouvoir d'achat, quand il est si difficile de se loger, la priorité nationale s'impose.

La France est généreuse, mais sa générosité doit profiter d'abord à ses citoyens.

L'emploi, la protection sociale, le logement doivent d'abord servir les Français.

L'égalité, ce n'est pas l'égalité avec tous les citoyens du monde. C'est l'égalité entre les citoyens français. C'est l'égalité au sein du peuple français. Et c'est l'assurance que les Français ne seront jamais moins bien traités que les autres par le gouvernement français !

Cette exigence minimale appliquée dans de nombreux pays n'en fait pas des pays anti-démocratiques, ou des pays anti-républicains ! Bien au contraire.

Mais l'égalité doit aussi exister entre les citoyens existe quelles que soient leurs opinions politiques.

Ceci impose aussi que nul ne soit inquiété pour ses opinions politiques contrairement à la pratique détestable qui s'est installée dans notre pays.

Nous croyons à la liberté,

La liberté, cette liberté chérie, elle aussi est au cœur de notre projet.

C'est d'abord cette liberté de la Nation tout entière, qui s'effondre quand disparaît la souveraineté.

Mais c'est aussi la liberté de chacun, la liberté individuelle, face à tous les pouvoirs illégitimes, face aux puissances d'argent, face aux dérives de la censure. Liberté d'opinion, et liberté d'expression, nous y croyons plus que tout autre car nous les savons fragiles, si fragiles !

Liberté d'adhérer au syndicat que l'on a choisi et non contraint de s'affilier à des syndicats complices choisit par le système sur une liste bloquée.

Liberté d'entreprendre aussi dans le cadre d'une concurrence loyale et non contraint par la loi des multinationales qui marchent à l'optimisation fiscale ou au dumping social.

Nous croyons en l'homme, et nous croyons en son libre arbitre, en sa capacité de juger et donc à sa responsabilité, encore faut-il que l'information sur laquelle se base son jugement n'ait pas été faussée par des comportements partisans et malhonnêtes. Le besoin de déontologie est grand dans l'exercice médiatique français.

Enfin, la liberté ne peut exister sans la justice, une justice indépendante et impartiale, une justice intègre.

Ce mur où une organisation de magistrats met les photos de responsables politiques, de journalistes, de victimes – je dis bien de victimes – pour les dénoncer et s'en moquer, ce mur est donc une menace pour la République.

Non, il ne s'agit pas d'une blague de potaches ou d'une gaminerie, comme dit la presse complaisante.

Non, il ne s'agit pas d'une maladresse ou d'une action inappropriée, comme disent les ministres.

Il s'agit d'une grave dérive qui montre le caractère subversif de personnes qui détiennent une autorité constitutionnelle, de personnes qui ont entre leurs mains votre liberté, votre réputation.

Juger, c'est-à-dire appliquer la loi par définition générale au cas particulier qui vous est soumis, est une responsabilité difficile, parfois même une solitude effrayante. Celui qui a choisi de l'assumer doit en être digne et conscient.

Nous croyons à l'unité de la France, et non sa dissolution dans un mondialisme sans frontière, et son absorption dans une Europe sans Nation.

C'est pourquoi, nous nous réjouissons quand les Français du Bas et du Haut-Rhin rejettent un statut régional qui ne visait rien de moins qu'à déconstruire la nation française.

Déjà, il y a dix ans, nos concitoyens, votant en Corse-du-Sud et en Haute-Corse, avaient refusé à Nicolas Sarkozy un autre statut féodal.

C'est pourquoi nous soutenons ceux de nos compatriotes d'Outre-mer qui refusent l'indépendance.

Nous voulons l'unité non seulement entre les territoires mais aussi entre les citoyens français et c'est pourquoi nous exécrons le communautarisme et ses régimes dérogatoires pudiquement appelés discriminations positives qui rompent dans le même temps l'unité et l'égalité entre les citoyens et font naître la désunion, l'inégalité, l'injustice.

Quand la France s'ouvre aux quatre vents de la mondialisation la plus sauvage, au dérèglement de tous les rapports humains et aux assauts de tous les extrémismes, où est notre capacité à vivre sereinement ensemble ? Où sont la solidarité et la fraternité ?

La solidarité bien sûr,

mais ce n'est pas un droit acquis.

La solidarité se mérite. Voilà ce que nous croyons.

Quelle solidarité peut réclamer celui qui viole, tue ou pille.

Pourquoi, l'honnête travailleur se devrait-il d'être solidaire du trafiquant de drogue ou de l'assassin ?

Pourquoi, les aides sociales, les logements sociaux, les minimums sociaux seraient-ils accordés à ceux qui aurait, en situation de récidive, gravement troublés par leurs agissements la paix sociale en violant les règles élémentaires qui régissent la vie en société ?

La fraternité enfin nécessite de la concorde et l'on ne peut que juger très sévèrement ceux qui, pour des raisons électoralistes, divisent les Français sur des sujets sociétaux, cédant ainsi à la pression de lobbies ultra minoritaires.

Et c'est pourtant nous qu'on accuse parfois de vouloir diviser les Français !

Force est de constater que la division du peuple français est l'œuvre de l'UMP et PS et que nous sommes les seuls à même de promouvoir la concorde et la paix car nous sommes les seuls à résister aux ferments de division du peuple français !

La division nait de l'individualisme et du « tout pour soi », de la satisfaction immédiate des désirs matériels par l'argent… Dans cette société du « Tout-commerce » où tout s'achète, tout se vend, où celui qui n'a pas les moyens est abandonné, oublié, je dis qu'il faut remettre le collectif au centre de nos valeurs.

La division nait aussi, comme je l'ai rappelé, du communautarisme, conséquence naturelle de l'égoïsme triomphant et d'une forme de tribalisation archaïque.

La division nait de la faiblesse de nos dirigeants incapables de faire respecter des règles communes livrant ainsi la loi aux appétits des lobbyistes les mieux organisés ou les plus financés.

Il nous faut retrouver la voie de l'unité nationale ! Cette voie passe nécessairement par un projet collectif, un projet national, qui pousse les Français à s'engager dans les vrais combats, à miser sur leurs forces, celles qui fédèrent la Nation !

Français, je vous appelle au rassemblement, à l'unité, à la concorde ! Nous seuls pouvons les garantir et les défendre !

C'est un cercle vertueux que je décris et que j'appelle de mes vœux, dans lequel l'individu, soucieux du sort de la France, s'épanouit dans une société prospère, paisible et s'enorgueillit de son rayonnement.

Au-delà de la crise économique, je suis convaincue qu'une partie du mal français réside dans le rabaissement quotidien de la France par ses élites, adeptes de la repentance répétitive et insupportable alors que les Français ont toutes les raisons d'aimer leur pays et d'en être fiers !

Mes chers amis, je vous livre ces quelques lignes de Maurice Druon, percevez la sagesse quasi divinatoire de ce qui suit : « *Les tragédies de l'Histoire révèlent les grands hommes : mais ce sont les médiocres qui provoquent les tragédies (…) La médiocrité de quelques dirigeants, leur infatuation vaniteuse, leur légèreté aux affaires, leur inaptitude à bien s'entourer, leur nonchalance, leur présomption, leur incapacité à concevoir de grands desseins ou seulement à poursuivre ceux conçus avant eux. Rien ne s'accomplit de grand, dans l'ordre politique, et rien ne dure, sans la présence d'hommes dont le génie, le caractère, la volonté inspirent, rassemblent et dirigent les énergies d'un peuple. Tout se défait dès lors que des personnages insuffisants se succèdent au sommet de l'Etat. L'unité se dissout quand la grandeur s'effondre.* »

« L'unité se dissout quand la grandeur s'effondre »…Oui, méditons bien cette pensée qui doit nous alerter.

Cela fait des décennies que nos gouvernants successifs, de droite comme de gauche, expliquent aux Français que leur pays ne peut plus rien, qu'il doit s'adapter aux évolutions du monde en renonçant à tout ce qui faisait sa spécificité, qu'il sera plus fort sur la scène internationale et plus prospère économiquement en remettant à d'autres les clés de son destin ! Qu'il doit abandonner ses frontières, migratoires, économiques, financières.

Invraisemblable ineptie : en disparaissant vous serez plus fort !

L'UMP, le PS, ont honte de la France, la croit si peu capable qu'ils préfèrent la mettre sous tutelle de Bruxelles et de Berlin ! Comment voulez-vous que les Français aient confiance en eux ?

Non contents d'être les uniques responsables de cette rupture de confiance, nos élites méprisent le peuple, le culpabilise.

Et parce que nous osons regarder la réalité en face, voilà les mêmes qui nous accusent de surfer sur les peurs.

Mais croyez-vous que nous sommes heureux de la voir, de la sentir cette peur quotidienne, croyez-vous que nous sommes heureux que les Français aient peur pour leurs enfants lorsqu'ils sortent, pour leurs parents dont la retraite s'amenuise, pour leurs emplois, pour leur avenir.

C'est vous qui dirigez la France depuis 40 ans, UMP / PS / Verts / Communistes / Centristes qui avez permis le développement de ces craintes légitimes en ne mettant pas en œuvre une politique qui protège, qui rassure, qui bâtit.

C'est quand même le monde à l'envers que ce soit nous qui soyons mis en accusation pour avoir simplement dit la vérité et refusé les discours lénifiants expliquant que « tout va très bien madame la Marquise ».

Croire en un projet national, retrouver l'unité de la Nation par un projet national. C'est un beau dessein.

Mais, s'ils sont de plus en plus nombreux à y adhérer, les Français ne s'y trompent pas : cela ne sera pas possible s'ils ne se donnent pas un chef, et un chef qui ose !

Au pire président de la République, Nicolas Sarkozy, succède le pire président de la République, François Hollande ! Mais il faut sortir de cette spirale infernale ! Il faut maintenant un vrai chef, un chef qui agisse, enfin ! La France ne peut plus attendre !

Car nous avons besoin, chers amis, et chacun le devine aujourd'hui aisément, en ces temps obscurs où tout est flou, où tout avenir paraît incertain, où la mollesse de nos dirigeants le dispute à un véritable laxisme d'Etat, nous avons besoin d'autorité, et dans tous les domaines !

Il faut de l'autorité, et un Etat sûr de lui, partout :

Dans le domaine économique bien sûr, où l'on devra s'opposer à des intérêts colossaux avec clarté et fermeté, où il faudra négocier âprement le retour de la souveraineté nationale, dans les meilleures conditions.

Dans le domaine migratoire aussi, où il faudra avoir l'autorité nécessaire pour remettre des frontières, stopper l'immigration, renvoyer les clandestins et négocier la fin de Schengen.

Dans le domaine de la sécurité bien sûr, où il faudra sans faillir appliquer la tolérance zéro et rompre avec des décennies de laxisme, remettre la victime au cœur de nos préoccupations, et défaire la justice de sa culture de l'impunité.

Dans le domaine du communautarisme, contraindre ceux qui pensent substituer leurs lois aux nôtres.

Sans autorité, sans audace et sans détermination, le changement ne viendra jamais.

Mais je veux le dire très clairement aujourd'hui, je précède les mauvais procès : l'autorité ne doit pas être confondue avec l'autoritarisme ! Il est possible d'avoir de l'autorité dans la justice ! Ce sont les laxistes qui veulent faire croire qu'autorité rime avec totalitarisme ! L'autorité ne tire sa légitimité que de la démocratie.

Je le rappelle ici, parce que vous devez partout porter ce message de vérité.

Le désordre, le chaos, l'anarchie, frappent toujours et d'abord les plus faibles, les moins aptes à se défendre, les moins protégés.

La justice, l'état de droit, le respect des traditions françaises en matière de libertés publiques sont au cœur de notre politique.

Oui, quand nous serons au pouvoir, et cela viendra très vite, nous rétablirons en tout domaine l'autorité de l'Etat, de l'école à la rue, de la banque aux grandes surfaces.

Et nous serons en même temps les meilleurs gardiens des libertés individuelles et publiques ! Nous serons les garants de la libre expression, du libre débat, de la libre pensée, de la diversité des opinions dans les médias et dans la presse !

De ces nouvelles libertés, sur Internet, libertés numériques que nous chérissons et dont nous ferons un droit constitutionnel !

Parce que nous avons été maltraités par le pouvoir, nous savons l'importance de rétablir la justice, la démocratie, la liberté, le respect.

Vous le voyez, nous sommes bien différents de la caricature que les Brejnev qui nous gouvernent donnent de nous pour sauver leur idéologie essoufflée, dépassée, morte.

Vous connaissez nos valeurs. Vous avez compris mes chers compatriotes ma méthode de gouvernement, ma conception du pouvoir !

Le peuple de France mérite mieux que les dirigeants qu'il s'est choisis, car ce n'est pas le dauphin de Bourges qui, aujourd'hui, a perdu sa couronne, c'est le peuple français.

Non ce n'est pas l'Anglais ou le Bourguignon qui font régner l'insécurité dans le beau pays de France, c'est la folle politique d'immigration incontrôlée

Non ce ne sont pas les grandes Compagnies qui ruinent nos paysans, nos artisans ou nos ouvriers, ce sont les grandes sociétés du CAC 40, les institutions internationales qui nous imposent la folle politique de l'euro et de l'austérité répandue comme neige en décembre !

Comme toujours dans ces périodes-là, car l'histoire si elle ne se répète pas bégaye, nos élites comme du temps de Jeanne, trahissent, Eglises, savants, jurisconsultes, légistes, grands propriétaires, tous ils espéraient la mort de la France, de l'Etat qui faisait barrage à leur rapacité et à leur cupidité, la disparition des Français qui résistaient à leurs desseins mortifères.

Voilà, hier c'était c'est le roi d'Angleterre devenu le roi de France, aujourd'hui c'est le roi de Bruxelles, qui est devenu maitre chez nous !

Mais comme toujours en ces temps là de troubles et de misères, et c'est là le génie de la patrie, notre peuple, le peuple de France, vous, qui l'incarnez ici, celui qui à Bouvines sauve Philippe Auguste au cri de « Communes Communes », ce peuple, qui donne le Grand Ferré, Jeanne Hachette, les volontaire de l'An deux, les conscrits de 1813,les paysans insurgés de 1870 contre les Prussiens, les bleus horizon de 1914-18, les résistants du Vercors, ou les non du référendum de 2005

le voilà qui se lève !

Vous êtes leurs héritiers, vous qui combattez pour la France

Anonymes et sans gloire

Vous qui luttez pour cette France éternelle qui va d'Alésia au référendum de 2005

Vous vous croyez une poignée, une avant garde, Quelle erreur !

Vous n'êtes pas seuls !

Regardez et écoutez, marchez auprès de vous, cette longue cohorte de Français morts pour la Patrie,

Entendez leurs pas glorieux, qui battent avec vous ce pavé de Paris dans cette longue épopée des amoureux de la patrie, cette chaine ininterrompue qui nous lie à notre

histoire depuis plus de 2000 ans déjà dans ce miracle toujours renouvelé de la survie de la France.

Cette survie qu'incarna un jour, une petite paysanne Lorraine qui fera reculer l'Anglais et fera du petit dauphin de Bourges un roi de France !

Voilà cet exemple, qui nous dit au cœur, à l'âme, depuis des années, que nous célébrons le premier mai cette fête de Jeanne d'Arc, que notre espérance n'est pas vaine et que, parce qu'il est des Français comme vous, parce qu'il est dans le peuple de France, un amour de la patrie, une énergie et une volonté de survivre, cet exemple nous dit que rien n'est impossible.

Notre pays se redressera avec nous, par nous.

Alors tenez bon, suivons la petite bergère devenue Sainte et guerrière sur le chemin de l'honneur et de la liberté,

Alors tenez bon, nous ne sommes plus loin, plantez votre regard fier dans celui des destructeurs de la Nation,

Plantez vos pieds fermement dans notre terre de France, tenez bon !

Je sais qu'il y a des moments difficiles, puisez du courage et de la force dans l'âme française, quand le désespoir, le fatalisme ou la lassitude pointe, regardez ceux que vous aimez, vos enfants, vos parents, vos amis, votre peuple !

N'oubliez jamais que notre pays est plein d'immenses ressources ! Que nous sommes un vieux et grand peuple, rempli de talents !

Tenez bon !

Rappelez chaque jour aux Français qui ils sont et d'où ils viennent,

Alors, je vous en fais le serment, nous y arriverons.

Vive le Front National !

Vive le peuple !

Vive la République !

Vive la France !

ANNEXE 11 – DISCOURS DU 1ER MAI 2014

Mes chers amis,

Vous qui êtes venus ici de tout le pays, de chaque coin de France.

Vous qui nous regardez sur Internet jusque dans nos si beaux territoires d'outre-mer.

Vous, les éclaireurs de cette immense armée de patriotes qui se rassemblent toujours plus nombreux à l'appel de notre pays.

À tous, je voudrais vous adresser un immense remerciement.

À vous d'abord, l'avant-garde militante de notre peuple,

À vous les militants irréductibles de la cause de la France,

À vous les plus conscients des patriotes,

À vous qui êtes ici, pour dire que la France est immortelle, qu'elle n'est pas une idée du passé, mais au contraire malgré tout ce que ces beaux messieurs disent partout, qu'elle est une réalité vivante. Une réalité essentielle. Une réalité de chair et de sang puisqu'elle s'incarne en vous, qui êtes ici et en tous ceux qui croient en la France.

Car vous représentez ces millions de français pour qui le mot patrie, le mot France sont des mots vivants, chaleureux, exaltants. Des mots d'espérance et de communauté fraternelle.

Oui bien sûr nous allons parler de la France, nous allons parler d'Europe, nous allons parler de notre futur, nous allons parler des combats à venir, mais ces mots, ils recouvrent la forte et sensible réalité qu'est la patrie française. Un territoire, une langue, une histoire, mais aussi et surtout un peuple. Des hommes et des femmes de tous âges

et de toutes conditions. Car que serait la France sans les Français ? Les Français sans la France ? Dans ce dialogue toujours recommencé entre les idées qui nous grandissent et les hommes qui les exaltent et les incarnent ?

Pour moi, la France c'est une réalité visible, concrète. Peuplée de personnes réelles dont la vie quotidienne traversée d'espoirs, de craintes, d'espérances ou d'angoisses doit être l'alpha et l'oméga de ceux qui prétendent au gouvernement de la France.

Oui, celui qui prétend au destin de président de la République ne doit avoir qu'une pensée, qu'une obsession, qu'un sentiment, celui de faire toujours, à chaque instant ce qui est bon pour la France. Donc ce qui est bon pour les Français.

Les Français ne sont pas des réalités statistiques, des groupes, des pourcentages dans un sondage. Ce sont des êtres de chair et de sang, qui vivent et qui souffrent, qui aiment et qui rient, qui étudient, qui bâtissent, construisent un patrimoine, qui inventent, qui se soignent, qui se déplacent et qui prennent leurs retraites.

Alors au-delà des grands mots, c'est à travers vous à la France, donc au peuple de France que je m'adresse.

À ce grand et magnifique peuple qui a donné tant de choses à l'humanité parce qu'il porte le beau nom de français et que ce nom-là lui donne des responsabilités uniques dans le monde tel qu'il est.

La France, mère des armes, des arts et des lois. Qui porte fièrement avec l drapeau tricolore cette devise, Liberté, égalité, fraternité que nous avons diffusée à travers le monde. Parce que nous sommes français et que la République n'est universelle que parce qu’elle est française.

Parce que le monde a besoin de la France quand il parle e Liberté, d'Égalité et de Fraternité.

Parce que le monde a besoin de la France quand il parle de raison, de tolérance et d'humanité.

Parce que le génie de la France est une source où de tout temps on puisa la pensée des peuples libres. Vous êtes là, cette France là c'est vous,

C'est celle de notre peuple courageux, industrieux, inventif, accueillant, généreux.

C'est celle de notre langue qu'on entend aux quatre coins de la terre.

Ces Français qui portent lorsqu'ils sont unis et fiers d'eux même les lumières de la raison et du savoir. Les Français, ce peuple de lions lorsqu'ils ne sont pas gouvernés par des ânes et qui sont des champions de la liberté, de la souveraineté et de l'indépendance nationale.

Alors, réduire la France à l'état de petites circonscriptions administratives du magma européen et les Français à celui de petit peuple régional, c'est éteindre la lumière.

Mais c'est bien normal, quand nos gouvernants pensent comme des présidents de conseil général et qu'ils n'ont comme vision de la France que celle de petits boutiquiers et de tristes comptables.

Alors, qui pour sauvegarder cette mission universelle de la France face aux assauts violents qui aujourd'hui tentent de défaire notre pays, son identité, sa prospérité ? Qui la porte ? Qui l'incarne ?

François Hollande ?

La mission de la France est bien trop grande pour François Hollande. Il n'en a jamais perçu l'étendue, la nécessité même. François Hollande a vite endossé aussitôt élu les habits du petit gouvernant de la province France que Mme Merkel et M. Baroso lui ont demandé d'enfiler. Puis s'est très vite, très vite senti parfaitement à son aise dans le costume de sous-préfet européen laissé à l'Élysée par son prédécesseur Nicolas Sarkozy.

Alors qui, Manuel Valls ? Ce jocker ? Si vite sorti à l'issue des municipales, à l'issue de cette déroute pour le camp au pouvoir. Peut-il être la voix de la France ? Mais il n'a jamais eu la moindre idée de ce que la France serait capable de faire, ni du chemin qu’elle devrait prendre pour retrouver sa voix dans le monde, obsédé qu'il est par sa fonction de premier communication, servile relais dans notre pays des exigences dessinées ailleurs, à Bruxelles et à Berlin.

Qui pour la France ?

L'UMP ?

Vous y croyez une seule seconde ?

Ce parti qui a mis la nation à genoux pendant dix ans. Lui faisant perdre année après année un peu plus de sa fierté et de sa vitalité, ce parti qui comme celui qui l'a remplacé ensuite s'est vautré dans la soumission à l'Union européenne et à l'Allemagne.

Le PS et l'UMP ont failli.

L'UMPS a totalement échoué.

L'UMPS n'est plus en mesure de porter la voix de la France et à fortiori de l'incarner.

Il n'y a plus mes chers amis comme dans les heures les plus tristes de notre histoire que sur le peuple de France que l'on puisse compter.

Mais encore faut-il, mes chers compatriotes, que notre peuple se fasse entendre. Qu'il soit capable par les moyens légaux encore disponibles de dire sa colère, de crier sa soif d'avenir. Encore faudrait-il à l'heure où il est appelé aux urnes qu'il s'y rende et qu'il s'y exprime.

Que chacun le sache, et je le dis ici avec la plus grande solennité.

Le 25 mai, le jour des élections européennes, il est plus qu'essentiel d'aller voter. C'est une nécessité vitale pour la France. Il ne faut pas se tromper.

Certains d'entre nous font une funeste erreur. Ils pensent qu’en boudant les urnes le 25 mai ils diront leur mépris pour cette Union européenne qu'ils n'aiment pas. Ils se feront entendre qu'ils enverront ainsi un signal fort. Mais c'est tout l'inverse. 10:16

Ceux qui n'iront pas voter le 25 mai aux élections européennes laisseront aux partisans de cette Union européenne la possibilité de continuer leur oeuvre funeste. Ils laisseront les fossoyeurs de la France continuer à la défaire. Ils les laisseront détruire l'héritage de nos aïeux. Ils les laisseront oublier le sacrifice de tous ceux dont les noms sont inscrits sur tous les monuments aux morts de tous les villages de France pour que notre pays reste libre.

Car, qui ne dit mot consent. Et c'est bien ce qu'ils espèrent, les François Hollandes, les Manuel Valls, les Jean-François Copé.

Mais oui. Ils espèrent l'abstention la plus élevée possible, et tirer de cette abstention la preuve de votre consentement. Ils espèrent que les mécontents resteront chez eux. Ils espèrent que ceux qui sont contre l'Union européenne n'aillent surtout pas le dire dans les urnes pour pouvoir continuer tranquillement entre eux leur petit jeu de massacre.

Ils rêvent que les défenseurs de la France en s'abstenant les laissent faire joujou avec le monstre froid qu'ils ont engendré.

Vous n'allez pas leur faire ce cadeau quand même ?

Alors le 25 mai, vous qui avez voté pour moi, en avril 2012, ou qui depuis avez rejoint mes idées. Vous qui avez spontanément le réflexe patriote. Vous qui rejetez l'Union européenne qu'on vous concocte depuis des années.

Vous aussi, jeune français, plein de fougue et d'espérance. Vous qui avez envie que ça change. Vous qui avez envie de rester fidèles à la tradition de liberté de notre pays. Ne tombez pas dans le piège infernal de l'abstention.

Ne me décevez pas.

Ne me décevez pas et allez voter.

C'est votre devoir de patriote.

Ces élections, mes chers amis, sont un rendez-vous crucial, beaucoup plus qu'il n'y paraît.

C'est précisément le moment de s'interroger sur ce qu’est devenue l'Union européenne et sur ce qu'elle signifie désormais pour la France et les Français.

C'est le moment pour certains d'en prendre conscience, mais c'est surtout le moment pour beaucoup qui ont déjà compris de dire stop.

Vous le savez, après le traité de Maastricht, puis celui de Lisbonne adopté en dépit de la volonté du peuple français qui avait massivement rejeté la constitution européenne en 2005.

Les valais de l'UMPS, ses présidents et premiers ministres successifs ont décidé de confier les clés de la France à l'Union européenne. En votre nom. Mais sans vous demander votre avis. À votre insu. Bien souvent et même contre votre gré comme en 2008. Et qui se sert de ces clés ? Qui ouvre et ferme les portes ? Qui vous donne et qui vous reprend les autorisations ?

Des gens qui ne sont même pas élus. Des gens n'ont aucun compte à rendre aux électeurs. Des gens qui font ce qu'ils veulent, pour nous peuple français, c'est le contraire. Nous ne faisons plus ce que nous voulons.

Non seulement l'UE ne nous demande plus notre avis, mais c'est nous qui devons lui rendre des comptes. C'est à nous de lui réclamer des permissions pour tout, comme si nous étions un peuple enfant, incapable, inapte, sous tutelle. Des permissions pour tout, pour faire baisser la monnaie, pour relancer la croissance et l'emploi, pour garder la main sur des sociétés stratégiques, comme Alstom à qui nous devons la fabrication de nos TGV et de nos centrales électriques.

Des autorisations pour protéger nos entreprises de la concurrence venue de pays où la main-d'oeuvre est à bas coup, où le SMIC n'existe pas, où les Prudhommes n'existent pas, où les normes de sécurité ou de temps de travail n'existent pas.

Et ces permissions, nous avons beau nous mettre à terre pour les avoir, nous avons beau ramper comme sont allés ramper récemment Michel Sapin et Arnaud Montebourg à Bruxelles et Berlin

Ces permissions nous ne les obtenons jamais. Car nos dirigeants se sont bien trop longtemps comportés en esclaves, pour qu'on nous considère aujourd'hui avec le respect que l'on nous doit.

Quand on donne à n'importe qui le double des clés d'une maison dont on est responsable, on trahit la confiance qu'on nous a donnée.

Nos présidents qui avaient reçu les clés, les passes, les codes d'accès pour tout, et qui devaient logiquement les remettre en partant à leurs successeurs en ont distribué des doubles à tout le monde, à des gens que vous ne connaissez même pas.

Le peuple français ne contrôle plus rien. Ni le budget, ni la monnaie, ni la défense, ni les banques, ni les dépôts bancaires, ni les frontières.

Sa politique budgétaire est à disposition de ses partenaires.

On entre dans le pays comme dans un moulin.

Notre pays a le besoin le plus urgent de redevenir maître chez lui.

Il doit décider de ce qui lui convient, de la politique qui permettra de retrouver le chemin de la prospérité, de la confiance, et je dirais aussi de la joie de vivre, de l'optimisme. Car que disent les gens déprimés ? Précisément qu'ils ne contrôlent plus rien.

Entre l'état moral d'une nation et celui d'un individu, il y a d'étroites ressemblances. Un État qui ne contrôle plus rien est un État qui s'enfonce dans la déprime.

Et bien notre mouvement à l'ambition de sortir le pays de la déprime avant qu'il ne soit trop tard. En faisant quoi ? En enrayant au plus vite l'engrenage de l'austérité imposée par Bruxelles qui est déjà la cause d'un appauvrissement de la nation. La source d'un chômage de masse et le ferment d'une formidable récession sociale et économique.

Nous voulons faire en sorte que la déprime des Français ne se transforme pas en dépression économique infinie puis en crise politique.

C'est la vérité qui est cause d'apaisement, mes chers amis.

C'est le mensonge qui est cause d'inquiétude.

On nous ment donc nous sommes inquiets.

Qui décide à votre avis, de la politique draconienne d'austérité de 50 milliards que vient de nous présenter François Hollande ? Pensez-vous que notre énergique président l'ait décrété lui-même ?

Mais pas du tout. Elle lui a été prescrite par l'Europe.

C'est l'Europe qui exige cela de lui. Nous savions déjà qu'il n'était pas très fort pour la décision, mais nous voyons qu'il l'est encore moins pour la résistance.

Certains espéraient qu'il allait défendre notre peuple contre le chômage de masse, contre l'appauvrissement des petits employés, des retraités et des veuves, dont la pension ou la moitié de pension n'augmente plus. Et que voyons-nous ? Le contraire. Salariés, entrepreneurs, retraités. Tout le monde fait le gros dos. Personne ne veut plus ou ne peut plus ni dépenser ni investir, et pour cause. Hormis les 1% les plus riches, tous les autres ont de moins en moins. Et s'accentue alors le marasme du pays pour permettre à notre dirigeant d'obtenir une bonne note à Bruxelles et pour permettre de rassurer les marchés financiers.

La maison France n'achète même plus les produits qu'elle fabrique. Le patriotisme économique étant banni par l'UE. D'autres pays ont connu le même sort avant nous. La Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie ont amorcé la même spirale descendante sous l'influence de l'UE. Nous ne voulons pas que la France subisse ce destin. Nous ne voulons pas qu'elle le connaisse. Nous ne voulons pas nous résoudre à ce qu'on nous présente inévitable.

Quand il reste le pouvoir de dire non. Rien n'est inévitable.

La lâcheté n'est jamais inévitable. L'esclave dit oui, l'homme libre dit non.

La France en nation libre doit dire non.

Alors, parlons deux minutes de l'Euro, ce sujet tabou que je n'ai pas peur d'aborder. Cette monnaie trop chère, inadaptée à notre économie. Cette monnaie qui ne convient qu'aux grands brasseurs d'affaires, mais pas aux PME, pas aux petites gens dont le prix du café au comptoir a doublé le jour de son adoption et qui a précipité l'industrialisation de la France. 19:02 Tout a été imaginé pour sauver l'Euro. Mais qu'ont-ils imaginé pour sauver les entreprises ? Les retraites, l'initiative individuelle ?

Même chose pour le chômage. La Grèce, l'Espagne sont à 26% de chômage, 60% chez les jeunes. Vous croyez vraiment que c'est une fatalité ? Vous pensez réellement que c'était inévitable ?

Là encore nous ne croyons pas qu'un remède qui laisse le malade avec 8 de tension soit le meilleur moyen de le guérir.

La France n'en est pas encore là, mais le chômage de masse s'étend, et la tension du malade ne cesse de baisser.

Le chômage touche aujourd'hui près de 6millions de personnes. Et nous ne parlons même pas du chômage qui ne se déclare plus. Tapi derrière le cache-misère du RSA, des stages ou des préretraites. Chacun devrait pourtant être fier d'être et de travailler là où il est. Chacun devrait être convaincu d'avoir une place.

Autrefois quand on parlait de l'emploi de son enfant on disait il a trouvé une place. J'ai trouvé une place. Trouver un travail c'est trouver sa place. Et bien nous voulons redonner une place à chacun.

L'UE c'est aussi l'incitation à ce qu'ils appellent pudiquement l'optimisation fiscale. Ce n'est pas sans effet bien sûr sur nos comptes publics qui s'en trouvent gravement déficitaire. Si les grosses entreprises ne payent plus d'impôts parce qu'elles emploient un bataillon de conseillers afin d'effectuer cette optimisation fiscale. Nous, c'est la capacité de notre nation à fixer elle-même son budget et sa fiscalité. Pour pouvoir appliquer des impôts beaucoup moins lourds à nos petites entreprises, celles qui créent l'emploi, plutôt que de multiplier les cadeaux aux grandes multinationales.

Ce principe de justice fiscale nous l'appliquera aussi aux ménages. Moins d'impôts pour les petits et les classes moyennes qui n'en peuvent plus de supporter l'intégralité du fardeau.

Cette injustice fiscale s'accompagne dans l'UE d'un libre-échange maladif dans les rapports commerciaux. Libre nous dit-on. Mais qui est libre dans cette affaire ? Pas vous en tout cas. C'est la liberté du renard dans le poulailler. Le malheur c’est que c'est nous les poulets.

Non seulement on vous fait les poches pendant que les grands groupes s'enrichissent, mais l'UE fait voter des accords de libre-échange, sans que vous soyez ni consultés ni même informés.

L'Europe est une organisation politique dont vous apprenez par hasard, deux ans après, qu'elle a pris des mesures soi-disant pour votre bien, évidemment sans vous en parler. Ces deux dernières années ont ainsi été signés des accords qui ouvrent totalement nos frontières au Canada, à la Corée du Sud, au Brésil, au Maroc et j'en passe et des nombreux et des plus graves encore.

Comme celui en préparation avec les États-Unis.

Les Français sont mis impitoyablement en concurrence avec des travailleurs payés une misère et moins protégés. Qui vous l'a dit ? Quand l'avez-vous appris ? Jamais.

Et quand vous l'apprenez, c'est le jour de votre licenciement. Ou le jour où votre employeur vous propose d'aller travailler en Roumanie ou en Pologne pour 300euros par mois.

Vous l'avez tous bien compris. Le pivot de ce système effroyable, ce sont les grandes banques.

L'Union européenne et le gouvernement français les adorent. Et pourtant elles font de moins en moins leur métier. Elles prêtent de moins en moins aux entreprises qui créent du travail et de la richesse.

Elles utilisent l'argent de l'employé, de la secrétaire, de l'infirmière, du fonctionnaire, du retraité pour spéculer sur les marchés financiers et de surcroit dans des opérations que la plupart des épargnants n'auraient jamais approuvées.

En clair, elles jouent au casino avec vos économies.

Et lorsqu'une catastrophe nait de cette spéculation absurde, comme pendant la crise de 2008, et bien l'argent de l'employé, de la secrétaire, de l'infirmière, du fonctionnaire, du retraité doit sauver ces banques de la faillite sans contreparties.

Savez-vous mes chers compatriotes qu’avec la nouvelle directive sur l'union bancaire, votre banque n'est même plus contrôlée par les autorités françaises, mais devrait être sauvée avec l'argent de vos propres dépôts, comme les Chypriotes en ont déjà fait l'amère expérience l'an dernier ?

Cette loi qui permet de vous spolier, le plus légalement du monde, d'une partie de vos comptes en banque a été votée au mois d'avril.

Et oui ! C'est la Commission européenne qui décidera du sort des banques françaises en cas de problème. C'est elle qui demandera la ponction des comptes des déposants pour renflouer les banques en difficulté.

Nous n'avons pas cette conception de la politique. Que leur UE se mette à plat ventre devant les marchés et les banques pour le peu de temps qu'il lui reste à vivre. Notre nation elle se fera respecter et remettra les choses à l'endroit. L'économie au service de

la politique et non l'inverse. Cette loi de la jungle nous ne pouvons plus l'admettre. Car c'est aussi Bruxelles qui a inventé ce statut grotesque du travailleur détaché à travers des directives et règlements européens que l'UMP et le PS ont systématiquement voté.

Ha, ben oui, on incite ainsi à l'embauche sur le territoire national de travailleurs dont les charges sont 30 à 60% inférieures aux nôtres. Mais le résultat nous le connaissons tous. Des camionnettes de travailleurs souvent d'Europe de l'Est qui sillonnent notre pays pour réaliser des travaux partout y compris d'ailleurs sur fonds public. Ce n'est même pas du travail au noir. C'est l'organisation délibérée, planifiée de la mise à genoux des artisans et ouvriers français avec la bénédiction des autorités européennes et nationales. C'est l'instauration de la priorité étrangère à l'emploi en France.

Sur certains chantiers en cours, rendez-vous compte, il n'y a même plus 50% de travailleurs français. Sur le terminal méthanier de Dunkerque, 60% des travailleurs sont étrangers. Jusqu'où allons-nous supporter cela ? Alors que des millions de Français sont au chômage ?

Directive détachement et élargissement insensées de l'Europe à l'Est. Voilà le cocktail détonnant des docteurs mabouls de l'UMPS qui est en train de faire exploser l'économie, l'emploi et le modèle social français. Il faut d'urgence abroger cette directive détachement comme il faut se battre chaque instant contre le dumping social et environnemental qu'on impose à notre peuple et à l'ensemble des nations d'Europe. Tourner le dos à toute forme de patriotisme économique, c'est abandonner les petits, mais aussi abandonner les fleurons de notre pays, le coeur de notre patrimoine industriel.

La Commission européenne nous refuse le droit d'aider nos entreprises stratégiques. La France ne serait plus autorisée à défendre ses intérêts industriels. Elle serait sommée de les sacrifier aux lois du marché et aux appétits rapaces de ses concurrences.

Hier nous perdions Arcelor, vendue et dépecée par Mital, avec la promesse alléchante de l'émergence d'un géant mondial de l'acier. Il était si géant ce nouveau groupe qu'il ferma les uns après les autres, tous les grands sites français de production. Et c'est ainsi que s'éteignirent probablement pour toujours les hauts fourneaux de Florange. Demain, ou devrais-je dire aujourd'hui, voici venu le temps d'Alstom, condamné à passer sous contrôle américain ou allemand. Cette entreprise bénéficiaire, l'un des plus vieux groupes industriels du monde, qui assure à la France une partie de son indépendance énergétique par son rôle essentiel dans la filière électro-nucléaire, soudainement n'aurait plus d'avenir qu'entre les mains de ses concurrents ?

Mais quel baratin est-on encore en train de nous chanter ?

Le problème d'Alstom, mes amis, est symptomatique d'un mal qui touche la plupart de nos fleurons, et qui les explose aux rapacités étrangères. D'abord, L'Euro trop cher qui ruine notre compétitivité, puis l'éparpillement du capital et l'absence d'actionnaires nationaux solides. Et la cause de cette absence ? Et bien ce sont les règles européennes établies par l'UMPS qui ont contraint au retrait progressif et massif de l'état du capital, d'un nombre impressionnant d'entreprises.

Quel gâchis, quelle honte, quel scandale.

Et disons-le clairement, quelle trahison industrielle.

Et la liste est longue de ces fleurons que nous avons perdus pour ces mêmes raisons. Pechiney, Rhodia, Lafarge et j'en passe. Quand ces entreprises passent sous domination étrangère, ce n'est pas seulement une entreprise qui y perd. C'est la France.

La France qui perd des bassins d'emplois pour ses enfants. Des centres de recherche pour ses ingénieurs. La maîtrise des savoir-faire et de la technologie.

L'indépendance enfin, en perdant le contrôle de filières que nous maîtrisions jusqu'alors d'un bout à l'autre de la chaîne.

Une fois de plus, nous sommes les dindons de la farce. Sommés de baisser la tête, de tourner les yeux et de réprimer toute forme de fierté nationale qui ne serait, à les entendre, qu'un relent d'orgueil ou d'un sentiment plus noir encore.

Il est d'autant plus injuste de devoir abandonner nos grandes entreprises stratégiques qui sont l'une des forces de notre pays, alors qu'aucune n'aurait pu naître et se développer sans le concours actif de l'État.

Alors mes chers amis, à les entendre nous n'avons aucune inquiétude à avoir pour Alstom, nous garderons les usines, les centres de recherche, les sièges sociaux et en prime des parts de marché supplémentaires à l'étranger. Ben voyons.

Vous remarquerez aussi, et c'est ce qui doit attirer votre méfiance, que c'est exactement la même musique de l'on nous joue depuis 30 ans avec l'Union européenne. Donnez-nous vos compétences, votre souveraineté et vous aurez la croissance, le plein emploi et la prospérité.

Allons. Vous savez ce que pensez et disent tous ces eurobéats du système. Tous ces radoteurs de la pensée unique européiste. Oh un petit groupe français ne pèse rien face aux multinationales américaines. Et puis la France est un petit pays à l'ère de la mondialisation. Hier encore, monsieur Musellier radotait en débat cette ineptie.

Et bien moi, je ne veux plus. Je ne peux plus entendre ça à longueur de journée dans la bouche des commentateurs, des journalistes, des personnalités politiques de premier plan. Tout cela m'est insupportable.

Et je sais que vous êtes des millions à ressentir la même chose que moi. C'est la raison de mon engagement politique. Rendre à la France sa fierté, sa place dans le monde et aux Français la maîtrise de leur destin. La maîtrise de leur pays.

Français, le 25 mai prochain, mettez fin à ce système qui vous méprise. Ne laissez plus la tradition de l'UMP et du PS offenser l'histoire. Tournez le dos au déshonneur de la capitulation. On vous spolie de vos richesses et de vos entreprises. Mais c'est votre pays tout entier qu'on vous enlève.

Plus de frontières, plus de possibilités de contrôler qui entre et qui se maintient sur notre territoire. Il nous faut ainsi subir année après année des vagues massives d'immigration, en provenance de pays issus d'autres civilisations. Dont les mœurs, les coutûmes et les traditions sont pour beaucoup incompatibles avec notre mode de vie. Nous n'avons plus le contrôle de ce que nous faisons et le système veut désormais nous faire perdre le contrôle de ce que nous sommes.

À écouter la doxa dominante, il n'y a plus aujourd'hui d'identité française autre que le métissage à marche forcée et le multiculturalisme.

Nous serions tous de semblables représentants de l'homo-économicus, qui consomme et ne pense plus. Si choisir la France et devenir français c'est seulement y vivre et y payer sa facture d'électricité, alors effectivement rien ne distingue plus un français d'un allemand ou d'un roumain. Un français d'un algérien ou d'un chinois. Et comme la France reste un pays attrayant, les gens y viennent de plus en plus nombreux. Profiter pour certains de ces bienfaits sans y avoir contribué et pratiqué leurs usages en ignorant les nôtres.

Et bien non.

La France n'a pas vocation à ne plus être française. La France doit demeurer la France et son peuple demeurer français.

Cette vérité, mes chers amis, et nous ne cesserons jamais de le proclamer, ne signifie pas que des étrangers ne puissent devenir français, mais simplement qu'en nombre limité, et avec notre accord préalable, ils doivent s'inscrire par eux-mêmes dans la continuité de ce que nous fumes et de ce que nous sommes.

L'assimilation, c'est à dire le dépouillement volontaire par un individu d'une partie de sa culture et de son identité d'origine pour épouser celle du pays hôte, est un devoir moral, pour celui ou celle qui nait étranger et souhaiterait devenir français.

Mais. Cette assimilation, nous le disons également, est impossible tant que l'immigration continuera au rythme de 200 000 entrées légales par an et probablement à peine moins pour les entrées illégales. Alors il est plus que vital d'y mettre fin.

Il est plus qu'urgent que jamais de retrouver nos frontières, effacées par l'Europe, et de sortir de Schengen.

Or, bien sûr, la conséquence de cette immigration de masse, c'est le communautarisme. Une conséquence dramatique puisqu'il s'agit en effet d'un phénomène naturel lorsque des hommes arrivent en si grand nombre qu'ils ne se conçoivent plus eux mêmes que comme un groupe, au contraire de l'assimilation, démarche toujours individuelle qui demande efforts et volonté.

Ce communautarisme, et je le dis avec gravité, porte en lui les germes de la division, et des conflits de demain.

La France y perdra, c'est inévitable. Mais plus grave encore, elle risquerait d'en mourir.

Notre pays touche à un point de non-retour. Ses élites, qui ont depuis longtemps tourné le dos à la patrie et défendent aujourd'hui une vision post-française ont également organisé son démembrement. Le peuple, sans doute trop longtemps aveuglé par les promesses de ces gouvernants, est aujourd'hui le dernier rempart au déclin de notre pays. Il lui incombe de relever la France, de la soustraire aux mains de ces maîtres geôliers, banquiers avides, commissaires non élus et autres traitres dirigeants de l'UMP et du PS.

Voilà pourquoi nous menons, et nous mènerons un combat sans faiblesses contre la commission de Bruxelles, parce qu'elle ruine le moral des Français et obstrue l'avenir de la France.

Nous voulons bâtir une Europe des nations libres et souveraines.

Une Europe des peuples et des coopérations.

Sauver notre pays des périls qui menacent également nos voisins supposés de mettre à bas l'Union européenne et ses technostructures. Cet ensemble fédéral, prison des peuples, mis en oeuvre par des hommes imbus d'eux-mêmes qui ont considéré un jour qu'il était grand d'effacer l'idée de patrie et nécessaire de soumettre les États-nations aux volontés d'un petit groupe.

Je vous l'ai dit, la grandeur de la France réside dans sa singularité. De tout temps, son rôle et sa mission ont été de servir d'éclaireur aux autres peuples d'Europe et du monde. La France n'a d'autre vocation en Europe que de montrer la voie.

La voie de la liberté d'abord.

Puis celle de la prospérité, du progrès et de la puissance.

Et nous réussirons cette mission qu'à la condition que la France reste elle-même.

L'Union européenne met notre pays sur la voie du sous-développement. Tous les projets muris en son sein lui sont néfastes. Ha, le dernier en date, mais pas des moindres, c'est le projet de traité pour un grand marché transatlantique.

Ce texte qui propose d'étendre tout ce qui a échoué en Europe à une échelle plus vaste encore, liant notre continent aux États-Unis dans un grand marché commun, abaissera toutes les normes, à commencer par les normes alimentaires. Ha, boeuf aux hormones, poulet à la javel, animaux clonés, plantes OGM, bienvenue dans vos assiettes et merci l'UE.

Mais, mes chers amis, nos normes, nos règles, sont l'expression de nos préférences collectives. De nos choix de société. Elles sont issues de notre expérience, de nos exigences. Elles ne sont pas négociables. Le traité transatlantique, c'est aussi la mise en concurrence brutale de nos agriculteurs avec l'agriculture américaine,

hyperintensive et ultra compétitive. Alors oui, le risque est réel, de voir nos éleveurs disparaître.

Enfin, au chapitre des projets fous de ce traité, négocié en secret et dans l'opacité la plus complète, bah il y a juste la possibilité pour les multinationales d'attaquer les États, devant une justice privée. Vous savez, une sorte de tribunal d'arbitrage, comme dans l'affaire Tapie. Ça donne confiance hein ? Ouais.

Alors, contre ce qui se décide dans votre dos, la première solution, la plus urgente, c'est d'envoyer au parlement européen des députés bleu Marine. Des députés patriotes. Afin qu'ils rompent la fin du silence.

Je vous parlais tout à l'heure des périls graves que l'immigration massive fait courir à notre pays.

Cette immigration est l'une des conséquences de l'ouverture totale de nos frontières. Nous sommes favorables aux frontières parce que nous pensons qu'en l'absence de frontières un pays se dissout.

La frontière est aussi nécessaire à un pays, comme l'a dit récemment un philosophe venu de la gauche, que la peau est nécessaire à chaque homme. Son rôle n'est pas de défendre, mais de réguler l'échange entre le dedans et le dehors. La différence entre moi et l'autre n'est pas illégitime. Elle est une partie de ma définition.

L'identité est ce que la nature a fait de mieux, pour permettre aux individus puis aux sociétés de savoir qui ils sont. Où ils vont. C'est-à-dire d'accéder à la conscience et d'avoir un destin, un projet, un avenir.

Quand on sait qui l'on est, nulle agressivité envers quiconque. Ce qui est dangereux c'est le défaut d'identité. C'est lui qui précipite les communautés les unes contre les autres. D'ailleurs, d'un personnage déséquilibré on dira dans la vie sociale qu'il ne sait plus où il en est. Ben c'est faute d'avoir trouvé sa définition, son rôle, sa place, que l'individu se heurte à son entourage. Et cette définition en France doit redevenir ce qu'elle était il y a encore très peu de temps.

Se percevoir comme français, ce n'est pas seulement avoir des papiers. C'est adopter notre pays parce qu'on en a choisi les règles, les caractéristiques, l'histoire, la langue, l'hymne national.

C'est donc le connaître.

Et le reconnaître.

Mes amis, 1979, je vous parle d'un temps que les moins de quarante ans ne peuvent pas connaître. Mais en 1979 déjà le PS et l'UMP, ben les ancêtres de l'UMP, nous promettaient de changer l'Europe. Les uns parlaient d'Europe sociale, les autres d'Europe puissance. En trente-cinq ans, nous n'avons vu ni l'une ni l'autre.

Au contraire, en 35 ans, toujours plus de chômage, toujours plus d'immigration, la France de plus en plus marginalisée dans les affaires du monde. Toujours plus d'Europe. Donc toujours moins de protection pour les peuples et la fuite en avant se poursuit. Comme une machine emballée, hors de contrôle.

Le système européiste multiplie les règles, les audits, les institutions, les cours de justice et toujours les couteuses usines à gaz. Le système européiste ne peut pas se réformer mes amis. Il ne peut que courir vers le précipice. Il ne peut pas pas se réformer, car pour le réformer il faudrait l'accord unanime de 28 pays. Et puis une indivision ne se réforme pas, elle se liquide.

Le système européiste ne peut pas se réformer, car sa logique interne est l'ultralibéralisme et son idéologie le mondialisme. C'est-à-dire la loi de l'argent. Le totalitarisme du profit à tout prix. Au prix de la liberté des hommes, de la sureté des nations, de l'équilibre de l'économie et de l'identité des peuples.

Voilà pourquoi, nous voulons que la France notre patrie retrouve son indépendance.

Une France souveraine proposera à notre continent tout entier une autre architecture, une France qui sera elle même proposera une Europe des nations libres.

Pour que la France retrouve sa liberté, il faut que nous ayons un groupe puissant, et nombreux au parlement européen au soir du 25 mai prochain.

Car à côté de nous, mes amis, dans les patries voisines se lèvent aussi les peuples européens. Prêts à nous rejoindre, pour mener cette grande et historique bataille contre l'asservissement et la régression.

Car eux aussi, sont aux prises avec les européistes de leurs pays. Et c'est fou ce que les leurs ressemblent aux nôtres.

On dirait que d'un pays à l'autre ils les ont clonés, déjà. Ce sont les mêmes européistes, les mêmes jusqu'à la caricature.

Alors, français, mes chers compatriotes, je vous le dis solennellement, s'abstenir le 25 mai prochain, c'est oublier la France.

C'est tourner le dos à notre nation et à notre patrie.

Chacun d'entre nous doit donc convaincre sa famille, ses amis d'aller voter le 25 mai prochain.

La France a besoin de chacun d'entre nous. Plus nous serons nombreux, plus la France retrouvera courage, énergie et confiance. Plus nous pourrons reprendre librement notre destinée.

Si le peuple français nous place en tête le 25 mai prochain, le Président de la République ne pourra pas ignorer le rejet de la construction européenne qui se sera exprimé.

Les instances européennes, elles-mêmes, seront contraintes de freiner brutalement cette course folle. Car si par l'incompétence et la lâcheté de nos dirigeants, l'Allemagne est devenue le coeur économique de l'Europe, la France a été, est et restera le coeur politique des nations européennes, le pays vers lequel on se tourne afin d'y lire l'avenir des peuples.

Si vous dites non, encore une fois, à cette folie européiste un peu moins de dix ans après le référendum de 2005 où vous avez été trahis, la seule solution pour le gouvernement français sera de revenir devant le peuple.

La seule solution sera la dissolution de l'Assemblée nationale.

La seule solution sera de nouvelles élections législatives et donc le moyen de changer radicalement la politique nationale.

Mes amis, nous avons trois semaines pour convaincre les Français.

Ne perdons pas de temps pour ne pas perdre une seule voix.

Notre combat est grand.

Notre combat est juste.

Venez avez nous écrire l'histoire.

Vive les nations,

Vive la République,

Vive la France

ANNEXE 12 – DISCOURS DU 1ER MAI 2015

Mes chers compatriotes,

Françaises et Français de métropole,

Françaises et Français de nos magnifiques territoires d'outre-mer,

Français et françaises installés de par le monde,

Mes chers amis,

J'ai souhaité cette année en défilant avec eux et en les invitant sur cette tribune mettre à l'honneur nos 62 conseillers départementaux, élus grâce à l'incroyable dynamique qui porte notre mouvement et qui lui a permis d'obtenir un résultat historique dans le cadre d'élection locale : 25, 87 % des suffrages et même 26, 51 % dans les 1912 cantons où nous étions représentés.

Permettez-moi, à travers eux, de saluer en votre nom toutes celles et ceux, candidats valeureux qui ont fièrement porté les couleurs du FN et du RBM au cours de la campagne départementale, en partenariat avec nos amis du SIEL.

Ces nouveaux élus rejoignent nos conseillers régionaux, nos parlementaires nationaux, nos maires, nos 2 sénateurs élus brillamment en septembre, conseillers municipaux et nos 23 députés européens élus eux le 25 mai dernier grâce, là encore, à un score historique faisant du FN le 1er parti de France aux élections nationales et aux élections locales.

Notre mouvement s'enracine, s'implante à des niveaux inégalés.

Ces élus sont les vôtres, peuple de France.

Ils portent vos aspirations, défendent vos intérêts et ceux supérieurs de notre patrie.

Ils seront suivis de bien d'autres élus, d'autres victoires nous attendent, de grandes et belles victoires, évidemment en premier lieu lors des élections régionales de décembre prochain.

La seule véritable opposition au système UMPS a pris son envol et rien ne pourra l'arrêter car notre combat est noble, notre cause est juste et donc notre victoire est inéluctable.

Chers amis, en ce 1er mai, nous fêtons la France éternelle et le Travail. Deux notions menacées d'extinction par nos pseudo élites qui se sont jurées de les détruire pour réaliser leurs funestes projets.

La France n'est éternelle que par la transmission et la glorification de son histoire.

Elle n'est éternelle que par le labeur des hommes et des femmes qui ont décidé de partager un destin commun, dans le respect de ses valeurs et de son identité, pour poursuivre l'œuvre millénaire de leurs ancêtres. L'âme de la France réside en chacun de nous.

Elle nous a été transmise par nos parents et grands-parents, par nos professeurs au sein de l'Ecole républicaine, par les pages des encyclopédies et les pierres de nos monuments.

Mais aussi par la féérie de nos paysages et la force spirituelle de nos églises aujourd'hui la cible des attentats islamistes.

Mais cette transmission n'a été possible que par le courage et le sacrifice de ceux qui, au cours des âges, se sont levés pour défendre et préserver notre Nation.

L'Histoire de France permet de transmettre les principes supérieurs de notre peuple, les traditions, les exemples de ses héros qui ont inspiré et fait rêvé des générations entières de petits français.

Aimer la France, c'est aimer son histoire.

C'est en accepter les paradoxes et les permanences.

C’est marcher dans les pas de ses grands hommes, c’est vibrer au récit de ses victoires et endurer l’amer souvenir de ses heures difficiles ou sombres.

C’est se sentir l’héritier d’un grand peuple, un citoyen unique au monde dont la voix singulière se fait entendre dans le concert des nations.

Nos élites amnésiques ont oublié notre histoire comme elles ont oublié le peuple français.

Elles ne veulent plus de cet héritage et n’ont de cesse de le souiller, de l’affadir et de le démembrer.

N’ayant aucune prise sur le présent, faute de vouloir construire l’avenir, nos piètres dirigeants récupèrent l’histoire pour l’instrumentaliser et transformer leur politique en propagande mémorielle antipatriotique. La funeste réforme de Mme Najat Vallaud-Belkacem en est un symbole effrayant.

La caste politique n’assume plus notre grandeur qui fait de l’ombre à sa médiocrité.

L’Union européenne, elle, agite ses marionnettes et encourage ces renoncements pour briser les identités et les fiertés nationales.

Non contente d’effacer les nations et les frontières des manuels de géographie, la technocratie bruxelloise entend progressivement les faire disparaître des livres d’histoire. Fini l’avant ou l’après Jésus Christ comme repère universel de la course du temps, nous aurons désormais l’avant ou l’après Maastricht, date symbole du nouvel ordre continental instauré par l’Eurodictature.

Pour ces destructeurs de mémoire, l’Histoire de France, jugée trop glorieuse, est à repenser, à redéfinir, à réécrire.

Cette repentance institutionnalisée ne date pas d’hier et gangrène régulièrement le débat public.

Quand l’Education nationale retire Clovis, Louis XIV et Napoléon des programmes scolaires, le projet est clair.

De la loi Taubira de 2001 au lamentable voyage mémoriel à Sétif de la semaine dernière, tout est fait pour réécrire notre passé avec une plume coupable et mensongère.

N'en déplaise aux manipulateurs qui nous dirigent, le Front National célèbre aujourd'hui Jeanne d'Arc et avec elle la France libre, indépendante et souveraine. La repentance aveugle de la caste politique la conduira peut-être un jour à déboulonner sa statue équestre au nom de l'amitié franco-britannique. Avec eux, nous ne sommes à l'abri de rien…

Invoquer Jeanne d'Arc, c'est se souvenir de la plus extraordinaire héroïne de notre roman national.

Si le Front National met à l'honneur la Pucelle d'Orléans chaque année, c'est qu'elle représente tous les principes que nous défendons ardemment.

L'amour de la patrie, l'esprit de résistance, l'indépendance de la France, la soif de liberté, la défense de l'identité et de la sécurité des Français, le rassemblement des forces nationales.

Il n'y a qu'à regarder le monde hostile dans lequel nous évoluons pour noter que ces principes sont toujours d'actualité.

Jeanne d'Arc est apparue quand la France était à genoux.

Aujourd'hui, le peuple de France est confronté au terrorisme islamiste, au chômage de masse, à la pauvreté, à l'immigration massive et incontrôlée, à la gangrène du communautarisme,…

Livrée à l'étranger par une partie de la haute noblesse, la France sera sauvée par une enfant du peuple. A celui qui n'a rien, la Patrie est son seul bien disait Jaurès.

L'histoire de notre pays nous enseigne que les trahisons viennent d'en haut quand le peuple, lui, ne fait jamais défaut.

Là où des généraux aguerris ont tous échoué, une jeune bergère de 17 ans va accomplir en 5 mois le miracle du redressement national.

Jeanne d'Arc est une icône française car elle symbolise à elle seule, l'esprit de résistance, la foi en son pays et le triomphe de la volonté…

Près de 6 siècles plus tard, ses exploits résonnent encore et son souvenir reste impérissable car il tutoie la légende et le merveilleux.

Commémorer Jeanne d'Arc, ce n'est pas seulement célébrer la victoire sur les Anglais lors de la Guerre de Cent Ans, que des générations d'écoliers apprirent par cœur quand l'histoire de France trônait encore dans les manuels scolaires…

Commémorer Jeanne d'Arc, c'est fêter la Nation, c'est défendre notre communauté nationale. Qu'est ce que la France sans les femmes et les hommes qui décident de s'associer pour la bâtir ensemble ? La Nation est le lien qui nous unit, nous définit, il nous rend plus fort dans un monde hostile.

Se souvenir de Jeanne d'Arc c'est se rappeler qui nous sommes et d'où nous venons. Fiers de notre identité, rassemblés autour de notre drapeau, de nos valeurs et de notre histoire, nous affronterons les défis de demain.

Au Front National, nous aimons Jeanne d'Arc parce que c'est une héroïne qui n'a pas accepté le fatalisme de sa condition. Elle a dépassé le cadre établi de son sexe, de sa modeste naissance, pour mener à bien sa mission.

Nul besoin de grotesque théorie du genre pour se couper les cheveux et revêtir l'habit viril. Elle n'avait pas attendu l'égalitarisme des sexes pour monter à cheval et manier l'épée. Elle n'avait pas espéré la parité pour commander aux hommes et prendre la direction d'une armée. Elle n'avait pas attendu la libération de la femme pour donner sa vie à la libération de la France.

Quel exemple pour toutes les femmes de France ! Quel modèle pour toutes les femmes du monde !

A l'instar de Jeanne, nombreuses sont les femmes illustres qui ont marqué le roman national de leur empreinte. Si la France s'est faite à coups d'épée, les femmes, elles aussi, ont pris leur part pour influer sur la destinée de notre Nation.

Ainsi, Geneviève, sainte patronne de Paris, qui organisa la résistance de la cité face aux hordes d'Attila, Clotilde qui permit à la France d'embrasser la foi chrétienne en convainquant son mari Clovis de se faire baptiser.

Ou encore, Jeanne Hachette qui combattit aux côtés de femmes de Beauvais contre les Bourguignons de Charles le Téméraire.

Je n'oublie pas Christine de Pisan, première femme écrivain française à vivre uniquement de sa plume ou Marie de France, auteur de fables, dont s'est largement inspiré Jean de la Fontaine.

La célèbre Olympe de Gouge, première française à demander des droits politiques pour la seconde moitié de l'humanité.

« La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également le droit de monter à la tribune ».

Camille Claudel, Marie Curie, et bien d'autres, la France est un des rares pays du monde où les grandes figures féminines partagent aussi évidemment avec les figures masculines, les pages de notre roman national.

C'est peut-être la raison pour laquelle les mots les plus vibrants de notre belle langue sont tous féminins : France, Patrie, Nation, Liberté, Famille…

Une nouvelle fois donc, nous remercions Jeanne de notre liberté et du sacrifice consenti, en rendant hommage à la Sainte, la bergère, la guerrière, la patriote, mais aussi la femme qu'elle n'a pas eu le temps de devenir ayant sacrifié sa vie à l'âge de 19 ans- et une fois n'est pas coutume, en rendant hommage à toutes les femmes célèbres ou anonymes qui ont combattu ou œuvré au fil des siècles pour que la France soit et reste ce grand et beau pays.

L'occasion est trop belle pour ne pas, aujourd'hui, rendre hommage aussi à travers elles à toutes les femmes de France qui, aujourd'hui, se lèvent pour continuer ce combat lumineux de la transmission et de l'amour de la Nation, souvent avec discrétion mais toujours avec détermination.

Fils et filles de France, ne minimisez ni votre courage, ni votre influence. Prenez exemple sur la petite bergère qui, portée par sa foi fervente en la France, a accompli des miracles.

Elle n'avait ni naissance, ni fortune, ni moyens mais elle était la France, comme vous l'êtes chacun d'entre vous aujourd'hui.

Dans les moments difficiles que traverse notre pays, confrontés à un système qui nous a pris pour cible, souvent votre résistance est héroïque.

Héroïques, ces chômeurs qui, malgré la situation économique, se battent pour retrouver un emploi avec l'énergie du désespoir.

Héroïques, ces artisans, commerçants, patrons de TPE / PME- PMI, qui luttent pour maintenir à flots leurs entreprises contre le rouleau compresseur des normes, des charges, des impôts, de ce RSI captateur, des multiples tracasseries d'une administration qui les traitent trop souvent comme des numéros à l'abattoir économique.

Héroïques, ces retraités qui voient une vie de travail parfois commencée à 14 ans, se terminer par une retraite de misère, une vieillesse de privations.

Héroïques, ces salariés français qui continuent à créer de la richesse et à élever leurs entreprises malgré la concurrence internationale déloyale, malgré la guerre menée par la grande finance à l'économie réelle.

Héroïques, ces familles adeptes du système D pour élever correctement leurs enfants et qui déploient des trésors d'attention pour préserver leurs petits des dangers de notre société : agressions, drogues, violences, déculturation.

Héroïques aussi ces fonctionnaires qui croient encore en l'Etat et qui, du personnel pénitenciers aux guichetiers de nos administrations en passant par les professeurs ou le personnel de santé, sont quotidiennement en butte à l'agressivité, aux revendications de ceux que le système traite avec complaisance alors que des millions de français ne reçoivent plus le service au public et la solidarité auxquels ils devraient avoir droit.

Héroïques ces militaires sommés de faire toujours plus avec toujours moins, ces travailleurs mis en concurrence injustement avec le monde entier,

ces victimes des criminels et des délinquants à qui l'ont ne rend jamais justice.

Héroïques enfin ceux qui n'ont déjà plus rien et à qui la caste politique donne des leçons de morale en les sommant de partager ce qu'ils n'ont pas avec des migrants venus du monde entier attirés par une protection sociale dont les Français sont progressivement privés.

Oui, vous êtes Français, des héros de la vie quotidienne qui gardez calme et courtoisie quand tout vous pousse à la colère, qui continuez à avancer, à vous battre quand tout est fait pour vous démoraliser, qui subissez l'injustice, le mépris, l'abandon de la part même de ceux qui vous doivent protection et affection, nos dirigeants politiques.

Je reconnais bien là le peuple français si solide tout compte fait, si généreux souvent au détriment de lui-même.

Mais la patience ne doit pas devenir de la résignation, car malgré les promesses des uns et des autres, rien n'a été fait pour vous depuis des décennies.

Bien au contraire.

Il n'aura échappé à aucun français attaché au devenir de notre pays que les choses s'accélèrent, s'aggravent vite.

Et chaque jour confirme nos analyses.

Nous avons eu raison sur tout, absolument tout.

Oh ! Nous n'en tirons aucune gloire bien sûr mais cela relativise tout de même la violence des attaques dont nous sommes l'objet, ou peut-être cela justifie-t-il la violence de ces attaques ?

Coupables encore et toujours d'avoir eu raison.

Coupables de n'avoir, à la différence de l'UMPS, aucune responsabilité d'aucune sorte dans les malheurs qui frappent notre pays.

Je ne souhaite pas être dans le commentaire de l'actualité immédiate.

Je me méfie de ce temps court, de ce rythme ultra rapide que l'on inflige à la vie publique, profitant de chaque événement pour chasser le précédent, pour faire de la vie publique un espace plat, sans relief, sans dimension, où tout se vaut, et où tout s'oublie aussi vite qu'il arrive.

Cette recherche du buzz permanent me dégoûte, comme elle dégoûte les Français et je m'en extrais avec délectation et gravité !

Il faut savoir prendre la hauteur nécessaire. Et analyser les événements qui frappent notre pays à la lumière du temps plus long, celui dans lequel s'inscrivent les conséquences des décisions politiques qui sont prises.

C'est mon rôle de chef politique.

Dans tous les domaines, tous sans exception, l'échec est total, l'échec est global, ni les coups de menton, ni les envolées pseudo lyriques, ni l'agitation compulsive, ni les diversions et autres enfumages, ne peuvent plus cacher cette cruelle réalité.

Nos dirigeants sont désemparés, inactifs, incapables.

C'est fini, ils ne peuvent plus rien, ils ne font plus rien.

UMP après PS, PS après UMP, ils semblent n'avoir plus aucune prise sur les choses, ils laissent tout filer et de fait la France est hors contrôle, immigration, dette, déficit, mondialisation sauvage, politique pénale, impôts, école, santé, frontières, indicateurs économiques.

La France est hors contrôle, économiquement, socialement, c'est la bérézina.

Notre pays a été aspiré dans le trou noir de l'austérité sans fin, de la compétition économique déloyale, du laisser-faire, laisser passer imposé par une Union européenne à laquelle vous aviez, il y a 10 ans, dis non !

Le 29 mai prochain, nous célèbrerons le 10e anniversaire du rejet franc et massif du fédéralisme européen par les Français.

Le 29 mai 2005, le peuple Français à 55% envoyait un formidable camouflet aux élites parisiennes et bruxelloises en votant NON au traité sur le projet de constitution européenne.

Cela fait donc 10 ans que la volonté du peuple français a été bafouée, 10 ans que son cri de révolte a été étouffé.

Et depuis nous subissons chantages, menaces et ordres venant de cette eurodictature soutenue servilement par les petits télégraphistes de droite et de gauche UMP / PS /

Modem / UDI / Verts / Front de gauche, tous reprennent en chœur les injonctions de l'Union européenne et qu'ordonne-t-elle cette Europe ?

Elle ordonne tout d'abord qu'on maintienne coûte que coûte la monnaie unique.

L'euro n'est pas adapté à notre économie, l'euro nous plombe, l'euro détruit des emplois. Mais qu'à cela ne tienne !

Maintenant ils le savent, et même ils le disent ! Il en aura fallu du temps pour qu'ils admettent l'échec total de l'euro, mais nous y sommes maintenant. Leur réponse : l'euro est un échec mais il faut tout sacrifier à l'euro. Car c'est un veau d'or ! Et les dirigeants européens sont des idolâtres.

L'axiome des européistes n'est plus « une monnaie au service de l'économie », mais « une économie au service de la monnaie ». On marche sur la tête.

Et quand on marche trop sur la tête, le cerveau commence à en prendre un coup : alors ils se mettent à divaguer, à prédire le chaos en cas de fin, même parfaitement organisée, de l'euro, à prophétiser les dix plaies d'Égypte. Ils étaient des idolâtres, ils deviennent des illuminés. Et l'Europe, encore et toujours, nous entraîne dans sa folie.

L'Europe, elle ordonne aussi qu'on applique des politiques d'austérité. Dès que le gouvernement présente une feuille de route à Bruxelles, Bruxelles demande de nouvelles coupes budgétaires. Et le gouvernement s'exécute.

Ce manège recommence chaque année. Et chaque année, les impôts, dans le privé comme dans le public, comme pour nos retraités, continuent d'augmenter, les petites entreprises continuent d'étouffer, le patrimoine de l'État, celui des Français acquis génération après génération, continue d'être dilapidé.

Et chaque année, l'objectif affiché des politiques d'austérité n'est pas atteint : chaque année, la dette grossit encore. L'austérité est non seulement inefficace, mais elle est aussi dangereuse.

L'Europe, elle ordonne encore que l'on saccage les services publics, au nom de la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée ». Il faut privatiser à tout va.

En réalité, on privatise les profits, mais pas les pertes. Et au bout, ce sont les usagers qui trinquent. Après les autoroutes, après le gaz et l'électricité, après France Télécom, on veut privatiser la SNCF.

On fait croire que la fameuse concurrence libre et non faussée permettra de faire baisser les prix.

Mais les prix du gaz et de l'électricité ont-ils baissé alors même que l'Etat cédait des parts d'EDF et de GDF, ou plutôt « Engie » pardon, car la loi du marché mondialisé oblige à défranciser tous les noms au profil du globish anglo-saxon ? Non bien sûr, au contraire !

Quand les fleurons nationaux passent sous capitaux internationaux, Alstom, Lafarge, Alcatel en quelques mois, ce n'est plus l'intérêt du peuple, mais l'intérêt des gros actionnaires, qui est recherché.

Et bientôt, qui sait, on en viendra peut-être à privatiser la santé ? ça a déjà commencé via la destruction de l'hôpital public, puis à privatiser totalement l'éducation, la justice aussi au bénéfice de l'arbitrage chère à leur maitre américain, et l'armée demain ?

Cela vous semble impensable ? Mais détrompez-vous, cela a même déjà commencé !

La loi Macron, cette loi fourre-tout incompréhensible, cache bien des surprises, comme par exemple ce petit joyau : un amendement prévoit que l'Etat va vendre notre matériel militaire à des sociétés privées, puis qu'il va relouer ce même matériel qu'il a vendu !

Comment expliquer cette absurdité complète ? C'est simple ! Il fallait tenter de boucher les trous du budget 2015, pour obéir aux ordres de Bruxelles !

Et attendez, ce n'est pas fini ! Ça va même continuer pour le budget 2016 ! C'est encore Monsieur Macron qui vient aujourd'hui nous dire qu'il va falloir couper dans le budget de la santé et de l'enseignement supérieur.

Finis les remboursements des attelles et des fauteuils roulants, ça fait partie de leurs dernières trouvailles, finis les APL pour les classes moyennes qui ont du mal à boucler les fins de mois.

Au ministère de l'économie, on planche déjà sur les moyens futurs de réduire encore un peu plus la solidarité nationale. Tout doit disparaître, car le trou noir de l'Union européenne avale tout.

Et en parallèle, car on le sait l'austérité est une lame à double tranchant, on accable les ménages et les entreprises d'impôts et de taxes. Voyez comme nos indépendants crèvent littéralement du RSI, cette usine à gaz mise en place par Nicolas Sarkozy en 2008, et que nous devrons remettre à plat, pour permettre l'émergence d'une protection sociale des indépendants plus juste et surtout beaucoup moins lourde.

On le voit partout : l'Europe ordonne, le gouvernement s'exécute. Et rien ne s'arrange. On peut même dire avec certitude que tout empire.

Les entreprises ferment jour après jour, le chômage augmente mois après mois, la dette grossit année après année. Il faut briser ce cercle vicieux. Et pour cela, il n'y a pas 36 solutions : il faut rompre avec les politiques européennes. Il faut retrouver notre souveraineté monétaire et budgétaire, pour pouvoir redresser notre balance commerciale, pour pouvoir diminuer la pression fiscale, pour pouvoir redonner des armes à nos entreprises.

La souveraineté c'est donc le pouvoir ! Le pouvoir d'être et le pouvoir de faire et aussi le pouvoir de défaire !

Et je crois sincèrement que les Français ont compris, quant au système, il a compris que les Français ont compris.

Alors, parce qu'il se sent plus que jamais menacé, le système se braque, il se raidit, continue dans sa course folle, ne se retourne plus jamais, n'écoute plus personne, ne cherche plus aucune porte de sortie.

Il va plus loin encore dans ce saccage délirant, et dans le même temps, il va plus loin encore dans ces discours de haine, ces discours fous contre le peuple.

Il va plus loin encore dans la division des Français, dans le refus du bon sens du peuple, dans l'oubli de la France !

Sachez-le, le système ne travaille plus qu'à sa survie, au risque de mettre fin à notre pays, de mettre fin à la France.

Ils n'ont que faire de cela. Ils préfèrent jouer leur survie politique. Il n'y a que ça qui compte.

Immigration, communautarisme, fondamentalisme islamiste… là encore, la France aujourd'hui est hors contrôle.

Aveuglement et impuissance ont été les seules réponses à la montée en puissance de la menace du fondamentalisme islamiste et le risque s'est réalisé.

Tous les ingrédients étaient là pourtant dans notre pays depuis bien longtemps pour fabriquer la grenade du fondamentalisme islamiste qu'ils ont dégoupillé en lançant leur imbécile campagne militaire en Lybie.

Apprentis sorciers qui ont laissé une immigration massive s'installer en France alors que nous savions qu'il n'était même plus envisageable d'assimiler des immigrés en aussi grand nombre.

Inconscients qui, dans le même temps, s'acharnent à inculquer aux enfants de l'immigration la haine de la France, le mépris de ses valeurs et de son histoire. Ils ont nourri de manière artificielle un sentiment de revanche et même de vengeance en ressassant inlassablement leur vision déformée de notre passé, les fautes imaginaires de notre pays à leurs yeux forcément indigne, forcément coupable, forcément débiteur.

Pourquoi donc s'étonner aujourd'hui de voir certains, se comporter, alors qu'ils ont été eux ou leurs parents accueillis, comme des créanciers à qui l'on n'aurait pas remboursé une dette fantasmée.

Dirigeants maltraitants, ceux qui ont refusé d'arrêter cette immigration alors même que leur propre peuple se retrouve en butte au chômage, au mal logement, au déficit de soins, à une école à la dérive, à l'aggravation vertigineuse des déficits et de la dette, à l'effondrement de notre système de protection sociale, ou de notre système pénitentiaire.

Indignes, ceux qui ont imposé la fin du modèle d'assimilation pour lui substituer celui d'intégration et son corolaire naturel, le communautarisme, laissant progressivement s'installer l'idée que les lois de la République étaient optionnelles, négociables, que nos valeurs étaient somme toute discutables.

Qu'en France, on avait pour résumer le droit et même peut être le devoir de vivre autrement que comme des français, avec d'autres codes, d'autres mœurs, d'autres traditions, d'autres lois.

Nos élites ont organisé ou encouragé cela, cédant à toutes les revendications communautarisme, les justifiant, les anticipant même parfois avec zèle pour peu qu'elles leurs permettent quelques gains électoraux le moment venu : menus de substitution, horaires de substitution, programme scolaire de substitution, jours fériés de substitution et demain, loi de substitution, culture de substitution.

Ils ont cherché à discréditer et à réduire au silence ceux qui avaient vu et annoncer la catastrophe.

En traitant d'islamophobes, tous ceux qui avaient le malheur de réclamer le respect de la laïcité mais aussi du bon sens, le respect de nos lois et de notre mode de vie, de nos principes d'unité, de méritocratie, le respect de notre culture, de notre identité ;

En faisant cela, nos dirigeants n'ont pas seulement laissé faire, ils ont organisé, aidé, soutenu le chaos actuel.

Alors que les choses soient claires.

Nous ne combattons la religion de personne en France.

Nous combattons le fondamentalisme islamiste !

Le dire permet de voir où sont nos ennemis, où sont leurs complices.

Car ceux sont eux qui ont dégoupillé la grenade.

L'État islamique n'a pas surgi de nulle part.

L'État islamique est né en Irak plongé dans l'anarchie par Bush, père et fils.

Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas applaudi à ces interventions, ne les a-t-il pas souhaitées ardemment, bruyamment ?

L'État islamique a pris pied en Libye.

Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et leur ami BHL n'ont-ils pas provoqué le chaos dans ce pays, soutenus par le PS de Monsieur Hollande, plaçant au pouvoir les fondamentalistes dont le premier acte fut d'instaurer la charia?

L'État islamique s'est étendu en Syrie.

François Hollande n'a-t-il pas souhaité les aider en bombardant l'armée régulière ou en fermant les yeux sur le Qatar et l'Arabie Saoudite qui les armaient ?

Ils ont ainsi remplacé des régimes autoritaires mais laïques par des fanatiques sanguinaires qui règnent maintenant à leur place ?

Je préfère en effet le moindre mal au pire absolu.

Aveuglement disais-je... Lâcheté … et inertie totale.

Comme des lapins pris dans les phares d'une voiture face à l'explosion de la grenade, la classe politique française a été égale à elle-même, alors que le peuple s'unissait pour réaffirmer son refus du fondamentalisme islamiste et son attachement aux valeurs de liberté.

Ils ont dénaturé cet élan national, l'ont détourné de son sens premier et s'en sont servi à leur bénéfice exclusif, ce qu'il faut bien admettre, est ce qu'ils font le mieux.

La manifestation du 11 janvier s'est transformée en tentative d'exclusions de la 1ere force politique du pays, le Front National.

L'union du 11 janvier est devenue une séance de communion paranormale où un esprit « l'esprit du 11 janvier » exigeait que tout esprit (bien réel celui-là) critique disparaisse, que toute proposition d'action, toute suggestion politique, se taise et que chacun le doigt sur la couture du pantalon, soutienne l'aveuglement, la lâcheté, l'inaction et bien non !

Nous le disons haut et fort, l'UMP et le PS sont incapables de prendre les mesures pour protéger notre pays du fondamentalisme islamiste.

On nous anesthésie depuis des mois de minute de silence, en commémoration, de paroles verbales en propositions ineptes, de numéros verts contre le djihadisme en site internet « stop djihadisme.gouv.fr », de journée de la laïcité, en cellule psychologique pour les combattants revenant du djihad.

Un vrai inventaire de la bêtise ambiante, mais une bêtise criminelle !

Car il faut agir d'urgence, d'urgence ! et commencer par pointer les responsabilités politiques car nous ne sommes pas dupes de ceux qui « en parlent le plus, qui crient le plus fort, qui sont les plus outranciers, pour masquer leurs actes, leurs responsabilités ».

Qui finance les mosquées au mépris de la loi de 1905 ?

Qui achète la paix sociale en subventionnant les associations communautaristes ?

Peut-être que Christian Estrosi peut répondre à ces questions ?

Qui a supprimé douze mille postes de policiers et de gendarmes ? Nicolas Sarkozy

Qui a désorganisé le renseignement pour le mettre à son service ? Nicolas Sarkozy

Qui a réduit de 56 000 hommes les forces armées en cinq ans ? Nicolas Sarkozy

Nous ne sommes pas dupes non plus des opportunistes qui profitent de la menace islamiste pour faire passer leurs lois liberticides.

C'est évidemment le cas de Monsieur Valls.

La bonne aubaine que cette menace islamiste pour mettre en place la surveillance généralisée de tous les Français, pour écouter leurs conversations, lire leurs mails, sans aucune autorisation préalable d'un juge.

Seul Monsieur Valls décide de l'opportunité d'une écoute, de la pose de micros, de la captation de correspondances.

Avouez que ça n'est pas rassurant.

Loi anti démocratique, attentatoire aux libertés individuelles, loi de flicage généralisée et de surcroit tout à fait inutile dans la lutte contre le fondamentalisme islamiste.

Après tout, Merah, Kouachi, Coulibaly, Glam, avaient tous été détectés par les renseignements français comme des activistes radicalisés.

Ce n'est pas tant le renseignement qui échoue que le traitement du renseignement, c'est donc la réponse pénale qui, une fois encore, fait défaut.

Ce sont les ordres politiques qui manquent, c'est le constat qui est défaillant.

L'attentat de Villejuif n'a pas été déjoué par le gouvernement.

L'attentat de Villejuif a avorté parce que le terroriste s'est tiré une balle dans le pied (et ça n'est pas une image).

Une loi contre le terrorisme islamiste doit comprendre des mesures appropriées.

Rétablir des frontières et donc arrêter la libre circulation: la France a le droit de savoir qui est sur son territoire.

Revoir les conditions de l'asile afin d'éviter les risques d'infiltration.

Rendre obligatoire l'utilisation du français pour les prêches.

Expulser tout étranger qui exprime des sympathies pour l'État islamique.

Déchoir de la nationalité française tout binational parti vers l'État islamique.

Juger pour crimes ceux qui en reviennent.

Donner des moyens humains et matériels à la police et à la gendarmerie.

Rétablir le renseignement sur le terrain, dans les quartiers, et donner des suites à ces renseignements.

Augmenter le budget de la défense nationale, et non continuer de le réduire !

Faire de l'École de la République le creuset de la citoyenneté par l'exigence et l'effort.

Imposer la tolérance zéro aux revendications communautaristes ou religieuses.

Enseigner le roman national de la France dans sa gloire et sa lumière. Et non la navrante réforme du collège de Najat Valaud Belkacem, qui est à l'éducation ce que BHL est à la philosophie.

Interdire tout financement de structure cultuelle ou culturelle de pays étrangers qui soutiennent ou financent le fondamentalisme et donc il faut suspendre la construction de toute nouvelle mosquée en France car il nous faut éclaircir les conditions de leur financement.

Redéfinir totalement nos relations avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, ces financeurs de l'islamisme.

Surveiller l'ingérence de fonds étrangers dans nos banlieues.

Développer les relations avec les pays qui luttent contre le fondamentalisme, la Russie, les Emirats Arabes Unis, l'Egypte, entre autres.

Et enfin et surtout, arrêter l'immigration.

Rappelez-vous en 2012, tous ces bienpensants de l'UMP et du PS qui s'étaient indignés lorsque j'avais eu cette interrogation pleine de bon sens « Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? ». Oui, combien ? !

Hélas, cet avertissement qu'ils n'ont pas voulu entendre, s'est depuis cruellement vérifié.

Il y a quelques jours encore, un présumé terroriste algérien, arrivé en France grâce au regroupement familial pour suivre frauduleusement ses études dans notre pays, a voulu commettre un attentat dans une ou plusieurs églises de Villejuif !

Ce monstre en devenir, qui a très vraisemblablement assassiné de sang froid une jeune femme pleine d'avenir, ce n'est pas la France qui l'a enfanté !

Non, ce sont nos gouvernants de l'UMP et du PS qui lui ont permis de venir et, beaucoup plus grave, qui lui ont permis de rester alors qu'il était fiché et répertorié comme dangereux par nos services de renseignements ! Un scandale qui dans n'importe quel autre pays aurait entrainé la démission immédiate du ministre de l'Intérieur.

Si le communautarisme s'aggrave, c'est bien évidemment sous l'effet d'une immigration de masse continue depuis 30 ans.

Il y a d'abord l'immigration légale qui progresse à un rythme fou : 200 000 personnes par an en moyenne, déjà hier sous Nicolas Sarkozy, aujourd'hui toujours sous François Hollande.

Il y a ensuite l'immigration clandestine, qui explose littéralement et dont nous voyons ces derniers temps les conséquences les plus tragiques.

Par milliers, des hommes, des femmes et des enfants meurent chaque année en Méditerranée, poussés par des passeurs et des mafias sans scrupule, et attirés par les faux espoirs d'un eldorado qui n'existe pas, et dont la réalité potentielle s'éloigne de toute façon, à mesure qu'ils sont des centaines de milliers à affluer dans nos pays.

Ces vagues humaines de clandestins ne datent pas d'hier. En 2011 déjà, j'étais allée à Lampedusa pour alerter l'opinion publique sur ce qui m'apparaissait alors comme les prémices d'un grave danger.

Une fois de plus nous avons été tristement visionnaires, mais hélas, aucun de nos lâches dirigeants ne nous a écoutés.

Aujourd'hui, les premiers responsables de ces morts en Méditerranée, ce sont ceux qui ont créé les conditions d'une explosion de l'immigration clandestine entre l'Afrique et l'Europe, ceux qui ont jeté à terre un Etat : l'Etat libyen, et par là déstabilisé une région entière !

Ces responsables ont un nom, les rantanplan de la géopolitique : Nicolas Sarkozy et François Hollande, qui quoiqu'il dise aujourd'hui a pleinement soutenu son prédécesseur dans la guerre en Libye, cette effroyable faute, soutenue par l'ensemble des responsables politiques français à l'exception notable de vos serviteurs du Front National.

Cette guerre, inspirée à Nicolas Sarkozy par sa muse BHL assoiffée de gloire médiatique, et dont l'issue a porté au pouvoir les islamistes, a eu un résultat : le chaos.

Alors ce n'est évidemment pas de ces gens-là que viendra la réponse au problème de l'immigration massive qui s'abat physiquement sur nos côtes.

Certains pays, non soumis comme le nôtre à l'idéologie mortifère de l'ouverture totale des frontières et de la libre-circulation, ont réussi à endiguer les flots d'immigrants arrivant notamment par la mer.

Parmi ces pays, il y a l'Australie, dont l'exemple doit désormais nous inspirer. Là-bas, plus aucun bateau de clandestins n'est admis à s'amarrer. Tous les navires clandestins sont systématiquement reconduits à leurs ports d'origine.

C'est ce qu'il faut faire ici !

En outre, quiconque arrive illégalement sur le territoire australien n'a pas la moindre chance d'être un jour régularisé ; sa seule perspective : le retour dans son pays d'origine. C'est aussi ce qu'il faut faire ici !

Avec une telle politique dissuasive à l'immigration clandestine, l'Australie a réussi à mettre un terme au drame humain des « cargos de migrants ». Zéro clandestin chez elle, mais aussi et surtout zéro mort au large de ses côtes!

Alors mes amis, permettez-moi exceptionnellement quelques mots d'anglais, pour reprendre le message de nos amis Australiens aux clandestins et aux passeurs : NO WAY !

Toutes les études et sondages le disent, les Français ne veulent plus d'immigration supplémentaire- c'est pourtant clair.

Mais pendant que les Français disent « no way », nos dirigeants et leurs acolytes de l'Union européenne disent « Welcome ».

Ils se comportent au sens du droit pénal comme de véritables complices des passeurs. Ils leurs apportent aide, assistance et fourniture de moyens.

Ils viennent même de tripler ces moyens.

Or, que l'on vienne en aide à ces pauvres hères entassés par milliers dans des cargos poubelles par des esclavagistes des temps modernes, bien sûr nous soutenons cela.

Mais s'il s'agit, après ces sauvetages effectués, de les ramener sur les rives européennes, alors les passeurs sortent le champagne, et font grossir leurs profits.

Ces mêmes passeurs qui ont, maintenant compris l'effet d'aubaine, puisqu'ils appellent eux-mêmes la marine italienne lorsqu'un des bateaux qu'ils envoient part de Lybie.

Il faut donc évidemment sauver ces gens mais les ramener à leur port de départ.

Outre la reconduite systématique des navires à leurs ports, il faut rompre avec les droits exorbitants accordés aux clandestins, qui sous prétexte de demandes d'asile sont intégralement pris en charge par l'État.

Or le droit d'asile, que nous reconnaissons comme un droit individuel réservé aux victimes d'oppressions politiques, a été depuis longtemps détourné de son sens originel pour devenir une filière à part entière de l'immigration massive.

Son coût pour la collectivité a explosé, et il est devenu une nouvelle porte d'entrée quand on sait qu'à peine 1% des déboutés sont finalement expulsés.

Sans compter que l'Union européenne nous concocte des statuts de réfugiés climatiques, économiques, sanitaires.

Vous comprenez dans ces conditions la consternation qui est la mienne quand j'entends Monsieur Fillon, premier ministre de Sarkozy, en appeler à l'Union européenne !

Comme si cette dernière pouvait représenter la moindre solution alors qu'elle est précisément l'une des causes du problème. L'Union européenne n'est là que pour nous empêcher d'agir. Il faut cesser de croire que notre salut viendra de cette instance dictatoriale faite pour nous asservir.

L'Union européenne pousse à l'immigration massive par idéologie comme par intérêt, au service des puissances d'argent et du grand patronat qui, toujours, l'ont réclamée pour faire pression à la baisse sur les salaires.

D'ailleurs, le sinistre Monsieur Schulz, Président du parlement européen l'a déclaré la semaine dernière « nous avons besoin d'un mécanisme légal d'immigration pour les personnes souhaitant s'installer en Europe » mais ils sont des millions !

Quant à Monsieur Junker, Président de la Commission européenne, le candidat de l'UMP, il a été on ne peut plus clair : « il faut ouvrir les portes pour éviter que les migrants entrent par les fenêtres », que l'on pourrait résumer par « dans l'incapacité de faire respecter la loi, supprimer donc la loi ».

Et c'est à ceux-là que nous devrions confier notre sécurité ? Une pure folie.

Sous l'effet de cette immigration massive, multiforme, la France se disloque et nos dirigeants successifs n'en ont que faire.

Nicolas Sarkozy lui-même a ainsi finalement considéré que le thème de l'identité nationale qu'il avait soulevé était une erreur : et pour cause, sa politique, comme celle de François Hollande, n'a eu pour seul effet que de la détruire !

La situation est très grave, mes amis, nous devons la vérité aux Français.

Nous devrons donc agir par nous-mêmes, à travers les solutions que je vous ai exposées, en reprenant la maîtrise de nos politiques migratoires, ce qui suppose évidemment de sortir de l'espace Schengen et de renvoyer l'Union européenne plonger dans les abysses, à la place de ces hommes et ces femmes morts en mer, vers qui nos pensées se tournent, et qui ont le droit de vivre chez eux, comme nous chez nous !

J'aimerais pouvoir faire un autre constat et parler autrement de la situation du pays. J'aimerais surtout que mon constat et mes solutions soient entendus.

Et si j'ai parlé de la responsabilité de nos dirigeants, je dois aussi parler de la nôtre, parce qu'elle est immense aujourd'hui.

Nous n'avons plus de temps à perdre. De temps à perdre à répondre aux agressions du système UMPS. A nous perdre dans de stupides querelles ou de faux débats.

L'heure va être à l'action.

Et nous devons nous y préparer.

Nous progressons. Dans le cœur des Français, où nos idées triomphent. Dans les urnes où nous montons sans cesse. Élection après élection.

Et nous avons des ambitions immenses, les Régions demain et, après-demain, la Nation nous attendent.

Alors, à l'aveuglement, à la lâcheté et à l'inertie, se substitueront la lucidité, le courage et l'action.

Ne soyez ni anxieux, ni abattus, soyez juste impatients, les forces qui montent du pays sont puissantes, comme un instinct de survie, je les crois irrésistibles.

Des obstacles se dresseront devant nous encore, la bataille politique sera âpre évidemment, rien ne nous sera épargné, c'est une certitude, ça a déjà commencé. Et je les pense capables des pires extrémités.

Mais nous triompherons de tout cela et, de ces batailles électorales, naitra une Nation libre, fière, confiante, fraternelle où il fera, à nouveau, bon vivre !

Oui, de ce combat, la France renaitra !

A ceux, enfin, qui sont parfois saisis par le doute ou par la crainte, je rappellerai ces mots de Bernanos : « L'espérance est un risque à courir. »

Vive la République !

Vive le peuple !

Vive la France !

ANNEXE 13 – DISCOURS DU 1ER MAI 2016

Mes chers compatriotes, Chers amis,

Quel plaisir pour moi de m'exprimer devant vous pour ce 1er mai, à l'occasion de notre traditionnel rassemblement dont la forme a certes évolué, mais dont l'esprit reste le même : celui d'une communion patriotique et populaire à laquelle je veux associer nos compatriotes ultramarins dont nous sommes si fiers qu'ils représentent la France sur 4 continents et 3 océans.

Je voudrais avant toute chose remercier chaleureusement l'ensemble des orateurs qui m'ont précédée pour leurs interventions passionnantes et rythmées.

Ils sont le visage du Front National dans vos régions !

Un visage renouvelé, dynamique, compétent, efficace ; à même de défendre vos intérêts et ceux de tous les Français, avec hauteur et dignité !

Dans ces nouvelles régions, nous avons réussi une percée historique en décembre dernier, forçant le début d'une recomposition du paysage politique et obligeant « Les Républicains » ex-UMP et le PS à se révéler tels qu'ils sont : c'est à dire un seul et même parti, avec les mêmes idées, au service d'un seul et même système !

Ils doivent désormais s'unir pour nous battre, et ils le savent !

C'est ainsi que dans deux régions, notre mouvement est même devenu la seule force d'opposition, après que le PS se fut lâchement retiré du combat pour soutenir ses alliés objectifs, ces faux-Républicains.

Ces nouvelles assemblées régionales sont, en quelque sorte, une préfiguration de ce que devient la vie politique française : un duel essentiel entre d'un côté le camp de l'UMPS et de l'autre le mouvement patriote.

D'un côté le mépris du peuple et le soutien à un système qui a durablement nui à la France, de l'autre les amoureux éperdus de la France, attachés à la nation, défenseurs de la démocratie véritable, n'ayant pour seul souci que le rayonnement et la prospérité d'une France éternelle, libre, souveraine !

De plus en plus de voix s'élèvent : Apparu, Raffarin, NKM, Valls, Macron pour officialiser cette union LR.PS et constituer ce parti unique dont nous vous parlons depuis des années.

Oui mes amis, les événements s'accélèrent, la France évolue, le combat politique évolue, et le Front National aussi évolue.

Nous demeurons fidèles à nos racines, et j'ai ce matin honoré, comme chaque année, Jeanne d'Arc, patronne de la France, pour signifier, comme nous le faisons depuis des décennies, l'attachement de notre mouvement politique au courage, au réalisme, au patriotisme, à la détermination de la pucelle d'Orléans.

Jeanne d'Arc dont l'anneau est enfin revenu sur le sol de France grâce à une bienheureuse initiative que je salue.

Jeanne d'Arc, symbole de résistance.

De résistance à l'envahisseur anglais bien entendu.

Mais de résistance aussi aux doutes, inévitables lorsque l'on est si jeune et si seule, au départ d'un défi aussi immense que celui de la libération et du redressement du royaume de France,

de résistance enfin face aux certitudes erronées et aux renoncements des autres.

Cette vie, concentrée d'héroïsme et de vertu, doit inspirer tous les patriotes, tous les Français, et les convaincre qu'aucune cause, aucun combat, n'est perdu d'avance. Jamais !

Il y a près de 600 ans, la France, incarnée par Jeanne d'Arc, luttait pour sa survie, luttait pour son indépendance.

Et c'est en cela que nous nous reconnaissons plus que jamais dans le combat de notre Sainte nationale, car nous aussi, nous luttons aujourd'hui pour la survie et l'indépendance de la France !

Tous ensembles, dans la chaleur et la convivialité de ce banquet patriotique et populaire, nous croyons, comme Jeanne d'Arc, que la France a un avenir.

Tous ensembles nous pensons que les mots « résignation », « compromission », « abandon », sont proscrits de notre vocabulaire.

Et j'avoue que c'est avec pitié que nous regardons ces ministres ambitieux aller à Orléans, non pas pour honorer Jeanne, sa hauteur d'âme, son combat, mais pour ne pas laisser Jeanne d'Arc au FN.

Tant de vacuité laisse perplexe et certains devraient se rendre compte par eux-mêmes que l'on ne peut pas décemment honorer l'icône de l'indépendance de la France, après avoir organisé, soutenu et revalidé 100 fois tous les Traités d'asservissement de notre pays à la grande Finance et à l'Union européenne !

Jeanne appartient à tous les Français mais de grâce, honorez la pour ce qu'elle nous a offert : notre indépendance, notre liberté au prix de sa vie, pas pour de basses considérations politiciennes.

En même temps, on comprend que Macron ne souhaite pas, comme nous, fêter aujourd'hui aussi le travail compte-tenu de ses résultats en la matière.

À presque un an jour pour jour de la prochaine élection présidentielle, mon propos en ce 1er mai a une résonance particulière.

Vous le savez, j'ai décidé de m'extraire autant que possible du marigot politicien parisien qui nous empêche de réfléchir, qui noie la politique avec un grand P dans un flot ininterrompu de polémiques stériles, de buzz, d'indignations aussi nombreuses que factices.

Je réserve mon temps à la réflexion de fond, à l'échange, à la rencontre des Français ou de nos amis patriotes à l'étranger.

En résumé, je me consacre à l'essentiel.

Tant « l'essentiel est sans cesse menacé par l'insignifiant » comme le disait René Char.

Je veux faire de cette année une année utile à mes concitoyens, une année pendant laquelle il sera possible d'exposer, d'échanger, de débattre sur des sujets de fond, loin des campagnes d'hystérie du système contre le Front National et le mouvement patriote dans son ensemble, loin des tentatives d'empêcher la Démocratie de s'exercer sereinement.

Cette prise de hauteur m'apparaît indispensable pour préparer au mieux mon projet présidentiel et convaincre les Français qu'un changement véritable de politique est possible.

Car à la différence du bloc UMPS européiste, les Patriotes, eux ont des choses fondamentales à proposer pour relancer l'économie, lutter contre la pauvreté, restaurer notre sécurité collective, protéger notre identité nationale.

En face, ça n'est qu'une guerre d'égos, sans idées, sans projet ni proposition.

La primaire des Républicains ex-UMP est à cet égard symptomatique : 14 candidats déjà déclarés !

Et même à gauche, où les inaptitudes du président sortant aiguisent les ambitions personnelles, on voit se déchirer les probables futures candidats Manuel Valls et Emmanuel Macron.

Un mot, permettez-moi, sur cette extraordinaire mascarade à laquelle se livrent sans vergogne ces gens devant les Français.

Ils sont censés appartenir à la même majorité présidentielle, au même gouvernement, et ne cessent pourtant de se tirer dans les pattes.

Pas un jour ne passe sans qu'on n'ait à subir le récit pitoyable de ces affrontements puérils, au point que l'on se demande « quand travaillent-ils ? ».

L'oligarchie créée des bulles médiatiques, s'entiche de nouvelle personnalité comme une jeune fille pré pubère, le dernier chouchou c'est Macron, il ne représente rien, n'a

aucune idée sur rien, n'a aucune troupe, n'a jamais daigné se présenter devant le suffrage universel.

Mais qu'à cela ne tienne, on l'habille de vêtements dans lesquels il flotte littéralement, on lui prête des ambitions présidentielles, le pauvre qui ne rêve en réalité que d'être Premier-ministre d'Alain Juppé !

Ces bulles médiatiques, qu'elles s'appellent Macron aujourd'hui, Bruno Le Maire hier, ou Ségolène Royal avant hier, ne sont en réalité que l'écume du désespoir.

Le désespoir d'un système qui ne sait plus se réinventer, et cherche à recycler ses vieilles idées par des visages moins ridés que les autres, dans l'objectif avoué de conserver une apparence de pouvoir alors même qu'ils ont démontré maintes fois qu'ils en étaient indignes.

Notre pays est dans un état de crises graves, multiples et larvées. Crise économique, crise sociale, crise migratoire et désormais aussi crise politique.

Celle d'un régime qui n'est plus soutenu par personne et où les anciens partis dits de gouvernement vascillent. Le PS a quasiment disparu, l'ex UMP est plus que jamais tiraillée.

A eux deux, et c'est heureux, ils pèsent à chaque scrutin moins lourd que lors du précédent.

Cette crise politique frappe d'ailleurs l'Europe toute entière et l'on ne peut pas ne pas songer à nos amis du FPÖ en Autriche qui ont laminé l'équivalent de leur UMP et de leur PS à l'élection présidentielle.

Chacun des candidats du système ayant péniblement atteint les 11% quand Norbert Hofer, candidat patriote de nos alliés du FPÖ, arrivait en tête à 36,5 %.

Cette crise politique peut être salutaire et elle le sera assurément quand aura totalement abouti cette véritable recomposition de la vie politique française que j'appelle de mes vœux.

Prenons notre part à cette recomposition politique. J'appelle donc, solennellement, au-delà de notre mouvement, au-delà de ce roc solide et pérenne que nous représentons

dans la tempête politique, j'appelle en ce premier mai tous les patriotes de France, d'où qu'ils viennent, quel que soit leur engagement politique passé, à me rejoindre.

Qu'il rejoigne le seul parti qui sait où il va, pourquoi il y va, et qui ne s'embarrasse pas de ces querelles d'égos, qui reste sur le fond des projets, qui propose une voie aux Français !

Nous n'avons plus le temps de nous appesantir sur des querelles politiques dépassées. Le besoin impérieux du pays, c'est aujourd'hui l'union des patriotes pour constituer cette majorité dont la France a besoin, une majorité qui travaille enfin au service de la France et des Français, exclusivement.

Je bâtis un pôle de rassemblement à vocation majoritaire.

Et pour cela je continue avec mes équipes, avec vous, de multiplier les prises de position, d'imposer le débat sur tous les sujets qui préoccupent nos compatriotes.

Je continuerai, et avec une clarté qui ne pourra échapper qu'aux gens de mauvaise foi, d'en appeler à l'ensemble des Françaises et des Français sans aucune exception, toutes origines et toutes religions confondues, sans me soucier qu'ils viennent de la gauche ou de la droite, deux mots vestiges d'un clivage disparu, pour peu qu'ils aient la France au cœur !

C'est là mon seul et unique critère : aimer la France !

Malgré la meilleure volonté du monde, je ne pourrai conduire nulle part ceux qui se détournent de la France, ceux qui ont une vision post nationale, qui ne croient plus ni dans le peuple, ni donc en la démocratie, et courent après une tutelle qu'elle soit européenne, américaine ou allemande, ceux-là auront légion de candidats Juppé, Macron, Sarko, Hollande, Bayrou…

En revanche, je vous le promets, je peux avec la force de ceux qui aiment leur patrie, déplacer les montagnes, atteindre les sommets les plus élevés et dépasser les lignes d'horizon les plus inatteignables !

Avec vous, avec votre force, votre énergie et votre conviction, nous rendrons possible l'impossible !

D’abord et avant tout parce que l’impossible n’est pas, n’a jamais été et ne sera jamais français!

Le monde bouge mes amis, et il bouge vite. La question de la souveraineté et du retour des peuples est désormais centrale.

Nous sommes à quelques semaines d’un référendum possiblement historique sur le Brexit. Le Royaume-Uni pourrait demain reprendre sa pleine indépendance et montrer la voie d’un bouleversement en Europe : celle d’une reconquête complète des souverainetés nationales.

Pour le bien de tous.

Et si par hasard le peuple britannique passait sa chance, alors nous serions nous, en France, les mieux placés pour mener ce combat en faveur de la Liberté.

C’est à nous qu’il reviendrait cette opportunité historique de faire reculer l’Union européenne, cette technostructure antidémocratique qui asservit les peuples, et dont le projet depuis l’origine se résume à l’effacement définitif des Nations et de leurs Etats.

De bouter l’Union européenne hors de France en quelque sorte!

Partout nous ressentons, parfois plus ou moins confusément, ce besoin de liberté.

Les Néerlandais ont encore récemment dit non par référendum à l’Union européenne, en rejetant son projet néfaste d’association avec l’Ukraine.

Les Français également avaient dit non avec force en 2005 à l’Union européenne, avant que leurs parlementaires ne les trahissent honteusement en adoptant eux-mêmes ce que le peuple avait rejeté.

Je suis la candidate du NON à l’Union européenne, du OUI à la France, la candidate de l’Insoumission, et je ne regarderai pas passer le train de la souveraineté sans rien faire !

Je porterai pour mon peuple un projet de LIBERTÉ, et pour la France un projet de grandeur retrouvée !

Nous autres Français, dans un an très exactement, nous aurons l'occasion de retrouver notre souveraineté, de retrouver notre liberté.

C'est la raison d'être de ma candidature à l'élection présidentielle.

Cela fait-il de moi une anti-européenne ? Bien sûr que non. Je suis européenne !

La géographie de la France, au cœur de l'Europe, son histoire, depuis l'Antiquité et le baptême de Clovis nous dictent ces convictions. La nécessité et le bon sens aussi !

Comment ne pas développer des relations de partenariats profonds, de voisinages avec notre environnement géographique, d'échanges sur tous les plans et surtout d'amitiés profondes entre les peuples souverains d'Europe ?

La réalité de l'Europe, son climat intense d'échanges commerciaux, intellectuels, spirituels, artistiques depuis des millénaires précède de beaucoup ce qu'il est convenu d'appeler la « construction européenne » qui, loin des idéaux initiaux, au lendemain des deux guerres mondiales, est aujourd'hui clairement une œuvre de « déconstruction » des identités nationales en Europe.

Je suis donc profondément européenne et c'est bien la raison pour laquelle nous travaillons jour après jour avec toutes les bonnes volontés pour bâtir sans attendre une refondation de l'Europe.

C'est pourquoi nous avons lutté puis réussi, il y a un peu moins d'un an, à constituer un groupe au Parlement européen, au grand dam des oiseaux de mauvaise augure qui nous prédisaient l'échec.

C'est pourquoi, avec nos amis italiens du parti de Mattéo Salvini, néerlandais de Gert Wilders, autrichiens de Hantz Christian Strache, mais aussi roumains, polonais, flamands, britanniques, j'ai la joie de vous annoncer l'arrivée depuis hier dans notre groupe du député allemand Marcus Pretzell de l'AFD.

Nous rassemblons, nous nous renforçons, nous travaillons sans relâche et, en ce qui me concerne, mon objectif est clair : la France apaisée.

La France apaisée, ce n'est pas un slogan, ce n'est pas juste une campagne d'affichage qui a fait couler beaucoup d'encre et a suscité un nombre considérable de commentaires.

Ça n'est évidemment pas, comme font mine de le croire les bêtas, une description mais bien une ambition.

C'est même une nécessité vitale.

Car il n'est pas possible de vivre dans une nation de plus en plus troublée, une nation de plus en plus en proie au conflit, au doute, aux tensions, au risque de déchirure.

En tous domaines, sécuritaire, migratoire, militaire, économique, social, au travail, la France a besoin d'apaisement. Je dirais même qu'elle a besoin de paix.

Et cette paix, nous ne l'aurons, j'y reviendrai, qu'en ayant le courage de prendre des décisions qui rompent avec des décennies de reculades, de compromissions et de soumission.

Car ce sont précisément ces reculades, ces petites ou grandes lâchetés, ces dérobades, ces abandons qui jettent notre pays dans le chaos.

Or, la France apaisée, c'est d'abord la tranquillité publique.

C'est le retour de la Loi de la République sur tout le territoire national.

Pour éviter que des citoyens à bout en viennent à se faire justice eux-mêmes, il faut rebâtir une Justice digne de ce nom, ayant tous les moyens pour agir et libérée de l'idéologie de l'angélisme. Qui ait la capacité de protéger la victime et de sanctionner comme il se doit le délinquant et le criminel.

C'est le retour de la loi à côté de nous, Oui, juste à côté de nous, de l'autre côté du périphérique.

À côté de nous, en Seine-Saint-Denis, il y a 278 quartiers dits « difficiles ». À côté de nous, le ministère de l'Intérieur dénombre 44 cités hors-contrôle.

Oui, en Seine Saint-Denis, en 2015, les agressions à domicile ont augmenté de 125 %.

Il y eut vingt « jambisations », ces règlements de comptes entre voyous qui estropient à vie.

Plus au Sud, dans les Bouches-du-Rhône, en 2015, les homicides ont bondi de 14%. Les règlements de comptes y ont fait 17 morts en 2013, 18 en 2014, 19 en 2015.

À Grenoble, lundi dernier, devant une école : deux morts, un blessé grave.

La France apaisée, c'est la fin de ces zones de non-droit,La fin de la centaine de Molenbeek, au bas mot !, dont a parlé Patrick Kanner, le ministre de la Ville.

Aujourd'hui, la gangrène du crime et du délit se répand sur tout le territoire.

Si la France des oubliés est oubliée de l'UMPS, elle n'est pas oubliée des malfaiteurs. Il suffit de lire la presse locale. Quotidiens, hebdomadaires, tous sont remplis à longueur de colonnes de ces faits-divers terribles, qui pourrissent des vies et en prennent d'autres.

Les attaques contre les biens explosent dans tout le pays.

À chaque heure, quelque part en France, se commet une agression contre une personne avec une arme.

Partout, il n'est question que de cambriolages et de braquages, les séquestrations qui avaient disparues en France font un retour remarqué sous le nom de « home jacking ».

Partout, il n'est question que de vols de matériaux, de vols de bestiaux.

En une nuit : adieu, veaux, vaches, cochons, couvées, tout a été volé. Il est jusqu'aux tracteurs qui ont été emportés, fruits et légumes ont fait l'objet d'une récolte sauvage. Les paysans ont été dépouillés de leur labeur.

Les gendarmes sont partis, réduits à peau de chagrin par des gouvernements irréfléchis.

Les voleurs sont venus.

Quand une pharmacie est braquée une fois, deux fois, trois fois, le commerçant se désespère, il ferme boutique.

Et dans un bourg, c'est la vie qui s'en va peu à peu.

Quand le café-épicerie-boulangerie est agressé une fois, deux fois, trois fois, le cafetier se décourage, il baisse son rideau pour toujours.

Et dans un village, c'est le désert qui gagne.

L'insécurité des villes déborde dans les campagnes. La France des oubliés est mise au pillage. La France des oubliés devient la France des abandonnés.

Peut-on bien vivre, jeunes ou vieux, dans un pays qui n'assure plus la sécurité à ses habitants ?

Peut-on y travailler, y passer une retraite paisible, y couler des jours heureux, y développer une activité commerciale, y connaître une inspiration artistique, dans un climat tendu, agressif, violent ?

Non bien sûr.

La tranquillité publique, c'est aussi ne pas accepter que des milices d'extrême gauche puissent impunément saccager nos centres villes, à Paris ou en province, détruire biens publics et bien privés et plus grave, puissent impunément attaquer et blesser des dizaines de policiers ou gendarmes jusqu'au drame de trop !

Comment peut-on tolérer, qui plus est en plein état d'urgence, que ces milices ultraviolentes prospèrent sans que des consignes claires soient données aux forces de l'ordre pour les neutraliser, et que la justice puisse ensuite passer et les interdire ?

Nous avons aujourd'hui un gouvernement qui appelle publiquement à la stigmatisation du quart, voire du tiers, des Français honnêtes parce qu'ils votent Front National, quel crime !, et qui laisse prospérer les voyous, les laisse casser et attaquer les honnêtes gens, les commerçants, et nos forces de l'ordre, sans rien faire, en balbutiant quelques condamnations morales aussi banales qu'inefficaces !

C'est inacceptable !

Le gouvernement doit clairement des comptes aux victimes mais plus largement à tous les Français sur cette situation !

Nous soutenons nos forces de l'ordre, héroïques quand elles agissent avec si peu de moyens, tant de fatigue accumulée, contre les voyous !

L'Etat de droit doit être immédiatement rétabli et les milices dissoutes !

Il nous faudra donc rétablir les conditions de la tranquillité publique partout, par la tolérance zéro enfin appliquée, la neutralisation des caïds et des milices d'extrême gauche partout.

Mais il faudra aussi le rétablissement de frontières nationales, indispensables à notre sécurité collective.

Si nous n'agissons pas, nous irons évidemment vers le chaos, et tout le monde en sortira perdants.

Nous agirons, après des décennies de reculades, de promesses trahies, de la part de l'UMP comme du PS.

Oui, l'Europe de Schengen, c'est l'Europe des voleurs et des receleurs. L'Europe sans frontières, c'est l'Europe de tous les trafics. Il faut rétablir des frontières nationales, des frontières qui protègent, des frontières qui dissuadent.

L'Europe de Schengen, c'est aussi l'Europe du terrorisme, ce terrorisme dont la menace plane plus que jamais sur la France.

Le 13 novembre 2015, neuf hommes ont commis un nouvel attentat, inédit sur le territoire français, un acte de guerre qui aura enlevé la vie à 130 de nos compatriotes en en blessant 351.

Par quelque bout qu'on comprenne le problème, ces événements de Paris signent la fin du cycle d'immigration laxiste et d'intégration minimaliste voulu par une poignée de dirigeants aussi arrogante qu'irresponsable.

Car, soit on regarde le problème côté immigration, et on constate que quatre terroristes sur les neuf du 13 novembre n'étaient pas Français, qu'ils ont profité de l'emballement des vagues migratoires que le continent européen connaît depuis un an et de l'absence totale de frontière nationale pour perpétrer leurs attaques honteuses contre le peuple français.

Soit on regarde le problème côté intégration, et on découvre cruellement que plus de la moitié des terroristes du 13 novembre, cinq sur neuf exactement, étaient enfants d'immigrés de seconde ou troisième génération et ont voulu déclencher une guerre civile entre Français.

Le problème est abyssal.

Pour ceux qui l'ont causé par leurs politiques inconséquentes d'accueil non discerné des étrangers ; mais aussi maintenant pour nous qui devrons, une fois arrivés au pouvoir, rattraper des décennies de folie.

Toutefois, s'il est vrai qu'il faudra des années d'efforts et d'énergie pour venir à bout de tous les problèmes causés par la politique migratoire actuelle, pour régler cette situation, il faut du bon sens, ce que nous avons, de la lucidité, ce que nous avons, de la constance, ce que nous avons aussi, mais il faut surtout du courage !

Oui, nous ne ménagerons pas nos efforts pour refonder de A à Z l'ensemble de la politique d'asile, pour mettre fin à tout ce qui a attiré dans notre généreux pays des millions d'immigrés très au-delà du raisonnable et de nos capacités financières et, par exemple, pour mettre fin à l'Aide Médicale d'Etat.

Nous mettrons fin à Schengen et à toutes ces expérimentations hasardeuses de gens qui se croient plus intelligents que les autres parce qu'ils innovent des processus politiques que jamais aucun peuple, à aucune période de l'humanité, n'a jamais mis en œuvre : l'ouverture totale des frontières sur le continent européen, la négation des peuples et de leurs identités, que cette identité soit française, allemande, irakienne ou somalienne, les accords honteux de collaboration avec la Turquie, le refus d'une coopération franche, énergique, exigeante et conforme à nos intérêts avec les pays d'origine de ces immigrés.

Oui, car je le dis : maîtriser les frontières, ce n'est pas comme se complaisent à nous caricaturer les adversaires de la France, ériger des barbelés.

C'est d'abord avoir des frontières et les maitriser comme tous les pays raisonnables du monde.

C'est aussi, discuter simplement et fermement, dialoguer sans complaisance et de manière juste avec les pays amis de la France pour amener le candidat à l'immigration

à se projeter dans son pays de naissance et non pas dans notre pays quand il n'a aucune raison d'y venir et qu'on ne l'y a pas invité.

Nous développerons une vraie politique de coopération visant à aider les pays d'origine à fixer les populations en privilégiant les politiques bilatérales – reflet de notre histoire et de la géopolitique d'aujourd'hui – plutôt que multilatérales vous savez, ces fameuses politiques multilatérales à la mode mondialiste et européenne, où on n'arrive qu'à un consensus mou sans autre effet sur la réalité que celle de frustrer tout le monde et de dépenser l'argent que l'on a pas.

Tout cela concerne la maîtrise raisonnée de nos frontières, la capacité à filtrer intelligemment et sans fard les mouvements de population.

Mais cela ne suffira pas.

Il nous faut à l'intérieur du pays engager une vraie politique d'identité et de fierté d'appartenance à la patrie et à l'héritage national, qui structure les dispositifs d'assimilation.

Ceci passe par des exigences en matière de naturalisation : le candidat à la nationalité doit prêter un serment avec autant de devoirs que de droits, il doit maîtriser notre langue, il doit aimer l'utiliser dans toutes ses relations sociales et professionnelles, il doit aimer ce que notre histoire charrie de valeurs et de passions auxquelles nous sommes sensuellement et spirituellement attachées. Il doit adhérer à nos principes, à nos codes, à nos mœurs, à notre culture.

Depuis combien de décennies tirons-nous la sonnette d'alarme ?

Mais y-a-t-il plus aveugles que ceux qui ne veulent pas voir ?

Qui ne veulent pas voir l'exaspération croissante des Français, dépossédés peu à peu de leur mode de vie, de leur art de vivre, de leur identité, qui détournent leur regard de la Guyane ou de Mayotte submergés par l'immigration clandestine attirée par l'espoir d'une régularisation, puis d'une naturalisation automatique.

Qui ne veulent pas voir la honte et la colère qui s'emparent de nos compatriotes quand ils apprennent que les terroristes islamistes qui commettent les crimes les plus abominables ont acquis la nationalité du simple fait d'être nés en France ?

La vérité est que le coup d'arrêt que j'entends donner à toute forme, même légale, d'immigration n'a de sens que s'il s'accompagne d'une réforme profonde de notre droit de la nationalité.

Gardons-nous des querelles idéologiques entre droit du sol et droit du sang.

Le peuple français sait d'où il vient ; il sait qu'il n'est réductible ni à une ethnie, ni à une couleur de peau, ni à une religion, même s'il n'ignore pas quelles sont ses racines et n'a aucune raison d'en rougir.

La France est un pays ouvert et généreux. Elle entend le demeurer.

Mais être Français est un honneur. On en hérite ou on le mérite. Ce principe simple doit guider notre réflexion et nos décisions.

Plus rien ne doit être automatique, tout doit être simplement vérifié, certifié et validé par des autorités responsables, conscientes de l'honneur d'être Français, jalouses de le partager avec ceux qui ont donné tous les gages d'en être dignes.

Mais il faudra aussi regarder dans les yeux le développement exponentiel du fondamentalisme islamiste sur notre territoire car ce terrorisme est islamiste, ce terrorisme est l'arme d'une idéologie d'essence totalitaire : l'intégrisme islamiste.

La France apaisée ne consiste certainement pas à s'y habituer, comme nous le demande Manuel Valls, mais à le vaincre.

Mais il est vrai combien de mosquées salafistes a-t-il fermé ? Combien de prêcheurs de haine a-t-il expulsé ?

Les fermetures, les expulsions se comptent sur les doigts d'une seule main, et encore.

Je les demande aujourd'hui avec gravité.

Combien d'associations soit disant culturelles ou sociales, en fait vecteur de diffusion du fondamentalisme, combien d'écoles, de clubs de foot, de MJC, aux mains des recruteurs salafistes ou des frères musulmans ?

François Hollande a récemment prétendu que la mosquée de Brest avait été fermée. Mensonge, l'imam continue à proférer impunément ses divagations, lui et beaucoup d'autres avec lui !

La France apaisée, c'est un Etat fort qui défendra tous les Français, qui assurera la sécurité, et donc la liberté car il n'est plus aucune liberté quand il n'y a pas de sécurité.

Un Etat qui traquera aussi ce totalitarisme religieux qui, par la violence, la pression, l'intimidation, change le périmètre de nos droits et l'essence même de nos valeurs.

La France apaisée sera celle où les femmes pourront à nouveau vivre, s'exprimer et avancer dans la vie en toute quiétude.

Car, nous le sentons bien, le droit des femmes françaises régresse.

Peut-elle encore partout s'habiller comme elle le souhaite dans tous les quartiers de France ?

On sait bien que non.

Est-elle en sécurité partout et à toute heure ?

Non, les drames, les agressions, les viols de Cologne le 31 décembre l'ont montré au grand dam de la Caste qui aurait préféré cacher la vérité : l'immigration massive et la société multiculturelle renvoient la femme des siècles en arrière.

Et au passage, nombreuses sont celles qui, comme moi, sont scandalisées de voir aujourd'hui des collections relevant de la mode dite « islamique » appelées je crois « pudiques ou modestes », couvrant et dissimulant le corps de la femme.

Les marques à l'initiative de ces collections sont des acteurs sociaux et à ce titre, leur posture est inadmissible, alors que nos grand-mères et nos mères ont obtenu du Général de Gaulle le droit de vote, alors qu'aujourd'hui, la mixité et l'égalité font partie intégrante de nos acquis de femmes.

Nous assistons là à une dangereuse et insidieuse régression rappelant les pires heures d'un obscurantisme d'un autre âge qui vise à déconstruire l'image de la femme libre et assumée que notre modèle de culture français a construit au fil de son Histoire.

Notre style vestimentaire n'est-il pas l'expression de notre mode de vie et de penser ?

Par solidarité avec toutes ces jeunes filles, toutes ces femmes qui sont contraintes ou manipulées, par leur environnement, de porter ces vêtements d'enfermement, informes dissimulant leur corps et leurs cheveux, qui sont tenues de baisser les yeux, de se taire, de subir soumissions et brimades parce qu'elles sont du sexe féminin, j'appelle les responsables de ces enseignes à bien réfléchir à la portée de leur acte.

Leur responsabilité est d'autant plus grande qu'elles s'adressent aux jeunes générations, auprès desquelles ce message de banalisation est envoyé faisant valoir que ces tenues vestimentaires n'ont aucune connotation culturelle.

Ce n'est malheureusement pas le cas !

La civilisation française sublime la femme, elle la met sur un pied d'égalité avec l'homme, et non 40 niveaux en dessous de lui, voilée de la tête au pied !

La France apaisée donc a besoin de cette sécurité du quotidien, de cette lutte implacable contre le terrorisme, mais elle signifie aussi pacifier les relations sociales.

Comment la France serait-elle apaisée quand chacun craint le chômage et la pauvreté, dès les études supérieures, au travail, dans le public comme dans le privé, pour le fonctionnaire, l'ouvrier, le salarié comme le cadre, dans l'entrepreneuriat, et même quand vient l'heure d'une retraite bien méritée ?

Comment la France serait-elle apaisée quand chacun craint pour l'avenir de ses enfants ?

Comment la France serait-elle apaisée quand les classes moyennes sont menacées ? Quand les familles et les retraités sont la cible préférée des politiques fiscales du gouvernement ?

Comment la France serait-elle apaisée quand le stress et la souffrance au travail remplacent trop souvent la motivation, l'épanouissement personnel et le plaisir de bien faire ?

Comment le serait-elle avec la Loi El Khomri, écrite dans un bureau de Bruxelles sous la dictée des puissances d'argent, et appliquée par une ministre dépassée qui, il y a 6 mois à peine, se demandait ce qu'était un CDD ?…

Cette loi qui précarise le salarié, affaiblit la petite entreprise par rapport à la très grande, et frappera d'abord là encore les femmes, premières victimes des petits boulots précaires, à temps partiel subi !

L'économie, ce ne sont pas des agrégats comptables, c'est la vie de chacun d'entre nous et des générations qui viennent.

Je ne veux plus de cette société à deux ou trois ou quatre vitesses, cette société de l'angoisse économique et sociale.

Je mettrai tout en œuvre pour créer des emplois productifs durables.

Je mettrai tout en œuvre pour que chacun reçoive un salaire qui permette de vivre normalement.

Je mettrai tout en œuvre pour que nos anciens puissent jouir d'une retraite décente, digne d'un pays développé.

C'est cela aussi la France apaisée, qui remette debout un Etat stratège, un Etat souverain, en mesure de réindustrialiser, d'aller vers l'innovation, de protéger, de rétablir une concurrence saine, et non féroce, déloyale.

Bref, de créer les conditions de l'emploi et de l'apaisement social en misant sur cette force que sont nos petites et nos moyennes entreprises !

Car dans un monde confronté à une guerre économique que tout le monde feint d'ignorer ,soutenir les TPE, PME, accompagner les entreprises dans leur croissance, n'est qu'une partie d'une vision plus globale que l'Etat stratège doit avoir de l'économie en France pour lui redonner de l'énergie.

Car oui, l'Etat à la française existe, avec sa singularité héritée de notre histoire, de Richelieu à Napoléon Ier en passant par Colbert, et je suis bien décidée à le faire exister encore !

Trop souvent, nous avons laissé partir des pans entiers de notre économie dans des fusions, des rachats ou des disparitions alors qu'elles détenaient des technologies utiles pour donner à notre pays soit un coup d'avance dans la compétition mondiale, soit pour maîtriser des technologies utilisées par nos forces armées notamment.

Je souhaite que l'Etat stratège sache utiliser les entreprises publiques, non par dogmatisme étatique, mais pour développer et préserver des technologies potentiellement indispensables à l'autonomie de notre pays.

L'intervention de l'État stratège doit tout aussi bien s'exercer dans le domaine réglementaire. Il est navrant de constater qu'aujourd'hui nos entreprises et nos banques subissent des réglementations et normes comptables venues d'ailleurs, d'outre-Atlantique précisément, qui exigent d'elles des efforts que ne s'imposent guère les entreprises américaines similaires, ce qui vient peser lourdement sur leur compétitivité.

L'État stratège doit aussi être visionnaire. A lui de voir loin et d'engager le pays dans les révolutions technologiques dont il a besoin, notamment dans le domaine de la recherche.

Je souhaite aussi que l'État stratège s'engage pleinement dans le soutien à la révolution digitale de manière à faire de Paris et de nos métropoles régionales une place incontournable des start-ups.

L'Etat stratège c'est celui qui défend et met en œuvre le patriotisme économique au bénéfice de nos talents.

L'État stratège, c'est aussi celui qui veille à irriguer les territoires, à maintenir une présence de l'État et des services publics dans ce qui est hélas devenu le grand désert français, auprès de nos compatriotes, souvent les plus modestes, qui vivent au cœur de nos régions, dans nos villages et autour de leurs clochers pluriséculaires.

En somme, l'État stratège fait ce que les entreprises feraient mal ou moins bien, ou plus cher, ou sans pouvoir le faire partout en France, dans le but de faire avancer tout le pays et toute la nation, et pas seulement les intérêts particuliers de tel ou tel.

Je sais que pour certains dirigeants qui tiennent aujourd'hui ou ont tenu hier les rênes du pouvoir, l'État stratège est surtout un mode de communication destiné à maquiller l'inactivité du chef de l'État et du gouvernement en lui faisant adopter des postures volontaristes.

Je souhaite pour ma part, qu'au lieu de faire comme eux de Bruxelles notre État stratège de fait, nous fissions de Paris à nouveau le cerveau de notre État stratège, au fait de nos intérêts nationaux et lucide sur un point majeur : personne d'autre que nous ne se souciera de mieux défendre nos intérêts économiques de long terme.

Chacun l'a compris pas d'Etat Nation sans Etat stratège.

Cet Etat Nation que Raymond Aron définissait comme « respecté à l'extérieur, en paix à l'intérieur ».

Mais pour cela il faut être maître de notre destin.

Etre maître de ses frontières pour maîtriser les flux de migration,

être maître de son droit civil et pénal pour éliminer les Zones de Non droit,

être maître de sa politique commerciale qui doit être orientée dans une logique de maintien d'une économie de production forte, protégée de la concurrence déloyale,

être maître de ses territoires de métropole et d'Outre-Mer qui doivent redevenir attractif pour assurer leur développement,

être maître de sa politique sociale qui doit concerner ses citoyens,

être maître de ses services publics afin d'arracher la santé aux cures d'austérité et l'école au nivellement par le bas aux expérimentations pédagogiques,

être maître de sa diplomatie qui doit tenir compte des impératifs géopolitiques propres à la France !

Rester ouvert sur les autres n'empêche en rien de retrouver son identité et la maîtrise de son destin ?

Et l'Euro ?

Je n'ai à convaincre aucun d'entre vous du frein épouvantable que constitue cette monnaie unique qui n'a respecté aucune de ses promesses, perte de compétitivité, augmentation du coût de la vie, sauvetages ruineux à répétition, c'est objectivement un échec sur toute la ligne.

Alors certains, par crainte du changement, par conservatisme, ou par confort intellectuel, continuent à s'accrocher à cette relique « on peut encore continuer comme cela… malgré le chômage massif, malgré l'austérité toujours plus rude.. »

Jusqu'où…

Jusqu'à la prochaine crise financière dont l'onde de choc peut se révéler plus forte que celle de 2008 ?

Pensez-vous que ce soit par hasard que notre gouvernement actuel ait déjà posé les bases juridiques pour « ponctionner » les épargnants (si nécessaire) comme à Chypre ?

Que fera-t-on si nous connaissons une remontée forte des taux d'intérêts sur les marchés financiers. Ce qui pourrait signifier un défaut de paiement sur la dette souveraine de la France ? Si la parité euro / dollar n'était plus aussi favorable ?

Comment, en tant que responsable politique, vivre avec en permanence cette « loterie », ce couperet au-dessus de la tête de nos concitoyens et de nos entreprises ?

Comment regarder passivement la situation de la Grèce, laminée de façon irréversible par son impossibilité de fixer la parité de sa monnaie pour préserver ses capacités économiques de production ?

Comment être indifférente et ne pas préparer la défense des intérêts de la France ?

Comment accepter que, comme en Grèce ou au Portugal, la BCE menace de couper l'alimentation de liquidité à nos banques pour obtenir notre soumission à des politiques rejetées par les peuples ?

Dès mon élection – dans le cadre de la négociation que j'engagerai avec les institutions européennes, j'effectuerai les démarches pour obtenir la mise en place de mécanismes de restauration de la monnaie nationale et des parités nationales des monnaies que chaque Etat de la Zone Euro aura la possibilité de mobiliser à tout moment.

Ce sera un choix de souveraineté indispensable et salutaire. Il ne s'agit en aucun cas de s'isoler, de bâtir une France coupée du monde – ce qu'elle ne saura jamais être – mais de retrouver les instruments de souveraineté abandonnés.

Si nous devions échouer dans ces démarches, ce dont je doute, je demanderai alors aux Français de voter NON au maintien dans l'Union européenne dans le cadre du référendum que j'aurai organisé dans le plus évident respect de la souveraineté du peuple français.

Enfin, une France apaisée, ce sont des relations harmonieuses entre nous.

Entre nous Français de toutes origines, de toutes religions, de toutes couleurs de peau.

Entre hommes et femmes.

Entre générations.

Comment la France serait-elle apaisée quand elle reçoit chaque année autant d'étrangers légaux et clandestins ?

Nous n'avons plus rien à leur offrir.

Nous n'avons plus les moyens, ni la volonté au plus haut niveau de l'Etat, de les assimiler tous.

Depuis quarante ans, la politique migratoire est aberrante. Aujourd'hui, l'appel à toujours plus de migrants est un déni absurde de notre réalité.

Dans la société française, les tensions sont désormais visibles, palpables.

Le communautarisme y est envahissant et destructeur.

Les revendications islamistes se déploient au grand jour.

Service public et entreprises en sont perturbés.

On n'ose même pas faire voter une loi interdisant les signes religieux ostensibles, dont le voile, à l'université !

Ce serait pourtant un minimum !

Mais non, le gouvernement y est opposé, et les prétendus Républicains sont totalement divisés sur ce sujet, qui devrait pourtant faire consensus entre tous les Français attachés à la laïcité et à la République.

N'est-ce pas le signe d'une reculade insidieuse ?

La France apaisée, c'est l'inverse du communautarisme qui divise.

C'est celle qui ne renonce pas à ses valeurs, à l'assimilation, au creuset républicain.

Celle qui est fière de son Histoire millénaire et glorieuse, de ses couleurs nationales, de son drapeau, de ces symboles et ces vérités qui unissent quand les autres depuis des décennies cultivent la honte de nous-mêmes, la repentance et la division!

Je préférerai toujours unir plutôt que diviser.

Exalter la nation plutôt que lui demander de baisser la tête et de courber l'échine. Semer la paix plutôt que planter les germes de la guerre civile, en rappelant sereinement mais fermement que la République française n'abandonnera aucune de ces caractéristiques, de ces principes, qu'elle ne se soumettra à aucun groupe de pression quel qu'il soit, en résumé que la Nation française ne changera pas !

Oui, une France apaisée, voilà notre objectif. Mais un objectif n'est rien sans le chemin, c'est à dire la méthode pour l'atteindre.

Il ne faut pas croire que les choses se feront toutes seules. N'est-ce pas, cher Alain Juppé ?

Comment un slogan vide de sens, « apaiser, rassembler, réformer », pourrait-il mener la France où que ce soit ? Apaiser comment, rassembler qui, réformer pour quoi ? Vous ne le saurez jamais.

Il vous restera le passé pour voir comment ces gens ont conduit les affaires de la France, et le moins qu'on puisse dire c'est que le résultat n'était pas concluant !

Y compris quand j'avais 18 ans quand Alain Juppé était, déjà, ministre du Budget, ou quand j'en avais 28 et que, Premier ministre cette fois-ci, il réussissait l'unique exploit de bloquer intégralement, comme jamais, la France.

30 ans, cela fait 30 ans que tous ceux-là promettent de faire mieux demain.

Moi, je vous propose un chemin clair, une méthode sérieuse. Et cela passe d'abord par un discours de vérité.

Les candidats des soi-disant Républicains ou des prétendus socialistes, qu'il s'agisse de Manuel Juppé, Alain Hollande, François Sarkozy ou Nicolas Valls, sont tous interchangeables et tous responsables de l'état calamiteux dans lequel notre pays se trouve.

Ils ne peuvent donc pas vous dire la vérité, d'abord parce qu'ils la distinguent mal, ensuite parce que ce serait une forme d'aveu des fautes terribles qu'ils ont commises contre la France et les Français.

Alors, ils sont devenus experts en enfumage, en bidouillage de statistiques, pour cacher leur incompétence.

En ce qui me concerne, la vérité, je ne la fuis pas. Je l'expose, et j'essaie d'y répondre le plus justement et le plus efficacement possible.

Oui, Mesdames et Messieurs de la Caste au pouvoir, détrompez-vous, le peuple français voit et veut cette vérité.

Il voit désormais quel rôle néfaste l'Union européenne joue dans son quotidien.

Tous les aspects de la vie des Français subissent l'impact des politiques européennes et cet impact est foncièrement négatif.

Pendant que nos politiciens se déchirent sur des réformettes, des diversions et des pacotilles, les vrais changements de fond viennent de Bruxelles et de Francfort.

Jamais en effet vous n'entendez nos gouvernants rappeler que les orientations économiques, budgétaires, monétaires, commerciales, bancaires sont décidées par la Commission européenne et la Banque centrale européenne.

Jamais ils ne vous diront que le traité transatlantique ou les multiples accords de libre-échange signés avec le monde entier comme autant de concurrences, déloyales, nouvelles, sont imposés par l'Union européenne.

C'est pourtant ainsi que ça se passe !

Les Commissaires européens ne se privent pas pour commenter les projets de réforme et accorder – ou non – leur satisfecit.

Nos ministres ne sont plus que des élèves plus ou moins bien notés de la « grande classe européenne », des fayots de Francfort, des bonnets d'âne ou des chouchous de Bruxelles…

Cette humiliante métaphore de la salle de classe n'était qu'un tic de langage des journalistes les plus européistes.

C'est devenu le reflet de la réalité.

Nos gouvernants infantilisent le peuple parce qu'eux-mêmes sont infantilisés par les maîtres qu'ils se sont choisis et qu'ils nous imposent contre notre volonté.

« Eh Oh ! » vous lance-t-on dans les meetings du gouvernement, pour vous amuser, pendant que vos maîtres en catimini décident de vos vies…

La politique française est devenue une vaste cour d'école où le petit Nicolas et ses amis se disputent pour savoir qui sera le mini-caïd à la récré. Les choses sérieuses se font entre grandes personnes, Merkel, Obama, Juncker, Draghi.

Dans la cour, il n'y a plus que la bataille des gigantesques égos de minuscules personnages.

Je le disais, le spectacle affligeant des primaires chez les Républicains, qui alignent déjà 14 candidats s'il n'y en a pas eu un quinzième depuis ce matin, et les velléités d'indépendance d'Emmanuel Macron, de Manuel Valls au gouvernement obscurcissent le débat.

On ne parle jamais des vrais sujets, il n'est plus question que des personnes, de leurs plans de carrière, jamais de leurs projets.

C'est qu'ils ont tous le même et ont très peur que l'on s'en rende compte.

Et pourtant, il est plus que jamais nécessaire de dire la vérité et de nommer, de ne pas craindre de nommer les choses.

On ne calmera pas les tensions françaises par des discours lénifiants, vides et fuyants. Taire, ne pas dire, c'est susciter l'angoisse. Nommer et affronter le réel, c'est permettre l'espoir.

Mais la vérité n'est rien sans le courage. Les rares moments de lucidité de M.Valls restent inutiles car il ne prend aucune décision.

Il est devenu un commentateur de la vie politique, les paroles sont parfois dures comme celles contre le salafisme et…. Et rien…

En ce sens il nous rappelle Nicolas Sarkozy : la parole parfois forte mais la main si molle…

Le courage d'agir est ce qui manque à nos dirigeants. L'apaisement ne peut venir que de la confiance des citoyens dans un État fort qui les protège réellement.

Il faut que l'État respecte le droit et il faut qu'il fasse respecter le droit.

Nous voulons agir, mais toujours, contrairement à eux, en respectant les libertés individuelles et collectives.

C'est pourquoi nous nous opposons aux mesures inutiles qui mettent en place un flicage de tous et n'assurent la sécurité de personne.

Je pense en particulier au fichier PNR (une surveillance de tous les passagers aériens alors que les terroristes n'ont pas pris l'avion) et à la loi renseignement (écouter tout le monde alors que les services n'ont pas eu les moyens de surveiller efficacement les futurs terroristes qui étaient déjà souvent fichés).

Enfin, il nous faudra retrouver le courage dans notre diplomatie. La France doit avoir une politique étrangère libre et indépendante.

Trois jeunes soldats français viennent de donner leur vie le 13 avril en OPEX au Nord Mali. Rendons-leur hommage, à eux et à tous ceux, qui ont fait le don de leur vie pour la France.

Mais nous ne pouvons pas ne pas nier cette inquiétude qui sourd en nous lorsque l'un de nos soldats meurt au combat : est-il mort pour rien tant il est vrai que la France n'a plus de politique étrangère digne de ce nom, et ne s'exprime que dans une suite sans fin d'actions incohérentes ?

En témoignent au cours des vingt dernières années : sa participation au démantèlement de la Yougoslavie, l'impuissance face au démantèlement de l'Irak, désormais en proie à l'instabilité voire au chaos,

sa participation active à la déstabilisation de la Libye, sombrée depuis dans l'anarchie et la violence extrême, devenant ainsi un terreau où peut prospérer « Daech »,

sa volonté, heureusement contrecarrée avec succès de porter la guerre en Syrie aux côtés de l'allié préféré de l'ex ministre des Affaires étrangères,

le Front islamiste Jabbat Al Nosra filiale d'Al Qaida, son alignement sur la politique des Etats-Unis en Ukraine où un véritable coup d'Etat a été perpétré contre un gouvernement légal et légitime, bien que largement critiquable,

ses interventions désordonnées et velléitaires en Afrique, hormis l'intervention récente au Mali, alors que ce continent doit rester au cœur de nos préoccupations, oui, malheureusement, on le voit de manière systématique, la France n'a aucune vision globale…

Il s'agit donc de redonner en priorité à notre politique étrangère sa dimension universelle et globale, mais aussi d'inaugurer une vraie politique régionale et continentale en Europe, de Brest à Vladivostok, et de rebâtir une politique digne de ce nom avec le Proche, le Moyen-Orient et l'Afrique qui corresponde à des solidarités historiques anciennes et non seulement à des mécanismes technocratiques ou uniquement « économiques ».

Mais pour cela, nous devrons nous dégager de toutes les superstructures contraignantes telles le commandement intégré de l'OTAN, que le général de Gaulle avait quittée et que Nicolas Sarkozy a voulu à tout prix réintégrer ; telle l'Union Européenne sous la forme que nous connaissons aujourd'hui.

Je veux défendre cette France libre et fière, capable de porter sa propre vision du monde, capable d'être une force respectée qui aide à la Paix universelle.

Vérité et courage, voilà quels seront mes principes d'action. Voilà quels seront les moyens de parvenir à la France apaisée que nous souhaitons.

Dans un texte titré « Que peuvent être les hommes les meilleurs dans une démocratie ? », Claude Polin explique que celui que le peuple choisit pour le représenter n'est que l'ombre du peuple, mais que ce peuple projette en avant de lui pour mieux le suivre. »

J'ai rarement trouvé définition plus juste et plus conforme à ma pensée.

Même président de la République, même élu, on n'est pas propriétaire de la voix des Français, mais mandataire du peuple lui-même, on agit par délégation du peuple mais, en démocratie, le peuple doit toujours pouvoir s'exprimer directement s'il le souhaite.

C'est la raison pour laquelle on ne peut être démocrate sans être un fervent défenseur du référendum.

Et, mieux encore, si on ne défend pas le référendum d'initiative populaire qui permet aux Français de donner leur avis quand ils le souhaitent ! Si on ne leur permet pas de demander par eux-mêmes des référendums ! Je sais que cette idée agace beaucoup les partis du système.

Mais moi, je n'ai aucun problème avec le fait que le peuple puisse prendre la parole de lui-même. Je trouve même cela très sain.

Quand on est pour la démocratie, on n'est pas pour la démocratie à moitié.

Si un grand nombre de citoyens, prenons par exemple un seuil de 500 000 personnes comme en Italie, signent une pétition pour organiser un vote national sur une question qu'ils considèrent comme importante, eh bien le gouvernement a le devoir d'organiser un référendum.

C'est aussi simple que cela la véritable démocratie directe !

En 2007, Nicolas Sarkozy nous a vendu le référendum au rabais. Déjà, il a piétiné celui de 2005 avec le traité de Lisbonne : on ne le rappellera jamais assez.

Mais il avait aussi dit que les Français pourraient lancer eux-mêmes des référendums. Et vous savez ce qu'il nous a donné à la place de ça ?

Un « référendum d'initiative partagée ». « Partagée » : c'est joliment dit !

Si vous n'en avez jamais entendu parler, c'est normal, ça n'a jamais eu lieu et ça ne risque pas d'avoir lieu.

« Partagée », ici, ça veut simplement dire que vous pouvez toujours attendre : pour qu'un référendum soit organisé, il faut la signature d'1/5e des parlementaires. C'est-à-dire 185 députés ou sénateurs. Rien que ça.

En gros, parce que le peuple n'est pas assez grand pour décider tout seul, il a besoin que des élus lui disent s'il est permis de demander la parole ou pas.

Et pour être sûr qu'il n'y ait jamais de référendum, Monsieur Sarkozy a mis un seuil de 4,6 millions de signatures pour une pétition. Circulez, il n'y a rien à voir.

Nous, nous voulons un vrai référendum d'initiative populaire. Je pense même que sur certains sujets, comme les sujets de société, c'est au peuple de faire valoir ses idées, et non aux politiques de leur imposer : c'est à la société de dire ce qu'elle veut.

Je crois profondément que les gouvernements et le chef de l'Etat doivent se concentrer sur les grands défis auxquels notre pays fait face, comme le chômage, l'immigration, le terrorisme, la souveraineté nationale, la défense nationale, la diplomatie, l'école, la pauvreté, et qu'il faut rendre à la société les sujets de société.

Il ne s'agit pas de faire un référendum tous les quatre matins sur tel choix économique du gouvernement. On deviendrait inefficace.

Mais regardez les Suisses : ils peuvent voter quand ils le veulent, et pourtant ils n'abusent pas de ce droit. Ils font simplement vivre leur démocratie.

La conséquence immédiate de ce que je viens de dire, c'est qu'il y a beaucoup de choses qui, dans notre régime actuel, vont se révéler inutiles.

Avec plus de démocratie directe, on se rendra vite compte qu'il y a beaucoup d'échelons qui ne servent à rien, si ce n'est à recaser les amis.

Nous travaillerons donc à remettre la hiérarchie des normes à l'endroit et sortir de la confusion générale des compétences et des interventions en réinstallant la séparation saine des pouvoirs pour plus d'efficacité de l'Etat.

Cette clarification passera évidemment par une réflexion sur le rôle des conseils régionaux, le rôle du Sénat, le nombre d'élus pléthoriques notamment à l'Assemblée nationale toujours pas représentatifs des forces politiques françaises.

Plus de démocratie, nous l'avons dit, c'est à la fois plus de référendums, et plus de clarté dans les échelons de décision. Mais c'est aussi autre chose, de très important.

C'est plus de possibilités de s'informer.

Une démocratie vivante, c'est une démocratie dans laquelle chaque opinion peut être défendue ET entendue.

Or en France, on n'entend pas beaucoup d'autres opinions que celles qui sont estampillées par le Système.

La liberté des médias, ça c'est un autre sujet fondamental pour une démocratie véritable.

Et sur la liberté des médias, on ferait bien de s'inspirer d'autres pays.

Vous savez, je ne suis pas une grande admiratrice du modèle anglo-saxon.

Je critique souvent la domination américaine sur la France et sur ses élites : les écoutes de la NSA, le Traité transatlantique dont je demande d'ailleurs solennellement à François Hollande de se retirer des négociations, les sanctions absurdes contre la Russie (qui ruinent notre agriculture par ailleurs).

Tout cela, c'est totalement exact.

Mais il faut aussi reconnaître les qualités quand on les voit. C'est une question d'honnêteté intellectuelle.

Il faut reconnaître une qualité aux Anglais et aux Américains, une qualité qu'on n'a pas en France : eux, ils ont une vraie liberté de la presse.

Je vous donne un exemple simple : en Angleterre, vous avez actuellement la moitié de la presse anglaise qui est favorable au Brexit. Cela, c'est totalement impensable en France.

Imaginez si la moitié de la presse française était d'accord avec le Front National sur l'Union Européenne… C'est inimaginable pour nous.

Pourquoi ?

Parce que les journaux qui feraient ça seraient immédiatement accusés.

Accusés de quoi ?

Je vous laisse deviner. De « faire-le-jeu-du-Front-National ». Le jeu du Front National. J'ai tellement entendu ça, que ça en devient drôle.

J'aimerais bien jouer « au jeu du Front National » moi aussi, ça a l'air amusant ! C'est un jeu où les règles sont simples j'ai l'impression : plus on tape sur le Front National, plus on gagne des points.

Et plus c'est bête, moins c'est argumenté, plus les points se multiplient.

Pas des points dans les sondages bien sûr.

Des points pour faire carrière ou avoir le droit de passer à la télévision. Qu'elle que soit la nullité que vous ayez à vendre, tant que c'est anti-Front National, c'est bon pour passer à la télé. Magique !

En revanche les points dans les sondages et surtout dans les urnes mes chers amis, c'est nous qui les gagnons.

Car plus ils tapent bêtement sur nous, plus on en gagne. Tout simplement parce que nous, on ne prend pas les Français pour des imbéciles.

En Angleterre, c'est 50/50 dans les médias : on peut défendre l'Union Européenne, on peut défendre la sortie de l'Union Européenne.

Une telle liberté de ton est impensable dans la France d'aujourd'hui.

Ils ont eux aussi des idéologues, bien sûr, mais dans l'ensemble, là-bas il y a une libre concurrence dans les médias : vous choisissez l'information que vous voulez.

Ici, les médias défendent toujours la concurrence, mais pour les autres : jamais pour eux-mêmes !

Il n'y a aucun domaine qui soit plus anticoncurrentiel en France que les médias : ce sont des gros monopoles, pas rentables, gérés par des idéologues, qui répètent tous la même chose.

Selon Reporters Sans Frontières, qui ne peut pas être accusé de rouler pour nous, la France a perdu en 2016 : 7 places dans le classement mondial de la liberté de la presse.

On était 38e, ce qui n'était déjà pas brillant. Maintenant on est 45e.

On est derrière le Burkina Faso et le Botswana !

Je cite le rapport de Reporters Sans Frontières de 2016 sur la France :

« Le paysage médiatique français est largement constitué de groupes dont les propriétaires ont d'autres intérêts, qui souvent pèsent beaucoup plus que leur attachement au journalisme. Cette situation entraîne des conflits qui font peser une menace sur l'indépendance éditoriale, et même sur la situation économique des médias. »

Ce n'est pas moi qui fais ce malheureux constat. C'est une ONG, et pas n'importe laquelle.

Briser les monopoles dans les médias, voilà qui est vraiment démocratique. Et il est parfaitement possible de s'y atteler dans le cadre des lois de la République.

Nous, nous voulons recréer les conditions du débat démocratique.

Nous ne voulons pas que tout le monde soit forcément d'accord avec nous. Plus il y a de gens en accord avec nos positions, mieux c'est.

Mais nous voulons convaincre par nos idées, pas faire du bourrage de crâne.

La démocratie apaisée devra veiller à un fonctionnement sain et pluraliste des médias, pour libérer le journaliste des pressions gouvernementales, privées ou du politiquement-correct.

Et d'ailleurs, je le dis en passant, mais c'est important : Internet nous donne aujourd'hui un moyen phénoménal de convaincre de plus en plus de Français.

Avec les réseaux sociaux, on peut court-circuiter les médias traditionnels. Mais pour cela, il faut que chaque militant s'empare des réseaux sociaux pour convaincre.

Je le vois tous les jours : vous tous, sur Facebook, sur Twitter, sur les forums, vous faites vivre le débat.

Vous êtes intelligents, vous êtes drôles, vous êtes convaincants.

Vous ne correspondez pas à l'image que les médias veulent donner de vous. Pour 2017, j'espère que grâce à Internet, vous serez une redoutable force de frappe démocratique.

J'ai d'ailleurs le plaisir de vous annoncer que nous venons de dépasser le million de soutiens sur Facebook.

Dans tous les cas, je continuerai de monter en puissance dans ma relation directe avec les Français, sans intermédiaire, par les réseaux sociaux, au travers notamment de mon blog « Carnets d'espérances ».

Conclusion

Mes chers compatriotes, les mois qui viennent donneront le tournis aux Français.

Les primaires aux 14 candidats iront de coups tordus en pseudo rebondissements, tandis que dans la majorité les ambitions s'aiguiseront entre le calife de l'Elysée et les 2 Iznogouds du gouvernement.

Ce ne sera pas passionnant.

Ce sera même usant.

Cela ne vous donnera sûrement pas envie de vous déplacer l'an prochain pour aller voter.

Et c'est profondément regrettable.

Car l'abstention est le piège de ceux qui veulent congédier le peuple pour que jamais rien ne change vraiment.

Il faudra donc résister à cette tentation du retrait.

En ce qui nous concerne, sachez que nous ferons tout en tout cas pour vous donner, vous redonner le goût de l'engagement citoyen et du débat public.

Malgré les pressions médiatiques, malgré le spectacle affligeant de nos adversaires, nous maintiendrons le cap.

Le cap des idées, le cap de vos problèmes et de nos solutions.

Nous ferons tout pour éviter les pièges de la polémique politicienne, dans laquelle il est si facile de tomber. Même si les idées attirent 100 fois moins les caméras et les micros que les joutes de petits chefs, nous tiendrons bon.

C'est l'engagement que je prends devant vous.

Si vous nous entendez dénigrer nos propres amis, allumer des buzz inutiles, verser dans l'accessoire, c'est que nous aurons failli, n'hésitez pas à nous en faire le reproche, il sera justifié.

Même si je sais qu'il y a parmi nous des convictions patriotiques suffisamment ancrées pour nous empêcher de tomber dans ces travers.

Je l'ai dit, il y a un cap, et donc un capitaine, je suis ce capitaine.

Nous parlerons Santé, nous parlerons école, nous parlerons environnement, nous parlerons emploi, retraites, immigration, terrorisme, Europe, francophonie, culture, jeunesse, droit des femmes, innovation, fiscalité. Nous parlerons de vous et de notre projet pour vous !

J'en suis convaincue : il n'y aura pas de France apaisée sans démocratie apaisée. Le tourbillon de l'info consommée en 10 minutes, la valse du buzz, le vacarme des polémiques futiles troublent profondément la démocratie.

Nous les laisserons aux autres.

Tout en espérant que nos adversaires parviennent aussi à être à la hauteur du grand débat démocratique qu'attendent les Français.

Quand vous douterez, pensez à la France.

Ne pensez qu'à la France, et vous retrouverez le goût du combat ! Laissez parler votre cœur et votre raison, ils sont les meilleurs guides.

Et demain la France apaisée ne sera plus seulement une affiche, mais notre réalité de Français heureux et fiers de l'être!

Ayez confiance, soyez des messagers optimistes du grand retour de la France !

Portez partout la bonne nouvelle patriotique avec votre sourire et votre joie de Français libres !

L'heure de la France va bientôt sonner à l'horloge du monde !

Vive la République !

Vive la France !

ANNEXE 14 – DISCOURS DE CLOTURE DE L'UNIVERSITE D'ETE DU FRONT NATIONAL A NICE LE 11 SEPTEMBRE 2011

Bonjour mes chers amis et merci à tous,
Merci pour ces magnifiques universités d'été,
Merci à tous les intervenants pour leurs contributions passionnantes,

Et puis, salut très fraternel à nos compatriotes de toute la France,
Métropolitaine, les Guyanais, les Martiniquais, les Guadeloupéens, les Wallisiens, les Haïtiens, les Calédoniens, les Réunionnais, les Mahorais, les Saint-Pierrais et Miquelonnais, et enfin à nos compatriotes expatriés qui suivent en direct ce discours sur internet avec nous.

En cette rentrée politique, je crois mes chers amis que nous pouvons être fiers de nous. Souvenez-vous, ce n'est pas si loin, même si cela semble faire une éternité, c'était en 2007, au lendemain des législatives. Notre mouvement, le seul dans lequel les Français auraient dû pourtant avoir fait confiance, s'est retrouvé considérablement affaibli à tous les niveaux.

Nous avons depuis remonté la pente, c'est peu de le dire.
Sans faiblir et sans nous laisser impressionner par les rodomontades du système, nous avons patiemment travaillé à faire éclore la vérité.
Et aujourd'hui, cette lumière crument jetée sur le pouvoir sarkozyste le révèle tel qu'il est vraiment, une immense tromperie.

Sans relâche, nous avons parlé aux Français. Nous leur avons expliqué que les voies sur lesquelles le pouvoir nous emmène sont celles de la perdition. Et les Français ont commencé à le comprendre.
Sans jamais perdre confiance, nous avons travaillé, travaillé et encore travaillé.
Nous avons su dénoncer l'enfumage gouvernemental permanent, mais nous avons aussi développé nos analyses sur la situation de la France.
Nous avons enrichi notre discours et nos propositions qui sont aujourd'hui au centre des débats.

Nous avons eu le courage de faire de la vraie politique, d'aller parler au peuple entier et de rejeter les petites stratégies électoralistes qui sont la nourriture quotidienne de nos adversaires.

Les Français ont recommencé à croire en nous.
Nous avons progressivement amélioré nos résultats électoraux. Aux élections régionales, d'abord, et plus encore aux dernières élections cantonales.
Nos performances ont fait trembler le système, et je peux vous le dire, il n'a pas fini de trembler.

En interne nous avons réglé nos problèmes financiers. Nous avons spectaculairement accru le nombre de nos militants et avons réorganisé notre mouvement pour en faire une véritable machine de guerre, prête aujourd'hui pour l'élection présidentielle.

Bien sûr, mes chers amis, nous n'avons pas toutes les facilités que s'octroient les partis qui se succèdent au pouvoir depuis tant d'années. Nous sommes loin d'avoir leurs considérables moyens financiers. Nous ne bénéficions pas des mêmes largesses médiatiques. Nous ne sommes pas soutenus par leurs amis, les puissances d'argent.
Mais nous avons beaucoup plus.

Nous avons des richesses bien supérieures. Nous avons la sincérité de notre engagement, la force inébranlable de nos convictions. Nous avons cette foi tenace dans notre capacité à faire bientôt triompher nos idées parce que nous avons l'énergie de ceux qui croient en la justesse de la cause qu'ils défendent.

Et si nous sommes si forts aujourd'hui, c'est que nous avons aussi la liberté de parole de ceux qui ne sont inféodés à personnes.
C'est parce que nous avons ce bien le plus précieux, l'indépendance de notre action politique. Et c'est pour ça, c'est pour cela que de partout, anonymes ou connus, malgré les obstacles, on nous rejoint.

Certains à petits pas. Certains dans un grand élan comme l'ont fait Gilbert Collard, Jean-Paul Letombe, l'ancien doyen Bruno Lemaire. Hier, Paul-Marie Couteau que je ne présente pas. Bernard Prudhon, ce matin Daniel Feydoux, ancien dirigeant du RPF de Charles Pasqua et de Philippe de Villiers.
Je salue d'ailleurs la présence dans la salle de monsieur Curet secrétaire général du RPF et de Jacques Perrat, ancien Maire de Nice.

De toutes ces forces internes et externes, mes chers amis, chaque jour nous tirons le courage de mener le seul combat qui vaille.
Le combat pour la liberté de notre grande nation.

Le combat pour le bonheur de la France et des français, parce que notre action n'est guidée que par ce seul objectif.

Notre vitalité et notre ferveur contrastent avec ce que sont devenu les grands partis, ces vieux mastodontes, archétypes d'un système à bout de souffle, d'un système dépassé, d'un système agonisant. D'un ancien système.

L'UMP, le PS et leurs satellites ont trompé les Français.
L'UMP a depuis longtemps trahi la nation, le PS ne cesse de trahir la république.
L'UMPS n'a plus qu'une seule obsession, non pas celle de travailler au service des Français, mais celle du pouvoir, du pouvoir pour le pouvoir.

Le parti socialiste, celui qu'a créé Jaures, est aujourd'hui dirigé par Harlem Désir. Voyez le chemin parcouru.

Le parti socialiste qui n'a rien d'autre à proposer qu'une copie de ce que fait déjà aujourd'hui l'UMP au pouvoir, ne s'acharne pourtant qu'à se trouver un chef.
Il s'agit donc de trouver celui ou celle qui portera ces couleurs à la présidentielle.
Mais pour y dire quoi ?
Pour y porter quel message ?
Quel est aujourd'hui le projet du parti socialiste ?
Que propose-t-il sinon faire la même chose que l'UMP ?

Nicolas Sarkozy fait exploser l'immigration ? Le Parti socialiste s'engage à faire encore plus, sans doute mécontent parce que Lionel Jospin faisait moins d'immigration de Nicolas Sarkozy, et même beaucoup moins.

Nicolas Sarkozy ruine la France pour sauver l'Euro ? Le Parti socialiste lui demande de la ruiner plus vite, sans doute jaloux que le champion de la dette soit Nicolas Sarkozy.

Nicolas Sarkozy veut la dissolution de la France dans l'Union européenne, dans la mondialisation. Le Parti socialiste applaudi encore des deux mains, sans doute meurtri que Nicolas Sarkozy soit devenu le meilleur héritier de François Mitterrand.

Mais quel est le sens de cette opposition ? De quelle opposition peut-on parler quand on est d'accord sur l'essentiel ? La véritable opposition, c'est nous, mes chers amis.
La véritable opposition c'est le modèle de souveraineté, de justice sociale et d'efficacité que nous proposons.

À l'UMP, c'est pire, je vous rassure.

Parce qu'à l'UMP il n'y a même pas l'excuse des primaires. À l'UMP c'est une primaire permanente. Ça fait des années que ça dure et ça risque de durer longtemps encore, puisque l'objectif là-bas c'est 2017.

Estrosi monte, alors qu'il est maire de Nice, un contre meeting au FN. Et Fillon, monte un contre-meeting au contre-meeting d'Estrosi.
Tout ça, évidemment, donne du gouvernement une image pitoyable.

Alors, on sait bien ce qu'ils vont faire. Nous le savons tous. Leur stratégie est totalement transparente.

On fera monter au créneau la droite populaire qui multiplie les déclarations fracassantes, jamais suivies des faits et défend des amendements jamais votés.

Les députés de la droite populaire parleront souveraineté, alors qu'ils ont voté le traité de Lisbonne qui en transféré les derniers ponts à Bruxelles.

Ils chanteront l'air de la réduction de l'immigration alors qu'ils ont soutenu la politique d'explosion de l'accueil des étrangers de Nicolas Sarkozy.

Ils réclameront fermeté, sévérité, places de prison, peine plancher, alors qu'ils ont voté tous les budgets saignant à blanc les effectifs de policiers et de gendarmes.

Ils exigeront la baisse des déficits après avoir voté dès demain, tous, je dis bien tous, le premier plan à la Grèce, et il y a quelques jours, le deuxième plan de 15 milliards d'euros. Dix-sept ont voté pour, parce qu'il y en avait 22 qui avaient piscine ou atelier macramé.

Je les entends d'ici, ils feront pleurer sur l'indépendance perdue de la France après avoir voté l'engagement en Libye sous la bannière de l'OTAN, ou terrible télescopage, on s'aperçoit aujourd'hui qu'on aide des rebelles infestés de djihadistes au moment même où se commémore l'attentat du World Trade Center.

Et puis, on reverra Guaino, vous savez, celui qui est au placard depuis 2007, qui nous parlera de la grandeur de la France, des drapeaux, d'amour de la patrie.
Il mettra dans la bouche du candidat imposteur les vocations des grandes figures de notre histoire : Charlemagne, Napoléon, Clovis, Henri IV, Clemenceau, Jeanne D'Arc. Ce sera beau comme l'Antique.

Ils l'ont d'ailleurs ressorti dès ce matin, puisqu'il a osé en appeler au Général de Gaulle afin de soutenir les fossoyeurs de sa vision de la France.

Monsieur Buisson ressortira son circuit de visite des hauts-lieux, longue épopée symbolique de la France, comme si l'identité française se résumait à un circuit touristique.

Oui mes amis, préparez vous à revivre tout cela. Comme un disque rayé, les équipes de campagne de Nicolas Sarkozy s'apprêtent à nous rejouer la même musique. Le petit journal de Canal + qui traque les discours copiés/collés du président Sarkozy aura, à mon avis, de quoi se régaler.

Mais, l'imposteur peut incontestablement, et parfois brillamment imiter le discours. Il peut même emprunter le costume. Mais il ne peut en incarner l'esprit.
C'est parce qu'ils se moquent de l'esprit de la France que Nicolas Sarkozy n'est pas capable de le défendre.

C'est parce qu'il n'a pas conscience que le patrimoine de France appartient aux Français qu'il l'a vendu massivement. Hôpitaux, casernes, bâtiments nationaux, tribunaux.

Parce qu'il se refuse à admettre que l'unité, l'influence et l'esprit de la France passent par la protection scrupuleuse de notre langue qu'il l'a, comme l'a si bien dénoncé Paul-Marie Couteau hier, laissée s'affaiblir dans nos écoles et dans le monde.

C'est parce qu'il ne perçoit pas la force qui lie une nation et son peuple qu'il retire progressivement à celui-ci la liberté de décider de son avenir, le privant des grandes décisions au bénéfice du monstre technocratique à trois têtes : FMI, BCE, UE.

C'est parce qu'il n'est pas viscéralement convaincu par la démocratie qu'il a violé de manière aussi brutale la volonté du peuple en lui imposant la constitution européenne pourtant rejetée par référendum.

C'est parce qu'il n'a pas compris la réserve des Français à l'égard de l'étalage vulgaire de richesses qu'il a pris pour un complexe ce qui était juste de la pudeur et qu'il a cru bon de multiplier les séquences bling bling et d'exposer outrageusement ses liens avec le show-business et le CAC40.

C'est parce qu'il croit que Président de la République est un job comme les autres qui mérite d'ailleurs une augmentation de salaire de 174% qu'il n'a jamais su incarner l'intérêt général et a marqué son mandat du sceau du copinage et de la défense des intérêts particuliers, imitée d'ailleurs en cela immédiatement par ses ministres Woert, Amara, Blanc, Joyandet, Alliot-Marie et j'en passe et surement des bien pires.

Alors, Henri Guaino a eu beau lui expliquer, Nicolas Sarkozy ne comprend pas. Il imite, il répète, il fait de la com, il joue la comédie, mais il n'incarne pas.

Les Français veulent un chef de l'État, pas le président d'un parti. Pas celui d'une coterie, mais le président d'un pays qui, à chaque minute, se doit de penser d'abord à l'intérêt national. Un président qui impose que chaque décision prise le soit à l'aune de cette unique question : où est l'intérêt de la France et des Français ?

Alors, puisqu'ils ne le feront pas, faisons donc ensemble cet exercice. Est-ce l'intérêt de la France d'avoir imposé à notre pays une immigration massive ?
À l'évidence, non. Surtout lorsque prêt de 5 millions de nos compatriotes sont au chômage.
Mais quel intérêt peut-il y avoir à faire entrer légalement, légalement, 203 000 immigrés supplémentaires chaque année, dont 5% seulement ont un contrat de travail. Et le reste reste donc à la charge des contribuables.

78% de plus que sous Jospin. Il faut quand même le faire.
Mais il n'y a qu'un seul objectif à cela, c'est évidemment de peser à la baisse sur les salaires, de tenter sur le dos des salariés de grappiller quelques points de compétitivité dans une enchère folle à la baisse avec les pays émergents.

Le marché du travail, mes chers amis, comme son nom l'indique, est un marché qui évolue en fonction de l'offre et de la demande. Il ne faut pas être polytechnicien (pardon Nathalie) pour comprendre qu'en période de chômage massif, plus il y a de demandeurs d'emploi, plus les salaires baissent.

Pas plus qu'il ne faut être sorti des grandes écoles pour percevoir que faire entrer chaque année l'équivalent en nombre d'habitants de la ville de Rennes, alors que 1,2 million de ménages sont dans l’attente d'un logement social, va entrainer une pénurie de logements et une augmentation terrifiante des loyers. Plus 24% en 10 ans selon une étude récemment publiée.

Le ministère des Affaires sociales, excusez-moi, aura beau commander une étude à l'Université de Lille pour expliquer aux naïfs que l'immigration enrichit la France, que chacun prend conscience qu'en important des chômeurs à qui on accorde l'accès à tous les guichets, on ne peut que gravement mettre en péril l'équilibre de nos budgets sociaux. Gravement et même très gravement si l'on en croit Yves-Marie Leland, ex-président du comité économique de l'OTAN tout de même, qui a enseigné à l'ENA, qui a enseigné à Dauphine et qui évalue à 70 milliards d'euros par an le coût de cette folle politique d'immigration.

Il suffit, enfin, d'avoir des yeux pour s’apercevoir que cette arrivée massive en un temps très bref, vingt ou trente ans, de femmes et d'hommes ayant pour une très grande majorité une culture très différente de la nôtre, rend toute assimilation inopérante, voire impossible.

La France se voit ainsi confrontée au multiculturalisme qui bouleverse ses lois, ses mœurs, ses traditions, ses valeurs de civilisation et son identité.
Alors que l'on sait pourtant que les sociétés multiculturelles deviennent toujours des sociétés multiconflictuelles.

Alors, je le dis ici solennellement, l'intérêt de la France est de cesser toute immigration et même d'en favoriser l'inversion des flux.

Nous avons en effet largement la capacité de former des soudeurs, des ouvriers, des serveurs, des cuisiniers, des médecins ou des ingénieurs. Nous n'avons pas besoin d'immigration de travail parce qu'il n'y a pas de travail et que dans cette période difficile, le peu qui existe doit d'abord profiter aux nôtres.

Quant à l'argument cynique et systématique d'ailleurs, qui voudrait que nous fassions venir des travailleurs pour occuper des postes que les Français refusent, il faut lui tordre le cou. Bien sûr, surement il y a des profiteurs qui, quelle que soit la circonstance, trouvent une bonne excuse pour refuser de travailler. Mais l'immense majorité des emplois difficiles ne sont pas pourvus tout simplement parce qu'ils sont mal payés.

Il ne faut pas faire appel à l'immigration, il faut réhabiliter le travail manuel et s'intéresser à la pénibilité de celui-ci. Ce sont souvent des métiers très durs. Dans le bâtiment, dans la restauration, qui s'ils étaient payés à leur juste valeur et reconnus comme tels, procurerait évidemment beaucoup plus d'attrait. Mais nos politiques en cheville avec certains grands décideurs économiques préfèrent faire venir de la main-d’œuvre bon marché pour soumettre ces emplois aux grilles de salaires minimalistes.

J'y vois bien l'intérêt du MEDEF, mais je ne vois pas l'intérêt des Français. Parce que, mes amis, cet écrasement des salaires appauvri nos travailleurs, appauvri notre pays tout entier au sacrifice de quelques-uns qui en veulent toujours plus.

On arrive quand même aujourd'hui à fabriquer, par millions, des travailleurs pauvres, des gens qui ne peuvent pas vivre décemment de leur salaire. Cette folle dérive doit et peut cesser. Et pour cela, il faut rééquilibrer le marché du travail. Et ce rééquilibrage passe, entre autres, par l'arrêt de l'immigration légale couplé à une politique dissuasive d'immigration.

Parce que c'est bien de maîtriser ses frontières, mais si on continue à faire une politique incitative d'immigration, il aura toujours des pauvres hères qui tenteront, pour trouver l’Eldorado, de venir dans notre pays au risque parfois de leurs vies, comme on l'a vu à Lampedusa.

C'est quoi la politique dissuasive d'immigration ? Et bien il s'agit de la suppression de tout ce qui en France représente un appel d'air à une immigration nouvelle.

L'acquisition, par exemple, automatique de la nationalité, qu'on appelle le droit du sol qui, à Mayotte, attire par exemple, des milliers de clandestins au point que les Mahorais vont finir par être minoritaires sur leur île.

Je vous rappelle tout de même que cette situation avait poussé monsieur Baroin il y a quelques années à réclamer la suppression du droit du sol à Mayotte. Seulement à Mayotte. Et bien il a dû se faire pardonner cette petite audace.

Nous, nous souhaitons sa suppression sur l'ensemble du territoire national, car c'est l'intérêt supérieur du pays qui le commande aujourd'hui.

La crise rend plus que jamais d'actualité l'exigence qui est la nôtre que les étrangers présents dans notre pays, subviennent à leurs propres besoins, comme c'est le cas dans quasiment tous les pays du monde.

La France ne peut ni ne doit plus, les prendre en charge et la solidarité nationale doit être réservée aux nationaux.

Et puis après tout, comme le suggérait Gilbert Collard ce matin, que celles et ceux qui donnent des leçons de générosité ne se gênent pas pour ouvrir leurs chéquiers, partager leurs biens et les loger dans leurs résidences secondaires.

Parce que nous, mes chers amis, nous avons des Français à aider.

Dans ce domaine, vous admettrez, dans le domaine de l'immigration, qu'on a quand même un mal fou à voir la différence entre l'UMP et le PS.
Je vous disais tout à l'heure qu'en 2000 sous Lionel Jospin il y avait 114 000 entrées légales.
En 2010 sous Sarkozy il y en a eu 203 000. 78% d'immigration en plus que les socialistes.

L'interdiction de renvoyer dans leur pays les étrangers criminels, les socialistes l'avaient rêvé, Sarkozy l'a fait.

Le recul de la laïcité et l'aboutissement de toutes les revendications communautaristes, la gauche l'espérait, la droite l'a fait.

Le CFCM (Conseil français du culte musulman) aux mains des fondamentalistes, les prières de rue qui se multiplient alors que j'ai levé ce problème il y a des mois. Les

baux emphytéotiques ou les garanties d'emprunt des collectivités territoriales pour la construction d'édifices religieux. La généralisation du halal. La finance islamique mise en place par madame Lagarde.

Tout, je dis bien tout, même le concert de SOS racisme le 14 juillet dernier à la Concorde, comme au bon vieux temps de François Mitterrand.

Les régularisations de clandestins qui s'effectuaient sous les socialistes une fois pas an, massivement une fois par an, sont devenues des régularisations massives au jour le jour. 20 000 selon Le Monde en 2010.

Alors, une seule question se pose. Les Français ont-ils élu Sarkozy pour cela ?
Parce qu'avec les socialistes, nous savons où nous allons, ils ne sont jamais décevants dans le pire.

Alors dans ce domaine comme dans bien d'autres, moi je viens vous dire qu'il n'est pas trop tard pour agir et pour remettre un peu d'ordre dans notre pays.

Appliquer les règles simples, mais fermes de la dissuasion migratoire.
Inscrire dans notre constitution le refus de tout communautarisme pour stopper net les revendications et préserver notre culture, notre identité et les valeurs de notre république.
Lancer, mes chers amis, des signaux clairs et compréhensibles pour tous.
La laïcité ne se négocie pas et chacun doit se plier aux lois du pays qui l'a accueilli.

La nationalité n'est pas une situation administrative, c'est un privilège, un engagement, une fierté, une volonté et la nation a le droit d'être exigeante dans ses choix.

La régularisation des clandestins est une ineptie.
Ceux qui viennent ou se maintiennent sur notre territoire illégalement, ne peuvent, ni ne doivent être régularisés.
Soit, ils sont en situation légale, soit ils ne le sont pas. Et dans ce cas, ils ne doivent pas pouvoir obtenir de titres de séjour.

Mais enfin, à qui viendrait en effet l'idée de laisser un objet à quelqu'un qui l'aurait obtenu frauduleusement ?
À quel chef d'entreprise laisserait-on l'argent qu'il a détourné de sa société ?
Les régularisations de clandestins sont une incitation à violer la loi et même une récompense. Elles sont inadmissibles dans un état de droit.

Elles sont de surcroit une injustice incroyable à l'égard de ceux des étrangers qui ont fait l'effort de réclamer les autorisations légales et de remplir les conditions exigées pour les obtenir.

Si je suis élue, je ferai donc voter la suppression de la loi autorisant la régularisation des clandestins.

La régularisation des clandestins disparaitra purement et simplement de notre droit. Cette mesure correspond à l'intérêt de la France, au respect de son autorité et à la justice la plus élémentaire.

Et puisque nous parlons justice, et donc sécurité, là encore on se perd en conjectures sur les raisons qui président à tant de laxisme. Incompétence ou faiblesse, je crois qu'il n'est plus temps de se poser la question. Le constat est là, clair, simple et redoutable. La criminalité gagne du terrain. Sa brutalité devient monnaie courante. Elle est devenue pour certains un mode de vie, pour d'autres un loisir. Elle ne fait pas qu'empoisonner la vie de nos compatriotes, elle les fait souffrir et avec eux notre économie qui, dans certains quartiers, est à l'arrêt.

Car l'impact est aussi économique. La valeur des biens dans les quartiers criminogènes s'effondre. Les commerces se fuient et se bradent. Les services publics disparaissent.

Lorsque le maire de New York, Rudolph Giuliani, a imposé la tolérance zéro, je vous rappelle que cette ville était devenue invivable, des quartiers entiers étaient de véritables coupe-gorge. En quelques mois la délinquance a baissé de moitié et la conséquence immédiate au-delà d'un bien-être retrouvé, bien sûr, a été le redressement de l'économie de la ville.

L'insécurité, mesdames et messieurs, est un fléau humain et économique. Elle coûte 115 milliards d'euros par an selon une récente étude de Jacques Bichaud, économiste et professeur émérite à Lyon 3.

Il est, là encore, urgent de changer de logiciel. Ce n'est pas aux statistiques de la délinquance qu'il faut faire la guerre, c'est aux délinquants.

Il manque de manière urgente 40 000 places de prison, ne serait-ce que pour être au niveau de nos partenaires européens. Cela fait des décennies que le constat du manque de place est fait sans qu'aucune décision ne soit prise pour y remédier. Ça fait 2, 3 ou 4 campagnes présidentielles que l'on entend sur tous les tons Jean-Marie Le Pen réclamer des dizaines de milliers de places de prison supplémentaires.

5 000 leaders sont connus, 5 000 leaders de la délinquance détectés. Ils sont les auteurs d'une partie majeure de la délinquance dans notre pays. Il faut les mettre hors d'état de nuire tout comme il faut démanteler les réseaux de drogue qui gangrènent nos villes et pourrissent notre jeunesse.

Il faut, ces 5 000 leaders de la délinquance, ces caïds, les soumettre à une injonction civile, c'est-à-dire, interdire à ces délinquants à l'issue de leur peine de prison le territoire sur lequel ils ont sévi et constitué des bandes. Voilà une proposition concrète. Voilà une proposition forte d'application immédiate si une volonté politique le désire.

Mes amis, pour lutter contre la criminalité, arrêtons d'écouter les sociologues subventionnés et écoutons plutôt les criminologues.
Rétablissons les effectifs de police et de gendarmerie décimés sous Nicols Sarkozy. 19 000 postes en moins en six ans. Rouvrons les commissariats et les gendarmeries. Développons le renseignement criminel dans les quartiers mafieux. Appliquons des peines fermes, rapides et incompressibles. Appliquons enfin la tolérance zéro.

Et je prends l'engagement concret suivant.
Plus aucune aide sociale ne sera versée aux récidivistes délinquants ou criminels justiciables d'une peine d’un an ou plus. Plus aucune.
Les récidivistes qui sont un véritable poison pour notre communauté nationale n'auront plus droit, sous ma présidence, au logement social ni à aucune aide sociale.

On ne peut pas d'un côté tout exiger d'une société, tout recevoir d'elle sans effort et de l'autre rompre le contrat social et violenter les autres.
Si j'en appelle à la solidarité je ne vole pas, je ne blesse pas, je ne viole pas, je ne tue pas.
Si je vole, si je blesse, si je viole, si je tue, je ne peux plus en appeler à la solidarité, et je suis lourdement condamné.

Il y a des évidences, des limites, des barrières morales que j'entends rétablir sans faiblesse et qu'on ne me rétorque pas je ne sais quelle double peine qui est appliquée sans problèmes tous les jours, notamment aux automobilistes, sans que cela n'émeuve les bonnes âmes.

Une France de l'insécurité et de l'immigration, voilà ce qu'ils nous laissent.
Un pays livré à la loi des plus cruels, des plus brutaux, des plus cyniques. Et que dire de la situation économique et sociale ?

La vérité a éclaté au grand jour durant l'été chaotique que nous venons de vivre. Ils ne maîtrisent plus la situation, elle leur échappe.

Nicolas Sarkozy et ses amis multiplient les sommets, qualifiés à chaque fois de "rencontres historiques", et à chaque fois, à un rythme de plus en plus rapide, la situation replonge un peu plus bas.

Ils ne maîtrisent plus rien parce qu'ils ne comprennent pas ce qui se passe et qu'ils n'ont plus le gouvernail du bateau France.

Ce gouvernail ils l'on donné à leurs nouveaux maîtres, les banques et les marchés financiers derrière lesquels ils ne font que courir.

Ils ont la journée entière l'œil rivé sur les cours du CAC40 et les Dow Jones, adaptant leur communication politique aux desiderata des agences de notation et des salles de marché.
Qui avait annoncé la chute des pays de la zone euro les uns après les autres, précisant même dès le départ quels pays seraient touchés ?
C'est Nicolas Sarkozy ? C'est le parti socialiste ? Ce sont les brillants experts, toujours les mêmes, qui colonisent les plateaux de télévision depuis des années ?
Non, bien sûr. C'est nous.

Les autres, ils ne cessent de nous chanter l'air de la marquise depuis 2008.
Tout va très bien, tout va très bien, tout va très bien et tout ira toujours mieux demain, surtout quelques mois avant les élections, bien sûr.

Non, mes amis, ces gens-là ne sont pas à la hauteur.
Ils ne sont pas les bonnes personnes aux bonnes places.

Un chef d'État est censé protéger son peuple et son pays. Nicolas Sarkozy ne le fait pas. Il s'agite, il tourbillonne, parle beaucoup, mais il échoue. Il est enfermé dans une grille de lecture mondialiste. Il n'est plus crédible pour gouverner la France.

Aujourd'hui la France fait moins bien que ses partenaires européens qui sont pourtant très mal en point. La croissance au deuxième trimestre, ou plutôt la non-croissance, zéro, l'a bien montré. Et si rien ne change, tout sera sacrifié sur l'autel de leur folle politique. Notre modèle social, nos services publics, notre patrimoine, nos retraites.

Tous les jours les chiffres tombent, plus terribles les uns que les autres.
Déficit historique de la sécurité sociale, moins 30 milliards, triplé en deux ans.
Les chiffres de juillet qui viennent d'être révélés portent le solde négatif de la balance commerciale à moins 43,9 milliards. Il était de moins 28,5 milliards l'année dernière.

Notre projet, bien au contraire, est fondé sur la reprise fermement en main du gouvernail. Il est temps de mettre à la corbeille leur politique de la corbeille.

Nous ne sommes pas, nous, du camp de l'improvisation, du grand n'importe quoi, des plans d'austérité annoncés, détricoté le tout en moins de dix jours.

Nous ne sommes pas du camp de la dette et des déficits permanents.

Nous ne sommes pas du camp de la soumission aux banques et aux marchés assoiffés de spéculations.

Notre souverain, notre souverain c'est le peuple français, et lui seul.
Notre guide c'est l'intérêt général, et lui seul.
Notre objectif, c'est la prospérité de la France et des Français. Mais cette prospérité elle passe, bien évidemment, par notre réindustrialisation.

Un pays comme Le Nôtre qui voit l'industrie reculer de 30% de son PIB à 13% en trois décennies ne peut pas s'en sortir. Qui a vu 500 000 emplois industriels disparaitre sous le seul mandat de Nicolas Sarkozy ne peut pas extraire du chômage de masse les millions de ne compatriotes qui y sont englués. Il ne peut pas proposer un avenir décent à nos enfants et à nos petits-enfants et éviter les 25% de chômage des jeunes et garantir une retraite digne à tous nos anciens.

Il faut produire, il faut enrichir la France.
Mes chers amis, moi je veux une France industrielle. Une France qui se retrousse les manches. Une France qui gagne.

Mais la réindustrialisation de notre pays suppose de rompre avec les dogmes qui font toute la doxa économique des grands prêtres de l'UMP, du PS et du CAC40.
Le premier de leurs dogmes, c'est la mondialisation sans frontières, la mondialisation sans limites, sans contraintes, sans régulations.

Notre projet d'espérance renverse cette perspective ruineuse.
Un seul mot l'inspire : la protection, la vraie. Pas celle des discours et des clips publicitaires des différentes équipes de campagne. Non, la vraie protection, c'est la protection de nos industries, de nos emplois et de nos travailleurs. C'est la régulation de la mondialisation, le réarmement de notre pays dans la compétition mondiale pour qu'il sorte, notre pays, de son isolement actuel. L'isolement d'une Union européenne coupée de la croissance mondiale depuis des années du fait de règles qui sont absurdes.

Protéger aux frontières par des droits de douane et des quotas d'importation anti-délocalisation qui taxeront les pays comme la Chine, qui nous font une concurrence déloyale dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture.

C'est cela qu'il faut faire.
Des protections qui pénaliseront des pays qui ne respectent aucune règle sociale et environnementale, les obligeant à entrer dans un cercle vertueux.

Le fer de lance de cette réindustrialisation sera l'État fort.
Les Français se lamentent chaque jour de voir leur État, la colonne vertébrale de notre civilisation depuis dans de siècles, affaiblis sous les coups d'une caste décidée à tout détruire sur son passage.

Ils ont beau essayer de se maîtriser, parfois le fond de leur pensée leur échappe.
Monsieur Jouyet, ancien ministre des Affaires européennes de Nicolas Sarkozy a avoué il y a quelques jours dans une émission, juste avant que j'arrive sur le plateau, je cite "il compte mettre la Grèce sous tutelle." C'est-à-dire qu'il nous a clairement expliqué pendant une émission qu'il allait, sans coup férir, remplacer la démocratie par l'oligarchie.
L'oligarchie de la Troika, parce qu'ils appellent ça la Troika. Pour une fois ils ont bien choisi le nom - FMI, BCE, UE.

Madame Kosciuzko-Morizet a admis lors du débat que j'ai eu avec elle - oui, mais de temps en temps elle fait preuve de candeur - elle m'a dit "écoutez, il ne s'agit pas du tout de sauver la Grèce, il s'agit de sauver les banques".

Winston Churchill disait "vous avez choisi le déshonneur pour éviter la guerre, vous aurez le déshonneur et la guerre".
Je vous le dis aujourd'hui, de manière plus pragmatique, on vous fait payer pour la Grèce pour éviter de payer pour les banques. Vous payerez pour la Grèce et les banques.

Nous, nous voulons, c'est vrai, un État fort.
L'État stratège que je propose organisera avec les industriels et les filières la réindustrialisation de notre pays. Il retrouvera ses leviers d'action budgétaires et monétaires. Il cessera de se battre ou de faire semblant de se battre avec une main ou peut-être même les deux attachés derrière le dos. Il ne sera plus paralysé par une Union européenne qui nous empêche de jouer à jeu égal avec les autres pays du monde.

L'État fort organisera les filières d'études pour recréer les compétences utiles à l'avenir du pays, à son rayonnement, à l'innovation. De bons ouvriers, de bons ingénieurs, des experts dans les secteurs les plus en pointe.

Et je vous fais ici une proposition pleine de bon sens et concrète, encore une fois.
Dans ce projet de réindustrialisation, mettons en valeur l'extraordinaire vivier de talents et de compétences que notre pays a la chance d'avoir à sa disposition.

Je pense à tous nos retraités de l'industrie. Ouvriers, ingénieurs, chercheurs, mais aussi à tous les seniors jetés du marché du travail beaucoup trop tôt, uniquement parce qu'ils ont 52, 55 ou 57 ans et qui sont jugés inadaptés chers.

Je vous propose de mobiliser ce formidable vivier pour la réindustrialisation du pays en affectant les volontaires à la formation de nos jeunes par la transmission des compétences précieuses dont ils disposent. Manuelles et intellectuelles. Compétences que nous n'avons pas le droit de laisser mourir.

Ces savoirs et ces savoir-faire, nous ne pouvons pas les perdre, ils seront indispensables à l'irrigation d'un nouveau tissu industriel français. Et mon gouvernement fera en sorte de les mobiliser.

Je propose ainsi que les seniors partis avant l'âge de la retraite, qui ont un savoir à partager avec nos jeunes, bénéficient en contrepartie de leur engagement de trimestres validés en extra pour leur retraite. Pourquoi pas ?

Quant à nos retraités qui seraient prêts à s'engager dans cette grande aventure collective, celle de la réindustrialisation du pays, ils pourraient jouir, en échange du temps passé, d'avantages spécifiques, comme de majoration de leurs pensions notamment.

Et puis j'en suis convaincue, mes amis. Il y aura l'armée des volontaires bénévoles qui ne demanderont rien, mais qui seront simplement désireux et heureux de pouvoir transmettre leur talent aux jeunes générations, celles qui feront la France rayonnante et industrielle de demain.

Je veux donc alléger l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.
L'alléger en supprimant le poids du chômage de masse qui plombe leur avenir.

La réindustrialisation est tout sauf une utopie. L'utopie c'était de croire qu'on pouvoir transformer la France en un pays uniquement de services, oubliant qu'une grande partie des services n'existent que parce qu'il existe une industrie.
C'est un objectif absolument réalisable, la réindustrialisation, et même une exigence qui inspirera toute mon action et toute l'action de mon gouvernement.

Je veux aussi alléger l'avenir des générations futures de l'insupportable fardeau de la dette que nous ont laissé les gouvernements successifs de gauche et de droite et, tout particulièrement, le gouvernement de Nicolas Sarkozy que j'ai surnommé le président de la dette parce qu'il le vaut bien.

Rendez-vous compte, sur 1 700 milliards d'euros de dette publique, pardon, 1 680 milliards d'euros, il faut être très très précis maintenant, parce qu'on scrute à la loupe. Sur les 1 680 milliards d'euros de dette publique, le seul mandat de Nicolas Sarkozy en explique 500, pardons, 467. Et la Cour des comptes nous dit que seul un tiers de ces 500 milliards de dettes sont imputables à la crise, le reste l'étant à la très mauvaise gestion du pouvoir sarkozyste.

On ne peut plus se permettre ce laxisme budgétaire irresponsable. Ils nous ont embarqués sur la route du surendettement. Les Français doivent imposer un changement de direction s'ils veulent éviter le précipice. Cette semaine, justement, au parlement, je vous en parlais tout à l'heure, les élus de l'UMPS ont voté 15 milliards d'euros de dette supplémentaire pour renflouer la Grèce victime de l'euro une deuxième fois.

15 milliards qui s'ajoutent aux 45 milliards de dettes déjà contractés pour renflouer la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

Et oui, vous ne le savez peut-être pas encore, mais l'UMP et le PS viennent de jeter à l'eau l'équivalent du budget annuel de l'éducation nationale, premier budget de l'État.

Mais est-ce qu'ils ont perdu la tête ?
De quel droit jettent-ils ainsi l'argent des Français par les fenêtres ? Devons-nous accepter de payer les dettes des autres, de surcroit, sans aucun résultat si ce n'est l'accélération de la crise et de la misère dans ces pays ?

Pour quoi Nicolas Sarkozy, servilement suivi par tout l'UMP et le PS, se précipite-t-il pour renflouer les pays victimes de l'Euro ? Pourquoi fait-il preuve d'un zèle si malsain dans cette situation au point que la France et le premier pays de la zone euro à faire son chèque pour la Grèce ?
Je pose encore une fois la question : où est l'intérêt national ?

Mais il est parfaitement irresponsable de creuser ainsi notre propre dette et de dilapider l'argent de nos compatriotes alors qu'on impose des sacrifices si lourds aux classes moyennes et populaires ? Tout augment : la CSG, les taxes, les sodas, les mutuelles, la durée de cotisation pour la retraite et bientôt la CSG pour les retraités.

Nos PME sont pressurées, la fonction publique d’État laminée, les services publics démantelés et pendant ce temps on jette en pure perte des dizaines de milliards dans l'incendie de la zone euro ?

Mais d'ailleurs, que feront-ils demain quand il s’agira de renflouer l’Espagne et l'Italie ? Doubleront-ils la CSG pour payer ? Accableront-ils les petites entreprises de

nouvelles taxes ? Finiront-ils de dérembourser nos médicaments pour la dette italienne et de laminer les petites retraites pour les banques espagnoles ?

La bonne gestion des deniers publics qui sera le fil conducteur de ma politique commencera par l'arrêt immédiat de ces plans de renflouement à répétition. L'argent gagné par le travail des Français doit rester en France.

Ça paraît tellement de bon sens, c'est une question de responsabilité et de solidarité avec les plus pauvres d'entre nous.

Je gèrerai les finances publiques d'une main de fer, parce que je ne me résous pas au déficit permanent, ce que la France connaît sans discontinuité depuis plus de trente ans. Les déficits, je les éradiquerais parce qu'ils nous tuent à petit feu.

Mais cette main de fer elle ne tapera pas sur les petits et les classes moyennes, ceux à qui on demande toujours plus. Mais elle tapera là où on ne tape jamais, là où il y a de réelles économies à faire.

J'engagerai ainsi un plan de désendettement massif de la France en gérant de façon enfin responsable l'argent public. Mais pour ça, il faut être capable de faire un diagnostic. Il faut être capable de faire la différence entre la bonne dépense publique, celle qui finance les services publics, l'école, la santé, les retraites, la sécurité, la défense, et la mauvaise dépense publique. Le coût de l'immigration, la fraude sociale, les dérives de la décentralisation, l'argent versé à l'UE sans retour, les niches fiscales réservées aux puissances d'argent comme la niche Copé par exemple.

Aujourd'hui, on s'en prend à la bonne dépense publique. On ferme les hôpitaux, on ferme les commissariats, les gendarmeries, les écoles, les casernes. On a même pensé à diminuer les indemnités chômage de cadres, à fiscaliser les allocations familiales. En revanche on laisse prospérer la mauvaise dépense publique. Rien n'est fait contre, au contraire. On multiplie les cadeaux aux amis du pouvoir. On accroit chaque année l'immigration légale et on laisse les conseils régionaux, les conseils départementaux, à la tête desquels s'épanouissent les roitelets, dépenser de plus en plus d'argent public et augmenter toujours plus les impôts locaux.

On fait de la com, mais on ne s'attache pas, par exemple, à lutter contre la fraude sociale. Quid des contrôles de train de vie suspects dans les camps de Roms ou dans certaines cités ? Ça, on en parle, mais on ne fait rien.

Non, eux le seul moyen qu'ils ont trouvé, ce sont des taxes et encore des taxes qui frappent les plus pauvres, les retraités et les classes moyennes. Il faut dire que quand

on a qu'un clou entre les mains, toutes les solutions ressemblent à un marteau. Mais les économies utiles, ça jamais. D'ailleurs le simple mot d'économie est un gros mot.

Il y en a pourtant à faire immédiatement. Moi je peux vous en donner quelques-unes.

Arrêt des inutiles plans de renflouement à la zone euro : 60 milliards
Suppression de la niche Copé au bénéfique des entreprises du CAC40 : 5 milliards d'euros par an
Arrêt de la contribution nette versée à l'UE : 7 milliards d'euros par an
Baisse des sommes versées par l'État aux départements et aux régions avec interdiction d'augmenter les impôts : 500 millions d'euros par an
Désactivation des 10 millions de fausses cartes vitales en circulation : 1 milliard d'euros par an

Et, mes chers amis, celles-ci ne sont que les plus évidentes.
Mon gouvernement sera impitoyable avec cette mauvaise dépense publique, en s'en donnant tous les moyens. Mais avant, parce que c'est le préalable essentiel, je dégagerai la France des griffes de ses créanciers, banques sans scrupules et marchés financiers.

Aujourd'hui et depuis quelques décennies, banques et marchés jouissent d'un monopole dans la gestion de notre dette publique. Et bien sûr, ils en profitent. Ils nous tiennent. Ils peuvent spéculer sur notre dette, ils deviennent le maître de nos gouvernants.

Souvenez-vous, Napoléon Bonaparte. Il disait " Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit".

Et c'est pour cela que nous voulons ouvrir la gestion de la dette publique à notre banque de France restaurée dans ses prérogatives. C'est pour mettre fin à cette dépendance vis-à-vis du marché et de la banque. Concrètement, l'État pourra directement, de nouveau, lui emprunter, à la banque de France, à des taux très faibles. Il n'est plus question de nous épuiser à payer des intérêts à des banques privées, des fonds de gestion sur les marchés financiers quand nous empruntons pour l'avenir de notre pays.

Voilà une vraie proposition courageuse, de bon sens, utile au pays.
Il est temps de mettre fin à la privatisation de l'argent public imposée par la loi de 1973. L'argent public doit financer les investissements publics.

Ce discours de bon sens, il perturbe les observateurs qui ne savent plus dans quelle case nous mettre. Alors on va essayer d'éclaircir, pour eux. Parce que nous, nous savons.

Notre projet n'est ni l'anticapitalisme à la Besancenot qui propose d'accrocher les patrons à des crocs de bouchers, ni l'ultralibéralisme des Sarkozy et Hollande qui imposent la loi de la jungle au bénéfice exclusif de la finance.

Notre modèle est rationnel, pragmatique, humain.
Nous défendons une économie de marché, mais dotée de frontières qui protègent et d'un État qui arbitre, qui régule, qui impulse, qui organise, qui condamne les excès et les abus, qui fait respecter une concurrence loyale en luttant contre les ententes, contre les abus de positions dominantes, contre les pressions et intimidations de la grande distribution, contre les situations de quasi-monopole.

Notre projet de redressement s'appuie sur un État qui permettra une économie libre, en rééquilibrant les armes entre les indépendants et les grands groupes. Qui s'obligera, et obligera les collectivités locales à réserver prioritairement les marchés publics aux TPE/PME françaises, dans le cadre d'un véritable patriotisme économique.

N'écoutez pas ceux qui vous disent qu'il n'y a pas d'autre choix. Soyez bien conscients que l'ultra libéralisme ravageur peut n'être qu'une parenthèse dans l'histoire de France. Il vous revient de refermer cette sinistre parenthèse et d'ouvrir une ère d'espérance.

Comme les peuples ont su refermer la triste parenthèse du communisme, vous pouvez, vous devez refermer la parenthèse du mondialisme et remettre la France au premier rang.

Cette parenthèse refermée, alors seulement, l'espoir renaîtra.
Alors au découragement de notre jeunesse succèdera la fureur de vivre.
Alors les valeurs de notre République française retrouveront tout leur sens.
Alors il fera bon naître, s'instruire, travailler, construite, grandir, investir, risquer et vieillir dans notre cher pays.

Il y a eu, incontestablement, un abaissement terrifiant de la France sous le règne de Nicolas Sarkozy. L'UMP et le PS portent la même responsabilité.
La démocratie a été gangrenée, confisquée, et les modes de scrutin choisis ne sont là que pour permettre la perpétuelle réélection des mêmes.
Depuis 30 ans les mêmes partis, les mêmes têtes, les mêmes systèmes, les mêmes affaires, les mêmes petits arrangements entre amis.

Les affaires se suivent et se ressemblent. De Giscard à Mitterrand. Et de Chirac à Sarkozy. Des diamants de Bokassa à l'affaire de Karachi. De l'affaire Urba à l'affaire Guérini. Du Crédit lyonnais aux valises de billets africains révélées ce matin par la presse, tout se passe comme la projection du même film, dans la même salle avec les mêmes acteurs.

Le peuple souffre. Le peuple saisi par cette impression de vide et de combines qui entourent le pouvoir pendant que le chômage, la pauvreté et l'insécurité plombent le moral de nos concitoyens.

Pour rétablir le peuple dans sa légitimité, sa souveraineté, sa liberté et sa dignité, nous redonnerons la parole au peuple par le biais du référendum sous toutes ses formes.
Que ce soit au niveau local ou au niveau national, sur proposition des autorités pou par saisine directe du peuple, je défendrai l'instauration du référendum d'initiative populaire déclenché à partir de 500 000 signatures au niveau national.

Alors par la force tranquille des urnes, le peuple, encore libre et souverain, décidera de son avenir et remisera au rayon des curiosités républicaines une classe politique qui avait fait vœu de copinage, de renoncement et de jouissance niaise du pouvoir.

Je terminerai enfin mon discours en citant, une fois n’est pas coutume, un grand professeur de droit. L'un des artisans de la constitution de la cinquième République, qui en raison des aléas de l'histoire n’a pas été au FN, mais qui comptait beaucoup d'amis en son sein, je veux parler de Jean Foyer.

Il disait "comme dans le romain de Swift, Gulliver à Lilliput, les lilliputiens juristes et fonctionnaires s'appliquaient à fixer les états, à les ligoter en s'imaginant que des mécanismes juridiques sophistiqués pouvaient tenir lieu de volonté politique. C'était oublier que dans la vieille Europe, la réalité est celle des nations. On voit de plus en plus combien il est malaisé de faire vivre des États qui ne sont pas des nations [FIN DE LA VIDÉO]

ANNEXE 15 – DISCOURS DE CLÔTURE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU FN À LA BAULE LE 23 SEPTEMBRE 2012

Le Front national est bien la force d'avenir et d'espoir du pays, et vous l'avez démontré tout au long de ce weekend.

Commençons, mes chers amis, par ces mots admirables de Michelet : "Français, de toutes conditions, de toutes classes, de tous partis, retenez bien une chose, vous n'avez sur cette terre qu'un seul ami sûr, et c'est la France".

Or, on ne dit jamais assez, en cette période où la plupart dévalorisent leur pays, en cette période où il est de bon ton de se moquer de la nation, en cette période où les patriotes ont moins que d'autres la possibilité de s'exprimer, on ne dit jamais assez l'amour que l'on a pour la France.

Vous êtes toutes et tous rassemblés ici parce que vous aimez la France. Vous l'aimez d'un amour fidèle et sincère, en dépit des épreuves, en dépit des discours démoralisants, en dépit de toute l'énergie que mettent beaucoup d'autres à vouloir la détruire.

Vous êtes ici rassemblés parce que vous avez foi en un monde meilleur. Vous avez foi en un monde meilleur en dépit de la désespérance dans laquelle on cherche à enfermer chaque jour notre peuple. Vous avez foi en un monde meilleur parce que vous savez nourrir votre espoir des 1000 projets que nous formons pour la France.

Vous êtes ici rassemblés parce que vous partagez cette passion commune qui nous unit et donne un sens à notre engagement collectif : la politique.

Vous aimez la politique, vous aimez le débat, vous aimez le combat pour vos idéaux, parce que c'est ainsi que vous voulez changer le monde et défendre votre pays.

Alors, je ne m'abaisserai pas, je ne vous abaisserai pas, à vous parler de la petite politique, celle qui s'étale vulgairement tous les jours dans vos journaux, celle qui, au fond, n'intéresse plus grand monde tant elle est méprisable.

Je ne vous parlerai pas de ces petites combines, de ces guéguerres, de ces spectacles minables auxquels on nous donne chaque jour la peine d'assister.

J'ai 15 000 parrainages et moi 30 000, et moi 35 000 et moi 45 000. Qui dit mieux ? 1, 2, 3, adjugé vendu.

Les partis politiques en déroute qui s'enfoncent dans la désunion et les combats de coqs, ça ne m'intéresse pas.

Les responsables politiques d'une droite qui cherche à masquer le vide de leur projet, la mollesse de leur conviction, leur absence de vision derrière une guerre des chefs qui s'affiche sans vergogne aux yeux des Français, tout cela ne m'intéresse pas et n'intéresse plus personne.

Copé, Fillon ou Sarkozy, peu me chaut. Tout cela appartient au passé. Ce sont de petites guerres de pouvoir qui ne sont pas à la hauteur de la France.

Je me tourne vers l'avenir.

Je voudrais vous parler aujourd'hui de notre rôle, notre mission, de notre responsabilité, parce que nous avons les clés du destin de la France. Notre engagement aujourd'hui, comme demain, est essentiel.

Dans la poursuite de ma candidature à l'élection présidentielle, réaffirmons avec force notre vision de la France, de la société, du monde.

Continuons de porter haut nos convictions, nos propositions, notre projet pour la nation. Avançons encore et toujours vers les portes du pouvoir. Poursuivons notre ascension et préparons-nous à prendre bientôt les reines d'un pays qui a tant besoin de nous.

Ne nous contentons pas, mes amis, d'aiguiller le débat public comme nous le faisons de plus en plus. C'est bien, mais ce n'est pas assez.

Nos idées infusent, se développent, sont souvent reprises par ceux qui cherchent à nous imiter, par ceux qui passent désormais le plus clair de leur temps à courir derrière nous pour tenter de tromper les crédules et les naïfs.

Immigration, laïcité, Europe, Euro, protectionnisme, la liste est longue. De plus en plus de Français partagent nos opinions et nos solutions. Et de plus en plus de professionnels de la politique cherchent à nous singer, ce qui est toujours bon signe.

Mais ne comptons pas sur eux pour appliquer la politique que nous voulons. Ne comptons pas sur ceux qui ont toujours menti, toujours trahi et au final, toujours échoué. Ne comptons que sur nous même, sur tous les patriotes sincères qui veulent nous rejoindre. Sur le peuple de France. Elle est là, la force d'avenir.

Vous le savez, dans la vie politique française, je porte une exigence très forte, que j'ai été la seule à défendre pendant la campagne présidentielle et qui a fait la puissance de ma candidature. Je veux rendre son pouvoir au peuple français.

Le pouvoir au peuple et à personne d'autre. Le pouvoir au peuple, pas aux banques. Le pouvoir au peuple, pas aux technocrates de Bruxelles. Le pouvoir au peuple, pas à une petite caste médiatique, financière et politique qui voudrait nous interdire ne nous défendre, de penser, même. Le pouvoir au peuple, pas à ceux qui veulent intimider la république avec leurs revendications communautaristes. Le pouvoir au peuple français, à lui seul et pour lui seul.

Nous ne pouvons pas admettre comme une fatalité le divorce entre le peuple et ses élus. Je veux redonner espoir aux Français en l'action de leurs représentants. La politique peut être noble, pour peu que les idéaux qu'elle défend soient nobles. Un de ceux-là est de rendre sa grandeur au peuple français. Il ne doit jamais être oublié. La France n'est pas un pays parmi les autres. C'est un pays dont la vocation est de compter plus que les autres, et le peuple français a son mot à dire.

Il s'est exprimé, ce peuple, le printemps dernier. Beaucoup ont cru de bonne foi, sans doute, qu'en portant François Hollande à l'Élysée, ils allaient enfin voir venir le changement. Anne, ma sœur Anne, ne voit-tu rien venir ? Je ne vois que le soleil qui poudroie et l'herbe qui verdoie.

Mais, je sais aussi que beaucoup ont voulu chasser l'ancien président, celui dont le quinquennat a continué de ruiner la France, la dévaloriser, a appauvri les classes moyennes et populaires, a fait baissé la voix de la France sur la scène internationale, a

accéléré le délitement de notre identité nationale. Ce président avait trahi le peuple français, et celui-ci l'a, assez logiquement remercié.

C'est d'abord cela qui explique la victoire de François Hollande. Ce n'est même pas une victoire, c'est juste une non-défaite.

Mais certains ont cru sincèrement que François Hollande allait changer les choses. Le changement c'est maintenant, nous a-t-il répété à l'envi pendant toute la campagne. Et bien nous devons aujourd'hui faire ce terrible constat. Près de six mois après l'arrivée de la nouvelle majorité, rien n'a changé avec ce nouveau président.

Nous avons laissé un peu de temps, tout de même, à ce gouvernement avant de le juger, mais nous devons aujourd'hui dire la vérité aux Français. Non, rien n'a changé avec François Hollande.

Alors, monsieur Hollande, qu'avez vous donc fait de vos promesses de changement ? Qu'avez vous donc fait de votre slogan de campagne ? Qu'avez-vous changé à la pratique du pouvoir dans notre pays ?

Monsieur Hollande, les Français vous demandent désormais des comptes, et avec eux, je vous accuse de les avoir une nouvelle fois trahis. Avec eux, je veux dire vos renoncements. Vous, président de la République, vous n'avez rien renégocié au traité funeste rédigé par Nicolas Sarkozy sous la dictée de Madame Merkel.

Vous, président de la République, vous vous accommodez, comme le pouvoir UMP d'un chômage de masse parce que vous continuez une politique économique imbécile imposée par Bruxelles.

Vous, président de la République, comme Nicolas Sarkozy avant vous, vous refusez les protections dont la France a besoin et leur préférez le pouvoir sans limites des marchez financiers, des banques, qui avec votre bénédiction vont encore être les destinataires de milliards d'Euros de la BCE, milliards pays par les sacrifices des peuples qui n'en reverront jamais la couleur.

Vous, président de la République, vous avez mis vos pas dans ceux de votre prédécesseur, poursuivant une immigration de masse incompatible avec notre identité nationale.

Vous, président de la République, vous continuez avec le laxisme, vous courbez l'échine devant les délinquants, vous laisses les zones de non-droit envahir la République.

Vous, président de la République, vous cédez, comme votre prédécesseur, au bras de fer que nous imposent les fondamentalistes, les groupes politico-religieux qui veulent faire plier l'autorité de l'État et détruire ce gage de paix civile, notre laïcité.

Vous, président de la République, vous avez aussi peu de courage que Nicolas Sarkozy, pour vous attaquer aux dépenses nocives. Vous préférez augmenter les impôts des petits, des PME, de tous ceux qu'il est si facile de faire payer.

Vous, président de la République, vous avez remplacé la grande finance de droite par la grande finance de gauche dans les compromissions au plus haut niveau de l'État.

Vous, prédisent de la République, après avoir voté la guerre en Libye avec l'UMP, vous continuez cette politique étrangère imbécile dictée par le funeste BHL en soutenant les dictateurs islamistes de demain.

Vous, président de la République, vous n'avez pas plus que Nicolas Sarkozy de vision pour la France. Vous ne lui fixez aucun cas, vous ne donnez aucun espoir aux Français.

Vous, président de la République, vous n'avez respecté qu'une seule de vos grandes promesses. Vous êtes, en effet, un président normal.

C'est vrai puisque la normalité depuis trente ans consiste à prendre ses ordres à Berlin, Washington ou chez Goldman Sachs. Puisque, hélas, il est devenu normal d'avoir des présidents sourds et aveugles à la réalité de ce que vit le peuple. Puisque la normalité en politique est depuis trente ans, de se soumettre aux exigences de minorités agressives et revendicatrices. Puisque la normalité est de faire des promesses jamais tenues, et pour résumer, de prendre les Français pour des demeurés. Puisqu'il est devenu normal de privilégier ses petits camarades au détriment de l'intérêt supérieur, de s'en prendre aux plus faibles parce que l'on tremble devant les puissants. Parce que la normalité en politique est devenue synonyme de bassesse, de reculades, d'indignations feintes, de petites lâchetés accumulées qui nourrissent les fléaux de demain. Oui, monsieur le président, vous êtes en effet, normal. Dramatiquement normal.

Mais la France, la France mérite autre chose que votre bien triste normalité. Nous n'en voulons pas, de votre normalité. Nous voulons une indépendance supérieure. Un

courage hors du commun. Une vision extraordinaire. Une volonté inébranlable. Un respect indestructible des valeurs qui ont fait et doivent encore faire la France, parce que monsieur le président, la France est un pays exceptionnel.

Vous, président de la République, vous n'êtes donc pas plus digne que Nicolas Sarkozy de la fonction que les Français vous ont confiée.

Vous nous promettez le changement et nous n'avons que la continuité. La continuité dans l'absurde, l'appauvrissement, dans le désordre et dans la désespérance.

Mais en réalité, mes amis, rien ne pouvait changer avec François Hollande, parce qu'avec ce nouveau pouvoir comme avec l'ancien, tout reste comédie.

La politique s'est effacée derrière la comédie du pouvoir. La comédie du pouvoir c'est faire croire qu'on va tout pouvoir changer sans rien changer, et cela fait trente ans qu'on est témoins de ce cinéma.

Et comment François Hollande, mieux que Nicolas Sarkozy, pourrait-il changer la situation des Français ? Renouer avec la croissance, faire baisser le chômage, améliorer la sécurité, permettre l'assimilation, faire vivre notre civilisation et rendre à la France sa puissance, sans faire le bon diagnostic ?

Comment pourrait-il, mieux que son prédécesseur, redresser la France sans rompre avec un système délétère qui accroit son emprise et empêche toute réforme de fond ? Le diagnostic n'est pas posé, en aucun domaine. Règne sans limites de la finance mondialisée, soumission intégrale à une concurrence déloyale venue des pays émergents, corsetage sans cesse renforcé du pays dans une Union européenne devenue aussi totalitaire qu’inefficace, ouverture à tous les vents migratoires de frontières quasi disparues, revendications politiques de fondamentalistes qui cachent leurs sinistres desseins derrière la religion.

Mais, ne pas tenir compte de données aussi fondamentales que celles-là qui définissent la situation de la France aujourd'hui, c'est empêcher toute évolution du pays, c'est se condamner à rester les bras croisés devant les maux qui nous accablent, c'est assurer à la France et à son peuple de s'enfoncer dans le désespoir, c'est continuer à faire perdre au pays toute foi en lui-même, c'est donner toutes les conditions du succès à cette entreprise diabolique d'asservissement de la France et de son peuple. La comédie du pouvoir, c'est nous faire croire qu'en dépit de tous les renoncements, malgré la continuité parfaitement entretenue d'un système qui nous étouffe, nous pourrions obtenir des changements presque par magie, si l'on y réfléchit bien.

Le président normal a bien appris de son prédécesseur, et il n'a fallu que quelques semaines pour retomber dans le travers de l'exercice permanent de communication. La communication à toutes les sauces. Et pire, la manipulation de l'opinion. Voilà à quoi se résume la vie politique française.

Souvenez-vous, Nicolas Sarkozy sortait régulièrement son moulin à promesses. Il montrait ses muscles. Il prenait dans discours des accents martiaux, cherchait à tout prix, à tout bout de champ à nous faire croire qu'il agissait. C'était, je l'avais dit, le verbe dur et la main molle. Il a d'ailleurs poussé l'exercice à l'extrême pendant la campagne présidentielle, il finissait par dire tout et l'inverse de tout, ça dépendait du jour de la semaine.

Alors les Français ne l'ont plus cru, parce qu'ils avaient compris, évidemment, que tout cela n'était qu'artifices, qu'en cinq ans au pouvoir il n'avait pas entamé le début d'une des innombrables réformes promises, et que tout, absolument tout, allait de plus en plus mal. C'est vrai, François Hollande c'est un style différent. Il ne fait, lui aussi, que communiquer et il n'agit jamais, mais à la différence de Nicolas Sarkozy, il délègue cet exercice. On ne le voit donc presque jamais, mais on voit ses ministres s'agiter devant les caméras de télévision.

Monsieur Valls, qui joue le petit Nicolas. Même recette, même agitation médiatique, même absence de résultats.

Prenons ensemble l'exemple des comptes des Roms, exactement comme Nicolas Sarkozy, Monsieur Valls fait des rodomontades, il nous promet qu'il va réguler le problème. Mais la réalité c'est qu'il fait des chèques, des chèques qu'utilisent des Roms renvoyés pour revenir aussi sec, parce que nous n'avons plus de frontières, et ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à venir parce qu'ils viennent pour toucher le chèque.

Les mêmes méthodes. S'en est presque gênant. Ça va mal, on change un préfet de police. On promet des effectifs supplémentaires. Mais nous avons déjà vu cent fois ce film.

Monsieur Montebourg, aussi, imite Nicolas Sarkozy. Même recette, même agitation médiatique, même absence de résultats.

Il court les plans sociaux, il montre ses muscles, il promet monts et merveilles, mais il n'a, en réalité, absolument pas les moyens de tenir ses promesses. Les usines continuent

de fermer et les délocalisations de prestations de services s'accélèrent. On pense aux récentes affaires du STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France) en Île-de-France ou de la SNCF qui a délocalisé son service informatique dans des pays d'Europe de l'Est et au Maroc.

Mais, on a communiqué. Et la politique s'est arrêtée là, au même point que celle menée par le gouvernement précédent. On a communiqué, mais on a oublié d'agir. On a sciemment oublié d'agir. Parce qu'on a maintenu le système parfaitement inchangé, parce qu'on a renforcé, en réalité, les solides barreaux de la prison qu'on s'est construite.

On a encore menti au peuple.

Et bien, moi, je vous affirme que ce mensonge se paiera. C'est notre mission, notre mission encore et toujours de rétablir la vérité. De tenir aux Français un discours honnête. Nous devons dénoncer encore et toujours les faux semblants de la vie politique pour qu'un jour les Français fassent un vrai choix.

Nous devons lutter corps et âme chaque jour contre les préjugés, les tabous, les clichés que nous impose cette caste politico-médiatique qui n'a qu'un seul objectif : le maintien du système en place. Une apparence de stabilité qui cache les crevasses béantes de notre unité nationale, de notre système social et de notre système économique.

Au titre des clichés, non, la fin de l'Euro ne serait pas la catastrophe qu'on nous annonce, bien au contraire. Ce serait un vent frais pour notre économie et nos exportations. Elle ne le serait pas plus que le rejet par référendum de la constitution européenne en 2005 n'a déclenché de tsunami ou n'a empêché la terre de continuer à tourner. Et ce n'est pas parce que les experts aux ordres du système, toujours les mêmes d'ailleurs, ceux vous savez qu'on voit tous les jours sur tous les plateaux, ces économistes qui sont le matin à la télé et l'après-midi consultants pour des banques, disent tous la même chose, ce n'est pas pour ça qu'ils ont raison.

Non, au titre des clichés, l'Europe ne protège pas, elle détruit. Non, l'immigration ne fait pas gagner de l'argent à la France, elle lui en coute. Beaucoup.

Alors, ouvrir les yeux des Français, les aider à condamner la comédie du pouvoir à laquelle se livre François Hollande, c'est aussi leur dire qu'il faut prendre garde à ne pas tomber dans les pièges que le PS et l'UMP ont l'habitude de leur tendre.

Le mariage homosexuel, le droit de vote des étrangers. Nous refusons cela, bien sûr, évidemment. Et nous combattrons sans faiblesses ces projets.

Mais comprenez bien que ces sujets sont des sujets de diversion, qu'ils sont là pour faire oublier l'essentiel, pour faire croire qu'on est d'un côté de gauche, et de l'autre de droite. Vous voyez que ce n'est pas la même politique puisque sur des sujets tels que ceux-là, nous nous opposons. Mais c'est pour masquer l'inaction totale d'un gouvernement aux ordres de Bruxelles et de l'Allemagne que l'on sort ces sujets-là, d'un gouvernement qui n'a rien d'autre à proposer que l'austérité à vie. Qui n'a plus aucune marge de manœuvre, qui n'a plus de pouvoir en réalité.

Le gouvernement amuse bien tristement la galerie avec ces sujets de société, mais c'est pour mieux cacher son impuissance sur tout le reste. Cacher son impuissance, mais aussi sa collusion avec l'UMP sur tous les grands sujets.

Le pire, pour eux, le pire serait que les Français prennent conscience de leur proximité idéologique. Il faut donc cacher à tout prix qu'ils sont, UMP, PS, d'accord pour cette Europe fédérale dont l'objectif est la fin de cette nation libre qu'est la France. Qu'ils sont, UMP et PS, d'accord sur la politique étrangère qui se résume à obéir aux injonctions américaines, le doigt sur la couture du pantalon. Il faut cacher que la cure d'austérité dictée par l'UMP sera mise en œuvre par le PS. Que les ministres UMP qui faisaient hier des ronds de jambe au MEDEF de madame Parizeau ont été remplacés par les ministres PS venus en nombre, 10 tout de même, à la dernière université d'été des grands patrons, préparer la dérégulation du marché du travail et l'application des remèdes ultralibéraux qui tuent nos TPE, nos PME, nos PMI.

Cacher à tout prix aux Français que derrière leurs incessantes lamentations sur la diversité, le nécessaire multiculturalisme, la mixité, le vivre-ensemble, la lutte contre les discriminations, il n'y a qu'un océan de lâcheté, de renoncement qui aujourd'hui transforme profondément notre pays, affaisse nos valeurs, nos lois, nos modes de vie et abolit le droit des français à rester eux-mêmes dans leur pays.

Or, nous sommes régulièrement de véritables révélateurs de cette collusion. Immigration, prières de rue, abattoirs halals. À chaque fois, spontanément, UMP et PS ont crié au loup contre nous.

Hier encore, la proposition d'étendre la loi de 2004 qui interdit tout signe religieux ostentatoire à l'école à l'ensemble de la sphère publique a immédiatement entraîné un déchaînement de la meute UMPS. Or, de quoi s'agit-il ? Il n'y a que nos politiciens pour ignorer ce qui saute aux yeux des Français. Les petits ou grands arrangements avec la

laïcité ont permis à des groupes politico-religieux de monter en gamme dans leurs exigences. Celles-ci, visant aujourd'hui à revenir sur une de nos grandes libertés qu'est la liberté d'expression pour réintroduire une sorte de délit de blasphème.

S'appuyant sur une immigration massive et incontrôlée, ces groupes ont développé leurs réseaux, pris en main des quartiers entiers où ils imposent leur vision, leur culture, leurs interdits, leurs spécificités alimentaires ou vestimentaires. Les voiles, mes amis, hier encore exceptionnels, se sont multipliés. Leur nombre, on peut le dire, a même explosé. Avec la volonté d'un affichage qui n'a rien d'innocent. Utilisés comme une arme politique.

De plus en plus de femmes, souvent contraintes, d'ailleurs, par la pression physique ou psychologique des fascistes verts décident d'arborer le voile comme de plus en plus d'hommes portent la djellaba.

La voilà, la réalité que nous nous devons de dire. L'équilibre obtenu durant des décennies par la loi de 1905 sur la laïcité est maintenant rompu. Il faut y répondre par la fermeté et le rappel intransigeant de nos principes. Les fondamentalistes revendiquent ? Et bien je dis que la République aussi a le droit d'être revendicatrice. Et notamment à l'égard de ceux qu'elle a accueillis.

J'entendais Monsieur Copé, qui n'est pas à une stupidité près il faut dire - ce garçon est très modéré, quand j'avais proposé la peine de mort pour les gros trafiquants de drogue, il était allé à la télévision pour dire "Français, regardez, elle va couper la tête de vos enfants qui fument un joint" - alors là, il a tenté d'expliquer que l'on allait arracher les cornets de la tête des bonnes sœurs, les cols romains à nos prêtres, casser les calvaires sur les routes de France. Je vous rappelle que cet homme-là est candidat à prendre la tête d'un grand parti français, c'est tout de même très inquiétant.

Contrairement à ces élucubrations, cette mesure évidemment ne s'applique pas au personnel religieux qui a toujours bénéficié en la matière d'une exception. Prêtres, sœurs, imams, rabbins pourront bien sûr continuer à porter l'habit religieux.

On me reproche, enfin, d'avoir émis le désir que cette extension s'applique à toutes les religions. Mais que n'aurait-on pas dit si j'avais limité cette interdiction à la religion musulmane ? Mais on m'aurait probablement brulée sur le bûcher médiatique pour islamophobie.

Malgré la caricature, je ne suis pas inquiète. Tous les Français qui ont à cœur nos principes, nos valeurs et qui s'inquiètent bien sûr des dérives constatées auront bien

compris mon but et partageront, j'en suis sure, ma volonté de préserver par cette mesure la laïcité et la paix civile. Et même, si certains devront alors faire un sacrifice, je suis convaincue qu'une grande part le fera de bonne grâce, par patriotisme et conscience de l'intérêt général.

Alors nous voyons la nécessité de réaffirmer, partout, la République. Quand le communautarisme et le fondamentalisme avancent. Et on me traite d'intégriste ? Pour oser dire ces vérités ? On me traite d'intégriste parce que je défends la laïcité ? Parce que je ne vois que des Français parmi les Français, parce que je voudrais que chacun soit fier de son drapeau, de nos trois couleurs. On me traite d'intégriste parce que je crois en l'assimilation, au rouleau compresseur républicain à condition qu'on ne transige jamais sur nos lois, sur nos valeurs, sur nos principes et qu'on mette un coup d'arrêt à une immigration légale et clandestine aujourd'hui hors contrôle.

Mais qu'ils me traitent d'intégriste si ça les amuse. Moi, au moins, je suis intègre.

Je suis entière, sincère, je ne fuis pas les débats et les questions qui fâchent. Je veux le meilleur pour notre pays, pour notre peuple, pour les nations du monde. Et c'est pour cela que je suis prête à recevoir tous leurs coups.

Alors, chers amis, devant ce fiasco des premiers mois de la présidence Hollande, après le fiasco de la présidence Sarozy, vous voyez bien que la France ne pourra plus attendre très longtemps. Notre action à la tête de l'État va devenir urgente.

Alors, je vous le dis et je le dis à tous. C'est maintenant qu'il faut s'engager. C'est maintenant que nous avons besoin de votre mobilisation et de la mobilisation de tous les patriotes. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'attendre les prochaines élections.

La politique ce n'est pas tous les cinq ans à l'occasion d'une élection présidentielle. La politique c'est chaque jour, au quotidien, un travail de conviction, de lucidité et de courage. Mobilisez les Français autour de vous, mobilisez chacune et chacun des Français patriotes. Amenez-les à nous, faites-les entrer dans notre grande famille militante et demandez-leur leur engagement.

J'ai beaucoup parlé des oubliés pendant ma campagne présidentielle. Vous savez, ce peuple invisible qu'on ne trouve que pour le ponctionner, le malmener, qu'on ne protège pas, qu'on abandonne, qu'on n’écoute jamais. Ces oubliés ont moins encore aujourd'hui qu'hier la possibilité de s'exprimer, d'être entendus.

Convainquez-les, partout, de nous rejoindre. Qu'ils se fassent entendre avec nous. Je vous propose de vous engager avec moi pour fixer un cap, nous avons une vision de l'avenir de la France. Nous portons une espérance, notre projet est radicalement différent des mensonges de l'UMPS qui ne veulent en réalité rien changer.

Je suis à la tête de la véritable opposition. L'opposition au système.

Alors, aidez-moi aujourd'hui à construire cette opposition et à dire la vérité aux Français. Car nous ne sommes pas de ces politiciens qui varient au gré des modes, qui se soumettent aux qu'en-dira-t-on, qui n'ont d'autre vision de la France que celle qu'ils lisent dans leurs sondages d'opinion.

Nous avons une vision de la société. Cette vision est fondée sur la nation, sur l'État-nation qui doit être le roc dans la tempête.

Nous croyons en la nation qui n'est pas la fermeture, mais au contraire le respect de toute la diversité du monde, diversité qui n'existe que parce qu'il y a une multitude de nations et de peuples dans le monde qui tous ont le droit de défendre leur culture, leur identité, la civilisation dont ils sont issus, comme nous avons aussi le droit et le devoir de le faire.

À tous ceux qui se sentent oubliés, méprisés, invisibles aux yeux d'un système devenu fou, je dis la nation est là pour vous. Elle ne vous abandonnera pas. Elle est la grande famille des sans-riens. Son bras armé, l'État, ne vous laissera pas tomber. Ne vous fera pas toujours passer en dernier derrière ceux qui ne le méritent pas, derrière ceux qui en profitent, qui abusent. Derrière ceux qui pourtant n'en ont bien souvent pas besoin.

Oui nous croyons en la nation, et donc en la frontière. Pas la ligne Maginot, non. Nous laissons les caricatures à ceux qui sont incapables de réfléchir et de débattre. Nous croyons en la frontière qui protège, qui est une seine limite entre la nation et le reste du monde. Un filtre économique, financier, migratoire, sanitaire, environnemental. La nation c'est notre boussole, car sans elle pas de direction, pas de cap, pas de stratégie, et surtout pas de solidarité, de liberté, de progrès et de démocratie.

Ceux qui vous vendent les grands blocs supranationaux sont les mêmes qui, subrepticement, vous demandent de faire confiance aux experts, à ceux qui savent, à ceux qui feront mieux que vous, vous reléguant ainsi au rang de simple spectateur de votre vie. Ceux-là veulent que nous soyons serviles pour obéir à des intérêts qui ne sont pas les nôtres, les intérêts de lobbys de Bruxelles, ceux de Wall Street, de la City, ceux de Washington, mais qui ne sont pas les intérêts français.

Quelle triste conception se font-ils de l'homme ? Interchangeable, malléable, sans identité, un simple consommateur appauvri, isolé. Ça n'est pas notre vision de l'homme et de la société. Ça n'est pas ce que nous voulons pour nos enfants qu'on doit élever et instruire pour qu'ils deviennent d' honnêtes hommes, des citoyens éclairés, des adultes responsables et libres.

Nous nous projetons dans l'avenir parce que nous savons d'où nous venons, parce que nous défendons, nous, une école de la République qui cesse de gommer des manuels scolaires les grands noms de notre histoire de France. Une école qui ne renonce pas, qui élève et non abaisse, qui choisit la discipline et non le désordre, l'autorité et non la démagogie, l'éloge de l'unité à celle de la diversité, la langue nationale et non les gadgets pédagogistes aux effets dévastateurs sur nos enfants.

C'est en cela que nous portons une vraie vision, une vision radicalement différente. C'est en cela que notre projet est national, humaniste et populaire. Pour nous l'identité et la prospérité françaises signifient quelque chose et nous savons les ravages de l'immigration de masse sur cette identité et cette prospérité. Nous voyons bien à quel point les gouvernements se suivent et se ressemblent. Organisant l'entrée d'un nombre toujours croissant d'étrangers dans notre pays sous la pression d'un MEDEF sans scrupules qui choisit dans cette masse ceux qui accepteront de travailler à bas cout et laissent à la communauté nationale le soin de prendre en charge la subsistance des autres. Ce grand patronat qui a remarquablement mis en musique le principe suivant : la privatisation des profits et la mutualisation des risques.

Je l'affirme, sans nous, sans nos convictions, sans vous et votre foi en la France, pas de redressement possible. L'État-nation et la frontière seront les clés du redressement de notre économie et de notre industrie. Qui peut croire encore mes amis qu'on s'en sortira en étant les seuls à refuser de nous protéger, en étant les seuls coincés dans cette Union européenne qui nous coupe de la croissance mondiale à ouvrir grand nos frontières à tous les vents de la mondialisation. Le protectionnisme n'est pas une option, il n'est pas une possibilité, il est une obligation, une urgence, un besoin vital pour notre pays. Un besoin vital pour son économie, ses usines, ses emplois, nos emplois, vos emplois.

Alors, droits de douane ciblés, quotas d'importation, patriotisme économique au soutien de nos TPE, PME, PMI qui doivent être prioritaires dans les marchés publics. Priorité nationale à l'embauche.

Mais qui le fera ? L'UMP ? Non, pas l'UMP, ils idolâtrent l'OMC, le libre-échange et l'Union européenne. Le Parti socialiste ? Mais surement pas. Ils partagent les mêmes

idoles et leurs soixante-huitards jeunes lanceurs de pavés sont devenus quarante ans plus tard des financiers boursicoteurs bedonnants cigare au bec.

C'est nous, les amoureux de la France qui le feront. C'est nous qui ne lâcherons jamais la France pendant qu'il essayent d'imposer au Peuple français un nouveau traité européen, dernière trouvaille de la Troïka.

Nous serons la voix de ceux qui n'en ont plus.

La France n'a pas à prendre ses ordres de commissaires européens qui ne dépendent pas du peuple, mais qui dépendent de quelqu'un quand même, des lobbys, de la finance, du patronat, des banques, de ce fascisme doré qui voudrait tout contrôler jusqu'à nos propres vies. Ce traité budgétaire est une calamité antidémocratique. Alors que nous sommes déjà privés de notre monnaie, nous serions maintenant privés de notre budget. D'autres pourraient choisir pour nous, décider de comment utiliser l'argent de nos impôts et nous imposeraient le corset stupide qu'on nous a déjà mis de force pour rien, et surtout pour le pire, à la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande.

Mais, ça va sans dire, mais il semblerait que ça aille mieux en le disant, la France n'est pas une simple province européenne. La France n'a pas à recevoir d'ordres de l'étranger. La France n'a pas à tolérer des politiques d'hyperaustérité qui ne marchent pas et qui ne réduisent même pas la dette et les déficits. On le voit bien, ce qui est extraordinaire, c'est que lorsqu'un décret est mauvais on le change, lorsqu'une loi est mauvaise, on l'abroge, lorsque la constitution doit être révisée, on la révise. Il n'y aurait en revanche que les traités européens qui eux seraient, quoi qu'il arrive, éternellement gravés dans le marbre.

Le professeur Le Breton rappelait dans une récente tribune ce mot célèbre d'Antoine Loiselle légiste du XVIème siècle "on lie les bêtes par les cornes et les peuples par les traités".

L'Euro serait ainsi, si j'en crois ce que j'entends dans la classe politique, chez les experts, les éditorialistes, irréversible. Pour l'éternité. C'est ce que nous disent les grands prêtes de la pensée unique, de l'employé de banque Mario Draghi au chef de la province France, François Hollande. Mais ont-ils perdu la tête ? Mais sont-ils à ce point eurofanatisés ? En démocratie, rien. Absolument rien n'est irréversible ou pour l'éternité.

En fait, ces nouveaux traités, cette Europe, cet Euro, ce n'est plus un instrument, c'est un dogme, c'est un crédo, c'est une religion. La Troïka, BCE, FMI, Commission, est

devenue leur Sainte Trinité. Nous avons, nous, les pieds sur terre et nous avons la France au cœur.

Nous savons, nous, les graves échecs de cette politique européenne qui n'a jamais tenu une seule de ses promesses. Alors, blasphémons joyeusement. Oui, il faudra le plus tôt possible organiser la fin de la monnaie unique avec nos partenaires européens, parce que cette monnaie c'est l'ennemi des peuples et des travailleurs.

Il faudra repousser les chimères fédéralistes et épouser l'Europe raisonnable, l'Europe des nations libres qui doivent se lancer ensemble sur de grands projets mobilisateurs, des projets de coopération créateurs d'emplois pour notre jeunesse, pour nos étudiants, pour nos chercheurs, pour nos entreprises, pour l'innovation.

Nous réclamons que notre argent serve à nos entrepreneurs, à nos emplois, à nos investissements, à nos infrastructures et arrêtent d'être déversé dans le trou sans fond des banques qui jouent avec à la roulette russe.

Voilà l'Europe utile. Mais leur Europe, celle qu'aggravera ce nouveau traité, nous avons le devoir de lui dire non, trois fois non, cent fois non, et par référendum. Oui monsieur Hollande, vous devez organiser un référendum, vous n'avez pas mandat pour passer au-dessus de la tête des Français qui sont votre souverain.

La France est un grand pays, un immense pays qui doit être libre, qui doit être fier, qui a un message à porter dans le monde au-delà de ses frontières, à condition que la France soit la France, que l'Europe soit l'Europe et non ce magma fédéral, ce magma ultralibéral sans âme ni cœur. La voix de la France résonne dans le monde quand elle ne suit pas docilement les États-Unis, quand elle coopère intelligemment avec toutes les puissances, et notamment avec la Russie avec qui nous avons tant d'intérêts géostratégiques communs.

Je pense avec vous aux francophones du monde entier qui partagent avec nous l'amour de notre langue chérie, le français. Permettez-moi, à cet égard, de souligner la belle victoire des souverainistes au Québec, chez nos frères de la belle province, que j'analyse comme un signe prometteur du réveil des peuples et des identités.

La France est grande et écoutez quand elle coopère sans s'enfermer dans l'autisme européiste, quand elle se souvient qu'elle a une vocation mondiale, quand elle se souvient de cette grande ambition qui a suscité tant d'espoirs dans le cœur des nations du monde : être le chef de file des pays non-alignés.

Mais, c'est donc bien d'un changement de cap radical dont la France a besoin, et urgemment besoin. Et qui dit changement de cap dit bien sur changement de capitaine.

Ce cap, nous l'avons dessiné, et si vous continuez à me faire l'honneur de votre confiance, je vous mènerai à bon port. Vous pouvez et vous pourrez compter sur moi. Compter sur ma détermination. J'ai bien l'intention de faire fructifier le magnifique travail qu'ensemble nous avons fait ces derniers mois. J'ai bien l'intention de reprendre en main notre pays pour savoir où il va, pourquoi il y va, comment il y va et avec qui à sa tête.

Jamais, jamais je ne serai dans la mêlée de leur petite bataille politicienne. Jamais je ne m'abaisserai à leur niveau. Toujours j'essayerai de montrer aux Français un nouveau chemin, le chemin de la grandeur nationale, de la souveraineté et de la prospérité française.

Nous avons, mes amis, un magnifique outil pour y arriver : le Front national. Un parti politique n'est qu'un outil au service d'une cause qui nous dépasse, mais il a le devoir d'être l'outil le plus efficace, le plus performant possible. Et bien, sachez-le, et votre présence nombreuse ce weekend me le confirme, le Front national est en train de se transformer en véritable machine de guerre.

Jamais ses adhérants n'avaient été aussi nombreux et jamais le rythme des adhésions n'avait été aussi rapide. Partout dans nos régions, dans nos villages, dans nos villes, le Front national est en train de se réorganiser, de s'implanter, de professionnaliser ses méthodes. Il devient chaque jour plus présent, plus réactif, en capacité d'utiliser toutes les bonnes volontés qui se présentent à lui, et je pense notamment à cette jeunesse de France qui montre le chemin à ses aînés en affluant massivement dans nos rangs avec son énergie, sa bonne humeur et son enthousiasme.

Évidemment, l'implantation locale de notre famille à tous, le Front national, est une priorité que j'ai placée en tête de tout. Nous devons être à chaque coin de rue, à la sortie de toutes les usines, au contact de tous les Français qui comptent sur nous, qui dans la crise, dans la tempête que d'autres ont déclenchée cherchent un roc, cherchent un phare. Et ce roc, ce phare, c'est nous.

Nous avons le devoir d'être à la hauteur. L'ensemble de nos cadres locaux doivent être pleinement mobilisés, leur équipe consciente de l'immense responsabilité qui pèse sur nos épaules. Je ne tolèrerai aucune médiocrité. Je n’accepterai même pas le bon. Je demanderai et j'exigerai de chacun d'entre nous le meilleur, exclusivement le meilleur.

Les cadres du Front national sont nos préfets et vous êtes tous nos ambassadeurs auprès des Français. Une bien noble et belle mission.

Et en ligne de mire, ce sont, bien sûr, les prochaines élections municipales que nous voyons déjà, très tôt, dès maintenant elles se préparent. Toutes et tous, ici, engagez vous sur les listes. Défendez nos couleurs qui sont celles de la France dans votre commune. Faites-le en bonne intelligence et avec méthode, parce que je vous l'affirme, nous aurons des Maires en 2014, et peut-être même beaucoup plus que vous ne l'imaginez.

Nous aurons aussi des centaines et des centaines de conseillers municipaux qui seront notre visage, notre voix, notre force de conviction partout en France, qui changeront au quotidien la vie de nos compatriotes.

Soyons aussi à la hauteur du devoir qui est le nôtre dans nos relations avec la société civile. Partout nous avons des soutiens, dans chaque secteur de la vie publique, je veux que nous développions nos liens avec eux. Je veux que ceux qui ne nous connaissent pas encore, ou qui ne nous connaissent qu'à travers le prisme déformant des médias, soient beaucoup plus directement en contact avec nous.

Nous multiplierons les liens avec le monde associatif. Nos positions seront exposées, expliquées à ceux qui sont directement concernés. Nos engagements seront plus visibles, nos liens avec les acteurs du débat renforcés à la vérité.

Mon objectif est simple. Nous devons être dans toutes les boites aux lettres. Nous devons être dans toutes les enceintes. Nous devons être dans toutes les têtes. Aucun débat ne se fera sans nous. Aucun.

Nous sommes les seuls créateurs d'idées nouvelles. Et bien nous le ferons savoir, cent fois mieux le savoir. Ce n'est qu'ainsi que les barrières du conformisme tomberont et que les talents sincères rejoindront notre combat sans crainte, mais au contraire avec fierté et volonté.

Toujours, mes chers amis, soyez les porte-drapeaux de nos idées. Soyez toujours très fiers de votre parti. Soyez toujours très fiers de ce que vous êtes : des Français amoureux de leur pays. Des Français amoureux de son histoire, de son incroyable destin, amoureux de son drapeau, amoureux de notre avenir qui doit être français, c'est-à-dire grand, noble, prospère et lumineux. Et nous serons d'autant plus convaincants, d'autant plus forts, mes chers compatriotes, que nous serons réunis, que nous serons rassemblés.

Des patriotes il y en a partout, de toutes les couleurs, de toutes les religions, de toutes les sensibilités dans les profondeurs du peuple français. Le patriotisme est solidement ancré, même si bobos et élites voudraient l'arracher du cœur de nos compatriotes pour le remplacer par du vide, le néant mercantile de l'empire euroaméricain.

Si nous sommes rassemblés, ce funeste projet qui n'a qu'une seule valeur, l'argent, échouera. Et notre projet national l'emportera. Alors, je profite d'être là devant vous pour remercier tous ceux qui ont déjà saisi la main que nous avons tendue aux patriotes. Je pense à Paul-Marie Couteau, à Gilbert Collard, à Bertrand Dutheil de la Rochère, à Karim Mouchic, au professeur Le Breton et à tant d'autres.

Je sais que notre rassemblement sera plus large encore bientôt. C'est un rassemblement et non pas une fusion parce que nous sommes infiniment respectueux de nos identités, de nos différences, de nos sensibilités qui font aussi notre force. Oui, le rassemblement réunit des patriotes qui n'ont pas tous la même histoire, qui ne pensent pas tous exactement pareil sur tous les sujets. Et alors ? Quand la force est en jeu, parce que nous en sommes là aujourd'hui, nous avons l'ardent devoir de dépasser l'accessoire et de nous unir pour notre patrie.

Et bien je tends la main, et tous dans nos régions, dans nos départements, nous tendons la main vers nos frères de patrie et nos frères de cœur. C'est de notre force de conviction, de notre sens de l'essentiel que viendra la victoire.

Je sais que tout est fait pour semer le doute et le désespoir parmi le peuple français. Et comment ne pas voir qu'il a peur ? Je sais que beaucoup de nos compatriotes sont légitimement dégoutés d'un système politique qui fait mal, qui se perpétue, qui s'accroche, qui s'ankylose, mais qui ne change jamais rien, et pourtant, et pourtant je vous demande, françaises, français, de ne jamais baisser les bras, de ne jamais baisser le regard, de ne jamais courber l'échine, de ne jamais vous résoudre à l'abstention qui n'est pas une rébellion, mais une soumission.

Françaises, Français, prenez l'exemple sur notre belle jeunesse. Nous sommes aujourd'hui le parti de la jeunesse de France. Parce que notre pays est entrain de se remettre debout par sa jeunesse. Parce que dans un instinct de survie et résurrection, la France est en train d'engendrer une génération patriote, qui a tout compris, qui n'a pas l'intention d'être broyée par un ordre mondial infect où elle n'a pas sa place.

Jeunes gens, jeunes filles de France, je vous demande maintenant d'aller chercher vos parents et vos grands-parents, de les prendre par la main. Ils sont la France. Vous êtes l'avenir de la France. Alors c'est ensemble que nous devons aller vers la victoire.

Nous n'avons pas le droit de donner à nos jeunes, à nos enfants, un avenir bouché. Je ne veux pas qu'ils vivent moins bien que nous. Je ne veux pas, nous ne voulons pas leur laisser une société sans valeurs, sans repères. Une République désunie, un pays démantelé, appauvri, une nation déconsidérée. Je ne le veux pas parce que je crois de toutes mes forces au génie de notre peuple. Parce que je crois à la mission éternelle de la France, à sa vocation surnaturelle diront certains. Je me bats avec optimisme et le cœur gonflé à bloc de l'amour que je vous porte.

Alors oui, je vous l'annonce aujourd'hui mes chers amis, nous allons gagner.

Nous allons gagner parce que la vérité ne peut que gagner. Nous allons gagner parce que la justice ne peut que gagner. Nous allons gagner parce que la France ne peut pas perdre. Il n'y a rien d'inéluctable. La crise n'est pas une catastrophe naturelle tombée de nulle part. Il n'y a rien d'irréversible. Il n'y a rien qu'une volonté humaine ne puisse changer, faire ou défaire.

Peuple français, soit rassemblé, soit sûr de toi, avance, ne t'arrête plus, ne les écoute plus. Toi seul tu sais où tu dois aller. Toi seul connais le chemin. Peuple français, uni, tu es invincible. Peuple français, fait grandir l'espérance que porte ta jeunesse. Liberté, Égalité, Fraternité, redonne un sens à ces mots.

Bleu, Blanc, Rouge. Soit fier de tes couleurs. Peuple de France, bats-toi, libère-toi des chaines qui t'entravent, redeviens toi-même.

Vive le Front national,

Vive le Rassemblement,

Vive la République,

Vive la France.

ANNEXE 16 – DISCOURS DE CLÔTURE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU FN À MARSEILLE LE 15 SEPTEMBRE 2013

Mes chers compatriotes, de Marseille, de métropole, d'outre-mer et de l'étranger,

Je pense que nous pouvons être fiers de ces universités d'été.

Vos interventions, vos contributions, vos réflexions, à toutes et à tous, sont pour moi une matière utile. J'ai toujours besoin de ce terreau, le terreau fertile de vos idées, pour continuer à enrichir mon projet pour la France !

Merci à tous les intervenants ! Et bravo !

La réussite de ces universités, c'est un événement en soi, mais c'est aussi la poursuite d'une dynamique.

Comme vous, je la vois à l'œuvre depuis quelques années déjà, mais je la sens accélérer.

Nous avons continué en 2013, année pourtant sans élection, un très sérieux travail de fond.

Et nous avons connu depuis le début de l'année beaucoup de succès.

Je ne parle pas des sondages, qui montrent bien entendu une adhésion croissante à nos idées, et nous laissent espérer de grandes réussites aux élections à venir. Toujours nous progressons, toujours nous montons ! Bien sûr nous nous satisfaisons des bons chiffres que nous prenons comme des encouragements.

Mais je veux surtout parler de nos réussites concrètes, celles qui ont jalonné les derniers mois et qui ont renforcé la place du Front national.

Je pense bien entendu aux élections partielles.

L'élection de l'Oise d'abord, que notre candidate Florence Italiani a failli remporter ! Cette élection a fait date parce qu'elle a montré que nous avons maintenant des capacités de progression et de rassemblement qui surpassent toutes les prévisions !

Et je pense aussi à l'élection de Villeneuve-sur-Lot où Etienne Bousquet Cassagne a plus que fait trembler l'UMPS ! Alors que tous les partis du système s'étaient ligués contre sa candidature, il a lui aussi fait exploser les compteurs.

Ces deux partielles sont une extraordinaire motivation pour nous, le camp des patriotes !

Elles montrent que le soi-disant front républicain est mort, que la funeste bipolarisation de la vie politique est enterrée et surtout, que les électeurs, de plus en plus, adhèrent à nos idées, que le vote Front national, moins encore que les autres, n'est un vote protestataire, mais, au contraire, qu'il est un vote positif, d'adhésion, assumé, plein d'espoir !

Et notre succès, en cette année 2013, peut-être le plus grand, c'est d'avoir approfondi notre présence dans tous les débats politiques, dans les débats entre Français, d'être incontournable puisque, vous le voyez bien : quel que soit le sujet abordé, nous sommes au centre des discussions.

A tel point que le Parti socialiste, toujours bien inspiré par Rantanplan Harlem Désir, a choisi de consacrer son université d'été, non pas au chômage, non pas à la croissance, encore moins à chercher des solutions pour améliorer la vie des Français, mais au Front national !

Voilà le Parti socialiste qui veut se lancer dans la « déconstruction » de notre programme ! Mais c'est bien la preuve, mes chers amis, que notre programme est au cœur de toutes leurs préoccupations ! Qu'ils viennent, nous les attendons avec gourmandise !

Et l'UMP aujourd'hui comme hier, par la bouche cette fois de François Fillon, parle de nous, parle de nous sans relâche. Oh, elle parle aussi beaucoup d'elle l'UMP, ça on ne peut pas lui enlever. Elle passe même son temps à se regarder le nombril.

À l'UMP, on se regarde aussi beaucoup les uns les autres, en chiens de faïence ! Mais à l'UMP, la vraie préoccupation essentielle, c'est le FN ! C'est notre progression ! Et c'est l'adhésion croissante des Français à nos idées !

Oui, mes chers amis, l'obsession qu'ils ont pour nous est un nouveau point commun entre le PS et l'UMP, un énième point commun et c'est un aveu de taille de leur part. L'aveu que la seule chose qui les inquiète n'est pas l'aggravation de la situation personnelle de chaque Français, mais la défense de leurs intérêts électoraux et politiciens.

Ça, pour sauver leurs postes, leurs fauteuils, leurs mandats, ça cogite, ça blablate, ça se réunit. Les Français eux… attendront !

Alors si nous sommes aujourd'hui si hauts,

si nous sommes aujourd'hui aussi présents dans le cœur et l'esprit des Français,

si nous sommes de plus en plus capables de rassembler les patriotes et représentons objectivement la seule force politique porteuse d'espoir,

si tous les regards convergent vers nous,

si nos anciens, qui ont une longue expérience de la vie politique, sont en train de nous rejoindre en masse, et qu'ils comprennent où est la sincérité et où se cachent les mensonges, ce n'est pas le fruit du hasard.

J'entends parfois dans la bouche de certains commentateurs partisans, ces petites phrases, ces petites analyses de comptoir, presqu'aussi méprisantes qu'indigentes, qui consistent à conclure par paresse intellectuelle que le Front national ne progresse que parce que la situation de la France se détériore.

Ces réflexions (qui leur évitent de se remettre en cause) sont aussi la conséquence de la peur du système pour lui-même.

Ce système qui sent bien qu'il est à bout de souffle, en bout de course ; il ne pense plus, il rabâche, il n'argumente plus, il radote et fini par renvoyer sa véritable image comme le célèbre portrait de Dorian Gray- sclérosé, rabougri, desséché.

Face à eux, nous représentons la vie, l'énergie, l'imagination, l'espérance, une nouvelle jeunesse pour la France.

Et chacun s'accorde à constater que nous menons une action de grande ampleur, pensée, sérieuse, méthodique, et que nous gagnons en efficacité.

Notre stratégie est payante. Elle nous fait entendre et comprendre, elle nous permet de rassembler un nombre croissant de Français. Et comme nous devons aller plus loin,

comme nous devons connaître davantage de succès électoraux, comme nous avons de très hautes ambitions pour les scrutins de 2014, et les suivants, nous devons poursuivre et intensifier notre stratégie.

Cette stratégie, quelle est-elle ?

Notre stratégie, c'est d'abord la mise en action d'un principe très simple : toujours privilégier les intérêts de la France et du peuple français. À la différence de beaucoup d'autres, nous ne nous inféodons à personne. Nous sommes indépendants, et de cette indépendance, nous tirons notre discours de vérité ; nous sommes toujours ceux qui cherchons ce qui est bon pour la France et les Français.

C'est pour cela que nous ne sommes affiliés à aucun camp : ni la droite, ni la gauche, toutes deux en échec, parce que partisanes. Notre seul camp, c'est celui de la France !

Notre stratégie, c'est aussi de parler de tous les sujets, et de faire des propositions sur tous les sujets. Aller sur tous les fronts. Il n'y a plus un domaine du débat public où nous ne soyons présents.

Et beaucoup dont nous sommes les seuls à parler, imposant le débat, sans tabou : l'Europe, l'euro, la mondialisation, l'immigration.

Notre stratégie, c'est aussi d'aller partout sur le territoire, à la rencontre de tous les Français, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Pour les municipales, nous voulons des listes partout en France, et je vous annonce qu'à cette date 623 têtes de liste ont déjà été investies !

Vous savez aussi que j'ai entamé début 2013 un tour de France des oubliés, au plus près des réalités des Français, dans toute la France, de toutes les conditions sociales, il m'a permis de constater à quel point dans nos campagnes, dans nos lointaines banlieues, dans tous ces coins de France méprisés de tous nous sommes attendus, nous sommes espérés !

J'achèverai bientôt ce tour de France à Brachay, petit village où je me suis déjà rendue pendant la présidentielle, village symbole de l'oubli dans lequel des pans entiers du territoire se trouvent.

Et notre stratégie enfin, ne l'oublions pas, parce que c'est aussi le cœur de nos ambitions, c'est une volonté farouche de rassembler les Français.

Droite et gauche divisent, fragmentent la société. Par leurs mensonges, par leurs échecs, par leurs tactiques permanentes de communication et de diversion. Nous sommes à l'inverse les garants de l'unité nationale, nous luttons contre les ferments de la division.

Parce que nous n'avons qu'un seul crédo : unis les Français sont invincibles.

Je crois profondément à cette idée : je crois que les Français peuvent tout quand ils ont confiance en eux, et qu'ils se sentent profondément unis, en la France.

Mais je sais aussi, malheureusement, l'état actuel de désespérance de la société française.

Je sais que depuis l'élection de François Hollande, la déception face à la gauche ressemble étrangement à la déception éprouvée face à la droite auparavant.

Je sais le dégoût qu'inspire aujourd'hui la classe politique, inconsistante et inconséquente, à la plupart des Français.

Je sais qu'ils sont atterrés devant ce concours du pire auxquels se livrent UMP et PS, Nicolas Sarkozy puis François Hollande. Je les comprends.

Je sais les ravages de l'insécurité. Si forte ici à Marseille qu'on peut parler de parties du territoire national désormais hors de la République, hors de l'État de droit.

Je sais le retour aux féodalités, à la barbarie, et je sais que chacun en souffre, parfois dans sa chair.

Vous en savez quelque chose à Marseille. Les règlements de compte ne sont que la partie la plus voyante d'une insécurité quotidienne et les ministres ne viennent que pour la photo.

Monsieur Valls réunit les élus qui, depuis quarante ans, montrent leur incompétence dans le cadre d'un « pacte », comme le terme est bien choisi ! Il n'en oublie aucun, y compris ceux mis en examen ou condamné à de la prison ferme.

On finira même par être flatté d'avoir été écarté par Monsieur Valls de cette énième pitrerie, car, bien évidemment, il a refusé de convier le Front national qui ne représente, il est vrai, qu'un ¼ de la population !

Monsieur Valls craignait d'entendre Stéphane Ravier exposer les solutions que les Français attendent.

Il n'y a pas d'exception marseillaise. Il n'y a qu'une préfiguration marseillaise. Il suffit de lire les faits divers. La gangrène criminelle s'étend peu à peu à toute la France. Aujourd'hui, même les campagnes et les bourgs ruraux ne sont plus épargnés.

Et n'en déplaise à Monsieur VALLS, les chiffres parlent même s'il cherche à les faire taire et la violence s'apparente de plus en plus à un terrorisme des rues dont le but est, certes, de voler ou de tuer, mais aussi de terroriser la population avant de la soumettre.

Je mesure plus que jamais à quel point la France est déstabilisée.

Je sais à quel point la France est aujourd'hui déstabilisée, dans ses rapports humains, profondément dégradés, je viens de parler de l'insécurité, je pourrais aussi parler de l'immigration, du communautarisme, de l'affaissement de l'identité française, bref de tous ces maux qui ruinent notre capacité collective à la fraternité et à l'unité.

La France est déstabilisée dans ses valeurs profondes que les politiques de droite comme de gauche remettent en cause.

Déstabilisée dans le rapport au travail, aujourd'hui souvent une souffrance, dans le chômage, la précarité des salariés (la part des embauches en CDD s'est élevée à près de 82 % au 3^{e} trimestre 2012), le sentiment de ne plus récolter le juste salaire devant les profits exorbitants des grandes sociétés, devant les gains sans limites de la finance internationale, de la spéculation, de la banque.

Déstabilisée, car terre sans usines qu'on voudrait sans avenir !

La France est déstabilisée dans tout ce qui fait sa noblesse et sa grandeur.

Aujourd'hui, la France est rabaissée, sans cesse.

La France ne peut plus rien.

La France n'est plus rien.

On ne peut plus rien faire sans penser "Etats-Unis" ou "Europe". Politique étrangère, souveraineté économique, culture, éducation, modèle social, plus rien de ce qui était autrefois une part constitutive de la grandeur française ne semble pouvoir exister aux yeux d'élite ou pour l'ailleurs les yeux de Chimène.

Je pourrais vous parler de tout cela pendant des heures tant cette petite boutique des horreurs politiques m'indigne.

Mais je ne le ferai pas.

Je ne suis pas là pour me lamenter avec vous sur la bassesse de ceux qui nous gouvernent depuis 30 ans. Je ne suis pas là pour faire des constats, continuer de regarder, de déplorer bien sûr, la nuit qui tombe sur la France.

Non, je veux vous dire aujourd'hui ce qu'il est possible de faire.

Je ne supporte plus comme vous le discours sur le « ce n'est pas possible ». Je ne veux pas que vous désespériez, et je veux porter un espoir.

Je sais que la France a besoin de nous. Je sais que la France compte sur nous, pour que nous puissions bientôt, au pouvoir, la remettre d'aplomb. Alors je veux dire aujourd'hui, par votre intermédiaire, à la France, quelle est ma perspective française.

Les 4 grands axes de la perspective française

Une France libre

Il faut d'abord à la France retrouver sa liberté. Sa liberté en tant qu'État, sa liberté en tant que Nation.

Une France libre, c'est une France souveraine et indépendante!

Deux notions inextricablement liées : de l'une, la souveraineté, dépend la réalité politique -pour ne pas dire métaphysique- de notre pays, de l'autre, l'indépendance, dépend sa grandeur.

C'est dans les choix de politique étrangère que s'exprime l'indépendance d'un pays. Cela ne signifie pas avoir en toute circonstance un avis contraire et opposé à celui de nos voisins ou alliés, mais cela signifie que l'on doit être capable d'avoir un avis différent.

La France ayant ses propres intérêts à défendre, elle ne peut et ne doit définir sa politique étrangère qu'en fonction d'eux.

Cette diplomatie forte et indépendante –et devrais-je dire forte CAR indépendante !- est celle qui a caractérisé la voix de la France dans le monde pendant des décennies, et qui a fait de notre pays un modèle pour les peuples qui aspiraient à retrouver le chemin d'une souveraineté nationale !

Oui, je le crois, il y a quelque chose de français dans l'attitude de l'Inde, de la Chine, de la Russie, du Brésil, de l'Argentine ou encore du Venezuela, à travers cette capacité à dire « non » aux puissants quand leurs intérêts sont en jeu.

Refus de l'atlantisme, volonté d'être une puissance d'équilibre, nécessité de l'existence d'un monde multipolaire. Il existait jusqu'à peu bon gré, mal gré, une certaine constance dans la diplomatie française. Il n'en est plus rien.

Elle fut brisée d'abord, par Nicolas Sarkozy : alignement systématique de la France sur les États-Unis, réintégration du commandement intégré de l'OTAN, réorganisation de nos implantations militaires à l'étranger loin des zones de notre influence naturelle, de l'Afrique vers le Moyen-Orient.

Affaiblissement impardonnable de nos armées et réduction de leur format. En 2011, la France se rendait complice de l'assassinat d'un dirigeant étranger et plongeait la Libye dans un chaos islamiste dont elle ne s'est jamais relevée.

Pour la première fois depuis longtemps, un président de la République déshonorait la France à l'international. Nous nous rassurions alors comme nous pouvions, Sarkozy ne devait être qu'une « parenthèse » dans l'histoire de France.

Hélas encore, nous nous trompions.

La France aujourd'hui, ridiculisée comme jamais par des dirigeants incompétents, incohérents et nuisibles, récidive en Syrie.

Qui aurait deviné que sous ses airs placides de modeste président du conseil général de Corrèze, François Hollande cachait un belliciste aussi zélé ? Plus soumis encore à Obama que Tony Blair en son temps à Georges W.Bush.

Cette soumission est telle que l'on devine même chez les Américains une forme de gêne, et chez certains Anglais une évidence de jalousie, semblable à celle de l'épouse légitime envers la maîtresse…

Plus inquiétante encore est notre soumission à des pays qui n'ont avec nous aucun lien historique ni culturel, seulement des liens d'argent sonnant et trébuchant et dont l'ensemble de la politique internationale vise à armer le fascisme vert, je veux parler de l'Arabie Saoudite et du Qatar.

Ces deux pays, arrière-garde de tous les mouvements jihadistes internationaux, alimentent, à force d'armes et d'argent, le terrorisme et la guerre non seulement en

Syrie, mais aussi au Sahel, en Afghanistan ou bien en Libye. La France, maitresse des USA, devenue catin d'émirs bedonnants…

Très clairement, je romprai avec cette diplomatie du renoncement et de la servitude !

Je redonnerai sa voix à la France, son rôle spécifique dans le monde !

Toute mon action portera au service de ses intérêts et de ses intérêts seuls.

Je renouerai des partenariats privilégiés avec toutes les zones d'influence du monde et je ne permettrai à aucun pays de décider à la place de la France qui est fréquentable et qui ne l'est pas.

Une diplomatie forte suppose également un outil militaire et de renseignement digne de ce nom. Une armée pleinement autonome, sans carence capacitaire, dotée des moyens matériels et humains nécessaires.

Je reconstituerai un arsenal militaire à la hauteur des ambitions que je nourris pour la France et je graverai dans le marbre de notre Constitution cette limite minimale de 2% du PIB pour notre budget militaire !

N'oublions jamais : l'industrie de défense ce sont des centaines de milliers d'emplois et l'un des plus puissants moteurs de la recherche et du progrès technologique ; il s'agit d'un investissement d'avenir par excellence !

La politique d'indépendance que je porte a eu ses modèles, et ses antécédents ont souvent couvert d'honneur et de gloire l'histoire notre pays.

Et la vérité nous oblige à nous souvenir qu'il fut un temps pas si lointain où la France se devait seulement d'être française, ni américaine, ni soviétique. Libre de ses choix politiques, maitresse de son destin. Un temps où notre pays était armé moralement, politiquement, économiquement et bien sûr militairement.

Il fut un temps pas si lointain où, aussi profondes que fussent ses plaies, la France était souveraine. Des Institutions fortes, une monnaie, des frontières, une armée gagnant en puissance. La France avait tous les attributs de la souveraineté. Elle pouvait traduire sa volonté politique en actions concrètes, toujours au service de ses intérêts.

Alors, ne venez pas me dire que ça n'est pas possible !

Vous l'avez compris, nous avons donc le double devoir impérieux de récupérer et notre indépendance et notre souveraineté ! Ce qu'assurément je ferai, à l'instant même où le peuple français m'aura donné sa confiance!

La souveraineté n'est pas un artifice de communication, un gadget ou un slogan électoral. C'est LA donnée fondamentale de tout pouvoir politique, de tout pouvoir qui prétend en être un. Elle n'est surtout pas dépassée, elle est l'instrument du futur, du rebond et de la liberté !

Regagner notre souveraineté c'est retrouver notre liberté législative quand l'essentiel de nos lois sont décidées à Bruxelles et imposées aux Français à leur insu ou contre leur gré.

C'est retrouver notre liberté budgétaire : la dernière des prérogatives qu'il restait aux parlementaires, qu'ils ont eux-mêmes transférée à la Commission européenne, pour faire mine aujourd'hui de batailler entre eux sur un budget dont ils n'ont plus la maitrise.

C'est retrouver notre liberté monétaire pour qu'enfin la France ait une monnaie adaptée à son économie, et qu'elle retrouve la possibilité de financer sa dette aujourd'hui laissée à des marchés financiers prédateurs ;

c'est retrouver des frontières -enfin !-frontières économiques pour mettre en œuvre un protectionnisme intelligent, ainsi que le font l'immense majorité des pays du globe, frontières migratoires pour contrôler les flux humains et lutter contre les trafics et les réseaux criminels. Tout cela mes amis, suppose la remise en cause sans délai de l'Union européenne.

Et parce que je crois en la démocratie, je me tournerai vers les Français par référendum pour leur demander leur avis sur notre appartenance à l'Union européenne !

Et sans délai, je ferai retirer les drapeaux européens, aujourd'hui symbole de soumission, de nos édifices publics et j'y mettrai partout des drapeaux nationaux !

Ainsi, je ne parle pas de l'Europe pour le plaisir de parler de l'Europe. Mais parce qu'il faut que les Français soient plus nombreux à comprendre qu'on ne peut rien faire sans défaire cette Union européenne.

La souveraineté c'est aussi la reconnaissance d'un souverain, au-dessus duquel rien ni personne ne porte. En France ce souverain, c'est le peuple !

Or l'Histoire a montré que son autorité n'était pas absolue, quand de serviles parlementaires se sont autorisés à bafouer sa volonté, commettant une faute si lourde qu'ils n'en paieront probablement jamais le prix.

En adoptant en 2008 un Traité européen contraire à la volonté populaire librement exprimée moins de trois ans plus tôt, ces parlementaires se sont rebellés contre leur souverain légitime!

Ce précédent est le coup le plus rude jamais porté à la Démocratie depuis la Seconde Guerre mondiale.

En conséquence de cette trahison, je retirerai au Parlement son pouvoir constituant, qui sera désormais l'apanage exclusif du peuple. Aucun texte fondamental ni aucun Traité européen ne pourra plus passer sans l'accord du peuple souverain.

Je mettrai par ailleurs en place un véritable référendum d'initiative populaire, pour que les Français, par eux-mêmes, se saisissent, s'expriment et tranchent les questions de leur choix.

Mes amis, d'une certaine manière notre tâche est autrement plus ardue que les épreuves du passé.

Nous combattons un ennemi que nous ne voyons pas et qui pourtant chaque jour remporte de nouvelles victoires.

Le projet est connu, mais ses auteurs se cachent : détruire la France, son identité et son pouvoir, pour lui substituer une entité supranationale et illégitime, au service exclusif du Marché et des puissances d'argent.

Nous évoluons dans un monde pernicieux, dominé par le mensonge, par la communication où le pouvoir, subrepticement, est passé des mains du peuple à celles d'individus non élus. Des gens parfaitement étrangers au destin de la France et qui ont pu compter sur l'extraordinaire servitude d'une élite française indifférente au sort de la Patrie.

Nous nous battons contre des forces aux capacités redoutables, mais qui n'ont cependant pas encore mesuré la puissance intrinsèque du peuple français, quand celui-ci reprend la conscience de lui-même et de son unité !

Une France sûre et unie

Une France libre à l'extérieur ne peut être qu'une France sûre à l'intérieur.

Car la première des libertés individuelles est la sûreté, la liberté d'aller et de venir. Et il n'y a aucune fatalité à ce que nous vivions dans une société de plus en plus conflictuelle, de plus en plus barbare, de plus en plus anxiogène. La France doit redevenir sûre parce qu'il en va de notre cohésion nationale, de la sécurité des plus vulnérables et de notre prospérité !

Je veux que tous les Français et aussi, je le dis avec force, toutes les Françaises puissent circuler librement, en toute sécurité et partout sur notre territoire national, dans tous les quartiers de nos villes, à toute heure du jour et même de la nuit.

Assez de ces zones où le seul droit est celui des délinquants et des trafiquants

Assez de cette extension du domaine de l'insécurité par des bandes organisées de cambrioleurs itinérants !

Assez de ces rodomontades ministérielles qui n'arrivent même plus à dissimuler le laxisme d'État, hier comme aujourd'hui !

Je veux en finir avec la politique de l'excuse.

Je veux en finir avec la pseudo-pédagogie de Madame Taubira, ou avant elle de Madame Dati, et de tous leurs alliés en bien-pensance, qui fournissent les rangs de l'UMPS.

La sanction doit être appliquée dès la première transgression de la loi, dès le premier délit, même le plus petit.

La sanction doit toujours être appliquée, et vite, surtout pour les mineurs. Il faut bannir toute impression d'impunité.

Parce que la sanction est aussi éducation. Sans sanction, aucune éducation n'est possible.

J'ose le dire : la sanction, la sanction réelle, la sanction appliquée est la meilleure des dissuasions, la meilleure des préventions.

J'ose aussi rappeler à Madame Taubira une évidence claire : au moins pendant le temps de l'incarcération, la société est protégée de la récidive.

Et parce que la sanction, c'est la justice que l'on rend à la victime. N'oublions jamais la victime. Pensons d'abord à elle ! Et ensuite seulement au délinquant, ou au criminel.

D'où vient cette insécurité grandissante ?

De ce laxisme d'État avec lequel je romprai. Mais aussi pourquoi le nier de l'immigration, de l'immigration massive, de l'immigration incontrôlée, de l'immigration favorisée.

200 000 entrées légales chaque année depuis 10 ans, et combien de clandestins ?

Je le dis et ne fais que dire une évidence juridique : chaque clandestin est un délinquant. Dans un État de droit, être sans papier est un délit.

Or, c'est aujourd'hui un délit sans peine et même, disons-le, un délit rémunérateur et quasiment récompensé.

Aide sociale, logement d'urgence social, scolarisation gratuite, AME, autant de pompes aspirantes qui finissent par rendre la situation hors contrôle et la situation du délinquant plus appréciable que celle des honnêtes gens.

En nous privant avec Schengen du contrôle de nos frontières, l'Union européenne nous a privés aussi de notre capacité à assurer notre sécurité.

Et, à partir du 1er janvier prochain, ce sera encore pire.

Les Roms seront chez eux en France avec l'ouverture totale des frontières avec la Roumanie et la Bulgarie. Ils deviendront inexpulsables. Ces pompes aspirantes marcheront alors à plein régime avec des conséquences inédites.

Les Français doivent exiger l'abrogation de Schengen et ne pas accepter de plier devant les apôtres du laisser-aller, du laisser-faire, du laisser-venir.

Quant au droit d'asile, il est aujourd'hui totalement dévoyé, devenu une vulgaire filière nouvelle d'immigration clandestine, ayant subi une hausse de 74 % dans les 5 dernières années.

Je demande d'ailleurs l'abrogation immédiate de cette loi qui oblige les préfets à loger, pendant le temps d'instruction de leur dossier, soit en moyenne 18 mois !, les étrangers en attente d'un éventuel statut de réfugiés politiques et ce avant les citoyens français.

Je demande que les prestations familiales soient réservées aux Français, quelle que soit leur religion ou leur absence de religion, quelles que soient leurs origines ethniques ou la couleur de leur peau, mais aux seuls Français, aux seuls qui ont la nationalité française !

Je demande que les emplois, en ces temps de chômage, soient accordés en priorité aux Français. Et ma conception est la même pour les logements sociaux, au nom d'une saine justice.

Je demande que les Français ne soient pas obligés d'abonder au train de vie des criminels et des récidivistes d'habitudes. Il faut dont leur supprimer les aides sociales.

A fortiori quand le délire fiscal qui a fait créer en deux ans à Nicolas Sarkozy et François Hollande 84 taxes nouvelles- près de 30 milliards d'alourdissements fiscaux chacun- payées par des Français aujourd'hui sur la paille.

Je demande que les travailleurs français soient protégés contre toutes les concurrences déloyales à commencer par celles dont ils sont victimes sur le territoire national.

Je demande enfin une politique de prévention qui repose sur les fondements mêmes de la République.

C'est bien beau d'afficher une charte de la laïcité dans toutes les écoles de France. Mais ce simple geste est déjà l'aveu d'un échec.

Plus d'un siècle après la loi de 1905, il faut écrire noir sur blanc des principes qui étaient il y a encore 20 ans des évidences.

Quelle force aura cette charte alors que la Cour de Cassation, en vertu des directives européennes, à condamné la crèche Baby Loup qui avait licencié une salariée qui portait le voile alors que l'on n'a même pas été capable de protéger le personnel de cette crèche qui, sous les menaces de représailles, a du déménager !

Et puis, le texte de monsieur Peillon ne prend pas en compte la réalité de l'histoire de France, la réalité de notre culture. Pour comprendre la nation française, la République française, il faut connaître et admettre ses fondements chrétiens.

N'en déplaise à certains.

D'ailleurs, aucun problème concret n'y est abordé, ni la nourriture hallal dans les cantines scolaires, ni le voile à l'université, ni la séparation des sexes dans les piscines.

Cette opération de com est encore un aveu que le système se complait dans la politique de l'affichage.

Cette « charte pour rien » ne peut mettre fin à ce multiculturalisme qui fragmente la population de la France selon la religion et les origines.

La Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Allemagne et même les États-Unis constatent l'échec du multiculturalisme et de la discrimination dite positive.

En France, la droite archaïque et la gauche obsolète n'ont encore rien appris, rien compris. L'UMP et les centristes se sont empressés d'apporter leur soutien au socialiste Peillon, espérant benoitement qu'un bout de papier punaisé dans un préau puisse régler les problèmes qu'ils ont créés.

Voilà quarante ans, de Valéry Giscard d'Estaing avec son regroupement familial à François Hollande avec ses naturalisations pour tous, droite et gauche encouragent cette immigration massive, pour le plus grand plaisir du MEDEF et des grands patrons voraces.

Et bien ce n'est pas l'avenir que je veux pour la France !

L'assimilation à la nation française est indispensable et elle ne se fera qu'en arrêtant l'immigration légale et clandestine, en rappelant des règles claires et fermes et en redonnant à chacun la fierté d'être français!

Dans le même temps, ils démantèlent l'École de la République, creuset culturel, outil de l'assimilation de tous les Français dans un seul espace public national. Là non plus il n'y a aucune fatalité.

Je veux une École qui transmette les savoirs.

Je veux une École qui transmette notre histoire.

Je veux une École qui apprenne le respect, à commencer par celui des enseignants.

Je veux une École qui s'accroche au bon sens et qui tourne le dos aux dingueries pédagogistes.

Une école de la tranquillité, de la sécurité, de la sérénité.

Je veux en un mot le redressement de l'École de la République.

Je sais que nos amis du Collectif Racine, regroupement d'enseignants, de professeurs, amoureux de l'école et de la France, s'y emploient avec passion et rigueur. Qu'ils aient tous nos encouragements, et vos applaudissements !

La France est une et indivisible. C'est cette France que j'aime. C'est cette France que nous aimons. Cette France où nous sommes tous égaux dans l'espace public, où chacun

d'entre nous est libre dans la sphère privée, où peut alors régner une harmonie fraternelle.

C'est cette France unie que je défends.

Cette France qui mettra fin aux haines et aux divisions, cette France qui fera passer le rouleau compresseur républicain et qui bannira le communautarisme.

Cette France rassemblée qui ne reconnaîtra qu'une seule communauté, la communauté nationale !

Cette France qui n'aura pas peur de s'aimer et de s'afficher.

Cette France de la fraternité entre les Français, où toutes et tous ne seront que Français, et rien que Français !

Une France prospère

Ma perspective française, c'est cette France sûre et unie, et c'est aussi naturellement une France prospère, une France redressée, une France innovante, industrielle, agricole, une France qui se retrousse les manches, une France au travail qui offre un emploi à chacun et qui cesse de se faire marcher sur les pieds dans la mondialisation !

Pas de perspective française, pas d'avenir pour nos jeunes, pas de dignité pour nos anciens, sans redressement économique et social !

La terre de France je ne la crois pas un instant condamnée à n'être qu'une vaste friche industrielle ou un terrain de jachère. Je ne me résous pas à ce que les files d'attente devant Pole Emploi soient plus fournies que celles devant les grilles de nos usines!

Je crois profondément au génie français. J'ai une confiance totale dans nos savoir-faire, la formation d'excellence que nos écoles savent encore donner. J'ai la certitude que si on lui propose un grand dessein le peuple de France, étudiants travailleurs, retraités, créateurs, chercheurs aura à cœur de travailler d'arrache-pied pour se relever !

Alors, oui mes chers compatriotes, je fixe en matière de prospérité trois grands objectifs, et je ne fais qu'une seule promesse : tout mettre en œuvre pour les atteindre !

Ces trois objectifs sont simples : redonner du travail au Français, remettre la justice là où il n'y a plus qu'injustice, et faire de la France un pays qui produit !

Ces objectifs – le travail, la justice, la production – ne sont pas des mots lancés en l'air. Et bien sûr, on ne les atteindra pas par je-ne-sais-quel-miracle, en claquant des doigts, ou en répétant ad nauseam les mêmes mensonges sur une croissance mirage qu'on invente de toutes pièces pour tromper et tromper encore une opinion publique légitimement en colère !

Ces objectifs – travail, justice, production – tranchent avec les discours lénifiants de ceux qui ont tout échoué depuis si longtemps, mais qui par la grâce d'un retour aux affaires voudraient nous faire croire qu'ils peuvent donner des leçons de compétence.

Nous mettrons tout en œuvre, dans la clarté et la vérité, pour remplir ce contrat que je passe avec les Français.

Un contrat exigeant, mais qui mérite de le porter de toutes nos forces.

Ce que je veux c'est une France qui tienne son rang face à la mondialisation sauvage. Une France qui retrouve des muscles pour faire valoir ses atouts et protéger ses intérêts.

C'est la grande bataille que je lancerai pour le protectionnisme à nos frontières nationales, un protectionnisme intelligent, tarifaire et non tarifaire, qui visera à rétablir une concurrence juste quand aujourd'hui elle est déloyale, quand aujourd'hui sans aucun respect pour quelque norme que ce soit :

- on devrait laisser sans rien dire des productions venues d'Europe de l'Est, de Chine ou d'ailleurs submerger notre marché national,
- ou l'on devrait sans réagir laisser délocaliser nos productions ou nos services, ou encore comme dans le bâtiment ou le transport par exemple, laisser nos entreprises et nos salariés être, sur notre propre territoire, victimes d'un dumping social féroce.

Pas de réindustrialisation sans protectionnisme, c'est à dire sans sortir de cette attitude naïve et suicidaire face à des concurrents qui eux n'hésitent pas à défendre et protéger leurs intérêts.

Et parce que je ne vous ai fait qu'une seule promesse : tout mettre en œuvre pour atteindre mes objectifs, je ne reculerai devant rien, et certainement pas devant les oukases ultralibéraux des grands prêtres de l'Union européenne, qui depuis des années se noient dans les mensonges de leur idéologie, mais n'ont pas le droit d'y noyer les peuples avec eux !

Pas d'emploi, pas de production, et donc pas de justice sans stopper la machine à aspirer l'industrie française, mais aussi l'industrie espagnole, italienne, irlandaise, portugaise : l'euro !

Monnaie unique, monnaie inique, invention allemande qui correspond provisoirement aux intérêts de l'Allemagne, ou plus exactement aux intérêts du grand patronat allemand, mais qui défait nos pays, qui défait, vide de son énergie industrielle et agricole la France. Machine à détruire notre compétitivité et nos exportations, à fabriquer du déficit.

Oui, je refuse les discours déclinistes des adeptes du surplace et de l'immobilisme.

Si le protectionnisme est possible dans un si grand nombre de pays du monde, il le sera demain en France, dans une France souveraine !

Si 95% des nations maîtrisent leur monnaie et leur politique monétaire, la France aura les capacités de le faire elle aussi demain ! Comme elle l'a fait durant des siècles hier.

Je refuse de voir mon pays mourir pour les beaux yeux de la Banque centrale de Francfort.

Je refuse qu'on fasse croire aux Français que le changement serait impossible pour mieux leur faire avaler la pilule d'une idéologie moribonde.

Si le patriotisme économique ne plaît pas à l'Union européenne, et bien nous nous passerons de l'Union européenne, parce que nous voulons le meilleur pour la France!

Une France qui crée de l'emploi, de la justice, une France qui produit, c'est une France qui demain demandera par une loi à son État, à ses collectivités locales, à ses entreprises publiques d'acheter en priorité français !

C'est une France qui n'obéira plus aux directives insensées d'une Europe qui veut privatiser tous ses services publics, qui veut faire entrer la loi de l'ultrarentabilité et à tout prix notamment au prix de l'égalité des citoyens et, en réalité, de la prospérité des consommateurs.

C'est une France qui valorisera le travail, par une fiscalité beaucoup plus juste, pour les ménages comme pour les PME.

Une France qui n'acceptera plus de voir des retraités vivre dans des conditions indécentes.

Une France qui protégera l'environnement parce qu'elle produira sur place et non parce qu'elle aura créé 36 taxes verdâtres !

Une France qui refusera la dictature de la finance aujourd'hui maîtresse et des banques d'affaire, parce que sa Banque Centrale sera souveraine, parce que son État aura un cap, parce que les lobbies auront été dégonflés et la corruption remplacée par la probité et le sens du service !

Une France tournée vers l'avenir, avec son État comme socle solide, des muscles pour se battre et l'intelligence collective de son peuple pour avancer et inventer sans cesse !

Une France sûre d'elle-même

Mais, quand nous dessinons les perspectives françaises, nous voyons que le pire poison, mes chers compatriotes, c'est le manque de confiance en soi, c'est la dépréciation de soi, de son propre pays.

Et l'antidote à ce poison, c'est l'espérance française. Cette espérance que je partage avec vous aujourd'hui pour redonner confiance à tout un peuple, à mon peuple.

Lui redonner confiance en lui, redonner à tous les Français la maitrise de leurs lendemains et le sentiment de leur profonde utilité.

Confiance dans nos capacités individuelles et collectives. Confiance dans notre avenir, dans notre destin, dans nos forces et nos atouts !

Confiance, oserai-je dire, dans la bonne étoile qui guide la France depuis des siècles et la hissera à nouveau demain aux premiers plans.

Nous sommes la France !

Prenez conscience de ce que cela signifie, des millénaires d'histoire qui nous précédent, prenez conscience de l'éclat de ce nom dans le monde entier, de la gloire qu'il porte, du respect que partout il inspire, de l'honneur que nous ressentons d'en être !

Oui nous sommes la France !

Nous sommes ce pays qui peut compter sur un peuple de bon sens quand ses élites ont trahi.

Un pays unique, une nation politique, la plus politique d'entre toutes les nations du monde. Un pays qui abat l'impossible quand il est uni, rassemblé.

Nous ne sommes pas le passé, nous ne sommes pas petits, nous ne sommes pas moyens, nous ne sommes pas un musée, nous ne sommes pas une région d'Europe, nous ne sommes le vassal de personne.

Je ne veux plus qu'aucun Français en doute !

Je vous demande mes chers compatriotes de ne pas laisser vos pseudo-élites salir votre pays, et de vous battre avec la première des énergies pour faire respecter votre droit à la fierté.

Ce n'est pas le peuple français qui est faible, ce sont nos élites qui l'affaiblissent.

Ce n'est pas le peuple français qui désespère, ce sont nos élites qui nous désespèrent.

Le peuple français n'a pas peur, ce sont nos élites qui nous font peur.

Ce n'est pas le peuple français qui manque de courage, ce sont nos élites qui le découragent.

Oui, vous avez droit d'être fiers de vous, d'être fiers de votre pays. Ce n'est pas honteux, ce n'est pas criminel, c'est au contraire indispensable, et c'est ainsi que nous rayonnerons !

Je me battrai contre tous ceux qui, au plus haut niveau, n'ont de cesse de rétrecir leur propre pays, qui de gré ou de force veulent le maintenir dans la médiocrité ou l'asservissement.

Nous sommes la France, nous sommes l'avenir, nous sommes nécessairement la grandeur parce que nous sommes la France !

Mes chers compatriotes, sûr de soi ne veut pas dire seul. Sûr de soi ne veut pas présomptueux. Sûr de soi ne veut pas dire irréaliste. La confiance est d'abord le reflet de l'amour que l'on porte à sa patrie.

Si la France chasse de sa tête les oiseaux de mauvais augure et les velléitaires de gauche et de droite, les portes de l'avenir lui seront grand ouvertes.

Voilà pourquoi je vous demande de croire en vous ! Et voilà pourquoi je mettrai fin à toutes les repentances !

Je ne supporte pas qu'on symbolise, par des repentances aussi inutiles, mensongères que blessantes, la volonté de rabaisser la France, cet acteur du monde qui toujours s'est

battu pour l'opprimé et l'asservi et qui est encore, malgré ses dirigeants, symbole de liberté dans le monde.

Voilà pourquoi je remettrai l'enseignement de l'histoire de France au cœur des programmes scolaires. Nicolas Sarkozy avait fait disparaître Charles Martel, Henri IV, Louis XIV et Napoléon, voilà que François Hollande retire le général De Gaulle.

À ce rythme, qu'il supprime l'enseignement de l'histoire, ça ira plus vite !

Mais pour qui se prennent-ils ? Le passé ne leur appartient pas, ils ne peuvent pas en disposer à leur guise.

Je rendrai donc aux Français toutes les composantes de leur patrimoine au premier rang desquelles leur histoire glorieuse.

Le chemin du redressement que je dessine avec vous ne sera pas tous les jours facile, c'est certain.

Mais il sera vrai, il sera juste, il sera enthousiasmant.

Et il sera surtout possible si la France cesse de se lamenter sur elle-même, cesse de douter d'elle-même, cesse de se flageller, cesse de regarder toujours hier et avant-hier quand il faut résolument et de toute urgence penser à demain ! En un mot, si la France est la France.

La nouvelle politique et conclusion

Mes chers amis, vous avez compris que le chemin que je propose, que nous proposons, à la France, n'est pas celui sur lequel, avec l'UMPS, nous errons depuis des décennies.

Parce que je suis convaincue que le peuple lui sait où il veut aller, alors c'est lui qui doit reprendre la tête de l'épopée française.

Mais il ne suffit pas de savoir où l'on veut aller. Il faut aussi savoir comment on y va.

Je ne veux pas proposer aux Français de continuer à faire de la politique comme on en fait en France depuis maintenant trop longtemps.

Le fossé qui sépare le peuple des politiques est devenu un gouffre. Le divorce entre la classe politique traditionnelle et les Français est consommé et c'est un divorce pour faute, aux torts exclusifs de l'UMPS. Il n'est plus possible d'appliquer aujourd'hui les mêmes recettes que par le passé.

Alors, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à nous faire confiance, je veux commencer à dire aux Français qu'il y a une autre manière de faire de la politique.

Je veux commencer aujourd'hui à expliquer la nouvelle politique que je propose aux Français.

Il y a d'abord une réflexion à mener sur la notion de promesse.

Dans la vie politique française, existe une habitude insupportable : à chaque élection, les candidats nous font des promesses, ils en remplissent des catalogues entiers, et à chaque fois, arrivés au pouvoir, ils ne les tiennent pas, et font souvent l'inverse de ce qu'ils avaient promis.

Nous sommes obligés de constater que tous les responsables politiques depuis 30 ans ont été élus sur des mensonges.

Je pense bien sûr à François Hollande et à ses promesses sur le chômage, je pense à Nicolas Sarkozy et à ses promesses sur l'immigration, la sécurité ou le pouvoir d'achat, jamais tenues!

Le premier problème qui se pose, ce sont évidemment les hommes, c'est cette classe politique, c'est l'absence de souveraineté qui les amène à préférer la communication à l'action.

Ces gens-là ont pris l'habitude de mentir effrontément aux Français. Ils ne peuvent rien faire et font croire qu'ils peuvent, le temps d'une campagne…

Ça n'a pas tant d'importance pour eux puisque leurs préoccupations essentielles n'est pas qu'est-ce qu'ils feront arrivés au pouvoir, mais comment arriver à se faire élire.

La tactique politicienne a pris le pas sur la politique.

Les moyens sur la fin.

Les promesses sur les objectifs.

La défense des intérêts personnels sur celle de l'intérêt général.

C'est vrai et il faut le reconnaître et le dire avec franchise aux Français, nous vivons dans un monde complexe.

Et dans un monde complexe, il n'est pas possible de faire des promesses simplistes ou purement idéologiques.

Dans un monde complexe comme l'est le monde d'aujourd'hui, il n'est plus possible de dire qu'il suffira d'un peu de volonté ou de chance pour que les mesures que l'on prendra produisent les effets que l'on recherche.

Il n'est plus possible de faire croire, à chaque élection, qu'avec les mêmes recettes demain tout ira mieux.

Que ce qui n'était pas possible hier, ce que l'on n'a pas voulu ou pas pu faire, on le fera demain.

Les Français ont trop souffert, et ils souffrent encore aujourd'hui, de cette facilité dans la vie politique française.

Et quand je dis cela, je pense aussi aux désillusions futures, à cet éternel recommencement du cycle des promesses non tenues.

Je veux que cela change.

Nous devons revoir fondamentalement notre manière de voir la politique. La politique, ce ne sont pas des coups de baguette magique, des incantations ou des danses de la pluie.

La politique, ce doit être un combat de tous les jours pour tenir les objectifs fondamentaux que l'on s'est fixés.

C'est un combat contre les effets pervers des décisions que l'on prend, c'est un combat contre les forces puissantes qui veulent contrecarrer la volonté du peuple.

Ces forces contraires, et la finance internationale en est une, comme certains conservatismes, ou certains fanatismes, on sait qu'elles se manifesteront, et l'on doit se préparer à les affronter.

La politique, ce doit être un combat au nom de grands objectifs que l'on fixe, avec le peuple, par et pour le peuple. Et c'est l'engagement fondamental, peut-être la seule promesse que l'on soit en droit de faire, dans laquelle l'on puisse mettre toute son énergie, toute sa détermination, toute son audace, au service de ces objectifs.

Oui, dans cette nouvelle politique, finis les enchaînements de promesses. Place aux objectifs !

Que le peuple sache clairement pour quoi il vote !

Qu'il sache ce qu'il veut faire, ce qu'il se fixe comme ambitions, et que le chemin soit clair pour tout le monde !

Fixer quelques grands objectifs pour la France, ce que j'ai fait aujourd'hui, et ne vous faire qu'une seule et unique promesse : tout mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, pour respecter la parole du peuple français, ses choix fondamentaux !

Voilà une nouvelle façon de faire de la politique.

La nouvelle politique, c'est de dire aux Français, avant les élections, que ce ne sera pas facile. Que l'on ne se remettra pas de trente années d'abandon, d'errances et de défaites, en un mois ou une année.

La nouvelle politique c'est un langage de vérité, pour dire qu'il ne faudra pas fléchir sur certaines orientations, qu'il faudra être ferme.

Je peux le dire aux Français. Quand nous serons au pouvoir, nous ne ferons pas plaisir à tout le monde. Nous ne satisferons pas toutes les demandes minoritaires. Nous ne pourrons pas faire dans la démagogie.

Parce que nous devrons nous en tenir à l'essentiel. Nous devrons d'abord et avant tout atteindre les objectifs sur lesquels nous aurons été élus par la majorité des Français.

C'est la voix du peuple qui s'exprime à travers les élections.

C'est la voix légitime de la majorité qui détermine la politique de la Nation. Et si le peuple a majoritairement statué pour aller dans une direction, c'est cette direction qu'il faut suivre, quels que soient les pressions et les vents contraires que nous devons subir.

Alors, oui, je serai dure avec certaines revendications illégitimes, et je ne succomberai pas à la démagogie, qui serait de vouloir faire plaisir à ceux qui s'opposent à la voie choisie par le peuple français, à ceux qui revendiquent le plus haut, à ceux qui parlent le plus fort.

Je serai dure avec les minorités autoproclamées qui veulent faire plier l'ordre républicain, contre la sécurité de tous.

Je serai dure avec ceux qui fraudent la Sécurité sociale, contre la survie de notre modèle français.

Je serai dure avec les spéculateurs qui veulent s'enrichir sur le dos des travailleurs et des entrepreneurs, contre la vitalité de notre économie.

Je serai dure avec les fanatiques qui veulent imposer leur loi dans l'espace public, dans l'école et dans l'entreprise, contre la laïcité et l'universalité de nos lois.

Je serai dure avec ceux qui ne jouent pas le jeu, parce que je veux que la volonté du peuple soit enfin entendue et respectée.

Je sais qu'il y aura des râleries, des contestations, des souffrances peut-être même, mais je ne peux tolérer que des intérêts particuliers prennent trop de poids au détriment de l'intérêt général.

Qu'on me comprenne bien, je ne suis l'ennemie de personne, d'aucune religion, d'aucune catégorie de la population, et je n'en veux à personne en particulier ni ne m'attaquerai aux droits de quiconque, mais qu'on sache que je ne travaillerai qu'au service de la France et de la défense de l'intérêt des Français. Dans le respect absolu du mandat qu'ils m'auront donné.

Un président doit présider, et un premier ministre, avec ses ministres, gouverner.

Je pense donc que le président de la République est responsable de la stratégie qui doit guider la politique de la Nation. Il n'a pas besoin pour cela d'un cabinet pléthorique, de créer des doublons de ministres, ou de donner à ses conseillers une autorité politique quelconque.

C'est à lui de décider, et c'est au premier ministre de prendre en charge l'exécution des orientations déterminées. Il faut donc choisir à ce poste la personne la plus compétente pour exécuter une stratégie, et à la tête de chaque ministère des personnalités qui sont en phase avec la ligne générale fixée par le peuple.

Qu'il y ait des opinions personnelles émises dans le cadre de la communication gouvernementale, chacun peut le comprendre.

Mais qu'un ministre remette en cause publiquement l'orientation dessinée par le président de la République, et à travers lui, par le peuple français, est inacceptable !

Je ne pense pas par ailleurs, puisque nous parlons du gouvernement de la France, qu'on puisse se satisfaire d'une équipe ministérielle déconnectée de la réalité que connaissent les Français.

Vous le savez, nous sommes le parti de la réalité, nous sommes le seul mouvement qui ait ce souci de tenir compte de la réalité vécue par les Français.

Comment concevoir qu'un gouvernement ne comporte quasiment aucun membre issu de l'entreprise, qu'il s'agisse d'entrepreneurs ou de salariés ? C'est pourtant le cas du gouvernement actuel, c'était le cas du précédent.

Il faut à l'inverse, dans le gouvernement, des gens qui aient expérimenté la complexité de l'univers économique, des gens qui aient vécu l'expérience d'un salarié, qui aient conscience de ce que signifie le mot précarité, de ce que signifie la peur du chômage, l'angoisse des fins de mois difficiles, des gens qui aient eu envie un jour de créer une entreprise, qui aient vécu, concrètement, ce que signifie la rudesse de la concurrence.

Oui, le peuple de France, dans toutes ses composantes, a le droit d'être représenté. À l'Assemblée nationale, bien sûr, mais aussi au gouvernement de la République.

Dans tous les rouages de l'administration, notamment au plus haut niveau, il faut des personnes respectueuses des grandes orientations fixées par le peuple français.

C'est une donnée essentielle de cette nouvelle politique que je veux mener : il faut casser la connivence qui existe entre la haute fonction publique et la haute finance.

Je ne veux plus de ces transferts entre Bercy et les multinationales de la finance, entre l'inspection générale des finances et les banques d'affaires.

Je remettrai de l'ordre dans les affaires de l'État, du gouvernement et de son administration.

Et pour que le gouvernement de la Nation puisse conduire une action déterminée, fidèle aux grandes orientations prises par le président, il faut que le circuit législatif soit accéléré. Nous n'avons plus de temps pour attendre quelques réformes essentielles.

Ainsi, l'Assemblée nationale, dont je respecte totalement la légitimité, à condition qu'elle soit élue au scrutin proportionnel et que la France soit souveraine, doit exercer son pouvoir législatif et contrôler l'action du gouvernement.

Mais je ne peux comprendre aujourd'hui que le Sénat vienne considérablement ralentir le rythme du vote des lois, pour une valeur ajoutée très discutable et un coût très élevé. Le débat doit s'ouvrir sur le maintien ou la suppression de cette chambre, tant il est vrai qu'en ces temps difficiles, tout ce qui n'est pas utile est inutile.

Si j'insiste aujourd'hui mes chers amis, sur la façon nouvelle dont il faut faire de la politique en France, c'est que j'ai bien mesuré le degré d'exaspération des Français, et que je commence à m'en inquiéter.

Je m'en inquiète, parce que je sais que le contournement permanent de la volonté populaire, par le non-respect des promesses, par l'attention toujours donnée à ceux qui ne se reconnaissent pas dans la République, par le flou aussi toujours entretenu sur le dessein que l'on veut vraiment pour la France, je sais que toutes ces causes de l'exaspération des Français peu à peu minent la confiance collective dans l'action politique.

Pis, ces ferments de destruction sapent le moral du pays, c'était hier une étude d'opinion annonçant que ¾ des Français ne croyaient plus en l'avenir du pays, année après année ils l'enfoncent dans un défaitisme dont il n'apparaît plus aujourd'hui possible de sortir, et surtout désagrègent, lentement mais sûrement, notre contrat social.

Ce que je crains aujourd'hui, si l'on continue dans la voie que nous suivons depuis des décennies, c'est la décomposition de l'unité des Français, c'est, pour le dire plus simplement, la désunion, l'insurrection et peut-être même la guerre civile.

Oui, si nous ne changeons pas notre façon de faire de la politique, c'est au final cette terrible issue que nous pouvons craindre. Sombre perspective.

Mais perspective évitable, parce que nous sommes là !

Je vous le disais tout à l'heure, l'année 2013 est une année sans élection. Mais l'année 2014 verra les scrutins municipaux et européens. Nous devons dès maintenant nous tourner vers ces batailles électorales qui sont autant d'opportunités d'amorcer un virage aussi radical que salutaire pour la France.

Nous devons dès maintenant dessiner, pour les Français, la perspective française que nous leur proposons.

Les maires, les conseillers municipaux, les députés européens que nous ferons élire seront l'avant-garde de cette nouvelle donne politique.

Ils constitueront partout dans les Conseils municipaux, mais aussi au parlement avec tous les patriotes des Nations européennes, les prémisses de l'alternative que nous proposons aux Français. La preuve aussi que faire mieux, beaucoup mieux c'est possible !

Nous menons un beau combat et avec nous toutes les forces patriotes de France- la jeunesse nous regarde, nous attend et nous rejoint.

Les Français unis sont invincibles disais-je il y a quelques minutes.

Je n'ai jamais eu de croyance plus forte.

De toutes mes forces, de toute mon âme, j'ai espoir en la France, et j'ai espoir en la politique.

De tout mon cœur, je crois en vous !

Portez partout en France, ce message, la France peut se relever, une autre politique est possible !

Il ne tient qu'à vous, il ne tient qu'à nous, il ne tient qu'à la France toute entière de croire en elle-même !

Vive le Front national !

Vive la République !

Vive la France !

ANNEXE 17 – DISCOURS DE RENTRÉE POLITIQUE À BRACHAY LE 30 AOÛT 2014

Mes chers amis,

Je vous remercie de m'accueillir une nouvelle fois à Brachay. Vous le savez, je suis venue une première fois vous rencontrer pendant la campagne présidentielle de 2012 et j'avais, peu de temps ensuite, fait la promesse de revenir ici chaque année. Je l'ai fait l'an dernier et je reviens ici avec un immense plaisir cette année.

J'aime toute la France, vous le savez. Je la visite toute l'année, souvent en campagne électorale ou pour encourager nos soutiens, aussi un peu parfois pour mes loisirs, bien trop peu tant la vie publique accapare ceux qui ont fait ce choix de vie.

J'aime toute la France, je ne rejette rien en elle. Elle m'est partout agréable et si partout l'on voit des souffrances, si partout l'on peut se désespérer de la voir mal en point, on la trouve toutes parts belle et chaleureuse.

J'aime toute la France d'un amour égal, je crois, et j'ai pourtant une affection toute particulière pour ce petit coin de France. Ce petit coin de France où nous nous retrouvons désormais chaque année. Ce petit village de Brachay où l'on sent peut-être plus qu'ailleurs l'âme de la France dans ce qu'elle a de plus noble et de plus humble à la fois.

Car Brachay est pour moi le symbole de cette belle France oubliée par nos dirigeants, méprisée par nos élites, sans cesse meurtrie par des politiques qui jamais ne pense à elle. Mais cette France belle parce qu'elle se bat toujours, qu'elle ne renonce jamais et qu'elle garde toujours intact ce noble courage de la résistance. La résistance face à toutes les abdications. Celle qui voudrait confier à d'autres que le peuple français le pouvoir de décider pour la France, la transformant ainsi en un pays exploité, peu à peu ruiné et vidé de sa substance pour satisfaire des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Ces abdications qui voudraient faire de notre nation autrefois unie un agglomérat de

communautés qui ne se parlent plus, s'affrontent même et oublient la nécessaire solidarité qui fait la seule communauté que je reconnaisse, celle de la nation toute entière.

La France, mes chers amis, la France est en crise. C'est d'abord, bien entendu, une crise économique. Cette crise économique, la France continue de s'y enfoncer quand le monde entier retrouve la croissance et l'emploi. Cette crise économique n'en finit plus de s'abattre sur notre pays depuis que ses dirigeants s'acharnent à confirmer des orientations imbéciles.

La période récente, je parle de ces dernières années, a vu nos gouvernements successifs de droite comme de gauche, préférer préserver la monnaie unique, maintenir l'asservissement de notre économie à l'économie allemande, l'enfermer dans une austérité aveugle plutôt que de sauver l'économie française, maintenir notre prospérité nationale et libérer l'énergie des Français.

Mais la crise, en réalité, vous la connaissez depuis bien plus longtemps. Vous la connaissez en fait depuis des dizaines d'années. Qu'on subit sans cesse l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, l'effondrement de nos exportations et la disparition de notre industrie comme de notre agriculture, car en dehors de rares périodes d'accalmie, la France connait une sous-croissance désormais structurelle ininterrompue.

Depuis en réalité que le projet européen a commencé d'étendre son emprise, la France recule, se vide de sa substance économique, perd des parts de marché et cela se ressent dans notre vie quotidienne. Qui pourrait dire qu'un ouvrier vit aujourd'hui mieux que ses parents ? Qui pourrait dire que nos jeunes, pourtant souvent plus qualifiés qu'hier peuvent espérer de meilleures conditions de vie que ceux qui les ont mis au monde ? qui peut dire que nos agriculteurs ont la juste rétribution en même temps si dur, ni noble et si nécessaire qu'ils fournissent. Qui pourrait dire que les bas salaires aujourd'hui versés à nos travailleurs dans les bureaux ou dans les usines leur permettent de vivre décemment ? Qui pourrait dire que les pensions que touchent aujourd'hui la plupart de nos anciens leur assurent le minimum de confort et de sécurité pour lequel ils ont pourtant cotisé toute leur vie.

Je pense à ces travailleurs smicards qui se lèvent tôt tous les jours, je pense à ces petits retraités dans la difficulté, je pense à ces familles qui jour après jour voient poindre un déclassement devenu hélas inéluctable.

C'est pour eux que je me bats. Depuis plus de trente ans désormais, les choix faits d'enserrer la France dans le corset européen, dans cette vassalité sans cesse confirmée à Bruxelles et à Berlin nous font en réalité creuser le fossé de notre crépuscule.

1983 et le fameux tournant de la rigueur pour ancrer le Franc au Mark. 1986 et l'acte unique. 1992 et le traité de Maastricht, le choix ensuite de ne pas quitter le système européen. Le début des années 2000 et l'arrivée de l'Euro. La crise financière des dernières années et la volonté de maintenant coute que coute le système tel qu'il est.
Toutes ces étapes jalonnent le parcours dévastateur de nos dirigeants qui les uns après les autres n'ont jamais eu le courage de revenir sur ces décisions erronées, inefficaces et dévastatrices. Celles pourtant dont tout notre mal vient.

Les experts pays par les banques servilement relayés par les éditorialistes de tout poil qui mangent à la même gamelle, nous expliquent sur les ondes qu'il n'y aurait pas d'autres politiques possibles que cette politique imposée par l'Union européenne. Pas d'alternative. C'est ce qu'on nous dit depuis des années et avec plus de fermeté encore aujourd'hui,

Mais qui peut accepter ce discours ? Ce discours, je pèse mes mots, est proprement inacceptable dans une démocratie, car l'essence même de la politique c'est justement de faire émerger et de porter des alternatives. C'est le coeur même de la politique que de faire éclore des propositions, des idées que nous mettons dans le pot commun du débat public, et accessoirement, quand une erreur a été commise, de la réparer en changeant de direction.

Quel triste renoncement que d'accepter sans broncher la parole de ces prétendus experts technocrates et autres employés zélés du système. Cette parole est non seulement fausse, mais elle est aussi parfaitement contraire à la politique dans ce qu'elle a de plus noble, à la politique telle que je la conçois et telle que tous les démocrates devraient la concevoir.

Alors à la crise économique, en réalité cette crise qui dure depuis des décennies ne fait que se renforcer, à la crise économique, donc, s'ajoute une crise de société. Elle aussi, de plus en plus profonde. Notre pays, du fait d'une immigration de masse jamais interrompue elle aussi depuis plusieurs décennies, quand bien même nous mettions au pouvoir des dirigeants qui nous paraissaient déterminés à changer la donne, du fait d'une immigration de masse donc notre identité nationale se dissout. Elle se dissout sous les coups de boutoir d'un communautarisme renforcé, de revendications religieuses qui mettent à mal la laïcité et plus largement notre pacte républicain.

L'immigration de masse est la cause de nombre des maux qui minent aujourd'hui la société française et qui progressivement la divisent, la fragmentent, mettent à mal sa solidarité et son unité. La disparition de l'État de droit dans certains quartiers, l'augmentation de la criminalité et de la délinquance. Le creusement de nos déficits sociaux. Le recul de notre sécurité, y compris sanitaire. Cette crise de société, elle est

aujourd'hui profonde. Elle fait peser un danger vital sur la cohésion de notre nation, sur sa survie même en tant que République une et indivisible.

En cette rentrée 2014, alors qu'aucun des problèmes que j'évoque n'est en passe d'être réglé, vient s'ajouter une terrible crise politique, une crise de régime même. Le gouvernement n'est plus seulement critiqué par l'opposition, ce qui somme toute est assez banal, il l'est de l'intérieur. De l'intérieur même de sa majorité, et il l'est désormais en son sein même.

Le pouvoir est nu. Le roi François Hollande est nu. Mais prince aussi, Manuel Valls, est nu, contraint de mettre en place un nouveau gouvernement alors que le précédent n'a même pas passé l'été. Et le nouveau ne survivra pas à l'automne ou à l'hiver, je vous le dis. Ça ne tiendra pas. Valls II n'est qu'une illusion de changement. Comme Valls I, il tombera, car il s'écrasera sur le mur de la réalité. D'ailleurs personne ne croit à ce nouveau gouvernement.

Mais, chacun comprend mieux désormais, grâce à sa composition, la réalité de la politique menée. En nommant monsieur Macron, ce banquier d'affaires, ancien porte-parole de la commission Attali que j'avais surnommée Attila, puisque là où il passe, la prospérité trépasse, et ce sur ordre de Madame Merkel, la chancelière allemande, François Hollande a définitivement confirmé l'ancrage de sa politique dans l'ultralibéralisme le plus brutal, le plus stupide, le plus injuste.

Cette nomination elle symbolise bien la volonté de sacrifier les classes moyennes, les classes populaires, nos travailleurs pauvres et nos petits retraités sur l'autel de l'Europe, les désidératas de l'Allemagne sur l'autel de l'austérité et d'une amitié jamais démentie avec la grande finance.

Ne vous laissez pas enfumer. Quand monsieur Macron parle de revenir aux trente-neuf heures, il faut que vous ayez à l'esprit que ce sera trente-neuf payées trente-cinq.

Ce gouvernement c'est finalement l'incarnation suprême de l'UMPS, cette Sainte-Alliance entre les deux partis qui se partagent le pouvoir pour favoriser toujours les mêmes, ceux qui n'ont besoin de rien, et pour saigner ceux qui contribuent véritablement à la production nationale.

L'UMP est d'ailleurs bien en peine de critique ce nouveau gouvernement puisqu'elle n'aurait pas pu trouver dans ses rangs plus libéral et plus antisocial que ce fameux Monsieur Macron. Que doit penser l'UMP quand c'est le premier ministre socialiste Manuel Valls qui reçoit une standing ovation devant les grands patrons du MEDEF tout roses de bonheur en pensant aux mannes que le gouvernement s'apprête encore à leur distribuer.

Discours, par ailleurs salué par Alain Jupé en personne et donc Monsieur Carucci admet qu'il n'aurait pas dépareillé dans un meeting de l'UMP. Je relève au passage qu'on sacrifie aussi l'école de la République toute entière, c'est-à-dire nos enfants, pour promouvoir une ministre, Madame Vallaut-Belkacem qui n'a aucune compétence en matière d'éducation et donc personne ne peut citer le moindre début de bilan dans ses mandats précédents, à part avoir lancé des polémiques dont la nation sure de ses valeurs se passerait volontiers.

Il y a encore quelques années, les majorités chutaient à l'occasion des élections. Aujourd'hui, voilà qu'elles chutent comme c'était le cas avant la cinquième République au cours même des mandats. La cinquième République avait donné à notre pays des institutions plus fortes et plus stables que la précédente. Mais voici qu'en dépit de ces institutions, en dépit aussi d'un mode de scrutin qui pourtant assure de très larges majorités à ceux qui prennent le pouvoir, en dépit de cela, l'instabilité ministérielle revient comme au temps de la quatrième République.

Ce sont les institutions mêmes qui sont dévoyées aujourd'hui dans cette crise politique. Quand certains parlent, permettez-moi, d'aller vers la sixième République, je leur dis revenons déjà à la cinquième, revenons déjà au simple respect de nos institutions.

Admettons-le, bien souvent ce ne sont pas tant les institutions qu'il faut changer, même si elles sont toujours perfectibles, mais les hommes qui ont pris leur tête. De toute évidence, la déliquescence de la vie politique que nous pointons depuis plusieurs années s'accélère, et d'une manière brutale.

D'où vient cette incroyable accélération de l'histoire ? D'où vient, qui éclate aujourd'hui, cette crise de régime, sorte d'amplification magistrale de la déliquescence politique qui s’amplifie depuis des années ? Elle vient sans doute de ce que le mécontentement populaire n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui. De ce que jamais plus qu'aujourd'hui les français n'ont fait savoir qu'ils étaient prêts à renverser le système pour qu'enfin on pense à leurs intérêts.

Mais il ne s'agit pas ici d'une grogne des Français, ce mot vulgaire et rabaissant que d'aucuns emploient pour dévaloriser la légitime colère du peuple. Il ne s'agit pas d'une saute d'humeur ou d'une insatisfaction passagère de l'opinion indexée sur la courbe, vertigineuse il faut bien le dire, du chômage, ou celle non moins vertigineuse de l'insécurité ou de l'immigration. Il s'agit d'un mécontentement à la fois profond et éclairé, de plus en plus clairvoyant et lucide sur la situation dans laquelle les gouvernements successifs ont mis le pays.

Le temps est en effet venu, me semble-t-il, où les Français commencent à véritable comprendre que la crise économique tout comme la crise de société que notre pays traverse, viennent de ceux que nous avons remis progressivement notre souveraineté, notre liberté à d'autres.

Les élections européennes qui ont fait de nous le premier parti de France, mais d'autres indicateurs aussi, les opinions que l'on entend, les mouvements de contestation plus ou moins organisés qui se mettent un peu partout en place. Tout montre que le peuple français commence à comprendre que de la perte de notre souveraineté viennent aujourd'hui nombre des maux qui accablent notre pays.

Si le pays se désagrège, s'il s'appauvrit et se désunit, c'est que nos dirigeants ivres d'eux-mêmes ont cru pouvoir se passer de la sagesse du peuple, alors c'est l'État lui-même qui vacille et va de plus en plus vite vers sa propre disparition. C'est bien cela que les Français comprennent mieux aujourd'hui.

L'interdiction du patriotisme économique et du protectionnisme intelligent, l'obligation de garder une monnaie inadaptée à notre économie, l'ouverture tous azimuts aux vents d'une mondialisation débridée et sauvage, voulue et imposée par les traités européens votés hier, cadenassés par le joug allemand aujourd'hui et entérinés par la pleutrerie de nos dirigeants UMPS sont la cause de la déchéance économique du pays.

L'absence de frontières, Schengen et la libre circulation des clandestins, des migrants, les portes grandes ouvertes aux délinquants et aux criminels, le communautariste encouragé, arrogant, triomphant, le mépris de nos valeurs fondatrices expliquent en grande partie la grave crise de société dont je parlais.

Cette prise de conscience progresse, elle atteint même les plus hauts niveaux de l'État. J'en tiens pour preuve le constat posé par l'ancien ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg qui nous expliquait très clairement il y a quelques jours que la France doit sa ruine aux politiques imposées par Bruxelles et Berlin et suivies aveuglément, bêtement par un pouvoir aux ordres, regrette que lui-même soit resté aux ordres pendant de très nombreux mois.

Désormais, au plus haut niveau de l'État même, on commence à comprendre que le pouvoir n'est plus à Paris.

Cette crise de régime c'est la conséquence logique du dessaisissement de notre souveraineté que l'on commence à ressentir, même si on ne l'admet toujours pas vraiment sous les lambris des ministères et de nos assemblées. Mais ne comptez pas sur ceux qui s’accrochent aujourd'hui au pouvoir. Ne comptez pas sur Manuel Valls ou François Hollande. Ne comptez pas non plus sur la prétendue opposition de l'UMP qui

cacophone piteusement. Ce parti qui n'a rien d'autre à proposer qu'une aggravation de l'austérité déjà mise en œuvre par le gouvernement socialiste. Ce parti qui refuse de donner la parole aux Français par une nécessaire dissolution de l'Assemblée nationale. Ne comptez pas sur les éternels arnaqueurs de la vie politique française au premier rang desquels Nicolas Sarkozy, inféodé qu'il est aux puissances d'argent, à Bruxelles et à l'Allemagne, lesté qu'il est par le bilan désastreux de son quinquennat, décrédibilisé qu'il est par ses promesses jamais tenues. Ne comptez jamais sur eux pour changer les choses. Puiser dans le panier de crabes de l'UMPS ne changera rien. Les remaniements successifs après les changements de majorités successives le montrent bien.

Car pour que les choses changent, il faudrait que ces mêmes hommes se renient, que tous se renient. Il faudrait que tous reconnaissent qu'ils ont commis d'immenses erreurs. Et pire, les ont souvent commises dans le dos des français. On se souvient de ce crime majeur quand UMP et PS réunis sous la volonté commune de Nicolas Sarkozy et de François Hollande ont voté en 2008 la constitution européenne pourtant rejetée par référendum par les Français en 2005. Cette constitution qui gravait dans le marbre des traités les dogmes absurdes qui nous entravent aujourd'hui.

Ce cocktail infernal : une crise économique durable, une crise de société profonde et désormais d'une crise de régime me fait craindre le pire. L'appauvrissement de la nation, la segmentation de la société et la vacance du pouvoir sont des ingrédients qui, lorsqu'ils se mélangent comme c'est aujourd'hui le cas, conduisent aux situations les plus imprévisibles et les plus dangereuses qui soient.

C'est un cocktail explosif qui porte en lui les germes d'une effroyable désunion nationale et de convulsions sociales qu'il serait difficile de maîtriser. Voilà pourquoi, sentant bien venir les choses, j'en appelle depuis longtemps à une dissolution de l'Assemblée nationale, à un retour au peuple.

Mon appel je le veux aujourd'hui plus solennel et plus pressant encore. Pour que le peuple souverain puisse lui-même trancher. Pour ce qui nous concerne, nous sommes prêts à assumer toutes les responsabilités que le peuple nous confiera. J'entends à l'UMP des discours tacticiens. On nous explique que les grands barons de l'UMP, en cas de dissolution et dans l'hypothèse où une nouvelle majorité apparaîtrait à l'Assemblée nationale, refuseraient de gouverner et de mener une cohabitation. Mais vous savez très bien quelles raisons les poussent à ce calcul. Ils sont, au fond d'eux-mêmes, tellement persuadés de leur incapacité à faire autrement que François Hollande et Manuel Valls qu'ils préfèreraient de gouverner, espérant ainsi maintenir leurs chances de l'emporter à une hypothétique future élection présidentielle.
Nous sommes dans une perspective totalement différente. Si le peuple nous donne, à l'Assemblée nationale, une majorité pour gouverner, et bien nous gouvernerons.

Nous ferons tout notre possible, avec les moyens dont nous disposerons. Et nous ne fuirons pas, comme ces lâches, nos responsabilités.
Si le peuple veut nous donner la barre, et bien nous la prendrons, et nous la tiendrons fermement contre les vents mauvais soufflés par la politique de François Hollande. En pleine tempête, un capitaine ne peut refuser de prendre le commandement. C'est bien dans ces heures-là qu'on comprend, de chacun, s'il est ou non, un homme d'État. Qui a ou non le sens de l'intérêt supérieur du pays.

Je suis, mes chers amis, d'une trempe suffisamment solide pour ne pas reculer devant les dangers et les épreuves. Comptez sur moi, oui, comptez sur moi sans aucune hésitation pour prendre la mesure du destin que le peuple me confiera. Jamais, entendez-moi, jamais je ne me déroberai.

Mais, d'une crise peut naître un bien. De la conjugaison des multiples crises que traverse la France peut naître un très grand bien pour le peuple français. J'ai cette espérance, je la porte haut et fort parce que la France est éternelle. Parce que je crois qu'elle peut toujours renaître de ses cendres.

Je parlais tout à l'heure de cette conscience montant dans tout le pays, cette conscience de la perte de notre souveraineté et de la nécessité urgente aujourd'hui de la recouvrer. Cette conscience peut être un formidable atout pour la France et les Français.

Je leur propose, en effet, à l'occasion d'élections législatives, si elles ont lieu bientôt, à l'occasion d'autres élections moins rapprochées si les circonstances devaient nous faire patienter encore quelque peu, de trancher le nœud gordien qui étouffe le pays et l'enfonce dans ces crises. Je leur propose le choix d'une autre politique.

J'ai fait longtemps les constats que d'autres rejoignent aujourd'hui. J'ai observé, ces dernières années, que notre discours sur l'immigration, sur l'identité nationale était rejoint par nombre de politiciens ambitieux qui voulaient siphonner, comme ils disent, notre électorat. J'observe aujourd'hui un ralliement de plus en plus massif à notre analyse économique. J'observe que nombre de politiques, toujours dans la même logique électorale, commencent à pointer la responsabilité de Bruxelles et de Berlin dans la situation qui est aujourd'hui celle de la France.

Et je cèderais à tous ceux-là, par leur discours, de crédibiliser notre message. Oui, nos thèses, une par une, sont validées dans tous les domaines.

Mais je juge très sévèrement ces mêmes politiciens quand je constate qu'ils ne sont jamais que dans la reprise électoraliste de nos thèmes. Quand je constate que les politiques qu'ils mettent en œuvre vont dans le sens inverse des solutions qui pourtant s'imposent. Je les juge très sévèrement et je demande aux Français de les juger aussi

très sévèrement et de désormais s'abstenir à jamais de voter pour ces partis, PS et UMP qui ont trahi la confiance des électeurs, trahi l'aspiration du peuple à sa propre liberté, et trahi l'espérance en un avenir meilleur.

L'heure est grave. Et désormais à cette heure grave, où nombreux ressentent le besoin de s'engager politiquement, avant même de pouvoir faire leur choix dans les urnes, soucieux qu'ils sont de préparer les conditions de la victoire, celle du peuple, c'est à la responsabilité de chacun que j'en appelle. À cette heure grave, où monte la colère populaire, où la crise économique, le délitement de notre identité, le vacillement de l'État paraissent de plus en plus insupportables et dangereux, c'est à la conscience personnelle de chacun que je veux m'adresser.

Pensant à la situation que connaît aujourd'hui notre pays et à l'avenir que nous réservons aux générations, chacun doit désormais se poser la question de la part qu'il peut prendre au redressement de notre nation. Que dirons-nous à nos enfants ? Quelle image laisserons-nous à ceux qui nous succèderont ? À nos jeunes qui attendent déjà de nous et ne voient rien venir ?

Mériterons-nous de nous regarder dans le miroir et de nous dire, "j'ai fait ce qu'il fallait" pour l'avenir de nos enfants.

Qu'avons-nous fait pour changer le cours de choses ?
Car le courage d'un chef est toujours à l'image du courage du peuple qui le choisit. Oui, il faut aujourd'hui que chaque Française et chaque Français ait du courage. Vouloir vraiment le changement et mettre au pouvoir ceux qui ont le courage de le mettre en œuvre. Sans le courage du peuple, point de chef courageux. Sans chef courageux, point de changement salutaire.

Prenez conscience, mes chers amis, prendre conscience, cher peuple de France de l'immense puissance que tu détiens.

Nos compatriotes, trop souvent, minimisent leur pouvoir alors que l'avenir de leur pays, leur avenir, ne dépend que d'eux-mêmes. Petits retraités, fonctionnaires, travailleurs pauvres, familles de France, petits patrons durs à la peine, chômeurs, étudiants, jeunes précaires. L'avenir de la France ne dépend que de vous. Ne sous-estimez pas votre pouvoir, il est immense.

Si vous criez sans retenue et sans avoir peur de faire du bruit, alors on finira par vous entendre. Si vous bougez sans avoir peur de bousculer, vous finirez par créer le mouvement. Je parle souvent de la France des oubliés, j'aimerais ne plus avoir à en parler, parce que j'aimerais que cette France se fasse entendre. Qu'elle reprenne ses droits. Qu'elle soit au centre de toutes attentions, et elle le peut.

Il faut avant tout qu'elle reprenne conscience de son immense valeur. De cette valeur infiniment respectable et qui sera respectée si elle s'impose.

Je suis là pour vous, mais je ne peux rien sans vous. Ayez confiance en vous et en toutes occasions, aidez-moi, soutenez-nous, rejoignez nous qui sommes déjà si nombreux et qui avons besoin de toutes les forces de la nation pour que vive le peuple de France.

Chacun le ressent. Il faut à la tête de l'État une personne capable de proposer une autre méthode d'action, une autre méthode de gouvernement que celle qui prévaut depuis trop longtemps. Il faut désormais, au pays, une équipe courageuse.

Chacun en a conscience tant les défis du monde contemporain sont complexes, tant la France a pris du retard et des décisions fortes s'imposent, tant les puissances étrangères - Washington, Berlin et Bruxelles en particulier - ont pris l'habitude de la mollesse et de la couardise de nos dirigeants.

Le courage seul ne fait pas de bons chefs, mais sans courage, point de bons chefs. Un dirigeant digne de ce nom ne tergiverse pas, il applique son programme. Rien ne sert de discourir, montrer ses muscles, sans jamais agir. Il faut avoir le courage de surmonter les oppositions, de s'en tenir coute que coute à la voie choisie par le peuple. C'est en cela que le courage est une vertu cardinale.

Mais le courage ne vaut que s'il sert un objectif lui-même courageux. Le courage ce n'est pas de se lancer à corps perdu dans une guerre qui n'en vaut pas la peine ou dont on ne sait pas où elle mènera et en quoi elle est importante pour le peuple.

Le courage c'est donc d'abord de poser les vraies questions, de refuser les cajoleries, les courtisaneries ou les menaces, d'ailleurs, de ceux qui en toutes circonstances ne défendent que leurs intérêts personnels.

Mais le premier courage, mes chers amis, le premier courage français, c'est d'accepter d'être libre. Être libre. Or nous savons, aujourd'hui, nous savons qu'aujourd'hui c'est bien de la prison européenne que nous vient l'essentiel du mal de la France, de son incapacité à rebondir, du corsetage de nos forces vives.

On pourra se faire succéder au pouvoir tous les présidents que l'on veut, même les plus en verve, même les plus toniques dans leur discours. Tant qu'ils n'auront pas le courage de choisir la liberté, de prendre la réalité telle qu’elle est, de faire le bon diagnostic, puis de proposer aux Français les bonnes mesures fondamentales. Tant qu'ils n'auront pas le courage ensuite d'appliquer leur programme, rien ne sera possible.

Le courage, permettez-moi aussi ce bref détour par les affaires internationales, c'est donc aussi d'impulser une diplomatie indépendante. La voix de la France ne peut porter, la France ne peut être puissante que si sa diplomatie est indépendante. Qu'elle ne se fixe pas en fonction des dictats américains. Qu'elle n'ait pour seul objectif que de défendre les intérêts français.

Ainsi le courage impose aujourd'hui d'avoir une position beaucoup plus équilibrée au Moyen-Orient que celle de l'administration américaine.

Un dirigeant digne de ce nom doit aussi avoir une vision. Il doit pouvoir l'exposer aux Français et, s'ils la retiennent, dessiner ensuite les grands axes de la politique de la nation. Ces grands axes qui découleront logiquement de la vision qu'il partage avec le peuple. Les présidents brouillons, inutilement tatillons sur les aspects secondaires de la vie publique, obsédés par l'accessoire qui fait oublier l'essentiel, sont de mauvais présidents.

Mais le chef élu n'a pas non plus tous les pouvoirs. Il n'est pas légitime qu'il se sente tout permis et ne tienne jamais compte de ce que lui dit le peuple, de ce qu'exprime d'ailleurs aussi l'opposition, l'opinion publique. Il ne faut pas confondre le courage et l'obstination. Un grand dirigeant sait revenir au peuple quand il a besoin de ressourcer sa légitimité, de la valider auprès du peuple. C'est pourquoi le défend le principe d'un recours à la démocratie directe dont il ne faut pas avoir peur, parce que c'est l’essence même de la démocratie.

Je ne nie pas l'importance du parlement, bien sûr, qui doit débattre des lois proposées par l’exécutif, mais je reconnais au peuple le pouvoir suprême de trancher lorsque des questions essentielles doivent l'être et qu'il ne peut revenir au président lui-même de décider parce que les circonstances l'en empêchent ou encore parce que la question émerge sans avoir été prévue.

Il peut être fait un usage sein et positif du référendum, mais il faut pour cela que ce référendum soit réellement un référendum d’initiative populaire, ce qu'il n'est évidemment pas le cas aujourd'hui.

Un bon dirigeant doit aussi déléguer. Le rôle du premier ministre, à cet égard, est crucial. On nous que le premier ministre remplace le président, parfois, qu'il s'efface totalement d'autres fois. Mais tout cela est absurde. Un premier ministre travaille main dans la main avec le président, lui obéit et met en œuvre son programme. Les ministres travaillent dans la loyauté, et s'ils ne sont pas d'accord, démissionnent ou sont démis.

La loyauté voila un principe qui sera au cœur de ma méthode de gouvernement. Je ne mentirai pas aux Français, ni avant ni après mon élection. Je ne mentirai pas, comme l'a fait François Hollande sur le chômage, comme l'a fait avant lui Nicolas Sarkozy sur l'immigration ou l'insécurité. Je dirai la vérité, y compris si les objectifs ne sont pas atteints sur tel ou tel point, car c'est le seul moyen de conserver la confiance populaire. Et sans confiance, pas d'action possible.

Je vous ai parlé de la grave crise qui traverse aujourd'hui notre pays, de notre capacité à sortir aujourd'hui le pays de cette crise. Je vous ai dit aussi quelques mots de ma méthode de gouvernement, de ma conception du pouvoir et de son application. J'aurai l'occasion dans les mois qui viennent d'approfondir ces points essentiels, de vous présenter plus avant ma vision de la France et le projet que je compte mettre en oeuvre pour que cette vision devienne réalité. Mais je veux vous dire aujourd'hui que, quelles que soient les circonstances politiques à venir, dans les mois de l'automne et de l'hiver, nous serons avec le Front national et avec le Rassemblement bleu Marine à vos côtés.

Nous serons omniprésents, sur tous les enjeux, sur tous les sujets, nous avons l'intention de nous exprimer. Surtout les grands sujets de fond, en particulier, sont ceux dont ne veulent jamais parler les élites du pays et nos dirigeants : l'Euro, le protectionnisme, la dépendance face à Bruxelles et à Berlin, l'immigration et ses dégâts, le communautarisme, la laïcité, la soumission de notre diplomatie à Washington, la nécessité d'une politique indépendante. L'incroyable explosion de l'insécurité. J'imposerai le débat, et je suis convaincue que nous ferons partager nos solutions à des millions et des millions de Français supplémentaires.

Parce que vous savez, si nous sommes depuis les élections européennes, comme je vous l'ai rappelé, le premier parti de France, cela tient aussi à notre capacité à nous fixer quasiment en permanence au centre du débat public. Nous sommes d'ailleurs au centre de l'attention politique. Il n'y a pas un discours ou une émission ou les uns ou les autres ne se positionnent pas par rapport au Front national. Nous profiterons, dès lors, de plus en plus de cette position centrale pour influencer le cours des choses dans notre pays.

Bien entendu, si des élections législatives ont lieu, notre poids sera considérablement renforcé à l'Assemblée nationale. Je compte sur les Français pour cela.

Mais, en dehors même du parlement, dans toutes les institutions où nous sommes et où nous serons bientôt - je pense évidemment aux sénatoriales - dans les tribunes médiatiques, dans les entreprises aussi et dans les collectivités, nous serons plus que jamais présents pour faire valoir nos idées. Je vous confirme ainsi que nous lancerons très prochainement, très rapidement après le collectif Racines qui fédère les enseignants patriotes, après le collectif Marianne, son pendant dans le monde étudiant,

d'autres cercles de réflexion et d'influence destinés à pénétrer au plus près la société civile.

Pour ma part, avec les principaux dirigeants du Front national et du rassemblement bleu marine, je serai plus que jamais au cœur de toutes les actualités du pays pour alerter les Français, pour faire la pédagogie toujours et encore nécessaire, pour dire nos propositions, et notre projet d'espérance pour la France.

Nous mènerons aussi, quelles que soient encore les circonstances, un combat acharné d'opposition aux gouvernements. Nous ne laisserons à François Hollande, Manuel Valls, à leurs amis socialistes et à ceux des partis satellites, aucun répit.

Nous ne les laisserons pas démonter la France sans résister. Nous engagerons toutes les actions politiques nécessaires pour les entraver dans leur marche destructrice. Nous démonterons aussi un à un les mensonges de la prétendue opposition UMP qui n'a aucune idée, qui n'est qu'un vaisseau perdu dans les limbes de l'UMPS, véritable radeau pourri à la dérive, sans projet ni chef, rongé par les guerres intestines d'ambitieux tous plus compromis les uns que les autres.

J'insisterai, cet automne et cet hiver, sur le nécessaire retour de l'ordre. Sur l'ordre qu'il faut remettre à tous les étages de notre modèle français. L'ordre dans les institutions, dans le respect de notre constitution, et dans l'action de l'État, bien entendu. Nous rappellerons sans cesse ce principe aux deux têtes de l’exécutif. L'ordre dans le pays, en général, ce qui impose de maîtriser nos frontières, de mettre fin au laxisme qui pourrit l'autorité nécessaire de la police et de la justice. La garde des seaux est prévenue, nous ne laisserons rien passer.

L'ordre à l'école, qui doit être une valeur cardinale pour que le niveau remonte. Madame Vallaud-Belkacem aussi doit entendre ce message, et nous lui rappellerons.

L'ordre enfin dans la conduite de l'économie et des finances de notre pays, dans la défense de l'intérêt des Français avec des priorités claires : le peuple avant les multinationales et les banques. Monsieur Macron, aussi, est prévenu.

Mes chers amis, je vous remercie d'avoir écouté ce long discours, mais il était important, en cette rentrée politique, d'exprimer cette analyse, de tracer des perspectives et de fixer nos objectifs. Je répète à toutes et à tous ici rassemblés, mais aussi à toutes les Françaises et à tous les Français, que l'heure est grave, que la France a besoin désormais du courage de chacun.

Il est l'heure pour tous ceux qui croient en la France, pour tous les patriotes, pour tous ceux qui ont à cœur d'offrir à leurs enfants un pays prospère, uni, sûr et libre, il est l'heure de s'engager. Rejoignez le Front national et le Rassemblement bleu Marine.

Venez directement participer à toutes les actions que nous menons. Investisseuse vous personnellement et donnez tout ce que vous pouvez donner à la France, elle qui vous a tant donné.

Il y a un avenir pour chacun, il y a un avenir pour la France et cela tient à vous. Je compte sur vous.

Vive Brachay,
Vive la République,
Vive la France.

ANNEXE 18 – DISCOURS DE RENTRÉE POLITIQUE À BRACHAY LE 29 AOÛT 2015

Mes chers amis, je vous vois très nombreux dans ce village certes petit par la taille, mais dorénavant, grand par le nom.
Un petit village qui impressionne la France entière, un petit village qui à vous voir tous rassemblés, est peuplé d'irréductibles Français qui résistent encore et toujours à la ruine de leur pays.

Je vous vois non seulement très nombreux, mais très déterminés. Très attentifs à une parole différente, une parole qui colle enfin à la réalité, pas comme les rangs mous des UMP-Républicains qui s'endorment devant les discours d'Alain Jupé ou font semblant de rire devant les sketchs de Nicolas Sarkozy.

En même temps, on les comprend, qui trouverait un intérêt à écouter la copie conforme d'un discours de socialiste tenu par un revenant, un zombie de la politique.

Sur l'immigration, on dirait du Bernard Cazeneuve. Sur l'école on dirait du Najat Vallaud-Belkacem. Sur l'Europe on dirait du François Hollande.

Dans le combat des idées, il ne reste, face à nous, que le PS et des copies du PS. Tout le reste n'est que rhétorique, et la rhétorique s'envolera bien vite lorsqu'il faudra faire des choix concrets.

L'alternative est simple. D'un côté la volonté de détruire la France, de l'autre la volonté de la sauver, de la relever. Nous sommes en Champagne, dans un de ces vieux territoires qui ont fait et qui font toujours la France. Autrefois c'était une région riche, mais autrefois, on se souciait des régions rurales.

Aujourd'hui, Brachay c'est le symbole d'une France des oubliés. Des Français qui forment pourtant la majorité, mais la majorité qui n'a pas voix au chapitre. La majorité

silencieuse. Il serait temps de lui redonner la parole à cette majorité qui croit en son pays, surtout quand on constate l'état de notre pays.

On le voit ici à Brachay, comme ailleurs, la situation de la France sous la présidence Hollande ce n'est plus une simple dégradation, c'est maintenant une déchéance complète. Ce n'est plus seulement la France des oubliés, mais c'est la France elle-même qui est oubliée.

On le voit d'abord dans l'agriculture. Je l'ai dit, nous sommes sur une terre rurale. La France c'était d'abord ça, c'était d'abord une immense puissance agricole. Aujourd'hui, qu'en reste-t-il ? Des petits agriculteurs asphyxiés, une concurrence étrangère féroce, des prix qui ne permettent même plus de survivre, des travailleurs détachés venus d'Europe de l'Est. Pour couronner le tout, on se prive stupidement de débouchés en Russie, en soutenant une politique de sanctions aberrantes, mise en place par Bruxelles.

Et comme il est toujours possible de faire pire, l'Union européenne a décidé pour nous que le futur serait encore pire. En négociant en secret le traité transatlantique. Et là, ça va être le feu d'artifice. Finies les règles sanitaires strictes, finie l'interdiction des hormones, des antibiotiques pour le bétail, finie la traçabilité de la viande. Bonjour le chlore, bonjour les OGM, bonjour les farines animales.

Tout ce qui fait la richesse de nos terroirs et la sécurité alimentaire de nos enfants, aux oubliettes. Ne compter d'ailleurs surtout pas sur les UMP-Les Républicains pour contredire la politique du PS en matière d'agriculture.

Je vous l'ai dit, il ne reste plus face à nous que le PS et des copies du PS.

Ne comptez même pas sur eux pour être cohérents. Bruno Lemaire a quand même réussi à déclarer en 2014 qu'il fallait sanctionner au maximum la Russie, puis en 2015 qu'il fallait lever l'embargo russe pour sauver notre agriculture. Le respect du principe logique de non-contradiction ne semble pas être son fort.

Que ce soit avec le PS ou avec les Républicains, de toute façon, vous obtiendrez toujours la même chose. D'un côté les promesses électorales qui n'engagent que ceux qui y croient. De l'Autre une lâcheté sans limites une fois au pouvoir.

Avec un vrai président de la République, soucieux de l'intérêt de la France, soucieux de ne pas oublier ce qui fait la grandeur de notre pays, aucune de ces lâchetés ne serait possible.

Un vrai président ou une vraie présidente ferait les choses ainsi. D'abord, on annule immédiatement les sanctions contre la Russie. Là, évidemment, vous imaginez que

l'Union européenne n'est pas du tout contente et elle le fait savoir. Un président faible cèdera tout de suite au chantage. Mais, nous n'avons pas l'intention de nous laisser dicter notre politique. Alors on continue.

On arrête de participer aux négociations du traité transatlantique. Là, les commissaires de Bruxelles voient rouge. Mais nous ne sommes pas là pour faire plaisir aux commissaires de Bruxelles. Donc on continue encore.

On abroge la directive Détachement des travailleurs, pour ne plus voir des Roumains sous-payés travailler dans des abattoirs en Bretagne, ou dans les meetings PS à La Rochelle, d'ailleurs.

Et puis on enfonce le clou. On vote une loi "Achetons français" qui oblige les collectivités territoriales et les écoles à acheter à no agriculteurs leurs produits.

Enfin, on nationalise la PAC pour en faire une PAF : Politique agricole française. En arrêtant nos versements à l'Union européenne, on récupère au passage 8 milliards d'Euros, donnés sans contrepartie à l'Union européenne.

Il n'y a pas de compromis possibles avec une Europe assoiffée de domination. Tout homme politique et européiste ne peut pas faire le dixième de ce que nous proposons. Dès qu'il fera un pas dans la bonne direction, l'Europe le rappellera à l'ordre.

Et bien sûr, nous donnerons la parole au peuple de France, en lui demandant par référendum, comme en Angleterre, s'il faut quitter l'Union européenne.

L'oubli de ce qui fait la France ce n'est pas seulement dans l'agriculture, c'est aussi dans les services publics. Prenez la SNCF. L'Europe nous a imposé de démanteler la SNCF au nom de leur sacro-sainte concurrence soi-disant libre et non faussée. Et comme les européistes ne peuvent pas dire non à leurs supérieurs, ils ont obéi aux ordres sans broncher. Pour sauver la face, Monsieur Macron est venu nous expliquer que l'autocar serait le transport de l'avenir.

Nous, nous ne croyons pas aux dogmes de l'Union européenne. Nous ne sommes pas effrayés par ses menaces. Si elle nous menace, nous lui ferons voir que rien ne peut entraver la souveraineté nationale, alors il n'est pas difficile d'expliquer pourquoi nous appliquerons notre projet pour la France. Tout simplement parce que nous, nous affichons la couleur. Nous ne mentons pas sur notre allégeance. Nous devons allégeance au peuple français et à lui seul.

L'oubli de ce qui fait la France, c'est encore la réforme territoriale. Cette fusion des régions qu'on nous impose, le PS recrée de grandes baronnies distantes et froides,

dotées quand même d'un nombre considérable d'élus. La Champagne-Ardenne va se perdre dans une entité abstraite qui aura pour capitale Strasbourg, si loin, et qui ne ressemblera plus à rien.

Même chose dans tant d'autres régions de France. Des villages comme Brachay seront encore davantage délaissés par les pouvoirs publics tout comme les villes moyennes. Les préfectures qui disparaîtront, les services publics qui seront concentrés sur quelques grandes métropoles, et tout cela sans aucune économie, au contraire. On dépensera même davantage.

Le Front national, lui, est en faveur de vraies économies. Les vraies économies, cela passe avant tout par la réduction du nombre d'élus locaux, plus besoin d'élus au niveau régional comme il en existe tant aujourd'hui, il suffit de réunir régulièrement une partie des élus des départements.

Nous sommes attachés à la défense du niveau de cohérence principal de l'action locale : le département. S'il faut réduire le mille-feuille territorial, c'est avant tout les régions qu'il faut dégonfler.

Mes chers compatriotes, au-delà de ce paysage général, je veux vous parler des crises qui submergent la France et de l'incapacité du pouvoir à y faire face alors qu'un pouvoir fort, déterminé aurait évidemment la clé pour rebondir.

La démocratie n'est pas un exercice hors-sol. Elle s'exerce das le cadre de la nation, c'est-à-dire le peuple tout entier, le peuple français. Nous le répétons souvent. La raison pour laquelle il n'y a pas de démocratie possible au niveau de l'Union européenne, c'est parce qu'il n'y a pas de peuple européen.

Le vice apparaît, hélas, lorsque les représentants du peuple français n'exécutent plus la volonté du peuple français, mais une autre volonté.

Or, il apparaît de plus en plus évident, au fil des années, que le pouvoir censé représenter le peuple et agir en son nom oublie tout bonnement les Français. Et je suis bien bonne d'employer ce terme "d'oubli", car la réalité est sans doute bien plus intolérable encore.

Le concept de l'oubli admet une part d'involontaire, or il y a parmi ceux qui nous dirigent, je le crains, je le crois, une volonté manifeste d'occulter le peuple français pour suivre et défendre d'autres intérêts.

À ce niveau nous ne sommes plus dans le cadre du manquement. Manquement au devoir de l'homme d'État, mais bien dans celui de la forfaiture. De toute évidence les

gouvernements UMP et PS qui se succèdent usurpent la souveraineté nationale pour la mettre au service d'un nouveau pouvoir oligarchique, un pouvoir qui se croit au-dessus des nations et qui, plus grave, prétend les remplacer. Ce pouvoir, bien que monstrueux, n'est pas une chimère, il siège à Bruxelles, Luxembourg, Berlin. Il prend une part de ses ordres à Washington et porte un nom, celui de l'Union européenne.

La démocratie doit renaître partout, et nous porterons dans la campagne régionale, le grand souffle démocratique du concept de référendum d'initiative populaire pour les grands projets régionaux. Il est largement temps que l'on redonne la parole au peuple français. Les crises en tout genre qui s'enchainent, économiques et sociales, migratoires, apportent malheureusement chaque jour la cruelle démonstration que le pouvoir en France n'est plus au service du peuple français. Et je vous le dis très clairement, mes chers compatriotes, le pouvoir aujourd'hui ne peut plus, et ne veux même plus.

Il est totalement submergé par une série de crises qu'il ne maîtrise absolument pas et qui le dépassent radicalement. C'est cette évidence d'un pouvoir débordé qui éclate aux yeux de tous. Nous l'avons vu dernièrement avec la crise agricole, crise profonde et structurelle qui ne surprend personne ici, dans cette France de la ruralité et de la réalité.

Or la crise agricole que nous connaissons est bien la crise d'un modèle, un modèle ultra libéral inspiré par Bruxelles et que l'on cherche obstinément de l'extérieur à vous imposer. Une crise de la mondialisation ratée qui lèse les petits et gave les plus gros.

Pourquoi, pourquoi par exemple avoir supprimé les quotas laitiers, plongeant les éleveurs et les producteurs dans un abîme économique dont beaucoup, nous le savons, ne sortiront pas ? Au nom de quels intérêts ? Je repose la question.

Si nous étions encore un pays souverain, nous aurions pu dire "Non" à cette mesure contraire à nos intérêts nationaux et qui induit le triomphe d'un seul modèle, celui de la productivité intensive.

Les Allemands ont fait le choix des fermes géantes, lesquelles tournent à moindre coût grâce aux travailleurs détachés en provenance d'Europe de l'Est, c'est leur choix. Mais au nom de quoi, ce modèle intensif, mauvais pour l'environnement, nocif pour les bêtes et la qualité du lait, odieux socialement, car mettant en concurrence les travailleurs de chez nous et les travailleurs pauvres venus d'ailleurs. Au nom de quoi ce modèle devrait-il nous être imposé ?

Mais le mal est fait. Les quotas laitiers sont tombés pour permettre d'écouler la production allemande sur notre marché, acculons nos propres producteurs à imiter ce modèle économique ou à mourir.

Même chose pour le porc et l'ensemble des filières d'élevage. Même chose pour les producteurs de fruits et légumes. Tous, mis en concurrence avec des producteurs de pays étrangers qui effectuent un dumping social, sanitaire, environnemental et monétaire,

À l'inverse de ce modèle qui nous détruit, nous proposons, nous, un modèle patriote, écologique et tirant socialement l'ensemble des travailleurs vers le haut. Un modèle fondé sur les circuits courts où la directive Détachement des travailleurs aura été abrogée. Un modèle assurant d'abord une consommation nationale des produits nationaux, et conditionnant l'accès des denrées étrangères à notre marché au strict respect des normes comparables et d'une concurrence enfin loyale.

Quant à ceux qui veulent culpabiliser les agriculteurs en les obligeant à baiser les pieds de Bruxelles pour les subventions qu'ils reçoivent. Que chacun comprenne bien que ces euros viennent de nos poches. Dirait-on merci au voleur qui nous rendrait une partie de notre argent ? Non. Et bien l'Union européenne, c'est pareil.

Il n'est pas un euro de la PAC perçu par nos agriculteurs qui ne soit un euro français. Je veux donc une politique agricole nationale française.

Que dire également de la crise économique et sociale plus générale qui affecte l'ensemble du pays et que le pouvoir nie effrontément à coup de discours totalement inverses à la réalité que vous voyez, que vous vivez, que vous percevez. Là aussi, le pouvoir est dépassé, submergé. Il est noyé. Il est exaspérant d'entendre quasiment toutes les semaines depuis trois ans ce président fainéant, François Hollande, annoncer sur un ton lénifiant le retour de la croissance alors que les chiffres du dernier trimestre sont là. La croissance n'existe pas. La croissance est à zéro. C'est ça la réalité économique de notre pays.

Même chose sur le chômage qui, malgré le bidonnage assumé, malgré le flot d'emplois aidés, très couteux, déversés sur notre économie, continue évidemment d'augment, ce chômage. Et comment pourrait-il en être autrement avec un pouvoir qui refuse de mener simplement une politique conforme à nos intérêts ? Or très clairement nos intérêts économiques nous commandent de sortir des carcans de l'Union européenne et de retrouver les armes pour se battre loyalement dans la mondialisation.

Ces armes que sont une monnaie nationale, un état stratège, des frontières économiques et migratoires, sont d'autant plus indispensables d'ailleurs que la situation, mes chers amis, va encore s'aggraver. La crise chinoise dont personne ne parle en France, mais qui n'en est pas moins réelle annonce encore des lendemains difficiles. Il est incontestable que la réaffirmation d'une indépendance nationale va de pair avec la

réaffirmation de l'économie réelle sur l'économie virtuelle, celle de la grande finance et des spéculations en tout genre.

Or, pour l'heure, nous n'avons plus la main sur notre économie. Tous les leviers ont été transférés par l'UMPS à Bruxelles qui, non contents de nous empêcher d'agir, nous imposent une politique d'austérité profondément dépressive. Nous avons, en quelque sorte, tous les inconvénients sans avoir aucun avantage.

Malgré un ultralibéralisme triomphant qui était supposé, je vous le rappelle, libérer l'économie de toutes ses contraintes et faire sauter les charges et faire baisser les prix. Escroquerie. Nous avons basculé dans l'ère de l'hyperfiscalité avec une multiplication sans précédent de normes en tout genre, mais aussi de taxes et d'impôts.

Cette pression fiscale est devenue insupportable. Vous le savez, en cette rentrée il y a en France une surcharge d'impôts et de taxes. Impôt sur le revenu injuste, impôt sur les sociétés très pesant sur les PME/PMI et doux aux grands groupes du CAC40. TVA de plus en plus lourde, impôts locaux qui ne cessent de gonfler. La coupe est pleine, elle déborde, et les gouvernements successifs continuent de la remplir tout en vous regardant droit dans les yeux en osant vous dire "les impôts baissent et ils baisseront demain".

Voilà le bilan économique UMPS. Un marché totalement ouvert exposant tous nos producteurs à une concurrence déloyale internationale. Un effondrement de notre industrie par la faute, notamment, d'une monnaie inadaptée. Une contraction de notre économie et une augmentation tout aussi logique des taxes et des impôts pour compenser, sans y parvenir, des pertes qui se chiffrent maintenant en centaines de milliards d'euros.

Au final, des salaires gelés et des retraites de misère. Des fins de mois qui commencent toujours plus tôt, de la pauvreté, de la misère à chaque coin de rue.

Voyez la Grèce, elle est l'aboutissement de cette politique stupide de l'Euro à tout prix et des dogmes de l'Union européenne. Que ne tire-t-on pas dès à présent les leçons de cette crise grecque ? Elle a pourtant, définitivement, ruiné toute foi en l'Euro. Monnaie qui interdit en même temps la démocratie et la prospérité.

Vous savez, j'ai entendu, moi, la déclaration de l'ancien ministre des Finances grecques, Monsieur Varoufakis qui a dit "l'objectif de la Troïka, c'est maintenant de venir s'installer en France".

Puisque la France, comme la Grèce, vit sous le joug de l'Euro dictature, et bien mes amis, il faut s'en libérer. Et je suis très heureuse de constater que les lignes bougent sur

l'Euro, que des forces se constituent, que des voix s'élèvent pour constituer un barrage contre l'Euro et ses conséquences au-delà même du Front national.

Et puis, mes chers compatriotes, il y a une autre crise, très grave, qui prend chaque jour de l'ampleur : la déferlante migratoire. Il ne vous le disent pas et pourtant c'est la réalité, la situation de l'immigration est aujourd'hui, en France, totalement hors contrôle.

L'immigration était déjà gigantesque, on se souvient du quinquennat de Nicolas Sarkozy qui a accueilli légalement un million d'étrangers supplémentaires, record de la cinquième république. On se souvent que, sous son mandat, les demandes d'asile avaient déjà bondit de 85% en cinq ans. Mais la vague n'était alors qu'en formation. Tout a été fait pendant ce mandat Sarkozy, et tout a été continué pendant celui de FH, pour que cette vague grossisse, prenne du corps, se nourrisse de leur complaisance et déferle aujourd'hui à pleine vitesse sur notre pays.

Vous connaissez la situation, vous la vivez, partout, même ici en Haute-Marne contrairement à ce que croient les fins observateurs qui n'observent jamais rien finement et qui ne quittent jamais les limites des arrondissements les plus chics de Pairs, car partout, cette déferlante est là. Ce sont les chiffres de l'immigration légale qui restent accrochés au sommet historique de 200 000 nouvelles entrées par an.

Ce sont ces campements de Roms dont étrangement plus personne ne parle jamais alors qu'ils font aujourd'hui partie de notre paysage, un paysage où l'on accepte l'enracinement de bidonvilles indignes et de la délinquance nomade étrangère.

Ce sont les clandestins, ces fameux "migrants", terme flou qu'on nous impose maintenant pour mieux cacher sous les fumées du politiquement correct, une situation qui n'est pas gérée, et encore moins anticipée. C'est sur la ville de Calais que se cristallise la question de ces clandestins. Là-bas, c'est le chaos. Et que répond la Maire UMP de Calais face à ce chaos ? Elle dit, ça peut être une richesse culturelle exceptionnelle. Et les Calaisiens pourront s'enrichir encore plus de ces populations migrantes.

Et bien, moi je compte bien, si je gagne la région, tout entreprendre pour régler la situation, figurez-vous.

Mais, combien de petits Calais, partout en France ? Combien de zones de non-droit ? Combien de quartiers, de rues, des barres d'immeubles, et maintenant de villages, où la police et la gendarmerie n'osent plus aller, ou alors la boule au ventre et le gilet pare-balle à la poitrine ?

Mais, mes chers amis, s'ils tolèrent Calais, c'est que la marge de dégradation de la situation partout en France et encore immense. Oh, oui, non comprenons l'intérêt de venir en France comme demandeur d'asile. Vous y bénéficiez des règles ultras favorables imposées par les directives européennes et acceptées par les partis au pouvoir depuis des années.

D'abord, le logement gratuit, bien sûr, dans un centre d'accueil ou à l'hôtel. Certains mêmes saccagent les hôtels quand ils ne les trouvent pas suffisamment luxueux à leur goût.

Mais aussi les soins gratuits grâce à l'aide médicale d'État, créée par Lionel Jospin, sanctuarisée par Nicolas Sarkozy et poursuivie par François Hollande et Manuel Valls.

Pendant ce temps, combien de nos vieux, dans nos villages, dans nos quartiers, qui ne se soignent plus correctement faute de moyens ? Combien de familles françaises où on ne se soigne pas correctement les dents ou les yeux parce que cela coûte cher et que c'est très mal remboursé ? Combien souffriront, demain, quand les attelles et les fauteuils roulants seront déremboursés par la sécurité sociale comme a osé l'imaginer le gouvernement ?

Cerise sur le gâteau, quand vous êtes demandeur d'asile en France, c'est automatiquement 11 euros 45 qui vous tombent chaque jour dans la poche, et la certitude à 99% de ne jamais être renvoyé alors même que l'asile vous aura été refusé, puisque seul 1% des déboutés sont renvoyés dans leur pays.

Je n'accepte pas ces injustices. Je n'accepte pas ce désordre. Ce désordre ne fait que des perdants, ces clandestins eux-mêmes à qui la France n'a plus rien à offrir et qui, embarqués dans les rafiots de fortune des mafias qui les exploitent, meurent par milliers chaque année dans les eaux de la méditerranée ou dans les remorques des camions.

Français perdants, aussi, bien sûr. Car ont-ils seulement été une seule fois consultés sur cette politique d'immigration ? Ont-ils accepté ce déferlement qui baisse leur salaire, dégrade leur protection sociale, pèse sur le déficit, accroit l'insécurité ? Non. Bien sûr. On ne leur a pas demandé leur avis, car ils le connaissent.

Alors il faut agir. Sortir de l'immobilisme, de la torpeur. Sortir aussi des faux semblants ou des discours d'apparence de ceux qui ne rêvent que de revenir alors qu'au pouvoir ils ont tout trahi déjà.

Mon objectif est clair. Arrêter l'immigration légale et clandestine.

Ma méthode est limpide. Se donner les moyens de le faire.

D'abord, un pays digne de ce nom a des frontières. Il faut donc des frontières nationales à la France. C'est incompatible avec Schengen et l'Union européenne ? C'est vrai. Nous choisirons donc la France plutôt que l'Union européenne et Schengen.

Ensuite, un pays digne de ce nom peut décider qui entre sur son territoire et qui doit le quitter. Nous n'accepterons donc plus les directives européennes et les décisions des juges supranationaux. La France sera souveraine chez elle. Sa loi sera souveraine. Ses décisions, respectées et appliquées. C'est l'État de droit, c'est la République.

La première d'entre elles consistera à renvoyer systématiquement à la frontière les clandestins illégalement présents sur notre sol. Sinon c'est le chaos, c'est désordre, c'est la fin de la République.

Mais, le mieux est de faire en sorte que ces clandestins et ces demandeurs d'asile qui n'ont pas droit à l'asile, et ils sont nombreux, ne viennent pas en France. Il faut pour cela supprimer tout ce qui les incite à venir en France : L'Aide médicale d'État, bien sûr, fait partie des premiers textes à abroger, comme nous reverrons de fond en comble la procédure de l'asile.

La Cour des comptes, comme je vous le disais tout à l'heure, nous apprend que 99% des déboutés du droit d'asile restent en France. Mais c'est inadmissible. Ce chiffre doit être ramené à zéro.

Nous supprimerons toutes les aides sociales liées au statut de demandeur d'asile, notamment le droit au logement gratuit. Nous concentrerons l'asile sur un nombre infiniment plus restreint de personnes qui remplissent vraiment des critères exigeants.

Après tout, par exemple à des personnages héroïques comme Monsieur Snowden, aujourd'hui pourchassé par son pays, les États-Unis, pour avoir dit la vérité sur l'espionnage de masse conduit par cette nation à l'égard de ses alliés.

Il nous faudra agir à la source, aussi. Je pense à la Libye, où nous ne dirons jamais assez que l'intervention militaire décidée par Nicolas Sarkozy et Bernard-Henry Lévy en 2011 fut une catastrophe qu'à l'époque, je vous le rappelle, seul le Front national dénonçait.

Avec les puissances régionales, en particulier, l'Égypte, nous agirons pour réparer cette catastrophe et stabiliser un nouvel État. Et nous ne ferons pas, en politique étrangère, comme le gouvernement français actuel, qui aujourd'hui s'allie à Al Nostra, c'est-à-dire à Al-Quaïda, pour lutter contre l'État islamique. Mais nous nageons en pleine folie.

À cette question, mes chers amis se mêle indissociablement celle du fondamentalisme islamiste qui tue et qui violente la France. Oh, je sais, on me rétorque souvent dans hautes sphères parisiennes, "mais non, Madame Le Pen, tout cela n'a rien à voir avec l'immigration". Il est de notoriété publique, en effet, que l'islamisme est tombé un beau matin depuis le ciel et les nuages sur notre pays, sans raison, sans cause et sans origine.

La France vient donc de connaitre son cinquième attentat islamiste depuis le début de l'année. Par chance, celui-ci ne fut pas meurtrier. Les quatre premiers l'ont été. Des personnages héroïques ont su neutraliser le terroriste et sauver la vie de dizaines de passagers du Thalys. Qu'ils en soient remerciés, au nom de tous les Français. La chance ne sera pas au rendez-vous à chaque fois.

Après l'attentat du Thalys, j'ai fait une proposition : que les étrangers fichés pour leurs liens avec l'islamisme radical ne soient plus simplement fichés, mais expulsés s'ils vivent en France et dans tous les cas, interdits de territoire français.

Cette proposition que je mettrais immédiatement en œuvre, arrivée au pouvoir. Elle me semble, comme à beaucoup de français, mais d'un bon sens évident. Et bien, semble-t-il que non. Vous voyez, parce qu'au PS, avec Monsieur Cambadélis, leur numéro 1, à l'UMP avec l'ancien ministre sarkozyste, Monsieur Chatel, et bien on s'est scandalisé de cette proposition.

Agir avec fermeté, sortir des sentiers battus du politiquement correct, mais vous n'y pensez pas, m'a-t-on répondu. Préférez donc la proposition du premier ministre, Monsieur Valls, un numéro vert dans le train. Après cet attentat et alors que FH nous demande déjà de nous préparer aux prochaines attaques, la seule et unique réponse du gouvernement fut l'annonce d'un futur numéro d'appel dans les trains, que vous aurez le plaisir de composer si vous êtes victimes d'un tueur fou à la kalachnikov. Petit conseil, n'oubliez pas de vous approcher de la vitre pour capter le réseau téléphonique portable, et d'indiquer à l'hôtesse au bout du fil votre numéro de voiture ainsi que votre éventuelle carte de réduction.

Mais, effectivement, on en rit pour ne pas en pleurer. Alors, j'ose, je demande encore et toujours de l'action. De la fermeté. Je demande qu'on mette l'islam radical à genoux. Et je le ferai toujours, parce qu'à la différence de ceux qui nous gouvernent, je ne me résignerai jamais à demander aux jeunes français comme l'a fait Manuel Valls, de s'habituer à vivre avec le terrorisme islamiste.

Oui, expulsons les étrangers islamistes. Fermons les mosquées radicales, il y en a une centaine en France. Mais enfin, ils l'ont fait en Égypte, ils l'ont fait en Tunisie, nous pouvons donc bien le faire. Au passage, nous expulserons les imams étrangers à leur tête. Gelons toute nouvelle construction de mosquée, car de sérieux doutes pèsent sur

les origines des financements, notamment lorsqu'ils viennent de pays étrangers coupables de liens avec le fondamentalisme ou l'État islamique. Redonnons de vrais moyens à notre police, notre gendarmerie, nos douanes, notre armée.

Pour moi, et pour vous, les choses sont très claires. Les Français musulmans sont musulmans, c'est leur droit, bien sûr. Mais ils sont avant tout français, c'est ainsi que nous les considérons et que la grande majorité d'entre eux veulent être considérés et nous refuserons toujours d'enfermer quiconque de nos compatriotes dans une case communautaire. Mais rien ne justifie l'inaction, l'impuissance, la complaisance des gouvernements face à la gravité de la situation. Alors oui, combattons aussi le communautarise. À l'école, dans les crèches, à l'Université où le voile, les signes religieux ostensibles doivent être interdits. Dans les entreprises, dans les services publics où les revendications politico-religieuses n'ont pas leur place, comme le halal n'a pas sa place dans les cantines scolaires.

La loi partout. La loi tout le temps.
La laïcité partout et tout le temps.
Notre mode de vie, partout et tout le temps.
Nos valeurs, partout et tout le temps.

C'est notre devise, et nous ne fléchirons pas devant personne, devant aucune idéologie totalitaire. Il en va mes amis de notre vie, de notre sécurité, et bien sûr de nos libertés de français que nous ne laisserons pas grignoter mois après mois par la terreur islamiste.

Nous l'avons vu, mes chers compatriotes, la crise du djihadisme, de l'islamisme radical ravage le Moyen-Orient. Elle amplifie une autre crise, celle de l'immigration massive en Europe. Il y a aussi les inquiétantes oscillations de l'économie à partir de la Chine, la dégradation ininterrompue de notre économie nationale.

Face à cette conjonction des crises, que font ces partis qui se qualifient eux-mêmes de gouvernement ? Ils jettent de l'huile sur le feu.

Le premier secrétaire du PS prend en otage nos compatriotes musulmans. Il les dit menacés par la lutte que nous préconisons contre l'islamisme radical. Mais au contraire. Éradiquer la menace fanatique libèrera tous les Français. Mais l'archéotrotskyste Cambadélis aime à exciter les Français les uns contre les autres, alors il confond sciemment les étrangers islamistes que je souhaite effectivement mettre dehors, les islamistes binationaux à qui je souhaite retirer la nationalité française, il les confond avec nos compatriotes musulmans assimilés.

Le chômage s'aggrave malgré les tripatouillages des chiffes, le ministre du Travail se dérobe pour se mettre au chaud, on comprend le pauvre François Rebsamen. Il sait qu'il ne pourra jamais commenter la fameuse inversion de la courbe.

Le célèbre retournement de tendance, la mythique reprise imminente qui se transforme chaque mois en reprise permanente. Pour son université d'été, le parti socialiste emploie donc des travailleurs détachés roumains. Mais alors que fait le parti socialiste face à cette situation ? Et bien il demande à son prestataire de congédier ses salariés.

Le PS est donc pour la directive européenne sur le détachement des travailleurs, il soutient l'Union européenne avec l'UMP, sauf si ça se voit trop.

Au cynisme initial se joint la tartufferie. Ce n'est plus le poing et la rose, c'est cachez moi ce poing qui a trempé dans le pot aux roses. Le parti socialiste est incapable d'assumer les textes bruxellois qu'il a approuvés. Mais ce n’est pas une rentrée socialiste, c'est une rentrée scandaleuse. D'ailleurs, pourquoi ces économies sordides alors que le PS est gavé d'argent public ? Parce que les socialistes savent que l'hiver va venir, que les Français vont les chasser, et c'est nous, patriotes, qui allons les pousser vers la sortie en commençant par les déloger des conseils régionaux.

Alors, alors on n'est jamais trop prévoyant, on constitue un magot pour les temps difficiles. D'ailleurs le sauve qui peut, ce généralise, vous avez remarqué, on peut s'interroger sur ça. Pourquoi le député socialiste François Braulte quitte le gouvernement pour se réfugier dans un poste lucratif à EDF ? Parce qu'il reste moins de deux ans à vivre à cette majorité. Pourquoi la députée socialiste Sandrine Hurel a fait prolonger sa mission pour céder, sans élections, son siège à sa belle fille ? Parce que, dès maintenant, une élection partielle serait une catastrophe pour l'actuelle majorité.

La démocratie, c'est bien. Sauf quand on risque de perdre se disent les socialistes. Pourquoi a-t-on modifié la loi pour créer dans les nouvelles grosses régions un nouveau poste, rémunéré, celui de Président délégué ? Parce qu'il faut donner des places aux amis tant qu'il est encore temps.

Je vous le dis d'ailleurs, tout net, dans les conseils régionaux bleu marine, le poste de Président délégué inutile et couteux, ne sera évidemment pas pourvu. D'ailleurs, nous sommes entre nous, et puisqu'on parle reconversion, je me demande si Manuel Valls ne se prépare pas à un avenir insoupçonné. Gestionnaire de centres d'appels pour numéros verts. Parce que ça expliquerait pourquoi il en crée un par mois.

Stopjihadisme.gouv.fr, stopjihadismedanslestrains.gouv.fr. On peut en attendre d'autres. stopdjihadismelelundi.gouv.fr ; et j'en passe et des meilleurs.

Aujourd'hui, à La Rochelle, pour l'université de rentrée du PS, le mot d'ordre est "Agir en commun". Mais comme toujours avec les socialistes il faut comprendre le contraire de ceux qu'ils disent en réalité, car outre La Rochelle, j'ai compté au moins trois rentrées politiques socialistes. Il y a le Marraine des frondeurs, cette gauche qui abois haut pour mieux se coucher. Il y a le Léonian des réformateurs pour lesquels l'avenir se nomme Emmanuel Macron, le chouchou les banquiers. Il y a le Pouliguen pour les socialistes dont plus personne ne veut, même dans leur propre parti. Et puis il y a François Hollande, il commémore, il inaugure, il discoure, il montre son impuissance. Le Président de la République française n'est plus qu'une apparence.

Sarkozy, Jupé ou Fillon seraient tout aussi fantomatiques puisque, bien que s'autoproclamant républicains, ils ont accepté le transfert de ce pouvoir vers Bruxelles, Francfort, Berlin, Washington.

Ils sont donc en réalité tous candidats au rôle de potiche de la République française. À la Baule, la semaine prochaine, la rentrée politique de Les Républicains sera le bal des hypocrites, des égos. Ils poursuivent leurs petits jeux politiciens, les heurts de leurs ambitions personnelles, les poignards seront cachés avant que leurs primaires déchainent les passions. Leur passion, c'est la guerre des petits chefs. Les guerres des candidats à la présidentielle. Même Nadine Morano voudrait y aller, paraît-il.

Ici, au Front national, nous n'avons qu'une seule passion, celle de la France. Oui, mes chers amis, la France vaut mieux que ça. La France vaut mieux que ça. La France vaut mieux qu'eux. La France vaut mieux que ces politiciens qui l'entrainent vers sa disparition au sein d'un magma mondialiste, européiste, sans frontières et sans âme. Mieux qu'une nation assaillie par l'immigration, le chômage, la précarité, l'insécurité et l'angoisse.

Avec le Front national Rassemblement bleu marine, nous disposons ensemble d'un outil pour redresser la nation et restaurer la République. Avec le Front national Rassemblement bleu marine, nous disposons d'un outil pour aimer la France.

Dès décembre prochain, nous pouvons préparer l'avenir et montrer la voie.
Dès décembre prochain, nous pouvons transformer les élections régionales en aurores du renouveau national.
Après, il restera seize mois avant la mère de toutes les élections. Il restera seize mois pour que le peuple français redevienne maître chez lui. Il restera seize mois pour que le peuple français redevienne le seul et véritable acteur de son destin.

Vive la République,
Vive la France.

ANNEXE 19 – DISCOURS DE RENTRÉE POLITIQUE À BRACHAY LE 3 SEPTEMBRE 2016

Mesdames et messieurs,
Mes chers amis,
Chers compatriotes.

Merci de votre accueil toujours si amical, si chaleureux, quel plaisir évidemment pour moi de vous retrouver une nouvelle fois à Brachay, cette belle commune de France chère à notre coeur, où cette année je souhaitais donner à notre rencontre une signification particulière.

J'ai pris mes distances pendant quelques mois avec le commentaire futile du quotidien pour me concentrer sur les sujets essentiels et rencontrer les Français.

En cette rentrée, c'est à vous que j'ai voulu réserver mes premières paroles publiques.

Brachay c'est un petit échantillon du peuple, mais à travers qui je peux m'adresser au peuple tout entier. Pour dire mon attachement à la France rurale, la France de nos terroirs, à cette France oubliée et pourtant généreuse et travailleuse. Celle qui n'encombre pas les titres du 20h, celle qui souffre en silence, celle qui paye sans rien dire, celle qui subit sans casser, mais reste fière et n'abdique pas.

À cette France sans voix, mais pas sans courage. Cette France de l'âme et du coeur. Cette France des oubliés, et j'irai même jusqu'à dire, cette France des abandonnés que les élites autoproclamées se complaisent à ne pas voir ou pire regardent avec une insupportable condescendance. Cette France qui conserve en son sein le sentiment intact de la patrie, l'amour de notre culture, de notre belle nation.

À travers vous, à Brachay, c'est à cette France qu'on appelle profonde et que je préfère qualifier de profondément patriote, que je veux rendre hommage. Un hommage respectueux, admiratif et reconnaissant.

Nous le savons, comme souvent dans les moments tragiques de la tumultueuse histoire de France, le sursaut national vient du peuple. Or, aujourd'hui, la révolution silencieuse à laquelle nous assistons et qui parcourt la société n'émane pas des élites, mais des profondeurs du pays. C'est ce grand mouvement qui va conduire au remplacement de la classe politique parce que nous sommes à la fin d'un cycle et qu'au bord de l'abîme, c'est toujours l'esprit de la France éternelle qui doit prendre le dessus. Parce que vous le sentez, notre France est à la croisée des chemins et que vous souhaitez la sortir de l'ornière.

Ce grand basculement politique vous l'organisez avec la modestie et l'opiniâtreté des femmes et des hommes de devoir. Soyez remerciés et honorés d'avoir su garder intacte la capacité de dire non, la force d'impulsion, de courage de l'engagement, la détermination qui naît, je le sais, de la certitude du juste et du vrai.

C'est cette France des patriotes que je suis venue saluer ici. Elle vient inlassablement rappeler à tous que notre pays doit sans attendre retrouver la voie du redressement, et demain, je le crois, de la grandeur et de la puissance.

Ne nous y trompons pas mes amis, la campagne présidentielle qui va s'ouvrir n'est pas comme les autres. Elle est d'une autre nature. Parce qu'elle va mettre en jeu l'essentiel. Cette élection et donc les huit mois qui nous en séparent vont décider du sort de notre nation. Non pas seulement pour les cinq ans qui viennent, mais sans doute pour beaucoup plus longtemps, peut-être même pour toujours.

De notre engagement et de notre victoire ne dépend pas seulement une séquence politique temporaire, la gestion quinquennale de la maison France, mais le sort de notre pays en tant que nation, l'avenir de notre peuple, le sort de chacun d'entre nous.

Aucun français ne sortirait indemne d'un effondrement de notre nation et de la disparition de notre liberté de peuple. En ces heures au combien douloureuses pour notre pays où il serait plus confortable de cacher la vérité, de laisser prospérer les illusions, je manquerais à mon devoir si je ne le rappelais pas.

En dépit des évènements récents qui sont terribles, c'est avec conviction que je vous le dis, notre génération de français porte une responsabilité éminente devant l'histoire. C'est là, dans les circonstances tragiques que la politique doit retrouver sa véritable noblesse. Les politiques sont appelées à s'extraire des intrigues, des postures et des mensonges pour conduire le pays sur d'autres voies que les routes sans horizons pour reprendre la formule du Général de Gaulle.

La gravité des évènements que nous connaissons rend encore davantage dérisoires des chicaneries politiques. Les errements personnels d'une classe politique souvent dévoyée ou les combinaisons de circonstances visant des gains électoraux immédiats.

C'est de cela dont je m'extrais et dont je ne veux plus dans la vie politique française.

Ces pratiques de la classe politique vous nous font oublier que le rôle du politique réside d'abord et avant tout dans sa capacité à donner un sens à l'action publique et à conduire ainsi la communauté nationale dans un grand projet collectif.

C'est le rôle que je m'assigne en tant que candidate à l'élection présidentielle de 2017.

Ça ne vous aura pas échappé, les partis que l'on présente volontiers comme des partis de gouvernement - on a presque envie de sourire en le disant - sont en réalité des unions factices de boutiquiers sans envergure. Des petits gestionnaires des affaires courantes sous l'ordre de Bruxelles, Berlin, Washington. Incapables de gouverner, incapables de présider.

Comment ceux qui nous ont conduits à la faillite pourraient-ils nous faire croire qu'ils sont les hommes d'une situation tourmentée ?

Le président de la République n'est pas l'administrateur d'un espace géographique sur lequel évolueraient des habitants interchangeables. Il ne doit pas avoir pour seule obsession de durer et pour seule ambition sa réélection.

Présider la République, ce n'est pas davantage jouer le gardien d'un système de prébende qui profite à quelques-uns et ruine le plus grand nombre. Les revirements incessants, les promesses de changement, les mensonges d'État pour cacher les tristes bilans avec la pratique du traitement statistique des problèmes et du traitement exclusivement compassionnel des drames.

Le choc d'ambitions personnelles alimenté à coup de petites solutions proposées dans une sorte de foire aux rustines. Sans cohérence, sans visions. Une guerre d'égos et ces primaires qui décidément portent bien leur nom.

Ce triste spectacle suffit. Trop de temps perdu depuis des décennies. Trop de fausses alternances. Trop de décisions qui allaient toujours dans le même sens, le mauvais. Trop d'occasions ratées. Trop de manque de courage. Comme ce président qui, comme son prédécesseur, se défausse à propos des atteintes à la laïcité en déclarant tel Ponce Pilate, "ni provocations, ni stigmatisations", ce qui revient à ne donner aucun sens, aucune direction à l'action de l'État.

Les lois de circonstance fleurissent depuis tant d'années, au fil des faits divers, pour donner dans la réaction l'illusion de l'action.

Finalement, le pouvoir est toujours en retard sur la réalité qui court. Une réalité qu'ils ne perçoivent pas, une réalité qu'ils ne veulent pas voir. Une réalité qu'ils trafiquent pour retarder le moment où il faut agir.

La vérité c'est que faute de donner un sens à l'action, le pays n'est pas gouverné, il est abandonné. Le résultat est simple. La France est condamnée à subir. Les Français deviennent spectateurs inertes et désolés de leur propre souffrance. Les usines et les exploitations ferment. Les lignes de chômeurs s'allongent. Les zones de non-droit se font de plus en plus impénétrables.

Pourtant mes chers amis, rien de tout cela n'est inéluctable. Il faut croire en la politique croire en l'État-Nation. Regardez les Britanniques, ils ont eu ce courage. Contre tous les prophètes de malheur, ils ont choisi leur destin. Ils ont décidé de redevenir maîtres d'eux-mêmes et de quitter l'Union européenne. Ils ont fait le choix de l'indépendance.

Au Royaume-Uni une femme a accepté la charge de mener à bien le Brexit. Theresa May ne prend pas son poste de premier ministre à la légère. Elle a entrepris de grandes réformes pour réindustrialiser son pays, pour améliorer l'éducation, pour rendre le système social plus juste. Vous le savez, ce référendum sur notre appartenance à l'Union européenne, je le ferai en France. Parce que vous avez le droit à la parole dans votre pays.

Oui, mes amis, il est possible de changer les choses. Oui un peuple peut décider d'emprunter une autre voie. Oui la liberté peut encore nous guider.

Français, nous pouvons, nous aussi, redevenir un peuple libre, fier, indépendant. Nous pouvons rendre à la France sa vraie place dans le monde. La France n'est pas la France sans la grandeur. Cette grandeur c'est l'objectif que nous nous fixons tous pour notre cher et vieux pays.

La qualité de chef d'État ne se mesure pas à la capacité manoeuvrière toujours toxique. Elle ne se juge pas non plus à la démagogie facile qui émerge des pires dérives financières et politiques. Elle se définit par la capacité de porter pour le pays une grande vision. Par la capacité d'agir non pour de petites raisons, mais pour une grande cause. C'est rendre à l'État sa souveraineté pour qu'il redevienne le gardien de nos intérêts nationaux qui sont nos intérêts vitaux.

Voir juste, voir loin. Voilà ce qui importe.

Pour notre part, il n'est tout de même pas abusif de constater que les patriotes ont fait la preuve de leur clairvoyance et de leur courage. La liste est très longue des sujets et des propositions que j'ai mis dans le débat public et qui trouve aujourd'hui un écho considérable parmi les Français. Le problème de l'immigration de masse qui avec la complicité de l'UE devient jour après jour une véritable submersion. La montée du fondamentalisme islamiste que j'analysais dès 2008 en un nouveau totalitarisme du 21e siècle. La laïcité, le communautarisme, la question des frontières. Souvenez vous en 2012, je demandais combien de Mohamed Merah parmi les migrants sous les huées du système.

La mondialisation sauvage, que d'aucuns annonçaient heureuse et qui nous le prédisions allait devenir un cauchemar, source effroyable d'inégalités entre les hommes et entre les territoires. Ou encore la dérégulation, vous savez, l'obsession des ultralibéraux intoxiqués par la doxa de l'UE aboutissant au chômage de masse, aux salaires de misère, aux petites retraites, à la destruction du service public, à la précarisation généralisée jusqu'à cette fameuse loi El Khomri qui enlève tant aux salariés sans rien donner aux entreprises.

L'impératif du *made in France*, c'est nous. La nécessité du protectionnisme intelligent et de la souveraineté monétaire, le dumping social que nous avons dénoncé avec la sinistre directive Détachement des travailleurs. La question de la nécessaire réindustrialisation de la France au moment où tous nous expliquaient que la France devait devenir un pays de services. Ou encore celle de l'abandon prémédité de l'agriculture française.

Permettez-moi d'ailleurs, compte tenu de l'actualité, d'en dire quelques mots.

Regardez le monde qui nous entoure et dites-moi s'il est vraiment prudent de sous-traiter notre liberté agricole et alimentaire, c'est-à-dire notre capacité à nous nourrir correctement, à d'autre pays sous prétexte que la main-d'oeuvre y est moins chère, voire ravalé au rand d'esclave, et que les marges des multinationales y sont plus importantes.

Non, dix fois non. La France, pays qui maîtrise depuis des siècles l'ensemble des productions agricoles, dont les savoir-faire sont reconnus dans le monde entier, dont les exportations faisaient la fierté a vocation a retrouver son rang dans son domaine et doit cesser de tout miser sur l'importation.

Et pourtant, sous la férue de la commission européenne au nom d'une soi-disant loi du marché en réalité incarnée par les intérêts d'une poignée de multinationales et de financiers désormais occupée à délocaliser la production tout en ponctionnant les marges confortables dans les pays qu'ils contribuent à ruiner, c'est l'inverse qui se produit sous les yeux ébahis de nos paysans et de l'ensemble des Français. Plutôt que

d'investir sur la puissance de l'agriculture française, on préfère, au nom de dogmes éculés, détruire des centaines de milliers d'emplois. Ruiner des dizaines de milliers d'exploitations et laisser à l'abandon nos belles campagnes.

La ruralité a toujours été au coeur de mon engagement politique et nous lançons dès aujourd'hui, sous la direction de Paul-Henry Hansen-Catta un nouveau collectif spécialement tourné vers les campagnes et les thématiques qui leur sont propres. Relations entre les usagers de la campagne, les chasseurs, les pêcheurs, les forestiers, les sportifs, mais aussi les patrimoines ruraux. Mais aussi le patriotisme économique dans les campagnes. Mais aussi les Maires ruraux sur administrés, les écoles rurales dont jamais personne ne parle, ou encore les déserts médicaux.

Ce collectif baptisé "Vivre dans nos campagnes" sera une nouvelle illustration de notre attachement à la France des terroirs qui est aussi bien souvent une France pleinement tournée vers l'avenir et qui aspire à décider de son destin.

Mes chers amis, regardez à quel point nous avons besoin en matière agricole aussi de notre souveraineté. Quand un ministre français annonce qu'on stoppe les négociations sur le funeste traité transatlantique, un commissaire européen vient sèchement lui rappeler qu'il n'a pas son mot à dire et qu'il faut que l’on continue.

Si je suis élue, non seulement le traité transatlantique sera mis à la corbeille, mais je récupèrerais immédiatement notre indépendance commerciale.

Sur tous les sujets, mes chers amis, que je viens de lister, l'ensemble des responsables de la classe politique ont changé d'avis dix fois. Essayer de comprendre leur pensée finit par donner le tournis. Ils ont changé d'avis dix fois et fait, d'ailleurs, systématiquement au pouvoir l'inverse de ce qu'ils promettaient pendant les campagnes électorales. Mais ça ne les empêche pas, ils voudraient recommencer.

Si vous êtes là, mes amis, c'est parce que nous, nous sommes cohérents, pugnaces et courageux. D'ailleurs, nous avons été les seuls à affronter depuis bien longtemps le politiquement correct qui au nom d'un prétendu antiracisme, qui est en fait foncièrement raciste, faisait tranquillement avancer le concept délétère de communautarisme. Une idée corrosive, inspirée du modèle anglo-saxon, une vision de notre société contraire à nos principes républicains qui aboutit au délitement du pacte social.

Jamais on n’a autant parlé de communauté qu'aujourd'hui. Toutes les occasions sont bonnes pour nous habituer au mot. L'objectif est de nous assigner les uns et les autres à résidence communautaire. Communauté régionale, communauté religieuse, communauté de tout ce qu'on veut, tout ce qu'on peut imaginer, mais jamais française.

L'actualité, pardon, nous en donne beaucoup d'illustrations plus révélatrices encore du concept de communauté. Un prêtre égorgé dans son église et les médias évoquent le choque dans, je cite, la communauté catholique. Comme si l'horreur d'un tel acte ne frappait pas tous les Français. Une bande d'islamistes tente de s'approprier une place par la violence à Cisco et voilà que la presse parle de tensions intercommunautaires. Entre communauté maghrébine et communauté corse. Comme si les Corses, en Corse, étaient une communauté parmi d'autres. Alors à quand la communauté bretonne en Bretagne, la communauté savoyarde en Savoie, peut-être même la communauté calaisienne à Calais.

Un Asiatique est assassiné à Aubervilliers, sur fond de racisme, et ce meurtre devient dans les médias une affaire de la communauté asiatique, comme si le meurtre de cet homme ne bouleversait pas la nation toute entière et n'appelait pas une réprobation morale de tout le pays et une réaction sans faiblesse de l'État.

Le but est clair. Il vise à fragmenter la nation en communautés distinctes dont certaines ne manqueront pas de devenir antagonistes. Elles seront incitées à revendiquer chacune des droits particuliers puis à terme une législation spécifique pour ses membres, faisant revenir la France au temps primitif où la loi applicable à chacun était fonction de son origine.

Je dis qu'il s'agit là d'une régression du droit et des principes de notre civilisation.
Je dis que notre position est sans ambiguïté et n'a jamais varié. Quelque soit l'origine la couleur de peau, l'opinion, l'orientation sexuelle ou la religion, nous ne reconnaissons pour les citoyens tous égaux entre eux qu'une seule communauté, la communauté nationale.

Rien pour les communautés, tout pour les citoyens. J'aurais envie de dire ça en paraphrasant le comte de Clermont-Tonnerre qui s'exprimait déjà à ce sujet en 1789. Il y a des années, j'avais proposé de graver ce principe dans notre constitution, et je le réclame de nouveau aujourd'hui, car il est plus que jamais d'actualité.
La République ne reconnait aucune communauté, point barre.

Conséquence directe du communautarisme, notre République doit faire face à une autre offensive, l'islamisme. C'est l'islamophobie qui sert de bouclier aux islamistes parfois déguisés en associations ou en collectifs. Si vous vous opposez aux provocations vestimentaires d'une minorité extrémiste, vous êtes islamophobes. Si vous rappelez que la laïcité exige des religions un devoir de discrétion et de retenue dans la sphère publique, vous êtes islamophobes.

Je le redis avec force. C'est la mission du politique de ne pas plier, de faire sereinement l'analyse de ces stratégies de culpabilisation organisées, d'en dénoncer les mécanismes et de les désamorcer. Or, comment ce qu'on appelle aujourd'hui la gauche pourrait-il le faire alors qu'elle reste irrémédiablement engluée dans ses lubies idéologiques et dans son clientélisme ?

Et comment ce qu'on appelle encore la droite pourrait s'y opposer, elle qui reste si fondamentalement obnubilée par sa peur de heurter le politiquement correct et les puissances financières parfois salafistes qui la sponsorisent. Suivez mon regard.

Sur la laïcité, aussi l'aveuglement idéologique de la gauche et de la droite n'est pas moins criant. Subverties par l'idée simpliste et injurieuse que nos compatriotes musulmans ne pourraient pas comprendre qu'on lutte contre l'islamisme, certaines élites tolèrent, voie justifient les dérives sectaires de l'islamise radical. Ces provocations, ces outrances, ces revendications les plus folles, y compris celles contraires à toutes nos valeurs humaines.

Je m'élève avec force contre cette idée insupportable, et je rappelle cette évidence pourtant si négligée aujourd'hui, que la femme est l'égale de l'homme en tout point, partout. Qu'elle a le même droit à la liberté, au même respect, à la même faculté de profiter du mode de vie français à la plage comme à l'école, dans la rue comme dans l'entreprise.

Ainsi, on voit une caste qui a vu tous ses dogmes s'affaisser au fil des décennies professer que la liberté justifierait la relégation de la femme derrière des tissus. Or, on le sait, cette ségrégation, bien sûr pour l'instant vestimentaire des femmes, ouvrirait ultérieurement la porte à une relégation physique puis juridique. Déjà dans certains lieux des groupes religieux entendent interdire certaines tenues comme la jupe. À quand l'interdiction du maquillage, puis l'interdiction de paraître en public ?

Comme je vous le disais, ce qu'on appelle la droite n'est pas en reste, elle qui ces dernières décennies a tant de fois fait des promesses de fermeté en période électorale qu'elle a consciencieusement trahies une fois au pouvoir. La plupart de ces élus sont enfermés dans leurs petits arrangements locaux. Croyez ce que je raconte dans les médias, mais ne venez surtout pas voir ce que je fais dans ma ville. Tout le monde le sait, comme avec les caïds de cité, une multitude des maires Les Républicains frayent avec les islamistes locaux pour acheter des voix aux élections et la paix civile entre les deux.

Chez les dénommés Républicains, qui oublient souvent de l'être, l'exemple vient d'en haut. Le journal Marianne nous révèle que début août, Nicolas Sarkozy a fait un déplacement au Maroc pour rencontrer secrètement le roi d'Arabie Saoudite et l'assurer

de sa bienveillante amitié. Secrètement. En clair, Nicolas Sarkozy qui se voudrait le champion médiatique de la lutte contre l'islamisme radical a été faire allégeance au promoteur mondial du Wahhabisme, c'est-à-dire la doctrine dont se réclament les plus obscurantistes, les plus radicaux, les organisateurs des pires provocations.

Comment croire que les Français pourraient compter dans la lutte contre l'islamisme sur un personnel politique soumis aux Qataris ou aux Saoudiens ?

L'estime ne peut être où la vertu n'est pas.
C'est pourquoi tous ces politiques, tous ces sortants, je les sais discrédités pour mener le combat. Il y a dans l'attitude de nos dirigeants d'aujourd'hui ou d'hier ni constance, ni clairvoyance, ni même - je le dis avec tristesse - loyauté à l'égard des électeurs auxquels ils s'adressent et pire, à l'égard de leur propre pays.

La véritable question est : ne sommes-nous pas parfois davantage victimes de nos politiques que des évènements eux-mêmes.

La lucidité et le courage, la détermination et l'esprit de résistance sont des qualités que je ne décèle chez aucun des candidats potentiels issus du système et dont je vous dis que parmi nous, parmi les patriotes, elles guident toute l'action et l'engagement politique.

Le chef de l'État doit être un personnage capable de s'élever au-delà du subalterne. De se détacher des contingences pour voir loin derrière l'horizon et déterminer le cap.
Je dis que présider c'est prévoir pour anticiper. C'est refuser le prisme trompeur de la bienpensance qui conduit au déni de réalité et donc à l'erreur d'appréciation. C'est avoir la force de se détacher des féodalités de tous ordres pour ne voir et donc ne défendre que l'intérêt public.

Je dis que présider c'est conduire une nation vers son unité, vers sa prospérité, vers son rayonnement politique et culturel. C'est oeuvrer pour qu'aucun de nos compatriotes ne soit laissé sur le bord du chemin.

Je dis que présider c'est se comporter en chef de l'État, c'est-à-dire oeuvrer pour que l'État ne fonctionne pour une faction ou parfois pour lui même. Qu'il ne fonctionne pas contre le peuple comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui, mais qu'il n'ait comme seul moteur et guide que l'intérêt national.

Je dis que présider c'est se sentir le gardien d'un pays, d'une nation, des valeurs de la civilisation française, de la constitution, c'est-à-dire une longe et patiente construction humaine et juridique qui est le cadre de vie et d'épanouissement d'un peuple, de notre peuple.

Mais présider, présider réellement nécessite d'être libre, ce qui vous le savez n'est le cas d'aucun de mes adversaires présumés, et qui fait de moi, j'ose le dire, une exception dans cette élection présidentielle.

Je revendique une totale liberté. Et ce n'est pas qu'un mot. Car je suis libre par rapport aux puissances auxquelles se sont soumis les autres.

Libre par rapport à l'argent, d'abord, qu'il soit celui du Qatar qui achète tout et tout le monde, ou celui des banques et des multinationales.

Libre par rapport à l'Union européenne ou l'Allemagne qui la domine. Moi je ne reconnais aucun pouvoir étranger sur le peuple français. Je ne crains, ni n'ai jamais prêté allégeance à aucune puissance du monde dont je défends la nécessaire multipolarité.

Libre par rapport aux médias. Je ne suis pas, vous le savez, dans la compromission avec les puissances médiatiques. Je ne me sens redevable de personne. Même pas de l'obligation de me faire aimer par eux.

Libre, aussi, par rapport au bilan de cette classe politique. Tous mes adversaires ont contribué à l'effondrement de la France, souvent récemment. Ils continuent pourtant à mentir et à entrainer le pays dans la ruine. Prenez l'Euro, un exemple qui est extrêmement parlant, regardez ce qui se passe. Tous les concepteurs de l'Euro, à droite comme à gauche, avouent maintenant en privé qu'ils ont fait une grosse erreur, que leur rejeton est un désastre, qu'il est une des explications des petites retraites, des petits salaires, du chômage de masse, mais jamais ils ne l'avoueront. Pourquoi ? Mais parce que ce serait reconnaître qu'ils se sont trompés, et pire qu'ils trompent depuis des années les Français.

Même chose sur l'intervention désastreuse en Libye en 2011. Tous admettent aujourd'hui que j'avais raison. Qu'il ne fallait pas s'y prendre ainsi, mais combien le diront ?
Et mieux, proposeront de corriger le tir ? Aucun.

Chômage, dette, terrorisme, école, sécurité, santé. Mais je pourrais multiplier les exemples. Tous sont liés à ce passé. Ils trainent cette histoire personnelle comme un boulet et tous, au final, sont muselés par ce passé. Car comment porter un diagnostic clair quand on est soi-même responsable du désastre ? Ce serait donc se renier personnellement. Ils ne peuvent remettre en cause un système qu'ils ont créé et qui les nourrit encore aujourd'hui.

Finalement, tous ceux qui aujourd'hui se présentent sont en session de rattrapage. Ils espèrent que les Français oublieront leurs échecs, mais, désolé, nous serons là pour les rappeler.

Comment imaginer alors que les Français aient envie de remettre à l'Élysée quelqu'un qui aurait déjà si lourdement échoué ?

Oui, je suis libre. Libre par rapport aux ambitions des uns et des autres. Je ne concours pas, vous l'imaginez bien, pour être au final ministre ou premier ministre d'untel ou untel. Je suis là pour porter ma propre vision et pas celle de quelqu'un d'autre. Ce sont mes opinions, partagées par une part croissante de Français que je défends.

Finalement, je dis que le chef de l'État ne peut avoir qu'une seule boussole, le peuple français, son intérêt dans tous les domaines.

Notre projet est fondé sur le rejet de l'individualisme et du tout argent. Sur le refus d'asservir l'homme à une logique exclusivement consumériste portée par des multinationales avides qui en feraient un être interchangeable, un être dont la seule raison d'être et de vivre serait de produire et de consommer ou d'être au chômage.

Notre projet tourne le dos à l'éphémère, au superficiel, à l'apparence, pour privilégier le durable, le sincère. Il est fondé sur l'amour. L'amour d'un pays et d'un peuple. La passion d'une langue et d'une culture. La sensibilité pour une histoire et pour ces petites choses qui font au quotidien ce que nous sommes.

Notre projet est fondé sur ce lien affectif, populaire qui unit ses membres de manière solidaire, désintéressée et irréductible. C'est l'affection qui nous fait refuser la violence sociale et la mise en place d'un système économiquement injuste qui laisse des millions de Français sur le bord de la route, qui laisse nos pauvres, nos personnes âgées mal soignées et nos écoles dans une situation indigne.

C'est la raison qui nous fait refuser l'aberration du droit du sol, qui relègue notre nationalité à une simple situation administrative, indépendamment de tout attachement à la communauté française, de toute solidarité nationale, de toute volonté de partager ensemble une communauté de destin.

Notre conception de la nation n'est pas fermée, mais elle est exigeante. Parce qu'elle suppose parfois certains renoncements pour se fondre dans un même et fraternel ensemble.

Notre modèle à nous est celui de l'assimilation qui fait obligation aux nouveaux Français de se plier aux règles de vie de la communauté nationale qui les accueille.

D'abandonner certaines allégeances incompatibles, de se fondre par leur comportement et leurs valeurs dans le creuset national. Condition incontournable pour s'épanouir dans ce magnifique projet toujours renouvelé que constitue la nation française.

Dans les Considérations, Montesquieu, parlant de la chute de Rome, écrit à propos de la généralisation de la citoyenneté romaine accordée à tous, y compris aux ennemis de la cité : "La ville déchirée ne forma plus un tout ensemble et comme on en était citoyen que par une espèce de fiction, qu'on avait plus les mêmes magistrats, les mêmes murailles, les mêmes dieux, les mêmes temples, les mêmes sépultures, on eût plus le même amour pour la patrie et les sentiments romains ne furent plus."

Faute de pouvoir revendiquer une communauté de destin, les promoteurs du communautarisme se barricadent désormais dans la dernière tranchée sémantique qui leur reste, le vivre-ensemble. Formule magique, mais qui se révèle à l'analyse autant un programme minimum qu'une imprécation veine et dans certains cas un cri désespéré. Navrée, mais le vivre-ensemble c'est un peu d'ailleurs comme la France apaisée, ça ne se décrète pas. Pas plus que l'affection, l'amour ou le sentiment d'appartenance, mais ça se construit.

Dans une nation, cela devrait aller de soi. Être obligé de le réclamer, je le crois, est un signe grave de délitement.

Notre modèle a nous est celui du respect de chacun. Français comme étrangers ont droit à la protection sur notre territoire. Loin des embardées médiatiques que l'on a constatées après les terribles évènements de l'été, les circonstances exigence plus que jamais sang-froid, maîtrise et une souveraine sérénité qui est la véritable marque de l'autorité. Tout autre comportement est irresponsable comme l'est le refus d'agir, car il mène, et vous l'aurez bien compris, aux tensions et aux affrontements.

Le chemin que je propose est celui de l'apaisement par l'autorité. Contre le système qui sacrifie la sécurité et la liberté, nous choisissons la loi, l'ordre, la République.

Nous sommes partisans de l'État de droit. J'ai d'ailleurs rappelé à l'ensemble de la classe politique que nous en sommes les seuls partisans puisque nous pensons qu'il faut commencer par le rétablir sur tout le territoire. Il faut en finir avec le laxisme, les zones de non-droit, la tyrannie des caïds locaux parmi lesquels l'islamisme recrute, les décisions de justice pas prises ou pas appliquées. Il faut faire cesser les impunités incompréhensibles qui donnent le sentiment que les rigueurs de la loi ne s'imposent qu'aux honnêtes gens.

L'autorité ne doit pas faiblir, tout particulièrement dans la guerre d'usure qui nous est menée. L'autorité de la puissance publique ne tiendra son efficacité que d'un exercice

serein, constant, assumé et juste. Elle s'exercera pas le bras d'un État dont l'autorité et les moyens d'action seront restaurés. Un État auquel des directives précises et claires seront données. Un État qui sera le levier légitime de la volonté du peuple et qui en conséquence sera totalement soutenu par l'autorité politique, notamment dans ses missions régaliennes.

La logique, comme l'efficacité, doivent nous conduire à mettre notre diplomatie libérée de l'OTAN en accord avec nos objectifs politiques et militaires. La parole publique doit retrouver sa crédibilité. Nos valeurs fondatrices ne doivent plus être abandonnées à des marchandages ou piétinées au nom d'injustifiables arrangements.

Ces faiblesses, ces reniements, ces concessions improbables, nos enfants auraient à les payer trop cher. Pour chacun des citoyens, la meilleure arme contre le terrorisme c'est le bulletin de vote.

C'est lui qui va permettre de changer ces gouvernements dépassés et ces présidents irrésolus, faibles, et in-sincères.

Vous l'avez compris, le redressement de notre pays dans tous les domaines, économique, social, pénal, institutionnel, diplomatique ne tient pas seulement à des mesures ponctuelles, inventées sous le coup de l'émotion ou de la compassion. Elles procèdent d'une démarche générale de mise en ordre et de mise en cohérence.

La reconquête des coeurs, des esprits, comme celle de notre indépendance, de notre souveraineté nationale, des territoires perdus de la République, ne passe pas une révolution intellectuelle qui incite à cultiver, avec le respect des autres peuples, la fierté de ce que nous sommes. De notre histoire. De notre culture. Mais aussi de notre génie national, de nos capacités scientifiques, industrielles, commerciales qui sont sans limites.

C'est tout un modèle qu'il nous faut certainement se réapproprier, mais aussi, peut-être parfois, redessiner, et s'il le faut encore, parfois, réinventer.
J'y suis prête. Nous y sommes prêts.

Tout au long de cette année électorale, je continuerai de détailler ce projet collectif de redressement de la France.
Élue, je le mettrai en oeuvre, avec le peuple et pour le peuple.

Mes amis, la tâche qui nous attend est immense. Les difficultés terribles, mais surmontables. C'est pourquoi je suis confiante. Je crois au sursaut national parce que je crois à la raison, parce que j'ai confiance dans le peuple. Je crois, je sais que la dynamique du peuple français est en marche.

Nous allons gagner, parce que pour le peuple, pour la France, pour le pays, il est impératif de gagner.

Le temps, mes amis, le temps est à l'unité nationale. Non pas derrière ceux qui ont failli et représentent un ordre ancien qui a préparé la situation que nous vivons, mais derrière des forces neuves, des forces vives, des forces intègres, les forces patriotes que j'ai l'honneur de conduire.

De Brachay la clairvoyante, de Brachay la courageuse, j'appelle tous les Français, de tout horizon, qui ont le pays à coeur et veulent le mettre sur la voie de l'espérance à me rejoindre.
La bataille que nous allons mener est la plus belle et la plus grande des batailles, c'est la bataille pour la France.

Vive Brachay,
Vive la République,
Vive la France.

ANNEXE 20 – DISCOURS DE RENTRÉE POLITIQUE À BRACHAY LE 9 SEPTEMBRE 2017

Mes chers amis, permettez-moi euh, avant de commencer cette allocution par exprimer en votre nom notre solidarité la plus sincère et la plus totale à nos compatriotes antillais confrontés à la mort, à la dévastation, et maintenant aux pillages et au chaos.

Soyons, face au drame que vivent nos compatriotes des Antilles, encore la voie de la vérité. Rien n'a été prévu, rien n'a été anticipé. Les moyens de secours et de maintien de l'ordre sont tout à fait insuffisants. L'effondrement de nos moyens militaires, le nombre dérisoire de nos bâtiments de la marine, ne permet pas la réponse qui devrait être celle d'une grande et puissante nation comme la France.

Aujourd'hui nos compatriotes de Saint-Martin privés de tout se voient encore volés, et menacés dans leurs existences mêmes, par des bandes criminelles. Obligés d'organiser leur propre défense alors qu'un nouveau cyclone arrive.

Être français, dans un territoire français, doit postuler un niveau de soutien, de solidarité et de protection qu'aujourd'hui face à cette catastrophe, le gouvernement est incapable d'assurer.

Nous voilà à nouveau réunis après une petite pause estivale qui fut pour chacun une période certes de repos, bien nécessaire je l'avoue, mais aussi une période d'observation et de réflexion.

Je reviens aussi avec une grande détermination et le sentiment d'une ardente obligation d'agir. Agir, non pour moi, mais pour vous. Non-pas seul, mais avec vous. Dans les grands combats, les petites carrières personnelles ne comptent pas. Sachez-le, la flamme qui m'anime n'est pas l'ambition, mais le devoir. Le devoir vis-à-vis de notre

pays, de notre continent européen si menacé. Mais le devoir aussi à l'égard de tous ceux qui espèrent dans un changement. Un changement impérieux, un changement vital.

À ceux-là je voudrais dire qu'ils ne se sont pas trompés en votant pour nous. Je voudrais leur dire que leur vote s'est joint à 11 millions d'autres votes. Que leur vote a permis aux forces nationales de prendre pied à l'assemblée avec 8 députés. Des députés élus au scrutin majoritaire. C'est un fait unique, dont chacun doit mesurer la portée, parce que cela signifie que malgré les campagnes de découragement et de dénigrement, vous avez cassé le plafond de verre de 50%.

Jamais nous n'avions connu un tel présage pour nos succès futurs. Ces huit députés, oh je n'oublie pas qu'ils devaient être 100, si une vraie démocratie fondée sur la proportionnelle existait en France. Ces huit-là seront le fer de lance d'une opposition déterminée. Ils feront équipe avec nos sénateurs, David Racheline et Stéphane Ravier, rejoints je l'espère bientôt par d'autres. Des élus soudés par les convictions et l'amitié des élus sur lesquels vous pourrez compter et dont vous pourrez être fiers.

Je voudrais vous dire que ce qui a été semé l'a été avec coeur, avec passion, avec générosité sans jamais ménager nos efforts, sans ménager mes efforts. Avec le souci de vérité, avec le souci d'honnêteté, avec l'acceptation des désagréments que réclame ce combat si difficile que nous avons engagé seuls contre tous pour le redressement du pays. Mais surtout, ce que je voudrais vous dire, c'est que, encore une fois, ce qui a été semé, porteront au-delà de nos personnes et de nos carrières les germes du renouveau national dont le pays a tant besoin.

Quasiment chaque jour de cet été, notre âme a été meurtrie par le long chapelet des attentats islamistes qui en France, en Europe et dans le monde entier, s'est égrainé à un rythme tel qu'on est aujourd'hui incapables de se remémorer quel est le dernier. Ceux contre les militaires ou les représentants de nos états comme ceux contre des civils innocents. Notre cœur a saigné devait ces actes d'une bestialité sans nom, ces images insoutenables de la souffrance d'enfants, d'hommes, de femmes dont le seul tort aux yeux de leurs bourreaux islamistes est d'incarner par leur mode de vie et de pensée des valeurs de liberté et de modernité.

Les islamistes, nous devons en être convaincus, nous agressent non pas pour ce que nous faisons, mais en raison de ce que nous sommes, preuve en est qu'ils portent leurs attaques terroristes y compris contre des pays ou des populations qui ne sont même pas engagés dans des combats militaires contre leur razzia meurtrière.

Je l'ai dit et je le répète avec la profonde détermination de quelqu'un qui enfant, à huit ans en fut elle-même victime, je ne veux pas m'habituer au terrorisme.

Je ne veux pas que nos enfants vivent avec cette horreur dans la tête. Pas davantage que je ne veux me résoudre à invoquer la fatalité lorsque je sais que tout n'est pas réellement mis en oeuvre, toujours pas, pour éradiquer la menace.

Nous ne devons pas nous taire, surtout lorsque l'on s'aperçoit que tout est fait pour en minimiser la fréquence en rangeant des agressions de nature manifestement terroriste dans les tiroirs bien fermés des actes de déséquilibrés.

Oh, j'ai bien sûr entendu le président désigner nommément, enfin j'ai envie de dire, l'islamisme. Je l'ai entendu mettre en cause la responsabilité de l'Arabie Saoudite et du Qatar comme soutiens du terrorisme. Mais ces propos officiels constituent en même temps qu'un progrès un hommage à ce que nous disions, seuls, depuis des mois. En même temps que je regrette le temps perdu, le temps gâché, je ne peux que me réjouir de ce revirement des autorités publiques, me féliciter de cette prise de conscience, dont nous sommes je crois, nous au Front national, pour beaucoup.

Mais si j'ai entendu une parole jupitérienne, je n'ai pas vu la foudre tomber. Ni sur les fichés S, ni sur les jihadistes de nationalité française de retour sur notre sol, rien non plus sur la fermeture effective des mosquées de la haine, rien sur la réforme de notre code de la nationalité qui est une machine à franciser les jihadistes, rien sur l'expulsion automatique de tous les islamistes étrangers, ou l'interdiction du salafisme et des frères musulmans.

Il semble que le statut de la première dame ou l'arrivée d'un animal de compagnie à l'Élysée soit davantage un sujet de conversation que des mesures concrètes d'éradication des terroristes potentiels présents sur le sol français.

Et puis, l'été a été marqué par ce qui s'est passé en méditerranée. Je veux parler de ces images de submersion de l'Europe, de ces vagues incessantes de migrants se déversant sur les côtes, de jeunes hommes venus d'Afrique et du Moyen-Orient entassés sur des bateaux de débarquement, parfois au péril de leurs vies.

Ce sont ces mêmes migrants, entrés par toutes les portes d'une Europe passoire, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, que nous voyons errer dans Vintimille, installés dans leurs tentes sous les métros aériens de Paris, réclamer de l'argent aux feux rouges de nos villes, barrer les autoroutes de Calais, prendre d’assaut des camions et pour certains, provoquer la mort de leurs chauffeurs.

Ils ne le font que parce que dès qu'ils ont mis le pied en Europe, même illégalement, ils acquièrent immédiatement le droit et les facilités matérielles de circuler sans contrôles.

Il ne s'agit pas pour moi mes chers amis de mettre en cause tous ces gens. Ils sont les victimes de la bonne conscience de nos élites et des politiques criminelles auxquelles elle conduit. Ils sont les victimes du laxisme de nos dirigeants et de leur esprit d'abandon. Je mets en cause ceux qui les font ou qui les laissent entrer. Mme Merkel, M. Macron et avant lui M. Hollande et avant lui M. Sarkozy.

Ils sont coupables des noyades en méditerranée, ils sont coupables de la terrible tragédie qui attend la France et l'Europe. La submersion, la déstabilisation et le chaos. Et comme dans toutes les trahisons nationales, il faut des évêques cochons. Voilà que la cour de justice de l'Union européenne a rejeté cette semaine le recours de la Hongrie et de la Slovaquie contre les quotas de migrants. Vous devez savoir que l'avocat général de cette cour, vous savez l'avocat général c'est-à-dire celui qui est censé représenter les intérêts des européens en l'occurrence, qui avait conclu à la pertinence des quotas, n'est autre que Yves Beaud, tient, vous vous souvenez, c'est ce magistrat réputé proche de Nicolas Sarkozy.

Ce sont les mêmes, toujours les mêmes.

Certains pensaient vous savez que, ils n'avaient pas compris. On ne peut plus dire aujourd'hui, objectivement, qu'ils n'ont pas compris. Ils agissent à dessein.

Croyez-vous que c'est par inadvertance que nos gouvernants qui laissent mourir de froid nos sans-abris depuis des décennies trouvent aujourd'hui d'un seul coup les centaines de millions, et peut-être les milliards nécessaires, pour racheter les hôtels Formule 1 pour les migrants ? Ou pour les installer dans nos châteaux.

Vous n'avez pas entendu une voix des Républicains pour remettre en cause cette politique aberrante et injuste, et pour cause, ils sont d'accord. Les "Républicains" ont tous voté et continuent de le faire, de la répartition des migrants dans nos pays, à l'ouverture ininterrompue de nouveaux chapitres d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Comment s'étonner que le nombre d'acceptations des demandes d'asile n'ait jamais été aussi nombreux dans notre pays, plus 35% en 2016 par rapport à 2015. Mais, rassurez-vous, si j'ose dire, ceux qui n'ont pas de droit d'asile restent quand même en France puisque, parallèlement les reconduites à la frontière dont le taux est pourtant déjà dérisoire, sont en chute libre.

Comment s'étonner que dans la plus parfaite indifférence politique, les tribunaux ne prononcent pas de peines pour les gens coupables d'aide aux illégaux en violation des lois ? Même le parquet qui est aux ordres de la chancellerie, ne réclame pas de peines fermes. Pourtant ces gens qui encouragent les migrations, même s'ils maquillent leurs agissements derrière un pseudo-humanitarisme ne valent pas mieux que les passeurs.

Je le dis, ceux qui organisent la submersion commettent un crime contre la France, un crime contre l'Europe, un crime contre notre civilisation française. Il est incontestable que face à cela, la grande alliance des patriotes que représentent les partis politiques des différents pays d'Europe réunis au sein de notre groupe au parlement européen est la seule lueur d'espoir pour l'Europe, et que nous sommes nous, le Front national, la seule lueur d'espoir pour la France.

Tous les gouvernements passés, sans exception, comme celui qui s'est mis en place en juin, ont accepté cette politique. Parce qu'ils font allégeance à l'Union européenne et parce qu'ils adhèrent fondamentalement au projet mondialiste. C'est pourquoi je dis aux électeurs qu'il n'y a rien à attendre de les "républicains". Ou ce qu'il en reste.

Les Républicains qui n'a rien à proposer, dix ans après 2007, que du sous Sarkozy, et encore un sous-sarkozysme de circonstances. M. Wauquiez droitise sont discours pour prendre LR, demain il le recentrera pour le conserver. Les militants LR doivent le savoir, on leur fait le même coup depuis 30 ans.

Or, au-delà des problèmes financiers liés au coût du gouffre de l'immigration, au-delà des problèmes sociaux, au-delà des problèmes médicaux, au-delà des problèmes identitaires, la question de l'immigration pose des problèmes sécuritaires. Elle pèse sur la délinquance parce qu'il y a une corrélation évidente entre l'immigration et l'insécurité. Cette idée est certes politiquement incorrecte, mais je veux la rappeler et la défendre parce que c'est un fait objectif. Mais aussi, et moi j'ose le dire, s'infiltrent chez nous en Europe, non seulement des terroristes prêts à passer à l'acte ou qui sont déjà passé à l'acte. Souvenons-nous des attentats du Bataclan. Mais aussi des milliers de fondamentalistes islamistes, qui seront demain les futures recrues du jihadisme. Souvenez-vous. Dès la campagne présidentielle de 2012, je demandais combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions qui arrivent chaque jour sans contrôle dans notre pays.

Cette bombe à retardement, ce sont nos politiques qui la posent. Tout comme j'ai eu l'occasion de dire à la tribune du Parlement européen à Mme Merkel : "je ne vous

reconnais pas le droit de nous imposer vos migrants", je dirais, et le répéterai à M. Macron, "nous ne nous laisserons pas faire".

Nous ne cesserons pas de le clamer, car cette question de l'immigration de masse, cette infiltration de terroristes au sein de nos sociétés, est une question vitale pour nos pays et pour nos peuples.

Terrorisme, islamisme, immigration. On aurait donc tendance à dire que rien ne change depuis la présidentielle. Effectivement, les menaces sont toujours présentes et même se sont aggravées. Ce qui a changé, c'est la situation politique qui elle, a connu un bouleversement historique. Nous vivons une situation politique inédite qui a vu l'effondrement de l'édifice politique tout entier. Un affaissement de ses deux piliers, droite et gauche, de ces deux piliers LR - PS qui en réalité n'en constituaient qu'un seul.

Oh nous pressentions cet écroulement. L'écroulement de cet édifice vermoulu qui ne tenait plus que par le poids habitudes. Il ne tenait plus que par le renfort de plus en plus nécessaire des clientèles. Il ne tenait plus que par les incantations morales toujours plus sentencieuses des médias aux ordres.

Avec l'été, le fracas de la bataille présidentielle s'est estompé, la poussière est retombée, découvrant un paysage profondément transformé, un système politique structuré globalement par trois forces. L'extrême gauche, dominée par les islamo-trotskistes de la France insoumises.

Un salmigondis de contestataires qui puisent leur inspiration dans les pires dictatures, cubaines hier et maintenant vénézuéliennes. Une bouillie idéologique entre Nuit debout et la révolution bolivarienne. Entre les zadistes et les indigènes de la République. Tous réunis par l'économie collectiviste, la haine sociale, le rejet de ce qui est français, le ressentiment contre nos valeurs de civilisation. C'est sur ces bancs que siègent des députés qui soutiennent qui ? Ceux qui, je cite, "niquent la France".

C'est autour de Jean-Luc Mélenchon que plastronnent des députés qui n'arrivent même pas à dire publiquement "Vive la France"

Et qui ont sur la laïcité, l'islamisme et même les attentats comme celui de Charlie Hebdo, des positions d'une gênante et scandaleuse ambiguïté.

Je dis aux travailleurs français, n'ayez aucune confiance dans ces gens-là. Pour eux, l'homme à défendre n'est plus le prolétaire, mais le migrant. N'est-ce pas contradictoire

d'ailleurs de prétendre défendre les niveaux des salaires des ouvriers français et dans le même temps, prôner l'ouverture des frontières à une main-d'oeuvre bon marché et la régularisation de tous les clandestins, ce qui aura inévitablement comme conséquence de tirer vos salaires à la baisse. Les insoumis ne sont pas une opposition. C'est un groupe d'agités qui ne s'opposent pas, mais se donnent en spectacle. Qui ne combat pas la mondialisation, mais l'accompagne. Mondialistes ou altermondialistes, même combat.

Un vieil adage dit "faire et défaire c'est toujours travailler". Bah Mélenchon travaille. Il travaille à renverser le gouvernement qui l'a fait élire. François Hollande, hier, pour qui il avait voté et qu'il a combattu après pendant 5 ans. Emmanuel Macron aujourd'hui pour qui tous ses amis ont appelé à voter et qu'il veut renverser aujourd'hui.

La deuxième composante de cette vie politique aujourd'hui est En Marche. Un mouvement bobo, de bourgeois bohèmes de droite et de gauche qui a agrégé dans un espace politique central qui se veut convenable, le personnel politique issu des anciens LR et PS. Le PS en tant que tel s'est totalement dissout. De LR il ne reste plus que les rancunes et les divisions de factions rivales, comme un couple en instance de divorce resterait ensemble pour préserver leurs derniers intérêts avant la séparation définitive.

À la droite, En Marche a pris une vision ultralibérale de l'économie. La réhabilitation du profit, l'apologie du marché, la vision comptable, la dénonciation du social, la fascination pour les gagnants, la vieille recette libérale libertaire dont Daniel Cohn-Bendit est devenu le pire symbole.

Droite et gauche n'ont aucun mal à se retrouver sur un européisme effréné qui, n'en doutons pas, est une adhésion feutrée à un multiculturalisme bon teint, ce multiculturalisme qui relie les élites mondiales entre elles et les détourne des peuples avec un mépris de moins en moins dissimulé.

Le macronisme, c'est le triomphe de la classe dominante avec pour seul vernis moral les droits de l'homme et pour seule valeur et finalité, l'argent. Un principe de gouvernement que Victor Hugo résumait par ces vers qui s'appliquaient au régime louis-philippard "Une loi qui d'en bas semble injuste et mauvaise dit aux uns jouissez et aux autres, enviez".

Avec eux, comme aux États-Unis, nous faudra-t-il croire que ceux qui connaissent une réussite d'argent seraient bénis des dieux et les autres seraient responsables de leur malheur ?

Rappelez vous ce qu'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie lança à la figure des ouvriers en voie de licenciement de Lunel, "la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler".

Plus récemment, il révélait une pensée éloquente en distinguant ceux qui réussissent de ceux qui ne sont rien.

Hier, enfin, perché sur les gravats grecs de la politique d'austérité imposée au peuple inventeur de la démocratie par l'Union européenne, il traitait de fainéants ceux qui refusent de se plier à sa politique de précarité à perpétuité.

Gramsci disait : "le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans le clair obscur surgissent les monstres". Nous y sommes.

Et puis, dans cette tripartition, il y a le Front national, qui apparaît comme un socle de stabilité politique et idéologique. Un socle ferme, sur lequel s'appuient nos positions déterminées, sur lequel demain se construira la grande alternance.

Nous sommes l'exacte antithèse du macronisme. Nous l'avons dit lors de l'élection présidentielle au prix de quelques critiques, mais les premières mesures du gouvernement Philippe confirment nos analyses. Face à leur France nomade, nous défendons une France durable. Durable dans ses équilibres économiques et sociaux, fruits de siècles de constructions. Durables dans l'organisation de ses territoires, dans son identité forgée au fil de nos 1500 ans d'existence, dans sa culture dont le Président de la République nie l'existence même.

Nous croyons que ces repères, ces principes de vie, ces sentiments d'appartenance, notamment nationaux, sont nécessaires à son équilibre et à son épanouissement. Dans l'esprit de M. Macron, l'Homme doit être sans repères, sans attaches, sans cadres, sans appartenance. La prétention de l'homme qui se croit né avant son grand-père.

Ce délitement des liens essentiels doit s'opérer au nom d'une prétendue promesse de liberté. Cette grille de lecture du macronisme permet de comprendre la disparition programmée de nos cadres politiques et territoriaux traditionnels. La disparition des communes, programmée par les fusions forcées. On réinvente alors de grands ensembles artificiels, communautés de communes gérées par des instances de second degré.

Le retrait de tout pouvoir aux élus des communes, transformés progressivement en simples officiers d'état civil. Cette disparition des communes s'opère progressivement et la réforme de la taxe d'habitation n'en est qu'une étape. Car, parfois il faut se poser la question. Pourquoi avoir fait le choix d'abaisser la taxe d'habitation ? Pourquoi pas un autre impôt ? Pourquoi cet impôt-là, dont nous savons pertinemment d'ailleurs qu'il sera composé par d'autres impôts, des nouveaux, par d'autres taxes, des nouvelles, par d'autres prélèvements. Ben tient, la CSG déjà. Cette CSG qui va durement frapper les salariés, et qui va très durement frapper les retraités devenus les nouvelles vaches à lait du gouvernement.

Alors pourquoi la taxe d'habitation ? Mais parce qu'en fait il s'agit de viser un double objectif. Retirer aux communes leurs ressources propres pour les rendre dépendantes et symboliquement les priver de leur souveraineté fiscale. Couper le lien, aussi, qui existe entre le citoyen contribuable et sa commune, et notamment ce lien fiscal qui crée l'intérêt du citoyen contribuable pour les affaires publiques municipales. Qu'est-ce que vous faites donc de mes impôts ?

La disparition du département, qui s'efface devant des régions créées de toutes pièces sur le coin d'une table en dehors de toutes références historiques ou sociologiques. Derrière cette réforme territoriale que M. Macron accélère, il y a la disparition de notre démocratie de proximité. Le Maire, que chacun connaît et souvent apprécie, car il est présent physiquement et toujours joignable. Le conseil départemental, qui prend en charge le social à quelques heures de chez soi.

Les élections sénatoriales qui vont se dérouler le 24 septembre sont l'occasion pour les Maires et les grands électeurs de refuser cette évolution qui n'est pas un progrès démocratique, mais une régression institutionnelle. Je les appelle à voter pour nos listes bleu Marine. Je les invite à faire passer un message clair d'opposition, et dans le même temps, ce qui sera utile, renforcer le groupe des sénateurs Front national.

Si notre cadre territorial est le moteur de notre démocratie, le débat public en est le carburant. Là aussi le pouvoir intervient. D'ailleurs, du haut de l'Olympe Élyséen, M. Macron professe désormais ouvertement que les journalistes et le peuple ne seraient pas au niveau pour comprendre sa pensée politique trop complexe.

Nous, nous la comprenons trop bien. Et les Français qui la découvrent semblent la sanctionner lourdement dans les enquêtes de satisfaction. Il voudrait presque nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative à sa politique. C'est là de manière caricaturale la marque, ben d'un tenant de la pensée unique. Vous savez, cette pensée des techniciens qui savent, et peuplent leur gouvernement. Cette pensée des oligarques qui mettent en

place un système qui leur profiter. Cette pensée des experts qui voudraient nous dire ce qu'il faut penser.

La loi sur le prétendu rétablissement de la confiance votée en juin, qu'on a faussement qualifié de loi de moralisation de la vie publique, a mis en pratique cette neutralisation des politiques.

En réalité, c'est un non-dit cette loi. En grande partie c'est un vol. C'est un vol d'une partie du pouvoir des députés qui sont vos représentants. Les députés sont priés de n'être plus que les agents d'enregistrement des directives de Bruxelles, et accessoirement des applaudisseurs professionnels de la politique de déconstruction. Les textes sont de Jean-Claude Junker, le décor d'Emmanuel Macron.

Le processus de mise sous tutelle administrative des élus s'accélère comme en témoignent par exemple à l'échelon local les pratiques préfectorales relatives à l'installation forcée de migrants dans les communes. Ou le transfert des pouvoirs d'urbanisme vers les communautés de communes. Dans tous les cas, l'objectif du pouvoir en place est clair. Il s'agit d'enlever au choix politique toute légitimité, toute autorité ou tout moyen d'action pour finalement réduire l'action publique à des choix techniques.

Or une société dépolitisée, c'est-à-dire qui disqualifie le débat d'idées et la volonté politique est une société abandonnée aux mains des experts et des oligarques. Quand le citoyen, lui, écoutez est appelé à s'en désintéresser et renvoyé à vaquer à ses affaires strictement personnelles.

Ça s'inscrit dans la conception en même temps individualiste et communautariste que défend M. Macron. Une société où l'individu ne doit rien à personne, ne vit que pour lui-même, ne se sent de solidarité réelle avec personne, si ce n'est peut-être avec des groupes d'intérêts communs ou avec des communautés de plus en plus petites, à l'exception notable bien entendu du la seule qui vaille, c'est-à-dire la communauté nationale.

M. Macron cumule avec son projet les deux tendances mortelles pour un pays, parce qu'elles constituent les leviers de la dislocation de toute société, l'individualisme et le communautarisme à l'intérieur, le multiculturalisme à l'extérieur. Et pendant ce temps on occupe l'espace par une communication de distraction, comme les tenues vestimentaires de Mme la première ou les vacances de M. Hulot.

La politique se réduit à des peoplerie qui se substituent au débat de fond. La pensée critique est condamnée, sous couvert d'expertises et de technicité. La déconstruction lente, mais méthodique se met en marche, et gare à celui qui conteste le bien-fondé de ces décisions, idiot, illettré ou fainéant, les foudres jupitériennes s'abattront sur lui.

Et bien, n'en déplaise à certains, nous sommes de ceux qui selon la formule du poète, veulent que le coeur pense. Nous refusons cette évolution à l'américaine où le pouvoir n'est pas dans les mains des politiques, mais des marchés et des oligarchies à leurs bottes. Nous croyons au primat du politique parce qu'il est le seul à permettre la recherche et le triomphe du bien public sur les intérêts personnels ou les puissances d'argent.

Nous croyons que le débat public est nécessaire, le débat d'idées est nécessaire, parce que le gouvernement des nations ne procède pas de la gestion administrative des populations, mais d'une vision politique haute et claire. Nous voulons des citoyens concernés, actifs, combatifs, pas des touristes dans leur propre pays, pas des observateurs béats de leur propre servitude.

Huxley ne nous rappelait-il pas que les indifférents étaient d'excellents bourreaux ? Nous sommes de ceux qui défendons coeur et âme la culture française et refusons que les grands récits et les projets collectifs qui fondent un sentiment d'appartenance soient évacués parce qu'ils aliéneraient la liberté de l'individu.

Pour M. Macron l'homme se construit sans références ni à un passé ni à un groupe, mais par lui-même et pour lui-même. D'ailleurs pour lui la culture française n'existe pas. Les hommes sont interchangeables. Les individus ne sont finalement envisagés que comme des producteurs ou des consommateurs, et donc il n'y a aucun inconvénient à ce que des Maliens, des Guatémaltèques ou des martiens peuplent entièrement un village du Périgord.

Et l'on comprend pourquoi M. Macron n'est nullement effrayé par les politiques migratoires à l'oeuvre en Europe. Lorsque les individus sont ainsi interchangeables, il n'y a alors plus lieu de distinguer les citoyens des non-citoyens. Comme le marché, la citoyenneté a vocation à devenir mondiale. Ne vous trompez pas. L'entreprise de déconstruction que veut engager M. Macron ne se limite pas aux fondements de nos institutions. Il touche toute la société, chacun d'entre nous, et bien sûr le monde économique, y compris le monde du travail.

Avec le macronisme, l'Homme est sommé de se détacher de ce qui l'attache. Il est poussé au nomadisme, au changement perpétuel, à l'éphémère. M. Macron appelle ça la flexibilité. Nous l'appelons la précarité.

La loi travail votée avant l'été a vu la naissance du contrat de travail de mission. Ce contrat de travail s'appelle "contrat de travail à durée indéterminée", mais ce n'est pas vraiment un CDI. C'est un CDD dont le terme est lié à la fin d'une mission. On pressent que ce contrat précaire dans le temps supplantera le CDI classique pour devenir la règle. C'est une modification profonde, presque une révolution du monde du travail. Cela signifie que le lien entre le salarié et son employeur ne sera plus l'adhésion à un projet d'entreprise, mais un simple contrat de mercenariat. On me paye pour un travail, point. Aucun lien durable, aucun lien de solidarité, aucun lien de loyauté durable ne se crée entre le salarié et son entreprise. L'entreprise n'est que le lieu d'une mission, et pour l'entreprise, le salarié est un intérimaire professionnel. Il est jetable.

L'Homme lui-même n'est qu'une force de travail, réduit au rang d'objet au service de la production. Affaibli obligatoirement, fragilisé obligatoirement, il n'en sera de surcroît que plus soumis et malléable, car osons le dire, un français qui accumulera ses contrats de mission ne sera en réalité jamais propriétaire de sa vie.

On le voit dans la conception de M. Macron, la seule chose qui régule les rapports entre les hommes est les contrats juridiques et l'échange marchand. Dans la société de M. Macron, le don n'est pas chose normale. Les relations économiques remplacent les relations sociales. Le nomadisme, on le retrouve par exemple dans la future réforme de l'ISF, qui va exempter la spéculation pour concentrer la taxation sur ce qui est durable comme le foncier et l'immobilier. Ça, c'est révélateur.

Face aux menaces de l'islamisme et du mondialisme, face à la menace d'un terrorisme sacrificiel et d'un système économique inhumain, cette société disloquée nous conduit à la brutalité, à l'asservissement et à la dilution.

Nous ne nous résignons pas à l'obsolescence programmée de la France.

Nous pensons, au Front national, que jamais la France n'a eu tant besoin d'une vision d'État, c'est-à-dire d'une vision haute qui ne peut être qu'une vision politique. Une vision qui donne un sens à notre histoire. Cette histoire de France qu'il appartient au français et à eux seuls d'écrire.

Jamais la France n'a eu tant besoin du rassemblement de tous ses enfants autour d'un grand projet qui les unit dans un même espoir, dans un même élan du coeur et de

l'esprit, dans une même volonté qui passe par le réveil de l'enthousiasme dont notre peuple est capable. Cette vision panoramique, nous sommes les seuls à l'apporter. Et parce que nous sommes les seuls à l'apporter, nous sommes les seuls à pouvoir incarner la grande alternance. C'est ce beau projet auquel nous vous convions et auquel nous convions tous les Français. Ces Français qui voient avec effarement la France broyée dans la mondialisation. Ces Français orphelins de la droite des valeurs et ces Français orphelins de la gauche patriote.

Cette grande alternance que nous appelons de nos voeux, cette alternance patriote et républicaine, nous devons l'organiser selon le principe que Bonaparte aimait à rappeler : "toute opération doit être faite par un système parce que le hasard ne fait rien réussir". C'est l'objectif que nous nous sommes fixé avec le nouveau Front. Un partir politique n'est pas une fin en soi. C'est un moyen. Il n'y a qu'une chose qui compte, c'est la France.

Et s'il faut adapter la structure du combat, mais n'ayons pas peur de le faire. Il n'y a personne davantage attachée que nous au Front national. Nous savons les sacrifices qui ont été consentis et cette belle fraternité qui nous unit dans le combat et dans l'épreuve. Nous savons combien a été dure la longue marche qui nous a conduit jusqu'au second tour de la présidentielle. Dans l'adversité toujours. Dans la douleur souvent. Mais aussi parce que nous avons eu de beaux succès, dans la joie.

Mais nous avons gravis, pas après pas, la montagne qui mène aux portes du pouvoir, non pas hasard, mais par la force des convictions. Convictions de militants qui se sont donnés sans compter. Convictions de millions de français, d'irréductibles français qui refusent le mouvement qui voudrait emporter la société entière vers le morcellement et l'appauvrissement. De Français qui refusent de consentir à la fin de la France. Qui refusent le renoncement à eux-mêmes. Qui refusent l'abaissement des peuples, et particulièrement des peuples d'Europe. Pour faire céder la dernière porte du château, il nous faut donner les derniers coups de boutoir, pour que le peuple redevienne maître de son destin et que la France retrouve le chemin de la grandeur.

Oh les sirènes du système chantent l'autosatisfaction, mais la porte est prête de céder. Même si ceux qui nous gouvernent, ou plus tôt nous dominent redoublent d'efforts pour se barricader. La grande entreprise de refondation du mouvement national à laquelle je vous invite mes amis, à laquelle j'appelle tous les soutiens du Front national, cadres, militants, adhérents et électeurs, mais aussi tous les Français, d'où qu'ils viennent, n'est inspiré que par le devoir. Le devoir d'une action et d'une victoire pour que la France reste la France, pour ses enfants et pour le monde.

Elle s'adresse aux Français si nombreux, je crois, majoritaires, qui croient encore et toujours dans le génie intime de notre nation. Aux Français qui attendent pour eux et leurs enfants une grande alternance, une vraie alternance. À ces Français qui vivent dans la difficulté et espèrent tellement en une force de libération nationale.

Cette refondation politique ne sera pas une énième structure définie d'en haut. Je souhaite au contraire que chacun d'entre vous prenne toute sa place dans cette oeuvre de refondation essentielle. Aussi, je vous appelle à vous joindre à nous, que vous soyez aujourd'hui au Front national ou que vous veniez politiquement d'une autre famille politique, pour peu que vous partagiez notre objectif de redressement national.

La refondation que nous allons mettre en oeuvre tambour battant s'appuiera sur deux principes. Le rassemblement des tous les Français, parce que l'unité est la condition de la grandeur. Le service de la France en vous rappelant cette belle phrase du Général de Gaulle dans l'un de ses discours en 1943, "à la France, à notre dame la France, nous n'avons à dire qu'une seule chose, c'est que rien ne nous importe ni ne nous occupe que de la servir".

Pour ce qui concerne la réflexion au sein de l'appareil du Front national, nous nous sommes mis au travail dès le lendemain des législatives avec un séminaire extrêmement productif qui a réuni les cadres. Ce travail d'étude et de réflexion va se poursuivre avec une tournée que je vais effectuer dans les fédérations pour y rencontrer directement et entendre nos cadres locaux, nos adhérents. Je les invite à y participer nombreux et à enrichir nos débats de leur contribution.

Fin septembre, je rencontrerai nos élus. Nos 400 conseillers régionaux et départementaux, nos maires, nos parlementaires français et européens, au cours d'une grande journée des élus. Et puis une large consultation sera lancée, je l'ai déjà annoncée, auprès de tous nos adhérents. Ce processus de consultation, d'échanges, et je l'accepte, de confrontations d'idées, sera formalisé par le vote souverain du congrès qui décidera au final de notre nouvelle organisation de conquête du pouvoir.

La nouvelle organisation portera un nouveau nom dont nous aurons pu discuter ensemble lors de nos échanges et que vous aurez choisi. Nos mécanismes de fonctionnement seront rénovés et pourquoi par, certains le souhaitent davantage décentralisé. Parce que l'Europe a pris une part importante du débat national, on l'a vu lors de la présidentielle, une meilleure interface devrait être réalisée avec d'autres groupes européens. Notre projet européen, le projet de l'Europe des nations, devra être davantage formalisé en liaison avec nos partenaires européens.

Ce nouvel élan exigera de faire émerger de nouveaux talents, de nouvelles personnalités, de nouvelles énergies collectives ou individuelles qui joindront leur enthousiasme au nôtre.

Enfin nous devrons réfléchir à élargir nos capacités d'ouverture aux alliances politiques et électorales dans la foulée de l'élection présidentielle avec ceux qui n'ont pas renoncé à la nation, à la France et à la liberté.

Dans les ruines d'un système politique à reconstruire, seuls ceux qui sont portés par des convictions par une volonté qui les transcende sont capables de repenser l'avenir et de le mettre en forme.

Notre famille politique est la seule en mesure d'incarner la grande alternance. Nous savons qui nous combattons et pourquoi. Nous savons dans quelle société nous ne voulons pas vivre, et celle dans laquelle au contraire nous savons que nos enfants seront heureux.

Nous savons ce qui forge notre nation et ce qu'elle nous apporte, ce que nous lui devons. Vous le voyez, mes amis, la tâche est grande, mais aussi exaltante. Elle nous impose de se libérer du doute et de l'irrésolution. Elle appelle à l'intelligence collective, à l'écoute mutuelle et parce qu'il n'y a pas d'action victorieuse sans un élan du coeur et de l'esprit, à la fraternité militante, mais aussi au travail.

La première victoire est sur nous même. À l'heure des pensées asséchées par ce mécanisme froid de la dictature technocratique, il n'y a rien de plus beau que le partage d'un idéal. Il n'y a rien de plus noble que de servir. Il n'y a rien de plus fort que la belle aventure politique qui s'ouvre à nous.

Il faut nous en convaincre, notre combat n'est pas seulement un combat politique, c'est un combat de civilisation, celle-là même que nous devons transmettre à nos enfants.

C'est un combat trop important pour nous en détourner, c'est un combat trop important pour échouer, c'est pourquoi nous devons nous battre, c'est pourquoi nous devons gagner. Je sais pouvoir compter sur vous.

Vive la République.

Vive la France.

BIBLIOGRAPHIE

Abdallah-Pretceille, M. et Porcher, L. (dir.). (1999). *Diagonales de la communication interculturelle*. Paris : Anthropos.

Abdallah-Pretceille, Martine. (2001). *Éducation et communication interculturelle* (2e éd..). Paris : Presses universitaires de France.

Abensour, M. (2012). *La démocratie contre l'État: Marx et le moment machiavélien ; suivi de Démocratie sauvage et principe d'anarchie* (Ed. augm). Paris : Félin Kiron.

AFP. (2011). Éric Zemmour condamné pour provocation à la discrimination raciale. *Le Point*. Récupéré de https://www.lepoint.fr/societe/eric-zemmour-condamne-pour-provocation-a-la-discrimination-raciale-18-02-2011-1296980_23.php

AFP. (2014a). FN : Jean-Marie Le Pen se rallie à la thèse du « Grand remplacement ». Dans *RTL.fr*. Récupéré de https://www.rtl.fr/actu/politique/fn-jean-marie-le-pen-se-rallie-a-la-these-du-grand-remplacement-7772212705

AFP. (2014b, 20 janvier). IVG: le FN contre « la banalisation totale » indique Marine Le Pen. Dans *Le Point*. Récupéré de http://www.lepoint.fr/politique/ivg-le-fn-contre-la-banalisation-totale-indique-marine-le-pen-20-01-2014-1782140_20.php

AFP. (2018a, 14 mars). « Provocation à la haine » : Robert Ménard relaxé en appel. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/03/14/provocation-a-la-haine-robert-menard-relaxe-en-appel_5270875_1653578.html

AFP. (2018b, 3 mai). Eric Zemmour condamné en appel pour des propos islamophobes. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/05/03/eric-zemmour-condamne-en-appel-pour-des-propos-islamophobes_5293921_1653578.html

Alexander, B. K., Arasaratnam, L. A., Avant-Mier, R., Durham, A., Flores, L., Leeds-Hurwitz, W., … Halualani, R. (2014a). Defining and Communicating What "Intercultural" and "Intercultural Communication" Means to Us. *Journal of International and Intercultural Communication*, *7*(1), 14-37. doi: 10.1080/17513057.2014.869524

Alexander, B. K., Arasaratnam, L. A., Durham, A., Flores, L., Leeds-Hurwitz, W., Mendoza, S. L., … Halualani, R. (2014b). Identifying Key Intercultural

Urgencies, Issues, and Challenges in Today's World: Connecting Our Scholarship to Dynamic Contexts and Historical Moments. *Journal of International and Intercultural Communication, 7*(1), 38-67. doi: 10.1080/17513057.2014.869527

Almeida, D. (2014). Decadence and indifferentiation in the ideology of the Front National. *French Cultural Studies, 25*(2), 221-232. doi: 10.1177/0957155814520906

Althusser, L. (1970). Idéologie et appareils idéologiques d'État. *La Pensée, no 151, juin 1970*, 67-125.

Amable, B., Guillaud, E. et Palombarini, S. (2012). *L'économie politique du néolibéralisme: Le cas de la France et de l'Italie*. Paris : Éditions Rue d'Ulm.

Amable, B. et Palombarini, S. (2017). *L'illusion du bloc bourgeois: alliances sociales et avenir du modèle français*. Paris : Raisons d'agir.

Andersen, N. Å. (2003). *Discursive analytical strategies: understanding Foucault, Koselleck, Laclau, Luhmann*. Bristol : The Policy Press.

Ansart, P. (1977). *Ideologies, conflits et pouvoir*. Paris : Presses universitaires de France.

Arasaratnam, L. A. (2015). Research in Intercultural Communication: Reviewing the Past Decade. *Journal of International and Intercultural Communication, 8*(4), 290-310. doi: 10.1080/17513057.2015.1087096

Assemblée nationale. (1789). Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Dans *Conseil constitutionnel*. Récupéré de https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789

Assemblée nationale. (1958, 4 octobre). Constitution de la République française. Dans *assemblee-nationale.fr*. Récupéré de http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/constitution.asp

Austin, J. L. (1991a). Huitième conférence. Dans *Quand dire, c'est faire* (p. 109-118). Paris : Éditions du Seuil, 1991, ©1970.

Austin, J. L. (1991b). Première conférence. Dans *Quand dire, c'est faire* (p. 37-45). Paris : Éditions du Seuil, 1991, ©1970.

Balibar, É. et Wallerstein, I. M. (2007). *Race, nation, classe: les identités ambiguës*. Paris : La Découverte.

Bancel, N. et Blanchard, P. (2005). Les origines républicaines de la fracture coloniale. Dans N. Bancel, P. Blanchard et S. Lemaire, *La fracture coloniale* (p. 31-43). Paris : La Découverte. Récupéré de https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/la-fracture-coloniale--9782707149398.htm

Bancel, N., Blanchard, P., Boëtsch, G., Deroo, É. et Lemaire, S. (2004). *Zoos humains*. Paris : La Découverte. Récupéré de https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/zoos-humains--9782707144010.htm

Bancel, N., Blanchard, P. et Lemaire, S. (2005). *La fracture coloniale*. Paris : La Découverte. Récupéré de https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/la-fracture-coloniale--9782707149398.htm

Bancel, N., Blanchard, P. et Vergès, F. (2006). *La République coloniale* (2. éd). Paris : Hachette Littératures.

Barone, S. et Négrier, E. (2015). Voter Front National en milieu rural. Une perspective ethnographique. Dans S. Crépon, A. Dézé et N. Mayer, *Les faux-semblants du Front national* (p. 417-434). Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/les-faux-semblants-du-front-national--9782724618105-page-417.htm

Baubérot, J. (2011). Laïcité et République, une tension féconde. Dans R. Belot, *Tous républicains !* (p. 165-174). Paris : Armand Colin. Récupéré de http://www.cairn.info/tous-republicains--9782200272821-page-165.htm

Baubérot, J. (2014). *La laïcité falsifiée*. La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/la-laicite-falsifiee--9782707182173.htm

Baubérot, J. (2017). *Histoire de la laïcité en France*. Paris : PUF. Récupéré de https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/histoire-de-la-laicite-en-france--9782130792864.htm

Baudrillard, J. (1982). *À l'ombre des majorités silencieuses, ou, La fin du social, suivi de, L'extase du socialisme*. Paris : Denoël/Gonthier.

Bayart, J.-F. (2012). *Sortir du national-libéralisme. Croquis politiques des années 2004-2012*. Paris : Kharthala.

Beaud, S. et Pialoux, M. (2005). La « racaille » et les « vrais jeunes ». Critique d'une vision vinaire du monde des cités. *Liens socio*, (2). Récupéré de http://www.liens-socio.org/IMG/pdf/dossiers_liens_socio_02_beaud_pialoux.pdf

Bedah, A. (2018, 16 septembre). Macron à un jeune chômeur : «Je traverse la rue, je vous trouve» du travail. Dans *FIGARO*. Récupéré de http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2018/09/16/25001-20180916ARTFIG00043-macron-a-un-jeune-chomeur-je-traverse-la-rue-je-vous-trouve-du-travail.php

Bélanger, A. (2015). L'analytique de la culture de masse chez Raymond Williams : matérialités et ambiguïtés des médiations historiques et collectives de la vie sociale. Dans J.-F. Côté et A. Bélanger, *Raymond Williams et les sciences de la culture* (p. 21-41). [Québec, Québec] : Presses de l'Université Laval. Récupéré de http://uproxy.library.dc-uoit.ca/login?url=http://books.scholarsportal.info/viewdoc.html?id=/ebooks/ebooks3/upress/2015-07-11/1/9782763723778

Belorgey, J.-M., Guénif-Souilamas, N., Simon, P. et Zappi, S. (2005). De l'usage politique du « communautarisme ». *Mouvements, no 38*(2), 68-82.

Bély, L. (2013). *La France moderne 1498-1789*. Paris : Presses universitaires de France.

Bergen, V. (2016). 26 août 2012 – Manuel Valls expulse les Roms. Dans L. de Sutter (dir.), *Le livre des trahisons* (p. 63-70). Paris : Presses Universitaires de France. Récupéré de http://www.cairn.info/le-livre-des-trahisons--9782130785729-page-63.htm

Berstein, S. (2017). Les ligues. *Apres-demain, N ° 43, NF*(3), 31-33.

Bhabha, H. K. (2007). *Les lieux de la culture: une théorie postcoloniale*. Paris : Payot.

Birnbaum, P. (1993). Affaire Dreyfus, culture catholique et antisémitisme. Dans M. Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France* (p. 83-124). Paris : Éd. du Seuil.

Birnbaum, P. (2005). Le retour d'Ernest Renan. *Critique, n° 697-698*(6), 518-523.

Blévis, L. (2014). L'invention de l'"indigène", Français non citoyen. Dans A. Bouchène et J.-P. Peyroulou (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830 - 1962* (p. 212-218). Paris : Éd. La Découverte.

Body-Gendrot, S. (2003). L'universalisme français à l'épreuve des discriminations. *Hommes & Migrations, 1245*(1), 19-28. doi: 10.3406/homig.2003.4060

Bouamama, S. (2006). De la visibilisation à la suspicion : la fabrique républicaine d'une politisation. Dans N. Guénif-Souilamas, *La république mise à nu par son immigration* (p. 196-216). Paris : La fabrique éditions.

Bouchard, C., Bourassa-Dansereau, C. et Le Gallo, S. (2018). Communication interculturelle et internationale : contributions à un champ d'études et de recherches en mouvance. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, (24), 1-16.

Bougnoux, D. (2001). *Introduction aux sciences de la communication*. Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/introduction-aux-sciences-de-la-communication--9782707137760-page-94.htm

Bourdieu, P. (2001). *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : Fayard.

Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1964). *Les héritiers: les étudiants et la culture*. Paris : Les Éd. de Minuit.

Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction: éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Éd. de Minuit.

Boyer, R. (2015). *Économie politique des capitalismes: théorie de la régulation et des crises*. Paris : La Découverte.

Bras, G. (2018). *Les voies du peuple: éléments d'une histoire conceptuelle*. Paris : Éditions Amsterdam.

Bréchon, P. (2006). Valeurs de gauche, valeurs de droite et identités religieuses en Europe. *Revue francaise de sociologie, Vol. 47*(4), 725-753.

Broudic, F. (2015). L'interdiction du breton en 1902 : une étape vers la Séparation. Dans J. Balcou, Y. Tranvouez et G. Provost (dir.), *Les Bretons et la Séparation : 1795-2005* (p. 215-224). Rennes : Presses universitaires de Rennes. Récupéré de http://books.openedition.org/pur/23581

Brown, W. (2015). *Undoing the demos : neoliberalism's stealth revolution* (First Edition..). New York : Zone Books, 2015, ©2015.

Burke, K. (1966). *Language as Symbolic Action: Essays on Life, Literature, and Method*. Berkeley : University of California Press.

Butler, J. (1997). *The psychic life of power: theories in subjection*. Stanford, Calif. : Stanford University Press.

Butler, J. (2004). *Le pouvoir des mots : politique du performatif*. Paris : Éditions Amsterdam.

Butler, J. (2007). *Le récit de soi*. Paris : PUF.

Camilleri, C. (dir.). (1990). *Stratégies identitaires* (1re éd). Paris : Presses universitaires de France.

Camilleri, C., Cohen-Emerique, M. et Abdallah-Pretceille, M. (dir.). (1989). *Chocs de cultures: concepts et enjeux pratiques de l'interculturel*. Paris : L'Harmattan.

Camus, R. (2015). *Le grand remplacement*. Paris : Auto-édition.

Caplan, B. D. (2007). *The myth of the rational voter: why democracies choose bad policies*. Princeton : Princeton University Press.

Capoccia, G. (2002). Anti-System Parties: A Conceptual Reassessment. *Journal of Theoretical Politics, 14*(1), 9-35. doi: 10.1177/095169280201400103

Cappella, J. N. et Jamieson, K. H. (1997). *Spiral of cynicism: the press and the public good*. New York : Oxford University Press.

Carey, J. W. (1988). *Communication as culture: essays on media and society*. Boston : Unwin Hyman.

Castaño, P. (2018). Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise. *Mouvements*, *n° 96*(4), 169-180.

Castoriadis, C. (1986). *Domaines de l'homme*. Paris : Éditions du Seuil.

Castoriadis, C. (1998, 1er février). L'individu privatisé. *Le Monde diplomatique* (Paris). Récupéré de https://www.monde-diplomatique.fr/1998/02/CASTORIADIS/3528

Castoriadis, C. (2006). *L'institution imaginaire de la société* (Nachdr.). Paris : Éd. du Seuil.

Cautrès, B. (2017). Mélenchon, « vainqueur caché » de la présidentielle ? Dans P. Perrineau (dir.), *Le vote disruptif* (p. 175-192). Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/le-vote-disruptif--9782724621655-page-175.htm

Cefaï, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on? : les théories de l'action collective*. Paris : La Découverte.

Cervulle, M. (2008). Préface, Identités et cultures. Dans S. Hall, *Identités et cultures, Politiques des cultural studies* (Maxime Cervulle, vol. I, p. 9-13). Paris : Amsterdam.

Cervulle, M. et Quemener, N. (2015). *Cultural studies : théories et méthodes*. Paris : Armand Colin.

Chamouleau, B. et Farges, P. (2016). Nation. Dans J. Rennes (dir.), *Encyclopédie critique du genre* (p. 400-408). Paris : La Découverte. Récupéré de

http://www.cairn.info/encyclopedie-critique-du-genre--9782707190482-page-400.htm

Charland, M. (1987). Constitutive rhetoric: The case of the peuple québécois. *Quarterly Journal of Speech*, *73*(2), 133-150. doi: 10.1080/00335638709383799

Charland, M. (2003). Le langage politique. Dans A.-M. Gingras, *La Communication Politique: État des Savoirs, Enjeux et Perspectives* (p. 69-91). (s. l.) : PUQ.

Chebbah-Malicet, L. (2018). La laïcité, nouvel étendard de l'intégration ? *Confluences Mediterranee*, *N° 106*(3), 69-80.

Chen, K.-H. et Morley, D. (2006). *Stuart Hall: Critical Dialogues in Cultural Studies*. (s. l.) : Routledge.

Chicha-Pontbriand, M.-T. (1989). *Discrimination systémique, fondement et méthodologie des programmes d'accès à l'égalité en emploi*. Québec : Yvon Blais.

Chollet, A. (2015). « Peuple-Un » ou dèmos : les figures du peuple chez Lefort et Castoriadis. Dans N. Poirier, *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique* (p. 31-42). Lormont : Le bord de l'eau.

Citron, S. (1987). *Le mythe national: l'histoire de France en question*. Paris : Ed. ouvrières : Etudes et documentation internationales.

Clavel, G. (2013, 12 octobre). Marine Le Pen lance le Collectif Racine, une association de professeurs pro-FN. Dans *Huffington Post*. Récupéré de https://www.huffingtonpost.fr/2013/10/12/marine-le-pen-collectif-racine-professeurs_n_4088911.html

CNRTL. (s. d.-a). *AMALGAME : Définition de AMALGAME*. Récupéré de https://www.cnrtl.fr/definition/amalgame

CNRTL. (s. d.-b). *RÉSILIENCE : Définition de RÉSILIENCE*. Récupéré de https://www.cnrtl.fr/lexicographie/r%C3%A9silience

Cohendet, M.-A. (2004). Une crise de la représentation politique ? *Cités*, (2), 41.

Cohen-Emerique, M. (1991). Le récit autobiographique : approche universelle. Accès à la connaissance d'un milieu et expression d'une identité. *Intercultures*, (13), 131-136.

Collectif. (1957). *Notes et essais sur le poujadisme*. Saint-Céré : Sans mention d'éditeur.

Collectif. (2009, 4 décembre). «Nous exigeons la suppression du ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration». Dans *Libération.fr*. Récupéré de https://www.liberation.fr/societe/2009/12/04/nous-exigeons-la-suppression-du-ministere-de-l-identite-nationale-et-de-l-immigration_597222

Collectif. (2016). Ce que déplace Nuit debout. *Vacarme*, *N° 76*(3), 1-13.

Collier, M. J., Hegde, R. S., Lee, W. S., Nakayama, T. K. et Yep, G. A. (2001). Dialogue on the edges: Ferment in communication and culture. Dans M. J. Collier, *Transforming Communication About Culture: Critical New Directions*. (s. l.) : SAGE Publications.

Contre-attaque(s). (2016). Camp d'été décolonial : qui a peur de la non-mixité et de l'antiracisme politique ? Dans *Contre-attaque(s)*. Récupéré de http://contre-attaques.org/magazine/article/camp-d-ete

Costantini, D. (2008). *Mission civilisatrice*. Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/mission-civilisatrice--9782707153876.htm

Côté, J.-F. et Bélanger, A. (2015). *Raymond Williams et les sciences de la culture*. [Québec, Québec] : Presses de l'Université Laval. Récupéré de http://uproxy.library.dc-uoit.ca/login?url=http://books.scholarsportal.info/viewdoc.html?id=/ebooks/ebooks3/upress/2015-07-11/1/9782763723778

Coutel, C. (1999). *Condorcet*. Paris : Michalon. Récupéré de http://www.cairn.info/condorcet--9782841860951-page-49.htm

Dalton, R. J. (2016). Party Identification and Its Implications. *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. doi: 10.1093/acrefore/9780190228637.013.72

Dardot, P. et Laval, C. (2009). *La nouvelle raison du monde: essai sur la société néolibérale*. Paris : Éd. La Découverte.

Dardot, P. et Laval, C. (2016). *Ce cauchemar qui n'en finit pas: comment le néolibéralisme défait la démocratie*. Paris : La Découverte.

Davies, P. (2001a). « The nation » in FN ideology. « France for the French ». Dans *The National Front in France ideology, discourse, and power* (p. 64-117). London; New York : Routledge. Récupéré de http://site.ebrary.com/id/10070487

Davies, P. (2001b). 'Threats" to the nation. The fear of French decline. Dans *The National Front in France ideology, discourse, and power*. London; New York : Routledge. Récupéré de http://site.ebrary.com/id/10070487

de Rudder, V., Poiret, C. et Vourc'h, F. (2000). *L'inégalité raciste: l'universalité républicaine à l'épreuve* (1re éd). Paris : Presses universitaires de France.

de Rudder, V. et Vourc'h, F. (2006). Les discriminations racistes dans le monde du travail. Dans D. Fassin et É. Fassin, *De la question sociale à la question raciale ?* (p. 175-194). Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/de-la-question-sociale-a-la-question-raciale--9782707158512.htm

Dejean, M. (2018). "Pognon de dingue", "gens qui ne sont rien", "feignants" : ces petites phrases d'Emmanuel Macron qui ne passent pas chez les "gilets jaunes". *Les Inroks*. Récupéré de https://www.lesinrocks.com/2018/12/10/actualite/societe/pognon-de-dingue-gens-qui-ne-sont-rien-feignants-ces-petites-phrases-demmanuel-macron-qui-ne-passent-pas-chez-les-gilets-jaunes/

Delphy, C. (2016, 21 avril). La non-mixité : une nécessité politique. Dans *Les mots sont importants (lmsi.net)*. Récupéré de http://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite

Dely, R. (1998, 8 juin). Le Pen absout l'OAS et vomit Mai 68. [Journal]. Dans *Libération*. Récupéré de http://www.liberation.fr/politiques/1998/06/08/le-

pen-absout-l-oas-et-vomit-mai-68-il-voit-dans-la-revolte-etudiante-l-origine-de-la-decadence_240692

Demers, F. (1995). Crise de l'État-nation et communication politique interne. Une ligne de fracture nommée démocratisation. *Hermès, La Revue, 17-18*(3-4), 267-285.

Demiati, N. (2007). Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et pompier-pyromane. Dans V. Le Goaziou et L. Mucchielli, *Quand les banlieues brûlent ...* (p. 56-76). Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/quand-les-banlieues-brulent--9782707152176-page-58.htm

de Mijolla-Mellor, S. (2016). Le conformisme en politique, dans l'éducation et en psychanalyse. *Topique, n° 136*(3), 7-20.

Deneault, A. (2016). *Politiques de l'extrême centre: prologue graphique de Clément de Gaulejac*. Montréal, Québec : Lux Éditeur.

Desilet, G. et Appel, E. C. (2011). Choosing a Rhetoric of the Enemy: Kenneth Burke's Comic Frame, Warrantable Outrage, and the Problem of Scapegoating. *Rhetoric Society Quarterly, 41*(4), 340-362. doi: 10.1080/02773945.2011.596177

Dézé, A. (2012). *Le Front national : à la conquête du pouvoir?* Paris : Armand Colin.

Dhume, F. (2016). Du racisme institutionnel à la discrimination systémique ? Reformuler l'approche critique. *Migrations Societe, N° 163*(1), 33-46.

Drzewiecka, J. A. (2002). Reinventing and Contesting Identities in Constitutive Discourses: Between Diaspora and Its Others. *Communication Quarterly, 50*(1), 1-23.

Drzewiecka, J. A. et Steyn, M. (2012). Racial Immigrant Incorporation: Material-Symbolic Articulation of Identities. *Journal of International and Intercultural Communication, 5*(1), 1-19. doi: 10.1080/17513057.2011.627093

Dubet, F. et Duru-Bellat, M. (2000). *L'hypocrisie scolaire: pour un collège enfin démocratique*. Paris : Editions du Seuil.

Duchet, C. (2015). « Je suis Charlie », un symptôme de notre civilisation ? *Le Carnet PSY, N° 192*(7), 47-49.

Dupont, G. et Garnier, J. (2016, 2 avril). Polémique sur la mode islamique. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/04/02/polemique-sur-la-mode-islamique_4894454_3224.html

Dupuis-Déri, F. (2013). *Démocratie : histoire politique d'un mot, aux États-Unis et en France.* Montréal : Lux éditeur.

Durpaire, F., Kaddouri, M., Muxel, A., Noiriel, G. et Wulf, C. (2011). Autour des identités citoyennes ou de la subjectivation dans l'espace public. *Le sujet dans la cite, n° 2*(1), 24-48.

Epstein, R. (2013). *La Rénovation urbaine*. Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/renovation-urbaine--9782724613100.htm

Escudier, A. (2008). Le sentiment d'accélération de l'histoire moderne : éléments pour une histoire. *Esprit, Juin*(6), 165-191.

Éwangé-Épée, F. B. (2016). 22 janvier 2012 – François Hollande désigne la finance comme son ennemi. Dans L. de Sutter (dir.), *Le livre des trahisons*. Paris : Presses Universitaires de France. Récupéré de http://www.cairn.info/le-livre-des-trahisons--9782130785729-page-37.htm

Fanon, F. (2015). *Peau noire, masques blancs*. Paris : Éditions Points.

Farris, S. R. (2017). *In the name of women's rights: the rise of femonationalism*. Durham : Duke University Press.

Fassin, É. (2006). La démocratie sexuelle et le conflit des civilisations. *Multitudes, no 26*(3), 123-131.

Fassin, É. (2016). Préface. Dans F. Dhume-Sonzogni, *Communautarisme: enquête sur une chimère du nationalisme français*. Paris : Demopolis.

Fassin, E. et Fassin, D. (2006). *De la question sociale à la question raciale ?* Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/de-la-question-sociale-a-la-question-raciale--9782707158512.htm

Federici, S. (2017). *Caliban et la sorcière: femmes, corps et accumulation primitive*. Genève : Ed. Entremonde.

Federici, S. (2019). *Le capitalisme patriarcal*. Paris : La Fabrique Editions.

Feenberg, A. (2016). *Philosophie de la praxis : Marx, Lukács et l'École de Francfort*. Montréal : Lux éditeur.

Feldstein, R. (1997). *Political correctness: a response from the cultural left*. Minneapolis, Minn. : University of Minnesota Press.

Feré, V. (2018). Pour en finir avec l'école de Jules Ferry. *Commentaire, Numéro 161*(1), 171-179.

Ferry, J. (1882). *Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire*. Journal officiel de la République Française. Récupéré de http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1882.pdf

Florin, J.-L. (2016). 29 juin 2012 – François Hollande signe le pacte budgétaire européen. L. de Sutter, (p. 57-61). Paris : Presses Universitaires de France. Récupéré de http://www.cairn.info/le-livre-des-trahisons--9782130785729-page-57.htm

Fol, S. (2013). La politique de la ville, un outil pour lutter contre la ségrégation ? *L'Information geographique, Vol. 77*(3), 6-28.

Fontan, C. (2018). Crise financière de 2007. Dans C. Hay et A. Smith (dir.), *Dictionnaire d'économie politique* (p. 123-134). Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/dictionnaire-d-economie-politique--9782724623109-page-123.htm

Fontenelle, S., Chollet, M., Cock, L. de et Cyran, O. (2009). *Les éditocrates: ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi*. Paris : La Découverte.

Fontenelle, S., Chollet, M., Cock, L. de et Cyran, O. (2018). *Les éditocrates 2: le cauchemar continue*. Paris : La Découverte.

Foray, P. (2013). Républicanisme scolaire : émancipation et méritocratie. *Le Telemaque, n° 43*(1), 35-44.

Foss, S. K., Foss, K. A. et Trapp, R. (1985). *Contemporary perspectives on rhetoric*. Prospect Heights, Ill. : Waveland Press.

Fossaert, R. (1983). *Les structures ideologiques*. (s. l.) : Paris Éditions du Seuil.

Foucault, M. (1997). Cours du 14 janvier 1976. Dans *Il faut défendre la société: cours au Collège de France, 1975-1976* (p. 21-36). Paris : Gallimard/Seuil.

Foucault, M. (2005). *Dits et écrits II, 1976 - 1988* (Quarto, vol. 2). Paris : Gallimard.

France 2. (2016, 4 février). « Des paroles et des actes ». Invité : Nicolas Sarkozy. Dans *francetv info*. Récupéré de http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/des-paroles-et-des-actes/des-paroles-et-des-actes-du-jeudi-4-fevrier-2016_1289767.html

Frisullo, E. (2016, 21 septembre). Slogan du FN: «C'est du parasitisme», dit la présidente de l'association Au nom du peuple. *20minutes.fr*. Récupéré de http://www.20minutes.fr/lyon/1928671-20160921-slogan-fn-parasitisme-dit-presidente-association-nom-peuple

Fureix, E. (2014). *Le siècle des possibles: 1814 - 1914* (1. éd). Paris : Presses Univ. de France.

Gellner, E. (1983). *Nations and nationalism*. Ithaca, N.Y. : Cornell UP.

Gilens, M. et Page, B. I. (2014). Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens. *Perspectives on Politics, 12*(3), 564-581. doi: 10.1017/S1537592714001595

Girard, R. (2006). *La violence et le sacré*. Paris : Hachette.

Girardet, R. (2007). *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*. Paris : Hachette littératures.

Girault, A. (1904). *Principes de colonisation et de législation coloniale* (2e éd., vol. 1). Paris : Sirey. 2 vol. Récupéré de https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5836673k

Godbout, J. (1998). Qui a peur de la communauté? *Théologiques, 6*(1), 29-38. doi: https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.7202/024953ar

Godin, R. (2019). *La guerre sociale en France*. Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/la-guerre-sociale-en-france--9782348045790.htm

Göhler, G. (2014). La représentation politique dans la démocratie. *Trivium. Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften*, (16). Récupéré de http://trivium.revues.org/4803

Göle, N. (2013). La visibilité disruptive de l'Islam dans l'espace public européen : enjeux politiques, questions théoriques. *Cahiers Sens public, n° 15-16*(1), 165-184.

Gómez-Reino, M. et Llamazares, I. (2013). The Populist Radical Right and European Integration: A Comparative Analysis of Party–Voter Links. *West European Politics, 36*(4), 789-816. doi: 10.1080/01402382.2013.783354

Goodliffe, G. (2015). Europe's salience and « owning » Euroscepticism: Explaining the Front National's victory in the 2014 European elections in France. *French Politics, suppl. Special Issue: Explaining the spike in electoral support*, *13*(4), 324-345. doi: http://dx.doi.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1057/fp.2015.19

Gouiffès, P.-F. (2014, 15 septembre). Les huit conséquences désastreuses de la crise de 2008 sur la France. Dans *La Tribune*. Récupéré de http://www.latribune.fr/blogs/generation-deficits/20140915tribe3d93ecbb/les-huit-consequences-desastreuses-de-la-crise-de-2008-sur-la-france.html

Gouvernement Français. (1881). *Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse*. Paris. Récupéré de https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006070722

Gouvernement Français. (1972). *Loi n° 72-546 du 1 juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme*. Paris. Récupéré de https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000864827&categorieLien=id

Gouvernement Français. (1990). *Loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe*. Paris. Récupéré de https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000532990&categorieLien=id

Gouvernement Français. (2012, 26 août). *Circulaire du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites* [Circulaire interministerielle]. Paris. Récupéré de https://www.gisti.org/IMG/pdf/norintk1233053c.pdf

Gouvernement Français. (2020). *Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet*. Paris. Récupéré de https://www.vie-publique.fr/loi/268070-ppl-lutte-contre-les-contenus-haineux-sur-internet

Gray, S. W. D. (2015). Mapping silent citizenship: how democratic theory hears citizens' silence and why it matters. *Citizenship Studies*, *19*(5), 474-491. doi: 10.1080/13621025.2015.1074346

Gros, F. (2017). *Désobéir*. Paris : Albin Michel. Récupéré de http://banq.pretnumerique.ca/accueil/isbn/9782226425737

Gudykunst, W. B. et Mody, B. (dir.). (2002). *Handbook of international and intercultural communication* (2nd ed). Thousand Oaks, Calif : Sage Publications.

Gueniffey, P. (2011). La Première République, 1792-1804 : de la République des Lumières à la République impériale . Cairn.info. Dans *Tous républicains !* (p. 9-16). Paris : Armand Colin. doi: 10.3917/arco.belo.2011.01.0009

Guénif-Souilamas, N. (2006). *La république mise à nu par son immigration*. Paris : La fabrique éditions.

Haarscher, G. (2017). *La laïcité*. Paris : PUF. Récupéré de http://www.cairn.info/la-laicite--9782130792345.htm

Habermas, J. (1992). « L'espace public », 30 ans après. *Quaderni*, 161-191.

Habermas, J. (2006). *Droit et démocratie: entre faits et normes* (R. Rochlitz et C. Bouchindhomme, trad.). Paris : Gallimard.

Habermas, J. (2012). *Raison et légitimité: problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé* (J. Lacoste, trad.). Paris : Éd. Payot & Rivages.

Hajjat, A. (2012). *Les frontières de l'« identité nationale »*. La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/les-frontieres-de-l-identite-nationale--9782707169365.htm

Hall, E. T. (1973). *The silent language*. Garden City, N.Y. : Anchor Press/Doubleday.

Hall, E. T. (1989). *Beyond culture* ([Pbk ed..). New York ; Toronto : Doubleday.

Hall, E. T. (1990). *Understanding cultural differences*. Yarmouth, Maine : Intercultural Press.

Hall, E. T. (1992). *An anthropology of everyday life an autobiography*. New York ; Toronto : Doubleday.

Hall, S. (1994). Codage/décodage. *Réseaux*, *12*(68), 27-39. doi: 10.3406/reso.1994.2618

Hall, S. (1997a). Old and New Identities, Old and New Ethnicities . JSTOR. Dans A. D. King, *Culture, Globalization, and the World-System: Contemporary Conditions for the Representation of Identity* (NED-New edition). University of Minnesota Press. Récupéré de http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctttsqb3

Hall, S. (1997b). *Representation: cultural representations and signifying practices*. London; Thousand Oaks, Calif. : Sage in association with the Open University.

Hall, S. (2008). *Identités et cultures I, Politiques des cultural studies* (M. Cervulle, trad., vol. I). Paris : Amsterdam.

Hall, S. (2013). *Identités et cultures II, Politiques des différences* (M. Cervulle, trad., vol. II). Paris : Amsterdam.

Hall, S. (2019). *Race, ethnicité, nation: le triangle fatal*. Paris : Éditions Amsterdam.

Halualani, R. T., Mendoza, S. L. et Drzewiecka, J. A. (2009). "Critical" Junctures in Intercultural Communication Studies: A Review. *Review of Communication*, *9*(1), 17-35. doi: 10.1080/15358590802169504

Harvey, D. (1989). *The condition of postmodernity: an enquiry into the origins of cultural change*. Oxford [England] ; Cambridge, Mass., USA : Blackwell.

Harzoune, M. (2015). L'esprit "Charlie". *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, (1309), 188-191.

Hasian, M. A. (1998). Intercultural histories and mass-mediated identities: The re-imagining of the Arab-Israeli conflict. Dans J. N. Martin, *Readings in cultural contexts*. Mountain View Calif; London : Mayfield Pub. Co.

Hay, C. (2007). *Why we hate politics*. Cambridge ; Malden, MA : Polity Press.

Higham, J. (1955). *Strangers in the land patterns of American nativism, 1860-1925*. New Brunswick, NJ : Rutgers University Press.

Hoggart, R. (1973). *La culture du pauvre: étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris : Éditions de Minuit.

Hollande, F. (2012). *Discours du Bourget*. Le Bourget, France.

Howarth, D. R. et Torfing, J. (2005). *Discourse theory in European politics: identity, policy, and governance*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York : Palgrave Macmillan.

Igounet, V. (2016, 15 février). Le 1er mai, il arrive qu'il pleuve aussi. Dans *Derrière le Front*. Récupéré de https://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/2016/02/15/le-1er-mai-il-arrive-quil-pleuve-aussi.html

INSEE. (2015). Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et principaux indicateurs sur le marché du travail - Résultats de l'enquête Emploi au troisième trimestre 2015. *Principaux indicateurs*, (298), 2.

INSEE. (2016). Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et principaux indicateurs sur le marché du travail - Résultats de l'enquête Emploi au quatrième trimestre 2015. *Principaux indicateurs*, (298), 2.

Institut National de l'Audiovisuel. (2005, 26 octobre). Nicolas Sarkozy « Vous en avez assez de cette bande de racaillles, on va vous en débarrasser ». Dans *Ina.fr*. Récupéré de http://www.ina.fr/video/I09166721

Ivaldi, G. (2018). Contesting the EU in times of crisis: The Front National and politics of Euroscepticism in France. *Politics*, *38*(3), 278-294. doi: 10.1177/0263395718766787

Ivaldi, G., Lanzone, M. E. et Woods, D. (2017). Varieties of Populism across a Left-Right Spectrum: The Case of the Front National, the Northern League, Podemos and Five Star Movement. *Swiss Political Science Review*, *23*(4), 354-376. doi: 10.1111/spsr.12278

Jeanpierre, L. (2017). « Nuit debout », la diagonale du « nous ». *Critique, n° 841-842*(6), 484-497.

Joly, L. (2006). Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite. *Revue historique, n° 639*(3), 695-718.

Jørgensen, M. et Phillips, L. (2002). *Discourse analysis as theory and method*. London; Thousand Oaks, Calif. : Sage Publications.

Journal officiel de la République française. (1920, 14 juillet). *Loi instituant une Fête nationale de Jeanne d'Arc, Fête du patriotisme*. Récupéré de https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k64762383

Kacprzak, A. (2013). Le Pathos négatif en tant que trait du discours politique totalitaire. *Argumentation et Analyse du Discours*, *10*.

Kane, O. (2011). Communication, culture et changement. Éléments pour une épistémologie en communication en contexte d'altérité culturelle. Dans G. Hsab et C. Agbobli, *Communication internationale et la communication interculturelle: regards épistémologiques et espaces de pratique* (p. 28-43). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Keller, R. (2008). L'urgence de surprise. Analyse de discours: entre modèles théoriques et rapprochement à la réalité discursive. *Recherches qualitatives, Hors Série*(6), 44-56.

Khemilat, F. (2018a). La construction des prières de rue comme problème public. *Confluences Mediterranee, N° 106*(3), 81-94.

Khemilat, F. (2018b). La redéfinition des frontières de l'espace public à l'aune des controverses sur le voile : émergence d'une ségrégation « respectable » ? *Questions de communication*, (33), 43-63. doi: 10.4000/questionsdecommunication.12107

Kherfi, Y. et Le Goaziou, V. (2007). Les émeutiers : entre violence et résignation. Dans V. Le Goaziou et L. Mucchielli, *Quand les banlieues brûlent ...* (p. 93-103). Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/quand-les-banlieues-brulent--9782707152176-page-93.htm

Laclau, E. (2000). *La guerre des identités grammaire de l'émancipation*. Paris : La Découverte.

Laclau, E. (2008). *La raison populiste*. Paris : Seuil.

Laclau, E. (2015). *La guerre des identités: grammaire de l'émancipation*. Paris : Éditions la Découverte.

Laclau, E. et Mouffe, C. (2019). *Hégémonie et stratégie socialiste: vers une radicalisation de la démocratie* (J. Abriel, trad.). Paris : Pluriel.

Ladmiral, J.-R. et Lipiansky, E. M. (1989). *La communication interculturelle*. Paris : A. Colin.

Lagrange, H. (2006). *L'épreuve des inégalités*. Paris : PUF. Récupéré de http://www.cairn.info/l-epreuve-des-inegalites--9782130558149.htm

Lagrange, H. et Oberti, M. (2006). *Émeutes urbaines et protestations*. Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/emeutes-urbaines-et-protestations-une-singularite--9782724609921.htm

Landrin, X. (2008, 17 juin). *'Droite', 'gauche', 'juste-milieu' : la formalisation politique de l'entre-deux sous la Monarchie de Juillet*. Communication présentée au colloque « Gauche-droite : usages et enjeux d'un clivage canonique », Université Paris X - Nanterre. Récupéré de https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00702307/document

Le Cour Grandmaison, O. (2018). Ernest Renan : penseur de l'impérialisme français et de la République coloniale. *Droits, n° 67*(1), 49-63.

Le Digol, C. (2018). *Gauche-droite, la fin d'un clivage? sociologie d'une révolution symbolique*. Lormont : Le Bord de l'eau.

Le Gallo, S. (2015). *Entre unité et dissension, la perception de la charte des valeurs par le mouvement souverainiste québécois* (Mémoire accepté). Université du Québec à Montréal. Récupéré de https://archipel.uqam.ca/7324/

Le Gallo, S. (2018). Imaginaire national et laïcité. Penser l'identité avec le projet de Charte des valeurs. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, (24), 17-35. doi: 10.4000/communiquer.3581

Le Gallo, S. (2019). Discours antiféministes en ligne et gauche républicaine. Dans É. George (dir.), *Numérisation de la société et enjeux sociopolitiques. 2, 2*, (ISTE editions, vol. 2, p. 125-134). Londres : (s. é.).

Le Huffington Post. (2015). Robert Ménard maire de Béziers: retour sur un an de polémiques. Récupéré de https://www.huffingtonpost.fr/2015/03/14/robert-menard-beziers-maire-polemiques_n_6869318.html

Le Monde. (2005, 25 novembre). Dominique de Villepin prépare une loi sur l'égalité des chances. *Le Monde.fr*, section Société. Récupéré de http://www.lemonde.fr/societe/article/2005/11/25/dominique-de-villepin-prepare-une-loi-sur-l-egalite-des-chances_714487_3224.html

Le Monde. (2015, 9 janvier). Les terroristes avaient revendiqué dès 10 heures leurs attaques sur BFM-TV. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/societe/article/2015/01/09/eux-charlie-hebdo-moi-les-policiers-le-temoignage-des-terroristes-sur-bfm-tv_4552997_3224.html

Le Pen, M. (2011a). *Discours du 1er mai 2011*. Paris.

Le Pen, M. (2011b). *Discours du 11 septembre 2011, clôture de l'université d'été à Nice*. Nice.

Le Pen, M. (2011c). *Discours du 16 janvier 2011 à Tours*. Tours. Récupéré de https://rassemblementnational.fr/videos/congres-du-fn-a-tours-discours-d%e2%80%99investiture-de-marine-le-pen/

Le Pen, M. (2011d). Meeting à Metz : Discours de clôture de Marine Le Pen. Dans *Front National*. Récupéré de http://www.frontnational.com/videos/meeting-a-metz-discours-de-cloture-de-marine-le-pen/

Le Pen, M. (2011e, 3 décembre). Contre le droit de vote des étrangers : discours de Marine Le Pen. Dans *Front National*. Récupéré de http://www.frontnational.com/videos/contre-le-droit-de-vote-des-etrangers-discours-de-marine-le-pen/

Le Pen, M. (2012a). *Discours du 1er mai 2012*. Paris.

Le Pen, M. (2012b). *Discours du 23 septembre 2012, clôture de l'université d'été à la Baule*. La Baule.

Le Pen, M. (2013a). *Discours du 1er mai 2013*. Paris.

Le Pen, M. (2013b). *Discours du 15 septembre 2013, clôture de l'université d'été à Marseille*. Marseille.

Le Pen, M. (2014a). *Discours du 1er mai 2014*. Paris.

Le Pen, M. (2014b). *Discours du 30 août 2014, rentrée politique à Brachay*. Brachay.

Le Pen, M. (2014c). *Discours du 30 novembre 2014, XVe congrès du FN à Lyon*. Lyon.

Le Pen, M. (2014d, 30 novembre). XVème Congrès du Front National à Lyon : Discours de Marine Le Pen. Dans *FN - Front National*. Récupéré de http://www.frontnational.com/videos/xveme-congres-du-front-national-a-lyon-les-videos/

Le Pen, M. (2015a). *Discours du 1er mai 2015*. Paris.

Le Pen, M. (2015b). *Discours du 29 août 2015, rentrée politique à Brachay*. Brachay.

Le Pen, M. (2015c). *Discours du 30 novembre 2015 à Lille*. Lille.
Le Pen, M. (2016a). *Discours du 3 septembre 2016, rentrée politique à Brachay*. Brachay.
Le Pen, M. (2016b, 1er mai). 1er mai 2016 : discours de Marine Le Pen. Dans *FN - Front National*. Récupéré de http://www.frontnational.com/videos/1er-mai-2016-discours-de-marine-le-pen/
Le Pen, M. (2017a). *Discours du 1er mai 2017 à Villepinte*. Villepinte.
Le Pen, M. (2017b). *Discours du 5 février 2017, Assises présidentielles de Lyon*. Lyon.
Le Pen, M. (2017c). *Discours du 9 septembre 2017, rentrée politique à Brachay*. Brachay.
Leclercq, C. (2019). Les « nouveaux » mouvements politiques sont-ils nouveaux ? Dans Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile des sciences sociales* (p. 439-449). Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales--9782348045691-page-376.htm
Lecoeur, E. (2007). *Dictionnaire de l'extrême droite*. Paris : Larousse.
Lefebvre, R. (2019). Les partis représentent qui ? Dans Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile des sciences sociales* (p. 376-383). Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales--9782348045691-page-376.htm
Lefebvre, R. et Sawicki, F. (2007). Défaite de la gauche : le 21 avril 2002 n'était pas un accident. *Savoir/Agir, n° 1*(1), 23-28.
Lefort, C. (1999). *La complication: retour sur le communisme*. Paris : Fayard.
Légifrance. (1905, 9 décembre). *Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat.*
Legrand, T. et Watrin, L. (2018). *Les 100 mots des bobos*. Paris : PUF. Récupéré de http://www.cairn.info/les-100-mots-des-bobos--9782130809128-page-9.htm
Leighley, J. E. et Nagler, J. (2014). *Who votes now? demographics, issues, inequality and turnout in the United States*. Princeton : Princeton University Press.
Les Décodeurs. (2015, 14 novembre). L'attentat le plus meurtrier depuis 1945. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/11/14/l-attentat-le-plus-meurtrier-de-l-histoire-de-france_4809782_4355770.html
Libération. (2015, 13 novembre). Attaques à Paris : ce que l'on sait. Dans *Libération.fr*. Récupéré de https://www.liberation.fr/france/2015/11/13/fusillades-a-paris-ce-que-l-on-sait_1413322
Macherey, P. (2014). *Le sujet des normes*. Paris : Amsterdam.
Macron, E. (2017, 8 mars). *Discours devant le collectif Elles marchent* [Discours]. Théâtre Antoine, Paris.
Macron, E. (2019). *Vœux du Président de la République aux Français pour l'année 2020.* Paris. Récupéré de https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/12/31/voeux-2020-aux-francais

Maigret, É. (2005). Après le choc cultural studies. Dans L. Allard, É. Maigret et E. Macé, *Penser les médiacultures: nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde* (p. 17-40). Paris : Armand Colin : Institut National de l'audiovisuel.

Manceron, G. (2005). *Marianne et les colonies: une introduction à l'histoire coloniale de la France*. Paris : La Découverte.

Marin, A. (s. d.). *Boulangisme*. Encyclopædia Universalis. Récupéré le 5 février 2020 de http://www.universalis.edu.com/encyclopedie/boulangisme/

Mattelart, A. (2017). *Diversité culturelle et mondialisation* (3ème édition). Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/diversite-culturelle-et-mondialisation--9782707197443.htm

Mattelart, T. (2008). Les théories de la mondialisation culturelle : des théories de la diversité. *Hermes, La Revue, n° 51*(2), 17-22.

Mauger, G. (2019). Gilets jaunes. *Savoir/Agir, N° 47*(1), 109-117.

Maurras, C. (1986). *Enquête sur la monarchie.* Paris : Ed. du Porte-Glaive.

Mbembe, A. (2013a). Le Noir n'existe pas plus que le Blanc. *Africultures, n° 92-93*(2), 24-30.

Mbembe, A. (2013b). *Sortir de la grande nuit*. Paris : La Découverte.

Mbembe, J.-A. (2015). *Critique de la raison nègre*. Paris : La Découverte/Poche.

McGee, M. C. (1999a). In Search of « "The People" »: A Rhetorical Alternative. Dans J. L. Lucaites, C. M. Condit et S. Caudill, *Contemporary rhetorical theory: a reader* (p. 341-356). New York : Guilford Press.

McGee, M. C. (1999b). The « "Ideograph" »: A Link Between Rhetoric and Ideology. Dans J. L. Lucaites, C. M. Condit et S. Caudill, *Contemporary rhetorical theory: a reader* (p. 425-440). New York : Guilford Press.

Mediapart. (2016). Camp d'été décolonial: une injure au combat antiraciste ? Dans *Mediapart*. Récupéré de https://www.mediapart.fr/journal/france/280816/camp-d-ete-decolonial-une-injure-au-combat-antiraciste

Memmi, A. (2012). *Portrait du colonisé ; précédé de, Portrait du colonisateur*. Paris : Gallimard.

Mendoza, S. L. (2001). Nuancing anti-essentialism: A critical genealogy of Philippine experiments in national identity formation. Dans D. T. Goldberg, M. Musheno et L. C. Bower, *Between Law and Culture: relocating legal studies* (p. 224-245). Minneapolis : University of Minnesota Press.

Mendoza, S. L. (2005). Tears in the Archive: Creating Memory to Survive and To Contest Empire. Dans M. W. Lustig et J. Koester, *AmongUS: essays on identity, belonging, and intercultural competence* (p. 233-245). Boston : Pearson/A and B.

Mendoza, S. L. (2015). *Between the homeland and the diaspora: the politics of theorizing Filipino and Filipino American identities : a second look at*

poststructualism-indigenization debates (2ème). London ; New York : Routledge.

Ministère de l'Éducation nationale. (2013). *Charte de la laïcité*. Récupéré de http://classes.bnf.fr/laicite/telecharger/charte_de_la_laicite.pdf

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. (2019). *Loi de programmation pluriannuelle de la recherche*. Récupéré de https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid39124/loi-de-programmation-pluriannuelle-de-la-recherche.html

Ministère de l'Intérieur. (2002). Résultats de l'élection présidentielle 2002. Dans *http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2007*. Récupéré de https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/(path)/presidentielle-2017/FE.html

Ministère de l'Intérieur. (2007). Résultats de l'élection présidentielle 2007. Dans *http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2007*. Récupéré de http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2007

Ministère de l'Intérieur. (2012a). Résultats de l'élection présidentielle 2012. Dans *http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__PR2012*. Récupéré de http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__PR2012

Ministère de l'Intérieur. (2012b). Résultats de l'élection présidentielle 2012. Dans *http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__PR2012*. Récupéré de http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__PR2012

Ministère de l'Intérieur. (2015, 13 décembre). Résultats des élections régionales 2015. Dans *http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015*. Récupéré de http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015

Ministère de l'Intérieur. (2017). Résultats de l'élection présidentielle 2017. Dans *http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017*. Récupéré de http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017

Mohammed, M. et Talpin, J. (2018). *Communautarisme?* (Première édition). Paris : PUF.

Mondon, A. (2013). Nicolas Sarkozy's legitimization of the Front National: background and perspectives. *Patterns of Prejudice, 47*(1), 22-40. doi: 10.1080/0031322X.2012.735128

Moon, D. G. (1996). Concepts of "culture": Implications for intercultural communication research. *Communication Quarterly, 44*(1), 70-84. doi: 10.1080/01463379609370001

Mouffe, C. (2016). *L'illusion du consensus*. Paris : Éditions Albin Michel.

Mougniotte, A. (1997). L'École de la République. *Revue française de pédagogie, 118*(1), 71-79. doi: 10.3406/rfp.1997.1177

Moynot, P. (2012, 20 mars). La droite et la gauche expliquées à ma fille. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/20/la-droite-et-la-gauche-expliquees-a-ma-fille_1672507_3232.html

Mucchielli, L. (2006). Immigration et délinquance : fantasmes et réalités. Dans N. Guénif-Souilamas, *La république mise à nu par son immigration* (p. 39-61). Paris : La fabrique éditions.

Mucchielli, L. et Aït-Omar, A. (2007). Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère. Dans V. Le Goaziou et L. Mucchielli, *Quand les banlieues brûlent ...* (p. 11-35). Paris : La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/quand-les-banlieues-brulent--9782707152176-page-11.htm

Mudde, C. (2004). The Populist Zeitgeist. *Government and Opposition, 39*(4), 541-563. doi: 10.1111/j.1477-7053.2004.00135.x

Mudde, C. (2007). *Populist radical right parties in Europe*. Cambridge, UK ; New York : Cambridge University Press.

Müller, J.-W. (2016). *What Is Populism?* Philadelphia : University of Pennsylvania Press. doi: 10.9783/9780812293784

Mwasi. (2017). Formation à l'anti-racisme politique ! Dans *Ce-Décolonial*. Récupéré de http://web.archive.org/web/20170613010305/https://ce-decolonial.org/

Nakayama, T. K. et Halualani, R. T. (dir.). (2010). *The handbook of critical intercultural communication*. Chichester, West Sussex, U.K. ; Malden, MA : Wiley-Blackwell.

Nicolet, C. (1995). *L'idée républicaine en France, 1789-1924: essai d'histoire critique*. Paris : Gallimard.

Noiriel, G. (1999). *Les origines républicaines de Vichy*. Paris : Hachette Littératures.

Noiriel, G. (2006). *Le creuset français: histoire de l'immigration XIXe - XXe siècle* (éd. mise à jour et augmentée d'une préface). Paris : Éd. du Seuil.

Noiriel, G. (2007). *À quoi sert « l'identité nationale »*. Marseille : Agone.

Noiriel, G. (2018, 21 novembre). Les gilets jaunes et les « leçons de l'histoire ». *Le populaire dans tous ses états*. Récupéré de https://noiriel.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/

Nonhoff, M. (2007). L'analyse hégémonique : à propos du développement récent de l'analyse de discours politique dans les sciences politiques. *Langage et société*, (120), 77-90.

Oberti, M. et Préteceille, E. (2016). *La ségrégation urbaine*. Paris : La Découverte. Récupéré de https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/la-segregation-urbaine--9782707164254.htm

Omi, M. et Winant, H. (1993). On the Theoretical Status of the Concept of Race. C. McCarthy et W. Crichlow, (p. 3-10). New York : Routledge.

Ong-Van-Cung, K. S. (2011). Critique et subjectivation. Foucault et Butler sur le sujet. *Actuel Marx*, (49), 148-161.

Pappas, T. S. (2016). The Specter Haunting Europe: Distinguishing LIberal Democracy's Challengers. *Journal of Democracy*, *27*(4), 22-36. doi: 10.1353/jod.2016.0059

Park, H.-W. (1998). A Gramscian approach to interpreting international communication. *Journal of Communication*, *48*(4), 79-99. doi: 10.1111/j.1460-2466.1998.tb02771.x

Parti socialiste. (2012). Le projet de François Hollande. Dans *Parti socialiste*. Récupéré de http://www.parti-socialiste.fr/dossier/le-projet-de-francois-hollande

Pasquino, P. (1991). Citoyenneté, égalité, liberté chez Rousseau et Sieyès. Dans D. Colas, C. Emeri et J. Zylberberg, *Citoyenneté et nationalité : perspectives en France et au Québec* (p. 69-80). Paris : PUF. Récupéré de https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4812120q

Peretti-Ndiaye, M. (2016). Race, racisme, racialisation : que nous disent les discours ?.

Picard, A.-M. (2014). L'autre, tel qu'en soi. Dans R. Frydman et M. Flis-Trèves (dir.), *L'Autre, le semblable, le différent...* (p. 197-208). Paris : PUF. Récupéré de http://www.cairn.info/l-autre-le-semblable-le-different--9782130625490.htm

Poirier, N. (2000). Entretien avec Jacques Rancière. *Le Philosophoire*, (13), 29-42.

Poirier, N. (2004). *Castoriadis: l'imaginaire radical* (1. éd). Paris : Presses Univ. de France.

Poirier, N. (2011). *L'ontologie politique de Castoriadis: création et institution*. Paris : Payot.

Popping, R. (2018). Measuring populist discourse using semantic text analysis: a comment. *Quality & Quantity*, *52*(5), 2163-2172. doi: 10.1007/s11135-017-0651-z

Prévotat, J. (2004). *L'Action française*. Paris : PUF. Récupéré de http://www.cairn.info/l-action-francaise--9782130520733.htm

Prissette, N. et Quéméner, S. (2011). Marine Le Pen veut la « révolution ». *Le Journal du Dimanche*, section Élection présidentielle 2012. Récupéré de https://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Marine-Le-Pen-veut-la-revolution-interview-437441-3118235

Prochasson, C. (1993). Les années 1880 : au temps du boulangisme. Dans M. Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France* (p. 51-82). Paris : Éd. du Seuil.

Puar, J. K. (2017). *Terrorist assemblages: homonationalism in queer times* (Second edition). Durham : Duke University Press.

Québec. (1979). *La nouvelle entente Québec-Canada : proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal, la souveraineté-association*. Québec. Récupéré de https://www.torontopubliclibrary.ca/detail.jsp?Entt=RDM970808&R=970808

Quinault-Maupoil, T. (2014, 26 mai). Brachay, le village où l'UMP et le PS n'obtiennent aucune voix. Dans *FIGARO*. Récupéré de http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/coulisses/2014/05/26/25006-20140526ARTFIG00132-brachay-le-village-o-l-ump-et-le-ps-n-obtiennent-aucune-voix.php

Ramaux, C. (2002). Gauche protestataire versus gauche gouvernementale : le piège infernal. *Mouvements, no23*(4), 60-67.

Rancière, J. (2004). *Aux bords du politique*. Paris : Gallimard.

Rancière, J. (2005). *La haine de la démocratie*. Paris : La Fabrique éditions.

Rawls, J. (2003). *La Justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice*. Paris : La Découverte.

Renan, E. (1997). *Qu'est-ce qu'une nation?* Paris : Mille et une nuits.

Renard, C. (2017, 29 mai). Trois exemples historiques de non-mixité choisie. Dans *France Culture*. Récupéré de https://www.franceculture.fr/societe/trois-exemples-historiques-de-non-mixite-choisie

Renault, E. (2001). *Le vocabulaire de Marx*. Paris : Ellipses.

République française. (1905). *Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat*. Récupéré de https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006070169&dateTexte=20080306

Rescan, M., Lemarié, A. et Faye, O. (2020a, 5 février). « Je n'ai jamais vu autant de députés mécontents » : crise ouverte entre la majorité et l'exécutif. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/02/05/crise-ouverte-entre-la-majorite-et-l-executif_6028487_823448.html

Rescan, M., Piétralunga, C. et Faye, O. (2020b, 12 février). Devant les députés LRM, Macron invoque Maurras pour parler du régalien. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/02/12/devant-les-deputes-lrm-macron-invoque-maurras-pour-parler-du-regalien_6029292_823448.html

Reungoat, E. (2015). Mobilizing Europe in national competition: The case of the French Front National. *International Political Science Review, 36*(3), 296-310. doi: 10.1177/0192512114568816

Revel, J. (2002). *Le vocabulaire de Foucault*. Paris : Ellipses.

Revue Esprit. (2008). Perte de la représentation du futur et sentiment d'accélération de l'histoire. *Esprit, Juin*(6), 110-113.

Rey, H. (2017). L'identité (perdue ?) de la gauche. Dans P. Perrineau et L. Rouban (dir.), *La démocratie de l'entre soi* (p. 179-190). Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/la-democratie-de-l-entre-soi--9782724620504-page-179.htm

Richard, G. (2017). *Histoire des droites en France*. Paris : Éditions Perrin. doi: 10.3917/perri.richa.2017.01

Riot-Sarcey, M. (2016). *Le procès de la liberté: une histoire souterraine du XIXe siècle en France*. Paris : La Découverte.

Rogozinski, J. (2019). Démocratie sauvage. *Lignes, n° 59*(2), 23-36.

Roman, J. (2006). Pourquoi la laïcité ? Dans N. Guénif-Souilamas, *La république mise à nu par son immigration* (p. 62-80). Paris : La fabrique éditions.

Roman, J. (2014). *Chronique des idées contemporaines : itinéraire guidé à travers 300 textes choisis*. Rosny-sous-Bois : Bréal.

Rosanvallon, P. (1998). *Le peuple introuvable histoire de la représentation démocratique en France*. Paris : Gallimard.

Rouban, L. (2018). *Le paradoxe du macronisme*. Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/paradoxe-du-macronisme--9782724623000.htm

Rousseau, J.-J. (1762). *Du contrat social*. Amsterdam : Marc Michel Rey.

Rozenberg, O. (2011). Playing Softly with Euroscepticism: The 2009 European Elections in France. Dans R. Harmsen et J. Schild (dir.), *Debating Europe* (p. 51-68). Baden-Baden : Nomos.

Rueff, J. (2013). Contributions de la théorie de Jacques Rancière à l'analyse des pratiques démocratiques en ligne. Dans O. Kane, É. George et N. Naoufal (dir.), *Où [en] est la critique en Communication ?* (p. 187-197). Montréal : Centre de recherche CRICIS. Récupéré de http://www.gricis.uqam.ca/actes/acfas2012/articles/kane.pdf

Safi, M. (2009). La dimension spatiale de l'intégration : évolution de la ségrégation des populations immigrées en France entre 1968 et 1999. *Revue francaise de sociologie, Vol. 50*(3), 521-552.

Saïd, E. (2005). *L'orientalisme: l'Orient créé par l'Occident* ([Édition augmentée].). Paris : Seuil.

Saint-Germain, M. (1908). Allocution d'ouverture. Dans *Congrès colonial français de 1907*. Paris : (s. é.).

Salvi, E. (2016). La droite extrême à l'assaut du livre. *Revue du Crieur, N° 4*(2), 112-127.

Sartori, G. (2011). *Partis et sysèmes de partis: Un cadre d'analyse*. Bruxelles : Éd. de l'Université de Bruxelles.

Saupin, G. (2010). *La France à l'époque moderne*. Paris : Colin. Récupéré de http://www.numilog.com/bibliotheque/bnquebec/fiche_livre.asp?idprod=96385

Schlegel, J.-L. (2017). La droite en mal d'hégémonie culturelle. *Esprit, Décembre*(12), 25-30.

Schnapper, D. (1998). *La relation à l'autre au coeur de la pensée sociologique*. (s. l.) : Paris Gallimard.

Schnapper, D. (2002). *La démocratie providentielle: essai sur l'égalité contemporaine*. Paris : Gallimard.

Schor, R. (1997). Parler des étrangers : les mots du Front national. *Cahiers de la Méditerranée, 54*(1), 117-137. doi: 10.3406/camed.1997.1181

Schütz, A. (2003). *L'étranger: un essai de psychologie sociale ; suivi de L'homme qui rentre au pays, Homme qui rentre au pays.* Paris : Allia.

Schwartz, O. (2011). Peut-on parler des classes populaires ? *La Vie des idées*. Récupéré de http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html

Scott, J. W. (1998). *La citoyenne paradoxale: les féministes françaises et les droits de l'homme* (M. Bourdé et C. Pratt, trad.). Paris : Michel.

Scrinzi, F. (2017). A 'New' National Front? Gender, Religion, Secularism and the French Populist Radical Right. M. Köttig, R. Bitzan et A. Petö, (p. 127-140). New York : Springer. doi: 10.1007/978-3-319-43533-6_9

Sebban, J. (2012). La genèse de la « morale judéo-chrétienne ». Étude sur l'origine d'une expression dans le monde intellectuel français. *Revue de l'histoire des religions*, (1), 85-118. doi: 10.4000/rhr.7835

Sénéchal, C. (2016). 12 mai 2016 – Manuel Valls fait adopter la loi El Khomri en première lecture. Dans L. de Sutter (dir.), *Le livre des trahisons* (p. 367-376). Paris : Presses Universitaires de France. Récupéré de http://www.cairn.info/le-livre-des-trahisons--9782130785729-page-367.htm

Sieyès, E. J. (1788). *Essai sur les privilèges*. Paris. Récupéré de https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k416867/f4.image

Sieyès, E. J. (1789). *Qu'est-ce que le Tiers-État*. Paris : (s. é.).

Siméon, J.-P. (1989). La pensée de la démocratie chez Castoriadis. Dans G. Busino, *Autonomie et autotransformation de la société: la philosophie militante de Cornelius Castoriadis* (p. 375-392). Genève : Droz.

Sintomer, Y. (1999). *La démocratie impossible ?* La Découverte. Récupéré de http://www.cairn.info/la-democratie-impossible--9782707130891.htm

Smith, A. (1802). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (G. C. Garnier, trad.). Paris : Guillaumin.

Souchard, M. (1998). *Le Pen, les mots : analyse d'un discours d'extrême-droite*. Paris : La Découverte/Poche.

Souillac, R. (2007). *Le mouvement Poujade*. Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de http://www.cairn.info/le-mouvement-poujade--9782724610062.htm

Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak? Dans *Marxism and the interpretation of culture* (p. 271-313). Basingstoke : Macmillan Education.

Stébé, J.-M. (2010). Les banlieues sensibles ou la segmentation sociale des territoires. *Que sais-je?, 4e éd.*(3507), 3-10.

Stélandre, T. (2011). Aux origines du front républicain. Dans *Historia*. Récupéré de http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.historia.fr%2Fweb%2Fquoi-de-neuf%2Faux-origines-du-front-republicain-24-03-2011-45570

Steyn, M. (1999). White identity in context: A personal narrative. Dans T. K. Nakayama et J. N. Martin, *Whiteness: the communication of social identity*. (s. l. : n. é.).

Steyn, M. (2004). Rehabilitating a Whiteness Disgraced: Afrikaner White Talk in Post-Apartheid South Africa. *Communication Quarterly, 52*(2), 143-169.

Strange, S. (2011). L'échec des États face à la mondialisation. *Esprit, Décembre*(12), 62-75.

Taggart, P. (2017). New Populists parties in Western Europe. Dans C. Mudde (dir.), *The populist radical right: a reader* (p. 225-241). London ; New York : Routledge, Taylor & Francis Group.

Taguieff, P.-A. (2007). *L'illusion populiste : de l'archaïque au médiatique*. Paris : Berg International.

Tenzer, N. (1997). Postface. Dans E. Renan, *Qu'est-ce qu'une nation?* (p. 37-43). Paris : Mille et une nuits.

The Roestone Collective. (2014). Safe Space: Towards a Reconceptualization. *Antipode, 46*(5), 1346-1365. doi: 10.1111/anti.12089

Thompson, E. P. (2017). *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris : Seuil.

Thompson, J. B. (1987). Langage et idéologie. *Langage et société*, 7-30.

Touraine, A. (1983). La crise de la représentation politique. *Sociologie Et Sociétés*, *15*(1), 131-140.

Tristram, F. (2012). Combat d'arrière-garde ou mouvement social précurseur ? Le poujadisme à la croisée des analyses. Dans M. Pigenet et D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France: de 1814 à nos jours* (p. 446-455). Paris : Découverte.

UNHCR. (2015). Worldwide displacement hits all-time high as war and persecution increase. Dans *UNHCR*. Récupéré de https://www.unhcr.org/news/latest/2015/6/558193896/worldwide-displacement-hits-all-time-high-war-persecution-increase.html

Union Européenne. (2016, 16 juin). EUROPA - Un marché sans frontières [Text]. Dans *European Union website, the official EU website - European Commission*. Récupéré de http://europa.eu/european-union/topics/single-market_fr

United States. (1791). *United States Bill of Rights*. New-York. Récupéré de https://constitution.congress.gov/browse/amendment-1/

Vaudano, M. (2015, 4 septembre). Comprendre la crise des migrants en Europe en cartes, graphiques et vidéos. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/09/04/comprendre-la-crise-des-migrants-en-europe-en-cartes-graphiques-et-videos_4745981_4355770.html

Vaudano, M. (2019, 9 janvier). Qui bénéficie des 20 milliards d'euros du CICE ? *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/09/pme-ou-entreprises-du-cac-40-qui-beneficie-des-20-milliards-du-cice_5406893_4355770.html

Vavasseur-Desperriers, J. (2006). *Les droites en France*. Paris : PUF. Récupéré de http://www.cairn.info/les-droits-en-france--9782130555148.htm

Vergès, F. (2005). « Le Nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc ». *Actuel Marx, n° 38*(2), 45-63.

Vie publique. (2018, 19 mars). *Inégalités et retards de développement, La France des outre-mer* [text]. Récupéré de https://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/outre-mer/inegalites/

Vörös, F. (2018). L'imbrication des rapports de pouvoir dans les dispositifs de débat télévisé à l'ère numérique. *Questions de communication, n° 33*(1), 65-87.

Walsh, K. C. (2011). Get Government Out of It: Heterogeneity of Government Skepticism and Its Connection to Economic Interests and Policy Preferences. Dans P. Enns et C. Wlezien (dir.), *Who gets represented?* (p. 129-159). New York : Russell Sage Foundation.

Weber, M. (2013). *La domination*. Paris : La Découverte.

Werts, H., Scheepers, P. et Lubbers, M. (2013). Euro-scepticism and radical right-wing voting in Europe, 2002–2008: Social cleavages, socio-political attitudes and contextual characteristics determining voting for the radical right. *European Union Politics*, *14*(2), 183-205. doi: 10.1177/1465116512469287

Wieviorka, M. (2013). *Le Front national, entre extrémisme, populisme et démocratie*. Paris : Maison des sciences de l'homme.

Williams, R. (1960). *Culture and society, 1780-1950.* Londres : Doubleday Anchor books.

Williams, R. (1983). *Keywords: a vocabulary of culture and society* (Rev. and expanded ed..). London Angleterre : Fontana.

Willink, K. G., Gutierrez-Perez, R., Shukri, S. et Stein, L. (2014). Navigating with the Stars: Critical Qualitative Methodological Constellations for Critical Intercultural Communication Research. *Journal of International and Intercultural Communication*, *7*(4), 289-316. doi: 10.1080/17513057.2014.964150

Wilson, J. K. (1995). *Myth of Political Correctness.* Duke University Press. Récupéré de http://www.myilibrary.com?id=641383

Winock, M. (2012). *La droite: hier et aujourd'hui*. Paris : Perrin.

Winock, M. (2013). *Le XXe siècle idéologique et politique*. Paris : Éditions Perrin. Récupéré de http://www.cairn.info/le-xxe-siecle-ideologique-et-politique--9782262042370-page-233.htm

Winock, M. (2017). Le boulangisme, un populisme prostestataire. *Apres-demain, N ° 43, NF*(3), 34-36.

Zaller, J. (1992). *The nature and origins of mass opinion*. Cambridge : Cambridge University Press. Récupéré de https://doi.org/10.1017/CBO9780511818691

Zancarini-Fournel, M. (2016). *Les luttes et les rêves: une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*. Paris : Zones.

Zetkin, A. (2016). Quand dire, c'est résister. *Les Temps Modernes, n° 691*(5), 111-117.

Zulianello, M. (2018). Anti-System Parties Revisited: Concept Formation and Guidelines for Empirical Research. *Government and Opposition*, *53*(4), 653-681. doi: 10.1017/gov.2017.12

Zulianello, M. (2019). What is an anti-system party? Some clarifications. *Contemporary Italian Politics*, *11*(2), 192-194. doi: 10.1080/23248823.2019.1599768